

Service départemental
d'incendie et de secours



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU SERVICE D'INCENDIE ET DE SECOURS DES YVELINES

2018-2

JUIN A SEPTEMBRE 2018

SOMMAIRE

DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DES YVELINES

SEANCE DU 20 JUIN 2018

⇒ **Ordre du jour de la séance**

- | | | |
|---|----|-----|
| ⇒ Procès-verbal de la séance du 14 février 2018. | p. | 9 |
| ⇒ Installation du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines. | p. | 20 |
| ⇒ Modification des articles 15.8 et 16.3 du Règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines relatives aux incompatibilités et interdictions. | p. | 22 |
| ⇒ Elections professionnelles 2018 – Mise en place du vote électronique. | p. | 26 |
| ⇒ Effectifs budgétaires de l'établissement public (SPP, SPV, PATS). | p. | 27 |
| ⇒ Présentation du Compte personnel d'activité (CPA) et mise en œuvre du compte personnel de formation (CPF) et du compte d'engagement citoyen (CEC) au sein du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines. | p. | 40 |
| ⇒ Compte de gestion 2017. | p. | 42 |
| ⇒ Compte administratif 2017. | p. | 114 |
| ⇒ Affectation des résultats du budget 2017. | p. | 267 |
| ⇒ Budget supplémentaire de l'année 2018. | p. | 268 |
| ⇒ Modifications d'autorisations de programmes et de crédits de paiements du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines. | p. | 428 |
| ⇒ Exécution du budget au 1 ^{er} juin 2018. | p. | 430 |
| ⇒ Convention pour le paiement par le Centre hospitalier de Versailles de transports effectués suite à une carence de transports sanitaires privés pour l'année 2017. | p. | 433 |
| ⇒ Convention de mise à disposition de l'application « le bon samaritain » entre le fonds pour le développement du bon samaritain (FDBS) et le SDIS 78. | p. | 435 |
| ⇒ Participation à la médicalisation de l'hélicoptère de la Sécurité civile sud-francilien. | p. | 442 |
| ⇒ Participation des sapeurs-pompiers du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines « renfort IRMA » au défilé du 14 juillet 2018. | p. | 443 |
| ⇒ Délibération visant à clarifier les modalités d'attribution de la prime d'intéressement des agents du SDIS 78. | p. | 444 |

DELIBERATIONS DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DES YVELINES

SEANCE DU 27 JUIN 2018

⇒ **Ordre du jour de la séance**

- ⇒ Invitation relative à l'attribution du marché n° PA-18-002 de travaux de conservation, d'amélioration et d'entretien des voiries et réseaux divers (VRD) et d'installation de clôtures et portails au sein du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines. p. 448
- ⇒ Information relative à l'attribution du marché n° PA-18-029 de travaux d'arasement d'une butte de terre et de création d'une plateforme et d'un parking au Centre de secours de Montigny-le-Bretonneux. p. 449
- ⇒ Information relative à l'attribution du marché n° PA-18-035 de restructuration et d'extension du Centre de secours d'Achères - Lot 8 : Menuiseries extérieures. p. 450
- ⇒ Signature de l'avenant n° 5/2018 relatif au marché n° 78000.-71-01361 de fourniture de fourgons pompe-tonne (FPT) pour le Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines - Annule et remplace la délibération n°18-4B-29. p. 451
- ⇒ Convention spécifique de groupement de commandes entre les Services départementaux d'incendie et de secours de Seine-et-Marne, de l'Essonne, des Yvelines et du Val d'Oise dans le cadre du marché d'acquisition de tenues de service d'intervention. p. 453
- ⇒ Convention spécifique de groupement de commandes entre les Services départementaux d'incendie et de secours de Seine-et-Marne, de l'Essonne, des Yvelines et du Val d'Oise dans le cadre du marché public d'achat de parkas avec blousons coupe-vent « sapeurs-pompiers ». p. 457
- ⇒ Signature de la modification n°1/2018 du marché n°ME-16-022 de travaux d'extension des réseaux fibres optiques. p. 461
- ⇒ Signature de la modification n°1/2018 relative au marché n° PF-18-004 de fourniture et de maintenance de moniteurs multiparamétriques de transport destinés à équiper les véhicules de secours et d'assistance aux victimes du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines dans le cadre de la prise en charge secouriste. p. 462
- ⇒ Approbation des protocoles d'accords transactionnels relatifs à l'indemnisation du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, de la société MONCEAU EPARGNE RETRAITE, de Messieurs LE CLERC et ROY par la société BOUYGUES TP et mettant fin définitivement au litige les opposants suite à l'accident du 12 décembre 2015. p. 464
- ⇒ Réforme de matériels. p. 466
- ⇒ Actualisation de l'étude de faisabilité relative à la rénovation du Centre nautique de Conflans-Sainte-Honorine. p. 470
- ⇒ Avenant n°3 à la convention de transfert des biens nécessaires au fonctionnement du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines - Commune de Versailles. p. 472
- ⇒ Engagements Service civique. p. 472
- ⇒ Recrutement de deux agents contractuels sur un emploi non permanent pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité. p. 492

DELIBERATIONS DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DES YVELINES

SEANCE DU 12 SEPTEMBRE 2018

⇒ **Ordre du jour de la séance**

- ⇒ Autorisation de signature de l'avenant n°1/2018 à la convention constitutive du groupement de commandes des SDIS d'Ile-de-France n°GC-IDF-2016 dite convention cadre. p. 494
- ⇒ Autorisation de signature de la convention spécifique de groupement de commandes des SDIS d'Ile-de-France relative à l'acquisition de tenues de service et d'intervention. p. 510
- ⇒ Avenant n°1/2018 au marché n°2014-MF-020 « Défibrillateurs automatisés externes (DAE), accessoires et pièces associées ». p. 519
- ⇒ Modification du marché n°MF-16-017 « Assurance flotte automobile et risques annexes » - avenant de transfert. p. 521
- ⇒ Modalités d'organisation du vote électronique pour les élections professionnelles 2018. p. 523
- ⇒ Convention relative à la mise à disposition de la piscine de Saint-Cyr-l'Ecole au profit du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines. p. 551
- ⇒ Convention multi technique entre l'UGAP et le SDIS des Yvelines. p. 556
- ⇒ Modification de la régie d'avances des Affaires Générales du SDIS des Yvelines. p. 568
- ⇒ Convention d'échanges de données géographiques - Société du Grand Paris. p. 570
- ⇒ Convention d'occupation privative du domaine public (multi-sites) pour l'installation de relais de téléphonie mobile - (Bouygues Telecom). p. 578

**ACTES REGLEMENTAIRES
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET
DE SECOURS DES YVELINES**

- ⇒ Arrêté n° 2018-020 du 01 juin 2018 fixant la liste départementale des médecins habilités à se prononcer sur l'aptitude médicale des sapeurs-pompiers. p. 685
- ⇒ Arrêté n° 2018-022 du 07 juin 2018 portant délégation de signature du Président du Conseil d'administration aux cadres du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines. p. 689
- ⇒ Arrêté n° 2018-023 du 11 juin 2018 fixant les référentiels internes de formation et de certification de la formation de chef d'agrès une équipe de sapeurs-pompiers professionnels et volontaires. p. 704
- ⇒ Arrêté n° 2018-024 du 12 juillet 2018 portant établissement du tableau annuel d'avancement au grade de Commandant de sapeurs-pompiers professionnels au titre de l'année 2018. p. 705
- ⇒ Arrêté n° 2018-025 du 12 juillet 2018 portant établissement du tableau annuel d'avancement au grade de Lieutenant Hors classe de sapeurs-pompiers professionnels au titre de l'année 2018. p. 706
- ⇒ Arrêté n° 2018-029 du 13 août 2018 fixant la composition du comité consultatif des sapeurs-pompiers volontaires du Groupement Ouest. p. 707

DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Conseil d'administration du 20 juin 2018



**Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines**

Séance du 20 juin 2018

DELIBERATION N° 18-1/18-2-16

Procès-verbal de la séance du 14 février 2018

Le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° 18-1-06 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines en date du 14 février 2018 relative au Règlement intérieur du Conseil d'administration et du Bureau du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines ;

SUR le rapport de son Président ;

APRES en avoir délibéré,

APPROUVE le procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines du 14 février 2018.

Délibéré à Versailles, le 20 juin 2018

par ¹⁷ ~~11~~ voix (dont ~~0~~ ¹⁷ pour, ~~0~~ ⁰ voix contre et ~~0~~ ⁰ abstention,
17 membres titulaires présents votant, ~~1~~ ⁰ membre suppléant présent ne votant pas ;

le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines

Alexandre JOLY



Accusé de réception en préfecture
078-287800536-20180620-18-2-16-DE
Date de télétransmission : 22/06/2018
Date de réception préfecture : 22/06/2018

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 14 février 2018

PROCÈS-VERBAL

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS
DES YVELINES**

**PROCÈS-VERBAL
de la séance du 14 février 2018**

Monsieur Alexandre JOLY accueille les membres du Conseil d'administration.

Le représentant de l'État dans le département, membre de droit :

- M. MORVAN, Préfet des Yvelines, représenté par M. LAURENT, Directeur de Cabinet de M. le Préfet **Présent**

Représentants du Département :

- M. JOLY	Titulaire	Présent	- M. de LA FAIRE	Suppléant	Absent, excusé
- M. AMADEI	Titulaire	Présent	- M. OLIVE	Suppléant	Absent, excusé
- M. LEBRUN	Titulaire	Absent, excusé Pouvoir à M. JOLY	- M. JOUY	Suppléant	Absent, excusé
- M. RAYNAL	Titulaire	Absent, excusé	- M. VANDEWALLE	Suppléant	Absent, excusé
- M. RICHARD	Titulaire	Présent	- M. BENASSAYA	Suppléant	Absent, excusé
- M. BRILLAULT	Titulaire	Présent	- M. BENIZE	Suppléant	Présent
- Mme JEAN	Titulaire	Présente	- Mme ZAMMIT-POPESCU	Suppléante	Absente, excusée
- Mme WINOCOUR-LEFEVRE	Titulaire	Absente, excusée	- Mme CHIAGNAUD-FORAIN	Suppléante	Présente
- Mme d'ESTEVE	Titulaire	Absente, excusée	- Mme GUYARD	Suppléante	Présente
- Mme BRIOIX-FEUCHET	Titulaire	Absente, excusée	- Mme TROCHU	Suppléante	Absente, excusée
- Mme ROSETTI	Titulaire	Absente, excusée	- Mme BRISTOL	Suppléante	Présente
- Mme SORNAY	Titulaire	Absente, excusée	- Mme GEHIN	Suppléante	Absente, excusée
- Mme AUBERT	Titulaire	Absente, excusée	- Mme CAPIAUX	Suppléante	Absente, excusée
- Mme DEMONT	Titulaire	Absente, excusée	- Mme ARENOU	Suppléante	Absente, excusée

Représentants des Etablissements publics de coopération intercommunale :

- M. PLUYAUD	Titulaire	Présent	- M. OURGAUD	Suppléant	Absent, excusé
- M. MARTINEZ	Titulaire	Absent, excusé	- M. LEBOUÇ	Suppléant	Présent

Représentants des Communes :

- M. PELLETIER	Titulaire	Présent	- M. BRUNEAU	Suppléant	Absent, excusé
- M. LORINQUER	Titulaire	Absent, excusé	- M. ANSART	Suppléant	Absent, excusé
- M. CINTRAT	Titulaire	Absent, excusé	-		
- M. VOITELLIER	Titulaire	Présent	- M. DELAPORTE	Suppléant	Absent, excusé
- M. MILLOT	Titulaire	Présent	- M. MIRAMBEAU	Suppléant	Absent, excusé
- Mme GUIGNON	Titulaire	Présente	-		

Soit 15 membres présents, et un pouvoir.

Membres avec voix consultative :

- Contrôleur général SÉCARDIN Directeur départemental	Titulaire	Présent	- Colonel CHAVILLON Directeur départemental adjoint	Suppléant	Présent
- Médecin-colonel RESNIER Médecin-chef	Titulaire	Présent	- Médecin-colonelle COUDERT Médecin-chef adjointe	Suppléante	Absente, excusée

- Lieutenant-colonel DOUVILLE, Président de l'UDSPY **Présent**

Représentants des personnels :

- M. FOUCAUD	Titulaire	Présent	- M. FAUVEAU	Suppléant	Absent, excusé
- M. MOREAU	Titulaire	Présent	- M. BUCHE	Suppléant	Présent
- M. SALLÉ	Titulaire	Absent, excusé	- M. PRADO	Suppléant	Présent
- M. PROENCA	Titulaire	Absent, excusé	- M. VENOT	Suppléant	Absent, excusé

Membres conviés :

- M. RICHARD SAMU78	Titulaire	Présent	- M. LAMBERT SAMU78	Suppléant	Absent, excusé
- Mme FOURMESTRAUX	Payeuse départementale				Absente, excusée

Constatant que le quorum est atteint, le Président ouvre la séance à 16h10.

M. JOLY salue l'assemblée et remercie les membres présents de s'être déplacés ce jour, suite à l'annulation, compte tenu des conditions météorologiques de la semaine passée, du Conseil d'administration initialement prévu le 07 février.

Puis il remercie M. Thierry LAURENT, nouveau Directeur de Cabinet du Préfet, pour sa présence à ce Conseil d'administration en qualité de représentant du Préfet des Yvelines, retenu par d'autres obligations.

Il annonce avoir reçu le pouvoir de M. LEBRUN, titulaire du Conseil d'administration, qui ne peut assister à cette séance, et ne peut pas être représenté par son suppléant, M. JOUY, absent également.

Concernant la démission de Mme BOUTIN de son mandat de Conseillère départementale le 1^{er} novembre 2017, M. JOLY annonce la désignation d'un autre conseiller départemental par le Conseil départemental, afin de lui succéder. Il s'agit de Mme Clarisse DEMONT, à laquelle il souhaite la bienvenue au nom de tous.

Puis, M. JOLY propose de respecter quelques instants de silence en l'honneur des 4 sapeurs-pompiers décédés en début d'année :

- Le Sergent Robert SANDRAZ, du Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de la Savoie,
- Le Sergent Jonathan LASSUS-DAVID, de la Brigade des sapeurs-pompiers de Paris (BSPP), également sapeur-pompier volontaire (SPV) au SDIS des Pyrénées-Atlantiques,
- Le Sergent Jonathan COTTREZ, du SDIS du Pas-de-Calais,
- Le Caporal Arnaud DAUCHY, également du SDIS du Pas-de-Calais.

Après ce moment de recueillement, il poursuit avec les intempéries qui ont frappé les Yvelines depuis le début de l'année. En effet, l'Île-de-France a connu plusieurs événements météorologiques qui ont mis à rude épreuve les Yvelinois, et amené le SDIS à intervenir à de nombreuses occasions, pour leur apporter les secours, la protection et l'assistance nécessaires, sous la coordination du Préfet et avec les autres services concourant à la sécurité civile.

Ainsi, après le passage de la tempête Eleanor, début Janvier, le département a également subi d'importantes inondations et une crue de la Seine, supérieure à celle de 2016. Enfin, du 06 au 09 février, c'est un épisode « neige et verglas » qui a touché le département.

Une fois de plus, grâce à l'implication de tous les services et de chaque agent, sapeurs-pompiers professionnels et volontaires, personnels administratifs, techniques et spécialisés, le SDIS des Yvelines a pu accomplir avec dévouement sa mission. Au nom de l'ensemble du Conseil d'administration, M. JOLY tient à renouveler sa confiance et sa fierté d'administrer un Corps départemental tel celui des sapeurs-pompiers des Yvelines.

Par ailleurs, le 22 janvier, un sommet international s'est tenu au château de Versailles, en présence du Président de la République et du Premier ministre. Un détachement de moyens de secours du SDIS des Yvelines a été pré-positionné sur place.

Et, en parallèle des cérémonies organisées dans chaque Préfecture de France en hommage au Préfet Claude ERIGNAC, assassiné le 06 février 1998 en Corse, et notamment dans celle des Yvelines où il a officié du 1^{er} juin 1993 au 31 décembre 1995, une cérémonie d'hommage a été organisée au Ministère de l'Intérieur, Place Beauvau. Le SDIS des Yvelines y a participé en dépêchant un détachement composé de sa garde au drapeau et d'une section de 10 sapeurs-pompiers yvelinois.

En outre, le SDIS des Yvelines, organise, au titre de l'année 2018, un concours interne de sergents de sapeurs-pompiers professionnels, pour un total de 20 places sur liste d'aptitude. Les épreuves débiteront le 29 mars.

Le SDIS de l'Essonne, quant à lui, organise, pour les quatre SDIS d'Île-de-France, deux concours externes de caporaux de sapeurs-pompiers professionnels pour 270 places au Titre 1 et 380 places au Titre 2 sur liste d'aptitude. Les épreuves débiteront le 24 mai.

Ces deux concours s'inscrivent dans les processus de gestion de tous les SDIS. Pour autant, au regard du contexte actuel, ces deux démarches présentent de vrais enjeux. En effet, le concours de sergents permet de relancer la politique de promotion du service après une

période spécifique liée à la réforme de la filière, alors que le concours de caporaux permet de relancer la politique de recrutement du service dans une période pauvre en lauréats.

Pour terminer, une réunion va être prochainement organisée avec le Préfet Guillaume LAMBERT, en poste au Ministère de l'Intérieur, sur le projet SGO national. Il s'agit du projet de création d'un système unifié de gestion des appels, des alertes et des opérations, entre tous les services d'incendie. La réunion aura pour objet d'évoquer l'état d'avancement du projet, et d'aborder son financement ainsi que la future gouvernance pour son fonctionnement.

Après cette présentation de points divers, M. JOLY annonce les prochaines séances des Conseil d'administration et Bureaux, ainsi que quelques autres dates :

- ↳ Conseil d'administration :
 - Mercredi 20 juin, à 09h30, au Conseil départemental
- ↳ Bureaux du Conseil d'administration :
 - Mercredi 14 mars, à 16h30, au SDIS
 - Mercredi 11 avril, à 16h30, au SDIS
 - Mercredi 23 mai, à 16h30, au SDIS
- ↳ Dates diverses :
 - Le 17 février : Passation de commandement à Saint-Léger-en-Yvelines
 - Le 15 mars : Comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires (CCDSPV) à 09h30 à l'Ecole départementale des sapeurs-pompiers des Yvelines (EDSPY)
 - Le 22 mars : Commissions administratives paritaires (CAP) à 08h30 à l'EDSPY
 - Le 22 mai : Comité technique (CT) à 08h30 à l'EDSPY
 - Du 24 au 26 mai : Challenge Extraction 2018 au vélodrome de Saint-Quentin-en-Yvelines
 - Le 07 juin : CCDSPV à 09h30 à l'EDSPY

Pour terminer, M. JOLY précise que 3 documents sont déposés sur table :

- ↳ La revue opérationnelle et son bilan 2017, pour lequel un diaporama va être présenté par le Colonel LASSIETTE en fin de séance,
- ↳ Une plaquette relative au Budget 2018,
- ↳ Le rapport n° 18-1-15 relatif aux conventions de partenariat et financière établies entre le SDIS des Yvelines et le groupe RENAULT, consistant en un projet collaboratif visant à améliorer les interventions d'urgence sur véhicules.

M. JOLY rappelle que le SDIS des Yvelines a souvent, et depuis quelques années déjà, contribué à divers projets visant à l'amélioration des moyens mis en place et déployés pour tenter de parvenir à l'efficacité en intervention.

Puis, il cède la parole à M. MOREAU qui souhaite faire une déclaration (jointe en annexe).

En réponse, M. LAURENT rappelle que le Préfet et lui-même sont sensibilisés à la problématique du secours à personne. Dès son arrivée, un épais dossier se trouvait sur son bureau portant sur ce sujet. Le Contrôleur général SECARDIN lui en a aussi longuement parlé, lors de leur première rencontre. Toute la hiérarchie est mobilisée sur la question du secours à personne. Les conséquences sur le moral des troupes, sur leur forte sollicitation, sur le fonctionnement de l'établissement public et les incidences budgétaires sont bien identifiées, et il va s'atteler au dossier.

Puis, en l'absence de toute demande d'intervention, le Président débute l'ordre du jour.

APPROBATION DES DELIBERATIONS

- 17-4/ 18-1-01 : Procès-verbal de la séance du 13 décembre 2017**
 Rapporteur : M. Alexandre JOLY
 Aucun commentaire n'est exprimé.
 Le procès-verbal est approuvé à l'unanimité.
- 18-1-02 : Règlement administratif et financier de l'Ecole départementale des sapeurs-pompiers des Yvelines – Révision annuelle des coûts de formation pour l'année 2018**
 Rapporteur : M. Alexandre JOLY
 Aucun commentaire n'est exprimé.
 La délibération est adoptée à l'unanimité.
- 18-1-03 : Convention avec le Centre interdépartemental de gestion de la Grande Couronne pour l'organisation de concours et examens professionnels pour les années 2018 à 2020**
 Rapporteur : M. Alexandre JOLY
 Aucun commentaire n'est exprimé.
 La délibération est adoptée à l'unanimité.
- 18-1-04 : Convention relative à l'exercice des secrétariats de la Commission de réforme et du Comité médical par le Centre interdépartemental de gestion de la Grande Couronne de la région d'Île-de-France**
 Rapporteur : M. Alexandre JOLY
 Aucun commentaire n'est exprimé.
 La délibération est adoptée à l'unanimité.
- 18-1-05 : Délégation de pouvoirs du Conseil d'administration au Bureau et au Président**
 Rapporteur : M. Alexandre JOLY
 Concernant les installations d'antennes, M. MOREAU souhaite, comme déjà évoqué lors de la dernière Commission administrative et technique du Service d'incendie et de secours (CATSIS), qu'une information soit faite auprès des agents, sur les risques éventuels pour la santé.
 M. JOLY déclare que cette demande est légitime.
 Aucun autre commentaire n'est exprimé.
 La délibération est adoptée à l'unanimité.
- 18-1-06 : Règlement intérieur du Conseil d'administration et du Bureau du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines**
 Rapporteur : M. Alexandre JOLY
 Aucun commentaire n'est exprimé.
 La délibération est adoptée à l'unanimité.
- 18-1-07 : Plan d'équipement 2018**
 Rapporteur : M. Alexandre JOLY
 Aucun commentaire n'est exprimé.
 La délibération est adoptée à l'unanimité.

- 18-1-08** : **Avenant n° 2 à la convention triennale d'objectifs et de moyens établie entre le Conseil départemental des Yvelines et le Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines**
 Rapporteur : M. Laurent RICHARD
 Aucun commentaire n'est exprimé.
 La délibération est adoptée à l'unanimité.
- 18-1-09** : **Budget primitif 2018**
 Rapporteur : M. Laurent RICHARD
 Un diaporama retraçant le budget primitif 2018 est présenté.
 M. JOLY souligne que la situation budgétaire du SDIS des Yvelines est saine. En outre, le travail effectué avec les autres départements et les mutualisations influencent sensiblement mais positivement le budget du SDIS.
 M. RICHARD estime que la stabilité du budget est, malgré tout, menacée par l'évolution du secours à personne, dossier sur lequel il faut rapidement avancer.
 M. JOLY l'approuve car ces sollicitations ont une influence sur le temps de travail, et beaucoup d'efforts sont demandés aux sapeurs-pompiers. Puis, il remercie tous les personnels pour ce budget raisonné, l'excellent travail effectué, et l'efficacité des services du SDIS.
 Aucun autre commentaire n'est exprimé.
 La délibération est adoptée à l'unanimité.
- 18-1-10** : **Autorisations de programmes et crédits de paiements du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines**
 Rapporteur : M. Laurent RICHARD
 M. JOLY informe l'assemblée du départ de M. VOITELLIER qui donne pouvoir à Mme CHAGNAUD-FORAIN.
 Aucun commentaire n'est exprimé.
 La délibération est adoptée à l'unanimité.
- 18-1-11** : **Publication des subventions versées aux associations en 2017 par le Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines et vote des subventions pour 2018**
 Rapporteur : M. Laurent RICHARD
 Aucun commentaire n'est exprimé.
 La délibération est adoptée à l'unanimité.
- 18-1-12** : **Conditions de la participation aux frais des bénéficiaires d'interventions distinctes de l'urgence et de la nécessité publique pour l'exercice 2018**
 Rapporteur : M. Laurent RICHARD
 Aucun commentaire n'est exprimé.
 La délibération est adoptée à l'unanimité.
- 18-1-13** : **Tarifification des prestations effectuées par le Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines**
 Rapporteur : M. Laurent RICHARD
 Aucun commentaire n'est exprimé.
 La délibération est adoptée à l'unanimité.
- 18-1-14** : **Exécution du budget au 31 décembre 2017**
 Rapporteur : M. Laurent RICHARD
 M. PELLETIER trouve très surprenant, voire intolérable, le fait de devoir sécuriser des centres d'incendie et de secours, à hauteur de 1 400 000 euros,

contre des attaques extérieures. Les contributeurs du SDIS et les Yvelinois doivent en être informés.

M. LAURENT répond que les agressions touchent et préoccupent tous les services publics. La sécurisation des sites, la défense contre les agressions, la protection des biens, la vidéo-protection représentent un gros investissement pour les collectivités, et pour le SDIS, dans un contexte difficile, où pèsent les menaces terroristes, au-delà des violences urbaines. Les sapeurs-pompiers, comme d'autres représentants de l'Etat, qu'ils soient en uniforme ou pas, sont des cibles et doivent être protégés, dans l'exercice de leurs fonctions, autant qu'il est possible de le faire.

Aucun autre commentaire n'est exprimé.

L'assemblée prend acte de cette communication.

18-1-15 : Convention de partenariat entre le Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines et le groupe RENAULT – Projet collaboratif visant à améliorer les interventions d'urgence sur véhicules

Rapporteur : M. Alexandre JOLY

Le document est remis sur table.

M. JOLY fait observer qu'une expérience a déjà été menée, en collaboration avec RENAULT. Il s'agit de prendre en compte les évolutions technologiques des véhicules de nouvelle génération et des impacts pour les intervenants, notamment les sapeurs-pompiers. Il cite en exemple les véhicules électriques présentant un danger bien particulier en cas d'intervention. Il rappelle son souhait d'établir une liste des évolutions apportées par la contribution des sapeurs-pompiers des Yvelines auprès de l'ingénierie RENAULT.

Aucun commentaire n'est exprimé.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Puis, le Colonel LASSIETTE présente le diaporama relatif à la revue opérationnelle et au bilan opérationnel 2017.

A l'issue de cette présentation, M. LAURENT salue ce budget de responsabilité, qui témoigne de la bonne gestion de l'établissement. Les bénéfices des efforts de mutualisation, en termes d'économies, ne sont pas négligeables. Il remercie également tous les personnels du SDIS pour leur implication lors des crues qui ont lourdement mobilisé les sapeurs-pompiers yvelinois, et lors du récent épisode neige-verglas. Il relate la très bonne idée qu'a eu un officier de sapeurs-pompiers pour aider les naufragés de la route sur l'A86, à deux heures du matin. Cette idée consistait à scier la glissière de sécurité pour permettre aux véhicules bloqués de faire demi-tour et repartir dans le sens qui avait pu être dégagé. L'opération a été menée avec les moyens d'un véhicule de secours routier. Il veut donc souligner la très grande qualité, la disponibilité et la très grande réactivité des sapeurs-pompiers yvelinois.

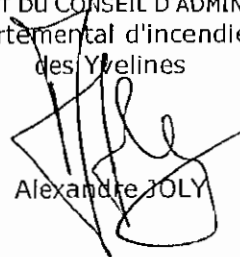
Le Lieutenant-colonel DOUVILLE prend ensuite la parole car il tient à exprimer à l'ensemble des membres du Conseil d'administration, et au nom de l'Union départementale des sapeurs-pompiers des Yvelines (UDSPY), ses remerciements pour l'attribution de la subvention de 50 000 euros pour 2018, dont 11 000 euros sont reversés à la section des anciens sapeurs-pompiers yvelinois. Cette somme et d'autres recettes vont permettre la poursuite des activités de l'UDSPY, dont les principales sont la couverture hors service commandé des 2 900 adhérents, la réalisation de l'Arbre de Noël auquel 1 600 personnes ont participé en 2017, et un certain nombre d'actions sociales au profit des personnels rencontrant des difficultés.

L'ordre du jour est épuisé.

Avant de clore la séance, M. JOLY, Président du Conseil d'administration, remercie l'assemblée, ainsi que les services préfectoraux, ceux du Conseil départemental, tous les partenaires du SDIS des Yvelines, l'ensemble des élus du département et tous les personnels du SDIS des Yvelines.

Aucune autre question n'étant soulevée, la séance est levée à 17h30.

Le PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines



Alexandre JOLY



Le 7 février 2018

Monsieur Le Préfet,
Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les élus,

Nous sommes intervenus ici même en décembre 2016, puis en décembre 2017 pour évoquer la gestion désastreuse des interventions liées au Secours À Personne ainsi que toutes les dérives orchestrées par le SAMU 78.

Monsieur le Préfet, en octobre 2017 et en janvier dernier, l'intersyndicale vous a envoyé un courrier afin d'obtenir une réunion où nous pourrions évoquer en détail toutes ces problématiques. À ce jour, aucun retour de votre part.

Il devient urgent de réunir autour de la même table tous les acteurs du Secours À personne. Vous en avez le pouvoir, alors qu'attendez-vous ?

Lors de cette réunion, la présence impérative de l'ARS, du SAMU 78, de la Préfecture, du SDIS 78, du Président du Conseil d'Administration ainsi que des organisations syndicales est indispensable pour mener à bien ce dossier ô combien important et capital pour le bon équilibre de notre établissement.

Monsieur le Préfet, par votre silence, ne poussez pas les sapeurs-pompiers des Yvelines à agir ailleurs que sur le terrain opérationnel.

PO/L'Intersyndicale CGT- UNSA SDIS 78
Des officiers, sous-officiers, hommes du rang, Pats


William MOREAU



**Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines**

Séance du 20 juin 2018

DELIBERATION N° 18-2-17

**Installation du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines**

Le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1424-1 et suivants et R. 1424-1 et suivants ;

VU la délibération n° 14-1-04 en date du 22 janvier 2014 fixant le nombre et la répartition des sièges au sein du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines ;

VU la délibération n° 15-2-16 en date du 06 mai 2015 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines portant Installation de l'assemblée délibérante du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines ;

VU la délibération n° 17-1-02 en date du 25 janvier 2017 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines relative à l'installation du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines ;

VU la délibération n° 2017-CD-9-5727.1 en date du 22 décembre 2017 de l'assemblée délibérante du Conseil départemental des Yvelines portant remplacement d'un conseiller départemental au sein d'une Commission règlementaire, de Commissions administratives et d'organismes extérieurs ;

SUR le rapport de son Président ;

APRES en avoir délibéré,

CONSTATE la désignation de Mme Clarisse DEMONT, conseillère départementale, en vue de siéger au sein du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines en qualité de membre titulaire représentant le Département,

PREND ACTE de la composition du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, fixée comme suit :

Quatorze représentants du Département, et leurs suppléants :

Titulaires	Suppléants
- M. Alexandre JOLY	- M. Olivier de LA FAIRE
- M. Jean-Noël AMADEI	- M. Karl OLIVE
- M. Olivier LEBRUN	- M. Didier JOUY
- M. Jean-François RAYNAL	- M. Yves VANDEWALLE
- M. Laurent RICHARD	- M. Philippe BENASSAYA
- M. Philippe BRILLAULT	- M. Georges BENIZE
- Mme Josette JEAN	- Mme Cécile ZAMMIT-POPESCU
- Mme Pauline WINOCOUR-LEFEVRE	- Mme Claire CHAGNAUD-FORAIN
- Mme Sylvie d'ESTEVE	- Mme Elisabeth GUYARD
- Mme Hélène BRIOIX-FEUCHET	- Mme Laurence TROCHU
- Mme Alexandra ROSETTI	- Mme Nicole BRISTOL
- Mme Elodie SORNAY	- Mme Janick GEHIN
- Mme Marie-Hélène AUBERT	- Mme Anne CAPIAUX
- Mme Clarisse DEMONT	- Mme Catherine ARENOU

Six représentants des Communes, et leurs suppléants :

Titulaires	Suppléants
- M. Jacques PELLETIER	- M. Jean-Michel BRUNEAU
- M. Christian LORINQUER	- M. Jérôme ANSART
- M. Alain CINTRAT	-
- M. Thierry VOITELLIER	- M. Olivier DELAPORTE
- M. Michel MILLOT	- M. Stéphane MIRAMBEAU
- Mme Christiane GUIGNON	-

Deux représentants des Etablissements publics de coopération intercommunale, et leurs suppléants :

Titulaires	Suppléants
- M. Jean-Pierre PLUYAUD	- M. Jean-Luc OURGAUD
- M. Paul MARTINEZ	- M. Michel LEBOUÇ

Délibéré à Versailles, le 20 juin 2018

par 17 voix (dont 0 pouvoir) pour, 0 voix contre et 0 abstention,
17 membres titulaires présents votant, 1 membre suppléant présent ne votant pas ;

le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines

Alexandre JOLY



Accusé de réception en préfecture
078-287800536-20180620-18-2-17-DE
Date de télétransmission : 22/06/2018
Date de réception préfecture : 22/06/2018



**Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines**

Séance du 20 juin 2018

DELIBERATION N° 18-2-18

**Modifications des articles 15.8 et 16.3 du Règlement intérieur
du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines
relatives aux Incompatibilités et interdictions**

Le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 1424-1 et suivants et R. 1424-1 et suivants ;

VU la délibération n° 12-4-58 en date du 05 décembre 2012 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines relative au Règlement Intérieur du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines ;

VU l'avis du Comité technique en date du 22 mai 2018 ;

VU l'avis du Comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires réuni le 07 juin 2018 ;

VU l'avis de la Commission administrative et technique des Services d'incendie et de secours du 14 juin 2018 ;

CONSIDERANT la parution du guide de doctrine national relatif à la prévention contre les risques de toxicité liés aux fumées d'incendie ;

CONSIDERANT la possibilité, pour l'employeur, de faire procéder à un dépistage des drogues et stupéfiants ;

SUR le rapport de son Président ;

APRES en avoir délibéré ;

ADOpte les modifications des articles 15.8 et 16.3 du Règlement Intérieur du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines relatifs aux incompatibilités et aux interdictions, telles que présentées en annexe de la présente délibération.

Délibéré à Versailles, le 20 juin 2018

par voix (dont pouvoir) pour, voix contre et abstention,
17 membres titulaires présents votant, 1 membre suppléant présent ne votant pas ;

le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines

Alexandre JOLY

Accusé de réception en préfecture
078-287800536-20180620-18-2-18-DE
Date de télétransmission : 22/06/2018
Date de réception préfecture : 22/06/2018

ANNEXE 1

Modification de l'article 15.8 du Règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines

15.8 Incompatibilités avec le port de l'uniforme, la sécurité ou l'image du service

Les agents doivent avoir une apparence qui ne soit pas préjudiciable à l'image du SDIS.

Afin de préserver la sécurité de chacun et l'image du service, le port de la tenue et des équipements impose notamment le respect des règles suivantes :

- La coupe de cheveux doit être soignée et, pour les agents en uniforme, être compatible avec le port du casque, du képi et de la casquette. Pour des questions de sécurité, il est imposé aux agents opérationnels ayant des cheveux longs, de les attacher systématiquement en service.
- *Pour les sapeurs-pompiers amenés à exercer des missions nécessitant une protection des voies respiratoires (port de l'ARI, ANP, FFP2...), le port de la barbe est interdit pour des raisons de sécurité, de santé et de protection. Pour les autres sapeurs-pompiers, la taille de la barbe doit être soignée.*
- Tout bijou notamment piercings, boucles d'oreilles, bagues et assimilés est strictement interdit aux personnels pendant l'exercice des activités opérationnelles (gardes et astreintes), techniques ou sportives (y compris les manœuvres et formations pratiques) pour des questions de sécurité et ce, aussi bien pour les hommes que les femmes. Des règles spécifiques peuvent s'appliquer aux personnels en salles opérationnelles.

ANNEXE 2

Modification de l'article 16.3 du Règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines

16.3 DROGUES ET STUPEFIANTS ILLICITES

Mesures applicables à l'ensemble des agents du SDIS 78

Sont strictement interdites, la consommation, l'introduction et la distribution de substances classées comme stupéfiants, sur les lieux de travail, dans les engins et véhicules ou lors d'une activité du SDIS (opérationnelle ou non).

L'arrivée sur les lieux de travail en état d'imprégnation de drogue est interdite.

Tout manquement à ces obligations est de nature à justifier une sanction disciplinaire.

La détention et l'utilisation des stupéfiants à l'usage du SSSM sont autorisées dans les conditions du règlement du médicament.

Mesures particulières applicables à l'ensemble des sapeurs-pompiers et autres personnels du SDIS 78 : contrôles inopinés par l'employeur

Les sapeurs-pompiers, en activités opérationnelles y compris en CTA/CODIS ou dans l'exercice de fonctions à risques telles que l'utilisation d'outils et de matériels dangereux, de manipulation de produits dangereux, de conduite de véhicules du service, et de manière générale dans la réalisation de travaux dangereux (au sens de l'arrêté du 19 mars 1993 fixant la liste des travaux dangereux) peuvent faire l'objet d'un contrôle inopiné et aléatoire de consommation de produits stupéfiants.

Sont également concernés par ces dépistages improvisés, les personnels administratifs, techniques et spécialisés du SDIS, susceptibles de se retrouver dans les mêmes conditions de travail.

L'autorité hiérarchique pourra solliciter auprès d'un agent la réalisation d'un test salivaire de dépistage de la consommation de drogues. Ce contrôle pourra être pratiqué au choix, à n'importe quel moment de la période de travail, à titre préventif ou en raison d'un comportement permettant de penser que l'agent se trouve sous l'emprise de drogue.

Le contrôle devra être pratiqué de façon discrète, en présence d'un témoin, par un supérieur hiérarchique ou le représentant de l'employeur mandaté. Les modalités du test ainsi que les résultats, assujettis au secret professionnel, seront consignés dans un compte rendu, signé par la personne chargée du contrôle ainsi que par le(s) témoin(s).

Avant la réalisation du test, l'agent sera informé :

- Qu'il est en droit de refuser le test ;
- Qu'il peut solliciter l'assistance d'un témoin présent au moment du contrôle et appartenant aux effectifs du SDIS ;
- Qu'il peut demander à bénéficier d'une contre-expertise médicale qui devra être effectuée dans l'immédiat.

Un contrôle positif ou le refus de se soumettre au test lorsqu'il est assorti des garanties pour l'agent (contre-expertise médicale et présence d'un tiers) constitue la présomption d'une consommation effective de drogue et entraînera la mise en œuvre d'une sanction disciplinaire et de mesures conservatoires.

Mesures particulières applicables à l'ensemble des sapeurs-pompiers et postulants

Les candidats sapeurs-pompiers, les sapeurs-pompiers en activités opérationnelles y compris en CTA/CODIS ou dans l'exercice de fonctions à risques telles que l'utilisation d'outils et de matériels dangereux, de manipulation de produits dangereux, de conduite de véhicules du service, et de manière générale dans la réalisation de travaux dangereux (au sens de l'arrêté du 19 mars 1993 fixant la liste des travaux dangereux) feront l'objet d'un dépistage de consommation de produits stupéfiants sous le contrôle d'un personnel médical du SSSM.

Ce contrôle de produits stupéfiants sera effectué par dépistage urinaire durant les visites médicales d'aptitude des sapeurs-pompiers, à titre systématique lors des recrutements (1^{er} emploi ou mutation) ou lors des visites de titularisation, et de manière aléatoire lors des visites de reprise ou de maintien en activité.

Dans le respect du secret médical, un résultat positif entraînera pour l'agent une inaptitude médicale aux activités de sapeurs-pompiers.

Toute contestation de positivité du test urinaire débouchera sur un dosage sanguin de drogues par un laboratoire, sur prescription du médecin chargé de l'aptitude.



Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines

Séance du 20 juin 2018

DELIBERATION N° 18-2-19

Elections professionnelles 2018 Mise en place du vote électronique

Le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines,
VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 1424-1 et suivants et R. 1424-1 et suivants ;
VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
VU la loi n° 2010-751 du 05 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;
VU le décret n° 85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux Comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
VU le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;
VU le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 modifié relatif aux Commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et leurs établissements publics ;
VU le décret n° 2014-793 du 09 juillet 2014 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par Internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique territoriale ;
VU l'avis du Comité technique réuni le 22 mai 2018 ;
SUR le rapport de son Président ;
APRES en avoir délibéré,

DECIDE de recourir au vote électronique comme modalité unique d'expression des suffrages dans le cadre des élections professionnelles qui se tiendront le 06 décembre 2018, pour les scrutins relevant de la compétence du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines ;

DIT que les crédits sont inscrits au budget 2018 dans le cadre de cette prestation ;

DECIDE de déléguer temporairement au Bureau la compétence pour fixer les modalités d'organisation du vote électronique dans le cadre des élections professionnelles du 06 décembre 2018, pour les scrutins relevant de la compétence du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines.

Délibéré à Versailles, le 20 juin 2018

par 17 voix (dont 0 pouvoir) pour, 0 voix contre et 0 abstention,

17 membres titulaires présents votant, 1 membre suppléant présent ne votant pas

le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines

Alexandre JOLY

Accusé de réception en préfecture

078-287800536-20180620-18-2-19-DE

Date de télétransmission : 22/06/2018

Date de réception préfecture : 22/06/2018



Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines

Séance du 20 juin 2018

DELIBERATION N° 18-2-20

Effectifs budgétaires de l'Établissement public (SPP, SPV, PATS)

Le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1424-1 et suivants et R.1424-1 et suivants ;

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la loi n° 2007-148 du 02 février 2007 de modernisation de la fonction publique ;

VU la loi n° 2009-972 du 03 août 2009 relative à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique ;

VU le décret n° 87-1099 du 30 décembre 1987 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux ;

VU le décret n° 88-547 du 06 mai 1988 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux ;

VU le décret n° 90-851 du 25 septembre 1990 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des sapeurs-pompiers professionnels non-officiers ;

VU le décret n° 2013-412 du 17 mai 2013 relatif aux sapeurs-pompiers volontaires ;

VU le décret n° 2000-1008 du 16 octobre 2000 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des médecins et des pharmaciens de sapeurs-pompiers professionnels ;

VU le décret n° 2000-1009 du 16 octobre 2000 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des infirmiers de sapeurs-pompiers professionnels ;

VU le décret n° 2001-682 du 30 juillet 2001 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des capitaines, commandants, lieutenants colonels et colonels de sapeurs-pompiers professionnels ;

VU le décret n° 2006-1690 du 22 décembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ;

VU le décret n° 2006-1695 du 22 décembre 2006 fixant les dispositions statutaires communes applicables au cadre d'emploi des fonctionnaires de catégorie A de la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 2010-1357 du 09 novembre 2010 portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens territoriaux ;

VU le décret n° 2012-520 du 20 avril 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des sapeurs et caporaux de sapeurs-pompiers professionnels ;

VU le décret n° 2012-521 du 20 avril 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des sous-officiers de sapeurs-pompiers professionnels ;

VU le décret n° 2012-522 du 20 avril 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des lieutenants de sapeurs-pompiers professionnels ;

VU le décret n° 2012-924 du 30 juillet 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux ;

VU le décret n° 2013-262 du 27 mars 2013 portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens paramédicaux territoriaux ;

VU l'arrêté du 20 avril 2012 fixant le nombre maximum d'officiers de sapeurs-pompiers professionnels en fonction dans les groupements des services départementaux d'incendie et de secours ;

VU le décret n° 2016-1176 du 30 août 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois des infirmiers des sapeurs-pompiers professionnels ;

VU les décrets n° 2016-1236 et 1237 du 20 septembre 2016 revalorisant la carrière des médecins pharmaciens de sapeurs-pompiers professionnels ;

VU la délibération n° 17-4-74 du 13 décembre 2017 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines relative à l'effectif budgétaire de l'Etablissement public ;

VU la délibération n° 18-3B-21 du 11 avril 2018 du Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines relative au recrutement de quatre agents contractuels sur un emploi non permanent pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité ;

VU l'avis favorable du Comité technique en date du 22 mai 2018 ;

SUR le rapport de son Président ;

APRES en avoir délibéré ;

DECIDE la suppression :

- d' 1 poste de Commandant de sapeurs-pompiers professionnels mis à disposition,
- d' 1 poste de Capitaine de sapeurs-pompiers professionnels mis à disposition,
- d' 1 poste de Lieutenant de 1^{ère} classe de sapeurs-pompiers professionnels mis à disposition,
- d' 1 poste d'Adjoint administratif principal de 2^{ème} classe,
- d' 1 poste d'Adjoint administratif.

DECIDE la création :

- de 2 postes de Lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels mis à disposition,
- d' 1 poste d'Adjoint technique principal de 1^{ère} classe,
- d' 1 poste d'Adjoint technique.

DIT que les effectifs de l'Etablissement public sont conformes aux annexes jointes,

DIT que les crédits correspondants sont inscrits au chapitre 012 globalisé du budget de l'Etablissement public.

Délibéré à Versailles, le 20 juin 2018

par ~~17~~ ¹⁷ voix (dont ~~0~~ ⁰ pouvoir) pour, ~~0~~ ⁰ voix contre et ~~0~~ ⁰ abstention,
~~17~~ ¹⁷ membres titulaires présents votant, ~~1~~ ¹ membre suppléant présent ne votant pas ;

le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines

Alexandre VOLY

Accusé de réception en préfecture
078-287800536-20180620-18-2-20-DE
Date de télétransmission : 22/06/2018
Date de réception préfecture : 22/06/2018

Sommaire des annexes récapitulatives des effectifs budgétaires de l'établissement public (SPP, SPV, PATS) du SDIS des Yvelines

	Titre
Annexe n°1	Totaux par filière
Annexe n°2	Fonctionnaires territoriaux relevant de la filière sapeurs-pompiers professionnels et exerçant leur activité au sein du Sdis 78
Annexe n°3	Fonctionnaires territoriaux relevant de la filière sapeurs-pompiers professionnels « mis à disposition »
Annexe n°4	Fonctionnaires territoriaux relevant de la filière sapeurs-pompiers professionnels
Annexe n°5	Fonctionnaires territoriaux relevant de la filière sanitaire et sociale
Annexe n°6	Fonctionnaires territoriaux relevant de la filière technique
Annexe n°7	Fonctionnaires territoriaux relevant de la filière administrative et de la filière culturelle
Annexe n°8	Agents non permanents ou hors cadre d'emplois de la fonction publique territoriale
Annexe n°9	Apprentis
Annexe n°10	Effectifs des sapeurs-pompiers volontaires

ANNEXE N°1 : Totaux par filière

Cat	Sous-totaux par filière	Effectifs budgétaires en vigueur au 13 décembre 2017	Synthèse des modifications proposées au CASDIS du 20 juin 2018	Synthèse des modifications proposées au BUREAU du 11 avril 2018	Nouveaux effectifs budgétaires en vigueur au 20 juin 2018	Effectifs réels au 1er mai 2018
A-B	Officiers sapeurs-pompiers professionnels	173	Néant	Néant	173	167
C	Sapeurs-pompiers professionnels non officiers	1048	Néant	Néant	1048	973
A	Médecins, pharmaciens et infirmiers de sapeurs-pompiers professionnels	19	Néant	Néant	19	18
	TOTAL SAPEURS-POMPIERS PROFESSIONNELS	1240	Néant	Néant	1240	1 158
ABC	Sanitaire et sociale	5	Néant	Néant	5	3
		<i>dont 2 temps non complets</i>			<i>dont 2 temps non complets</i>	
ABC	Technique	95	+ 2	Néant	97	98
ABC	Administrative et culturelle	116	- 2	Néant	114	113
	TOTAL AGENTS NON SAPEURS-POMPIERS PROFESSIONNELS	216	Néant	Néant	216	214
		<i>dont 2 temps non complets</i>			<i>dont 2 temps non complets</i>	
	TOTAL des AGENTS PERMANENTS de l'établissement	1456	Néant	Néant	1456	1 372
		<i>dont 2 temps non complets</i>	Néant	Néant	<i>dont 2 temps non complets</i>	
	Agents sur postes non-permanents ou hors cadre d'emplois de la fonction publique territoriale	5	Néant	+3	8	5
	Fonctionnaires territoriaux relevant de la filière sapeurs-pompiers professionnels "mis à disposition"	15	- 1	Néant	14	14
	Apprentis	5	Néant	Néant	5	5
	TOTAL DES SAPEURS POMPIERS VOLONTAIRES	3055	Néant	Néant	3055	2671
	TOTAL GENERAL DES AGENTS DE L'ETABLISSEMENT	4 536	Néant	Néant	4 538	4 067

ANNEXE N°2 :

Fonctionnaires territoriaux relevant de la filière sapeurs-pompiers professionnels et exerçant leur activité au sein du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines

Cat	Dénomination	Effectifs budgétaires en vigueur au 13 décembre 2017	Synthèse des modifications proposées au CASDIS du 20 juin 2018	Nouveaux effectifs budgétaires en vigueur au 20 juin 2018	Effectifs réels au 1 ^{er} mai 2018
A	Contrôleur général	1	Néant	1	1
	Colonel hors classe	4	Néant	4	4
	Colonel	0	Néant	0	0
	Lieutenant-colonel	16	Néant	16	15
	Commandant	23	Néant	23	21
	Capitaine	36	Néant	36	36
B	Lieutenant hors classe				
	Lieutenant de 1 ^{ère} classe	93	Néant	93	90
	Lieutenant de 2 ^{ème} classe				
	Sous-total	173	Néant	173	167
C	Adjudant	384	Néant	384	333
	Sergent	414	Néant	414	421
	Homme du rang	250	Néant	250	219
	Sous-total	1048	Néant	1048	973
	TOTAL	1221	Néant	1221	1140

ANNEXE N°3 :
Fonctionnaires territoriaux relevant de la filière sapeurs-pompiers professionnels
 « mis à disposition »

Cat	Dénomination	Effectifs budgétaires en vigueur au 13 décembre 2017	Synthèse des modifications proposées au CASDIS du 20 juin 2018	Nouveaux effectifs budgétaires en vigueur au 20 juin 2018	Effectifs réels au 1 ^{er} mai 2018
	Colonel hors classe	3	Néant	3	3
	Colonel	0	Néant	0	0
A	Lieutenant-colonel	2	+2	4	4
	Commandant	3	-1	2	2
	Capitaine	2	-1	1	1
	Cadre de santé de première catégorie A	1	Néant	1	1
B	Lieutenant de 1 ^{ère} classe	2	-1	1	1
C	Adjudant	1	Néant	1	1
	Caporal	1	Néant	1	1
	TOTAL	15	-1	14	14

**ANNEXE N°4 :
Fonctionnaires territoriaux relevant de la filière sapeurs-pompiers professionnels**

Cat	Dénomination	Effectifs budgétaires en vigueur au 13 décembre 2017	Synthèse des modifications proposées au CASDIS du 20 juin 2018	Nouveaux effectifs budgétaires en vigueur au 20 juin 2018	Effectifs réels au 1^{er} mai 2018
A	Médecin ou pharmacien de classe exceptionnelle	4	Néant	4	4
	Médecin ou pharmacien hors classe	3	Néant	3	2
	Médecin ou pharmacien de classe normale	4	Néant	4	5
	Infirmier hors classe	8	Néant	8	7
	TOTAL	19	Néant	19	18

**ANNEXE N°5 :
Fonctionnaires territoriaux relevant de la filière sanitaire et sociale**

Cat	Dénomination	Effectifs budgétaires en vigueur au 13 décembre 2017	Synthèse des modifications proposées au CASDIS du 20 juin 2018	Nouveaux effectifs budgétaires en vigueur au 20 juin 2018	Effectifs réels au 1^{er} mai 2018
A	Psychologue territorial	2	Néant	2	1
		dont 2 temps non complets de 17h30 hebdomadaires	Néant	dont 2 temps non complets de 17h30 hebdomadaires	
B	Assistant territorial socio-éducatif	1	Néant	1	1
	Technicien paramédical territorial	2	Néant	2	1
	TOTAL	5	0	5	3
		<i>dont 2 temps non complets de 17h30 hebdomadaires</i>		<i>dont 2 temps non complets de 17h30 hebdomadaires</i>	

**ANNEXE N°6 :
Fonctionnaires territoriaux relevant de la filière technique**

Cat	Dénomination	Effectifs budgétaires en vigueur au 13 décembre 2017	Synthèse des modifications proposées au CASDIS du 20 juin 2018	Nouveaux effectifs budgétaires en vigueur au 20 juin 2018	Effectifs réels au 1^{er} mai 2018
A	Ingénieur	20	Néant	20	18
B	Technicien	30	Néant	30	23
C	Agent de maîtrise	8	Néant	8	9
	Adjoint technique	37	+ 2	39	48
TOTAL		95	+2	97	98

**ANNEXE N°7 :
Fonctionnaires territoriaux relevant de la filière administrative et de la filière culturelle**

Cat	Dénomination	Effectifs budgétaires en vigueur au 13 décembre 2017	Synthèse des modifications proposées au CASDIS du 20 juin 2018	Nouveaux effectifs budgétaires en vigueur au 20 juin 2018	Effectifs réels au 1^{er} mai 2018
	Professeur hors classe	1	Néant	1	1
A	Attaché	21	Néant	21	16
B	Rédacteur	25	Néant	25	23
C	Adjoint Administratif	68	-2	66	72
	Adjoint Territorial du Patrimoine principal de 2 ^{ème} classe	1	Néant	1	1
	TOTAL	116	-2	114	113

ANNEXE N°8 :

Agents non-permanents ou hors cadres d'emplois de la fonction publique territoriale

Cat	Dénomination	Effectifs budgétaires en vigueur au 13 décembre 2017	Synthèse des modifications proposées au BUREAU du 11 avril 2018	Nouveaux effectifs budgétaires en vigueur au 20 juin 2018	Effectifs réels au 1^{er} mai 2018
C	Adjoint technique territorial (service logistique DFO)	4	4	4	4
B	Rédacteur (chargé de mission concours DFO)	1	1	1	1
C	Adjoint administratif (groupement des ressources humaines)		+1	1	
C	Adjoint administratif (groupement territorial Sud)		+1	1	
C	Adjoint administratif (groupement territorial Est/Ouest)		+1	1	
Total		5	8	8	5

ANNEXE N°9 :
Apprentis

Cat	Dénomination	Effectifs budgétaires en vigueur au 13 décembre 2017	Synthèse des modifications proposées au CASDIS du 20 juin 2018	Nouveaux effectifs budgétaires en vigueur au 20 juin 2018	Effectifs réels au 1 ^{er} mai 2018
	APPRENTIS	5	Néant	5	5
	TOTAL	5	Néant	5	5

Effectifs des sapeurs-pompiers volontaires

1 – Effectif total du Corps départemental au 1er mai 2018 : 2671 sapeurs-pompiers volontaires

2 – Effectifs totaux ne pouvant être dépassés, dans chaque groupement :

DIRECTION et GROUPEMENTS TERRITORIAUX	GROUPEMENT OUEST	GROUPEMENT SUD	GROUPEMENT EST
265	930	880	930

3 – Effectifs cibles répartis dans les unités :

DIRECTION et groupements fonctionnels	Groupements fonctionnels de services (dont l'encadrement de jeunes sapeurs-pompiers)	40
	Service de santé et de secours médical	145
	Orchestre départemental	60
	TOTAL	265

	GROUPEMENT OUEST		GROUPEMENT SUD		GROUPEMENT EST	
	Etat-major / COG	120	Etat-major / COG	120	Etat-major / COG	120
CSP	MAGNANVILLE	60	MONTIGNY LE BRETONNEUX	60	HOUILLES	60
	LES MUREAUX	60	RAMBOUILLET	60	POISSY	60
			VERSAILLES	60	ST GERMAIN EN LAYE	60
CS	BONNIERES	60	ABLIS	50	ACHERES	60
	BREVAL	50	CHEVREUSE	60	LA CELLE ST CLOUD	60
			MAUREPAS	60	CHANTELOUP LES VIGNES	60
	HOUDAN	60	MAGNY-LES-HAMEAUX	60	CHATOU	60
	MAULE	60	ST ARNOULT EN YVELINES	60	CONFLANS SAINTE HONORINE	60
	MERE	60	VELIZY-VILLACOUBLAY	60	MAISONS LAFFITE	60
	PLAISIR	60				
	SEPTEUIL	50				
	VERNOUILLET	60				
CPI	AUBERGENVILLE	60	BOIS D'ARCY- ST CYR	60	LE VESINET-CROISSY	60
	VILLEPREUX		LES ESSARTS LE ROI	60	LOUVECIENNES	50
	LES CLAYES SOUS BOIS	60	ST LEGER EN YVELINES	50	MARLY LE ROI	60
	GARGEMILLE	60	VIROFLAY	60	LE MESNIL LE ROI	50
	LIMAY	50			MONTESSON	50
	TOTAL	930	TOTAL	880	TOTAL	930



**Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines**

Séance du 20 juin 2018

DELIBERATION N° 18-2-21

**Présentation du Compte personnel d'activité (CPA), et mise en œuvre
du compte personnel formation (CPF) et du compte d'engagement citoyen (CEC)
au sein du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines**

Le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 1424-1 et suivants et R. 1424-1 et suivants ;

VU le code du travail ;

VU l'ordonnance n° 2017-53 du 19 janvier 2017 portant diverses dispositions relatives au compte personnel d'activité, à la formation et à la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique ;

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires (articles 22, 22 ter et 22 quater) ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale notamment son article 23 ;

VU la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984, relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale ;

VU la loi n° 2016-1088 du 08 août 2016 dite « Loi Travail » relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels ;

VU le décret n° 2007-1845 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 2017-828 du 05 mai 2017 relatif à l'accès des sapeurs-pompiers volontaires au compte d'engagement citoyen du compte personnel d'activité ;

VU le décret n° 2017-928 du 06 mai 2017 relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

VU la circulaire RDFS1713973C du Ministère de la fonction publique du 10 mai 2017 ;

VU l'avis favorable du Comité technique réuni le 22 mai 2018 ;

VU l'avis favorable du Comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires réuni le 07 juin 2018 ;

SUR le rapport de son Président ;

APRES en avoir délibéré,

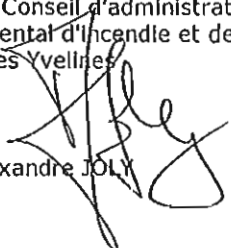
DECIDE d'adopter la mise en œuvre du compte personnel d'activité (CPA) comprenant le compte personnel de formation (CPF) et le compte engagement citoyen (CEC) au sein du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines.

Délibéré à Versailles, le 20 juin 2018

par voix (dont pouvoir) pour, voix contre et abstention,

membres titulaires présents votant, membres suppléants présents ne votant pas ;

le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines


Alexandre JOLY

Accusé de réception en préfecture
078-287800536-20180620-18-2-21-DE
Date de télétransmission : 22/06/2018
Date de réception préfecture : 22/06/2018



**Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines**

Séance du 20 juin 2018

DELIBERATION N° 18-2-22

Compte de gestion 2017

Le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 1424-1 et suivants et R. 1424-1 et suivants ;

VU l'avis favorable de la Commission des Finances du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, réunie le 23 mai 2018 ;

SUR le rapport de son Président ;

APRES en avoir délibéré,

ARRETE le compte de gestion de Madame FOURMESTRAUX, Payeuse départementale, Comptable de l'Etablissement public, pour l'exercice 2017, tel que présenté en annexe à la présente délibération.

Délibéré à Versailles, le 20 juin 2018

par ~~17~~ voix (dont ~~0~~ pouvoir) pour, ~~0~~ voix contre et ~~0~~ abstention,
~~17~~ membres titulaires présents votant, ~~1~~ membre suppléant présent ne votant pas ;

le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines

Alexandre JOLY

Accusé de réception en préfecture
078-287800536-20180620-18-2-22-DE
Date de télétransmission : 22/06/2018
Date de réception préfecture : 22/06/2018

SDIS YVELINES
BUDGET PRINCIPAL

COMPTE DE GESTION
EXERCICE 2017

PRÉSENTÉ À
La Chambre régionale des comptes
Poste comptable de P.DEP YVELINES

PAR LE(S) COMPTABLE(S)
Mme Anne-Marie FOURMESTRAUX

Date Edition : 23/03/2018

07400 SDIS YVELINES

Nomenclature M61 sdis

Exercice 2017



AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION
DU 01/01/2017 AU 23/03/2018

SOMMAIRE

Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE : Situation patrimoniale	3
1 Bilan synthétique	Etat I-1 4
2 Bilan	Etat I-2 5
2.1 Bilan Actif	Etat I-3 13
2.2 Bilan Passif	Etat I-4 14
3 Compte de résultat synthétique	Etat I-5 19
4 Compte de résultat	18
5 Annexe	21
Etats des opérations pour compte de tiers	Etat II-1 22
2EME PARTIE : Exécution budgétaire	Etat II-2 22
1 Résultats budgétaires de l'exercice	Etat II-3 24
2 Résultats d'exécution	Etat II-4 30
3 Etat de consommation des crédits	42
4 Etat de réalisation des opérations	42
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs	Etat III-1 43
1 Balance des comptes	Etat III-2 75
2 Situation des valeurs inactives	76
4EME PARTIE : Page des signatures	76

Situation Patrimoniale - Bilan Synthétique

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

ACTIF NET (1)	Total (En milliers d'Euros)	PASSIF	Total (En milliers d'Euros)
Immobilisations incorporelles (nettes)			
Terrains	5 476,85	Dotations	47,43
Constructions	2 317,71	Fonds Globalisés	30 528,47
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	36 186,09	Réserves	64 766,05
Immobilisations corporelles en cours	6 033,92	Différences sur réalisations d'immobilisations	-7 468,97
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	13 035,08	Report à nouveau	6 842,90
Autres immobilisations corporelles (nettes)	0,00	Résultat de l'exercice	976,20
Total immobilisations corporelles	45 710,40	Subventions transférables	15 550,09
Immobilisations financières	103 283,11	Subventions non transférables	11 502,35
	57,18	Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant	0,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	108 817,14	Autres fonds propres	0,00
Stocks	0,00	TOTAL FONDS PROPRES	122 744,51
Créances	3 064,18	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	244,75
Valeurs mobilières de placement	0,00	Dettes financières à long terme	0,00
Disponibilités	13 713,01	Fournisseurs (2)	2 450,32
Autres actifs circulant	0,00	Autres dettes à court terme	110,02
TOTAL ACTIF CIRCULANT	16 777,19	Total dettes à court terme	2 560,34
Comptes de régularisations	5,58	TOTAL DETTES	2 560,34
		Comptes de régularisations	50,30
TOTAL ACTIF	125 599,91	TOTAL PASSIF	125 599,91

(1) Déduction faite des amortissements et provisions

(2) y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice 2018



BILAN (en Euros)

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

ACTIF	Exercice 2017		Exercice 2016	
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
Subventions d'équipement versées	142 785,18	17 337,40	125 447,78	128 574,91
Autres immobilisations incorporelles	10 214 967,48	4 863 563,24	5 351 404,24	5 047 398,84
Immobilisations incorporelles en cours				
En toute propriété : Terrains	207 945,89	18 422,42	189 523,47	80 809,25
En toute propriété: Constructions	19 354 701,18	5 530 367,74	13 824 333,44	14 225 023,58
En toute propriété : Constr sol d'autrui				
En tte prop: Matériel incendie secours	11 857 045,90	5 823 223,64	6 033 822,26	4 893 614,42
En toute propriété : Réseaux divers	78 132 199,95	44 229 125,53	33 903 074,42	32 906 553,29
En tte prop: Immob affectées, concédées				
En toute propriété : Oeuvres d'art	45 120 761,84	33 313 436,31	11 807 325,53	12 605 353,41
En toute propriété : Autres immob corpo	13 035 082,82	0,00	13 035 082,82	12 788 173,73
En tte prop: Immob affectées, concédées				
Reçues mise à dispo : Terrains	2 526 209,43	398 022,13	2 128 187,30	1 867 133,59
Reçues mise à dispo : Constructions	31 230 554,83	8 868 794,79	22 361 760,04	22 414 355,19
Reçues mise à dispo : Constr sol autrui				
Reçues mise à dispo : Réseaux divers				
Reçues mise à dispo : Mat incend secours				
MONTANT A REPORTER	211 822 254,50	103 062 293,20	108 759 961,30	106 956 990,21



BILAN (en Euros)

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

	ACTIF	Exercice 2017		Exercice 2016	
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE (SUITE)					
	REPORT Collections et #uvres d'art Reçues mise à dispo : Autres immob corpo Reçues suite affectat : Terrains Reçues suite affectat : Constructions Reçues en affectat : Construc sol autrui Reçue affecta: Install matér outill tech Reçues suite affectat : Oeuvres d'art Reçues en affectat : Autres immob corpo Participations et créances rattachées Autres titres immobilisés Prêts Immob financières : Autres créances	211 822 254,50	103 062 293,20	108 759 961,30	106 956 990,21
	ACTIF IMMOBILISE TOTAL I	211 879 429,72	103 062 293,20	108 817 136,52	107 014 165,43
			0,00	57 175,22	57 175,22



BILAN (en Euros)

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

ACTIF	Exercice 2017		Exercice 2016	
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
Stocks et en cours: Production Autres stocks	1 061 647,36	0,00	1 061 647,36	1 221 829,03
Redevables et comptes rattachés Créances irrécouvrables adm par juge	295 596,66	0,00	295 596,66	2 113 106,58
Créances sur l'Etat et collec publiques Créances sur les budgets annexes	1 706 937,27	0,00	1 706 937,27	1 380 713,85
Opérations pour le compte de tiers Créances: Autres créances	13 713 012,27	0,00	13 713 012,27	11 898 330,07
Valeurs mobilières de placement Disponibilités				
Charges constatées d'avance				
ACTIF CIRCULANT TOTAL II	16 777 193,56	0,00	16 777 193,56	16 613 979,53



BILAN (en Euros)

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

	ACTIF	Exercice 2017		Exercice 2016	
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
COMPTES DE REGULARISATION	Charges à répartir sur plusieurs exer Primes de remboursement des obligations Dépenses à classer et à régulariser Ecart de conversion - Actif	5 577,84	0,00	5 577,84	16 197,29
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL III	5 577,84	0,00	5 577,84	16 197,29
	TOTAL GENERAL (I + II + III)	228 662 201,12	103 062 293,20	125 599 907,92	123 644 342,25



BILAN (en Euros)

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

PASSIF	Exercice 2017		Exercice 2016	
		47 426,65		47 426,65
Fonds internes : dotations				
Fds inter: Mise dispo chez bénéficiaire		64 766 048,43		64 438 094,41
Affectation par collec de rattachement		-2 922 895,75		-2 922 895,75
Fonds internes : Réserves		6 842 896,20		4 813 565,59
Neutralisation des amortissements		976 197,54		2 357 284,63
Report à nouveau		15 550 092,10		16 042 907,32
Résultat de l'exercice		-4 546 070,10		-4 019 171,09
Subventions transférables		30 528 467,28		28 551 972,28
Différences sur réalisations d'immob		11 502 352,04		11 502 352,04
Fonds globalisés				
Subventions non transférables				
Droits de l'affectant				
Droits du remettant				
FONDS PROPRES TOTAL I		122 744 514,39		120 811 536,08

FONDS PROPRES



BILAN (en Euros)

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

PASSIF		Exercice 2017	Exercice 2016
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques	144 898,81	144 898,81
	Provisions pour charges	99 852,00	0,00
	PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES TOTAL II	244 750,81	144 898,81



BILAN (en Euros)

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

	Exercice 2017		Exercice 2016	
DETTES	PASSIF			
	Emprunts obligataires			
	Dettes financières: Autres emprunts			
	Emprunts et dettes financières divers			
	Crédits et lignes de trésorerie	2 195 292,69		2 042 611,50
	Fournisseurs et comptes rattachés	38 590,59		74 261,80
	Dettes fiscales et sociales			
	Dettes envers l'Etat et les collec publ			
	Dettes envers les BA			
	Opérations pour le compte de tiers	71 434,20		84 568,03
Dettes diverses : Autres dettes	255 026,26		460 423,13	
Fournisseurs d'immobilisations				
Produits constatés d'avance				
DETTES TOTAL III	2 560 343,74		2 661 864,46	



BILAN (en Euros)

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

		Exercice 2017	Exercice 2016
COMPTES DE REGULARISATION	PASSIF		
	Recettes à classer ou à régulariser	50 298,98	26 042,90
	Ecarts de conversion - Passif		
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL IV	50 298,98	26 042,90
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	125 599 907,92	123 644 342,25



Compte de Résultat Synthétique

En milliers d'Euros

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

POSTES	Exercice 2017	Exercice 2016
Impôts et taxes perçus	116 699,55	116 737,63
Dotations et subventions reçues	990,95	1 067,69
Produits des services	224,60	749,68
Autres produits		
Transfert de charges	117 915,10	118 555,00
Produits courants non financiers	82 510,97	81 964,47
Traitements, salaires, charges sociales	24 003,25	23 674,54
Achats et charges externes	473,94	445,22
Participations et interventions	11 036,09	11 155,85
Dotations aux amortissements et provisions	1 544,04	1 534,28
Autres charges	119 568,29	118 774,37
Charges courantes non financières	-1 653,19	-219,37
RESULTAT COURANT NON FINANCIER		
Produits courants financiers		
Charges courantes financières		
RESULTAT COURANT FINANCIER		
RESULTAT COURANT	-1 653,19	-219,37
Produits exceptionnels	2 877,81	2 657,00
Charges exceptionnelles	248,42	80,34
RESULTAT EXCEPTIONNEL	2 629,39	2 576,65
IMPOTS SUR LES BENEFICES		
RESULTAT DE L'EXERCICE	976,20	2 357,28



COMPTÉ DE RESULTAT 2017

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

POSTES	Exercice 2017		Exercice 2016	
PRODUITS COURANTS NON FINANCIERS				
Produits services, domaine et ventes div		990 947,72		1 067 685,47
Production stockée				
Production immobilisée				
Reprise sur amortissements et provisions				566 019,68
Pds non financiers : Transferts charges		224 595,27		183 663,62
Autres produits		116 693 878,79		116 731 961,21
Contributions et dotations		5 673,60		5 673,60
Autres participations				
TOTAL I		117 915 095,38		118 555 003,58
CHARGES COURANTES NON FINANCIERS				
Traitements et salaires		63 599 157,17		62 916 628,85
Charges sociales		18 911 810,42		19 047 844,31
Achats et charges externes		24 003 248,40		23 674 538,69
Impôts et taxes		1 502 462,37		1 492 308,47
Dotations amortissements des immob		10 936 239,43		11 155 854,67
Dotations aux amortissements sur charges				
Dotations provisions (non financières)		99 852,00		41 973,16
Autres charges		41 574,76		286 563,00
Contributions obligatoires		301 375,16		



COMpte DE RESULTAT 2017

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

POSTES	Exercice 2017		Exercice 2016	
Participations		31 800,00		22 260,00
Particip et interventions : Subventions		140 766,28		136 401,05
TOTAL II		119 568 285,99		118 774 372,20
A - RESULTAT COURANT NON FINANCIER (I-II)		-1 653 190,61		-219 368,62
PRODUITS COURANTS FINANCIERS				
Valeurs mobilières et créances				
Autres intérêts et produits assimilés				
Gains de change				
Produit net sur cessions de VMP				
Produits financ : Reprises provisions				
Edts financiers: Transferts de charges				
TOTAL III				
CHARGES COURANTES FINANCIERES				
Intérêts et charges assimilées				
Pertes de change				
Charges nettes sur cessions de VMP				
Dotations aux amort et aux provisions				
TOTAL IV				
B - RESULTAT COURANT FINANCIER (III-IV)				
A + B - RESULTAT COURANT		-1 653 190,61		-219 368,62



COMPTÉ DE RESULTAT 2017

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

POSTES	Exercice 2017		Exercice 2016	
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Pdts excep op gestion : Subventions		104 908,53		97 955,41
Pdt excep op gestion : Autres opérations		106 813,44		58 573,19
Produits des cessions d'immobilisations		111 303,71		20 821,65
Différences sur réalisations (négatives)				
Neutralisation des amortissements				
Pdt excep op capital : Autres opérations		2 554 785,68		2 479 645,83
Pdts excep : Reprises sur provisions				
Pdts excep : Transferts de charges				
TOTAL V		2 877 811,36		2 656 996,08
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Charg excep op gestion : subventions		30 306,06		947,99
Chg excep op gestion : Autres opérations		147 737,97		27 810,42
Valeur comptable des immo cédées		70 379,18		51 584,42
Différences sur réalisations (positives)				
Chg excep op capital : Autres opérations				
Dotations amo et prov (exceptionnel)				
TOTAL VI		248 423,21		80 342,83
C.1 - RESULTAT EXCEPTIONNEL COMPTABLE (V-VI-776+676)		2 588 453,62		2 607 416,02
C.2 - RESULTAT EXCEPTIONNEL BUDGETAIRE (V-VI)		2 629 388,15		2 576 653,25



COMpte DE RESULTAT 2017

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

POSTES	Exercice 2017	Exercice 2016	Exercice 2017
Total des produits hors neutralisation (I+III+V-776)	120 681 603,03		121 191 178,01
Total des charges hors neutralisation (II+IV+VI-676)	119 746 330,02		118 803 130,61
D.1 - RESULTAT COMPTABLE hors neutralisation (A+B+C.1)	935 273,01		2 388 047,40
Neutralisation budgétaire des plus et moins values (776I-676I)	40 924,53		-30 762,77
Neutralisation budgétaire d'amortissements (776B)			
D.2 - RESULTAT DE L'EXERCICE (A+B+C.2)	976 197,54		2 357 284,63



Opérations Compte de Tiers

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2017

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur		Solde débiteur	Solde créditeur



07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

Opérations Compte de Tiers

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2017

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur



Résultats budgétaires de l'exercice

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

	SECTION D'INVESTISSEMENT		SECTION DE FONCTIONNEMENT		TOTAL DES SECTIONS
RECETTES					
Prévisions budgétaires totales (a)	29 540 776,06	129 705 513,35	159 246 289,41		
Titres de recette émis (b)	17 166 310,99	122 927 652,39	140 093 963,38		
Réductions de titres (c)	206,96	61 331,88	61 538,84		
Recettes nettes (d = b - c)	17 166 104,03	122 866 320,51	140 032 424,54		
DEPENSES					
Autorisations budgétaires totales (e)	29 540 776,06	129 705 513,35	159 246 289,41		
Mandats émis (f)	17 861 792,95	122 820 448,92	140 682 241,87		
Annulations de mandats (g)	177 452,62	930 325,95	1 107 778,57		
Depenses nettes (h = f - g)	17 684 340,33	121 890 122,97	139 574 463,30		
RESULTAT DE L'EXERCICE					
(d - h) Excédent		976 197,54	457 961,24		
(h - d) Déficit	518 236,30				



Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2017	RESULTAT DE L'EXERCICE 2017	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2017
I - Budget principal Investissement Fonctionnement	6 648 122,13 7 170 850,22 13 818 972,35	0,00 327 954,02 327 954,02	-518 236,30 976 197,54 457 961,24	0,00 0,00 0,00	6 129 885,83 7 819 093,74 13 948 979,57
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	13 818 972,35	327 954,02	457 961,24	0,00	13 948 979,57



Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
20	Immobilisations incorporelles	1 152 600,00	23 030,53	1 175 630,53	621 809,28	108,00	621 701,28	553 929,25
204	Subventions d'équipement versées	700,00		700,00				700,00
21	Immobilisations corporelles	8 875 700,00	3 591 980,10	12 467 680,10	7 202 571,24	37 982,81	7 164 588,43	5 303 091,67
23	Immobilisations en cours	1 280 000,00	123 443,77	1 403 443,77	697 602,44		697 602,44	705 841,33
27	Autres immobilisations financières	2 000,00		2 000,00				2 000,00
	SOUS-TOTAL	11 311 000,00	3 738 454,40	15 049 454,40	8 521 982,96	38 090,81	8 483 892,15	6 565 562,25
	OPERATIONS							
Programme n° 2003007	Programme d'équipement n° 2003007	1 500,00	8 687,90	10 187,90	444,00		444,00	9 743,90
Programme n° 2003017	Programme d'équipement n° 2003017	2 000,00	314,45	2 314,45	1 398,00		1 398,00	916,45
Programme n° 2004143	Programme d'équipement n° 2004143		8 927,09	8 927,09	1 262,15		1 262,15	7 664,94
Programme n° 2009011	Programme d'équipement n° 2009011	1 520 500,00	-57 352,28	1 463 147,72	789 494,09	17 337,10	772 156,99	690 990,73
Programme n° 2012011	Programme d'équipement n° 2012011	50 000,00	-23 848,00	26 152,00	1 152,00		1 152,00	25 000,00
Programme n° 2012021	Programme d'équipement n° 2012021	637 000,00	-418 068,80	218 931,20	29 971,44		29 971,44	188 959,76
Programme n° 2012031	Programme d'équipement n° 2012031		19 749,84	19 749,84				19 749,84
Programme n° 2012032	Programme d'équipement n° 2012032		1 441,41	1 441,41				1 441,41
Programme n° 2012033	Programme d'équipement n° 2012033		422,33	422,33				422,33
Programme n° 2012034	Programme d'équipement n° 2012034		2 168,22	2 168,22	1 445,65		1 445,65	722,57
Programme n° 2012035	Programme d'équipement n° 2012035		16 189,90	16 189,90				16 189,90
Programme n° 2012036	Programme d'équipement n° 2012036		262,02	262,02				262,02
Programme n° 2012042	Programme d'équipement n° 2012042		68 910,82	68 910,82	30 320,84		30 320,84	38 589,98
Programme n° 2013011	Programme d'équipement n° 2013011	60 000,00	-40 000,00	20 000,00	9 720,15		9 720,15	10 279,85

RECETTES DES YVE
22 JUIN 2018
D'YVE

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif	Décision Modificative	Total prévisions	Emissions	Annulations	Dépenses nettes	Solde prévisions/réalisations
		1	2	3 = 1 + 2	4	5	6 = 4 - 5	7 = 3 - 6
Programme n° 2013021	Programme d'équipement n° 2013021		60 000,00	60 000,00				60 000,00
Programme n° 2013023	Programme d'équipement n° 2013023	84 000,00	-20 528,75	63 471,25	63 471,25		63 471,25	
Programme n° 2013024	Programme d'équipement n° 2013024	100 000,00	10 857,60	110 857,60	7 797,60		7 797,60	103 060,00
Programme n° 2014021	Programme d'équipement n° 2014021	100 000,00	121 072,84	221 072,84	105 818,92		105 818,92	115 253,92
Programme n° 2014022	Programme d'équipement n° 2014022	1 135 000,00	-564 487,60	570 512,40	391 509,49	122 024,71	269 484,78	301 027,62
Programme n° 2014023	Programme d'équipement n° 2014023	18 000,00	-18 000,00					
Programme n° 2014024	Programme d'équipement n° 2014024	200 000,00	9 377,00	209 377,00				209 377,00
Programme n° 2015011	Programme d'équipement n° 2015011	450 000,00	161 000,00	611 000,00	263 371,90		263 371,90	347 628,10
Programme n° 2016011	Programme d'équipement n° 2016011	300 000,00	302 952,14	602 952,14	400 222,66		400 222,66	202 729,48
Programme n° 2016021	Programme d'équipement n° 2016021	200 000,00	-149 951,96	50 048,04	31 959,75		31 959,75	18 088,29
Programme n° 2016031	Programme d'équipement n° 2016031	150 000,00	-109 598,80	40 401,20	20 641,20		20 641,20	19 760,00
Programme n° 2016041	Programme d'équipement n° 2016041	40 000,00	-35 224,00	4 776,00	4 776,00		4 776,00	
Programme n° 2016051	Programme d'équipement n° 2016051	1 590 000,00	687 435,58	2 277 435,58	1 943 229,35		1 943 229,35	334 206,23
Programme n° 2016061	Programme d'équipement n° 2016061	750 000,00	-41 191,00	708 809,00	435 427,33		435 427,33	273 381,67
Programme n° 2017001	Programme d'équipement n° 2017001		504 000,00	504 000,00	498 901,50		498 901,50	5 098,50
Programme n° 2017021	Programme d'équipement n° 2017021		220 000,00	220 000,00				220 000,00
Programme n° 2017021	Programme d'équipement n° 2017021	7 388 000,00	725 517,95	8 113 517,95	5 032 335,27	139 361,81	4 892 973,46	3 220 544,49
SOUS-TOTAL OPERATIONS	CHAPITRES REELS VOTES PAR OPERATIONS							
TOTAL	DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	18 699 000,00	4 463 972,35	23 162 972,35	13 554 318,23	177 452,62	13 376 865,61	9 786 106,74
040	Opérations d'ordre de transfert entre se	2 520 000,00	87 803,71	2 607 803,71	2 604 118,93		2 604 118,93	3 684,78
041	Opérations patrimoniales		3 770 000,00	3 770 000,00	1 703 355,79		1 703 355,79	2 066 644,21

SDIS YVELINES
2 JUIN 2018
DRC

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif	Décision Modificative	Total prévisions	Emissions	Annulations	Dépenses nettes	Solde prévisions/ réalisations
		1	2	3 = 1 + 2	4	5	6 = 4 - 5	7 = 3 - 6
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	2 520 000,00	3 857 803,71	6 377 803,71	4 307 474,72		4 307 474,72	2 070 328,99
	TOTAL GENERAL	21 219 000,00	8 321 776,06	29 540 776,06	17 861 792,95	177 452,62	17 684 340,33	11 856 435,73



Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
10	Dotations fonds divers et réserves	2 100 000,00	227 954,02	2 327 954,02	2 304 449,02		2 304 449,02	23 505,00
13	Subventions d'investissement	2 000 000,00		2 000 000,00	2 000 000,00		2 000 000,00	
16	Emprunts et dettes assimilées	9 165 000,00	-9 165 000,00					
23	Immobilisations en cours				3 942,64		3 942,64	-3 942,64
024	Produits de cessions (recettes)		-106 813,44	-106 813,44				-106 813,44
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	13 265 000,00	-9 043 859,42	4 221 140,58	4 308 391,66		4 308 391,66	-87 251,08
TOTAL	RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	13 265 000,00	-9 043 859,42	4 221 140,58	4 308 391,66		4 308 391,66	-87 251,08
021	Virement de la section de fonctionnement		3 683 396,20	3 683 396,20				3 683 396,20
040	Opérations d'ordre de transfert entre se	7 954 000,00	3 264 117,15	11 218 117,15	11 154 563,54	206,96	11 154 356,58	63 760,57
041	Opérations patrimoniales		3 770 000,00	3 770 000,00	1 703 355,79		1 703 355,79	2 066 644,21
TOTAL	RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	7 954 000,00	10 717 513,35	18 671 513,35	12 857 919,33	206,96	12 857 712,37	5 813 800,98
001	Solde d'exécution de la section d'invest		6 648 122,13	6 648 122,13				6 648 122,13
TOTAL GENERAL		21 219 000,00	8 321 776,06	29 540 776,06	17 166 310,99	206,96	17 166 104,03	12 374 672,03



Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
011	Charges à caractère général	26 154 000,00	100 000,00	26 254 000,00	24 926 588,02	921 641,46	24 004 946,56	2 249 053,44
012	Charges de personnel et frais assimilés	88 000 000,00	-200 000,00	87 800 000,00	86 092 448,79	7 303,22	86 085 145,57	1 714 854,43
65	Autres charges de gestion courante	525 000,00	10 000,00	535 000,00	516 738,51	1 222,31	515 516,20	19 483,80
67	Charges exceptionnelles	35 000,00	60 000,00	95 000,00	30 306,06		30 306,06	64 693,94
68	Dotations aux provisions		100 000,00	100 000,00	99 852,00		99 852,00	148,00
022	Dépenses imprévues - section de fonction		20 000,00	20 000,00				20 000,00
TOTAL	DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	114 714 000,00	90 000,00	114 804 000,00	111 665 933,38	930 166,99	110 735 766,39	4 068 233,61
023	Virement à la section		3 683 396,20	3 683 396,20				3 683 396,20
042	d'investissement (Opérations d'ordre de transfert entre se	7 954 000,00	3 264 117,15	11 218 117,15	11 154 515,54	158,96	11 154 356,58	63 760,57
TOTAL	DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	7 954 000,00	6 947 513,35	14 901 513,35	11 154 515,54	158,96	11 154 356,58	3 747 156,77
TOTAL GENERAL		122 668 000,00	7 037 513,35	129 705 513,35	122 820 448,92	930 325,95	121 890 122,97	7 815 390,38



Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
013	Atténuations de charges	2 200 342,00		2 200 342,00	2 095 212,68	21 798,91	2 073 413,77	126 928,23
70	Comptes de produits	970 000,00		970 000,00	1 000 983,75	10 036,03	990 947,72	-20 947,72
74	Contributions et participations	116 677 658,00		116 677 658,00	116 699 552,40	0,01	116 699 552,39	-21 894,39
75	Autres produits de gestion courante	170 000,00		170 000,00	237 987,27	13 392,00	224 595,27	-54 595,27
77	Produits exceptionnels	130 000,00	106 813,44	236 813,44	289 797,36	16 104,93	273 692,43	-36 878,99
	TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	120 148 000,00	106 813,44	120 254 813,44	120 323 533,46	61 331,88	120 262 201,58	-7 388,14
042	Opérations d'ordre de transfert entre se	2 520 000,00	87 803,71	2 607 803,71	2 604 118,93		2 604 118,93	3 684,78
	TOTAL RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	2 520 000,00	87 803,71	2 607 803,71	2 604 118,93		2 604 118,93	3 684,78
002	Résultat de fonctionnement reporté		6 842 896,20	6 842 896,20				6 842 896,20
TOTAL GENERAL		122 668 000,00	7 037 513,35	129 705 513,35	122 927 652,39	61 331,88	122 866 320,51	6 839 192,84



Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
2031	Frais d'études	84 429,07		84 429,07
2033	Frais d'insertion	17 584,48	108,00	17 476,48
2051	Concessions et droits similaires, brevet	519 795,73		519 795,73
SOUS-TOTAL CHAPITRE 20	Immobilisations incorporelles	621 809,28	108,00	621 701,28
2128	Autres agencements et aménagement de te	88 111,09	36 812,27	51 298,82
21351	Batiments publics	392 050,79		392 050,79
21531	Réseaux de transmission	54 422,23		54 422,23
21532	Réseaux d'alerte	751,30	751,30	
21538	Autres réseaux	15 574,19		15 574,19
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	2 118 917,57		2 118 917,57
21568	Autre matériel d'incendie et de secours	2 103 248,62		2 103 248,62
21571	Ateliers	34 424,45		34 424,45
21578	Autre matériel et outillage technique	55 303,28		55 303,28
2158	Autres	206 705,46		206 705,46
21728	Autres agencements et aménagement	9 027,23		9 027,23
217312	Centres d'incendie et de secours	15 206,47		15 206,47
21735	Installations générales agencements amén	1 502 199,78	296,54	1 501 903,24
2181	Installations générales agencements et a	246 666,04	122,70	246 543,34
2183	Matériel informatique	209 572,76		209 572,76
2184	Autres matériels de bureau et mobilier	90 734,86		90 734,86
2188	Autres	59 655,12		59 655,12
SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	Immobilisations corporelles	7 202 571,24	37 982,81	7 164 588,43
231561	Matériel mobile d'incendie et de secours	942,26		942,26
238	Avances versées sur commandes d'immobili	696 660,18		696 660,18



Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSEES

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	Immobilisations en cours	697 602,44		697 602,44
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	8 521 982,96	38 090,81	8 483 892,15
Programme n° 20312003007	Frais d'études	285,36		285,36
Programme n° 2313512003007	Bâtiments publics	158,64		158,64
SOUS-TOTAL OPERATION n° 2003007	Programme d'équipement n° 2003007	444,00		444,00
Programme n° 23173122003017	Centres d'incendie et de secours	1 398,00		1 398,00
SOUS-TOTAL OPERATION n° 2003017	Programme d'équipement n° 2003017	1 398,00		1 398,00
Programme n° 217352004143	Installations générales agencements amén	1 262,15		1 262,15
SOUS-TOTAL OPERATION n° 2004143	Programme d'équipement n° 2004143	1 262,15		1 262,15
Programme n° 20312009011	Frais d'études	91 253,01		91 253,01
Programme n° 231722009011	Terrains	148 641,62		148 641,62
Programme n° 23173122009011	Centres d'incendie et de secours	400 619,65		383 282,55
Programme n° 2317352009011	Installations générales agencements et a	148 979,81	17 337,10	148 979,81
SOUS-TOTAL OPERATION n° 2009011	Programme d'équipement n° 2009011	789 494,09	17 337,10	772 156,99
Programme n° 215312012011	Réseaux de transmission	1 152,00		1 152,00
SOUS-TOTAL OPERATION n° 2012011	Programme d'équipement n° 2012011	1 152,00		1 152,00
Programme n° 20312012021	Frais d'études	29 971,44		29 971,44
SOUS-TOTAL OPERATION n° 2012021	Programme d'équipement n° 2012021	29 971,44		29 971,44
Programme n° 2315612012034	Matériel mobile d'incendie et de secours	1 445,65		1 445,65
SOUS-TOTAL OPERATION n° 2012034	Programme d'équipement n° 2012034	1 445,65		1 445,65
Programme n° 20512012042	Concessions et droits similaires, brevet	30 320,84		30 320,84
SOUS-TOTAL OPERATION n° 2012042	Programme d'équipement n° 2012042	30 320,84		30 320,84
Programme n° 215322013011	Réseaux d'alerte	9 720,15		9 720,15
SOUS-TOTAL OPERATION n° 2013011	Programme d'équipement n° 2013011	9 720,15		9 720,15



Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2	
	Frais d'études	50 967,25			50 967,25
	Concessions et droits similaires, brevet	12 504,00			12 504,00
	SOUS-TOTAL OPERATION n° 2013023	63 471,25			63 471,25
	Programme n° 21832013024	7 797,60			7 797,60
	SOUS-TOTAL OPERATION n° 2013024	7 797,60			7 797,60
	Programme n° 20312014021	105 818,92			105 818,92
	SOUS-TOTAL OPERATION n° 2014021	105 818,92			105 818,92
	Programme n° 23173122014022	108 187,33			108 187,33
	Programme n° 2317352014022	512,40			512,40
	Programme n° 2382014022	282 809,76	122 024,71		160 785,05
	SOUS-TOTAL OPERATION n° 2014022	391 509,49	122 024,71		269 484,78
	Programme n° 217352015011	263 371,90			263 371,90
	SOUS-TOTAL OPERATION n° 2015011	263 371,90			263 371,90
	Programme n° 21282016011	61 232,02			61 232,02
	Programme n° 217282016011	338 990,64			338 990,64
	SOUS-TOTAL OPERATION n° 2016011	400 222,66			400 222,66
	Programme n° 217352016021	31 959,75			31 959,75
	SOUS-TOTAL OPERATION n° 2016021	31 959,75			31 959,75
	Programme n° 20312016031	20 641,20			20 641,20
	SOUS-TOTAL OPERATION n° 2016031	20 641,20			20 641,20
	Programme n° 20312016041	4 776,00			4 776,00
	SOUS-TOTAL OPERATION n° 2016041	4 776,00			4 776,00
	Programme n° 215382016051	1 733 517,87			1 733 517,87
	Programme n° 21832016051	209 711,48			209 711,48



Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
SOUS-TOTAL OPERATION n° 2016051	Programme d'équipement n° 2016051	1 943 229,35		1 943 229,35
Programme n° 20312016061	Frais d'études	28 245,00		28 245,00
Programme n° 23173122016061	Centres d'incendie et de secours	407 182,33		407 182,33
SOUS-TOTAL OPERATION n° 2016061	Programme d'équipement n° 2016061	435 427,33		435 427,33
Programme n° 21832017001	Matériel informatique	498 901,50		498 901,50
SOUS-TOTAL OPERATION n° 2017001	Programme d'équipement n° 2017001	498 901,50		498 901,50
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES PAR OPERATIONS	5 032 335,27	139 361,81	4 892 973,46
TOTAL	DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	13 554 318,23	177 452,62	13 376 865,61
13913	Subvention d'équipement transférées au c	2 366 326,96		2 366 326,96
13931	Fonds d'aide à l'investissement des SDIS	126 488,26		126 488,26
192	Plus ou moins-value sur cessions d'immob	111 303,71		111 303,71
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	Opérations d'ordre de transfert entre se	2 604 118,93		2 604 118,93
231561	Matériel mobile d'incendie et de secours	1 684 865,02		1 684 865,02
23172	Terrains	18 490,77		18 490,77
SOUS-TOTAL OPERATION n° 041	Opérations patrimoniales	1 703 355,79		1 703 355,79
TOTAL	DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	4 307 474,72		4 307 474,72
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEM	17 861 792,95	177 452,62	17 684 340,33



Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
10222	Fonds compensation taxe valeur ajoutée (1 976 495,00		1 976 495,00
1068	Excedents de fonctionnement capitalisés	327 994,02		327 994,02
SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	Dotations fonds divers et réserves	2 304 449,02		2 304 449,02
1313	Département	2 000 000,00		2 000 000,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 13	Subventions d'investissement	2 000 000,00		2 000 000,00
2317312	Centres d'incendie et de secours	3 942,64		3 942,64
SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	Immobilisations en cours	3 942,64		3 942,64
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	4 308 391,66		4 308 391,66
TOTAL	RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	4 308 391,66		4 308 391,66
192	Plus ou moins-valeur sur cessions d'immob	70 379,18		70 379,18
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	16 162,46		16 162,46
2182	Matériel de transport	131 575,51		131 575,51
28031	Amortissements frais d'études	83 718,57		83 718,57
28033	Amortissements frais d'insertion	21 183,99		21 183,99
280412	Bâtiments et installations	518,32		518,32
280442	Bâtiments et installations	2 608,81		2 608,81
28051	Concessions et droits similaires, brevet	588 848,34		588 848,34
28128	Amortissements autres agencements et amé	3 816,62		3 816,62
281311	Bâtiments administratifs	10 233,93		10 233,93
281312	Centres d'incendie et de secours	445 729,13		445 729,13
281351	Bâtiments publics	241 443,69		241 443,69
281531	Réseaux de transmission	438 205,94		438 205,94
281532	Réseaux d'alerte	36 568,67		36 568,67
281538	Autres réseaux	199 403,99		199 403,99



Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
281561	Matériel mobile d'incendie et de secours	3 275 469,05	206,96	3 275 262,09
281562	Matériel non mobile d'incendie et de sec	42 764,29		42 764,29
281568	Amortissements autre matériel d'incendie	1 627 836,97		1 627 836,97
281571	Amortissements ateliers	44 039,71		44 039,71
281578	Amortissements autre matériel et outilla	130 688,18		130 688,18
28158	Amortissements ateliers	203 920,17		203 920,17
281728	Amortissements autres agencements et amé	86 964,16		86 964,16
2817311	Bâtiments administratifs	1 171,01		1 171,01
2817312	Centres d'incendie et de secours	335 170,04		335 170,04
281735	Installations générales agencements et a	1 214 754,12		1 214 754,12
28181	Installations générales agencements et a	289 861,06		289 861,06
28182	Matériel de transport	583 485,52		583 485,52
28183	Matériel informatique	746 961,28		746 961,28
28184	Autres matériels de bureau et mobilier	191 958,66		191 958,66
28185	Cheptel	720,00		720,00
28188	Amortissements autres	88 402,17		88 402,17
238	Opérations d'ordre de transfert entre se	11 154 563,54	206,96	11 154 356,58
	Avances versées sur commandes d'immobili	1 703 355,79		1 703 355,79
	Opérations patrimoniales	1 703 355,79		1 703 355,79
	TOTAL RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	12 857 919,33	206,96	12 857 712,37
	TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEM	17 166 310,99	206,96	17 166 104,03



Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission		Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2	
		1	2		3	4
605	Achats de matériel - équipements et trav	24 998,23			24 998,23	
60611	Eau et assainissement	240 078,32			240 078,32	
60612	Energie - électricité	1 453 547,12		2 703,09	1 450 844,03	
60613	Chauffage urbain	119 818,43			119 818,43	
60621	Combustibles	145 432,59		11 284,29	134 148,30	
60622	Carburants	1 345 489,66		15 504,19	1 329 985,47	
60623	Alimentation	61 726,14		0,28	61 725,86	
60628	Autres fournitures non stockées	586 480,26		7 834,49	578 645,77	
60632	Fournitures de petit équipement	801 904,53		20 791,83	781 112,70	
60636	Habillement et vêtements de travail	384 165,46		57 398,17	326 767,29	
6064	Fournitures administratives	74 859,34			74 859,34	
60661	Médicaments	75 948,08		3 500,00	72 448,08	
60662	Vaccins et sérums	11 123,01			11 123,01	
60668	Autres produits pharmaceutiques	253 736,48		1 582,50	252 153,98	
6067	Produits d'intervention	68 798,09			68 798,09	
611	Contrats de prestations de services	377 149,36		22 966,03	354 183,33	
6132	Locations immobilières	10 806 667,28		65 993,65	10 740 673,63	
6135	Locations mobilières	244 136,13		56 865,28	187 270,85	
614	Charges locatives et de copropriété	270 181,02		5 816,88	264 364,14	
61521	Terrains	50 139,42			50 139,42	
615221	Bâtiments publics	606 238,68		40 086,26	566 152,42	
615231	Voleries	32 661,38			32 661,38	
61551	Matériel roulant	1 179 611,22		76 226,01	1 103 385,21	
61558	Autres biens mobiliers	475 595,84		25 561,00	450 034,84	



Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6156	Maintenance	1 693 595,56	286 157,66	1 407 437,90
6161	Multirisques	470 076,19	8 501,32	461 574,87
6168	Autres	481 298,88		481 298,88
61821	Documentation générale et technique abon	13 772,91		13 772,91
61828	Autres	10 585,16		10 585,16
6184	Versements à des organismes de formation	578 863,44	77 834,74	501 028,70
6188	Autres frais divers	32 624,17		32 624,17
6225	Indemnités au comptable et aux régisseurs	8 716,20		8 716,20
6226	Honoraires	17 228,42		17 228,42
6227	Frais d'actes et de contentieux	36 244,73		36 244,73
6228	Divers	259 937,91	19 299,03	240 638,88
6231	Annonces et insertions	28 008,00		28 008,00
6232	Fêtes et cérémonies	50 062,94		50 062,94
6234	Réceptions	24 103,24		24 103,24
6236	Catalogues - imprimés et publications	53 976,37		53 976,37
6241	Transports de biens	16 241,82	72,48	16 169,34
6247	Transports collectifs du personnel	6 998,00		6 998,00
6251	Voyages déplacements et missions	280 267,13	20 807,36	259 459,77
6255	Frais de déménagement	36 908,56	12 051,68	24 856,88
6261	Frais d'affranchissement	37 771,70		37 771,70
6262	Frais de télécommunications	695 137,19	81 433,52	613 703,67
6281	Concours divers - cotisations	5 305,00		5 305,00
6282	Frais de gardiennage	1 721,40		1 721,40
6283	Frais de nettoyage des locaux	351 058,50	1 368,22	349 690,28



Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
62878	Remboursement de frais à des tiers	17 819,27		17 819,27
6288	Autres	26 081,10	1,50	26 079,60
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	1 296,00		1 296,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	402,16		402,16
SOUS-TOTAL CHAPITRE 011	Charges à caractère général	24 926 588,02	921 641,46	24 004 946,56
6331	Versement de transport	667 758,42		667 758,42
6332	Cotisations versées au FNAL	167 452,02		167 452,02
6336	Cotisations au cnfpt et au centre de ges	565 075,88		565 075,88
6338	Autres impôts taxes et versements assimil	100 477,89		100 477,89
64111	Rémunération principale	31 751 044,37	624,60	31 750 419,77
64112	Supplément familial de traitement et ind	1 529 953,85		1 529 953,85
64113	N B I	405 703,50		405 703,50
64118	Autres indemnités	16 248 879,16		16 248 879,16
64131	Rémunérations	1 501 203,67	323,82	1 500 879,85
64141	Vacations versées aux sapeurs pompiers v	13 161 878,09	6 030,98	13 155 847,11
6417	Rémunérations des apprentis	62 828,52		62 828,52
6451	Cotisations à l'URSSAF	5 793 709,13		5 793 709,13
6453	Cotisations aux caisses de retraite	13 142 005,70	323,82	13 141 681,88
6457	Cotisations sociales liées a l'apprentis	3 729,05		3 729,05
6458	Cotisations aux autres organismes social	154 390,58		154 390,58
646	Allocation de vétérance	420 291,30		420 291,30
6472	Prestations familiales directes	20 778,82		20 778,82
6473	Allocations chômage	72 628,22		72 628,22
6475	Medecine du travail pharmacie	49 808,07		49 808,07



Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6488	Autres charges	272 852,55		272 852,55
SOUS-TOTAL CHAPITRE 012	Charges de personnel et frais assimilés	86 092 448,79	7 303,22	86 085 145,57
651	Redevances pour concessions brevets lice	703,04	703,04	
6531	Indemnités	40 621,52		40 621,52
6541	Créances admises en non-valeur	953,24		953,24
6558	Autres contributions obligatoires	301 375,16		301 375,16
656	Participations	31 800,00		31 800,00
6574	Subventions de fonctionnement aux associ	141 285,55	519,27	140 766,28
SOUS-TOTAL CHAPITRE 65	Autres charges de gestion courante	516 738,51	1 222,31	515 516,20
6711	Interets moratoires et penalites sur max	298,16		298,16
673	Titres annulés exercices antérieurs	30 007,90		30 007,90
SOUS-TOTAL CHAPITRE 67	Charges exceptionnelles	30 306,06		30 306,06
6815	Dotations aux provisions pour risques et	99 852,00		99 852,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 68	Dotations aux provisions	99 852,00		99 852,00
TOTAL	DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	111 665 933,38	930 166,99	110 735 766,39
675	Valeurs comptables des immobilisations c	147 737,97		147 737,97
6761	Differences sur realisations (positives)	70 379,18		70 379,18
6811	Dotations aux Amortissements des immobil	10 936 398,39	158,96	10 936 239,43
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	Opérations d'ordre de transfert entre se	11 154 515,54	158,96	11 154 356,58
TOTAL	DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	11 154 515,54	158,96	11 154 356,58
TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE	FONCTIONNEMENT	122 820 448,92	930 325,95	121 890 122,97
	FONCTIONNE			



Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission		Annulations	Recettes nettes	
		1	2		3 = 1 - 2	4
6419	Remboursements sur rémunérations du pers	1 788 836,35	20 337,91		1 748 498,44	
6459	Remboursements sur charges de sécurité s	326 376,33	1 461,00		324 915,33	
SOUS-TOTAL CHAPITRE 013	Atténuations de charges	2 095 212,68	21 798,91		2 073 413,77	
7061	Interventions soumises à facturation (ar	628 873,48	3 030,12		625 843,36	
7068	Prestations de services autres prestatio	115 745,63	6 125,00		109 620,63	
70878	Par des tiers	256 364,64	880,91		255 483,73	
SOUS-TOTAL CHAPITRE 70	Comptes de produits	1 000 983,75	10 036,03		990 947,72	
7473	Département	66 791 220,00			66 791 220,00	
7474	Communes	23 389 322,12	0,01		23 389 322,11	
7475	Groupelements de collectivités et collecti	26 513 336,68			26 513 336,68	
748	Autres participations	5 673,60			5 673,60	
SOUS-TOTAL CHAPITRE 74	Contributions et participations	116 699 552,40	0,01		116 699 552,39	
758	Produits divers de gestion courante	237 987,27	13 392,00		224 595,27	
SOUS-TOTAL CHAPITRE 75	Autres produits de gestion	237 987,27	13 392,00		224 595,27	
7711	courante					
7713	Dédits et pénalités perçus	96 340,49	9 344,46		86 996,03	
7718	Libéralités reçues	2 521,83			2 521,83	
775	Autres produits exceptionnels sur opérat	15 390,67			15 390,67	
7788	Produits des cessions d'immobilisations	106 813,44			106 813,44	
SOUS-TOTAL CHAPITRE 77	Produits exceptionnels divers	68 730,93	6 760,47		61 970,46	
TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	Produits exceptionnels	289 797,36	16 104,93		273 692,43	
7761	Différences sur réalisations (negatives)	111 303,71			111 303,71	
777	Quote-part des subventions d'investisse	2 492 815,22			2 492 815,22	
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	Opérations d'ordre de transfert entre se	2 604 118,93			2 604 118,93	



Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
TOTAL	RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	2 604 118,93		2 604 118,93
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNE	122 927 652,39	61 331,88	122 866 320,51



Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldés				
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit			
1021	Dotation		47 426,65											
10222	FCVA		23 448 460,62											
10228	Aucres fonds Globalisés		5 103 511,66											
1022	Sous Total compte 1022		28 551 972,28											
102	Sous Total compte 102		28 599 398,93											
1068	Excédents fonctionnement capitalisés		64 459 696,11											
1069	Reprise 2004 excédés capitalisés	21 601,70								21 601,70				
106	Sous Total compte 106	21 601,70	64 459 696,11							21 601,70				
10	Sous Total compte 10	21 601,70	93 059 095,04							21 601,70				
110	Report à nouveau solde créditeur		4 813 565,59	327 954,02	2 357 284,63					327 954,02	7 170 850,22			
11	Sous Total compte 11		4 813 565,59	327 954,02	2 357 284,63					327 954,02	7 170 850,22			
12	Résultat exercice excéd déficit		2 357 284,63	2 357 284,63						2 357 284,63	2 357 284,63			0,00
12	Sous Total compte 12		2 357 284,63	2 357 284,63						2 357 284,63	2 357 284,63			0,00



Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1313	Dépt		25 373 108,63								27 373 108,63
1314	Cnes		35 975,00								35 975,00
131	Sous Total compte 131		25 409 083,63								27 409 083,63
1323	Dépt		5 463 220,90								5 463 220,90
1328	Autres		6 000 000,00								6 000 000,00
132	Sous Total compte 132		11 463 220,90								11 463 220,90
1331	Fonds d'aide à l'investissement		5 508 336,54								5 508 336,54
133	Sous Total compte 133		5 508 336,54								5 508 336,54
1384	Cnes		39 131,14								39 131,14
138	Sous Total compte 138		39 131,14								39 131,14
13913	Subv équipt transf - Dépt	10 493 415,49				2 366 326,96				12 859 742,45	
1391	Sous Total compte 1391	10 493 415,49				2 366 326,96				12 859 742,45	
13931	Fonds d'aide à l'investissement	4 381 097,36				126 488,26				4 507 585,62	
	des SDIS										4 507 585,62



Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1393	Sous Total compte 1393	4 381 097,36				126 488,26		4 507 585,62		4 507 585,62	
139	Sous Total compte 139	14 874 512,85				2 492 815,22		17 367 328,07		17 367 328,07	
13	Sous Total compte 13	14 874 512,85	42 419 772,21			2 492 815,22	2 000 000,00	17 367 328,07	44 419 772,21		27 052 444,14
1511	Provisions pour litiges et contentieux		144 898,81						144 898,81		144 898,81
151	Sous Total compte 151		144 898,81						144 898,81		144 898,81
158	Autres provisions pour risques et charge			99 852,00					99 852,00		99 852,00
15	Sous Total compte 15		144 898,81	99 852,00					244 750,81		244 750,81
192	Plus ou moins-value cess d'immo	1 128 516,02				111 303,71		1 239 819,73	70 379,18	1 169 440,55	
193	Autres neutralisations et régula	2 890 655,07		485 974,48				3 376 629,55		3 376 629,55	
198	Opérati Neutralisation des amortissements	2 922 895,75						2 922 895,75		2 922 895,75	
19	Sous Total compte 19	6 942 066,84		485 974,48		111 303,71		7 539 345,03	70 379,18	7 468 965,85	
2031	Total classe 1	21 838 181,39	142 794 616,28	3 171 213,13	2 457 136,63	2 604 118,93	4 374 828,20	27 613 513,45	149 626 581,11	24 857 895,62	146 870 963,28
	Frais d'études	2 896 635,44		1 272,00		416 387,25		3 314 294,69		3 314 294,69	



Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2033	Frais d'insertion	233 536,50				17 584,48	108,00	251 120,98	108,00	251 012,98	
203	Sous Total compte 203	3 130 171,94		1 272,00		433 971,73	108,00	3 565 415,67	108,00	3 565 307,67	
20412	Bâtiments et installations	103 653,04						103 653,04		103 653,04	
2041	Sous Total compte 2041	103 653,04						103 653,04		103 653,04	
20442	Bâtiments et installations	39 132,14						39 132,14		39 132,14	
2044	Sous Total compte 2044	39 132,14						39 132,14		39 132,14	
204	Sous Total compte 204	142 785,18						142 785,18		142 785,18	
2051	Concessions et droits similaires, brevet	6 087 039,24				562 620,57		6 649 659,81		6 649 659,81	
205	Sous Total compte 205	6 087 039,24				562 620,57		6 649 659,81		6 649 659,81	
20	Sous Total compte 20	9 359 996,36		1 272,00		996 592,30	108,00	10 357 860,66	108,00	10 357 752,66	
2126	Autres agencet et aménagt terrains	95 415,05				149 343,11	36 812,27	244 758,16	36 812,27	207 945,89	
212	Sous Total compte 212	95 415,05				149 343,11	36 812,27	244 758,16	36 812,27	207 945,89	
21311	Batiments administratifs	288 875,88			16 448,79			288 875,88	16 448,79	272 427,09	



Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21312	Centres d'incendie et de secours	15 238 284,40			352 405,08			15 238 284,40	352 405,08	14 885 879,32	
21318	Autres batiments publics	5 579,89						5 579,89		5 579,89	
2131	Sous Total compte 2131	15 532 740,17			368 853,87			15 532 740,17	368 853,87	15 163 886,30	
21351	Batiments publics	3 823 518,10		392 050,79	24 754,01			4 215 568,89	24 754,01	4 190 814,88	
2135	Sous Total compte 2135	3 823 518,10		392 050,79	24 754,01			4 215 568,89	24 754,01	4 190 814,88	
213	Sous Total	19 356 258,27		392 050,79	393 607,88			19 748 309,06	393 607,88	19 354 701,18	
21531	Réseaux transmission	6 878 671,72		55 574,23				6 934 245,95		6 934 245,95	
21532	Réseaux alerte	931 840,49		10 471,45	751,30			942 311,94	751,30	941 560,64	
21538	Autres réseaux	2 232 147,25		1 749 092,06				3 981 239,31		3 981 239,31	
2153	Sous Total	10 042 659,46		1 815 137,74	751,30			11 857 797,20	751,30	11 857 045,90	
21561	Mat mobile d'incendie et de secours	51 375 280,12		1 899 399,73	780 836,15			55 393 597,42	796 998,61	54 596 598,81	
21562	Mat non mobile incendie et secours	854 549,38						854 549,38		854 549,38	
21568	Autre mat incendie et secours	20 585 238,99		2 103 248,62	7 435,85			22 688 487,61	7 435,85	22 681 051,76	



Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2156	Sous Total	72 815 068,49		1 899 399,73	788 272,00	4 222 166,19	16 162,46	78 936 634,41	804 434,46	78 132 199,95	
	compte 2156					34 424,45		696 276,18		696 276,18	
21571	Ateliers	661 851,73				55 303,28		5 024 409,30	54 362,99	4 970 046,31	
21578	Autre mat outill techn	4 969 106,02			54 362,99						
2157	Sous Total	5 630 957,75			54 362,99	89 727,73		5 720 685,48	54 362,99	5 666 322,49	
	compte 2157					206 705,46		2 385 457,59		2 385 457,59	
2158	Autres	2 178 752,13				6 333 737,12	16 913,76	98 900 574,68	859 548,75	98 041 025,93	
215	Sous Total	90 667 437,83		1 899 399,73	842 634,99	348 017,87		2 526 209,43		2 526 209,43	
	compte 215					348 017,87		2 526 209,43		2 526 209,43	
21728	Autres agencmt	2 178 191,56									
	amngts										
2172	Sous Total	2 178 191,56				348 017,87		2 526 209,43		2 526 209,43	
	compte 2172										
217311	Batiments administratifs	36 367,85			7 092,97			36 367,85	7 092,97	29 274,88	
217312	Centres d'incendie et de secours	8 755 005,36			43 329,29	15 206,47		8 770 211,83	43 329,29	8 726 882,54	
21731	Sous Total	8 791 373,21			50 422,26	15 206,47		8 806 579,68	50 422,26	8 756 157,42	
	compte 21731										
21735	IGARC constructions	21 080 851,47			404 951,10	1 798 793,58	296,54	22 879 645,05	405 247,64	22 474 397,41	
	compte 21735										
2173	Sous Total	29 872 224,68			455 373,36	1 814 000,05	296,54	31 686 224,73	455 669,90	31 230 554,83	
	compte 2173										



Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
217	Sous Total compte 217	32 050 416,24			455 373,36	2 162 017,92	296,54	34 212 434,16	455 669,90	33 756 764,26	
2181	instal gales agentct ammgts divers	2 491 200,56		83 163,55		246 666,04	122,70	2 821 030,15	122,70	2 820 907,45	
2182	Mat de transport	23 492 869,99			1 281 214,61		131 575,51	23 492 869,99	1 412 790,12	22 080 079,87	
2183	Mat informatique	7 975 170,56				925 983,34		8 901 153,90		8 901 153,90	
2184	Autres mat de bureau et mobilier	2 441 046,07		8 222,76	61 891,88	90 734,86		2 540 003,69	61 891,88	2 478 111,81	
2185	Cheptel	9 800,00						9 800,00		9 800,00	
2188	Autres	740 615,55		5 438,62	26 780,56	59 655,12		805 709,29	26 780,56	778 928,73	
218	Sous Total compte 218	37 150 702,73		96 824,93	1 369 887,05	1 323 039,36	131 698,21	38 570 567,02	1 501 585,26	37 068 981,76	
21	Sous Total compte 21	179 320 230,12		1 996 224,66	3 061 503,28	10 360 188,30	185 720,78	191 676 643,08	3 247 224,06	188 429 419,02	
231351	Bâtiments publics	402 347,21				158,64		402 505,85		402 505,85	
23135	Sous Total compte 23135	402 347,21				158,64		402 505,85		402 505,85	
2313	Sous Total compte 2313	402 347,21				158,64		402 505,85		402 505,85	
231561	Mat mobile d'incendie et de secours	1 437 417,70		237,50	1 770 915,99	1 687 252,93		3 124 908,13	1 770 915,99	1 353 992,14	



Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
23156	Sous Total compte 23156	1 437 417,70		237,50	1 770 915,99	1 687 252,93	1 770 915,99	3 124 908,13	1 770 915,99	1 353 992,14	
2315	Sous Total compte 2315	1 437 417,70		237,50	1 770 915,99	1 687 252,93	1 770 915,99	3 124 908,13	1 770 915,99	1 353 992,14	
23172	Terrains	218 233,91				167 132,39		385 366,30		385 366,30	
2317311	Bâts administratifs	3 343,20				3 343,20		3 343,20		3 343,20	
2317312	Centres d'incendie et de secours	4 253 073,02				917 387,31	21 279,74	5 170 460,33	21 279,74	5 149 180,59	
231731	Sous Total compte 231731	4 256 416,22				917 387,31	21 279,74	5 173 803,53	21 279,74	5 152 523,79	
231735	Instal gales agentct amégtst const	4 485 738,57				149 492,21		4 635 230,78		4 635 230,78	
23173	Sous Total compte 23173	8 742 154,79				1 066 879,52	21 279,74	9 809 034,31	21 279,74	9 787 754,57	
2317	Sous Total compte 2317	8 960 388,70				1 234 011,91	21 279,74	10 194 400,61	21 279,74	10 173 120,87	
231	Sous Total compte 231	10 800 153,61		237,50	1 770 915,99	2 921 423,48	21 279,74	13 721 814,59	1 792 195,73	11 929 618,86	
238	Avances versées cdes immob corpo	1 998 020,12		92 075,64	128 721,24	979 469,94	1 825 380,50	3 059 565,70	1 954 101,74	1 105 463,96	
23	Sous Total compte 23	12 788 173,73		92 313,14	1 899 637,23	3 900 893,42	1 846 660,24	16 781 380,29	3 746 297,47	13 035 082,82	
275	Dépôts et cautionnements versés	57 175,22						57 175,22		57 175,22	



Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldés	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
27	Sous Total compte 27	57 175,22						57 175,22			
28031	Amort frais études		512 792,18				83 718,57		596 510,75		596 510,75
28033	Amort frais d'insertion		127 053,83				21 183,99		148 237,82		148 237,82
2803	Sous Total compte 2803		639 846,01				104 902,56		744 748,57		744 748,57
280412	Bâtiments et installations		1 166,22				518,32		1 684,54		1 684,54
28041	Sous Total compte 28041		1 166,22				518,32		1 684,54		1 684,54
280442	Bâtiments et installations		13 044,05				2 608,81		15 652,86		15 652,86
28044	Sous Total compte 28044		13 044,05				2 608,81		15 652,86		15 652,86
2804	Sous Total compte 2804		14 210,27				3 127,13		17 337,40		17 337,40
28051	Concessions et droits similaires, brevet		3 529 966,33				588 848,34		4 118 814,67		4 118 814,67
2805	Sous Total compte 2805		3 529 966,33				588 848,34		4 118 814,67		4 118 814,67
280	Sous Total compte 280		4 184 022,61				696 878,03		4 880 900,64		4 880 900,64
28128	Amort autres agentct amégat terr		14 605,80				3 816,62		18 422,42		18 422,42



Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2812	Sous Total compte 2812		14 605,80				3 826,62		18 422,42		18 422,42
281311	Bâts administratifs		205 358,02	6 579,48		10 233,93			215 591,95		209 012,47
281312	Centres d'incendie et de secours	3 625 770,80		272 842,84		445 729,13			4 071 499,93		3 798 657,09
281318	Amort autres bâtiments publics		7 613,04						7 613,04		7 613,04
28131	Sous Total compte 28131	3 838 741,86		279 422,32		455 963,06			4 294 704,92		4 015 282,60
281351	Bâtiments publics	1 292 492,83		18 851,38		241 443,69			1 533 936,52		1 515 085,14
28135	Sous Total compte 28135	1 292 492,83		18 851,38		241 443,69			1 533 936,52		1 515 085,14
2813	Sous Total compte 2813	5 131 234,69		298 273,70		697 406,75			5 828 641,44		5 530 367,74
281531	Réseaux transmission	2 891 438,91				438 205,94			3 329 644,85		3 329 644,85
281532	Réseaux alerte		703 640,66			36 568,67			740 209,33		740 209,33
281538	Autres réseaux	1 553 965,47				199 403,99			1 753 369,46		1 753 369,46
28153	Sous Total compte 28153	5 149 045,04				674 178,60			5 823 223,64		5 823 223,64
281561	Mat mobile d'incendie et de secours	23 644 970,17		625 253,02		206,96			26 920 439,22		26 294 979,24



Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
281562	Mat non mobile incendie et secours		497 125,28				42 764,29		539 889,57		539 889,57
281568	Amort autre mat incendie		15 766 419,75			1 627 836,97			17 394 256,72		17 394 256,72
28156	Sous Total compte 28156		39 908 515,20	625 253,02		206,96	4 946 070,31	625 459,98	44 854 585,51		44 229 125,53
281571	Amort ateliers		382 245,57			44 039,71			426 285,28		426 285,28
281578	Amort autre mat outil techn		4 846 129,58	43 948,40		130 688,18		43 948,40	4 976 817,76		4 932 869,36
28157	Sous Total compte 28157		5 228 375,15	43 948,40		174 727,89		43 948,40	5 403 103,04		5 359 154,64
28158	Amort ateliers		1 252 273,89			203 920,17			1 456 194,06		1 456 194,06
2815	Sous Total compte 2815	51 538 209,28		669 201,42		5 998 896,97		669 408,38	57 537 106,25		56 867 697,87
281728	Amort autres agencet et amégat		311 057,97			86 964,16			398 022,13		398 022,13
28172	Sous Total compte 28172		311 057,97			86 964,16			398 022,13		398 022,13
2817311	Bâts administratifs		4 986,96	1 986,04		1 171,01		1 986,04	6 157,97		4 171,93
2817312	Centres d'incendie et de secours		1 778 128,68	13 624,61		335 170,04		13 624,61	2 113 298,72		2 099 674,11
281731	Sous Total compte 281731		1 783 115,64	15 610,65		336 341,05		15 610,65	2 119 456,69		2 103 846,04



Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
281735	Instal gales agent amégts const		5 674 753,85	124 559,22			1 214 754,12	124 559,22	6 889 507,97		6 764 948,75
28173	Sous Total compte 28173		7 457 869,49	140 169,87			1 551 095,27	140 169,87	9 008 964,66		8 868 794,79
2817	Sous Total compte 2817		7 768 927,46	140 169,87			1 638 059,33	140 169,87	9 406 986,79		9 266 816,92
28181	Instal gales agent amégts divers		1 116 565,41				289 861,06		1 406 426,47		1 406 426,47
28182	Mat de transport		16 196 801,89	1 277 711,24			583 485,52	1 277 711,24	16 780 287,41		15 502 576,17
28183	Mat informatique		5 910 491,87				746 961,28		6 657 453,15		6 657 453,15
28184	Autres mat de bureau et mobilier		2 148 047,60				191 958,66		2 340 006,26		2 340 006,26
28185	Cheptel		9 039,53				720,00		9 759,53		9 759,53
28188	Amort autres		493 463,86				88 402,17		581 866,03		581 866,03
2818	Sous Total compte 2818		25 874 410,16	1 277 711,24			1 901 388,69	1 277 711,24	27 775 798,85		26 498 087,61
281	Sous Total compte 281		90 327 387,39	2 385 356,23			10 239 568,36	2 385 563,19	100 566 955,75		98 181 392,56
28	Sous Total compte 28		94 511 410,00	2 385 356,23			10 936 446,39	2 385 563,19	105 447 856,39		103 062 293,20
	Total classe 2	201 525 575,43	94 511 410,00	4 475 166,03	4 961 140,51	15 257 880,98	12 968 935,41	221 258 622,44	112 441 485,92	211 879 429,72	103 062 293,20



Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4011	Fournisseurs	1 144 261,42	23 342 794,33	23 604 961,67	23 342 794,33			23 604 961,67	24 487 055,75		882 094,08
40172	Fournisseurs - Cessions, Oppositions	21 947,80	147 163,37	167 923,11	147 163,37			167 923,11	169 111,17		1 188,06
40173	Fournisseurs pénal retard exé march pub	75,00	4 188,73	4 123,51	4 188,73			4 123,51	4 263,73		140,22
4017	Sous Total	22 022,80	151 352,10	172 046,62	151 352,10			172 046,62	173 374,90		1 328,28
401	Sous Total	1 166 284,22	23 494 146,43	23 777 008,29	23 494 146,43			23 777 008,29	24 660 430,65		883 422,36
4041	Fournis immob	321 958,65	14 422 190,95	14 683 651,95	14 422 190,95			14 683 651,95	14 744 149,60		60 497,65
40471	Fournis immob - Retenues de garantie	122 247,41	94 107,44	21 826,24	94 107,44			21 826,24	216 351,85		194 528,61
40472	Fournisseurs d'immo- cession, opposition	16 217,07	1 101 911,29	1 118 128,36	1 101 911,29			1 118 128,36	1 118 128,36		0,00
40473	Fournis immob pénal retard exéc marchés		35 441,44	35 441,44	35 441,44			35 441,44	35 441,44		0,00
4047	Sous Total	138 464,48	1 231 460,17	1 175 396,04	1 231 460,17			1 175 396,04	1 369 924,65		194 528,61
404	Sous Total	460 423,13	15 653 651,12	15 859 047,99	15 653 651,12			15 859 047,99	16 114 074,25		255 026,26
408	Fournis factures non parvenues	876 327,28	1 311 870,33	876 327,28	1 311 870,33			876 327,28	2 188 197,61		1 311 870,33
40	Sous Total	2 503 034,63	40 459 667,88	40 512 383,56	40 459 667,88			40 512 383,56	42 962 702,51		2 450 318,95
40	compte 40										



Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4111	Redevables - amiable	545 506,87		1 049 554,92	1 416 220,60			1 595 061,79	1 416 220,60	178 841,19	
4116	Redevables - contentieux	186 112,57		127 964,70	86 456,28			314 077,27	86 456,28	227 620,99	
411	Sous Total	731 619,44		1 177 519,62	1 502 676,88			1 909 139,06	1 502 676,88	406 462,18	
41211	Compte 411	301 668,27		22 426 188,32	22 083 182,61			22 727 856,59	22 083 182,61	644 673,98	
41216	Cnes et EPCI - amiable			17 454,52	13 211,61			17 454,52	13 211,61	4 242,91	
4121	Sous Total	301 668,27		22 443 642,84	22 096 394,22			22 745 311,11	22 096 394,22	648 916,89	
41221	Compte 4121	182 273,03			182 273,03			182 273,03	182 273,03		0,00
41226	Dépt - amiable	6 268,29		33 149,86	33 149,86			39 418,15	33 149,86	6 268,29	
	fin Dépt - contentieux			33 149,86	215 422,89			221 691,18	215 422,89	6 268,29	
4122	Sous Total	188 541,32		33 149,86	215 422,89			221 691,18	215 422,89	6 268,29	
412	Compte 4122	490 209,59		22 476 792,70	22 311 817,11			22 967 002,29	22 311 817,11	655 185,18	
41	Sous Total	1 221 829,03		23 654 312,32	23 814 493,99			24 876 141,35	23 814 493,99	1 061 647,36	
421	Compte 41		35 132,80	59 630 554,97	59 597 484,36			59 630 554,97	59 632 617,16		2 062,19
421	Personnel - rémunérations dues			211 705,34	211 705,34			211 705,34	211 705,34		0,00
427	Personnel - oppositions										



Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldés	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
42	Sous Total compte 42		35 132,80	59 842 260,31	59 809 189,70			59 842 260,31	59 844 322,50		2 062,19
431	Sécurité sociale			6 505 784,45	6 505 784,45			6 505 784,45	6 505 784,45		0,00
437	Autres organismes sociaux			18 237 922,23	18 272 124,63			18 237 922,23	18 272 124,63		34 202,40
43	Sous Total compte 43			24 743 706,68	24 777 909,08			24 743 706,68	24 777 909,08		34 202,40
4411	Etat aut coll publ subv à recev amiable	2 113 106,58		96 273 364,08	98 090 874,00			98 386 470,66	98 090 874,00	295 596,66	
4416	Etat aut col pub			1 134 918,90	1 134 918,90			1 134 918,90	1 134 918,90		0,00
441	Sous Total compte 441	2 113 106,58		97 408 282,98	99 225 792,90			99 521 389,56	99 225 792,90	295 596,66	
4432	Opér particul avec Etat rec amiable			2 323,00	2 323,00			2 323,00	2 323,00		0,00
443	Sous Total compte 443			2 323,00	2 323,00			2 323,00	2 323,00		0,00
4452	Etat - TVA intra-communautaire due			521 720,96	521 720,96			521 720,96	521 720,96		0,00
44551	Etat - TVA à décaisser		39 129,00	299 550,00	262 747,00			299 550,00	301 876,00		2 326,00
4455	Sous Total compte 4455		39 129,00	299 550,00	262 747,00			299 550,00	301 876,00		2 326,00
44571	Etat - TVA collectée			262 747,00	262 747,00			262 747,00	262 747,00		0,00



Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

Exercice 2017

07400 - SDIS YVELINES

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4457	Sous Total compte 4457			262 747,00	262 747,00			262 747,00	262 747,00		0,00
445	Sous Total compte 445		39 129,00	1 084 017,96	1 047 214,96			1 084 017,96	1 086 343,96		2 326,00
447	Autres impôts taxes versements assimilés			1 419 732,52	1 419 732,52			1 419 732,52	1 419 732,52		0,00
44	Sous Total compte 44	2 113 106,58	39 129,00	99 914 356,46	101 695 063,38			102 027 463,04	101 734 192,38	293 270,66	
4621	Créances cess immob - amiable			106 813,44	106 813,44			106 813,44	106 813,44		0,00
462	Sous Total compte 462			106 813,44	106 813,44			106 813,44	106 813,44		0,00
466	Excéd de versement			57 549,74	59 180,50			57 549,74	59 180,50		1 630,76
46711	Autres comptes créditeurs		63 827,50	1 097 326,33	1 045 155,80			1 097 326,33	1 108 983,30		11 656,97
4671	Sous Total compte 4671		63 827,50	1 097 326,33	1 045 155,80			1 097 326,33	1 108 983,30		11 656,97
46721	Débiteurs divers - amiable	1 271 551,02		2 350 969,42	1 991 933,91			3 622 520,44	1 991 933,91	1 630 586,53	
46726	Débiteurs divers - contentieux	109 162,83		58 910,18	91 722,27			168 073,01	91 722,27	76 350,74	
4672	Sous Total compte 4672	1 380 713,85		2 409 879,60	2 083 656,18			3 790 593,45	2 083 656,18	1 706 937,27	
467	Sous Total compte 467	1 380 713,85	63 827,50	3 507 205,93	3 128 811,98			4 887 919,78	3 192 639,48	1 695 280,30	



Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4686	Divers - charges à payer		20 740,53	20 740,53	58 146,47			20 740,53	78 887,00		58 146,47
468	Sous Total compte 468		20 740,53	20 740,53	58 146,47			20 740,53	78 887,00		58 146,47
46	Sous Total compte 46	1 380 713,85	84 568,03	3 692 309,64	3 352 952,39			5 073 023,49	3 437 520,42	1 635 503,07	
4712	Virements réimputés		7 945,20	72 085,90	80 651,22			72 085,90	88 596,42		16 510,52
47138	Raet : autres		14 492,93	12 113 213,08	12 124 667,35			12 113 213,08	12 139 160,28		25 947,20
4713	Sous Total compte 4713		14 492,93	12 113 213,08	12 124 667,35			12 113 213,08	12 139 160,28		25 947,20
471411	Excédent à réimputer - pers physiques		7,78	1 346,63	1 339,66			1 346,63	1 347,44		0,81
471412	Excédent à réimputer - personnes morales		0,32	57 778,29	62 565,90			57 778,29	62 566,22		4 787,93
47141	Sous Total compte 47141		8,10	59 124,92	63 905,56			59 124,92	63 913,66		4 788,74
4714	Sous Total compte 4714		8,10	59 124,92	63 905,56			59 124,92	63 913,66		4 788,74
47171	Recettes relevé BDF - Hors Héra		1 000,52	2 207 793,28	2 208 135,28			2 207 793,28	2 209 135,80		1 342,52
4717	Sous Total compte 4717		1 000,52	2 207 793,28	2 208 135,28			2 207 793,28	2 209 135,80		1 342,52
4718	Autres recettes à régulariser		2 596,15	25 936,10	25 049,95			25 936,10	27 646,10		1 710,00



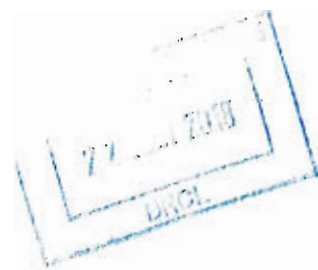
Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
471	Sous Total compte 471		26 042,90	14 478 153,28	14 502 409,36			14 478 153,28	14 528 452,26		50 238,98
47218	DACR - autres dépenses	16 196,66		102 458,43	114 383,85			118 655,09	114 383,85	4 271,24	
4721	Sous Total compte 4721	16 196,66		102 458,43	114 383,85			118 655,09	114 383,85	4 271,24	
4728	DACR - autres dépenses à régulariser			1 279 013,35	1 278 226,15			1 279 013,35	1 278 226,15	787,20	
472	Sous Total compte 472	16 196,66		1 381 471,78	1 392 610,00			1 397 668,44	1 392 610,00	5 058,44	
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	0,63		2,99	1,22			3,62	1,22	2,40	
478	Sous Total compte 478	0,63		2,99	1,22			3,62	1,22	2,40	
47	Sous Total compte 47	16 197,29	26 042,90	15 859 628,05	15 895 020,58			15 875 825,34	15 921 063,48		45 238,14
	Total classe 4	4 731 846,75	2 687 907,36	268 218 957,02	269 804 297,00			272 950 803,77	272 492 204,36	3 069 242,13	2 610 642,72
51172	Chèques impayés			2 446,40	2 446,40			2 446,40	2 446,40		0,00
5117	Sous Total compte 5117			2 446,40	2 446,40			2 446,40	2 446,40		0,00
511	Sous Total compte 511			2 446,40	2 446,40			2 446,40	2 446,40		0,00
515	Compte au trésor	11 894 835,97		126 362 797,18	124 548 106,55			138 257 633,15	124 548 106,55	13 709 526,60	



Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

Exercice 2017

07400 - SDIS YVELINES

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
51	Sous Total compte 51	11 894 835,97		126 365 243,58	124 550 552,95			138 260 079,55	124 550 552,95	13 709 526,60	
5411	Disponibilités chez régisseurs d'avances	3 494,10		5 637,23	5 645,66			9 131,33	5 645,66	3 485,67	
541	Sous Total compte 541	3 494,10		5 637,23	5 645,66			9 131,33	5 645,66	3 485,67	
54	Sous Total compte 54	3 494,10		5 637,23	5 645,66			9 131,33	5 645,66	3 485,67	
580	Opérations d'ordre budgétaires			15 462 197,22	15 462 197,22			15 462 197,22	15 462 197,22		0,00
584	Encaissements chèques par lecture opt			96 505,09	95 988,09			96 505,09	95 988,09	517,00	
5872	Compte pivot - Admission en non valeur			953,24	953,24			953,24	953,24		0,00
587	Sous Total compte 587			953,24	953,24			953,24	953,24		0,00
588	Autres virements internes			262 745,26	262 745,26			262 745,26	262 745,26		0,00
58	Sous Total compte 58			15 822 400,81	15 821 883,81			15 822 400,81	15 821 883,81	517,00	
605	Achts de matériel			142 193 281,62	140 378 082,42			154 091 611,69	140 378 082,42	13 713 529,27	0,00
60611	équipts trvx Eau et assainissement					24 998,23		24 998,23		240 078,32	
						240 078,32		240 078,32		240 078,32	



Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
60612	Energie - électricité			1 453 547,12	2 703,09	1 453 547,12	2 703,09	1 450 844,03			
60613	Chauffage urbain			119 818,43		119 818,43		119 818,43			
6061	Sous Total compte 6061			1 813 443,87	2 703,09	1 813 443,87	2 703,09	1 810 740,78			
60621	Combustibles			145 432,59	11 284,29	145 432,59	11 284,29	134 148,30			
60622	Carburants			1 345 489,66	15 504,19	1 345 489,66	15 504,19	1 329 985,47			
60623	Alimentation			61 726,14	0,28	61 726,14	0,28	61 725,86			
60628	Autres fournis non stckés			586 480,26	7 834,49	586 480,26	7 834,49	578 645,77			
6062	Sous Total compte 6062			2 139 128,65	34 623,25	2 139 128,65	34 623,25	2 104 505,40			
60632	Fournitures de petit équipement			801 904,53	20 791,83	801 904,53	20 791,83	781 112,70			
60636	Habillement et vetements de travail			384 165,46	57 398,17	384 165,46	57 398,17	326 767,29			
6063	Sous Total compte 6063			1 186 069,99	78 190,00	1 186 069,99	78 190,00	1 107 879,99			
6064	Fournitures administratives			74 859,34		74 859,34		74 859,34			
60661	Médicaments			75 948,08	3 500,00	75 948,08	3 500,00	72 448,08			



Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
60662	Vaccins et sérums					11 123,01		11 123,01		11 123,01	
60668	Autres produits pharmaceutiques			253 736,48	1 582,50	253 736,48	1 582,50	253 736,48	1 582,50	252 153,98	
6066	Sous Total compte 6066			340 807,57	5 082,50	340 807,57	5 082,50	340 807,57	5 082,50	335 725,07	
6067	Produits d'intervention			68 798,09		68 798,09		68 798,09		68 798,09	
606	Sous Total compte 606			5 623 107,51	120 598,84	5 623 107,51	120 598,84	5 623 107,51	120 598,84	5 502 508,67	
60	Sous Total compte 60			5 648 105,74	120 598,84	5 648 105,74	120 598,84	5 648 105,74	120 598,84	5 527 506,90	
611	Contrats de prestations de services			377 149,36	22 966,03	377 149,36	22 966,03	377 149,36	22 966,03	354 183,33	
6132	Locations immobilières			10 806 667,28	65 993,65	10 806 667,28	65 993,65	10 806 667,28	65 993,65	10 740 673,63	
6135	Locations mobilières			244 136,13	56 865,28	244 136,13	56 865,28	244 136,13	56 865,28	187 270,85	
613	Sous Total compte 613			11 050 803,41	122 858,93	11 050 803,41	122 858,93	11 050 803,41	122 858,93	10 927 944,48	
614	Charges locatives et de copropriété			270 181,02	5 816,88	270 181,02	5 816,88	270 181,02	5 816,88	264 364,14	
61521	Terrains			50 139,42		50 139,42		50 139,42		50 139,42	
615221	Bâtiments publics			606 238,68	40 086,26	606 238,68	40 086,26	606 238,68	40 086,26	566 152,42	



Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
61522	Sous Total compte 61522			606 238,68	40 086,26	606 238,68	40 086,26	566 152,42			
615231	Voieries			32 661,38		32 661,38		32 661,38			
61523	Sous Total compte 61523			32 661,38		32 661,38		32 661,38			
6152	Sous Total compte 6152			689 039,48	40 086,26	689 039,48	40 086,26	648 953,22			
61551	Mat roulant			1 179 611,22	76 226,01	1 179 611,22	76 226,01	1 103 385,21			
61558	Autres biens mobiliers			475 595,84	25 561,00	475 595,84	25 561,00	450 034,84			
6155	Sous Total compte 6155			1 655 207,06	101 787,01	1 655 207,06	101 787,01	1 553 420,05			
6156	Maintenance			1 693 595,56	286 157,66	1 693 595,56	286 157,66	1 407 437,90			
615	Sous Total compte 615			4 037 842,10	428 030,93	4 037 842,10	428 030,93	3 609 811,17			
6161	Multirisques			470 076,19	8 501,32	470 076,19	8 501,32	461 574,87			
6168	Autres			481 298,88		481 298,88		481 298,88			
616	Sous Total compte 616			951 375,07	8 501,32	951 375,07	8 501,32	942 873,75			
61821	Doc Gale techn abonnements			13 772,91		13 772,91		13 772,91			



Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
61828	Autres			10 585,16		10 585,16		10 585,16		10 585,16	
6182	Sous Total compte 6182			24 358,07		24 358,07		24 358,07		24 358,07	
6184	Verst à des organismes de formation			578 863,44	77 834,74	578 863,44	77 834,74	578 863,44	77 834,74	501 028,70	
6188	Autres frais divers			32 624,17		32 624,17		32 624,17		32 624,17	
618	Sous Total compte 618			635 845,68	77 834,74	635 845,68	77 834,74	635 845,68	77 834,74	558 010,94	
61	Sous Total compte 61			17 323 196,64	666 008,83	17 323 196,64	666 008,83	17 323 196,64	666 008,83	16 657 187,81	
6225	Indemnités au comptable et régisseurs			8 716,20		8 716,20		8 716,20		8 716,20	
6226	Honoraires			17 228,42		17 228,42		17 228,42		17 228,42	
6227	Frais d'actes et de contentieux			36 244,73		36 244,73		36 244,73		36 244,73	
6228	Divers			259 937,91	19 299,03	259 937,91	19 299,03	259 937,91	19 299,03	240 638,88	
622	Sous Total compte 622			322 127,26	19 299,03	322 127,26	19 299,03	322 127,26	19 299,03	302 828,23	
6231	Annouces et insertions			28 008,00		28 008,00		28 008,00		28 008,00	
6232	Fêtes et cérémonies			50 062,94		50 062,94		50 062,94		50 062,94	



Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6234	Réceptions			24 103,24		24 103,24		24 103,24		24 103,24	
6236	Catalogues - imprimés et publications			53 976,37		53 976,37		53 976,37		53 976,37	
623	Sous Total			156 150,55		156 150,55		156 150,55		156 150,55	
6241	Transports de biens			16 241,82		16 241,82	72,48	16 241,82	72,48	16 169,34	
6247	Transports collectifs du personnel			6 998,00		6 998,00		6 998,00		6 998,00	
624	Sous Total			23 239,82		23 239,82	72,48	23 239,82	72,48	23 167,34	
6251	Voyages déplacements et missions			280 267,13		280 267,13	20 807,36	280 267,13	20 807,36	259 459,77	
6255	Frais de déménagement			36 908,56		36 908,56	12 051,68	36 908,56	12 051,68	24 856,88	
625	Sous Total			317 175,69		317 175,69	32 859,04	317 175,69	32 859,04	284 316,65	
6261	Frais d'affranchissement			37 771,70		37 771,70		37 771,70		37 771,70	
6262	Frais de télécommunication			695 137,19		695 137,19	81 433,52	695 137,19	81 433,52	613 703,67	
626	Sous Total			732 908,89		732 908,89	81 433,52	732 908,89	81 433,52	651 475,37	
6281	Concours divers - cotisations			5 305,00		5 305,00		5 305,00		5 305,00	



Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6282	Frais de gardiennage			1 721,40				1 721,40		1 721,40	
6283	Frais de nettoyage des locaux			351 058,50	1 368,22			351 058,50	1 368,22	349 690,28	
62878	Rembst de frais à des tiers			17 819,27				17 819,27		17 819,27	
6287	Sous Total compte 6287			17 819,27				17 819,27		17 819,27	
6288	Autres			26 081,10	1,50			26 081,10	1,50	26 079,60	
628	Sous Total compte 628			401 985,27	1 369,72			401 985,27	1 369,72	400 615,55	
62	Sous Total compte 62			1 953 587,48	135 033,79			1 953 587,48	135 033,79	1 818 553,69	
6331	verst de transport			667 758,42				667 758,42		667 758,42	
6332	Cotisations versées au FNAL			167 452,02				167 452,02		167 452,02	
6336	Cotisations au cnrft et au centre de ges			565 075,88				565 075,88		565 075,88	
6338	Autres impots taxes et ver-SEMENTS assim			100 477,89				100 477,89		100 477,89	
633	Sous Total compte 633			1 500 764,21				1 500 764,21		1 500 764,21	
6354	Droits d'enregistrements et de timbre			1 296,00				1 296,00		1 296,00	



Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6355	Taxes et impôts sur les véhicules			402,16		402,16		402,16		402,16	
635	Sous Total compte 635			1 698,16		1 698,16		1 698,16		1 698,16	
63	Sous Total compte 63			1 502 462,37		1 502 462,37		1 502 462,37		1 502 462,37	
64111	Rémunération principale			31 751 044,37	624,60	31 751 044,37	624,60	624,60		31 750 419,77	
64112	SF et IR			1 529 953,85		1 529 953,85		1 529 953,85		1 529 953,85	
64113	NBI			405 703,50		405 703,50		405 703,50		405 703,50	
64118	Autres indemnités			16 248 879,16		16 248 879,16		16 248 879,16		16 248 879,16	
6411	Sous Total compte 6411			49 935 580,88	624,60	49 935 580,88	624,60	624,60		49 934 956,28	
64131	Rémunérations			1 501 203,67	323,82	1 501 203,67	323,82	323,82		1 500 879,85	
6413	Sous Total compte 6413			1 501 203,67	323,82	1 501 203,67	323,82	323,82		1 500 879,85	
64141	Vacations versées aux sapeurs pompiers v			13 161 878,09	6 030,98	13 161 878,09	6 030,98	6 030,98		13 155 847,11	
6414	Sous Total compte 6414			13 161 878,09	6 030,98	13 161 878,09	6 030,98	6 030,98		13 155 847,11	
6417	Rémunérations des apprentis			62 828,52		62 828,52		62 828,52		62 828,52	



Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6419	Rembst sur rémunérations du persel					20 337,91	1 768 836,35	20 337,91	1 768 836,35		1 748 498,44
641	Sous Total compte 641			64 681 829,07	1 775 815,75	64 681 829,07	1 775 815,75	62 906 013,32			
6451	Cotisations à l'URSSAF			5 793 709,13		5 793 709,13		5 793 709,13			
6453	Cotisations aux caisses de retraite			13 142 005,70	323,82	13 142 005,70	323,82	13 141 681,88			
6457	Cotisations sociales liées a l'apprentis			3 729,05		3 729,05		3 729,05			
6458	Cotisat autres organismes sociaux			154 390,58		154 390,58		154 390,58			
6459	Rembst charges de sécu soc			1 461,00	326 376,33	1 461,00	326 376,33				324 915,33
645	Sous Total compte 645			19 095 295,46	326 700,15	19 095 295,46	326 700,15	18 768 595,31			
646	Allocation de vétérance			420 291,30		420 291,30		420 291,30			
6472	Prestations familiales directes			20 778,82		20 778,82		20 778,82			
6473	Alloc chômage			72 628,22		72 628,22		72 628,22			
6475	Medecine du travail			49 808,07		49 808,07		49 808,07			
647	pharmacie										
	Sous Total compte 647			143 215,11		143 215,11		143 215,11			



Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

Numéro de compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6488	Autres charges			272 852,55		272 852,55		272 852,55		272 852,55	
648	Sous Total compte 648			272 852,55		272 852,55		272 852,55		272 852,55	
64	Sous Total compte 64			84 613 483,49	2 102 515,90	84 613 483,49	2 102 515,90	82 510 967,59			
651	Redev concessions brevets licences			703,04	703,04	703,04	703,04				0,00
6531	Indemnités			40 621,52		40 621,52		40 621,52		40 621,52	
653	Sous Total compte 653			40 621,52		40 621,52		40 621,52		40 621,52	
6541	Créances admises en non-valeur			953,24		953,24		953,24		953,24	
654	Sous Total compte 654			953,24		953,24		953,24		953,24	
6558	Autres contributions obligatoires			301 375,16		301 375,16		301 375,16		301 375,16	
655	Sous Total compte 655			301 375,16		301 375,16		301 375,16		301 375,16	
656	Participations			31 800,00		31 800,00		31 800,00		31 800,00	
6574	subv de fonctionnement aux associ			141 285,55	519,27	141 285,55	519,27	140 766,28	519,27	140 766,28	
657	Sous Total compte 657			141 285,55	519,27	141 285,55	519,27	140 766,28	519,27	140 766,28	



Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
65	Sous Total compte 65			516 738,51	1 222,31	516 738,51	1 222,31			515 516,20	
6711	Interets moratoires et penalites sur mar			298,16		298,16				298,16	
671	Sous Total compte 671			298,16		298,16				298,16	
673	Titres annulés exercices antérieurs			30 007,90		30 007,90				30 007,90	
675	Valeurs comptables des immobilisations			147 737,97		147 737,97				147 737,97	
6761	Differences sur realisations (positives)			70 379,18		70 379,18				70 379,18	
676	Sous Total compte 676			70 379,18		70 379,18				70 379,18	
67	Sous Total compte 67			248 423,21		248 423,21				248 423,21	
6811	DA - immob incorp et corpo			10 936 398,39	158,96	10 936 398,39	158,96			10 936 239,43	
6815	Dotations prov pour risques et charges			99 852,00		99 852,00				99 852,00	
681	Sous Total compte 681			11 036 250,39	158,96	11 036 250,39	158,96			11 036 091,43	
68	Sous Total compte 68			11 036 250,39	158,96	11 036 250,39	158,96			11 036 091,43	
	Total classe 6			122 842 247,83	3 025 538,63	122 842 247,83	3 025 538,63			121 890 122,97	2 073 413,77



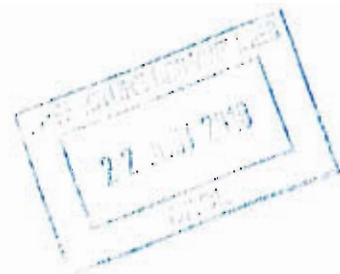
Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7061	Interv			3 030,12	628 873,48	3 030,12	628 873,48	3 030,12	628 873,48		625 843,36
	soumises à facturation 11424-42			6 125,00	115 745,63	6 125,00	115 745,63				109 620,63
7068	Prest serv autres prestat service			9 155,12	744 619,11	9 155,12	744 619,11				735 463,99
706	Sous Total compte 706			880,91	256 364,64	880,91	256 364,64				255 483,73
70878	Par des tiers			880,91	256 364,64	880,91	256 364,64				255 483,73
7087	Sous Total compte 7087			880,91	256 364,64	880,91	256 364,64				255 483,73
708	Sous Total compte 708			10 036,03	1 000 983,75	10 036,03	1 000 983,75				990 947,72
70	Sous Total compte 70										
7473	Dépt			66 791 220,00		66 791 220,00					66 791 220,00
7474	Cnes			0,01	23 389 322,12	0,01	23 389 322,12				23 389 322,11
7475	Groupements de collectivités et col à sp			26 513 336,68		26 513 336,68					26 513 336,68
747	Sous Total compte 747			0,01	116 693 878,80	0,01	116 693 878,80				116 693 878,79
748	Autres participations				5 673,60		5 673,60				5 673,60
74	Sous Total compte 74			0,01	116 699 552,40	0,01	116 699 552,40				116 699 552,39



Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
758	Produits divers de gestion courante					13 392,00	237 987,27	13 392,00	237 987,27		224 595,27
75	Sous Total compte 75			13 392,00	237 987,27	13 392,00	237 987,27	13 392,00	237 987,27		224 595,27
7711	Dédits et pénalités percus			9 344,46	96 340,49	9 344,46	96 340,49	9 344,46	96 340,49		86 996,03
7713	Libéralités reçues				2 521,83		2 521,83		2 521,83		2 521,83
7718	Autres prod except sur opé gestion				15 390,67		15 390,67		15 390,67		15 390,67
771	Sous Total compte 771			9 344,46	114 252,99	9 344,46	114 252,99	9 344,46	114 252,99		104 908,53
775	Produits des cessions d'immobilisations				106 813,44		106 813,44		106 813,44		106 813,44
7761	Différences sur réalisations (negatives)				111 303,71		111 303,71		111 303,71		111 303,71
776	Sous Total compte 776				111 303,71		111 303,71		111 303,71		111 303,71
777	Quote-part des subv d'investissem				2 492 815,22		2 492 815,22		2 492 815,22		2 492 815,22
7788	Produits exceptionnels divers			6 760,47	68 730,93	6 760,47	68 730,93	6 760,47	68 730,93		61 970,46
778	Sous Total compte 778			6 760,47	68 730,93	6 760,47	68 730,93	6 760,47	68 730,93		61 970,46
77	Sous Total compte 77			16 104,93	2 893 916,29	16 104,93	2 893 916,29	16 104,93	2 893 916,29		2 877 811,36

22 JUIN 2018

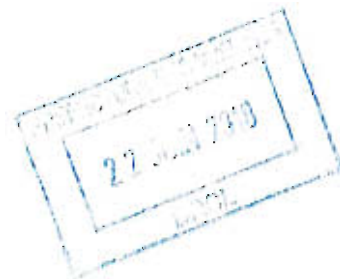
Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldés	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total classe 7					39 532,97	120 832 439,71	39 532,97	120 832 439,71		
	Total général	239 993 933,64	239 993 933,64	418 058 617,80	417 600 656,56	140 743 780,71	141 201 741,95	798 796 332,15	798 796 332,15	0,00	120 792 906,74



Balance des valeurs inactives

Arrêté à la date du 31/12/2017

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

DESIGNATION DES COMPTES	DEBIT			CREDIT			SOLDES	
	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861								
Portefeuille								
NEANT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
NEANT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous Total compte 861	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
862								
Correspondant								
NEANT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
NEANT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous Total compte 862	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
863								
Prise en charge titre et valeur								
NEANT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
NEANT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous Total compte 863	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAUX	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00



Page des signatures

07400 - SDIS YVELINES

Exercice 2017

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

LORNE Thibaud (1035771740-0), INSPECTEUR FINANCES PUBLIQUES

A DDFiP DES YVELINES, le 27/03/2018

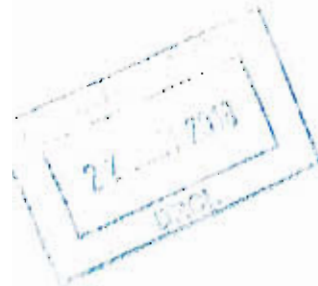
Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de SDIS YVELINES pendant l'année 2017 et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le ... par l'organe délibérant.

A , le

A , le





**Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines**

Séance du 20 juin 2018

DELIBERATION N° 18-2-23

Compte administratif 2017

Le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 1424-1 et suivants et R. 1424-1 et suivants ;

VU le budget primitif, le budget supplémentaire et les décisions modificatives de l'exercice 2017 du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines ;

VU le compte de gestion présenté par Madame la Payeuse départementale pour l'exercice 2017 ;

VU l'avis favorable de la Commission des Finances du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, réunie le 23 mai 2018 ;

CONSIDERANT que les résultats du compte administratif 2017 sont en parfaite concordance avec le compte de gestion 2017 ;

SUR le rapport de son Président ;

APRES en avoir délibéré, et en l'absence du Président,

CONSTATE les restes à réaliser de l'exercice 2017 de la section d'investissement égaux à 8 067 078,39 € en dépenses ;

CONSTATE un résultat net de l'exercice de 5 881 901,18 € ;

CONSTATE la concordance du compte administratif 2017 avec le compte de gestion de l'exercice 2017 présenté par Madame la Payeuse départementale ;

APPROUVE le compte administratif 2017 du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines présenté en annexe.

Délibéré à Versailles, le 20 juin 2018

par *17* voix (dont *17* pour), *0* voix contre et *0* abstention,

17 membres titulaires présents votant, *1* membre suppléant présent ne votant pas ;

la 1^{ère} Vice-présidente du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines

Elodie SORNAY

Accusé de réception en préfecture
078-287800536-20180620-18-2-23-DE
Date de télétransmission : 22/06/2018
Date de réception préfecture : 22/06/2018

REPUBLIQUE FRANCAISE

**SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
S.D.I.S. DES YVELINES
BUDGET PRINCIPAL**

Numéro SIRET : 287 800 536 000 32

POSTE COMPTABLE DE LA PAIERIE DEPARTEMENTALE DES YVELINES

M 61

COMPTE ADMINISTRATIF

Année 2017

- (1) Indiquer le budget concerné : budget principal (du SDIS) ou le libellé du budget annexe.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.



Sommaire

I - Informations générales

- A - Pour mémoire - Modalités de vote du budget 4
- B1 - Exécution du budget de l'exercice - Résultats 5
- B2 - Exécution du budget de l'exercice - RAR dépenses 6
- B3 - Exécution du budget de l'exercice - RAR recettes 7

II - Présentation générale du compte administratif

- A1 - Vue d'ensemble 8
- A2.1 - Equilibre financier - Section de fonctionnement 9
- A2.2 - Equilibre financier - Section d'investissement 10
- B1 - Balance générale - Dépenses 11
- B2 - Balance générale - Recettes 12

III - Vote du compte administratif

- A - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 13
- A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 15
- A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 17
- B - Section d'investissement - Vue d'ensemble 18
- B1.1 - Section d'investissement - Dépenses non individualisées en programme d'équipement 19
- B1.2 - Section d'investissement - Dépenses individualisées en programme d'équipement 20
- B1.3 - Section d'investissement - Chapitres de programme afférent à une autorisation de programme 21
- B1.4 - Section d'investissement - Chapitres de programme non compris dans une autorisation de programme 22
- B2 - Section d'investissement - Subventions d'équipement à verser 23
- B3 - Section d'investissement - Dépenses financières 24
- B4 - Section d'investissement - Recettes d'équipement 25
- B5 - Section d'investissement - Recettes financières 26
- B6 - Section d'investissement - Récapitulatif des opérations pour le compte de tiers 27
- B7 - Section d'investissement - Opérations d'ordre entre sections 28
- B8 - Section d'investissement - Opérations patrimoniales 29
- B9.1 - Section d'investissement - Equilibre des opérations financières - Dépenses 30
- B9.2 - Section d'investissement - Equilibre des opérations financières - Recettes 31

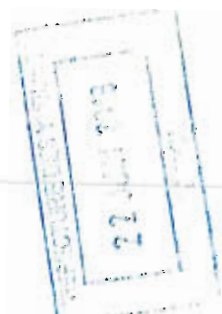
IV - Annexes

A - Eléments du bilan

- A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 32
- A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 33
- A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 37
- A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 39
- A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 40
- A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement 42
- A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 43
- A2 - Méthodes utilisées 44
- A3 - Etat des provisions constituées au 31/12 45
- A4 - Etat des charges transférées 46
- A5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers 47
- A6.1 - Variation du patrimoine (article R. 3313-7 du CGCT) - Entrées 49
- A6.2 - Variation du patrimoine (article R. 3313-7 du CGCT) - Sorties 50
- A6.3 - Etat des opérations liées aux cessions 51
- A6.4 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées 52
- A6.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties 53
- A7 - Etat des travaux en régie 54

B - Engagements hors bilan

- B1.1 - Liste des concours attribués sous forme de prestations en nature ou de subventions 56
- B1.2 - Liste des subventions versées par le SDIS 57
- B2 - Etat des contrats de crédit-bail 58
- B3 - Etat des contrats de PPP 59
- B4 - Etat des engagements donnés 60
- B5 - Etat des engagements reçus 61
- B6 - Situation des autorisations de programme 62
- B7 - Situation des autorisations d'engagement 63
- C - Autres éléments d'information
- B6 - Situation des autorisations de programme
- B7 - Situation des autorisations d'engagement
- C - Autres éléments d'information
- C1 - Etat du personnel
- C2 - Liste des organismes dans lesquels le SDIS a pris un engagement financier
- C3.1 - Liste des organismes de regroupement
- C3.2 - Liste des établissements publics créés
- C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe
- C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en un budget annexe
- C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes
- D - Arrêté et signatures



I - INFORMATIONS GENERALES	I
POUR MÉMOIRE - MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

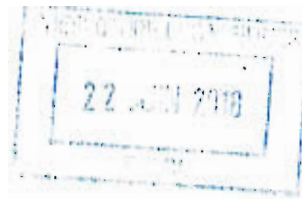
POUR MÉMOIRE

- I – Le conseil d'administration a voté le budget :**
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
 - au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement.
 - avec (2) les programmes listés sur l'état II-B1.2
 - avec (3) vote formel sur chacun des chapitres

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :
[...]

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre.

- (1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(2) Indiquer 'avec' ou 'sans' les chapitres d'opérations d'équipement
(3) indiquer 'avec' ou 'sans' vote formel



I - INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT	B1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N			
	Mandats émis	Titres émis	Reprise résultats exercice antérieur (3)	Résultat ou solde (A) (3)
TOTAL DU BUDGET	139 574 463,30	140 032 424,54	0,00	A1 457 961,24
Investissement	17 684 340,33	17 166 104,03	(1) 0,00	A2 -518 236,30
Dont 1068		327 954,02		
Fonctionnement	121 890 122,97	122 866 320,51	(2) 0,00	A3 976 197,54

(1) Solde d'exécution de N-1 reporté sur la ligne budgétaire 001 du budget. Indiquer le signe - si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Résultat de fonctionnement N-1 reporté sur la ligne budgétaire 002 du budget (diminué de l'affectation au 1068 en N). Indiquer le signe

(3) Indiquer le signe - si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses

	RESTES A REALISER N-1 (4)			
	Dépenses	Recettes	Solde (B) (5)	
TOTAL DES RAR	I + II 8 067 078,39	III + IV 0,00	B1	-8 067 078,39
Investissement	I 8 067 078,39	III 0,00	B2	-8 067 078,39
Fonctionnement	II 0,00	IV 0,00	B3	0,00

(4) A reporter au budget primitif ou au budget supplémentaire N+1.

(5) Indiquer le signe - si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (6)
TOTAL	A1 + B1	-7 609 117,15
Investissement	A2 + B2	-8 585 314,69
Fonctionnement	A3 + B3	976 197,54

(6) Si le montant est positif, il s'agit d'un excédent, si le montant est négatif, il s'agit d'un déficit.



I - INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE - RAR DEPENSES	B2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / Art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT - TOTAL		(I) 8 067 078,39
20	Immobilisations incorporelles	351 909,87
2003007	Travaux de mise en conformité électrique	9 743,90
2003017	Réfection des toitures	914,45
2004143	Rénovation CS non propriété du SDIS	7 664,94
2009011	Rénovations extensions bâtimentaires	656 413,85
2012021	Ablis Chevreuse	188 937,28
2012031	Véhicules risques courants	19 749,84
2012032	Véhicules de transport	1 441,41
2012033	Véhicules de commandement	422,33
2012035	Petits matériels et habillement	16 189,90
2012036	Mises à niveau, petits équipements de vé	262,02
2012042	Cartographie couplée à l'alerte	38 589,98
2013021	Mise en place de l'outil décisionnel	59 977,65
2013024	Boîtiers d'optimisation des flux réseaux	48 238,45
2014021	MOE Plateforme logistique	103 017,19
2014022	Travaux Plateforme logistique	301 021,86
2014024	PFL - Matériels logistiques et technique	209 376,22
2015011	Travaux de ravalement dans les Centres d	193 212,31
2016011	Travaux de VRD multisites	200 776,84
2016021	Adaptation des cuisines et réfectoires m	18 070,34
2016031	Plateau technique de formation	5 208,00
2016051	Raccordement des sites du Sdis au réseau	177 827,32
2016061	Regroupement des salles opérationnelles	217 588,51
21	Immobilisations corporelles	4 547 868,28
23	Immobilisations en cours	692 655,65
SECTION DE FONCTIONNEMENT - TOTAL		(II) 0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration.



I - INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE - RAR RECETTES	B3

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / Art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
	SECTION D'INVESTISSEMENT - TOTAL	(III) 0,00
	SECTION DE FONCTIONNEMENT - TOTAL	(IV) 0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.
2) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration.



II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A 121 890 122,97	G 122 866 320,51	
	Section d'investissement	B 17 684 340,33	H 17 166 104,03	

+ +

REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Résultat de fonctionnement reporté C= DEPENSES (si déficit) I= RECETTES (si excédent)	C 0,00	I 0,00
	Solde d'exécution de la section d'investissement D=DEPENSES (si déficit) J= RECETTES (si excédent)	D 0,00	J 0,00

= =

TOTAL EXERCICE (réalisations)	=A+B+C+D	=G+H+I+J
+	139 574 463,30	140 032 424,54

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1	Section de fonctionnement	E 0,00	K 0,00
	Section d'investissement	F 8 067 078,39	L 0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	=E+F 8 067 078,39	=K+L 0,00

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	=A+C+E 121 890 122,97	=G+I+K 122 866 320,51
	Section d'investissement	=B+D+F 25 751 418,72	=H+J+L 17 166 104,03
	TOTAL CUMULE	=A+B+C+D+E+F 147 641 541,69	=G+H+I+J+K+L 140 032 424,54

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R 3312-9 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R 3312-8 du CGCT).

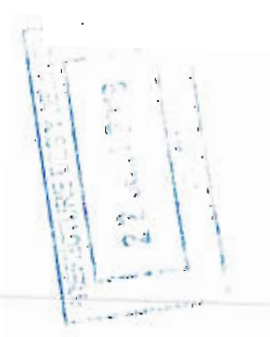


II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

TOTAL DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE

	TOTAL DES MANDATS EMIS			TOTAL DES TITRES EMIS		
	REELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	REELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
INVESTISSEMENT	13 376 865,61	4 307 474,72	17 684 340,33	4 308 391,66	12 857 712,37	17 166 104,03
FONCTIONNEMENT	110 735 766,39	11 154 356,58	121 890 122,97	120 262 201,58	2 604 118,93	122 866 320,51
TOTAL REALISATIONS DE L'EXERCICE (1)	124 112 632,00	15 461 831,30	139 574 463,30	124 570 593,24	15 461 831,30	140 032 424,54

(1) Total des réalisations = Total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement. Les reports N-1 ne sont pas comptabilisés car ils sont réalisés d'office.



II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
EQUILIBRE FINANCIER - SECTION DE FONCTIONNEMENT	A2.1

SECTION DE FONCTIONNEMENT - REALISATIONS
(y compris les restes à réaliser N-1)

MANDATS EMIS		OPERATIONS REELLES ET MIXTES		TITRES EMIS	
Gestion des services				Gestion des services	
011	Charges à caractère général	24 004 946,56	70		990 947,72
012	Charges de personnel et frais assimilés	86 085 145,57	74		116 699 552,39
65	Autres charges de gestion courante	515 516,20	75		224 595,27
014	Atténuation de produits	0,00	013	Atténuation de charges	2 073 413,77
Total dépenses de gestion des services		110 605 608,33		Total recettes de gestion des services	119 988 509,15
66	Charges financières	0,00	76	Produits financiers	0,00
67	Charges exceptionnelles	30 306,06	77	Produits exceptionnels	273 692,43
68	Dotations aux provisions	99 852,00	78	Reprises sur provisions	0,00
TOTAL DEPENSES REELLES ET MIXTES		I 110 735 766,39		TOTAL RECETTES REELLES ET MIXTES	II 120 262 201,58
SOLDE DES OPERATIONS REELLES ET MIXTES : (Recettes réelles - Dépenses réelles)					
					9 526 435,19

OPERATIONS D'ORDRE (1)					
042	Opé. d'ordre entre sections	11 154 356,58	042	Opé. d'ordre entre sections	2 604 118,93
043	Opé. Ordre Intérieur de la section	0,00	043	Opé. Ordre Intérieur de la section	0,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		III 11 154 356,58	TOTAL RECETTES D'ORDRE		IV 2 604 118,93
AUTOFINANCEMENT DEGAGE :					
					-8 550 237,65

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	(+D)	121 890 122,97	TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE	(II+IV)	122 866 320,51
---	------	-----------------------	---	---------	-----------------------

RESULTAT REPORTE DE N-1					
002 Résultat de fonctionnement reporté	V	0,00	002 Résultat de fonctionnement reporté	VI	0,00

TOTAL DES DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	(+D)+V	121 890 122,97	TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	(II+IV)+V	122 866 320,51
SOLDE D'EXECUTION (recettes - dépenses) (2) :					
					976 197,54

(1) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043 ;
(2) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.



II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
EQUILIBRE FINANCIER - SECTION D'INVESTISSEMENT	A2.2

SECTION D'INVESTISSEMENT – REALISATIONS
(y compris les restes à réaliser N-1)

OPERATIONS REELLES

CHAP.	MANDATS EMIS	CHAP.	TITRES EMIS
10	Dotations, fonds divers et réserves	10	Dotations, fonds divers et réserves (1)
13	Subventions d'investissement	13	Subventions d'investissement
16	Emprunts et dettes assimilées	16	Emprunts et dettes assimilées
18	Compte de liaison : affectation (BA)	18	Compte de liaison : affectation (BA)
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (2)	20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)
204	Subventions d'équipement versées	204	Subventions d'équipement versées (3)
21	Immobilisations corporelles (2)	21	Immobilisations corporelles (3)
22	Immobilisations reçues en affectation (2)	22	Immobilisations reçues en affectation (3)
23	Immobilisations en cours (2)	23	Immobilisations en cours (3)
26	Participations et créances rattachées	26	Participations et créances rattachées
27	Autres immobilisations financières	27	Autres immobilisations financières
45...1	Travaux pour le compte de tiers	45...2	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte
TOTAL DES DEPENSES REELLES I		TOTAL RECETTES REELLES II	
BESOIN D'AUTOFINANCEMENT :			
(Dépenses réelles - Recettes réelles)			

OPERATIONS D'ORDRE (4)

040	Opérations d'ordre entre sections	2 604 118,93	040	Opérations d'ordre entre sections	11 154 356,58
041	Opérations patrimoniales	1 703 355,79	041	Opérations patrimoniales	1 703 355,79
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE III		4 307 474,72	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE IV		12 857 712,37

AUTOFINANCEMENT PROPRE A L'EXERCICE :	
<i>(solde des opérations d'ordre de section à section = précédé du signe - si négatif)</i>	8 550 237,65

RESULTATS ANTERIEURS

001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	0,00	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	VI	0,00
1068 Excédents de fonctionnement capitalisés		1068 Excédents de fonctionnement capitalisés		327 954,02
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT I + III + V	17 684 340,33	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT II + IV + VI + VII		17 166 104,03

SOLDE D'EXECUTION (recettes - dépenses) (5) :	-518 236,30
--	--------------------

(1) Hors 1068

(2) Y compris les programmes

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 21 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement

(4) D1 040 = RF 042 ; R1 040 = DF 042 ; D1 041 = RJ 041

(5) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE - DEPENSES	B1

MANDATS EMIS (y compris les restes à réaliser N-1)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	24 004 946,56		24 004 946,56
012	Charges de personnel et frais assimilés	86 085 145,57		86 085 145,57
014	Atténuation de produits	0,00		0,00
60	Achats et variations de stocks		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	515 516,20		515 516,20
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	30 306,06	218 117,15	248 423,21
68	Dotations aux amortissements et provisions	99 852,00	10 936 239,43	11 036 091,43
71	Production stockée (ou destockage)		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement - Total		110 735 766,39	11 154 356,58	121 890 122,97

Pour information - D 002 Résultat de fonctionnement reporté			0,00
---	--	--	------

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			121 890 122,97
--	--	--	-----------------------

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	2 492 815,22	2 492 815,22
16	Remboursement d'emprunts (sauf 1688 non b)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison: affectation (BA)	(5) 0,00		0,00
	Total des programmes d'équipement	4 892 973,46		4 892 973,46
19	Neutralisations et régularisations d'opérations		111 303,71	111 303,71
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	621 701,28	0,00	621 701,28
204	Subventions d'équipements versés	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	7 164 588,43	0,00	7 164 588,43
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(6) 0,00		0,00
23	Immobilisation en cours (3)	697 602,44	1 703 355,79	2 400 958,23
26	Participations et créances rattachées à des par	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
45... 1	Total des opérations pour compte de tiers (4)	0,00		0,00
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
Dépenses d'investissement - Total		13 376 865,61	4 307 474,72	17 684 340,33

Pour information - D 001 Solde d'exécution reporté			0,00
--	--	--	------

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			17 684 340,33
---	--	--	----------------------

(1) y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires ;

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M61.

(3) Hors chapitres programmes ;

(4) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état

(4) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière ;

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur les biens affectés



II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE - RECETTES	B2

TITRES EMIS (y compris les restes à réaliser N-1)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuation de charges	2 073 413,77		2 073 413,77
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine et ventes d	990 947,72		990 947,72
71	Production stockée ou dstockag		0,00	0,00
72	pour passer y2		0,00	0,00
74	Contributions et participations	116 699 552,39		116 699 552,39
75	Autres produits de gestion courante	224 595,27		224 595,27
76	Produits financiers	0,00		0,00
77	Produits exceptionnels	273 692,43	2 604 118,93	2 877 811,36
78	Reprises sur provisions	0,00	0,00	0,00
79	essai		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement - Total		120 262 201,58	2 604 118,93	122 866 320,51

Pour information - R002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00
--	------

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	122 866 320,51
--	-----------------------

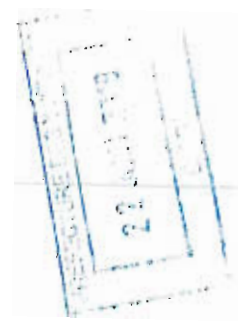
INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 976 495,00	0,00	1 976 495,00
13	Subventions d'investissement reçues	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte liaison : affectat°(budg.annex.régies (4)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	147 737,97	147 737,97
22	Immobilisations reçues en affectation	(5) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	3 942,64	1 703 355,79	1 707 298,43
26	Participations et créances rattachées à des par	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissements des Immo.		10 936 239,43	10 936 239,43
19	Dif. / Réalisatons d'Immo.		70 379,18	70 379,18
45...2	Opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép./plusieurs exer.		0,00	0,00
3...	Stocks		0,00	0,00
Recettes d'investissement - Total		3 980 437,64	12 857 712,37	16 838 150,01

Pour information - R 001 Solde d'exécution reporté	0,00
--	------

1068 Excédent de fonctionnement capitalisé	327 954,02
---	-------------------

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	17 166 104,03
---	----------------------

- (1) y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires ;
(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M61.
(3) Hors chapitres programmes ;
(4) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état
(4) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière ;
(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur les biens affectés



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - VUE D'ENSEMBLE	A

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts	Crédits employés ou restant à employer			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	26 254 000,00	22 636 761,07	1 368 185,49	0,00	2 249 053,44
	- avec AE/CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	- hors AE/CP	26 254 000,00	22 636 761,07	1 368 185,49	0,00	2 249 053,44
012	Charges de pers. et frais assimilés	87 800 000,00	86 085 145,57	0,00	0,00	1 714 854,43
014	Atténuation de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges d'activité	535 000,00	513 684,89	1 831,31	0,00	19 483,80
	- avec AE/CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	- hors AE/CP	535 000,00	513 684,89	1 831,31	0,00	19 483,80
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	95 000,00	30 306,06	0,00	0,00	64 693,94
68	Dotations aux amort. et prov.	100 000,00	99 852,00			148,00
022	Dépenses imprévues (2)	20 000,00				
023	Virement à la section d'invest (2)	3 683 396,20				
042	Opérations d'ordre entre sections	11 218 117,15	11 154 356,58			63 760,57
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE		129 705 513,35	120 520 106,17	1 370 016,80	0,00	7 815 390,38

Pour information D002 Résultat de fonct. reporté	0,00	0,00			
---	------	------	--	--	--

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	129 705 513,35	120 520 106,17	1 370 016,80	0,00	7 815 390,38
--	-----------------------	-----------------------	---------------------	-------------	---------------------

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts	Crédits employés ou restant à employer			Crédits annulés (1)
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
70	Produits des services, du domaine e	970 000,00	990 947,72	0,00	0,00	-20 947,72
74	Contributions et participations	116 677 658,00	116 699 552,39	0,00	0,00	-21 894,39
75	Autres produits de gestion courante	170 000,00	224 595,27	0,00	0,00	-54 595,27
013	Atténuation de charges	2 200 342,00	2 073 413,77	0,00	0,00	126 928,23
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	236 813,44	273 692,43	0,00	0,00	-36 878,99
78	Reprises sur provisions	0,00	0,00			0,00
042	Opérations d'ordre de transfert entre	2 607 803,71	2 604 118,93			3 684,78
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE		122 862 617,15	122 866 320,51	0,00	0,00	-3 703,36

Pour information -R002 Résultat de fonct. Reporté	6 842 896,20	0,00			
---	--------------	------	--	--	--

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	129 705 513,35	122 866 320,51	0,00	0,00	6 839 192,84
---	-----------------------	-----------------------	-------------	-------------	---------------------

(1) Crédits annulés = crédits ouverts (BP+BS+DM+RAR N-1) - Crédits employés ou restant à employer (Mandats / Titres émis + Charges / Produits rattachés + Restes à réaliser au 31/12)

(2) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres ou de mandats (opérations sous réalisations)



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES - DETAIL PAR ARTICLES	A1

Art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts	Crédits employés ou restant à employer			Crédits Annulés (2)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	26 254 000,00	22 636 761,07	1 368 185,49	0,00	2 249 053,44
605	Achats de mat., éqpts, travaux	53 210,00	21 541,13	3 457,10	0,00	28 211,77
60611	Eau et assainissement	141,35	141,35	0,00	0,00	0,00
606111	Eau & assainissement Bâtiments	193 600,00	193 541,41	0,00	0,00	58,59
606112	Eau & assainissement logements	53 858,65	46 395,56	0,00	0,00	7 463,09
6061211	Electricité Bâtiments	830 050,00	774 139,75	0,00	0,00	55 910,25
6061212	Electricité logements	311 000,00	244 690,19	0,00	0,00	66 309,81
606122	Gaz	0,00	-2 037,01	0,00	0,00	2 037,01
6061221	Gaz Bâtiments	349 500,00	333 872,37	20 146,22	0,00	-4 518,59
6061222	Gaz logements	110 000,00	77 405,44	2 627,07	0,00	29 967,49
60613	Chauffage urbain	119 900,00	119 818,43	0,00	0,00	81,57
60621	Combustibles	7 352,69	-6 290,76	10 590,39	0,00	3 053,06
606211	Combustibles Bâtiments	119 797,31	97 431,08	20 641,83	0,00	1 724,40
606212	Combustibles logements	19 934,94	11 775,76	0,00	0,00	8 159,18
60622	Carburants	1 549 165,00	1 306 060,33	23 925,14	0,00	219 179,53
60623	Alimentation	66 173,00	61 725,86	7,00	0,00	4 447,14
60628	Aut. fournitures non stockées	620 131,10	570 941,18	7 704,59	0,00	41 485,33
60632	Fourniture de petit équipement	840 098,06	740 541,73	40 570,97	0,00	58 985,36
60636	Habil. et vêtements de travail	328 520,00	172 451,67	154 315,62	0,00	1 752,71
6064	Fournitures administratives	96 963,00	73 321,38	1 537,96	0,00	22 103,66
606611	Médicaments	33 602,00	31 605,45	0,00	0,00	1 996,55
606612	Oxygène médicament	40 850,00	36 242,63	4 600,00	0,00	7,37
60662	Vaccins et sérums	11 240,00	11 123,01	0,00	0,00	116,99
60668	Aut. produits pharmaceutiques	260 100,00	252 153,98	0,00	0,00	7 946,02
6067	Produits d'intervent°	68 820,00	54 850,96	13 947,13	0,00	21,91
6111	Contrats de prestation de serv	128 470,00	116 272,75	4 302,76	0,00	7 894,49
6112	Contrats de restauration coll.	239 450,00	201 749,42	31 858,40	0,00	5 842,18
61321	Loyers bat. administratifs	743 680,00	416 554,97	208 417,20	0,00	118 707,83
61322	Loyers services logés	10 877 200,00	10 093 700,18	22 001,28	0,00	761 498,54
6135	Locations mobilières	203 831,00	157 771,68	29 499,17	0,00	16 560,15
6141	Charges locatives bâtiments	82 770,00	73 344,03	0,00	0,00	9 425,97
6142	Charges locatives logements	290 000,00	188 752,85	2 267,26	0,00	98 979,89
61521	Terrains	52 529,20	27 232,96	22 906,46	0,00	2 389,78
615221	Bâtiments publics	578 080,00	504 902,55	61 249,87	0,00	11 927,58
615231	Voies	33 210,80	31 341,38	1 320,00	0,00	549,42
61551	Matériel roulant	1 139 813,39	1 033 552,92	69 832,29	0,00	36 428,18
61558	Autres biens mobiliers	523 305,00	334 293,58	115 741,26	0,00	73 270,16
6156	Maintenance (contrat)	1 514 440,61	1 171 507,30	183 044,94	0,00	159 888,37
61566	Maintenance photocopieurs	57 830,00	52 885,66	0,00	0,00	4 944,34
6161	Multirisques	586 500,00	461 574,87	0,00	0,00	124 925,13
6168	Autres	481 690,00	481 298,88	0,00	0,00	391,12
61821	Abonnements	21 710,00	13 230,51	542,40	0,00	7 937,09
61828	Autres	16 490,00	9 520,46	1 064,70	0,00	5 904,84
6184	Vers. à des org. de formation	504 420,00	278 990,31	222 038,39	0,00	3 391,30
6188	Autres frais divers	35 545,00	31 823,20	800,97	0,00	2 920,83
6225	Indem. au compt. & aux régis.	9 000,00	8 716,20	0,00	0,00	283,80
6226	Honoraires	34 710,00	17 228,42	0,00	0,00	17 481,58
6227	Frais d'actes & de contentieux	36 265,00	36 244,73	0,00	0,00	20,27
6228	Autres serv. extérieurs-Divers	255 945,00	226 781,78	13 857,10	0,00	15 306,12
6231	Annonces et insertions	37 800,00	28 008,00	0,00	0,00	9 792,00
6232	Fêtes et cérémonies	60 874,00	50 062,94	0,00	0,00	10 811,06
6234	Réceptions	26 200,00	24 103,24	0,00	0,00	2 096,76
6236	Catalogues et imprimés	65 175,90	53 976,37	0,00	0,00	11 199,53
6238	Divers	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
6241	Transports de biens	22 101,00	14 745,94	1 423,40	0,00	5 931,66
6247	Transports collectifs du pers.	11 290,00	6 998,00	0,00	0,00	4 292,00
6251	Voyages et déplacements	274 867,00	203 144,61	56 315,16	0,00	15 407,23
6255	Frais de déménagement	34 740,00	23 764,88	1 092,00	0,00	9 883,12
6261	Frais d'affranchissement	46 200,00	37 771,70	0,00	0,00	8 428,30
6262	Frais de télécommunications	701 410,00	612 740,67	963,00	0,00	87 706,33
627	Services bancaires & assimilés	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
6281	Concours divers (cotisations)	6 010,00	5 305,00	0,00	0,00	705,00
6282	Frais de gardiennage	5 860,00	1 721,40	0,00	0,00	4 138,60
6283	Frais de nettoyage des locaux	353 120,00	337 990,28	11 700,00	0,00	3 429,72
62878	A des tiers	19 080,00	17 819,27	0,00	0,00	1 260,73
6288	Autres	30 140,00	24 196,14	1 883,46	0,00	4 060,40
63513	Autres impôts locaux	7 000,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
6354	Droits d'enregist. & de timbre	1 300,00	1 296,00	0,00	0,00	4,00
6355	Taxes & impôts sur les véhic.	2 840,00	402,16	0,00	0,00	2 437,84
637	Aut. impôt, tax & vers aut org	16 000,00	0,00	0,00	0,00	16 000,00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	87 800 000,00	86 085 145,57	0,00	0,00	1 714 854,43
6331	Versement de transport	700 000,00	667 758,42	0,00	0,00	32 241,58
6332	Cot. versées au f.n.a.l.	200 000,00	167 452,02	0,00	0,00	32 547,98
6336	Cot.CNFP T&ctr gest°fct.p.t	610 000,00	565 075,88	0,00	0,00	44 924,12
6338	Autr. imp. tax & vrt asi. s/rém°	105 000,00	100 477,89	0,00	0,00	4 522,11
64111	Rémunération principale	32 158 250,00	31 750 419,77	0,00	0,00	407 830,23
64112	S.F.T & indemnité de résidence	1 530 000,00	1 529 953,85	0,00	0,00	46,15
64113	Nbi	406 000,00	405 703,50	0,00	0,00	296,50
64118	Autres indemnités	16 395 580,00	16 248 879,16	0,00	0,00	146 700,84
64131	Rémunérations	1 598 000,00	1 500 879,85	0,00	0,00	97 120,15

Art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts	Crédits employés ou restant à employer			Crédits Annulés (2)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
64141	Vacations versées aux S.P vol.	13 497 730,00	13 155 847,11	0,00	0,00	341 882,89
6417	Rémunérations des apprentis	86 000,00	62 828,52	0,00	0,00	23 171,48
6451	Cotisations à l'URSSAF	5 965 000,00	5 793 709,13	0,00	0,00	171 290,87
6453	Cot. aux caisses de retraite	13 141 690,00	13 141 681,88	0,00	0,00	8,12
6456	Vers. au FNC du sup. familial	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
6457	Cot. Sociales / apprentissage	5 000,00	3 729,05	0,00	0,00	1 270,95
6458	Cot. aux autres org. sociaux	500 000,00	154 390,58	0,00	0,00	345 609,42
646	Allocation de vétéran	425 000,00	420 291,30	0,00	0,00	4 708,70
6472	Prestations familiales directe	25 000,00	20 778,82	0,00	0,00	4 221,18
6473	Allocations de chômage	80 000,00	72 628,22	0,00	0,00	7 371,78
6475	Médecine du travail, pharmacie	66 750,00	49 808,07	0,00	0,00	16 941,93
6478	Aut. charges sociales diverses	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
6488	Autres charges	280 000,00	272 852,55	0,00	0,00	7 147,45
65	Autres charges de gestion courante	535 000,00	513 684,89	1 831,31	0,00	19 483,80
651	Redevance, concession, brev, lic	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
6531	Indemnités	40 622,00	40 621,52	0,00	0,00	0,48
6541	Créances admises en non-valeur	954,00	953,24	0,00	0,00	0,76
6558	Aut. contributions obligatoire	301 380,00	301 375,16	0,00	0,00	4,84
656	Participations	37 666,00	31 800,00	0,00	0,00	5 866,00
6574	Sub. fet' t asso & org. dnt privé	146 378,00	138 934,97	1 831,31	0,00	5 611,72
014	ATTENUATION DE PRODUITS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (011+012+65+ 014)						
		114 589 000,00	109 235 591,53	1 370 016,80	0,00	3 983 391,67
66	Charges financières (B)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (C)	95 000,00	30 306,06	0,00	0,00	64 693,94
6711	Int. Morat. et pénal / marchés	2 000,00	298,16	0,00	0,00	1 701,84
673	Titres annulés s/exercice anté	93 000,00	30 007,90	0,00	0,00	62 992,10
68	Dotations aux provisions (D)	100 000,00	99 852,00			148,00
6815	Dot. Provis. risqué & charge fonct	100 000,00	99 852,00			148,00
022	Dépenses imprévues (E)	20 000,00				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = A + B+ C+ D + E						
		114 804 000,00	109 365 749,59	1 370 016,80	0,00	4 068 233,61
023	Virement à la section d'investissement	3 683 396,20				
042	Opérations d'ordre entre sections (3)	11 218 117,15	11 154 356,58			63 760,57
675	Valeurs opt. des Immo. cédées	147 737,97	147 737,97			0,00
6761	Dij/Réal. transférées en inv.	70 379,18	70 379,18			0,00
6811	Dot. Amor. Imo. incorporel & corpo	11 000 000,00	10 936 239,43			63 760,57
043	Opérations ordre intérieur de la section (3)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE (=prélèvement issu de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement)						
		14 901 513,35	11 154 356,58			3 747 156,77
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=total des opérations réelles et d'ordre)						
		129 705 513,35	120 520 106,17	1 370 016,80	0,00	7 815 390,38
Pour information						
D002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00			
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES						
		129 705 513,35	120 520 106,17	1 370 016,80	0,00	7 815 390,38

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (4)

Montant des ICNE de l'exercice	
Montant des ICNE de l'exercice N-1	
= différence ICNE N - ICNE N-1	0,00



(1) Détailler conformément au plan de compte utilisé.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP+BS+DM+RAR N-1) - Crédits employés ou restant à employer (Mandats / Titres émis + Charges / Produits rattachés + Restes à réaliser au 31/12).

(3) Cf. Définitions des chapitres des opérations d'ordre, DF 042 - RI 040, DF 043 - RF 043.

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES - DETAIL PAR ARTICLES	A2

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts	Crédits employés ou restant à employer			Crédits annulés (2)
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	970 000,00	990 947,72	0,00	0,00	-20 947,72
7061	Interv. soumises à facturation	400 000,00	625 843,36	0,00	0,00	-225 843,36
7068	Autres prestations de services	170 000,00	109 620,63	0,00	0,00	60 379,37
70878	Par des tiers	400 000,00	255 483,73	0,00	0,00	144 516,27
74	CONTRIBUTIONS ET PARTICIPATIONS	116 677 658,00	116 699 552,39	0,00	0,00	-21 894,39
7473	Départements	66 775 000,00	66 791 220,00	0,00	0,00	-16 220,00
7474	Communes	25 143 596,00	23 389 322,11	0,00	0,00	1 754 273,89
7475	Groupements de collectivités	24 759 062,00	26 513 336,68	0,00	0,00	-1 754 274,68
748	Autres participations	0,00	5 673,60	0,00	0,00	-5 673,60
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	170 000,00	224 595,27	0,00	0,00	-54 595,27
758	Produits divers de ges. Cour.	170 000,00	224 595,27	0,00	0,00	-54 595,27
013	ATTENUATION DE CHARGES	2 200 342,00	2 073 413,77	0,00	0,00	126 928,23
6419	Remb. sur rémun. du personnel	1 800 342,00	1 748 498,44	0,00	0,00	51 843,56
6459	Rembrs./charg SS&prov	400 000,00	324 915,33	0,00	0,00	75 084,67
TOTAL GESTION DES SERVICES (A) (70+74+75+013)		120 018 000,00	119 988 509,15	0,00	0,00	29 490,85
76	Produits financiers (B)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (C)	236 813,44	273 692,43	0,00	0,00	-36 878,99
7711	Dépôts et pénalités perçus	50 000,00	86 996,03	0,00	0,00	-36 996,03
7713	Libéralités reçues	0,00	2 521,83	0,00	0,00	-2 521,83
7718	Aut pds exp / opér de gestion	0,00	15 390,67	0,00	0,00	-15 390,67
775	Produits des cessions d'imm.	106 813,44	106 813,44	0,00	0,00	0,00
7788	Autres produits exceptionnels	80 000,00	61 970,46	0,00	0,00	18 029,54
78	Reprises sur provisions (D)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = A + B + C + D		120 254 813,44	120 262 201,58	0,00	0,00	-7 388,14
042	Opérations d'ordre entre sections (3)	2 607 803,71	2 604 118,93			3 684,78
675	Valeurs cpt. des Immo. cédées	0,00	0,00			0,00
6761	Dif./Réal. transférées en inv.	0,00	0,00			0,00
6811	Dot. Amor. Imo. Incorporel & corpo	0,00	0,00			0,00
7761	Dif./Réal. rep. au cpt de rés	111 303,71	111 303,71			0,00
777	Quote-part des Subv. Transfér.	2 496 500,00	2 492 815,22			3 684,78
043	Opérations ordre intérieur de la sectie	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		2 607 803,71	2 604 118,93			3 684,78
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		122 862 617,15	122 866 320,51	0,00	0,00	-3 703,36
Pour information R 002 Résultat de fonctionnement reporté		6 842 896,20	0,00			
TOTAL DES RECETTES DE		129 705 513,35	122 866 320,51	0,00	0,00	6 839 192,84

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (4)

Montant des ICNE de l'exercice	
Montant des ICNE de l'exercice N-1	
= différence ICNE N - ICNE N-1	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes utilisé.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP+BS+DM+RAR N-1) - Crédits employés ou restant à employer (Mandats / Titres émis + Charges / Produits rattachés + Restes à réaliser au 31/12).

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - VUE D'ENSEMBLE	B

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Nature	Crédits ouverts	Mandats émis	Restes à réaliser Au 31/12	Crédits annulés (1)
Dépenses d'équipement	23 160 972,35	13 376 865,61	8 067 078,39	1 717 028,35
-Non individualisées en programmes d'équipement	15 047 454,40	8 483 892,15	5 592 433,80	971 128,45
- avec AP/CP	0,00	0,00	0,00	0,00
- hors AP/CP	15 047 454,40	8 483 892,15	5 592 433,80	971 128,45
-Individualisées en programmes d'équipement	8 113 517,95	4 892 973,46	2 474 644,59	745 899,90
- avec AP/CP	8 113 517,95	4 892 973,46	2 474 644,59	745 899,90
- hors AP/CP	0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'équipement à verser (c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00
- avec AP/CP	0,00	0,00	0,00	0,00
- hors AP/CP	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses financières	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
040 Opérations d'ordre entre sections	2 607 803,71	2 604 118,93		3 684,78
041 Opérations patrimoniales	3 770 000,00	1 703 355,79		2 066 644,21
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE	29 540 776,06	17 684 340,33	8 067 078,39	3 789 357,34

Pour information D 001 Solde d'exécution reporté N-1	0,00	0,00		
---	------	------	--	--

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	29 540 776,06	17 684 340,33	8 067 078,39	3 789 357,34
---	----------------------	----------------------	---------------------	---------------------

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Nature	Crédits ouverts	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
Recettes d'équipement	2 000 000,00	2 003 942,64	0,00	-3 942,64
Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes financières	1 893 186,56	1 976 495,00	0,00	-83 308,44
Opérations d'ordre entre sections	14 901 513,35	11 154 356,58		3 747 156,77
041 Opérations patrimoniales	3 770 000,00	1 703 355,79		2 066 644,21
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE	22 564 699,91	16 838 150,01	0,00	5 726 549,90

Pour information R001 Solde d'exécution reporté N-1	6 648 122,13	0,00		
--	--------------	------	--	--

Pour information 1068 Excédent de fonctionnement capitalisé	327 954,02	327 954,02		
--	------------	------------	--	--

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	29 540 776,06	17 166 104,03	0,00	12 374 672,03
---	----------------------	----------------------	-------------	----------------------

(1) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP+BS+DM+RAR N-1) - Crédits employés ou restant à employer (Mandats / Titres émis + Charges / Produits rattachés + Restes à réaliser au 31/12).



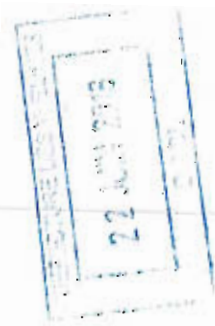
III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENT	BI.1

DEPENSES NON INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT

Chap /art.	Libellé	Crédits ouverts	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
	TOTAL	15 046 754,40	8 483 892,15	5 592 433,80	970 428,45
20	Immobilisations incorporelles (hors c/ 204)	1 175 630,53	621 701,28	351 909,87	202 019,38
2031	Frais d'études	294 097,27	84 429,07	140 171,05	69 497,15
2033	Frais d'insertion	31 080,00	17 476,48	177,12	13 426,40
2051	Conc.&droit simil, brevets lic...	850 453,26	519 795,73	211 561,70	119 095,83
21	Immobilisations corporelles	12 467 680,10	7 164 588,43	4 547 868,28	755 223,39
2128	Autres agen. et amén.	59 350,00	51 298,82	8 047,14	4,04
21351	Bâtiments publics	853 618,25	392 050,79	197 743,48	263 823,98
21531	Réseaux de transmission	123 770,69	54 422,23	69 340,37	8,09
21538	Autres réseaux	81 868,40	15 574,19	21 888,84	44 405,37
21561	Mat. d'incendie & de secours	4 459 604,89	2 118 917,57	2 340 680,69	6,63
21568	Aut. Mat. d'incendie & de sec.	2 942 570,17	2 103 248,62	784 619,24	54 702,31
21571	Ateliers	43 305,04	34 424,45	7 936,39	944,20
21578	Aut. matériel & outillage tec.	91 053,63	55 303,28	13 487,09	22 263,26
2158	Autres	317 845,50	206 705,46	77 254,54	33 885,50
21728	Autres agen. et amén.	9 027,23	9 027,23	0,00	0,00
217312	Centre d'incendie & de secours	22 981,51	15 206,47	7 401,16	373,88
21735	Inst. générales, agencements	2 477 909,44	1 501 903,24	816 456,52	159 549,68
2181	Inst. Gén., agen. & amén. Div.	357 722,47	246 543,34	61 664,32	49 514,81
2183	Matériel informatique	304 418,22	209 572,76	64 894,63	29 950,83
2184	Matériel de bureau et mobilier	188 503,66	90 734,86	55 433,99	42 334,81
2188	Autres	134 131,00	59 655,12	21 019,88	53 456,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (1)	1 403 443,77	697 602,44	692 655,65	13 185,68
231561	Matériel mobil incendie&secours	942,26	942,26	0,00	0,00
238	Avances versées s/cde imo corp	1 402 501,51	696 660,18	692 655,65	13 185,68

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP+BS+DM+RAR N-1) - Crédits employés ou restant à employer (Mandats / Titres émis + Charges / Produits rattachés + Restes à réaliser au 31/12).



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.2

DEPENSES INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT

N°	Libellé	Crédits ouverts	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
	TOTAL	8 113 517,95	4 892 973,46	2 474 644,59	745 899,90
2003007	Travaux de mise en conformité	10 187,90	444,00	9 743,90	0,00
2003017	Réfection des toitures	2 314,45	1 398,00	914,45	2,00
2004143	Rénovation CS non propriété du	8 927,09	1 262,15	7 664,94	0,00
2009011	Rénovations extensions bâtimen	1 463 147,72	772 156,99	656 413,85	34 576,88
2012011	Remplacement des infrastructur	26 152,00	1 152,00	0,00	25 000,00
2012021	Ablis Chevreuse	218 931,20	29 971,44	188 937,28	22,48
2012031	Véhicules risques courants	19 749,84	0,00	19 749,84	0,00
2012032	Véhicules de transport	1 441,41	0,00	1 441,41	0,00
2012033	Véhicules de commandement	422,33	0,00	422,33	0,00
2012034	Embarcations, remorques, cellu	2 168,22	1 445,65	0,00	722,57
2012035	Petits matériels et habillemen	16 189,90	0,00	16 189,90	0,00
2012036	Mises à niveau, petits équipem	262,02	0,00	262,02	0,00
2012042	Cartographie couplée à l'alcr	68 910,82	30 320,84	38 589,98	0,00
2013011	Remplacement des appareils d'a	20 000,00	9 720,15	0,00	10 279,85
2013021	Mise en place de l'outil décis	60 000,00	0,00	59 977,65	22,35
2013023	Gestion électronique des docum	63 471,25	63 471,25	0,00	0,00
2013024	Boîtiers d'optimisation des fl	110 857,60	7 797,60	48 238,45	54 821,55
2014021	MOE Plateforme logistique	221 072,84	105 818,92	103 017,19	12 236,73
2014022	Travaux Plateforme logistique	570 512,40	269 484,78	301 021,86	5,76
2014024	PFL - Matériels logistiques et	209 377,00	0,00	209 376,22	0,78
2015011	Travaux de ravalement dans les	611 000,00	263 371,90	193 212,31	154 415,79
2016011	Travaux de VRD multisites	602 952,14	400 222,66	200 776,84	1 952,64
2016021	Adaptation des cuisines et réf	50 048,04	31 959,75	18 070,34	17,95
2016031	Plateau technique de formation	40 401,20	20 641,20	5 208,00	14 552,00
2016041	Restructuration des CIS en par	4 776,00	4 776,00	0,00	0,00
2016051	Raccordement des sites du Sdis	2 277 435,58	1 943 229,35	177 827,32	156 378,91
2016061	Regroupement des salles opérat	708 809,00	435 427,33	217 588,51	55 793,16
2017001	Aquisition de serveurs inform	504 000,00	498 901,50	0,00	5 098,50
2017021	Sécurisation des sites : trava	220 000,00	0,00	0,00	220 000,00

(1) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP+BS+DM+RAR N-1) - Crédits employés ou restant à employer (Mandats / Titres émis + Charges / Produits rattachés + Restes à réaliser au 31/12).



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2003007
LIBELLE : Travaux de mise en conformité
AFFERENTE A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 3
LIBELLE : Mise en conformité des CIS
(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap /Art. (1)	Libellé	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts	Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	10 187,90	a 444,00	9 743,90	0,00	b 2 104 522,29
20.	Immobilisations incorporelles (sauf c/204)	285,36	285,36	0,00	0,00	33 897,80
2031	Frais d'études	285,36	285,36	0,00	0,00	33 897,80
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	1 658 513,69
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	655 781,57
217312	Centre d'incendie & de secours	0,00	0,00	0,00	0,00	560 763,26
21735	Inst. générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	441 968,86
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	9 902,54	158,64	9 743,90	0,00	412 110,80
231351	Bâtiments publics	9 902,54	158,64	9 743,90	0,00	402 347,21
238	Avances versées s/cde imo corp	0,00	0,00	0,00	0,00	9 763,59

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap /Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'Inv. (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes - Dépenses	c-a -444,00	d-b -2 104 522,29

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP
(3) Obligatoirement annulés en fin d'opération
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice
(5) Sauf 165, 166 et 16449.
(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(7) Indiquer le signe algébrique.



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENTS	D1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2003017
LIBELLE : Réfection des toitures
AFFERENTE A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1
LIBELLE : Mise a niveau des toitures des CIS
(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap /Art. (1)	Libellé	Éléments afférents à l'exercice				Four mémoire
		Crédits ouverts	Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	2 314,45	a 1 398,00	914,45	2,00	b 3 025 368,44
20.	Immobilisations incorporelles (sauf c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00	105 842,32
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	105 842,32
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	1 745 406,45
217312	Centre d'incendie & de secours	0,00	0,00	0,00	0,00	1 745 406,45
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	2 314,45	1 398,00	914,45	2,00	1 174 119,67
2317312	Centre d'incendie & de secours	2 314,45	1 398,00	914,45	2,00	1 174 119,67

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap /Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Éléments afférents à l'exercice			Four mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'Inv. (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes - Dépenses	c-a -1 398,00	d-b -3 025 368,44

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
(2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP
(3) Obligatoirement annulés en fin d'opération
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice
(5) Sauf 165, 166 et 16149.
(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement
(7) Indiquer le signe algébrique.



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2004143
LIBELLE : Rénovation CS non propriété du
AFFERENTE A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 21
LIBELLE : Rénovation technique et fonctionnelle
(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

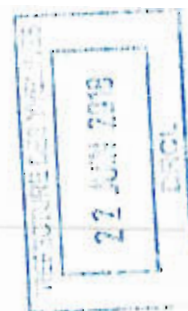
Chap./Art. (1)	Libellé	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts	Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	8 927,09 a	1 262,15	7 664,94	0,00 b	3 804 404,03
20.	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	715,17	0,00	715,17	0,00	17 188,35
2031	Frais d'études	715,17	0,00	715,17	0,00	17 188,35
21	Immobilisations corporelles	8 211,92	1 262,15	6 949,77	0,00	3 787 215,68
21728	Autres agen. et amén.	0,00	0,00	0,00	0,00	382 061,87
217312	Centre d'incendie & de secours	0,00	0,00	0,00	0,00	156 690,12
21735	Inst. générales, agencements	8 211,92	1 262,15	6 949,77	0,00	3 248 463,69
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Éléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00 c	0,00	0,00	0,00 d	0,00
13	Subventions d'inv. (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes - Dépenses	c-a -1 262,15	d-b -3 804 404,03

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP
(3) Obligatoirement annulés en fin d'opération
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice
(5) Sauf 165, 166 et 16449.
(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes/réalisations en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(7) Indiquer le signe algébrique.



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2009011
LIBELLE : Rénovations extensives bâtimen
AFFERENTE A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 40
LIBELLE : Rénovations extensives bâtimentaires
(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap / Art. (1)	Libellé	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts	Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		1 463 147,72	772 156,99	656 413,85	34 576,88	7 835 661,01
20.	Immobilisations incorporelles (sauf c/204)	224 244,94	91 253,01	125 675,98	7 315,95	657 049,34
2031	Frais d'études	224 244,94	91 253,01	125 675,98	7 315,95	657 049,34
21	Immobilisations corporelles	163,20	0,00	163,20	0,00	1 316 965,42
21312	Centre d'incendie & de secours	0,00	0,00	0,00	0,00	372 239,06
217312	Centre d'incendie & de secours	163,20	0,00	163,20	0,00	882 274,78
21735	Inst. générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	62 451,58
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	1 238 739,58	680 903,98	530 574,67	27 260,93	5 861 646,25
23172	terrains	176 147,62	148 641,62	14 556,00	12 950,00	218 233,91
2317312	Centre d'incendie & de secours	851 043,40	383 282,55	460 917,66	6 843,19	2 686 812,15
231735	Installat°gal, agenc, amgt constr°	211 548,56	148 979,81	55 101,01	7 467,74	2 928 282,10
238	Avances versées s/cde imo corp	0,00	0,00	0,00	0,00	28 318,09

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Éléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'inv. (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes - Dépenses	c-a -772 156,99	d-b -7 835 661,01

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP
(3) Obligatoirement annulés en fin d'opération
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice
(5) Seuf 165, 166 et 16449.
(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(7) Indiquer le signe algébrique.



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2012011
LIBELLE : Remplacement des Infrastructur
AFFERENTE A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 47
LIBELLE : Remplacement des infrastructures radio
(page à reproduire autant que nécessaire)

Chap/Art. (1)	Libellé	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts	Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	26 152,00	1 152,00	0,00	25 000,00	294 086,90
20.	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	26 152,00	1 152,00	0,00	25 000,00	294 086,90
21531	Réseaux de transmission	26 152,00	1 152,00	0,00	25 000,00	294 086,90
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap/Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'inv. (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes - Dépenses	c-a -1 152,00	d-b -294 086,90

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
2) Si le SDIS consiste des restes à réaliser sur les AP/CP
(3) Obligatoirement annulés en fin d'opération
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice
(5) Sauf 165, 166 et 16449.
(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(7) Indiquer le signe algébrique.



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2012021
LIBELLE : Ablis Chevreuse
AFFERENTE A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 48
LIBELLE : Restructurations lourdes subv par CG
(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap /Art. (1)	Libellé	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts	Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	218 931,20	a 29 971,44	188 937,28	22,48	b 81 600,08
20.	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	113 731,20	29 971,44	83 738,88	20,88	81 600,08
2031	Frais d'études	113 731,20	29 971,44	83 738,88	20,88	81 600,08
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	105 200,00	0,00	105 198,40	1,60	0,00
2317312	Centre d'incendie & de secours	105 200,00	0,00	105 198,40	1,60	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap /Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Éléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'inv. (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes - Dépenses	c-a -29 971,44	d-b -81 600,08

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP
(3) Obligations annulées en fin d'opération
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice
(5) Sauf 165, 166 et 16449.
(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement
(7) Indiquer le signe algébrique.



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2012031
LIBELLE : Véhicules risques courants
AFFERENTE A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 49
LIBELLE : Plan d'équipement 2012-2014
(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

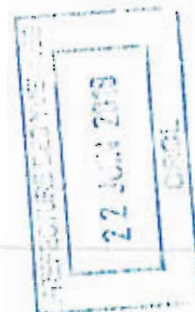
Chap./Art. (1)	Libellé	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts	Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	19 749,84	a 0,00	19 749,84	0,00	b 8 332 781,84
20.	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	19 749,84	0,00	19 749,84	0,00	5 768 889,83
21561	Mat. d'incendie & de secours	19 749,84	0,00	19 749,84	0,00	5 768 889,83
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	2 563 892,01
231561	Matériel mobil incendie&secours	0,00	0,00	0,00	0,00	4 522,01
238	Avances versées s/cde imo corp	0,00	0,00	0,00	0,00	2 559 370,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'inv. (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes - Dépenses	c-a 0,00	d-b -8 332 781,84

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP
(3) Obligatoirement annulés en fin d'opération
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice
(5) Sauf 163, 166 et 16449.
(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(7) Indiquer le signe algébrique.



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2012032
LIBELLE : Véhicules de transport
AFFERENTE A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 49
LIBELLE : Plan d'équipement 2012-2014
(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap /Art. (1)	Libellé	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts	Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	1 441,41	a 0,00	1 441,41	0,00	b 1 185 961,51
20.	Immobilisations incorporelles (sauf c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	484 923,32
21561	Mat. d'incendie & de secours	0,00	0,00	0,00	0,00	484 923,32
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	1 441,41	0,00	1 441,41	0,00	701 038,19
231561	Matériel mobil incendie & secours	0,00	0,00	0,00	0,00	2 371,76
238	Avances versées s/cde imo corp	1 441,41	0,00	1 441,41	0,00	698 666,43

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap /Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'inv. (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes - Dépenses	c-a 0,00	d-b -1 185 961,51

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP
(3) Obligatoirement annulés en fin d'opération
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice
(5) Sauf 165, 166 et 16419.
(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(7) Indiquer le signe algébrique.



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2012033
LIBELLE : Véhicules de commandement
AFFERENTE A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 49
LIBELLE : Plan d'équipement 2012-2014
(page à reproduire autant que nécessaire)

Chap./Art. (1)	Libellé	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts	Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	422,33 a	0,00	422,33	0,00 b	456 839,80
20.	Immobilisations incorporelles (sauf c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	271,50	0,00	271,50	0,00	263 331,80
21561	Mat. d'incendie & de secours	271,50	0,00	271,50	0,00	263 331,80
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	150,83	0,00	150,83	0,00	193 508,00
238	Avances versées v/ode imo corp	150,83	0,00	150,83	0,00	193 508,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00 c	0,00	0,00	0,00 d	0,00
13	Subventions d'Inv. (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes - Dépenses	c-a 0,00	d-b -456 839,80

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
(2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP
(3) Obligatoirement annulés en fin d'exercice
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice
(5) Sauf 165, 166 et 16449.
(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(7) Indiquer le signe algébrique.



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2012034
LIBELLE : Embarcations, remorques, cellu
AFFERENTE A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 49
LIBELLE : Plan d'équipement 2012-2014
(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap/Art. (1)	Libellé	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts	Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		2 168,22	a 1 445,65	0,00	722,57	b 1 744 416,12
20.	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	265 931,82
21561	Mat. d'incendie & de secours	0,00	0,00	0,00	0,00	265 931,82
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	2 168,22	1 445,65	0,00	722,57	1 478 484,30
231561	Matériel mobil incendie&secours	2 168,22	1 445,65	0,00	722,57	2 220,96
238	Avances versées s/cdo imo corp	0,00	0,00	0,00	0,00	1 476 263,34

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap/Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
RECETTES		0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'inv. (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes - Dépenses	c-a -1 445,65	d-b -1 744 416,12

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP
(3) Obligatoirement annulés en fin d'opération
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice
(5) Sauf 165, 166 et 16449.
(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(7) Indiquer le signe algébrique.



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2012035
LIBELLE : Petits matériels et habillem
AFFERENTE A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 49
LIBELLE : Plan d'équipement 2012-2014
(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap/Art. (1)	Libellé	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts	Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	16 189,90	a 0,00	16 189,90	0,00	b 4 897 994,08
20.	Immobilisations incorporelles (sauf c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	16 189,90	0,00	16 189,90	0,00	4 897 994,08
21568	Aut. Mat. d'incendia & de sec.	16 189,90	0,00	16 189,90	0,00	4 649 935,56
21571	Ateliers	0,00	0,00	0,00	0,00	56 290,77
21578	Aut. matériel & outillage tec.	0,00	0,00	0,00	0,00	96 322,03
2181	Inst. Gén., agen. & amén. Div.	0,00	0,00	0,00	0,00	92 545,72
2185	Cheptel	0,00	0,00	0,00	0,00	2 900,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap/Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Éléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'inv. (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes - Dépenses	c-a 0,00	d-b -4 897 994,08

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les APICP
(3) Obligatoirement annulés en fin d'opération
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice
(5) Sauf 165, 166 et 16449.
(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(7) Indiquer le signe algébrique.

RECETTES DES YVES
22 JUIN 2015

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENTS	D1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2012036
LIBELLE : Mises à niveau, petits équipem
AFFERENTE A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 49
LIBELLE : Plan d'équipement 2012-2014
(pago à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap /Art. (1)	Libellé	Éléments afférents à l'exercice				Four mémoire	
		Crédits ouverts	Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)	
	DEPENSES	262,02	a	0,00	262,02	b	1 155 032,68
20.	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00		0,00			0,00
21	Immobilisations corporelles	262,02		0,00	262,02	0,00	1 015 426,27
21561	Mat. d'incendio & de secours	262,02		0,00	262,02	0,00	862 852,83
21568	Aut. Mat. d'incendio & de sec.	0,00		0,00	0,00	0,00	152 573,44
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00		0,00	0,00	0,00	139 606,41
231561	Matériel mobil incendio&secours	0,00		0,00	0,00	0,00	262,02
238	Avances versées s/cde imo corp	0,00		0,00	0,00	0,00	139 344,39

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap /Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Éléments afférents à l'exercice			Four mémoire	
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)	
	RECETTES	0,00	c	0,00	0,00	d	0,00
13	Subventions d'inv. (sauf 138)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes - Dépenses	c-a	d-b
	0,00	-1 155 032,68

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP
(3) Obligation annulée en fin d'opération
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice
(5) Sauf 165, 166 et 16449.
(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(7) Indiquer le signe algébrique.



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENTS	D1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2012041
LIBELLE : Accord entreprise Microsoft
AFFERENTE A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 50
LIBELLE : Informatique Plan 2012-2014
(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap / Art. (1)	Libellé	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts	Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	0,00	a 0,00	0,00	0,00	b 727 748,14
20.	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	727 748,14
205	Coûts directs smlr,brv,lic,mrq,prod	0,00	0,00	0,00	0,00	727 748,14
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Éléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'inv. (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes - Dépenses	c-a 0,00	d-b -727 748,14

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP
(3) Obligatoirement annulés en fin d'exercice
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice
(5) Sauf 165, 166 et 16449.
(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(7) Indiquer le signe algébrique.



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2012042
LIBELLE : Cartographie couplée à l'alert
AFFERENTE A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 50
LIBELLE : Informatique Plan 2012-2014
(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap / Art. (1)	Libellé	Eléments afférents à l'exercice				Four mémoire
		Crédits ouverts	Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		68 910,82	a 30 320,84	38 589,98	0,00	b 218 311,74
20.	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	68 910,82	30 320,84	38 589,98	0,00	206 732,98
2051	Conc&droit simul, brevets lic...	68 910,82	30 320,84	38 589,98	0,00	206 732,98
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	11 578,76
2183	Matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	11 578,76
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Four mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
RECETTES		0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'inv. (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes - Dépenses	c-a -30 320,84	d-b -218 311,74

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP
(3) Obligatoirement annulés en fin d'opération
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice
(5) Sauf 165, 166 et 16419.
(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(7) Indiquer le signe algébrique.



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B13

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2012043
LIBELLE : Rénovation réseau
AFFERENTE A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 50
LIBELLE : Informatique Plan 2012-2014
(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap /Art. (1)	Libellé	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts	Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	0,00	a 0,00	0,00	0,00	b 316 954,42
20.	Immobilisations incorporelles (sauf c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	316 954,42
2183	Matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	316 954,42
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap /Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'Inv. (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes - Dépenses	c-a 0,00	d-b -316 954,42

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP
(3) Obligatoirement annulés en fin d'opération
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice
(5) Sauf 165, 166 et 16419.
(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(7) Indiquer le signe algébrique.



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2012044
LIBELLE : Visioconférence
AFFERENTE A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 50
LIBELLE : Informatique Plan 2012-2014
(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap /Art. (1)	Libellé	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire		
		Crédits ouverts	Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)		
	DEPENSES	0,00	a	0,00	0,00	0,00	b	121 868,77
20.	Immobilisations incorporelles (sauf c/204)	0,00		0,00		0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00		0,00		0,00		121 868,77
2183	Matériel informatique	0,00		0,00		0,00		121 868,77
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00		0,00		0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00		0,00		0,00		0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap /Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire		
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)		
	RECETTES	0,00	c	0,00	0,00	0,00	d	0,00
13	Subventions d'inv. (sauf 138)	0,00		0,00		0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00		0,00		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00		0,00		0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00		0,00		0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00		0,00		0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00		0,00		0,00		0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes - Dépenses	c-a	d-b
	0,00	-121 868,77

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
(2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP
(3) Obligatoirement annulés en fin d'opération
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice
(5) Sauf 165, 166 et 16449.
(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(7) Indiquer le signe algébrique.



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2012045
LIBELLE : Multifonctions
AFFERENTE A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 50
LIBELLE : Informatique Plan 2012-2014
(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap / Art. (1)	Libellé	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire	
		Crédits ouverts	Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)	
	DEPENSES	0,00	a	0,00	0,00	b	328 081,50
20.	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00		0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00		0,00	0,00		328 081,50
2184	Matériel de bureau et mobilier	0,00		0,00	0,00		328 081,50
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00		0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00		0,00	0,00		0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Éléments afférents à l'exercice			Pour mémoire	
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)	
	RECETTES	0,00	c	0,00	0,00	d	0,00
13	Subventions d'Inv. (sauf 138)	0,00		0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00		0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00		0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00		0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00		0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00		0,00	0,00		0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes - Dépenses	c-a	d-b
	0,00	-328 081,50

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP
(3) Obligatoirement annulés en fin d'opération
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice
(5) Sauf 165, 166 et 16449.
(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(7) Indiquer le signe algébrique.



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2012046
LIBELLE : Archivage légal
AFFERENTE A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 50
LIBELLE : Informatique Plan 2012-2014
(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

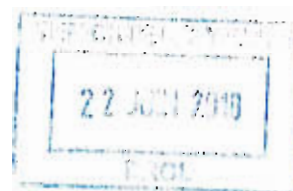
Chap /Art. (1)	Libellé	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts	Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	0,00	a 0,00	0,00	0,00	b 0,00
20.	Immobilisations incorporelles (sauf c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap /Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'inv. (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes - Dépenses	c-a 0,00	d-b 0,00

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
2) Si le SDIS constitue des restes à réaliser sur les AP/CP
(3) Obligatoirement annulés en fin d'opération
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice
(5) Sauf 165, 166 et 16449.
(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(7) Indiquer le signe algébrique.



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2013011
LIBELLE : Remplacement des appareils d'a
AFFERENTE A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 51
LIBELLE : Réseaux d'alerte
(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap /Art. (1)	Libellé	Eléments afférents à l'exercice				Four mémoire
		Crédits ouverts	Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	20 000,00	a 9 720,15	0,00	10 279,85	b 232 231,96
20.	Immobilisations incorporelles (sauf c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	20 000,00	9 720,15	0,00	10 279,85	232 231,96
21532	Réseaux d'alerte	20 000,00	9 720,15	0,00	10 279,85	232 231,96
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap /Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Four mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'inv. (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes - Dépenses	c-a -9 720,15	d-b -232 231,96

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP
(3) Obligatoirement annulés en fin d'opération
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice
(5) Sauf 165, 166 et 16449.
(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(7) Indiquer le signe algébrique.



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2013021
LIBELLE : Mise en place de l'outil décès
AFFERENTE A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 52
LIBELLE : Informatique - Amélioration des outils
(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap/Art. (1)	Libellé	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire		
		Crédits ouverts	Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)		
	DEPENSES	60 000,00	a	0,00	59 977,65	22,35	b	171 332,00
20.	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	60 000,00		0,00	59 977,65	22,35		171 332,00
205	Co®&dts smic;brv,lic,mrq.prod	0,00		0,00	0,00	0,00		79 742,00
2051	Conc&droit simil, brevets lic...	60 000,00		0,00	59 977,65	22,35		91 590,00
21	Immobilisations corporelles	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap/Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Éléments afférents à l'exercice			Pour mémoire		
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)		
	RECETTES	0,00	c	0,00	0,00	0,00	d	0,00
13	Subventions d'inv. (sauf 138)	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes - Dépenses	c-a 0,00	d-b -171 332,00

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP
(3) Obligatoirement annulés en fin d'opération
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice
(5) Seul 165, 166 et 16449.
(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réalisées en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement
(7) Indiquer le signe algébrique.



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2013022

LIBELLE : Evolution du portail Intranet

AFFERENTE A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 52

LIBELLE : Informatique - Amélioration des outils

(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap/Art. (1)	Libellé	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts	Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	0,00	a 0,00	0,00	0,00	b 221 968,06
20.	Immobilisations incorporelles (sauf c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00	221 968,06
205	Co&drts smir-brv,lic,marq,prod	0,00	0,00	0,00	0,00	87 467,47
2051	Conc&droit simi, brevets lic...	0,00	0,00	0,00	0,00	134 500,59
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap/Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Éléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'inv. (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes - Dépenses	c-a 0,00	d-b -221 968,06

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes

(2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP

(3) Obligatoirement annulés en fin d'opération

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Indiquer le signe algébrique.



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2013023

LIBELLE : Gestion électronique des docum

AFFERENTE A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 52

LIBELLE : Informatique - Amélioration des outils

(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap /Art. (1)	Libellé	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts	Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	63 471,25	a 63 471,25	0,00	0,00	b 57 051,44
20.	Immobilisations Incorporelles (sauf c/204)	63 471,25	63 471,25	0,00	0,00	47 751,50
2031	Frais d'études	50 967,25	50 967,25	0,00	0,00	0,00
2051	Conc&droit simil, brevets lic...	12 504,00	12 504,00	0,00	0,00	47 751,50
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	9 299,94
2183	Matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	9 299,94
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap /Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Éléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'inv. (sauf 135)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations Incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes - Dépenses	c-a -63 471,25	d-b -57 051,44

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes

2) Si le SDIS co finance des restes à réaliser sur les AP/CP

(3) Obligatoirement annulés en fin d'opération

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice

(5) Sauf 165, 166 et 16419.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Indiquer le signe algébrique.



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2013024
LIBELLE : Boîtiers d'optimisation des fl
AFFERENTE A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 52
LIBELLE : Informatique - Amélioration des outils
(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap /Art. (1)	Libellé	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts	Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	110 857,60	a 7 797,60	48 238,45	54 821,55	b 182 750,04
20.	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	17 080,00	0,00	17 019,84	60,16	0,00
2051	Conc&droit simi, brevets lie...	17 080,00	0,00	17 019,84	60,16	0,00
21	Immobilisations corporelles	93 777,60	7 797,60	31 218,61	54 761,39	182 750,04
2183	Matériel informatique	93 777,60	7 797,60	31 218,61	54 761,39	182 750,04
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap /Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Éléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'inv. (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes - Dépenses	c-a -7 797,60	d-b -182 750,04

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP
(3) Obligatoirement annulés en fin d'opération
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice
(5) Sauf 165, 166 et 16419.
(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(7) Indiquer le signe algébrique.



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENTS	BI.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014011
LIBELLE : Serveurs de gestion de l'alert
AFFERENTE A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 53
LIBELLE : DSI - Renouvellement des outils
(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap / Art. (1)	Libellé	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts	Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	0,00	a 0,00	0,00	0,00	b 0,00
20.	Immobilisations incorporelles (sauf c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'inv. (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes - Dépenses	c-a 0,00	d-b 0,00

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les APPCP
(3) Obligatoirement annulés en fin d'opération
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice
(5) Sauf 165, 166 et 16449.
(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation du mandat donnant lieu à reversement.
(7) Indiquer le signe algébrique.



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014012
LIBELLE : Logiciel de gestion du temps d
AFFERENTE A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 53
LIBELLE : DSI - Renouvellement des outils
(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap /Art. (1)	Libellé	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts	Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	0,00	a 0,00	0,00	0,00	b 0,00
20.	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap /Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Éléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'inv. (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes - Dépenses	c-a 0,00	d-b 0,00

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP
(3) Obligatoirement annulés en fin d'opération
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice
(5) Sauf 165, 166 et 16419.
(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(7) Indiquer le signe algébrique.



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENTS	BI.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014021
LIBELLE : MOE Plateforme logistique
AFFERENTE A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 54
LIBELLE : PLATEFORME LOGISTIQUE
(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

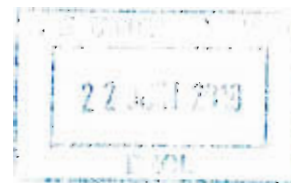
Chap /Art. (1)	Libellé	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts	Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	221 072,84	a 105 818,92	103 017,19	12 236,73	b 148 642,20
20.	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	221 072,84	105 818,92	103 017,19	12 236,73	148 642,20
2031	Frais d'études	221 072,84	105 818,92	103 017,19	12 236,73	148 642,20
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap /Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'inv. (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes - Dépenses	c-a -105 818,92	d-b -148 642,20

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP
(3) Obligatoirement annulés en fin d'opération
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice
(5) Sauf 165, 166 et 16449.
(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(7) Indiquer le signe algébrique.



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014022
LIBELLE : Travaux Plateforme logistique
AFFERENTE A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 54
LIBELLE : PLATEFORME LOGISTIQUE
(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

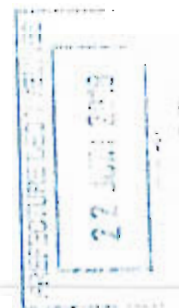
Chap /Art. (1)	Libellé	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts	Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	570 512,40	a 269 484,78	301 021,86	5,76	b 1 550 687,48
20.	Immobilisations incorporelles (sauf c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	570 512,40	269 484,78	301 021,86	5,76	1 550 687,48
2317311	Bâtiments administratifs	0,00	0,00	0,00	0,00	3 343,20
2317312	Centre d'incendie & de secours	409 210,00	108 187,33	301 021,86	0,81	0,00
231735	Installat°gal, agemnt, amgt constr°	512,40	512,40	0,00	0,00	1 547 344,28
238	Avances versées s/cde imo corp	160 790,00	160 785,05	0,00	4,95	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap /Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'inv. (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes - Dépenses	c-a -269 484,78	d-b -1 550 687,48

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
(2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AD/PCP
(3) Obligatoirement annulés en fin d'opération
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice
(5) Sauf 165, 166 et 16449.
(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(7) Indiquer le signe algébrique.



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B13

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014023
LIBELLE : PFL - Systèmes d'information
AFFERENTE A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 54
LIBELLE : PLATEFORME LOGISTIQUE
(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

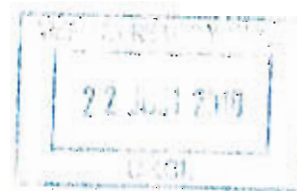
Chap/Art. (1)	Libellé	Éléments afférents à l'exercice				Four mémoire
		Crédits ouverts	Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	0,00	a 0,00	0,00	0,00	b 13 278,45
20.	Immobilisations incorporelles (sauf c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	13 278,45
21 538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	1 860,01
21 83	Matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	11 418,44
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap/Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Éléments afférents à l'exercice			Four mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'inv. (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes - Dépenses	c-a 0,00	d-b -13 278,45

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
(2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP
(3) Obligations annulées en fin d'opération
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice
(5) Sauf 165, 166 et 16449.
(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(7) Indiquer le signe algébrique.



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014024
LIBELLE : PFL - Matériels logistiques et
AFFERENTE A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 54
LIBELLE : PLATEFORME LOGISTIQUE
 (page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

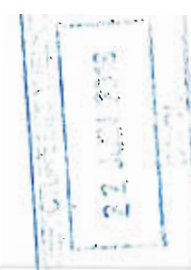
Chap /Art. (1)	Libellé	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts	Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	209 377,00	a 0,00	209 376,22	0,78	b 0,00
20.	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	209 377,00	0,00	209 376,22	0,78	0,00
238	Avances versées s/cde Imo corp	209 377,00	0,00	209 376,22	0,78	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap /Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'inv. (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes - Dépenses	c-a 0,00	d-b 0,00

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
 (2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/PCP
 (3) Obligatoirement annulés en fin d'opération
 (4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice
 (5) Sauf 165, 166 et 16449.
 (6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
 (7) Indiquer le signe algébrique.



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2015011
LIBELLE : Travaux de ravalement dans les
AFFERENTE A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 55
LIBELLE : Travaux de ravalements dans les Centres
(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap /Art. (1)	Libellé	Eléments affectés à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts	Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	611 000,00	a 263 371,90	193 212,31	154 415,79	b 387 698,38
20.	Immobilisations incorporelles (sauf c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	611 000,00	263 371,90	193 212,31	154 415,79	31 637,34
21735	Inst. générales, agencements	611 000,00	263 371,90	193 212,31	154 415,79	31 637,34
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	356 061,04
2317312	Centre d'incendie & de secours	0,00	0,00	0,00	0,00	356 061,04

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap /Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments affectés à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'Inv. (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes - Dépenses	c-a -263 371,90	d-b -387 698,38

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP
(3) Obligatoirement annulés en fin d'opération
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice
(5) Sauf 165, 166 et 16449.
(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(7) Indiquer le signe algébrique.



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016011
LIBELLE : Travaux de VRD multisites
AFFERENTE A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 56
LIBELLE : Travaux de VRD multisites
 (page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

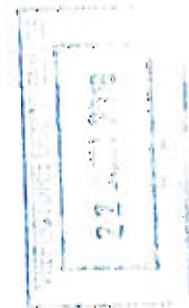
Chap /Art. (1)	Libellé	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts	Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	602 952,14	a 400 222,66	200 776,84	1 952,64	b 81 188,60
20.	Immobilisations incorporelles (sauf e/204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	602 952,14	400 222,66	200 776,84	1 952,64	81 188,60
2128	Autres agen. et amén.	61 239,86	61 232,02	0,00	7,84	0,00
21728	Autres agen. et amén.	541 712,28	338 990,64	200 776,84	1 944,80	81 188,60
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap /Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'inv. (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes - Dépenses	c-a -400 222,66	d-b -81 188,60

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
 (2) Si le SDJS constate des restes à réaliser sur les AP/CP
 (3) Obligatoirement annulés en fin d'opération
 (4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice
 (5) Sauf 165, 166 et 16449.
 (6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
 (7) Indiquer le signe algébrique.



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENTS	D13

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016021

LIBELLE : Adaptation des cuisines et réf

AFFERENTE A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 57

LIBELLE : Adaptation des cuisines et réfectoires u

(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap /Art. (1)	Libellé	Eléments afférents à l'exercice				Four mémoire
		Crédits ouverts	Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	50 048,04	a 31 959,75	18 070,34	17,95	b 92 630,83
20.	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	50 048,04	31 959,75	18 070,34	17,95	92 630,83
21735	Inst. générales, agencements	50 048,04	31 959,75	18 070,34	17,95	92 630,83
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap /Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Four mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'inv. (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes - Dépenses	c-a -31 959,75	d-b -92 630,83

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes

(2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP

(3) Obligatoirement annulés en fin d'opération

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice

(5) Sauf 165, 166 et 16419.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Indiquer le signe algébrique.



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016031
LIBELLE : Plateau technique de formation
AFFERENTE A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 58
LIBELLE : Plateau technique de formation
(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap /Art. (1)	Libellé	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts	Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	40 401,20	a 20 641,20	5 208,00	14 552,00	b 4 632,00
20.	Immobilisations incorporelles (sauf c/204)	40 401,20	20 641,20	5 208,00	14 552,00	4 632,00
2031	Frais d'études	40 401,20	20 641,20	5 208,00	14 552,00	4 632,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap /Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Éléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'Inv. (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes - Dépenses	c-a -20 641,20	d-b -4 632,00

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP
(3) Obligatoirement annulés en fin d'opération
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice
(5) Sauf 165, 166 et 16419.
(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(7) Indiquer le signe algébrique.



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016041
LIBELLE : Restructuration des CIS en par
AFFERENTE A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 59
LIBELLE : Restructuration des CIS en part. CD78
(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap / Art. (1)	Libellé	Eléments afférents à l'exercice				Four mémoire
		Crédits ouverts	Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	4 776,00	a 4 776,00	0,00	0,00	b 0,00
20.	Immobilisations incorporelles (sauf c/204)	4 776,00	4 776,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	4 776,00	4 776,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Four mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'inv. (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes - Dépenses	e-a -4 776,00	d-b 0,00

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP
(3) Obligatoirement annulés en fin d'opération
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice
(5) Sauf 165, 166 et 16419.
(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(7) Indiquer le signe algébrique.



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENTS	Bl.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016051
LIBELLE : Raccordement des sites du Sdis
AFFECTER A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 60
LIBELLE : Raccordement du Sdis à la fibre CD78
(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

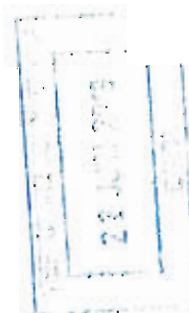
Chap /Art. (1)	Libellé	Eléments affectés à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts	Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	2 277 435,58	a 1 943 229,35	177 827,32	156 378,91	b 0,00
20.	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	2 277 435,58	1 943 229,35	177 827,32	156 378,91	0,00
21538	Autres réseaux	2 067 724,09	1 733 517,87	177 827,32	156 378,90	0,00
2183	Matériel informatique	209 711,49	209 711,48	0,00	0,01	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap /Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments affectés à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'inv. (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes - Dépenses	c-a -1 943 229,35	d-b 0,00

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP
(3) Obligatoirement annulés en fin d'opération
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice
(5) Sauf 165, 166 et 16149.
(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(7) Indiquer le signe algébrique.



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENTS	BI.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016061

LIBELLE : Regroupement des salles opérat

AFFERENTE A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 61

LIBELLE : Regroupement des salles opérationnelles

(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap /Art. (1)	Libellé	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts	Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	708 809,00	a 435 427,33	217 588,51	55 793,16	b 0,00
20.	Immobilisations incorporelles (sauf c/204)	258 809,00	28 245,00	190 484,35	40 079,65	0,00
2031	Frais d'études	258 809,00	28 245,00	190 484,35	40 079,65	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	450 000,00	407 182,33	27 104,16	15 713,51	0,00
2317312	Centre d'incendie & de secours	450 000,00	407 182,33	27 104,16	15 713,51	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap /Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'Inv. (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes - Dépenses	c-a -435 427,33	d-b 0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes

(2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP

(3) Obligatoirement annulés en fin d'opération

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice

(5) Sauf 165, 166 et 16119.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Indiquer le signe algébrique.



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2017001
LIBELLE : Acquisition de serveurs Inform
AFFERENTE A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 62
LIBELLE : Acquisition de serveurs informatique
(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap /Art. (1)	Libellé	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts	Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	504 000,00	a 498 901,50	0,00	5 098,50	b 0,00
20.	Immobilisations incorporelles (sauf c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	504 000,00	498 901,50	0,00	5 098,50	0,00
2183	Matériel informatique	504 000,00	498 901,50	0,00	5 098,50	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap /Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'Inv. (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes - Dépenses	c-a -498 901,50	d-b 0,00

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
(2) Si le SDIS consiste des restes à réaliser sur les AP/CP
(3) Obligatoirement annulés en fin d'opération
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice
(5) Sauf 165, 166 et 16449.
(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles ou cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(7) Indiquer le signe algébrique.



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2017021
LIBELLE : Sécurisation des sites : trava
AFFERENTE A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 63
LIBELLE : Sécurisation des sites
(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap /Art. (1)	Libellé	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts	Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		220 000,00	a 0,00	0,00	220 000,00	b 0,00
20.	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	220 000,00	0,00	0,00	220 000,00	0,00
21351	Bâtiments publics	110 000,00	0,00	0,00	110 000,00	0,00
21735	Inst. générales, agencements	110 000,00	0,00	0,00	110 000,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap /Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
RECETTES		0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'inv. (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes - Dépenses	c-a 0,00	d-b 0,00

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
2) Si le SDIS constate des restes à réaliser par les AP/CP
(3) Obligatoirement annulés en fin d'opération
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice
(5) Stuf 165, 166 et 16449.
(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(7) Indiquer le signe algébrique.



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.4

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2003007
LIBELLE : Travaux de mise en conformité
NON COMPRISE DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME
 (page à reproduire autant que nécessaire)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Mandats émis sur l'exercice	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)	Cumul des réalisations (3)
	DEPENSES	0,00	a 0,00	0,00	0,00	b 485 630,25
20	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00	33 897,80
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	33 897,80
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	441 968,86
21735	Insl. générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	441 968,86
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	9 763,59
238	Avances versées s/code imo corp	0,00	0,00	0,00	0,00	9 763,59

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Titres émis sur l'exercice	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)	Cumul des réalisations (3)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (6)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes-Dépenses	c-a 0,00	d-b -485 630,25

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes

(2) Obligatoirement annulés en fin d'opération

(3) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Indiquer le signe algébrique.



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.4

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2012034
LIBELLE : Embarcations, remorques, cellu
NON COMPRISE DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME
 (page à reproduire autant que nécessaire)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire	
			Mandats émis sur l'exercice	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)	Cumul des réalisations (3)	
	DEPENSES	0,00	a	0,00	0,00	b	1 478 484,30
20	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00		0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00		0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00		0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00		0,00	0,00		1 478 484,30
231561	Matériel mobil incend&secours	0,00		0,00	0,00		2 220,96
238	Avances versées s/cde irno corp	0,00		0,00	0,00		1 476 263,34

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire	
			Titres émis sur l'exercice	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)	Cumul des réalisations (3)	
	RECETTES	0,00	c	0,00	0,00	d	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00		0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00		0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00		0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00		0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00		0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (5)	0,00		0,00	0,00		0,00

Solde du financement (6)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes-Dépenses	c-a	0,00	d-b	-1 478 484,30

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes

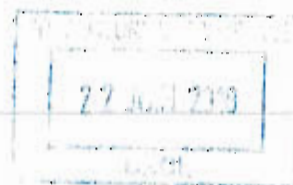
(2) Obligatoirement annulés en fin d'opération

(3) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Indiquer le signe algébrique.



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.4

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2012035
LIBELLE : Petits matériels et habillemen
NON COMPRISE DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME
(page à reproduire autant que nécessaire)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire	
			Mandats émis sur l'exercice	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)	Cumul des réalisations (3)	
	DEPENSES	0,00	a	0,00	0,00	b	56 290,77
20	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00		0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00		0,00	0,00		56 290,77
21571	Ateliers	0,00		0,00	0,00		56 290,77
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00		0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00		0,00	0,00		0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire	
			Titres émis sur l'exercice	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)	Cumul des réalisations (3)	
	RECETTES	0,00	c	0,00	0,00	d	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00		0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00		0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00		0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00		0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00		0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (5)	0,00		0,00	0,00		0,00

Solde du financement (6)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes-Dépenses	c-a	0,00	d-b	-56 290,77

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes

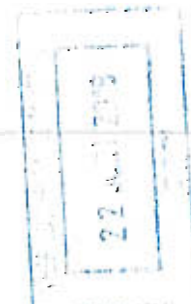
(2) Obligatoirement annulés en fin d'opération

(3) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice

(4) Sauf 163, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Indiquer le signe algébrique.



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.4

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2012036
LIBELLE : Mises à niveau, petits équipem
NON COMPRISE DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME
 (page à reproduire autant que nécessaire)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire	
			Mandats émis sur l'exercice	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)	Cumul des réalisations (3)	
	DEPENSES	0,00	a	0,00	0,00	b	1 015 426,27
20	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00		0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00		0,00	0,00		1 015 426,27
21561	Mat. d'incendie & de secours	0,00		0,00	0,00		862 852,83
21568	Aut. Mat. d'incendie & de sec.	0,00		0,00	0,00		152 573,44
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00		0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00		0,00	0,00		0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire	
			Titres émis sur l'exercice	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)	Cumul des réalisations (3)	
	RECETTES	0,00	c	0,00	0,00	d	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00		0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00		0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00		0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00		0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00		0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (5)	0,00		0,00	0,00		0,00

Solde du financement (6)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes-Dépenses	c-a 0,00	d-b -1 015 426,27

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
 (2) Obligatoirement annulés en fin d'opération
 (3) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice
 (4) Sauf 165, 166 et 16449.
 (5) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement
 (6) Indiquer le signe algébrique.



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.4

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014021
LIBELLE : MOE Plateforme logistique
NON COMPRISE DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME
(page à reproduire autant que nécessaire)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Mandats émis sur l'exercice	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)	Cumul des réalisations (3)
	DEPENSES	0,00	a	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00		0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00		0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00		0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00		0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Titres émis sur l'exercice	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)	Cumul des réalisations (3)
	RECETTES	0,00	c	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00		0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (5)	0,00		0,00	0,00	0,00

Solde du financement (6)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes-Dépenses	c-a	0,00	d-b	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes

(2) Obligatoirement annulés en fin d'opération

(3) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Indiquer le signe algébrique.



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.4

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016011
LIBELLE : Travaux de VRD multisites
NON COMPRISE DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME
(page à reproduire autant que nécessaire)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire	
			Mandats émis sur l'exercice	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)	Cumul des réalisations (3)	
	DEPENSES	0,00	a	0,00	0,00	b	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00		0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00		0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00		0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00		0,00	0,00		0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire	
			Titres émis sur l'exercice	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)	Cumul des réalisations (3)	
	RECETTES	0,00	c	0,00	0,00	d	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00		0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00		0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00		0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00		0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00		0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (5)	0,00		0,00	0,00		0,00

Solde du financement (6)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes-Dépenses	c-a	0,00	d-b	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes

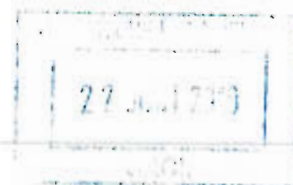
(2) Obligatoirement annulés en fin d'opération

(3) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Indiquer le signe algébrique.



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT A VERSER	B2

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
204	Subventions d'équipement versées	700,00	0,00	0,00	700,00
20412	Bâtiments et installations	700,00	0,00	0,00	700,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP+BS+DM+RAR N-1) - Crédits employés ou restant à employer (Mandats / Titres émis + Charges / Produits rattachés + Restes à réaliser au 31/12).



III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES FINANCIERES	B3

Chap. /art. (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts	mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
	TOTAL	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunt et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
275	Dépôts & cautionnements versés	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
020	Dépenses imprévues	0,00			

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP+BS+DM+RAR N-1) - Crédits employés ou restant à employer (Mandats / Titres émis + Charges / Produits rattachés + Restes à réaliser au 31/12).



III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES D'EQUIPEMENT	B4

Chap. /art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
TOTAL		2 000 000,00	2 003 942,64	0,00	-3 942,64
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	2 000 000,00	2 000 000,00	0,00	0,00
1313	Départements	2 000 000,00	2 000 000,00	0,00	0,00
16	Emprunt et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (4)	0,00	3 942,64	0,00	-3 942,64
2317312	Centre d'incendie & de secours	0,00	3 942,64	0,00	-3 942,64

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP+BS+DM+RAR N-1) - Crédits employés ou restant à employer (Mandats / Titres émis + Charges / Produits rattachés + Restes à réaliser au 31/12).

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES FINANCIERES	B5

Chap. /art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
TOTAL					
		2 221 140,58	2 304 449,02	0,00	-83 308,44
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 327 954,02	2 304 449,02	0,00	23 505,00
10222	F.C.T.V.A.	2 000 000,00	1 976 495,00	0,00	23 505,00
1068	Excédents de fct. capitalisés	327 954,02	327 954,02	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transfé	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunt et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisation	-106 813,44			

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP+BS+DM+RAR N-1) - Crédits employés ou restant à employer (Mandats / Titres émis + Charges / Produits rattachés + Restes à réaliser au 31/12).



III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS	B6

RECAPITULATIF DES OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS (1)

Chap	Libellé	Crédits ouverts	Mandats ou titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Opérations annulées (2)	Cumul des réalisations (3)
	TOTAL DEPENSES (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Voir le détail des opérations pour le compte de tiers en annexe IV-A5.

(2) A la clôture de l'opération, les crédits ouverts non consommés sont automatiquement annulés. En cas de déficit, le solde s'obtient par l'inscription d'une recette dans la rubrique «

(3) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(4) Présenter une ligne par opération pour compte de tiers



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	B7

Chap Art. (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts	Mandats ou titres émis	Crédits annulés (2)
040	DEPENSES (3)	2 607 803,71	2 604 118,93	3 684,78
13913	Départements	2 370 000,00	2 366 326,96	3 673,04
13931	Fonds aide à investissmt SDIS	126 500,00	126 488,26	11,74
192	+/- valeur sur cessions d'Immo.	111 303,71	111 303,71	0,00
	RECETTES (3)	14 901 513,35	11 154 356,58	3 747 156,77
040	Opérations d'ordre entre sections	11 218 117,15	11 154 356,58	63 760,57
192	+/- valeur sur cessions d'Immo.	70 379,18	70 379,18	0,00
21561	Mat. d'incendie & de secours	16 162,46	16 162,46	0,00
2182	Matériel de transport	131 575,51	131 575,51	0,00
28031	Amor. des frais d'études	83 719,00	83 718,57	0,43
28033	Amort. des Frais d'insertion	21 184,00	21 183,99	0,01
280412	Bât & install org publics	519,00	518,32	0,68
280442	Bât & install équimnt nature	2 609,00	2 608,81	0,19
28051	Conc&droit simit, brevets lic...	588 849,00	588 848,34	0,66
28128	Aut. agen. & amén. de terrains	3 817,00	3 816,62	0,38
281311	Bâtiments administratifs	10 783,00	10 233,93	549,07
281312	Centre d'incendie & de secours	452 235,00	445 729,13	6 505,87
281318	Autres bâtiments publics	635,00	0,00	635,00
281351	Bâtiments publics	241 749,00	241 443,69	305,31
281531	Réseaux de transmission	438 206,00	438 205,94	0,06
281532	Réseaux d'alerte	36 569,00	36 568,67	0,33
281538	Autres réseaux	199 404,00	199 403,99	0,01
281561	Mat.mobil incendie&secours	3 310 104,00	3 275 262,09	34 841,91
281562	Mat.no mobil incendie&secours	42 765,00	42 764,29	0,71
281568	Aut. Mat. d'incendie & de sec.	1 627 837,00	1 627 836,97	0,03
281571	Ateliers	44 040,00	44 039,71	0,29
281578	Aut. matériel & outillage tec.	130 689,00	130 688,18	0,82
28158	Autres	203 921,00	203 920,17	0,83
281728	Autres agen. et amén.	86 965,00	86 964,16	0,84
2817311	Bâtiments administratifs	1 455,00	1 171,01	283,99
2817312	Centre d'incendie & de secours	337 460,00	335 170,04	2 289,96
281735	Inst. générales, agencements	1 234 006,00	1 214 754,12	19 251,88
28181	Inst. Gén., agen. & amén. Div.	289 582,00	289 861,06	-279,06
28182	Matériel de transport	583 486,00	583 485,52	0,48
28183	Matériel informatique	746 962,00	746 961,28	0,72
28184	Matériel de bureau et mobilier	191 959,00	191 958,66	0,34
28185	Cheptel	720,00	720,00	0,00
28188	Autres	87 771,00	88 402,17	-631,17
021	Virement de la section de fonctionnement	3 683 396,20		

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP+BS+DM+RAR N-1) - Crédits employés ou restant à employer (Mandats/Titres émis + Charges/Produits rattachés + Restes à réaliser au 31/12).

(3) DF023 = RI 021, DI 040 = RF 042, RI 040 = DF042.



III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - OPERATIONS PATRIMONIALES	B8

Chap Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Mandats ou titres émis	Crédits annulés (2)
041	DEPENSES (3)	3 770 000,00	1 703 355,79	2 066 644,21
231561	Matériel mobil incendie&secours	3 751 500,00	1 684 865,02	2 066 634,98
23172	terrains	18 500,00	18 490,77	9,23
041	RECETTES (3)	3 770 000,00	1 703 355,79	2 066 644,21
238	Avances versées s/cde lmo corp	3 770 000,00	1 703 355,79	2 066 644,21

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP+BS+DM+RAR N-1) - Crédits employés ou restant à employer (Mandats/Titres émis + Charges/Produits rattachés + Restes à réaliser au 31/12).

(3) Les dépenses sont égales aux recettes



III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT	B9.1
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé	Crédits de l'exercice (BP+BS+DM+RAR N-1)	Réalizations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A+B		2 496 500,00 I	2 492 815,22
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		2 496 500,00	2 492 815,22
13913	Départements	2 370 000,00	2 366 326,96
13931	Fonds aide à investissmt SDIS	126 500,00	126 488,26

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	2 492 815,22	8 067 078,39	0,00	10 559 893,61

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.



III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT	B9.2
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - RECETTES	

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP+BS+DM+RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a+b		16 576 582,76	12 912 734,43
Ressources propres externes de l'année (a)		2 000 000,00	1 976 495,00
10222	F.C.T.V.A.	2 000 000,00	1 976 495,00
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		14 576 582,76	10 936 239,43
28031	Amor. des frais d'études	83 719,00	83 718,57
28033	Amort. des Frais d'insertion	21 184,00	21 183,99
280412	Bât & install org publics	519,00	518,32
280442	Bât & install équimnt nature	2 609,00	2 608,81
28051	Conc&droit simil, brevets lie...	588 849,00	588 848,34
28128	Aut. agen. & amén. de terrains	3 817,00	3 816,62
281311	Bâtiments administratifs	10 783,00	10 233,93
281312	Centre d'incendie & de secours	452 235,00	445 729,13
281318	Autres bâtiments publics	635,00	0,00
281351	Bâtiments publics	241 749,00	241 443,69
281531	Réseaux de transmission	438 206,00	438 205,94
281532	Réseaux d'alerte	36 569,00	36 568,67
281538	Autres réseaux	199 404,00	199 403,99
281561	Mat.mobil incendie&secours	3 310 104,00	3 275 262,09
281562	Mat.no mobil incendie&secours	42 765,00	42 764,29
281568	Aut. Mat. d'incendie & de sec.	1 627 837,00	1 627 836,97
281571	Ateliers	44 040,00	44 039,71
281578	Aut. matériel & outillage lec.	130 689,00	130 688,18
28158	Autres	203 921,00	203 920,17
281728	Autres agen. et amén.	86 965,00	86 964,16
2817311	Bâtiments administratifs	1 455,00	1 171,01
2817312	Centre d'incendie & de secours	337 460,00	335 170,04
281735	Inst. générales, agencements	1 234 006,00	1 214 754,12
28181	Inst. Gén., agen. & amén. Div.	289 582,00	289 861,06
28182	Matériel de transport	583 486,00	583 485,52
28183	Matériel informatique	746 962,00	746 961,28
28184	Matériel de bureau et mobilier	191 959,00	191 958,66
28185	Cheptel	720,00	720,00
28188	Autres	87 771,00	88 402,17
021	<i>Virement de la section de fonctionnement</i>	3 683 396,20	0,00
024	<i>Produits des cessons d'immobilisations</i>	-106 813,44	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	12 912 734,43	0,00	0,00	327 954,02	13 240 688,45

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	10 559 893,61
Ressources propres disponibles	IV	13 240 688,45
Solde	V = IV - II(2)	2 680 794,84

(1) Les comptes 169, 26, 27, 28 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE - DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE

IV
A.I.1

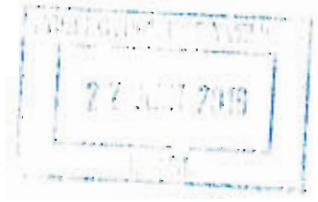
A.I.1 - DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/2017	Montants des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/2017
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du trésor						
...						
5192 Avances de trésorerie						
...						
51931 Lignes de trésorerie						
...						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
...						
5198 Autres crédits de trésorerie						
...						
519 Crédits de trésorerie (Total)						

(1) Circulaire n° NOR : INTD8906071C du 22/02/1989

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 1424-30 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6611 et sauf pour les billes de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.



IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE - REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
A1.2

A1.2 - REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (Hors 16449 et 166)

Nature (pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remb.	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Taux initial			Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé partiel O/N	Catégorie d'emprunt (8)
							Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel (1)					
							Emprunts et Dettes à l'origine du contrat							
163 Emprunts obligataires (Total)														
...														
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)														
1641 Emprunts en euros (total)														
...														
1643 Emprunts en devises (total)														
...														
1644 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)														
...														
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)														
...														
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)														
1671 Avances consolidées du Trésor (total)														
...														
1672 Emprunts sur comptes spéciaux Trésor (total)														
...														
1675 Dettes pour M.E.T.P. et PPP (total)														
...														
1678 Autres emprunts et dettes (total)														
...														
168 Autres emprunts et dettes assimilées (Total)														
1681 Autres emprunts (total)														
...														

22 Juin

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE - REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
A1.2

A1.2 - REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/2017	Durée résiduelle (en année)	Taux d'intérêt				Annuités de l'exercice			ICNE de l'exercice				
						Type de taux (12)		Niveau de taux d'intérêt au 31/12/2017 (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)						
						Index (13)											
163 Emprunts obligataires (Total)																	
...																	
164 Emprunts auprès d'établissements de crédit (Total)																	
1641 Emprunts en euros (Total)																	
...																	
1643 Emprunts en devises (Total)																	
...																	
16441 Emprunt assorti d'une option de tirage sur la ligne de trésorerie (Total) (1)																	
...																	
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)																	
...																	
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)																	
1671 Avances consolidées du Trésor (Total)																	
...																	
1672 Emprunts sur comptes spéciaux Trésor (Total)																	
...																	
1675 Dettes pour M.E.T.P et PPP (Total)																	
...																	
1678 Autres emprunts et dettes (Total)																	
...																	
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)																	
1681 Autres emprunts (Total)																	
...																	
1687 Autres dettes (Total)																	
...																	
Total général		0,00		0,00					0,00			0,00		0,00			0,00

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentages).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/2017 après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE - REPARTITION DES EMPRUNTS PAR TYPE DE STRUCTURE DE TAUX

IV
A1.3

A1.3 - REPARTITION DES EMPRUNTS PAR TYPE DE STRUCTURE DE TAUX (HORS AI)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/2017 (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/2017 (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
...														
...														
TOTAL A		0,00	0,00									0,00	0,00	0,00
Barrière simple B														
...														
...														
TOTAL B		0,00	0,00									0,00	0,00	0,00
Option d'échange C														
...														
...														
TOTAL C		0,00	0,00									0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé D														
...														
...														
TOTAL D		0,00	0,00									0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 E														
...														
...														
TOTAL E		0,00	0,00									0,00	0,00	0,00
Autres types de structures F														
...														
...														
TOTAL F		0,00	0,00									0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00									0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F) selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à court sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.
 (2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.
 (3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.
 (4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dans l'un des zones euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

- (5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.
- (6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.
- (7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/2017.
- (8) Montant, index ou formule.
- (9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.
- (10) Indiquer les intérêts dus au titre de contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.
- (11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.



IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

IV
AI.4

AI.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indice sous-jacent		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Structure		Indice zone euro	Indice inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	Ecart d'indices zone euro	Indice hors zone euro et écart d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	Ecart d'indices hors zone euro	Autres indices
(A) Taux fixe simple, Taux variable simple, Echange de taux fixe contre taux variable ou investissement, Echange de taux structure contre taux variable au taux fixe (sens unique), Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits % de l'encours Montant en euros						
(B) Barrière simple, Pas d'effet de levier	Nombre de produits % de l'encours Montant en euros						
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits % de l'encours Montant en euros						
(D) Multiplicateur jusqu'à 3; Multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits % de l'encours Montant en euros						
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits % de l'encours Montant en euros						
(F) Autres types de structure	Nombre de produits % de l'encours Montant en euros						

(1) Cette annexe retracer le stock de dette au 31/12/2017 après opérations de couvertures éventuelles.



IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE - DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV
A1.5

A1.5 - DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert				Instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/2017	Date de fin du contrat	Organisme co- contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notional de l'instrument de couverture	Date du début contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montants des commission s diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes éventuelles recues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
...													
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
...													
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
...													
...													
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.
 (2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en points de pourcentage.
 (3) Indiquer s'il s'agit d'un swap, d'une option (cap, floor, tunnel, swaption).
 (4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.



IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE - DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV
A1.5

A1.5 - DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture						Catégorie d'emprunt (8)			
	Référence de l'emprunt couvert		Taux payé		Taux reçu (7)		Produits C768	Charges 668	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
	Index (5)	Niveaux de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges 668	Produits C768				
Taux fixe (total)							0,00	0,00		
...										
Taux variable (total)							0,00	0,00		
...										
Taux complexe (total) (2)							0,00	0,00		
...										
Total							0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.
 (6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.
 (7) A compléter si l'instrument de couverture est un swap.
 (8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire JOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).



IV – ANNEXES	IV
ELÉMENTS DU BILAN – ÉTAT DE LA DETTE	
REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT	A1.6

A1.6 – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinancement	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital raménagé	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice	
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital		
																	Remboursement anticipé avec refinancement de dette
Totales des dépenses au c/166 Refinancement de dette (3)																	
...																	
...																	
Totales des recettes au c/166 Refinancement de dette (4)																	
...																	
...																	

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.
 (2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.
 (3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec
 (4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.
 (5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres à préciser
 (6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle, T : trimestrielle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.
 (7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage)
 (8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).
 (9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.
 (10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.
 (11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.
 (12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.
 (13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts décaissés » (intérêts décaissés) et intérêts évenuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

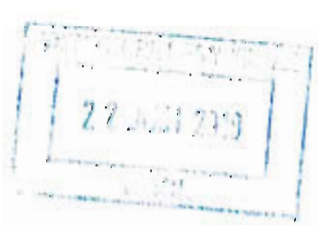


IV – ANNEXES		IV
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE - EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N		A1.7

A1.7 - EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)				Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/2017	ICNE de l'exercice		Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)		
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (4)	Type de taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (4)	Contrat initial	Contrat renégocié (5)		Contrat initial	Contrat renégocié		Intérêts	Capital
TOTAL																			
															0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Inscrire les emprunts renégociés, à la date de vote du budget, pour l'exercice N.
(2) Taux à la date de renégociation.
(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage) ; L : libellé ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; X : autre.
(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).
(5) Normal à la date de renégociation.
(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres ; - Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; X : autre.



IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - METHIODES UTILISEES	A2

CHOIX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION			Délégation du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 500 €			
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
Linéaire	Se référer à la délibération n° 9-3-39 du 18 juin 2009 et à l'arrêté n° 2015-248 du 15 décembre 2015		Délégation n° 9-3-39 du 18 juin 2009



IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/2017

IV

A3

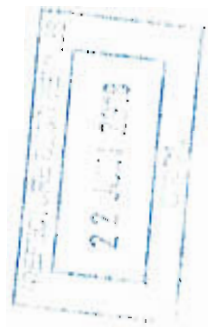
Nature et objet de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 1/1/2017	Montant des provisions de l'exercice B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises D	SOLDE: E = C - D
Provisions pour risques et charges (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Provision pour litige et contentieux M. REZZOUK	2009	33 666,00 €		33 666,00 €		33 666,00 €
Provision pour litige et contentieux M. MARINI	2009	20 000,00 €		20 000,00 €		20 000,00 €
Provision pour litige et contentieux M. REBEL	2009	383,65 €		383,65 €		383,65 €
Provision pour litige et contentieux M. DUBOC	2009	383,65 €		383,65 €		383,65 €
Provision pour litige et contentieux M. MARINI	2011	1 500,00 €		1 500,00 €		1 500,00 €
Provision pour litige et contentieux M. HAILLOT	2011	36 337,60 €		36 337,60 €		36 337,60 €
Provision pour litige et contentieux M. RAVOUX	2011	186,75 €		186,75 €		186,75 €
Provision pour litige et contentieux M. MORIN	2011	1 000,00 €		1 000,00 €		1 000,00 €
Provision pour litige et contentieux M. EVEN	2012	85 107,16 €		85 107,16 €		85 107,16 €
...						
Provisions pour portes de change		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
...						
Provisions pour garanties d'emprunts		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
...						
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Provision pour prévoir l'impact du nouveau dispositif de prestation de fidélisation et de reconnaissance Divers Créanciers C.C. pièces jointes du mandat 16416 ex 2018	2018		99 852,00 €	99 852,00	0,00	99 852,00
...						
Provisions pour dépréciation (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
...						
- des stocks		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
...						
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00



...									0,00
- des comptes financiers			0,00		0,00		0,00		0,00
...									0,00
TOTAL			178 564,81		99 852,00		278 416,81		278 416,81

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée :

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).



IV - ANNEXES		IV
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DES CHARGES TRANSFEREES		A4

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
				0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I - (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
				0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I - (II + III).



IV – ANNEXES		IV
ELEMENTS DU BILAN - DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (1)		A5

N° opération :	Intitulé de l'opération :	Date de la délibération :					Cumuls des réalisations au 31/12/2017
		Sur l'exercice					
		Cumuls des réalisations avant l'exercice	Crédits ouverts (BP+DM+RAR.N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Financement par le mandant et par d'autres tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers



IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - VARIATION DU PATRIMOINE (article R.1424-32 par renvoi de l'article R.3313-7 du CGCT) - ENTREES

IV

A6.1

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/2017	Durée d'amortissement en année (1)
TOTAL GENERAL					
Acquisitions à titre onéreux					
14/04/2017	VSR 30 % Installation de la solution interface PREVARISC	2016-01094-2	21 423,76		7
14/04/2017	PV Réception Installation de la solution interface PREVARISC	2016-01094-3	3 420,00		7
17/03/2017	5% VSR Prestation d'acquisition et d'installation de la cartographie salles opérationnelles	2016-01145-1	13 782,20		7
30/01/2017	MOM 30% Evolution du logiciel AS-Tech WEB OFFICE	2017-0093-1	2 203,20		7
30/01/2017	VA 40% Evolution du logiciel AS-Tech WEB OFFICE	2017-0093-2	2 937,60		7
13/04/2017	VSR 30% Evolution du logiciel AS-Tech WEB OFFICE	2017-0093-3	2 203,20		7
03/03/2017	40% VA Mise en œuvre application "gestion indemnités SPV"	2017-0097-1	19 047,36		7
30/01/2017	VSR 30% Mise en œuvre application "gestion indemnités SPV	2017-0097-2	14 285,52		7
30/01/2017	Licences anti spam MailinBlack	2017-0098	3 360,00		7
30/01/2017	Mise à jour majeure SOLU-QIQ Version 6	2017-0103	7 295,09		7
26/01/2017	Réalisation de CD audio : traitement fichier PDF	2017-0110	596,40		7
26/01/2017	(50) Geonconcept Web Entreprise	2017-0113	19 200,00		7
30/01/2017	(2) jours de transfert de compétences logiciel AS-TECH	2017-0114	2 160,00		7
17/02/2017	(17) Evolutions fonctionnelles 2016 sur l'application décisionnelle	2017-0118	10 725,00		7
30/01/2017	Adaptation module RH/SI partie CET	2017-0120	2 640,00		7
13/02/2017	70% Module Rôle et responsabilité du chef d'équipe	2017-0124	5 176,78		7
01/02/2017	(30) Licences pour Cisco Prime	2017-0152	1 771,21		7
10/02/2017	Licence pour logiciel Go To Assist	2017-0200	772,42		7
13/02/2017	(2) jours d'analyses techniques et fonctionnelles Brique décisionnelle logistique	2017-0204	2 760,00		7
13/02/2017	Logiciel Jotform Premium bi YEARLY-BAG	2017-0205	81,06		1
22/02/2017	Développement sur le logiciel AGENDIS	2017-0243	3 360,00		7
22/02/2017	Mise en place du protocole SSO sur logiciel AGENDIS	2017-0244	5 400,00		7
28/02/2017	Certificat WEB pour application SHA2-256	2017-0252	465,60		1
03/03/2017	30% MOM Logiciel de Gestion Opérationnelle et Tactique des Interventions G.O.T.I	2017-0257	29 556,00		7
03/03/2017	40% MOM Logiciel de Gestion Opérationnelle et Tactique des Interventions G.O.T.I	2017-0257-1	39 408,00		7
14/03/2017	Licence Cisco ISE 3 ans	2017-0304	4 994,64		7
17/03/2017	(1) jour de transfert le 27 février de compétences logiciel AS-TECH	2017-0306	1 080,00		7
23/03/2017	(1) jour de transfert le 25 avril de compétences logiciel AS-TECH	2017-0306-1	1 080,00		7
19/07/2017	(1) jour de transfert de compétences logiciel AS-TECH le 21/06/2017	2017-0306-2	1 080,00		7
13/10/2017	(1) jour de transfert le 13 septembre de compétences logiciel AS-TECH	2017-0306-3	1 080,00		7
28/11/2017	(1) jour de transfert de compétences logiciel AS-TECH le 17/10/2017	2017-0306-4	1 080,00		7
05/04/2017	Remplacement Civi Rapport par connecteur Agendis	2017-0378	10 962,00		7
13/04/2017	Evolution technique Outil Décisionnel	2017-0403	2 340,00		7
14/04/2017	Formation à distance Module prévention appliquée opération d'agres tout engin	2017-0432-1	2 956,56		7

IV - ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN - VARIATION DU PATRIMOINE (article R.1424-32 par renvoi de l'article R.3313-7 du CGCT) - ENTREES

A6.1

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/2017	Durée d'amortissement en année (1)
04/05/2017	(2) journées développeur sénior GLPI, réalisation des liaisons entre les téléphones et les cartes S	2017-0457	1 752,80		7
11/05/2017	30% Synchronisation des adresses agents AIRS COURRIER/RH	2017-0493	3 355,20		7
17/11/2017	70% Synchronisation des adresses agents AIRS COURRIER/RH	2017-0493-1	7 828,80		7
16/05/2017	Mise à jour écrans export logiciel formation	2017-0517	780,00		7
22/05/2017	Licences supplémentaire Microsoft pour PC	2017-0549	12 941,04		7
22/05/2017	Evolution du logiciel Diadème (5) journées d'ingénieur pour développement	2017-0550	3 600,00		7
24/05/2017	Evolution et adaptations fonctionnelles logiciel opérationnel WebCsat	2017-0561	14 888,40		7
02/06/2017	Module Jguide intranet INSPYRE	2017-0586	3 000,00		7
09/06/2017	(9) Jours expertise technique pour l'évolution Intranet	2017-0601	8 640,00		7
26/06/2017	(4) Jours expertise technique pour l'évolution Intranet	2017-0601-1	3 840,00		7
31/07/2017	(4) Jours expertise technique pour l'évolution Intranet	2017-0601-2	3 840,00		7
05/07/2017	(2) Licences tableau Desktop Professionnel	2017-0677	3 528,22		7
06/07/2017	Certificat WEB appli communication	2017-0679	465,60		1
13/07/2017	Licences Microsoft 3ème année	2017-0707	181 816,64		7
31/07/2017	(5) Licences visio	2017-0753	1 622,58		7
31/07/2017	Installation Airs Courier version 8.1	2017-0754	1 320,00		7
04/09/2017	Déploiement master de 50 PC	2017-0848	6 326,27		7
06/09/2017	Journée de développement GLPI modification du plugin PDF	2017-0859	866,40		7
02/10/2017	30% Module EQ-INC Phénomènes et accidents thermiques	2017-0920	2 170,58		7
15/11/2017	Logiciel VMEO PRO-DCO	2017-1037	162,41		1
06/11/2017	(2) Licences Storyline V3	2017-1041	1 558,80		7
17/11/2017	Adaptations logicielles de Gipsi WebCsat	2017-1103	7 444,20		7
21/11/2017	Paramétrages de requête logiciel Prévarisc	2017-1114	6 840,00		7
21/11/2017	(55) Licences pour connexion VPN	2017-1115	1 253,58		7
23/11/2017	Réalisation interface SGO78 avec logiciel SAMU78	2017-1134	7 836,00		7
28/11/2017	Certificat Web pour webmail.sdis78.fr	2017-1142	676,80		7
28/11/2017	Formation DOCLINK à distance	2017-1154	450,00		1
28/11/2017	Assistance technique et modélisation des actes Cegid RH	2017-1158	1 380,00		7
30/11/2017	Mise à niveau plateforme AT Plus Concours	2017-1170	13 207,20		7
30/11/2017	Renouvellement des 195 licences Safenet	2017-1180	2 026,81		7
30/11/2017	Installation et Intégration de la cartographie opérationnelle SAGO	2017-1181	16 538,64		7
26/01/2017	HOI-TRAVAUX VRD ET PORTAILS POUR SECURISATION	2017-0021	14 452,80		25
13/02/2017	HOI-TRAVAUX VRD ET PORTAILS POUR SECURISATION	2017-0021-1	4 944,42		25
14/03/2017	HOI-TRAVAUX VRD ET PORTAILS POUR SECURISATION	2017-0021-2	37 652,64		25
08/03/2017	travaux vrd boucle de sortie bot	2017-0280	4 182,16		25
04/10/2017	Création d'un équipement d'entraînement physique polyvalent MLH	2017-0944	51 298,82		25
25/01/2017	REMPLACEMENT SERRURES DCO	2017-0013	2 562,48		15

IV - ANNEXES

IV
A6.1
ELEMENTS DU BILAN - VARIATION DU PATRIMOINE (article R.1424-32 par renvoi de l'article R.3313-7 du CGCT) - ENTREES

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/2017	Durée d'amortissement en année (1)
25/01/2017	POSE D'ETAIS POUR DALLE LOCAL SERVEUR-EDSPY	2017-0014	1 878,84		15
25/01/2017	REFECTION ESCALIER ACCES-PLA	2017-0015	6 758,04		15
26/01/2017	DSI-AMENAGEMENTS DE BUREAUX	2017-0027	12 953,18		10
01/02/2017	DSI-AMENAGEMENTS DES BUREAUX	2017-0027-1	3 238,30		10
27/01/2017	FOURNITURE CABINE SON POUR DCO	2017-0035	4 320,00		15
27/01/2017	MISE AUX NORMES SECURISATION-HOI	2017-0040	12 582,60		15
27/01/2017	DSI-AMENAGEMENT DES BUREAUX	2017-0062	1 845,53		15
27/01/2017	AMENAGEMENT DES BUREAUX DE LA DSI	2017-0063	5 903,27		15
25/01/2017	Aménagement bureaux DSI	2017-0096	23 003,52		15
03/02/2017	TRAVAUX REPRISE SERRURERIE HOI	2017-0160	4 744,76		15
07/02/2017	HOI-MISE AUX NORMES POSTE HTA	2017-0191	12 000,00		15
09/02/2017	HOI-MISE AUX NORMES ELECTRIQUES SECURISATION SITE	2017-0194	10 402,94		15
13/02/2017	DIRECTION VRS-TRAVAUX PEINTURE	2017-0209	7 851,18		10
13/02/2017	MISE AUX NORMES DES POSTE HT	2017-0212	42 261,34		15
13/02/2017	DIRECTION VRS-TRAVAUX BUREAU	2017-0215	5 114,27		15
16/02/2017	EDSPY-MISE AUX NORMES POSTES HT	2017-0223	1 638,30		15
16/02/2017	DCO ET DSI-TRAVAUX ELECTRICITE BATIMENT	2017-0228	5 640,95		15
24/02/2017	Mise aux normes poste HT-HOI	2017-0250	1 530,56		15
01/03/2017	VRS-POSE DE 2 BANDEAUX VENTOUSE	2017-0253	3 423,36		15
03/03/2017	MLH-PANNEAU DE PORTE	2017-0260	2 841,66		15
01/03/2017	DSI-TRAVAUX ELECTRIQUES	2017-0261	1 445,57		15
08/03/2017	RENFORT PLANCHER LOCAL SERVEUR EDSPY	2017-0283-1	29 341,70		15
08/03/2017	RENFORT PLANCHER LOCAL SERVEUR EDSPY	2017-0283-2	2 000,00		15
08/03/2017	RENFORT PLANCHER LOCAL SERVEUR EDSPY TVA	2017-0283-3	400,00		15
08/03/2017	RENFORT PLANCHER LOCAL SERVEUR EDSPY	2017-0283-4	9 518,58		15
08/03/2017	RENFORT PLANCHER LOCAL SERVEURS EDSPY TVA	2017-0283-5	1 903,72		15
17/03/2017	EDSPY-INSTALLATION 2 CLIMATISEURS	2017-0310	15 290,62		15
21/03/2017	VRS FOURNITURE ET POSE DE STORES	2017-0325	4 666,80		15
22/03/2017	DSI-CÔFFRAGE ACOUSTIQUE GAINE DE VENTILATION	2017-0340	5 502,23		15
28/03/2017	VRS DIRECTION-TRAVAUX FAUX PLAFONDS	2017-0360	4 762,99		15
11/04/2017	MISE AU NORME BORNE D'ACCES CS PLAISIR	2017-0404	1 534,20		15
27/04/2017	TRAVAUX DE MARQUAGE AU SOL CS MAGNY LES H.	2017-0455	1 346,40		15
27/04/2017	POSE D'UNE SERRURE CODE ET BARRE ANTI PANIQUE CS VILLEPREUX	2017-0456	2 013,12		15
10/05/2017	RAMf mise aux normes abauferte poste centrale CO	2017-0490	3 856,08		15
18/05/2017	EDSPY-BLOC GAZ CHAUDIERE + POMPE	2017-0536	5 977,07		15
29/05/2017	MLH-PORTE REMISE	2017-0566	8 860,32		15
14/06/2017	PLA porte remise	2017-0631	7 991,76		10

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - VARIATION DU PATRIMOINE (article R.1424-32 par renvoi de l'article R.3313-7 du CGCT) - ENTREES

IV

A6.1

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/2017	Durée d'amortissement en année (1)
20/07/2017	EDSPY TRAPPES-RESTRUCTURATION DES SANITAIRES PARTIE PLOMBERIE	2017-0728	28 124,60		15
09/08/2017	EDSPY-CARRELAGE ESCALIER	2017-0786	9 641,88		15
21/08/2017	J36C AMELIORATION CHAUFFAGE EDSPY	2017-0814	2 470,76		15
11/09/2017	PLA-MOTEURS PORTAIL	2017-0875	2 625,00		15
11/09/2017	PLA-BRISE SOLEIL	2017-0878	22 000,00		15
15/11/2017	PLA-BRISE SOLEIL	2017-0878-1	4 270,40		15
13/09/2017	EDSPY-TRAVAUX DE PLOMBERIE ET VMC SALLE SPORT	2017-0888	8 533,44		15
14/09/2017	ROI-BOITIER GSM BORNE APPEL	2017-0893	829,49		15
18/09/2017	EDSPY-MISE AUX NORMES BAC A GRAISSE	2017-0902	12 181,86		15
02/10/2017	EDSPY TRAPPES-TRAVAUX D'ELECTRICITE SALLE SPORT	2017-0936	3 670,03		15
05/10/2017	EDSPY TRAPPES-TRAVAUX DE PLAFOND SALLE DE SPORT	2017-0948	7 776,89		15
05/10/2017	EDSPY TRAPPES-TRAVAUX PEINTURE SALLE DE SPORT	2017-0949	8 182,32		10
05/10/2017	EDSPY-RADIATEURS	2017-0953	1 062,76		15
17/11/2017	PRISES SUPPORT ONDULEES SUPPORT DSI	2017-1109	1 680,26		15
30/11/2017	DGD-PLA/EXTENSION RENOVATION GROS OEUVRE/DEMOLITION/MENUISERIES EXTERIEURES	2017-1176	94,86		15
30/01/2017	Fourniture d'Antennes, foudet d'antennes et antennes GPS	2017-0104	12 446,64		15
30/01/2017	Accessoires et pièces détachées pour terminaux portatifs Antares	2017-0105	14 927,65		15
30/01/2017	(4) Haut parleur étanche DHL 1	2017-0106	470,40		1
30/01/2017	Changement d'antenne sur pylone de Maule, Aubergenville et Les Mureaux	2017-0108	576,00		15
30/01/2017	Changement d'antenne sur pylone de Trappes, Montigny, Magny	2017-0109	576,00		15
17/05/2017	10 KENT convertisseurs DC-AC 12/230V	2017-0532	2 106,00		15
31/07/2017	(10) Antennes GP omni et (18) Antennes Kalbrein	2017-0756	6 954,00		15
14/08/2017	(30) Connecteurs FME male - RG58 et (30) Connecteurs FME femelle - RG58	2017-0791	180,00		1
23/08/2017	(1) Boîtier déport d'un micro et d'un haut parleur	2017-0827	444,67		1
31/08/2017	(40) Oreillettes simples ANTARES	2017-0842	648,00		10
31/10/2017	(6) Installation poste mobile BER ANTARES	2017-1016	2 217,60		15
31/10/2017	(6) Installation poste mobile BER ANTARES	2017-1017	2 217,60		15
31/10/2017	(6) Installation poste mobile BER ANTARES	2017-1018	2 217,60		15
28/11/2017	Installation des équipements mobiles et portatifs ANTARES	2017-1155	6 052,07		10
30/11/2017	Installation de terminaux Antars sur 10 véhicules	2017-1179	3 540,00		15
11/08/2017	(100) Birdy WP + accessoires	2017-0790	8 968,85		7
12/10/2017	(2) Support Birdy et (+) Outil de programmation BirdyW_Prog	2017-0907	751,30		7
29/08/2017	(10) Casques sans fil IP-Jabra PRO 920	2017-08830	1 033,85		5
15/02/2017	(8) Fax Brother	2017-0182	1 018,27		7
07/02/2017	SGL-REMPLACEMENT ONDULEUR	2017-0185	2 130,00		7
07/02/2017	MLB-REMPLACEMENT ONDULEUR	2017-0186	2 130,00		7
22/02/2017	(10) Téléphones Alcatel Temporis 780-et (10) Casques sans fil	2017-0242	1 346,03		7

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - VARIATION DU PATRIMOINE (article R.1424-32 par renvoi de l'article R.3313-7 du CGCT) - ENTREES

IV
A6.1

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/2017	Durée d'amortissement en année (1)
11/05/2017	(5) Cartes modules 10G pour switchs routeurs	2017-0495	7 806,37		7
11/05/2017	(2) Cisco CAT6500 et (2) Cisco CAT6000	2017-0496	23 353,68		7
02/06/2017	Câblage réseau fibre CISCO	2017-0585	1 429,06		10
07/06/2017	Gbic Module fibre 10G D80 et Module fibre 10G U80	2017-0595	4 680,00		10
27/06/2017	(2) Pupitres micro sono. PGM5004	2017-0654	1 188,00		5
02/08/2017	Equipement de CISCO Switch	2017-0692	15 886,28		7
07/09/2017	15% Configuration équipements exploitation GFTU	2017-0869	12 164,14		7
13/10/2017	(23) Téléphones mobiles	2017-0903	6 728,04		5
24/10/2017	Travaux d'extension de réseaux de Fibres optiques	2017-0919	28 648,01		10
24/10/2017	Travaux d'extension de réseaux de Fibres optiques	2017-0919-1	409 242,35		10
01/12/2017	Travaux d'extension de réseaux de Fibres optiques	2017-0919-2	41 641,15		10
01/12/2017	Travaux d'extension de réseaux de Fibres optiques	2017-0919-3	594 888,01		10
01/12/2017	Travaux d'extension de réseaux de Fibres optiques	2017-0919-4	38 845,34		10
01/12/2017	Travaux d'extension de réseaux de Fibres optiques	2017-0919-5	554 953,48		10
10/03/2017	Remise en état EPC Inmat 55DPX	2005-01-583-1	91 613,27		20
28/07/2017	Travaux de maintenance additionnels échelle 67DPX	2006-01-00112-4	56 544,72		20
09/03/2017	Rehabilitation EPC30 inmat 740DQT	2006-1-00112-04	89 534,28		20
19/09/2017	MODIFICATION COGC AQ981SV	2009-1-1543-1	136 044,89		20
19/09/2017	MODIFICATION D1 COGC MISE EN PLACE ENSEMBLE DE COMMUNICATION AQ981SV	2009-1-1543-2	3 703,60		20
30/08/2017	Aménagement stabilisation AR DES91XY	2011-1-837-1	600,00		17
23/05/2017	Aménagement VAT ARI CC804DF	2012-1-1152-1	1 448,89		14
30/08/2017	Aménagement stabilisation AR DES02XY	2012-1-625-1	600,00		17
31/05/2017	Mise en conformité bateau pompe PO16604F	2012-1-680-1	5 662,06		20
17/02/2017	AMENAGEMENT VAS IMMAT_EC380RA	2015-00559-1	49 200,00		17
01/02/2017	REMPLACEMENT PNEUS + JANTES ED 584 TY	2015-00966-2	823,97		8
01/02/2017	REMPLACEMENT PNEUS + JANTES TRAFIC EA 518 CB	2015-01649-2	823,97		8
07/03/2017	AMENAGEMENT VTU IMMAT_DZ757PV	2015-01659-1	10 124,80		14
09/03/2017	(4) PARE-BRISE + (1) VITRAGE LATÉRALE VSAV IMMAT_EG545PN	2015-01662-2	3 565,63		10
18/05/2017	EQUIPEMENT ET AMENAGEMENT 2 VPC IMMAT DES91XY ET DE802XY	2016-00240-1	585 554,16		17
22/02/2017	TRANSFERT DE VSAV IMMAT_EH429MZ	2016-00434-10	37 962,00		10
22/02/2017	(3) LISEUSE DE CARTE POUR VSAV	2016-00434-11	263,16		10
09/03/2017	(9) PARE-BRISE ET (13) VITRAGES LATÉRAUX POUR VSAV	2016-00434-12	38 639,57		10
09/03/2017	(4) PARE BRISE ET (4) VITRAGES LATÉRAUX POUR VSAV	2016-00434-13	7 713,60		10
03/04/2017	Transfert 6 VSAV (EK587TW - EK490TX - EK102TY - EK496TY - EK851TY - EK106TZ)	2016-00434-14	227 772,00		10
03/04/2017	(2) CHAUFFAGES ET POSE DE GLACES MOYENA VSAV IMMAT_EK587TW/EK490TX/EK102TY/EK496TY/EK851TY/EK106TZ	2016-00434-15	3 872,40		10
03/04/2017	(9) PRECHAUFFAGE MOTEUR CALIX VSAV ET (14) DISTRIBUTEUR A GANTS	2016-00434-16	4 672,56		10

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - VARIATION DU PATRIMOINE (article R.1424-32 par renvoi de l'article R.3313-7 du CGCT) - ENTREES

IV
A6.1

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/2017	Durée d'amortissement en année (1)
05/04/2017	(14) MEUBLES SANITAIRES POUR VSAV	2016-00434-17	6 797,28		10
10/05/2017	(6) JOINT DE PARE BRISE SUR VSAV	2016-00434-19	468,00		10
30/01/2017	AMENAGEMENT 3 VSAV EHI93MZ/EH429MZ/EH628MZ	2016-00434-2	1 681,13		10
30/01/2017	(5) DEPOSE ET POSE DE PARE BRISE SUR VSAV	2016-00434-3	1 860,00		10
18/01/2017	(5) JOINT DE PARE BRISE SUR VSAV	2016-00434-4	390,00		10
30/01/2017	AMENAGEMENT 5 VSAV IMMAT EG024PQ EG792PN EG245PQ EG545PN EG698PY	2016-00434-5	2 801,88		10
02/02/2017	REPLACEMENT (56) PNEUS + JANTES VSAV	2016-00434-6	11 866,78		10
20/02/2017	(3) JOINT DE PARE BRISE SUR VSAV	2016-00434-7	234,00		10
20/02/2017	(3) DEPOSE ET POSE DE PARE BRISE SUR VSAV	2016-00434-8	1 116,00		10
22/02/2017	TRANSFERT DE VSAV IMMAT EHI93MZ/EH628MZ	2016-00434-9	80 724,00		10
27/01/2017	AMENAGEMENT 2 REMORQUES DEPUISEMENT ED242EQ ET ED220EQ	2016-00500-1	19 989,12		20
01/02/2017	(14) Matelas + sauges et harnais VSAV	2016-0054	9 601,20		10
30/01/2017	AMENAGEMENT VF IMMAT EE033WJ	2016-00710-1	4 395,47		8
30/01/2017	AMENAGEMENT VF IMMAT EE033WJ (COM)	2016-00710-2	1 600,00		8
03/04/2017	(3) Lampes LED F1 noir	2017-00434-15	93,84		10
10/05/2017	(6) DEPOSE ET POSE DE PARE BRISE SUR VSAV	2017-00434-18	2 232,00		10
27/01/2017	(4) Kit de balisage complet rétro-réfléchissant	2017-0050	1 368,58		8
27/01/2017	MISE EN SECURITE PENICHE	2017-0070	10 912,80		20
27/01/2017	Mise au normes électriques Peniche	2017-0091	1 060,34		5
01/02/2017	(14) housses de sièges VSAV - ACQ	2017-0139	1 890,07		10
10/02/2017	(2) Remorques d'épuisement immat EL709KN et EL716KN	2017-0157	10 020,24		20
08/02/2017	Frais d'immatriculation (2) Remorques d'épuisement immat EL709KN et EL716KN	2017-0157-1	151,52		1
07/04/2017	Aménagement (2) Remorques d'épuisement immat EL709KN et EL716KN	2017-0157-2	19 989,12		20
25/04/2017	(13) grilles de protection Kangoo	2017-0412	1 943,45		5
14/04/2017	(1) Mât télescopique LIGHT DN 90 non tournant pour VSR immat 554ENR	2017-0430	2 017,70		20
28/04/2017	(2) Clio Business Energy immat EKO99GK et EK132GK	2017-0460	27 637,55		8
08/09/2017	AMENAGEMENT VLCDG IMMAT EL048MQ	2017-0467-1	14 998,51		8
10/11/2017	complément d'aménagement de 5 VSAV immat ER241EV ER703ET ER947ET ER509EV ER856EV	2017-0483-1	2 438,22		10
10/11/2017	Préchauffage + distributeur à gants VSAV immat ER241EV ER703ET ER947ET ER509EV ER856EV	2017-0483-10	2 537,40		10
10/11/2017	5 transfects de cellules de 5 VSAV immat ER241EV ER703ET ER947ET ER509EV ER856EV	2017-0483-11	194 170,56		10
10/11/2017	1 convertisseur + duo chargeur VSA V.immat ER856EV	2017-0483-2	1 548,00		10
10/11/2017	5 batteries de carte-LED VSAV immat ER947ET/ER856EV	2017-0483-3	429,12		1
10/11/2017	11 transfects de cellule VSA V.immat ER856EV	2017-0483-4	2 424,48		10
10/11/2017	1 convertisseur module Victron Phoenix sur VSAV immat ER947ET	2017-0483-5	820,32		10
10/11/2017	1 Compteur Pheures sur VSA V.immat ER947ET et ER856EV	2017-0483-6	220,80		1
13/11/2017	1 Bouquiture et recâblage électrique sur VSA V.immat ER856EV	2017-0483-7	3 204,00		10
16/11/2017	(5) Kits vices VSAV immat ER241EV ER703ET ER947ET ER509EV ER856EV	2017-0483-9	4 920,00		10

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - VARIATION DU PATRIMOINE (article R.1424-32 par renvoi de l'article R.3313-7 du CGCT) - ENTREES

IV

A6.1

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/2017	Durée d'amortissement en année (1)
30/05/2017	Lot de 20 fixation bouteille, 20 feux de gabarit, 20 lampe LED	2017-0575	3 375,55		5
21/07/2017	MODIFICATION DE 1 CCGC IMMAT BH238WZ	2017-0732	139 750,49		20
06/10/2017	ACQUISITION C4 PICASSO IMMAT EQ587YN	2017-0963	24 986,76		8
12/10/2017	EGROU ANTIVOL ET SUPPORT TELEPHONE POUR DUSTER EL048MQ	2017-0975	35,42		1
12/10/2017	FOURNITURES DE PIECES DETACHEES POUR DUSTER IMMAT EL048MQ	2017-0976	1 824,74		8
20/10/2017	VSAV-REMPLACEMENT PNEUS + JANTES	2017-1001	12 672,83		10
16/11/2017	PUPIRE VSAV IMMAT ER703ET	2017-1099	132,60		1
22/12/2017	40% AMENAGEMENT 3 VSU	2017-1183	68 976,00		14
22/11/2017	RECONDITIONNEMENT FPT 856CTS78	33448-1	24 934,10		20
31/03/2017	Confection et pose d'une bache savoyarde en toile PVC	5202-1	3 180,00		20
23/05/2017	Création d'un tiroir CESD 5505	5501-1	6 771,79		20
22/03/2017	AMENAGEMENT SUR LA CEMF	7503-1	24 982,28		20
04/04/2017	Dévidoir PS CCTM 4000 AQ639TG	2009-1-1618-1	1 737,58		10
30/01/2017	(2) Bacs ultrasons + accessoires - LOG MAT	2017-00148	6 437,33		10
27/01/2017	Kit goulotte évacuation pour le YAS3 - log mat	2017-0030	865,61		10
30/01/2017	(10) lampes coudées survivor - LOG MAT	2017-0031	2 821,22		10
27/01/2017	(3) Caisnes palette + couvercles - USD	2017-0052	1 108,80		10
01/02/2017	(4) Diabtes pliants - LOG MAT	2017-0037	624,00		5
27/01/2017	(26) Boîtes à outils + gants heavy + lunettes multifonction - RCCI	2017-0051	2 349,89		10
12/07/2017	(197) PAIRES DE BMU SAP/DIV (IVA bien n° 2017-0705)	2017005198	15 129,60		5
27/01/2017	(2) lasso renforcés 1,5M 4 positions avec poignée - SAN	2017-0052	610,60		10
27/01/2017	Seic diamand - USD	2017-0058	1 063,20		10
27/01/2017	Adaptateur AC + Adaptateur USB - USD	2017-0059	335,14		1
27/01/2017	Lot de capture reptiles - SAN	2017-0061	950,78		10
27/01/2017	(55) Casques F1 + rajouts écran facial dont 15 avec tamponographie - HAB	2017-0076	20 098,04		7
30/01/2017	(24) Casques de combat GALLET balistiques	2017-0100	18 363,74		7
26/01/2017	(24) Gilets pare-balle ODIN; (24) Gilets pare-balle anti-trauma et (48) Plaques céramique	2017-0107	19 224,00		5
27/01/2017	(7) TomTom Go 520 - LOG MAT	2017-0119	1 481,34		10
27/01/2017	Alimentation Elisée NBS2014	2017-0121	453,60		1
27/01/2017	208 DOSSARDS ARI PSS5000	2017-0125	102 833,95		10
30/01/2017	(6) Garrots pneumatiques autonomes pour urgence EMT	2017-0129	1 399,86		5
30/01/2017	(80) lecteurs de glycémie	2017-0130	1 055,00		5
03/02/2017	JANTES VSAV BARIATRIQUE DS465 WL (4)	2017-0134	419,57		1
27/01/2017	(35) Lances FDF	2017-0142	2 816,52		10
30/01/2017	(20) Feux magnétiques à led - LOG MAT	2017-0149	2 304,00		10
30/01/2017	(10) Feux d'éclairage de zone à led 24V - LOG MAT	2017-0150	1 404,00		10
30/01/2017	(30) Portoirs d'extraction	2017-0154	2 484,00		5

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - VARIATION DU PATRIMOINE (article R.1424-32 par renvoi de l'article R.3313-7 du CGCT) - ENTREES

IV
A6.1

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/2017	Durée d'amortissement en année (1)
01/02/2017	(10) GPS Tomtom Truckr 5000 - LOG MAT	2017-0156	3 238,20		10
03/02/2017	100 TUYAUX 45/10M	2017-0158	7 819,20		10
01/02/2017	(5) Galfes avec railonges - LOG MAT	2017-0164	1 269,06		5
03/02/2017	FOURNITURE MATERIEL GRIMP	2017-0168	2 169,49		10
06/02/2017	1 pantalons + 1 veste - SD	2017-0170	205,32		1
06/02/2017	(3) pantalons SD	2017-0171	327,24		1
06/02/2017	(6) Sacoques de sauvetage - LOG MAT	2017-0173	648,00		5
08/02/2017	(22) arcelles cervico (30) al. de jambe avec renfort (30) al. d'avant bras (30) at. brns	2017-0174-1	11 911,21		5
08/02/2017	Lot de 20 civières de relevage	2017-0174-2	4 895,32		5
28/02/2017	(9) PAIRES DE FEUX FIXES DE CALANDRE	2017-0195	1 641,60		10
28/02/2017	(10) RAMPES D'INTERIEUR	2017-0196	2 232,00		10
28/02/2017	2 CONSOLES/MODULE/HP/VLCG	2017-0197	1 166,40		10
09/02/2017	10 LIGNES GUIDE	2017-0198	1 475,22		5
16/02/2017	(15) CAMERAS THERMIQUES	2017-0201	56 700,00		5
13/02/2017	(2) MEGAPHONES	2017-0206	204,00		1
13/02/2017	(2) ENSEMBLES COMPLETS D'ACCROUPEMENT	2017-0207	3 408,00		10
13/02/2017	GRIMP-UN BRANCARD	2017-0208	2 460,00		10
15/02/2017	BOITIER DE TRANSMISSION POUR DSA	2017-0220	672,60		5
16/02/2017	2 CHARGEURS DE CAMERA FLIR K45	2017-0227	1 440,00		5
24/02/2017	(10) sacs d'oxygénothérapie bleu VSA V stratus	2017-0245	3 228,00		5
24/03/2017	(40) Sacs stratus	2017-0245-1	12 912,00		5
24/02/2017	(30) tensiometre manopeire	2017-0251	1 148,40		5
01/03/2017	(140) PAIRES DE GANTS DE PROTECTION	2017-0254	10 903,20		5
03/03/2017	(10) GYROPHARES FIXES	2017-0258	2 217,60		10
03/03/2017	(15) KITS DE BALISAGE	2017-0259	3 150,00		5
06/03/2017	10 FEUX DE ZONE	2017-0264	1 404,00		10
06/03/2017	8 RAMPES JUSTICE	2017-0265	26 922,24		10
06/03/2017	2 RAMPES VLCG	2017-0266	5 486,40		10
06/03/2017	UNE ECHELLE DE TOIT	2017-0267	700,80		10
06/03/2017	MATERIELS DIVERS	2017-0268	3 099,60		10
06/03/2017	ECHELLES P.A.F.A.R.I.	2017-0270	2 282,04		10
07/03/2017	(29) valise médicale vide orange de premier soin	2017-0272	1 401,62		5
08/03/2017	(5) BLOUSONS SOFTSHELL NOIRS	2017-0278	222,00		1
08/03/2017	(1) spirometre numérique Easy on PC	2017-0284	1 611,00		10
09/03/2017	RCOI-(26) TENUES	2017-0285	5 338,32		7
13/03/2017	(10) CASQUES F15X	2017-0300	3 683,28		7
17/03/2017	UN CASQUE ACIER/OFFICIER/GARDE DRAPEAU	2017-0314	363,00		1

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - VARIATION DU PATRIMOINE (article R.1424-32 par renvoi de l'article R.3313-7 du CGCT) - ENTREES

IV

A6.1

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/2017	Durée d'amortissement en année (1)
20/03/2017	(5) PAIRES DE BOTTES SAP/DIV	2017-0318	460,80		1
20/03/2017	(1) DETENDEUR XSTREAM SAL	2017-0319	357,24		1
20/03/2017	LECTEUR DOSIMETRE RAD	2017-0320	648,00		5
21/03/2017	(288) PAIRES DE GANTS DE PROTECTIONS	2017-0324	22 429,44		5
21/03/2017	DETECTEURS MULTIGAZ	2017-0327	41 417,23		10
21/03/2017	(1) Audiomètre ADL 20 avec casque Scanhoiser HDA300 + logiciel de formation et assistance vocale inc	2017-0329	1 860,00		10
22/03/2017	300 PAIRES DE BOTTES SHR	2017-0333	32 655,60		5
22/03/2017	30 GYROPHARES FIXES	2017-0334	6 652,80		10
22/03/2017	CHAISE PORTOIR VSAV CHA	2017-0336	1 650,36		10
24/03/2017	(3) Analyseurs HemoCue	2017-0348	3 564,00		10
24/03/2017	(275) INSERTS	2017-0350	17 813,40		7
27/03/2017	(30) Cardiopump	2017-0351	9 900,00		5
30/03/2017	MATERIELS DE DETECTION GAZ	2017-0368	12 113,14		5
03/04/2017	(14) gilets auto gonflants	2017-0376	1 204,06		5
06/04/2017	(1) tromponneuse d'intervention Stihl MS 460 RHD	2017-0381	2 001,46		10
06/04/2017	(20) Boitiers de multiplexage	2017-0382	5 160,00		5
06/04/2017	(20) Avertisseurs sonores (20) Haut-parleurs	2017-0383	9 936,00		10
28/06/2017	(3) VALISES D'ECLAIRAGE/VAS + VPL	2017-0385	3 132,00		10
11/04/2017	(110) CASQUES FL XF AVEC RAJOUR.ECRAN FACIAL ET OCULAIRE	2017-0407	42 478,85		7
19/04/2017	500 PAIRES DE BOTTES SAP/DIV	2017-0408	46 080,00		5
13/04/2017	(100) sacs de sports JSP	2017-0410	5 586,00		5
18/04/2017	1000 PAIRES DE BOTTES SAP/DIV	2017-0413	92 160,00		5
13/04/2017	(9) vestes de protection + (6) pantalons	2017-0414	4 723,00		7
14/04/2017	(570) inserts SP	2017-0431	36 922,32		7
14/04/2017	(4) compresseurs à piston CLC	2017-0433	2 929,10		5
25/04/2017	(400) TUYAUX 45/20M	2017-0447	45 988,90		10
25/04/2017	(4) CHARIOTS CONTENEUR 500 KG AVEC TOIT POUR LE TRANSPORT DE BOUTEILLES D'ARI	2017-0448	2 934,00		5
05/05/2017	(2) coffrets de plots lumineux	2017-0485	295,79		1
10/05/2017	Lot de 20 matras à dépression et 80 surcout pour poignées	2017-0494	9 172,50		5
15/05/2017	diabolo chariot ROLLAX	2017-0518	223,01		1
23/05/2017	(45) ADAPTATEURS ALIMENTATION CHARGEUR	2017-0543	5 106,00		5
24/05/2017	575 PAIRES DE BMU SAP/DIV	2017-0559	52 992,00		5
19/07/2017	(666) COQUES DE PROTECTION	2017-0587	118 512,58		7
19/07/2017	(101) COQUES DE PROTECTION	2017-0588	7 184,74		7
04/07/2017	(1196) pantalons	2017-0592	52 384,80		7
18/07/2017	(189) vestes FI	2017-0592-1	10 476,29		7
07/06/2017	(7) LANCES RIDEAU D'EAU	2017-0593	1 006,99		10

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - VARIATION DU PATRIMOINE (article R.1424-32 par renvoi de l'article R.3313-7 du CGCT) - ENTREES

IV
A6.1

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/2017	Durée d'amortissement en année (L)
09/06/2017	(45) CASQUES FI XF	2017-0610	16 574,77		7
09/06/2017	(291) MASQUES ARI	2017-0611	57 967,20		10
09/06/2017	(31) valises médicale orange vide	2017-0615	1 498,28		5
14/06/2017	(10) GPS	2017-0626	3 238,20		10
14/06/2017	feux magnétiques de travail	2017-0629	2 880,00		10
03/07/2017	signalisation lumineuse	2017-0673	27 770,40		10
04/07/2017	Planche de transfert biométrique	2017-0674	531,58		5
07/07/2017	SIGNALISATION LUMINEUSE	2017-0683	1 276,80		10
12/07/2017	TVA (197) PAIRES DE BMU SAP/DIV	2017-0705	3 025,92		5
12/07/2017	(791) PAIRES DE BMU SAP/DIV	2017-0706	72 898,56		5
20/07/2017	(15) GYROS COMBINES	2017-0727	9 914,40		10
21/07/2017	(1794) COQUES DE PROTECTION	2017-0730	127 617,98		7
24/07/2017	Trois sacs infirmier MATRIX	2017-0735	799,20		5
25/07/2017	20 GPS	2017-0737	6 476,40		10
27/07/2017	8 CASQUES XF PHOTOLUMINESCENT/GELD	2017-0747	2 391,17		7
27/07/2017	4 POLYMOUSSES	2017-0748	625,90		10
27/07/2017	MATERIELS POUR BRANCARD	2017-0749	11 539,80		10
01/08/2017	(8) ECRANS OCCULAIRES/GELD	2017-0758	277,38		1
01/08/2017	(500) PAIRES DE BMU INCENDIE	2017-0759	74 940,00		5
01/08/2017	(17) BMU SHR/OPERATEUR CODIS	2017-0760	1 850,48		5
01/08/2017	(650) PAIRES DE GANTS DE PROTECTION	2017-0763	50 622,00		5
08/08/2017	(10) CASQUES FI XF ORANGE/CAISSON	2017-0782	2 988,96		7
08/08/2017	(15) RAMPES D'INTERIEUR	2017-0783	3 348,00		10
16/08/2017	MATERIEL/RAD	2017-0806	4 992,00		10
03/10/2017	Aspirateur de mucosité	2017-0810	9 020,76		5
23/08/2017	SIGNALISATION LUMINEUSE	2017-0823	2 592,00		10
01/09/2017	MATERIELS EPUISEMENT	2017-0844	1 631,70		10
04/09/2017	Lot de 8 CO testeurs PUB	2017-0850	5 280,00		5
07/09/2017	LOTS DE SAUVETAGE AQUATIQUE	2017-0855	6 306,66		7
07/09/2017	MOTOPOMPE	2017-0856	1 355,81		10
07/09/2017	CYNO-PACK GPS	2017-0865	1 030,10		10
07/09/2017	Bot-de-2-Quastor	2017-0870	23 850,52		10
15/11/2017	Ensemble-Quastor-5000/SV: Extension garantie, mise en service et formation protection respiratoire	2017-0870-1	1 445,48		10
07/09/2017	(2) DEVIDOIRS MOBILES	2017-0872	2 699,83		10
11/09/2017	(30) PULVERISATEURS/LOT FEU DE CHEMINEE	2017-0879	1 541,16		10
12/09/2017	1 LIFEPACK 15 avec accessoires	2017-0883	20 441,33		10
13/09/2017	(10) ECHANGES-TELESCOPIQUES	2017-0886	2 525,40		10

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - VARIATION DU PATRIMOINE (article R.1424-32 par renvoi de l'article R.3313-7 du CGCT) - ENTREES

IV

A6.1

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/2017	Durée d'amortissement en année (1)
14/09/2017	CHARIOTS DECHETS MDH	2017-0891	284,09		5
15/09/2017	ECHELLE/CEMF SGL	2017-0899	101,09		1
21/09/2017	(32) CASQUES F2-XTREM	2017-0909	4 970,81		7
22/09/2017	(2) DEVIDOIRS MOBILES	2017-0913	2 699,83		10
22/09/2017	MATERIEL DE SAUVETAGE	2017-0915	2 288,70		5
27/09/2017	USD-OUTILLAGE	2017-0921	2 999,52		10
02/10/2017	(20) CASQUES F1 XF JAUNE	2017-0932	5 836,90		7
03/10/2017	2 RAMPES DE SIGNALISATION FPFL	2017-0938	3 967,20		10
03/10/2017	(160) PAIRES DE GANTS DE PROTECTION	2017-0945	12 460,80		5
06/10/2017	(8) ECHELLES A CROCHETS	2017-0958	2 325,12		10
17/10/2017	CYNO-UNE CAGE	2017-0990	236,00		1
19/10/2017	Lot de 50 soupapes à la demande / ARI	2017-0993	7 647,95		10
02/11/2017	(40) TUYAUX 70/40M	2017-1030	13 516,61		10
02/11/2017	CANONS	2017-1031	27 734,26		10
02/11/2017	(6) FEUX DE BALISAGE/VLCDG	2017-1033	1 231,20		10
06/11/2017	MATERIELS DIVERS SAL	2017-1038	17 027,69		10
06/11/2017	SACS DE TRANSPORT (essai)	2017-1042	425,82		1
09/11/2017	1 bouteille ARI 6L	2017-1054	227,71		1
09/11/2017	CHARGEUR LAMPE SURVIVOR	2017-1058	4 605,96		10
09/11/2017	SIGNALISATION LUMINEUSE	2017-1060	1 824,00		10
09/11/2017	PAIRE DE BMU SAP DIV (60)	2017-1061	5 529,60		5
15/11/2017	(1) dévidoir droit TS manivelle/blocage carroutement 90 ° AQQ639TG	2017-1080	1 364,64		10
15/11/2017	(4) TENTE GONFLABLE + ACCESSOIRES	2017-1081	33 591,17		10
15/11/2017	ECHELLES (5)	2017-1083	1 365,00		10
16/11/2017	APPAREIL PHOTO RCCI (1)	2017-1095	449,00		1
17/11/2017	(40) DETECTEURS CO	2017-1102	3 840,00		10
17/11/2017	RCCI-(26) TELEMETRES	2017-1107	4 352,40		5
27/11/2017	DEMI BARQUETTE FASTBOARD	2017-1143	1 680,00		10
28/11/2017	(3) BRUMISATEURS	2017-1148	3 119,40		10
29/11/2017	CHARIOT (5) SDIP	2017-1159	6 600,00		10
29/11/2017	COMBINAISON DE CAPTURE SAN	2017-1160	898,00		10
29/11/2017	BASES ROULANTES POUR SAC (50)	2017-1161	1 486,08		10
29/11/2017	SACS DE TRANSPORT (100)	2017-1164	10 815,36		10
30/11/2017	VESTES DE PROTECTION (391)+ PANTALONS (394)	2017-1171	238 241,11		5
30/11/2017	DETECTEURS HYDROCARBURES (2)	2017-1174	1 509,22		10
30/11/2017	n°2 Sacs vétérinaires	2017-1175	589,32		5
28/02/2017	2 CONSOLES/MODULE/HP/VLCG	207-0197	1 180,80		10

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - VARIATION DU PATRIMOINE (article R.1424-32 par renvoi de l'article R.3313-7 du CGCT) - ENTREES

IV

A6.1

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/2017	Durée d'amortissement en année (1)
30/01/2017	(2) transpalette manuels	2017-0131	609,84		5
03/02/2017	(1) Coffret de brosse (1) Kit nettoyage sièges injecteurs	2017-0166	273,60		1
08/02/2017	2/Crics pneumatiques	2017-0175	1 207,44		5
08/02/2017	Jeux d'extracteur d'injecteur	2017-0176	4 974,62		5
08/02/2017	1 lot d'outillage divers	2017-0177	222,84		1
08/02/2017	1 lot d'outillage divers	2017-0178	1 459,18		5
08/02/2017	1 lot d'outillage	2017-0179	1 077,38		5
08/02/2017	Lot d'outillage divers	2017-0180	1 720,34		5
08/02/2017	1 Lot outillage divers	2017-0181	2 753,40		5
08/03/2017	(1) pèse-colis porté 50kg acier informatique	2017-0271	169,50		1
03/04/2017	Jeu de 10 clés, modules mousse	2017-0370	1 137,46		5
03/04/2017	Module clés, lampe, servante, poignets, jeu douil	2017-0371	1 276,79		5
03/04/2017	Coffret cliquet, Module bougies et mousses, compositions douilles et de 21 outils, jeux embout ...	2017-0372	1 276,75		5
18/04/2017	Cardam, jeu de clés, clé à choc HT, jeu de 3 leviers, ensemble propreté, cisaille	2017-0434	953,33		5
18/01/2017	Jeux de douilles, GSR, bataric, modales clés, module mousse, composition frappe, pied à coulisse	2017-0435	1 324,62		5
15/05/2017	Cric dépanneur Hydro-pneumatique	2017-0509	2 064,43		5
15/05/2017	Outilage Pompe Chrono jet	2017-0510	179,99		1
09/06/2017	Servante JETM4 7 tiroirs	2017-0605	933,77		5
15/06/2017	Un plateau mousse	2017-0635	58,26		1
07/08/2017	Nettoyeur HP	2017-0777	2 429,40		5
07/09/2017	Lot de 2 repousses pistons	2017-0860	392,16		1
11/09/2017	CIREUSE	2017-0877	831,36		5
22/09/2017	UN TRANSPALETTE	2017-0914	331,74		1
31/10/2017	Caisse à outils	2017-1024	5 996,05		5
21/11/2017	Mère laser, tournevis FIE-PH coffret 8 pièces et outillage pour atelier DSI	2017-1104	770,20		5
26/01/2017	Servante 6 tiroirs=220 outils-DFS	2017-001	1 188,00		10
27/01/2017	(25) Compresseurs à pistons sur réservoir	2017-0029	16 842,60		10
26/01/2017	Outilage téléphonie réseau	2017-0089	2 373,36		10
03/11/2017	6 chariots 500 kg grillagé-DFO	2017-01028	4 617,00		10
13/11/2017	Servante d'acier-DFO	2017-01068	215,21		1
26/01/2017	Outilage pour atelier	2017-0112	1 998,23		10
09/02/2017	DEX-CISAILLE/A TUBE PVC	2017-0199	126,62		1
13/03/2017	CHARIOTS SDIP	2017-0299	13 058,46		10
17/03/2017	MAJERIELS NETTOYAGE ARI	2017-0315	3 218,66		10
05/04/2017	(5) Coffrets premium 338 et (1) Visseuse Bachdd BL 18V	2017-0377	1 420,93		10
07/04/2017	2-compresseurs mobiles	2017-0396	1 347,41		10
28/04/2017	chariot à 1 dossier grillagé-DFS	2017-0459	426,00		1

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - VARIATION DU PATRIMOINE (article R.1424-32 par renvoi de l'article R.3313-7 du CGCT) - ENTREES

IV

A6.1

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/2017	Durée d'amortissement en année (1)
05/05/2017	(4) Chariots dossier/ridelle	2017-0484	1 713,60		10
28/11/2017	(4) Chariots modulaire 2 dossiers 2 ridelles - DFO	2017-0967	2 017,20		10
08/11/2017	Banderoles RS 100 - DFO	2017-1047	4 740,00		10
26/01/2017	Matériel audio-DFO	2017-003	3 116,40		10
25/01/2017	Ensemble pupitre colonne - DFO	2017-0045	1 396,80		10
25/01/2017	Panneau clip'expo - DFO	2017-0046	2 125,44		10
25/01/2017	(3) Modules SP - PEPIIO	2017-0048	19 176,01		10
13/11/2017	Pupitre conférence DESK ITEC-DFO	2017-01070	14 268,00		10
14/11/2017	CT GYM-TIMER CROSS FIT-SQVS	2017-01075	234,00		1
15/02/2017	(8) Vidoprojecteurs pour DFO	2017-0183	6 285,24		10
20/02/2017	Micro HF-DFO	2017-0238	900,00		10
13/03/2017	5 Tableaux de conférence-DFO	2017-0295	478,32		1
14/04/2017	Ecran de projection, portable Oray - MLF	2017-0321-3	185,36		1
23/03/2017	Ecran de projection mural Oray + Vidéo projecteur Optoma X355 - EBA	2017-0345	642,72		10
28/03/2017	2 SONOS PORTABLE-SQVC	2017-0356	878,40		10
06/04/2017	(3) PAFARI	2017-0379	16 326,90		10
07/04/2017	Sport beeper V2 Cardioport - DQS	2017-0428	569,00		10
19/05/2017	Complément matériel aménagement salle VRS	2017-0544	328,80		1
19/05/2017	Fourniture d'une liaison VGA et HDMI via RJ45 en DTP - DFO	2017-0545	1 904,40		10
23/05/2017	Lot de 10 trones mannequins mini-anne - DFO	2017-0553	578,26		10
23/05/2017	VRS-CLICKSHARE DIRECTION	2017-0558	3 060,00		10
12/06/2017	(4) Tentes 3mx4,5m - (3) Tentes 2mx2m - DFO	2017-0600	6 823,44		10
27/06/2017	3 PAFARI-DFO	2017-0655	16 326,90		10
25/07/2017	appareil photo polaroid-MERE	2017-0739	79,00		1
28/07/2017	Fauteuil de massage-SQVS	2017-0752-2	4 180,00		10
14/08/2017	(3) MARPO - VLT ROPE TRAINER - SQVS	2017-0805	10 823,59		10
15/10/2017	60 DSA de formation LIFEPAK 100T - DFO	2017-0873	48 438,00		10
15/09/2017	Matériels de sports-SQVS	2017-0901	5 216,38		10
19/10/2017	18 Mannequins standard taille adulte - DFO	2017-0982	11 266,80		10
19/10/2017	9 vélos spring + ordinateur + 1 vélo elliptique-SQVS	2017-0983	21 639,36		10
17/4/1/2017	(10) Sono 200W EPS - DQS	2017-1100	2 712,00		10
24/11/2017	Paire de poteaux VB + fourreaux - DQS	2017-1157	703,20		10
28/11/2017	Appareil photo numérique	2017-1152	164,52		1
30/11/2017	(9) Ostoccat - DQS	2017-1178	5 878,22		10
26/01/2017	CLOTURES DU TERRAIN DELAISSE-A12 MLB	2017-0019	23 737,20		25
26/01/2017	REPRISE ASSAMISEMENT- POISSY	2017-0020	9 987,06		25
27/01/2017	CSC-REALISATION CANTINEAU	2017-0060	2 401,20		25

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - VARIATION DU PATRIMOINE (article R.1424-32 par renvoi de l'article R.3313-7 du CGCT) - ENTREES

IV
A6.1

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/2017	Durée d'amortissement en année (1)
26/01/2017	SECURISATION DU SITE SEZAC	2017-0092	2 558,40		25
17/02/2017	ZONE PARKING SEZAC-ECLAIRAGE	2017-0234	12 154,56		25
09/03/2017	PSY-TRAVAUX DE MODIFICATION POTEAU INCENDIE	2017-0286	4 067,63		25
10/05/2017	Terrain Sezacgard EP et EU	2017-0492	6 073,50		25
21/06/2017	SGL création portails	2017-0643	72 178,02		25
28/06/2017	TRAPPETravaux réflexion bateaux	2017-0660	24 398,52		25
01/08/2017	SGL-CREATION PORTILLON/PORTAILS	2017-0685	14 986,20		25
02/08/2017	LOGT VRS-CREATION PARKING SPECIFIQUE SALLES OPERATIONNELLES	2017-0716	114 091,32		25
12/10/2017	BON-TRAVAUX CHAMBRE DE COMPTAGE	2017-0973	24 604,80		25
12/10/2017	RAM-RENFORCEMENT RESEAU EU	2017-0974	21 799,26		25
19/10/2017	MLB-CREATION AIRE DE MANOEUVRE	2017-0996	14 980,20		25
03/07/2017	MAG toiture pédagogique	2017-0650	15 206,47		25
26/01/2017	Travaux peinture zone administrative - RAM	2016-0086	16 868,10		10
31/01/2017	FOURNITURE ET POSE DE 2 COFFRETS DE COMMANDE	2016-01217	3 530,08		15
31/01/2017	GGV-POSE D'UN ADOUCISSEUR	2016-01218	5 706,42		15
31/01/2017	VTL-POSE D'UN HYDRO INJECTEUR	2016-01219	925,49		15
25/01/2017	Travaux maçonnerie av St cloud - VRS	2017-0016	10 281,03		15
13/03/2017	VRS-TRAVAUX MACONNERIE	2017-0016-1	14 111,66		15
25/01/2017	VENTILLATION MOBILIER DU HUMIDITE-VIR	2017-0017	2 022,36		15
27/01/2017	VRS-TRAVAUX ELECTRICITE	2017-0018	9 096,85		15
26/01/2017	Travaux peinture chambre sanitaire féminin - ABL	2017-0022	3 495,60		10
26/01/2017	Travaux peinture hall et cage escalier - MPS	2017-0023	3 274,26		10
26/01/2017	Travaux de sol bureau EME - Situation n°2	2017-0024	1 791,72		10
26/01/2017	Travaux peinture et sol av St cloud - VRS	2017-0026	18 388,38		10
27/01/2017	Fourniture et pose d'une porte 2 vantaux - MPS	2017-0036	5 603,71		15
15/02/2017	SERRURE A CODE-CSC	2017-0038	1 298,40		15
15/02/2017	MOTEUR PORTAIL ENTREE-MAG	2017-0039	2 291,16		15
26/01/2017	Remplacement porte entrée-MPS	2017-004	3 996,11		15
15/02/2017	MISE AUX NORMES MARQUAGE SOL-MERE	2017-0041	2 099,76		15
15/02/2017	SECURISATION-CLV	2017-0042	17 866,09		15
02/03/2017	REMPLACEMENT DU PORTAIL SUITE A CHOC-MPS	2017-0043	14 994,96		15
27/01/2017	Fourniture et pose de 2 plafonds zone adm - RAM	2017-0064	7 315,92		15
25/01/2017	Fourniture et pose de structure à codes - CHE	2017-0066	957,77		15
26/01/2017	Fourniture et pose de signalétique tour-MLB	2017-007	1 980,00		15
27/01/2017	(3) Radiants - SEP	2017-0077	18 306,64		15
27/01/2017	Création bouclage - VIR	2017-0078	5 249,87		15
27/01/2017	CEANGEMENT PORTEREMISE-CHA	2017-0084	27 255,00		15

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - VARIATION DU PATRIMOINE (article R.1424-32 par renvoi de l'article R.3313-7 du CGCT) - ENTREES

IV

A6.1

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/2017	Durée d'amortissement en année (1)
26/01/2017	Création chauffage séchage EPI - RAM	2017-0085	3 848,21		15
27/01/2017	Pose VMC bureau Col - MAG	2017-0087	647,69		15
25/01/2017	REMISE EN ETAT DOUCHES-VR	2017-0090	3 498,42		15
25/01/2017	Travaux d'aménagement modulaire-BOI	2017-0094	5 311,86		15
25/01/2017	RENOVATION HALL ET CAGE D'ESCALIER-MFS	2017-0095	4 969,32		15
03/11/2017	Rénovation sanitaire 1er étage MLB	2017-01029	1 874,21		15
03/03/2017	AUB-REFECTION CUISINE TRAVAUX DE MACONNERIE ET MENUISERIE	2017-0123	45,22		1
25/01/2017	Création chambre sanitaire féminin - ABL - Situation n°2	2017-0127	6 000,00		15
26/01/2017	STORE POUR SALLE DE VEILLE-MERE	2017-0136	494,59		1
26/01/2017	Fourniture et pose faux-plafonds salle TV - RAM	2017-0137	2 127,07		10
26/01/2017	Création sol en lames - GGV	2017-0138	5 977,58		10
26/01/2017	Travaux peinture et sol hall entrée - Gpt Ouest	2017-0143	5 838,58		10
27/01/2017	Equipement sécurité porte - SGL	2017-0144	2 825,53		15
31/01/2017	Création de l'alimentation EFS depuis l'extéreur - CSC	2017-0155	3 835,61		15
01/02/2017	Travaux peinture gymnase - MLB	2017-0161	5 158,50		10
01/02/2017	Remplacement barrière suite choc - VRS	2017-0163	5 047,80		15
13/02/2017	CHA-DEPOSE ET-REPOSE FAUX PLAFONDS	2017-0210	4 925,66		15
13/02/2017	VRS-TRAVAUX FAUX PLAFONDS	2017-0211	24 334,18		15
16/02/2017	GYMNASE VRS-MISE AUX NORMES TECHNIQUES	2017-0226	1 509,42		15
16/02/2017	MFS-BATIERIE CLIM	2017-0229	1 554,65		15
16/02/2017	REMISE VRS-MOTEUR A DEBRAYAGE RAPIDE	2017-0230	2 255,95		15
17/02/2017	GGV-CREATION BOUCLAGE ECS	2017-0231	22 846,42		15
16/02/2017	Timer adoucisseur - BRE	2017-0232	1 573,96		15
16/02/2017	Timer adoucisseur - MLH	2017-0233	1 423,22		15
17/02/2017	Création emplacement parking-CTA COG	2017-0235	480,00		1
20/02/2017	DGED RENFORCEMENT DE LA DALLE BETON CSC	2017-0240	2,21		15
24/02/2017	Raccordement borne d'appel-ABL	2017-0249	829,49		15
07/03/2017	EDSP Y-MISE AUX NORMES ELECTRIQUES POSTE HTA	2017-0274	7 651,00		15
07/03/2017	MLB-MISE AUX NORMES ELECTRIQUES POSTE HTA	2017-0276	2 556,41		15
13/03/2017	PFL ET MLB-MISE AUX NORMES POSTES HT	2017-0296	2 148,54		15
29/05/2017	PFL ET MLB-MISE AUX NORMES POSTES HT	2017-0296-1	2 148,54		15
13/03/2017	CHA-RESEAU DEFS	2017-0298	1 386,00		15
17/03/2017	VRN-BLOC POMPE CHAUFFAGE	2017-0308	3 615,26		15
17/03/2017	STA-CAPTEURS CO	2017-0309	2 076,36		15
22/03/2017	REFECTION DU RESEAU EN ACIER GALVA CS CHATOU	2017-0335	39 530,89		15
22/03/2017	MAR-BALLON ECS	2017-0339	227,36		1
24/03/2017	MFS-CIRCULATION ETAGE ELECTRICITE	2017-0342	1 468,67		15

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - VARIATION DU PATRIMOINE (article R.1424-32 par renvoi de l'article R.3313-7 du CGCT) - ENTREES

IV

A6.1

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/2017	Durée d'amortissement en année (1)
24/03/2017	MPS-CIRCULATION ETAGE FAUX PLAFONDS	2017-0343	5 135,62		15
28/03/2017	installation d'un mât pour drapeau-GGV	2017-0346	1 431,60		15
24/03/2017	GGV-SUPPORT POUR POSE D'UN PYLONE	2017-0354	2 358,11		15
28/03/2017	Fourniture et pose d'un miroir-ABL	2017-0358	325,80		1
28/03/2017	MAG-RESTRUCTURATION CARRELAGE	2017-0359	14 659,92		15
03/04/2017	TRAVAUX DE PEINTURE 1er ETAGE CS MAUREPAS	2017-0374	2 818,80		10
06/04/2017	TRAVAUX RAVALEMENT : PEINTURE CS MAUREPAS	2017-0384	96 798,58		10
15/05/2017	MPS TRAVAUX RAVALEMENT : PEINTURE CS	2017-0384-1	72 598,93		10
02/06/2017	MPS-RAVALEMENT PEINTURE	2017-0384-2	55 731,55		10
18/10/2017	MPS-RAVALEMENT CS	2017-0384-3	16 867,38		10
07/04/2017	TVX DE MENUISERIE ET MACONNERIE CS MAULE SUR LE PLANCHER SALLE DE SPORT	2017-0395	4 699,80		15
11/04/2017	RACCORDEMENT DU PORTAIL A LA GYPSI BOX CS MONTIGNY	2017-0405	859,80		15
11/04/2017	SECURISATION DE 3 PORTES D'ENTREE CS MAISONS LAFFITE	2017-0406	5 227,20		15
14/04/2017	TRAVAUX FAUX-PLAFONDS GYMNASE MLB	2017-0415	13 789,51		15
14/04/2017	TRAVAUX PLOMBERIE CVC CUISINE REfectoire CS RAMBOUILLET	2017-0416	9 348,02		15
25/04/2017	Marquage au sol air de manoeuvre-MAG	2017-0441	2 148,00		15
25/04/2017	TRAVAUX DE MACONNERIE CIRCULATION ETAGE CS MAUREPAS	2017-0445	6 233,04		15
25/04/2017	ABL CREATION CHAMBRE SANITAIRE FEMININ PARTIE PLOMBERIE	2017-0446	7 070,68		15
10/05/2017	MERE mise en sécurité tour de manoeuvre	2017-0451	3 133,61		15
28/04/2017	VIR REMPLACEMENT PORTE REMISE	2017-0464	8 346,24		15
28/04/2017	MIS REMPLACEMENT PORTE REMISE	2017-0465	8 038,80		15
03/05/2017	MPS ravalement travaux complémentaires	2017-0474	10 500,00		10
03/05/2017	VRS CLOISON MOBILE SALLE REUNION	2017-0475	24 127,80		15
05/05/2017	ESS rénovation cuisine partie maçonnerie	2017-0486	3 576,00		15
10/05/2017	VRS ravalement pavillon	2017-0491	1 662,96		10
11/05/2017	FOURNITURE ET POSE D'UN MEUBLE DE CUISINE-VRS	2017-0499	2 412,60		15
11/05/2017	CREATION PORTE PATIO-VLY	2017-0501	1 775,40		15
16/05/2017	Rénovation éclairage chambre-StA	2017-0513	1 113,42		15
16/05/2017	Rénovation éclairage-Salle de sport-ESS	2017-0514	1 180,39		15
16/05/2017	Création commande feu tricolore-MAGNY	2017-0515	647,66		15
16/05/2017	Rénovation éclairage-StA	2017-0516	4 715,90		15
15/05/2017	MIB-Joint-de dilatation	2017-0520	11 974,11		15
09/06/2017	MLE-JOINT-DE-DILATATION	2017-0520-1	11 974,10		15
15/05/2017	VLY travaux de renforcement tour/manoeuvre	2017-0521	12 052,11		15
18/07/2017	VLY-TRAVAUX RENFORCEMENT TOUR MANOEUVRE	2017-0521-1	10 846,89		15
04/08/2017	VLY-TRAVAUX RENFORCEMENT TOUT MANOEUVRE	2017-0521-2	1 205,21		15
15/05/2017	RAM pose points d'ancrage tour	2017-0523	1 150,52		15

IV - ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN - VARIATION DU PATRIMOINE (article R.1424-32 par renvoi de l'article R.3313-7 du CGCT) - ENTREES

A6.1

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/2017	Durée d'amortissement en année (1)
15/05/2017	RAM circulation RDC	2017-0524	10 800,84		15
18/05/2017	RAM-RADIATEUR ACOVA	2017-0533	2 086,39		15
18/05/2017	RAM-RADIATEUR	2017-0534	1 683,50		15
18/05/2017	RAM-REMPLACEMENT DE 2 AEROTHERMES	2017-0535	18 124,26		15
18/05/2017	LMX-MITIGEUR	2017-0537	1 424,76		15
18/05/2017	VRS-CREATION D'UN POINT D'EAU CHAUFFERIE	2017-0538	1 098,72		15
18/05/2017	MLB-BOTIER ELECTRIQUE CHAUDIERE	2017-0539	1 173,19		15
18/05/2017	PSY-MOTEUR CHAUDIERE	2017-0540	2 254,91		15
18/05/2017	MPS-CIRCULATEUR ECS	2017-0541	1 664,88		15
18/05/2017	RAM-MITIGEURS	2017-0542	4 599,86		15
23/05/2017	LMX-BLOC PORTE Foyer	2017-0557	5 880,10		15
24/05/2017	MPS-DEPLACEMENT CAMERA	2017-0562	2 966,54		15
31/05/2017	SGL SALLE DE FORMATION-PEINTURE	2017-0581	6 745,26		10
01/06/2017	DD PA VILLON VRS-REMISE EN ETAT PEINTURE EXT FACADE TERRASSE ET GARAGE	2017-0584	3 351,55		10
07/06/2017	SGL-PLAFONDS SALLE FORMATION	2017-0594	17 633,06		15
08/06/2017	MAG-TRAITEMENT FISSURES EXT.	2017-0602	5 097,50		10
12/06/2017	Création local poubelle - MLB	2017-0603	2 319,84		15
12/06/2017	Remplacement porte couv - VRS	2017-0604	2 253,84		15
12/06/2017	Création voile pour vide sanitaire - SGL	2017-0606	2 364,00		15
09/06/2017	SGL-OPERATION CREATION BORNE AMPHITEC	2017-0612	4 967,74		15
09/06/2017	VRS-OPERATION DOUCHES PARTIE MACONNERIE	2017-0613	29 197,80		15
18/07/2017	VRS-OPERATION DOUCHES PARTIE MACONNERIE	2017-0613-1	23 358,24		15
07/09/2017	VRS-OPERATION DOUCHES PARTIE MACONNERIE	2017-0613-2	5 839,56		15
14/06/2017	SGL électricité salle de formation	2017-0628	16 004,05		15
14/06/2017	CHA douches carrelage	2017-0630	6 587,25		15
21/11/2017	TRAVAUX MACONNERIE DOUCHE CARRELAGE CHA	2017-0630-1	6 587,25		10
14/06/2017	RAM alimentation électrique extérieur	2017-0633	3 365,95		15
14/06/2017	RAM-STA-GAR-CSC-MAL asserv portes de remis	2017-0634	9 956,15		15
20/06/2017	Eclairage-SLG	2017-0638	775,15		15
21/06/2017	RAM circulation RDC	2017-0642	7 572,34		10
21/06/2017	BRE mise aux normes électriques	2017-0644	10 922,98		15
11/08/2017	BRE mise aux normes électriques	2017-0644-1	4 275,24		15
27/06/2017	Réalisation collecteur EP + poste air comprimé - SGL	2017-0648	2 005,08		15
26/06/2017	BOI modif installation SSI	2017-0649	1 209,84		15
03/07/2017	MAG réalisation toiture pédagogique	2017-0651	23 009,64		15
03/07/2017	MAG complément toiture pédagogique	2017-0652	7 668,88		15
28/06/2017	CLV disconnecteur	2017-0656	5 487,24		15

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - VARIATION DU PATRIMOINE (article R.1424-32 par renvoi de l'article R.3313-7 du CGCT) - ENTREES

IV

A6.1

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/2017	Durée d'amortissement en année (1)
28/06/2017	VRS peinture douches	2017-0657	2 344,98		10
30/06/2017	Création de signalisation-PLA	2017-0665	1 800,00		15
07/07/2017	Fourniture et pose de volets-ABL	2017-0670	1 636,11		15
03/07/2017	LMX climatisation chambres	2017-0671	32 729,36		15
03/07/2017	LM climatisation locaux mezzanine	2017-0672	28 763,56		15
07/07/2017	CHA-DOUCHES PEINTURE	2017-0681	836,04		10
07/07/2017	CHA-DOUCHES PLAFOND	2017-0682	627,36		15
10/07/2017	CHA-MISE AUX NORMES CS	2017-0689	4 292,04		15
10/07/2017	CHA-MOTEUR PORTAIL AVEC LOGIQUE DE COMMANDE INCORPORÉE	2017-0690	1 700,40		15
10/07/2017	AUB-MISE EN PLACE DIGICODE PORTES	2017-0691	1 033,68		15
11/07/2017	BON-MISE AU NORME CS	2017-0695	3 020,64		15
11/07/2017	MAR-BARRIERE LEVANTE	2017-0696	3 055,92		15
11/07/2017	VRS-ELECTRICITE DOUCHE	2017-0697	3 383,96		15
11/07/2017	HOI-REINFORCEMENT PORTE METALLIQUE	2017-0700	5 916,00		15
11/07/2017	CHA-DOUCHES ELECTRICITE	2017-0702	6 130,12		15
13/07/2017	VES-BORNE APPEL	2017-0709	7 236,46		15
13/07/2017	HOD-MAR-MTS/MISE EN SER VICE DES BORNES APPELS	2017-0710	2 488,46		15
24/07/2017	Création ootabus porte vestiaire-GGV	2017-0734	414,00		1
24/07/2017	VLY-AUTOMATE GROUPE ELECTROGENE	2017-0736	4 637,94		15
25/07/2017	Tracage sol remise-PLA	2017-0740	612,00		15
27/07/2017	LOGT SGL-OPERATION REMISE EN ETAT TRAVAUX DE PLOMBERIE	2017-0744	425,48		1
27/07/2017	LOGT SGL-OPERATION REMISE EN ETAT TRAVAUX DE PLOMBERIE	2017-0745	1 296,35		15
01/08/2017	LOGT SGL-OPERATION REMISE EN ETAT TRAVAUX PLOMBERIE	2017-0761	2 918,96		15
01/08/2017	CSH-OPERATION REMISE EN ETAT TRAVAUX PEINTURE	2017-0762	9 498,34		10
02/08/2017	MAG-PORTE REMISE	2017-0765	6 797,28		15
03/08/2017	BOI-MOTORISATION ET MISES EN SECURITE PORTES	2017-0770	17 765,33		15
22/09/2017	CSC-REINFORCEMENT DALLE BETON	2017-0774	12 006,98		15
07/08/2017	MPS-RAVALEMENT ELECTRICITE	2017-0776	9 267,46		15
08/08/2017	LOG SGL Mise aux normes électricité app 532	2017-0780	12 519,90		15
08/08/2017	LOG SGL Mise aux normes électricité app 511	2017-0781	4 160,67		15
01/08/2017	LOGT MLF APP 34221-OPERATION REMISE EN ETAT TRAVAUX PLOMBERIE	2017-0795	1 410,31		15
01/08/2017	LOGT MEF-APP 24222-OPERATION REMISE EN ETAT TRAVAUX PLOMBERIE	2017-0796	565,51		15
10/08/2017	LOGF-CSE/PAV3-OPERATION REMISE EN ETAT TRAVAUX PLOMBERIE	2017-0797	1 471,80		15
01/08/2017	LOGT CSH PAV 2-OPERATION REMISE EN ETAT TRAVAUX PLOMBERIE	2017-0798	1 314,83		15
18/08/2017	Revêtement sol couloir et chambres hommes - MLF	2017-0809	4 828,45		10
21/08/2017	J40E REGULATEUR CHAUFFAGE MAULE	2017-0812	1 921,07		15
21/08/2017	VRS J40D-Mise aux normes armoires etc chauffage	2017-0813	19 842,85		15

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - VARIATION DU PATRIMOINE (article R.1424-32 par renvoi de l'article R.313-7 du CGCT) - ENTREES

IV

A6.1

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/2017	Durée d'amortissement en année (1)
21/08/2017	COG EST. J40F AMELIORATION RESEAU CLDM	2017-0815	8 380,69		15
21/08/2017	VRS J40D MISE AUX NORMES ARRIVEE AIR NEUF	2017-0816	12 372,41		15
21/08/2017	ECS MLB J40E BOUCLAGE	2017-0817	3 995,24		15
21/08/2017	J40D MISE AUX NORMES CTA salle sport	2017-0818	13 467,97		15
21/08/2017	VRS J40D MISE AUX NORMES CTA	2017-0819	19 301,17		15
31/08/2017	J40G MATERIEL ELECTRIQUE STOCK DBA	2017-0831	595,44		15
07/09/2017	J40G DOUCHES CHATOU CPLT	2017-0861	938,46		15
07/09/2017	J40G DOUCHES CHATOU MACONNERIE	2017-0862	14 302,12		15
07/09/2017	J40 PLOMBERIE DOUCHE	2017-0864	26 129,45		15
07/09/2017	LOGT VRS-PRISES INFORMATIQUE/COURANT	2017-0866	1 405,50		15
07/09/2017	SERVINOX-ALIMENTATION ELECTRIQUE FORTE	2017-0868	1 234,79		15
05/10/2017	LOGT SGL-OPERATION MISE AUX NORMES ELECTRIQUES	2017-0887	8 598,84		15
13/09/2017	VLV HTS TRAVAUXCHAUFFAGE	2017-0890	5 126,42		15
14/09/2017	LOU DOUBLAGE POUR SUPPORT PYLONE	2017-0894	1 551,12		15
14/09/2017	MAG-REFECTION LOCAL OFS PARTIE MACONNERIE	2017-0895	13 113,03		15
20/11/2017	MAG-REFECTION 3T OFS PARTIE MACONNERIE	2017-0895-1	6 556,52		15
14/09/2017	Posse d'une cabine de douche - LOU	2017-0897	3 002,40		15
25/09/2017	SERVINOX 2-PORTE ALUMINIUM	2017-0916	5 182,76		15
25/09/2017	CHA-MISE AUX NORMES STATION CARBURANT	2017-0917	12 120,00		15
28/09/2017	CREATION DE POSTES DE TRAVAIL-AUB	2017-0923	903,73		15
02/10/2017	VRS-STORES VENITIENS	2017-0933	360,00		1
02/10/2017	MLB-MISE AUX NORMES TECHNIQUES STATION CARBURANT	2017-0934	585,52		15
02/10/2017	MLB-MISE AUX NORMES GE	2017-0937	3 498,22		15
03/10/2017	ACH-MISE AUX NORMES DISCONNECTEUR	2017-0943	6 639,48		15
05/10/2017	SGL-COLLECTEUR EU EN VIDE SANITAIRE	2017-0950	12 027,12		15
05/10/2017	DBA-VITRAGE BUREAU	2017-0952	1 919,04		15
05/10/2017	LOU-MISE AUX NORMES DES RESEAUX CHAUFFAGE	2017-0954	24 396,38		15
05/10/2017	SGL-AMELIORATION CHAUFFAGE	2017-0955	4 010,45		15
12/10/2017	Réaménagement poste de travail-EME	2017-0956	637,36		15
06/10/2017	HOD-LAVE BOTTE/PLONGE/ ET MAINS	2017-0960	14 626,02		15
06/10/2017	MAG-3T REFLECTION LOCAL OFS-CREATION POINT D'EAU	2017-0961	4 038,48		15
10/10/2017	Radiateur douche - MLB	2017-0964	652,37		15
10/10/2017	Rénovation sanitaire- MLB	2017-0965	2 524,02		15
13/10/2017	SPY-REFECTION DOUCHES HOMMES ELECTRICITE	2017-0979	1 966,25		15
16/10/2017	Rénovation sanitaire-MLB	2017-0981	1 341,90		10
20/10/2017	LOGT SGL-OPERATION REMISE EN ETAT TRAVAUX CLOISON	2017-1002	3 193,74		15
20/10/2017	VRS-TRAVAUX BUREAU ET ACCES RDC	2017-1003	1 021,86		15

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - VARIATION DU PATRIMOINE (article R.1424-32 par renvoi de l'article R.3313-7 du CGCT) - ENTREES

IV
A6.1

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/2017	Durée d'amortissement en année (1)
31/10/2017	LOGT VRS - AMPLI TV NORMES TECHNI	2017-1008	783,00		15
31/10/2017	PSY-REFECTION DOUCHES HOMMES	2017-1022	1 749,00		15
02/11/2017	LOGT MLF-OPERATION REMISE EN ETAT TRAVAUX DE PEINTURE	2017-1032	7 631,69		10
06/11/2017	TRAVAUX ELECTRICITE REFECTION DOUCHE MTS	2017-1039	666,34		15
08/11/2017	Chaudière électrique - MLF	2017-1043	3 008,52		15
08/11/2017	PLAFOND DOUCHE VRS	2017-1052	1 718,24		15
08/11/2017	TRAVAUX PEINTURE SUITE RENFORCEMENT VLY	2017-1053	3 124,68		10
09/11/2017	PLAFONDS SALLE TV FOYER LMX	2017-1057	6 831,30		15
15/11/2017	GRILLE VENTILATION HOD	2017-1082	850,18		15
15/11/2017	TRAVAUX FENETRES STA	2017-1084	9 249,71		15
15/11/2017	MAL-3T REFECTION DE LA CUISINE PLAFONDS	2017-1085	2 899,15		15
15/11/2017	MTS-PLAN 3T REFECTION DOUCHES HOMMES PEINTURE	2017-1086	679,06		10
15/11/2017	MAG-JOINTS FENETRES CHAMBRE	2017-1088	818,94		15
15/11/2017	MTS-PLAN 3T REFECTION DOUCHES HOMMES PLOMBERIE	2017-1089	5 004,70		15
15/11/2017	MAG-PLAN 3T AMENAGEMENT FOYER MACONNERIE	2017-1090	14 470,20		15
15/11/2017	MAL-3T REFECTION DE LA CUISINE CARRELAGE	2017-1091	10 901,46		15
15/11/2017	LMX-PLAN 3T RENOV SALLE TV/FOYER MENUISERIE	2017-1092	10 245,11		15
16/11/2017	TRAVAUX PEINTURE APP 34221 MLF	2017-1094	7 727,72		10
20/11/2017	Création chauffage: chambre - MLB	2017-1101	932,62		15
17/11/2017	MAL-3T REFECTION DE LA CUISINE ELECTRICITE	2017-1108	5 235,12		15
24/11/2017	Peinture vestiaires - VLY	2017-1112	3 024,96		10
20/11/2017	MTS-DOUCHES HOMMES CARRELAGE	2017-1113	15 224,04		15
21/11/2017	RAM-MISE AUX NORMES CABLE ALIMENTATION	2017-1116	3 605,29		15
21/11/2017	MISE AU NORMES TECHNIQUES STATION CARBURANT MLB	2017-1117	16 783,20		15
21/11/2017	MPS-SIGNALÉTIQUE OPERATION RA VALEMENT	2017-1118	1 608,00		15
21/11/2017	MISE AU NORME CTA 3 PSY	2017-1121	23 316,84		15
21/11/2017	MISE AU NORME CTA 4 PSY	2017-1122	30 283,20		15
21/11/2017	STA-ROBINETS RADIATEURS REGLABLES	2017-1123	6 063,42		15
21/11/2017	AUB-ROBINETS RADIATEURS REGLABLES	2017-1124	5 801,96		15
21/11/2017	CHA-(2) AEROTHERMES	2017-1125	9 755,02		15
21/11/2017	VLY-ROBINETS RADIATEURS REGLABLES	2017-1126	6 455,60		15
21/11/2017	SOE-AEROTHERMES	2017-1127	5 597,75		15
22/11/2017	TRAVAUX DE PLOMBERIE SALLE TV FOYER LMX	2017-1128	5 852,10		15
22/11/2017	VRS-MISE EN SECURITE ET NORMES ASCENSEURS	2017-1129	3 777,00		15
27/12/2017	SORTIE TOITURE MAL	2017-1136	2 310,00		15
28/11/2017	DGD-MLE/RENOVATION EXTENSION ELECTRICITE	2017-1157	80,54		15
29/11/2017	TRAVAUX ELECTRICITE RENOVATION SALLE TV LMX	2017-1162	11 170,64		15

IV - ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN - VARIATION DU PATRIMOINE (article R.1424-32 par renvoi de l'article R.3313-7 du CGCT) - ENTREES

A6.1

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/2017	Durée d'amortissement en année (1)
29/11/2017	TRAVAUX ELECTRICITE REFECTON LOCAL OFS MAG	2017-1165	1 405,55		15
29/11/2017	TRAVAUX ELECTRICITE MISE AUX NORMES TECHNIQUE POUR INSTALLATION VIGIK	2017-1166	6 746,96		15
30/11/2017	CREATION SORTIE TOIT AUB	2017-1173	1 320,00		15
26/01/2017	(2) Fauteuils club - BON	2016-00899-4	428,65		1
25/01/2017	Tableau triptyque - SPO	2016-0832-1	386,81		1
25/01/2017	Tableau blanc 100*200 - OBA	2017-0008	149,50		1
25/01/2017	Lave vaisselle Whirlpool - LOU	2017-0010	649,00		10
25/01/2017	Cafetière Philips Senseo - LDM	2017-0011	79,90		1
25/01/2017	Porte douche pivotants - SLG	2017-0047	99,00		1
26/01/2017	STORE OCCULTANT-SLG	2017-0005	158,00		1
27/01/2017	(17) Stores vénitiens + tiges et embouts - EDSPY	2017-0053	2 049,60		10
26/01/2017	7 TABLES 160*80-MLB	2017-0006	862,63		10
27/01/2017	(3) banquettes 2 pl - (2) chauffeuses Yola - DPR	2017-0074	1 600,02		10
27/01/2017	(6) lave-linge 8kg Candy + (6) sèche-linge Candy	2017-0075	4 474,15		10
30/10/2017	4 fauteuil noir salle de repos-MTS	2017-01013	799,60		10
31/10/2017	3 VESTIAIRES BANC VRN	2017-01026	846,62		10
13/11/2017	3 vestiaires 4 colonnes 2 casiers-MPS	2017-01064	1 743,38		10
13/11/2017	REFRIGERATEUR 1 PORTE 300 L CANDY-BOI	2017-01069	409,30		1
13/11/2017	10 BUTEES DE PARKING-VLY	2017-01071	604,68		10
14/11/2017	2 FAUTEUILS NOIRS-MTS	2017-01072	399,80		1
25/01/2017	(2) tables - (8) chaises - Buffet 3 portes collection Zen - Bar à café SOLIDOR - EMGO	2017-0117	1 424,35		10
30/01/2017	(3) chariots conteneur grillagé avec toit	2017-0128	2 160,00		10
30/01/2017	(1) armoire avec 4 tiroirs (1) armoire d'atelier avec 8 tiroirs (2) kits plastiques	2017-0132	3 323,40		10
30/01/2017	(1) Soudreuse sealmaster ritagnata (1) tendeur pour feuillard	2017-0133	2 875,38		10
26/01/2017	REFRIGERATEUR-BOI	2017-0135	456,20		1
30/01/2017	(1) poste à souder	2017-0145	3 994,86		10
30/01/2017	Ballon eau 100L Atlantic - STA	2017-0148	205,36		1
16/02/2017	Mobilier d'aménagement - VRS	2017-0159-2	3 452,82		10
09/02/2017	(3) Armoires JURA (1) armoire grande capacité	2017-0167	2 687,81		10
07/02/2017	Signalétique entrée bat. PTT	2017-0187	516,00		10
10/02/2017	Four multi fonctions vapor clean Classica - VRS	2017-0192	1 659,60		10
16/02/2017	Plaque induction-MAG	2017-0225	444,00		1
17/02/2017	FOUR-MLB	2017-0236	2 326,32		10
24/02/2017	ETAGERES-DBA	2017-0246	344,30		1
07/03/2017	(14) BANCS PLANTS ZANGFPO	2017-0247	857,46		10
24/02/2017	FOUR MICRO-ONDES MULTIFONCTION CANDY 25L saif	2017-0248	156,80		1
06/03/2017	STORES EM SGL	2017-0262	9 585,60		10

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - VARIATION DU PATRIMOINE (article R.1424-32 par renvoi de l'article R.3313-7 du CGCT) - ENTREES

IV

A6.1

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/2017	Durée d'amortissement en année (1)
09/03/2017	Four à micro ondes -MAG	2017-0262(2)	156,80		1
23/03/2017	(4) Matelas 90*200 - (4) Armoires 1 porte Nyxos - Four à micro-ondes Candy - Ecran projection mural	2017-0262-2	2 233,28		10
07/03/2017	Coffre haut/Chaudière	2017-0273	688,00		10
08/03/2017	LANTERNEAU CSC	2017-0282	1 178,40		10
09/03/2017	Enrouleur tuyau air comprimé MAG	2017-0287(2)	258,00		1
10/03/2017	Four à micro ondes - ESS	2017-0291	156,80		1
16/03/2017	Electromenager et mobilier VRN	2017-0292-2	1 406,22		10
10/03/2017	Lampe de chevet -Matelas à ressorts 90*200 + chevet tiroir Yun -MAG	2017-0293	319,12		1
13/03/2017	Cafetière DPO	2017-0294	79,99		1
13/03/2017	(5) LA VE-LINGE +(5) SECHE-LINGE	2017-0297	3 728,46		10
14/03/2017	Four encastrable CANDY-MTS	2017-0302-1	329,50		10
22/03/2017	Hotte + (6) vestiaires de secours - LOU	2017-0322-1	1 181,42		10
29/03/2017	(8) Matelas Energy 90*200 - LMX	2017-0323-1	719,50		10
21/03/2017	CODIS-3 VESTIAIRES	2017-0331	1 328,74		10
22/03/2017	(10) Fauteuils Eagle - MAG/LMX	2017-0338	2 998,99		10
23/03/2017	Réfrigérateur Américain Daewoo - ABL	2017-0344	760,00		10
24/03/2017	15 Fauteuils de travail Concorde noir Salles Opérationnelles	2017-0349	29 807,28		10
28/03/2017	TELEVISION LCD SAMSUNG-MAR	2017-0557	599,00		10
28/03/2017	HOT-SIGNALTIQUE	2017-0362	3 588,00		10
28/03/2017	MLB-RAYONNAGES ARCHIVAGE	2017-0363	941,70		10
07/04/2017	(4) matelas 90*200 - VIL	2017-0367-1	425,81		1
21/04/2017	Four à micro-ondes 23L Samsung + (9) Matelas 90*190 - VIR	2017-0386	911,04		10
07/04/2017	(4) Tabourets Zen + embouts - OFS	2017-0387	236,48		1
26/04/2017	(2) Vestiaires - VLY	2017-0388-2	288,44		1
07/04/2017	Téléviseur LCD/PHILIPS - COG EST	2017-0390	699,00		10
07/04/2017	LE MESSIL-BALLON ECS	2017-0399	563,39		10
13/04/2017	FOURNITURE ET POSE D'EXTINCTEURS CS-VESINET	2017-0411	2 968,48		10
14/04/2017	Table induction multizone SIM571B - VRS	2017-0421	1 294,16		10
20/04/2017	Ventilateur + congélateur - BON	2017-0425-2	698,20		10
14/04/2017	(10) Armoires 2 portes Nyxos - CHA	2017-0426	4 570,70		10
11/05/2017	(1) Vitrine int. Pte coulissante + (2) vitrines mural pte battante+ congélateur+Armoire-PLA	2017-0437-2	807,90		10
20/04/2017	(2) Tabourets-muraux blanc 100*120 - OSM	2017-0438-1	209,93		1
21/04/2017	Table-déjeunaison Bostich- ESS	2017-0440	299,00		1
24/04/2017	(8) Matelas - (10) Vestiaires - MAR	2017-0442	3 281,14		10
26/04/2017	Réfrigérateur 1 porte 331L/Candy + Vestiaire 3 col - MAL	2017-0443-1	861,52		10
02/05/2017	Fauteuil-matelas-sèches mains+vitrine-panneau d'affichage-HOD	2017-0468-1	2 568,03		10
03/05/2017	MERE étagère	2017-0472	282,60		1

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - VARIATION DU PATRIMOINE (article R.1424-32 par renvoi de l'article R.3313-7 du CGCT) - ENTREES

IV

A6.1

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/2017	Durée d'amortissement en année (1)
03/05/2017	VRS armoires gastronomie	2017-0473	5 064,00		10
03/05/2017	Mobilier restauration et rangement Le Vésinet	2017-0476-1	11 294,38		10
04/05/2017	Support mural LMX	2017-0481	89,99		1
09/05/2017	Mitigeurs douches et lavabos Chatou	2017-0489	1 944,72		10
11/05/2017	VESTIAIRE-SEP	2017-0500	405,32		1
11/05/2017	Rayonnage semi-tourds Prorack + Rayonnage paroi simple - VLY	2017-0502	696,77		10
11/05/2017	Table de cuisson vitro céramique FAURE - BRE	2017-0503	474,00		1
12/05/2017	4 MATELAS 90*200-VRN	2017-0508	468,44		1
19/05/2017	Machine à café Philips - GGV	2017-0528	99,99		1
23/05/2017	(6) Vestiaires feu - CHE	2017-0551	1 107,30		10
31/05/2017	Vestiaire 1 col - BRE	2017-0564	190,12		1
29/05/2017	Lave vaisselle Brandt 13 couverts - CHE	2017-0565	358,60		1
29/05/2017	Porte de douche Sun pivotante AE 90 - ABL	2017-0570	451,80		1
29/05/2017	(10) Matelas à ressorts 90*200 - CHA	2017-0571	1 171,10		10
30/05/2017	Vestiaire 3 colonnes 2 casiers-AUB	2017-0577	409,88		1
31/05/2017	Lave vaisselle semi-pro LP364X - CLV	2017-0579	2 202,00		10
31/05/2017	(5) SECHE LINGE	2017-0580	1 810,98		10
01/06/2017	2 tables de cuisines-ESS	2017-0582	249,58		1
01/06/2017	Fantuil de bureau JUMP-LTM	2017-0583	214,49		1
02/06/2017	Tablette métallique-VLY	2017-0590	154,34		10
02/06/2017	Armoire de rangement 2 colonnes-ESS	2017-0591	194,72		1
08/06/2017	MTS-SIGNALÉTIQUE	2017-0596	1 488,00		10
08/06/2017	LIM-SIGNALÉTIQUE	2017-0597	1 488,00		10
12/06/2017	Armoire 3 colonnes 90 tiroirs - AUB	2017-0598	1 234,25		10
27/06/2017	Televiseur LED - BON	2017-0599	579,00		10
12/06/2017	(2) Vestiaires 1 col - BRE	2017-0607	332,11		1
14/06/2017	(6) Vestiaires feu - MLB	2017-0623	1 869,42		10
14/06/2017	MLB (5) lave-linge	2017-0627	1 917,48		10
14/06/2017	Lave vaisselle siemens SN26W01 - SCL	2017-0632	649,00		10
27/06/2017	(2) Bureaux droits +bras écran-séparation - 1 armoire 3 tablettes	2017-0645	1 487,24		10
29/06/2017	LAVE VAISSELLE BRANDT 13 COUVERTS-EME	2017-0662	358,60		1
11/07/2017	Meuble de rangement bas inox-AUB	2017-0693	1 218,01		10
11/07/2017	MATELAS + HOUSSES DE MATELAS-BOI	2017-0694	844,29		1
11/07/2017	PARKING SEZAC-SIGNALÉTIQUE BUREAU VOLONTARIAT	2017-0698	1 440,00		10
17/07/2017	vestiaire sur banc-VRN	2017-0712	282,20		1
17/07/2017	Ratelier pour 6 vélos-MERE	2017-0713	355,73		1
18/07/2017	2 tonnelles-MAG	2017-0717	698,00		10

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - VARIATION DU PATRIMOINE (article R.1424-32 par renvoi de l'article R.3313-7 du CGCT) - ENTREES

IV
A6.1

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/2017	Durée d'amortissement en année (1)
18/07/2017	Création monument aux morts-BON	2017-0718	2 116,80		10
19/07/2017	6 VESTIAIRES DE FEU-BOI	2017-0719	1 107,30		10
19/07/2017	PARE DOUCHE-ABL	2017-0720	236,70		1
19/07/2017	CAFETIERE SENSEO-EMGO	2017-0721	80,97		1
24/07/2017	Téléviseur THOMSON LED/LCD-SPO	2017-0731	549,00		10
27/07/2017	5 LOTS DE 4 CHAISES-MLB	2017-0742	1 063,26		10
27/07/2017	PFL-EQUIPEMENT COMPL POUR CLIMATISEURS MOBILIES	2017-0746	1 956,83		10
28/07/2017	RIDEAUX OCCULTANTS-GGV	2017-0751	234,19		1
28/07/2017	Meuble sous vasque-LIM	2017-0752-1	414,00		1
02/08/2017	Cafetière	2017-0766	399,00		1
03/08/2017	COG OUEST-MATERIEL ELECTRIQUE	2017-0772	251,62		1
03/08/2017	PLA-MATERIELS ELECTRIQUES	2017-0773	257,65		10
08/08/2017	SGL-BALLON ECS	2017-0784	681,67		10
08/08/2017	MAR-REMPLACEMENT COLONNES DOUCHE	2017-0785	308,71		1
05/09/2017	DDS- TABLE BATZ PIN NATUREL	2017-0787	310,52		1
10/08/2017	(6) armoires mi-penderie mi-litgerie - MLH	2017-0793	1 439,53		10
10/08/2017	Lave vaisselle 13 couverts BRANDT - RAM	2017-0794	558,60		1
10/08/2017	Table de réunion - COG SUD	2017-0799	405,37		1
18/08/2017	(4) Fauteuils Eagle relax - SEP	2017-0808	1 199,60		10
18/08/2017	ACHAT DE 2 PLENUMS CLIM MOBILE	2017-0811	604,80		10
21/08/2017	Lave vaisselle INDESIT DFF28B16 - AUB	2017-0821	305,00		1
23/08/2017	Friteuse - BON	2017-0824	69,99		1
23/08/2017	(2) Fauteuils - EMGO	2017-0825	161,98		1
23/08/2017	Sèche-mains Scell'air - ACH	2017-0826	591,92		10
31/08/2017	J41 MATERIEL ELECTRIQUE STOCK DBA	2017-0828	591,36		10
31/08/2017	LMX J41 PROJECTEURS LED	2017-0832	3 731,78		10
31/08/2017	VIL J41 PROJECTEURS LED	2017-0833	1 599,34		10
31/08/2017	MLB J41 DISJONCTEURS	2017-0834	414,76		10
31/08/2017	MLH J41 LAMPES LED	2017-0835	2 269,08		10
31/08/2017	MLB SSSM J41 MATERIEL ELECTRIQUE	2017-0836	1 194,84		10
04/09/2017	Panneaux-muraux en polystyrène DPO	2017-0847	570,00		10
06/09/2017	Réfrigérateur-EssentielB-ERM- VLY	2017-0849	169,00		1
06/09/2017	Matelas 90x200 - VRS	2017-0851	87,37		1
06/09/2017	Lave vaisselle 13 couverts Brandt - MLF	2017-0857	358,60		1
06/09/2017	Lave vaisselle 13 couverts Brandt - CSH	2017-0858	358,60		1
07/09/2017	MATERIELS ELECTRIQUES VIL	2017-0863	424,01		1
12/09/2017	LAVE LINGE (2) SECHE LINGE (5)	2017-0881	2 601,97		10

IV - ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN - VARIATION DU PATRIMOINE (article R.1424-32 par renvoi de l'article R.3313-7 du CGCT) - ENTREES

A6.1

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/2017	Durée d'amortissement en année (1)
17/11/2017	Vestiaire 2 colonnes - MES	2017-0884	470,02		1
13/09/2017	HOI J41 AMPOULES LED	2017-0889	3 403,62		10
19/09/2017	Cafetière KRUPS - EMÉ	2017-0904	89,00		1
19/09/2017	(1) REFRIGERATEUR FAURE ET (1) CONGELATEUR LISTO	2017-0906	428,00		1
21/09/2017	REGROUP SALLE OP MOBILIER ARCHIVAGES DOP/DPS	2017-0910	682,20		10
15/11/2017	CODIS VRS-REGROUP SALLE OP MOBILIER ARCHIVAGES DOP/DPS	2017-0910-1	862,98		10
25/09/2017	micro ondes samsung-LIM	2017-0912	122,70		1
28/09/2017	RAYONNAGE-OPS	2017-0924	3 906,00		10
28/09/2017	REFRIGERATEUR SQVS	2017-0925	195,80		1
02/10/2017	(8) tables de restauration CS Rambouillet	2017-0927	883,99		10
02/10/2017	Four à micro ondes 23L Samsung CS Magneanville	2017-0930	122,70		1
02/10/2017	(1) Support mural TV COG Est	2017-0931	79,99		1
03/10/2017	DETECTEUR DE PRESENCE MAGASIN ANTHENA	2017-0939	185,70		1
03/10/2017	J41 MATERIEL ELECTRIQUE STOCK DBA	2017-0940	5 125,02		10
05/10/2017	MER-SIGNALÉTIQUE	2017-0947	1 512,00		10
06/10/2017	Mobilier salles opératoires	2017-0957-2	141,14		1
10/10/2017	MOBILIER DE CUISINE BOI	2017-0966	304,00		1
10/10/2017	STOCK MAGASIN-DISJONCTEUR	2017-0968	1 255,82		10
10/10/2017	MAG-BALLON ECS	2017-0969	265,31		1
16/10/2017	Vestiaire banc + tablette porte sac rouge	2017-0985	855,86		1
16/10/2017	Lave vaisselle CANDY - MLB	2017-0986	354,30		1
17/10/2017	Armoire réfrigérés-MLB	2017-0987	3 000,00		10
23/10/2017	(3) Vestiaires de feu - SLG	2017-1005	735,30		10
25/10/2017	Micro-onde - MAL	2017-1006	122,70		1
27/10/2017	(2) vestiaires 2 colonnes - ABL	2017-1010	623,14		10
31/10/2017	MAR-FOURNITURES PLOMBERIE	2017-1023	308,71		1
08/11/2017	(2) Matelas 90*190 - MLF	2017-1045	158,45		1
08/11/2017	Refrigerateur table top 109L Candy - DFO	2017-1046	197,60		1
08/11/2017	(2) Armoires gastronomie positive - MLH	2017-1048	3 600,00		10
08/11/2017	EXTRACTEUR SGL	2017-1050	79,68		1
10/11/2017	Lave vaisselle BOSCH - ABL	2017-1062	449,00		1
17/11/2017	Micro-onde Samsung - PLA	2017-1063	122,70		1
10/11/2017	Armoire 3 col. - CHE	2017-1065	893,83		10
15/11/2017	CENTRES DIVERS-FOURNITURE PLOMBERIE	2017-1087	2 542,90		10
16/11/2017	CAFETIERE MAGIMIX M4000 (1) + CAFETIERE ISOTHERME PH	2017-1096	521,94		10
23/11/2017	RADIATEUR ELECTRIQUE FIXE KENYA 3 H BLC DDVRS	2017-1135	367,27		1
24/11/2017	Soie banc lames vestiaire 3 col. - DFO	2017-1140	164,64		1

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - VARIATION DU PATRIMOINE (article R.1424-32 par renvoi de l'article R.3313-7 du CGCT) - ENTREES

IV

A6.1

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/2017	Durée d'amortissement en année (1)
28/11/2017	Vestiaire 3 colonnes - DFO	2017-1156	416,86		1
29/11/2017	LAVE LINGE CANDY 8KG (5) + SECHIE LINGE CANDY 8KG (5)	2017-1163	3 748,50		10
29/11/2017	Congélateur Prolinc - SGL	2017-1167	189,00		1
29/11/2017	LUMINAIRES SYLMASTER W PL 235 (2) MLH	2017-1168	279,48		1
29/11/2017	(5) Tables de chevet tiroir - ABL	2017-1169	411,48		1
30/11/2017	SIGNALÉTIQUE 56 AV ST CLOUD / VRS	2017-1172	5 406,00		10
30/03/2017	Lit d'appoint 80*190 + Housse - MLF	2017-321-2	592,72		10
30/01/2017	(5) Imprimantes Matricielle EPSON LX-350	2017-0101	978,00		7
26/01/2017	(3500) Cartes de contrôle d'accès pour le personnel	2017-0111	6 594,00		7
30/01/2017	(1) Boîtier filtrage OLFFEO-Box modèle 7000R2-1	2017-0140	3 026,40		7
01/02/2017	(15) Bornes Wifi	2017-0153	7 797,60		7
17/02/2017	(13) PC portables Probook 650 G2 15,6" et accessoires	2017-0193	17 374,78		7
13/02/2017	(3) Serveurs HP DL380	2017-0202	40 277,46		7
13/02/2017	(4) Alimentations pour baie MSA CODIS	2017-0203	480,00		1
17/02/2017	(10) Stations de travail LENOVO P710	2017-0216	20 334,32		7
22/02/2017	(2) Douchelettes powerscan D9500	2017-0241	871,20		7
03/03/2017	(5) Portes vitrées pour baie GIPSI BOX	2017-0256	843,00		7
14/03/2017	(1) Pince à sortir, (2) Wrappeur Fil 6/10 et (2) Dévrappeur Fil 4-8/10	2017-0289	359,23		1
10/03/2017	(6) Prises électrique baie DELL 16A	2017-0290	1 071,60		7
14/03/2017	(1) Concentrateur VPN Cisco	2017-0303	5 075,11		7
17/03/2017	(37) PC portable	2017-0311	44 496,22		7
14/04/2017	(1) logiciel Firewall de sécurité	2017-0427	9 521,39		7
09/05/2017	Remplacement d'une partie des équipements CISCO Catalyst 3850	2017-0478	49 827,47		7
09/05/2017	Fourniture d'une solution WAN Cisco	2017-0479	154 808,90		7
04/05/2017	Connectique PDU PN TRV3 DELL	2017-0480	380,40		1
26/06/2017	(3) Disques durs externes 2.5"	2017-0636	315,76		1
05/07/2017	(5) Bornes WIFI	2017-0678	3 476,04		7
31/07/2017	(20) Ecrans plats LG 24 pouces	2017-0755	3 689,75		7
31/07/2017	(1) Tablette tactile pour projet tablettes VSR : Galaxy Tab A (2016)" et (1) Samsung Book Cover	2017-0757	288,00		1
11/08/2017	(1) Tablette Samsung Galaxy Active 8" et (1) Tablette Lenevo A10-30 - 10,1"	2017-0788	633,37		7
11/08/2017	(1) Imprimante HP Laserjet Enterprise M506DN	2017-0789	517,50		7
18/08/2017	(4)-Imprimante GX420D Nomencl. : LB.32/18.641 marque ZEBRA	2017-0803	330,10		1
22/08/2017	(3) Imprimantes HP Laserjet-M506dn pour les COG	2017-0822	226,03		1
23/10/2017	(4) Serveurs et stockage-informatique Trappes	2017-1004	200 032,96		7
29/11/2017	Tranche de compétences solution de sauvegarde	2017-1004-1	1 122,12		7
29/11/2017	Présentation d'intégration du matériel informatique	2017-1004-2	57 711,26		7
25/10/2017	(2) iPad Apple Pro 15" 256 GB et accessoires	2017-1009	2 293,46		7

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - VARIATION DU PATRIMOINE (article R.1424-32 par renvoi de l'article R.3313-7 du CGCT) - ENTREES

IV
A6.1

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/2017	Durée d'amortissement en année (1)
03/11/2017	(4) Serveur et stockage informatique VRS Domaine Elisabeth	2017-1034	200 032,96		7
23/11/2017	Station d'accueil pour tablette microsoft avec chargeur	2017-1036	270,00		1
16/11/2017	(30) Tablettes SAMSUNG Galaxy Tab 8" Wifi + extension garantie 3 ans	2017-1093	13 727,27		7
17/11/2017	Switch SAN pour renouvellement infra Trappes	2017-1105	20 001,10		7
17/11/2017	Switch SAN pour renouvellement infra Domaine Elisabeth	2017-1106	20 001,10		7
28/11/2017	(30) PC Portables pour projet télétravail	2017-1153	37 197,48		7
26/01/2017	(2) Fauteuils bureau Tertio - BON	2016-00899-3	418,69		1
25/01/2017	(2) Fauteuils bureau Sonata - OAF	2017-0009	540,04		10
25/01/2017	Fauteuil de bureau tissus - RAM	2017-0049	275,03		1
27/01/2017	(9) Osteocast premium avec supports jambes-PFS	2017-0055	5 878,22		10
27/01/2017	(4) Fauteuils de bureau - PREV EST	2017-0072	1 148,48		10
27/01/2017	Méubles 12 cases ss portes - EDSFY	2017-0073	344,60		1
27/01/2017	Table de réunion + chaises pliant + (2) tabourets roulettes - DFI	2017-0079	1 205,81		10
27/01/2017	Tableau mural 100*120 + Painceau mural liège - DBA	2017-0080	150,18		1
27/01/2017	(4) bureaux compact 90 asy - DBA	2017-0081	1 292,06		10
27/01/2017	Mobilier de bureau - DCO	2017-0082	3 702,99		10
31/10/2017	REJEUZE-VJR	2017-01027	312,73		1
17/11/2017	Tableau blanc pivotant-MLB	2017-01079	573,24		5
03/02/2017	MOBILIER DE BUREAU AV ST CLOUD 42*9 CHAISSES VISITEURS	2017-0159-1	831,97		5
06/02/2017	(4) Bureaux - DAG	2017-0172	1 512,42		5
07/02/2017	Tableau triptyque 120*200 - MER	2017-0184	449,81		1
14/02/2017	Fauteuil de bureau Arcoch - BAT	2017-0219	384,64		1
16/02/2017	(3) Armoires fortes haute Sérénity 2 portes	2017-0221	3 526,02		10
16/02/2017	Bureau droit Ology + Fauteuil de bureau E6 - DFS	2017-0224	723,08		10
06/03/2017	DOP-ARMOIRE	2017-0269	440,68		1
13/03/2017	VRS-PORTEMANTEAU + LAMPE A POSER+ARMOIRE	2017-0301	4 725,74		1
14/03/2017	(2) Plastiqueuses A3 GBC DCO	2017-0305	283,16		1
17/03/2017	DSL-UN PORTEMENTEAU	2017-0313	66,95		1
22/03/2017	Armoire métallique Etc - MLF	2017-0321-1	286,86		1
07/04/2017	(7) Armoires métallique Etc 100*100 - LOU	2017-0322-2	1 860,20		10
21/03/2017	DLT-UN FAUTEUIL DE BUREAU	2017-0326	503,28		10
22/03/2017	Tableau mural, bureau droit, fauteuil, lampe - VRN	2017-0330	1 439,83		10
28/03/2017	Destructeur-GGV	2017-0355	254,82		1
30/03/2017	Perforateur Fel Galaxy - SPO	2017-0366	309,00		1
30/03/2017	Titreuse de bureau Dymo LMZ80 - VIL	2017-0367	84,48		1
07/04/2017	Mobilier - VLY	2017-0388-1	484,92		1
07/04/2017	Portemanteau sur socle	2017-0401	413,80		1

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - VARIATION DU PATRIMOINE (article R.1424-32 par renvoi de l'article R.3313-7 du CGCT) - ENTREES

IV

A6.1

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/2017	Durée d'amortissement en année (1)
20/04/2017	Plastifuseuse Spectra-A3 - BON	2017-0425-1	68,39		1
20/04/2017	(2) Fauteuils bureau Jump - PLA	2017-0437-1	428,98		1
02/05/2017	3 Fauteuils de bureau-OSM	2017-0438-2	834,00		10
28/04/2017	Armoire 3 colonnes-SGL	2017-0438	893,83		10
15/05/2017	1 Fauteuil de bureau en cuir-HOD	2017-0468-2	278,01		1
02/05/2017	(4) Fauteuils + Chevets - CSC	2017-0469-1	1 175,94		10
03/05/2017	VES (5) bureaux droits EVIDENCE + 1 armoire + 6 tableaux muraux	2017-0476	3 874,70		5
29/05/2017	MOBILIER VRS RUE ST-CLOUD	2017-0569	2 817,83		5
29/05/2017	(2) Stores de bureau L200 H130 - MLH	2017-0572	636,00		10
14/06/2017	Ball chaise - SQVS	2017-0621	111,20		1
20/06/2017	MEUBLE POUR RADIO-OSM	2017-0637	99,00		1
21/06/2017	CODIS (5) fauteuils	2017-0641	8 666,64		5
27/06/2017	vitrine murale - PSY	2017-0653	177,47		1
30/06/2017	5 LOTS DE 4 CHAISES-EME	2017-0661	635,00		10
29/06/2017	Vitrine intérieure mural-EME	2017-0663	286,14		1
04/07/2017	PREV SUD-4 FAUTEUILS DE BUREAU	2017-0676	1 182,68		10
11/07/2017	PFL-UN COMPTOIR, 3 COLONNES	2017-0699	734,12		10
19/07/2017	(1) Copieur Toshiba et carte Fax pour le DPR	2017-0722	2 117,06		5
19/07/2017	(1) Copieur Toshiba et carte Fax pour le DAG	2017-0723	3 059,65		5
19/07/2017	(1) Copieur Toshiba et carte Fax pour le DFO	2017-0724	3 059,65		5
20/07/2017	DLT-UN FAUTEUIL DE BUREAU	2017-0726	385,55		10
28/07/2017	2 TABLES INFORMATIQUE-COG EST	2017-0741	376,40		1
04/08/2017	CSC-MOBILIER DE BUREAU POUR RH	2017-0775	375,79		1
08/08/2017	SSSM EST Fauteuil de bureau SONATA	2017-0779	556,00		5
10/08/2017	(10) Ostosseat + 1 repose tête - SQVS	2017-0792	6 790,56		10
10/08/2017	(2) Fauteuils - COG SUD	2017-0800	626,68		10
16/08/2017	TABLEAU MURAL DSI	2017-0807	104,96		1
11/09/2017	UN TABLEAU MURAL BLANC	2017-0876	209,93		1
12/09/2017	J104 A I CAISSON+1 FAUTEUIL	2017-0880	1 473,91		5
25/09/2017	MES Armoire porte baigné	2017-0918	343,67		1
02/10/2017	Rayonnages CS-Houilles	2017-0928	351,80		1
16/10/2017	Fauteuil de bureau-SLG	2017-0929	323,05		1
03/10/2017	SSSM EST-UNE TABLE DE RÉUNION	2017-0942	271,98		1
06/10/2017	Mobilier salles opératoires	2017-0957-1	1 478,45		10
06/10/2017	Imprimante laser couleur OKI C833dm pour MDV	2017-0962	681,68		5
17/10/2017	CODIS VRS-UNE LAMPE DE BUREAU LED COSMX	2017-0988	162,36		1
17/10/2017	Lampes de bureau - SQVS	2017-0989	87,96		1

IV - ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN - VARIATION DU PATRIMOINE (article R.1424-32 par renvoi de l'article R.3313-7 du CGCT) - ENTREES

A6.1

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/2017	Durée d'amortissement en année (1)
19/10/2017	Perforateur Fellowes Galaxy E500	2017-0992	318,70		1
20/10/2017	Enregistreur dictaphone Olympus LS12	2017-0994	145,18		1
20/10/2017	Titreuse dymo label manager 420p	2017-0995	131,68		1
23/10/2017	Perforateur - AUB	2017-1007	108,36		1
27/10/2017	Fauteuil tissu - OAF	2017-1011	539,44		10
27/10/2017	Fauteuil cuir - ELT	2017-1012	278,00		1
31/10/2017	DICTAPHONES DAG	2017-1021	172,74		1
08/11/2017	Classeur à Clips - ESS	2017-1044	287,00		1
09/11/2017	CODIS VRS-UNE TABLE	2017-1055	181,92		1
09/11/2017	LAMPE DE BUREAU LED JOKER DMA	2017-1056	328,44		1
10/11/2017	Perforateur - MAL	2017-1067	108,36		1
16/11/2017	CHAISE TERTIO (4) DQS	2017-1097	403,27		1
16/11/2017	BIBLIOTHEQUE DOP SALLE OPERATIONNELLE (2)	2017-1098	4 862,46		10
20/11/2017	(3) Tableaux mural 100*120 - EPO	2017-1110	314,89		1
21/11/2017	FORFAT COMMANDE INFÉRIEURE AU SEUIL REGROUPEMENT SALLES OPERATIONNELLES	2017-1120	8,66		1
28/11/2017	Armoire réseaux + tablettes - LMX	2017-1141	545,22		10
28/11/2017	CODIS VRS-BUREAU COMPACT	2017-1149	1 184,80		10
28/11/2017	1 TABLE + 3 TABLEAUX MURAUX	2017-1150	485,24		1
28/11/2017	CODIS VRS-UN TABLEAU BLANC	2017-1151	169,75		1
26/01/2017	BRASERO DFS	2017-002	1 650,00		5
25/01/2017	Compresseur thermique - DFO	2017-0028	1 461,20		5
25/01/2017	Clé choc cordrey + rallonge clé - DFO	2017-0044	591,30		5
04/05/2017	Mitigeur évier VLY	2017-00477	103,22		1
27/01/2017	Mitigeur thermostatique douche - EDSFY	2017-0056	600,65		5
30/01/2017	(1) Compresseur portable 6L	2017-0099	276,00		1
20/11/2017	PERCEUSE PERCU +COFFRET 6 FORETS-RAM	2017-01018	303,76		1
15/11/2017	2 aspirateurs eau et poussière- VRS	2017-01025	498,60		1
20/11/2017	PERCEUSE BOSCH-SLG	2017-01077	116,00		1
30/01/2017	(1) poste de découpage	2017-0146	4 716,00		5
06/03/2017	Chariot 2 dossiers 500kg - Aspirateur poussière UT17 - Aspirateur eau et poussières UNT38	2017-0262-1	732,90		5
07/03/2017	Matériel pour Crossfit + TVA - MLB	2017-0277	205,20		1
08/03/2017	(2) Assis débout dossier à roulette Atelier DSI	2017-0279	501,60		5
09/03/2017	Poubelle d'extérieur plastique MAG	2017-0287(1)	178,80		1
10/03/2017	Servante d'atelier-MAG	2017-0292-1	1 260,90		5
16/03/2017	Four-aspirateur-nettoyeur HP-MTS	2017-0302-2	813,30		5
17/03/2017	ACHAT DTUNE TELEVISION	2017-0317	448,90		5
21/04/2017	Aspirateur poussière T15 L - MLF	2017-0321-4	450,30		1

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - VARIATION DU PATRIMOINE (article R.1424-32 par renvoi de l'article R.3313-7 du CGCT) - ENTREES

IV
A6.1

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/2017	Durée d'amortissement en année (1)
22/03/2017	Mandoline inox - LMX	2017-0323-2	143,10		1
22/03/2017	Perceuse visseuse Powermaxx - EBA	2017-0337	249,91		1
23/03/2017	(2) Rafraichisseurs air, aspirateur, (4) vestiaires, chariot de lavage - CSH	2017-0341	1 092,35		5
14/04/2017	Congélateur-réfrigérateur Indesit - DFO/LMX	2017-0389	478,99		1
14/04/2017	Aspirateur poussière 10L UT10 - PSY	2017-0423	154,80		1
14/04/2017	Aspirateur poussière 17L UT17 - CSH	2017-0424	147,90		1
26/04/2017	Nettoyeur HP eau froide 130b IDAF - BON	2017-0425-3	353,70		1
20/04/2017	Marteau perforateur Bosch + forêts - MLF	2017-0429	322,82		1
21/04/2017	VTR Nettoyeur haute pression 130B IDAF	2017-0435-1	353,70		1
02/05/2017	Nettoyeur HP et Déboucheur canalisation-PLA	2017-0437-3	439,14		1
20/04/2017	Enrouleur mural auto watercelp + perceuse visseuse - LMX	2017-0439	560,54		5
02/05/2017	Nettoyeur HP-MAL	2017-0443-2	353,70		1
05/05/2017	Plastifieuse + machine à relier - CSC	2017-0469-2	458,76		1
04/05/2017	1er équipement vaisselle Le Vésinet	2017-0476-2	990,48		5
11/05/2017	3 moussiquaires ESS	2017-0482	255,00		1
12/05/2017	Générateur eau chaude 4L hw505 - DFO	2017-0504	1 709,10		5
12/05/2017	2 ENROULEURS ELECTRIQUE-BRE	2017-0505	173,76		1
12/05/2017	eau jallé usages-VRN	2017-0506	102,22		1
12/05/2017	ETAU ETABLJ-ESS	2017-0507	189,96		1
15/05/2017	2 Cendriers et 1 Tapis-PLA	2017-0511	365,70		1
18/05/2017	CLE A CHOC-PSY	2017-0512	341,90		1
23/05/2017	(2) poubelles d'extérieur plastique 50L - PLA	2017-0527	371,06		1
24/05/2017	Aspirateur 429 SUB 90L Chariot et électropompe DFO	2017-0546	1 169,36		5
19/05/2017	Miroir évier bec douche - MPS	2017-0547	316,18		1
19/05/2017	Leve autoportense - MPS	2017-0548	99,90		1
23/05/2017	(5) Barrières de sécurité - DFO	2017-0552	591,48		5
23/05/2017	Mat LCD 2 brochures - version 4 avec écran 19" (TOJEM)	2017-0554	870,00		5
24/05/2017	Collecteur déchets - EPO	2017-0560	268,32		1
29/05/2017	Epanneur-CLV	2017-0573	279,72		1
29/05/2017	Souffleur thermique-CLV	2017-0574	558,00		5
12/06/2017	Composition stand 75CSDR22Z-DFO	2017-0608	297,66		1
12/06/2017	Valise séduction 145 outils-DFO	2017-0609	836,26		5
12/06/2017	Aspirateur eau/poussières 48L + sac	2017-0617	286,86		1
12/06/2017	Aspirateur eau/poussières 58L PLA	2017-0618	174,00		1
12/03/2017	Aspirateur eau/poussières 48L - MPS	2017-0619	249,30		1
14/06/2017	Chariot de lavage - MPS	2017-0622	75,46		1
21/06/2017	Testeur de batterie - ELT	2017-0624	230,33		1

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - VARIATION DU PATRIMOINE (article R.1424-32 par renvoi de l'article R.3313-7 du CGCT) - ENTREES

IV
A6.1

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/2017	Durée d'amortissement en année (1)
27/06/2017	(2) Barrières de sécurité PEHD ROBUSTA - DFO	2017-0646	2 104,21		5
11/07/2017	Aspirateur et sacs - LMX	2017-0647	180,18		1
01/08/2017	Aspirateur eau et poussière+sacs-MAGNY	2017-0664	268,08		1
29/06/2017	VRS un chariot de lavage	2017-0666	136,80		5
03/07/2017	2 Rafraichisseurs-SQVS	2017-0669	261,19		1
04/07/2017	PFL-UN ASPIRATEUR	2017-0675	154,80		5
07/07/2017	Clé dynamométrique STA	2017-0680	124,92		1
11/07/2017	Cendrier colonne-GGV	2017-0688	75,14		1
13/07/2017	Entrouleur pour tuyau d'arrosage-VRS	2017-0708	262,57		1
19/07/2017	BOITE A OUTILS-VES	2017-0711	347,98		1
20/07/2017	6 caillebotis-SGL	2017-0725	424,08		1
02/08/2017	2 climatiseurs -boi	2017-0764	868,61		5
03/08/2017	2 chariots slalom autolift-DFS	2017-0767	840,00		5
14/08/2017	Ponceuse orbital - scie sauteuse 710W - ABL	2017-0804	596,51		5
21/08/2017	(2) Poubelles sécurité 18L - BRE	2017-0820	114,38		1
25/08/2017	Perceuse visseuse BOSCH - BON	2017-0829	227,09		1
31/08/2017	DSI J43 VENTILATEURS	2017-0837	2 142,48		5
31/08/2017	PFL J43 VENTILATEURS	2017-0838	2 142,48		5
31/08/2017	J43 VENTILATEURS STOCK DBA	2017-0839	642,74		5
31/08/2017	Monobrosse basse vitesse UBDS33 - MER	2017-0840	832,98		5
31/08/2017	Aspirateur poussière UT17 - STA	2017-0841	163,50		1
31/08/2017	Aspirateur eau et poussière UNT38L - VIL	2017-0845	199,92		1
31/08/2017	Aspirateur poussière UT7 7,5L - EES	2017-0846	124,20		1
14/09/2017	(4) Ventilateurs brasseur d'air - VRS	2017-0874	316,51		1
12/09/2017	VENTILATEURS STOCK DBA	2017-0882	2 142,48		5
14/09/2017	Transpalette - HOI	2017-0896	541,50		5
02/10/2017	Kit de fixation Go Pro	2017-0905	208,38		1
25/09/2017	CAETIERE STA	2017-0911	89,00		1
28/09/2017	3 POUBELLES 120 L -BRE	2017-0922	356,92		1
28/09/2017	NETTOYEUR HP-MPS	2017-0926	331,80		1
03/10/2017	J43 SECHE MAINS	2017-0941	187,88		1
05/10/2017	LE MESSIL LE ROI-RADIATEUR	2017-0951	449,26		1
13/10/2017	SGL-EMETTEURS POUR PORTAIL	2017-0978	2 340,00		5
16/10/2017	Monobrosse ultra haute vit UBDF50 + dispositif préarrosage - HOI	2017-0984	2 088,60		5
20/10/2017	Groupe électrogène Expert 6510 - DFO	2017-0997	1 428,86		5
20/10/2017	Groupe électrogène Expert 5010 - Dfo	2017-0998	1 070,42		5
20/10/2017	Aspirateur eau et poussière 80L - DFO	2017-0999	1 220,09		5

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - VARIATION DU PATRIMOINE (article R.1424-32 par renvoi de l'article R.3313-7 du CGCT) - ENTREES

IV

A6.1

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/2017	Durée d'amortissement en année (1)
20/10/2017	Percolateur 75T -150lt - DFO	2017-1000	213,30		1
31/10/2017	CHEVALETS CONFERENCE	2017-1020	420,00		1
08/11/2017	Matériel électrique stock DBA	2017-1049	779,95		5
10/11/2017	Nanoyeur FP eau froide UGAP - ESS	2017-1066	336,00		1
28/11/2017	Aspirateur eau et poussière 30L - ACH	2017-1111	156,90		1
21/11/2017	PARAFONDRE regroupement salles opérationnelles(3)	2017-1119	53,98		1
24/11/2017	Climatiseur mobile réversible - VTR	2017-1138	434,30		1
24/11/2017	Climatiseur mobile réversible - RAM	2017-1139	434,30		1
Acquisitions à titre gr					
[...]					
Mise à disposition					
[...]					
Affectation					
[...]					
Mises en concession o					
[...]					
Divers					
[...]					

(1) Si le bien acquis est amortissable, indiquer la durée d'amortissement.

22 JAN 2019

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - VARIATION DU PATRIMOINE (article R.1424-32 par renvoi de l'article R.3313-7 du CGCT) - SORTIES

Modalités et date de sortie (1)	Description du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortissement en années	Cumul amortissements antérieur à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins valeurs (2)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (3)
TOTAL GENERAL									
Cessions à titre onéreux									
31/12/2017	2005-1-653 Véhicule Aménagement signalisation du VTP 219DF78	21/09/2005	554,13	15	443,28	110,85	114,57	3,72	
31/12/2017	2005-1-646 Véhicule Aménagement sur VTP RENAULT MASTER 205 DFF	21/04/2005	2.101,97	15	1.681,56	420,41	351,69	-68,72	
31/12/2017	2005-1-647 Véhicule Aménagement sur VTP RENAULT MASTER 219 DFF	21/04/2005	2.101,97	15	1.681,56	420,41	351,69	-68,72	
31/12/2017	2005-1-664 Véhicule Eclairage standard du mouleur sur EVA 275 ALH	31/03/2005	12.547,93	15	10.038,36	2.509,57	123,39	-2.386,18	
31/12/2017	2005-1-683-B Véhicule 1 VTU JUMPER IMMAT 875DKD	22/11/2005	25.245,54	15	20.196,48	5.049,06	5.949,06	-3.129,76	
31/12/2017	2007-1-146-B Véhicule Mise à niveau électrique sur 1 FFT immat 936ARX	06/08/2007	302,21	18	167,9	134,31	34,31	-100,00	
31/12/2017	2008-1-212-B Véhicule Aménagement FFT Immat 565AZQ	31/03/2008	2.156,26	18	1.078,11	1.078,15	96,98	-981,17	
31/12/2017	2008-1-222-B Véhicule Equipement prise manche à 1 FFT IMMAT 956ARX	16/04/2008	689,14	18	344,61	344,53	88,02	-256,51	
31/12/2017	2008-1-233-B Véhicule Equipement sur 1 FFT Immat 565AZQ	21/03/2008	689,14	18	344,61	344,53	31,00	-313,53	
31/12/2017	2008-1-274-H Véhicule Support extenseurprojecteur 1 Véhicule 431ELL	12/09/2008	289,77	18	144,9	144,89	45,35	-99,54	
31/12/2017	2008-1-274-H Véhicule Support extenseurprojecteur 1 VF IMMAT 546BK11	12/09/2008	289,77	18	144,9	144,89	37,77	-107,10	
31/12/2017	2008-1-274-F Véhicule Support extenseurprojecteur 1 Véhicule IMMAT 532BKH	12/09/2008	289,77	18	144,9	144,87	47,74	-97,13	
31/12/2017	2008-1-274-R Véhicule Support extenseurprojecteur 1 Véhicule IMMAT 547BKH	12/09/2008	289,77	18	144,9	144,87	42,01	-102,86	
31/12/2017	2008-1-274-T Véhicule Support extenseurprojecteur 1 Véhicule IMMAT 544BKH	12/09/2008	289,77	18	144,9	144,87	42,01	-102,86	
31/12/2017	2008-1-275-H Véhicule Mise à niveau électrique 1 FFT - A64 Immat 956ARX	28/03/2008	404,11	18	202,05	202,06	51,62	-150,44	
31/12/2017	2008-1-276-B Véhicule Aménagement 1 FFT immat 956ARX	21/02/2008	2.156,26	18	1.078,11	1.078,15	275,46	-802,69	
31/12/2017	2008-1-292 Véhicule Restauration EPC - 275 ALH78 - 136/A25	22/07/2008	21.297,49	8	21.297,49	0	209,42	209,42	
31/12/2017	2008-1-315-D Véhicule Equipement VSR IMMAT 9269BL	04/07/2008	984,07	20	396,06	588,01	49,83	-538,18	
31/12/2017	2008-1-316-B Véhicule Equipement VSR Immat 507ABP	04/07/2008	984,06	20	442,8	541,26	132,27	-408,99	
31/12/2017	2008-1-317-B Véhicule Equipement de 1 VPCE Immat 1392ZC	22/02/2008	948,07	20	334,17	613,9	594,50	-19,40	
31/12/2017	2009-1-1552 Véhicule Feux antibrouillard sur VF A3819CB	09/12/2009	360,4	1	360,4	0	93,54	93,54	
31/12/2017	2009-1-1582 Véhicule Aménagement support ARI FFT 565 AZQ 78	14/05/2009	3.907,24	18	1.736,56	2.170,68	175,72	-1.994,96	
31/12/2017	2009-1-1593 Véhicule Met télescopique du VSR 507 AB778 - B221	14/02/2009	2.685,74	18	926,96	1.758,78	262,47	-876,31	
31/12/2017	2010-1-1069 Véhicule B250 Remise en état du VSR4 Immatriculé 9269BL	30/07/2010	20.099,09	8	17.586,73	2.512,36	1.017,70	-1.494,66	
31/12/2017	2010-1-1072 Véhicule A68 - Installation antivol sur VSR immatriculé 9269BL	30/09/2010	1.010,50	5	1.010,50	0	51,16	51,16	
31/12/2017	2010-1-1400 Véhicule A68 - Equipement antivol sonore sur le VSR4 Immatriculé 9269BL	11/02/2010	1.010,50	5	1.010,50	0	136,85	136,85	
31/12/2017	2010-1-1569 Véhicule 385 - Mise à niveau équipements électriques sur EPS Immatriculé	05/11/2010	2.641,58	5	2.641,58	0	25,97	25,97	
31/12/2017	2010-1-1728-B Véhicule C10 - Acquisition 1 clipo immatriculé A23434NY	17/11/2010	11.276,52	6	11.276,52	0	1.896,72	1.896,72	
31/12/2017	2010-1-1827 Véhicule B2204-Peche véhicule de soutien 146 BOX	09/02/2010	636,99	12	371,56	265,43	94,28	-171,15	
31/12/2017	2010-1-800-B Véhicule Equipement électrique sur 1 VPCETRANS IMMAT 207 CVR	24/02/2010	1.247,17	5	1.247,17	0	85,64	85,64	
31/12/2017	2010-1-853 Véhicule 385 - Equipement électrique sur VPCE 2313 WF	09/07/2010	984,07	5	984,07	0	8.344,80	8.344,80	
31/12/2017	2010-1-1048 Véhicule C10 / Equipement électrique CLO A23434NY	28/04/2011	2.986,96	5	2.986,96	0	502,41	502,41	
31/12/2017	2010-1-1874-F Véhicule E132 - Détection sur échelles Immat 275A8H	12/03/2012	2.212,60	18	614,6	1.598,00	21,76	-1.576,24	
31/12/2017	2013-1-1955 Véhicule E132-A - Boite de vitesse sur véhicule 207 CVE	12/02/2013	3.651,38	12	1.217,12	2.434,26	256,73	-2.183,53	
31/12/2017	37983 Véhicule Focus - 43192834 de 160992003 Tonde Peugeot VA TRANS	09/04/2004	18.452,38	15	15.974,79	2.477,59	11,45	11,45	
31/12/2017	2009-1-297-A Véhicule Roue alliage Peugeot 308 IMMAT759ECQ	05/02/2009	1.249,84	10	999,34	250	111,07	-138,93	
31/12/2017	5285 Véhicule Roue alliage Peugeot 308 IMMAT 759ECQ	09/02/2009	1.249,85	10	999,92	249,93	125,71	-124,22	
31/12/2017	2011-1-1189 Véhicule GELLULE DEPOLLUTION	01/01/1991	58.872,97	25	38.872,97	0	909,14	909,14	
31/12/2017	10972 Véhicule D142 - 1 tir main libre pour VL 758 ECI 78	04/02/2011	365,01	1	365,01	0	36,71	36,71	
31/12/2017	10974 Véhicule POSTE DE COMMANDEMENT MOBILIF Immat 2851ZF	01/01/1994	43.510,72	20	43.510,72	0	4.589,64	4.589,64	
31/12/2017	11170 Véhicule EQUIP AMPLIROLL146 + GENERATRICE	01/01/1994	50.625,27	25	84.916,09	10.157,40	6.418,66	-3.738,74	
31/12/2017	17010 Véhicule EPSA CHASSIS INVENTARE N° 15542	01/01/1996	26.805,90	25	19.172,23	45.403,67	4.209,10	-41.224,57	
31/12/2017	17271 Véhicule FFT RENAULT VF68A2A00025541 Immat 956ARX	01/01/1997	107.406,41	25	78.511,56	23.894,85	6.104,76	-17.790,09	
31/12/2017	18608 Véhicule EQUIP FFT RENAULT VF68A2A00025541 Immat 956ARX	01/01/1997	93.029,88	25	71.322,92	21.706,96	5.545,79	-16.161,17	
31/12/2017	2005-1-284-N Véhicule CHASSIS VF640ACFP0001371 VPI	01/01/1998	54.147,38	25	39.228,00	14.919,38	1.260,95	-13.658,43	
31/12/2017	2005-1-284-O Véhicule Acquisition 1 VF Immatriculé 515031	07/07/2005	14.988,91	10	14.988,91	0	1.877,58	1.877,58	
31/12/2017	2005-1-284-Q Véhicule Acquisition 1 VF Immatriculé 519011 (nouvelle immat. BNS1)	07/07/2005	14.988,91	10	14.988,91	0	1.460,34	1.460,34	

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - VARIATION DU PATRIMOINE (article R.1424-32 par renvoi de l'article R. 3313-7 du CGCT) - SORTIES

IV
A.6.2

Modalités et date de sortie (1)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortissable en années	Cumul amortissements antérieur à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (2)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (3)
31/12/2017	Véhicule 2085-1-284-P	07/07/2005	14 988,91	10	14 988,91	0	1 236,09	1 236,03	
31/12/2017	Véhicule 2085-1-294-B	01/03/2005	24 082,15	10	24 082,15	0	4 979,24	4 979,24	
31/12/2017	Véhicule 2085-1-294-D	01/03/2005	24 082,15	10	24 082,15	0	4 029,33	4 029,33	
31/12/2017	Véhicule 2085-1-296-B	04/11/2005	24 574,79	10	24 574,79	0	4 446,58	4 446,58	
31/12/2017	Véhicule 2085-1-296-C	04/11/2005	24 574,79	10	24 574,79	0	4 017,60	4 017,60	
31/12/2017	Véhicule 2085-1-296-D	04/11/2005	24 574,78	10	24 574,78	0	3 076,40	3 076,40	
31/12/2017	Véhicule 2085-1-297-B	21/12/2005	3 159,77	10	3 159,77	0	571,73	571,73	
31/12/2017	Véhicule 2085-1-297-C	21/12/2005	3 159,78	10	3 159,78	0	593,72	593,72	
31/12/2017	Véhicule 2085-1-297-D	21/12/2005	3 159,77	10	3 159,77	0	395,81	395,81	
31/12/2017	Véhicule 2086-01-0010-A	13/02/2006	2 242,79	10	2 242,79	0	405,81	405,81	
31/12/2017	Véhicule 2086-01-0010-B	13/02/2006	2 242,79	10	2 242,79	0	421,32	421,32	
31/12/2017	Véhicule 2086-01-0010-C	13/02/2006	2 242,79	10	2 242,79	0	260,95	260,95	
31/12/2017	Véhicule 2086-01-0017-A	13/07/2006	2 242,78	10	2 242,78	0	2 294,82	2 294,82	
31/12/2017	Véhicule 2086-01-0017-B	13/07/2006	15 545,45	10	15 545,45	0	2 222,35	2 222,35	
31/12/2017	Véhicule 2086-01-0017-C	13/07/2006	15 545,47	10	15 545,47	0	2 222,35	2 222,35	
31/12/2017	Véhicule 2086-01-0017-D	13/07/2006	15 545,47	10	15 545,47	0	2 828,45	2 828,45	
31/12/2017	Véhicule 2086-01-0018	18/05/2006	9 325,83	10	9 325,83	0	841,82	841,82	
31/12/2017	Véhicule 2086-01-0017-F	26/06/2006	11 601,89	10	11 601,89	0	1 582,88	1 582,88	
31/12/2017	Véhicule (1) VL immatriculé 215DRV	26/06/2006	183,23	10	183,23	0	25,00	25,00	
31/12/2017	Véhicule (1) VL immatriculé 215DRV	13/09/2006	15 698,37	10	15 698,37	0	2 222,35	2 222,35	
31/12/2017	Véhicule Fourniture de VTU immat 174DTV	13/09/2006	15 698,37	10	15 698,37	0	2 636,42	2 636,42	
31/12/2017	Véhicule Fourniture de VTU immat 172DTV	13/09/2006	15 698,37	10	15 698,37	0	2 636,42	2 636,42	
31/12/2017	Véhicule Equipement électrique sur 1 véhicule mat 215DRV	01/09/2006	3 507,77	10	3 507,77	0	478,52	478,52	
31/12/2017	Véhicule Equipement électrique sur 1 véhicule 899DQD	31/07/2006	2 762,14	10	2 762,14	0	249,33	249,33	
31/12/2017	Véhicule Equipement électrique sur 1 véhicule 899DQD	31/07/2006	81,16	10	81,16	0	7,33	7,33	
31/12/2017	Véhicule Equipement électrique sur 1 véhicule 899DQD	20/12/2006	1 697,59	10	1 697,59	0	153,34	153,34	
31/12/2017	Véhicule Equipement sur CLIO 899DQD78	09/03/2007	12 419,83	7	12 419,83	0	1 863,25	1 863,25	
31/12/2017	Véhicule 1 CLIO immatriculé 13D25	09/03/2007	12 419,83	7	12 419,83	0	1 804,41	1 804,41	
31/12/2017	Véhicule CLIO 990 DZR	09/03/2007	13 803,52	7	13 803,52	0	1 241,13	1 241,13	
31/12/2017	Véhicule Equipement sur 1 Chio 990DZR	06/06/2007	1 699,25	7	1 699,25	0	144,70	144,70	
31/12/2017	Véhicule Equipement de 1 Chio IMMAT 201CVH	24/09/2007	124,5	7	124,5	0	8,55	8,55	
31/12/2017	Véhicule Equipement sur 1 VL OCD CGG(11D2S)	27/12/2007	2 876,67	7	2 876,67	0	431,57	431,57	
31/12/2017	Véhicule Equipement sur 1 VL OCD CGG(11D2S)	27/12/2007	2 876,67	7	2 876,67	0	417,94	417,94	
31/12/2017	Véhicule Pneu pour le véhicule 904 DMB sud	30/12/2008	659	7	659	0	92,63	92,63	
31/12/2017	Véhicule Chio 453 ELL	01/08/2008	12 106,33	7	12 106,33	0	1 577,93	1 577,93	
31/12/2017	Véhicule 1 Chio IMMAT 451ELL	01/08/2008	12 106,32	7	12 106,32	0	2 625,12	2 625,12	
31/12/2017	Véhicule Equipement 1 Chio N° 582007 immat 451ELL	04/09/2008	1 554,33	7	1 554,33	0	337,04	337,04	
31/12/2017	Véhicule Equipement 1 Chio N° 582007 453 ELL	04/09/2008	1 554,33	7	1 554,33	0	202,59	202,59	
31/12/2017	Véhicule 1 VF immat 545EKC	17/07/2008	13 219,48	7	13 219,48	0	1 283,63	1 283,63	
31/12/2017	Véhicule 1 VF immat 545EKC	17/07/2008	13 219,48	7	13 219,48	0	2 068,97	2 068,97	
31/12/2017	Véhicule 1 VF IMMAT 545EKC	17/07/2008	13 219,48	7	13 219,48	0	2 177,86	2 177,86	
31/12/2017	Véhicule 1 CHASSIS VF IMMAT 547EKC	17/07/2008	13 219,48	7	13 219,48	0	1 916,51	1 916,51	
31/12/2017	Véhicule 1 CHASSIS IMMAT 544EKC	17/07/2008	13 219,48	7	13 219,48	0	1 916,51	1 916,51	
31/12/2017	Véhicule Annexion de 1 VF immat 545EKC	04/08/2008	1 819,80	7	1 819,80	0	176,71	176,71	
31/12/2017	Véhicule Véhicule Lajer 308 immatriculé 904EDM	02/09/2008	16 384,88	7	16 384,88	0	2 331,17	2 331,17	
31/12/2017	Véhicule Mise à niveau des équipements électriques de VL 990DZR	26/11/2008	1 988,79	7	1 988,79	0	178,82	178,82	
31/12/2017	Véhicule Equipement électrique VL 308 (904EDM) N° d'ordre A227	06/08/2008	1 819,80	7	1 819,80	0	284,81	284,81	
31/12/2017	Véhicule Equipement électrique 1 VF IMMAT 545EKC	06/08/2008	1 819,80	7	1 819,80	0	299,80	299,80	
31/12/2017	Véhicule Equipement électrique 1 VF IMMAT 547EKC	06/08/2008	1 819,80	7	1 819,80	0	263,83	263,83	
31/12/2017	Véhicule Equipement électrique 1 VF IMMAT 544EKC	06/08/2008	1 819,80	7	1 819,80	0	263,83	263,83	
31/12/2017	Véhicule Equipement électrique VL 308 (904EDM) N° d'ordre A227	27/08/2008	2 792,93	7	2 792,93	0	392,57	392,57	
31/12/2017	Véhicule(*) Réparation pneus et jantes de 799 EQJ 78 - A224	23/01/2009	1 595,89	7	1 595,89	0	141,82	141,82	
31/12/2017	Véhicule(*) Equipement pneumat 799 EQJ 78	26/01/2009	2 948,45	5	2 948,45	0	262,01	262,01	
31/12/2017	Véhicule Equipement pneumat 799 EQJ 78	26/01/2009	2 948,45	5	2 948,45	0	296,55	296,55	
31/12/2017	Véhicule 70225 - Véhicule Fourgonnette 146 50X 78	22/05/2009	16 425,39	7	16 425,39	0	2 431,12	2 431,12	

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - VARIATION DU PATRIMOINE (article R.1424-32 par renvoi de l'article R. 3313-7 du CGCT) - SORTIES

Modalités et date de sortie (1)	Designation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortissable en années	Cumul amortissements antérieur à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (2)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (3)
31/12/2017	2009-1-143-B Véhicule Equipement VTRANS-A70- DMMAT 207EVE	12/05/2009	8 741,56	7	8 741,56	0	600,26	600,26	
31/12/2017	2009-1-153 Véhicule Réparation pneus et jantes de 758 BQJ 78 - A324	23/01/2009	1 493,89	7	1 493,89	0	160,32	160,32	
31/12/2017	2009-1-158 Véhicule Véhicule Forgeronnet immat AD813CB	28/12/2009	12 500,51	7	12 500,51	0	3 244,38	3 244,38	
31/12/2017	2009-1-163-A Véhicule VL 308 immat 759 BQJ 78	28/01/2009	16 940,73	7	16 940,73	0	1 505,42	1 505,42	
31/12/2017	2009-1-163-B Véhicule VL 308 immat 758 BQJ 78	28/01/2009	16 940,72	7	16 940,72	0	1 703,88	1 703,88	
31/12/2017	20375 Véhicule CHASSIS WDP970022 1K 357589 VSR 920BBL	01/01/1998	41 643,74	20	37 516,00	4 126,84	1 489,06	-2 637,78	
31/12/2017	23198 Véhicule TRANSF VPI EN VSR CHASSIS 029441 rev 12664 (235)	01/01/1999	34 616,55	20	29 438,92	5 177,63	1 637,92	-3 539,71	
31/12/2017	26325 Véhicule Véhicule Ford Usace 80XER n° de serie 1G126872 53CAR7	01/01/2001	24 653,33	20	18 722,89	5 932,44	1 877,58	-4 034,86	
31/12/2017	30166 Véhicule Pourgon * Hayon n° de chassis 26C63570100092808 534CF	01/01/2002	20 056,19	20	14 039,24	6 016,85	1 111,18	-4 905,67	
31/12/2017	31951 Véhicule Abbat et aménagement VL Clio 946CWW78	17/02/2004	10 919,63	7	10 919,63	0	730,17	730,17	
31/12/2017	41091-01 Véhicule Acquisition Clio confort immatriculé 531 DBV	10/09/2004	9 367,06	7	9 367,06	0	613,65	613,65	
31/12/2017	41091-02 Véhicule Aménagement sur Clio immatriculé 531 DBV	22/11/2004	1 426,69	7	1 426,69	0	93,46	93,46	
31/12/2017	41095-01 Véhicule Acquisition Clio confort immatriculé 514 DBV	10/09/2004	9 367,06	7	9 367,06	0	1 176,79	1 176,79	
31/12/2017	41095-02 Véhicule Aménagement sur Clio immatriculé 514 DBV	29/10/2004	1 426,68	7	1 426,68	0	179,24	179,24	
31/12/2017	5437 Véhicule VTI 424 3148WZ	01/01/1991	40 039,05	20	40 039,05	0	2 086,20	2 086,20	
[...]									
Cessions à titre gratuit									
[...]									
Mise à disposition									
[...]									
Affectation									
[...]									
Mises en concession ou affermage									
[...]									
Mise à la réforme									
31/12/2017	2006-01-00067 Véhicule Equipement de 1 VL OGG 074D0C	28/08/2006	688,53	15	504,90	183,63	-	183,63	
31/12/2017	2006-01-00068 Véhicule Equipement de 1 VL OGG 074D0C	28/08/2006	847,60	15	621,61	225,99	-	225,99	
31/12/2017	2006-01-00069 Véhicule Equipement de 1 VL OGG 074D0C	28/08/2006	1 264,59	15	927,30	337,29	-	337,29	
31/12/2017	2006-01-00210 Véhicule Equipement de 1 VL OGG 074D0C	28/08/2006	88,62	15	65,01	23,61	-	23,61	
31/12/2017	2006-01-00225 Véhicule Equipement Clio VL OGG 074D0C	28/08/2006	257,91	15	180,09	68,82	-	68,82	
31/12/2017	2008-1-1052 Véhicule 1 VSAV immat 316E0A	19/12/2008	74 824,91	8	74 824,91	-	-	-	
31/12/2017	2008-1-1052 Véhicule 1 VSAV immat 792EPY	19/12/2008	74 824,91	8	74 824,91	-	-	-	
31/12/2017	2008-1-1052 Véhicule 1 VSAV immat 395E0A	19/12/2008	74 824,91	8	74 824,91	-	-	-	
31/12/2017	2008-1-1052 Véhicule 1 VSAV DMMAT 390E0A	19/12/2008	74 824,91	8	74 824,91	-	-	-	
31/12/2017	2008-1-1052 Véhicule 1 VSAV DMMAT 394E0A	19/12/2008	74 824,91	8	74 824,91	-	-	-	
31/12/2017	2008-1-1052 Véhicule 1 VSAV DMMAT 795EPY	19/12/2008	74 824,91	8	74 824,91	-	-	-	
31/12/2017	2008-1-1060 Véhicule Fourniture électrique immat 316E0A	08/12/2008	897,48	8	897,48	-	-	-	
31/12/2017	2008-1-1060 Véhicule Fourniture électrique immat 792EPY	08/12/2008	897,48	8	897,48	-	-	-	
31/12/2017	2008-1-1060 Véhicule Fourniture électrique DMMAT 794EPY	08/12/2008	897,48	8	897,48	-	-	-	
31/12/2017	2008-1-1060 Véhicule Fourniture électrique DMMAT 795EPY	08/12/2008	897,48	8	897,48	-	-	-	
31/12/2017	2008-1-1063 Véhicule TVA 1 VSAV immat 382E0A	19/12/2008	14 665,68	8	14 665,68	-	-	-	
31/12/2017	2008-1-1063 Véhicule TVA 1 VSAV immat 792EPY	19/12/2008	14 665,68	8	14 665,68	-	-	-	
31/12/2017	2008-1-1063 Véhicule TVA 1 VSAV DMMAT 794EPY	19/12/2008	14 665,68	8	14 665,68	-	-	-	
31/12/2017	2008-1-1063 Véhicule TVA 1 VSAV DMMAT 395E0A	19/12/2008	14 665,68	8	14 665,68	-	-	-	
31/12/2017	2008-1-1063-N Véhicule TVA 1 VSAV DMMAT 390E0A	19/12/2008	14 665,68	8	14 665,68	-	-	-	
31/12/2017	2008-1-1063 Véhicule TVA 1 VSAV DMMAT 394E0A	19/12/2008	14 665,68	8	14 665,68	-	-	-	
31/12/2017	2008-1-1063 Véhicule TVA 1 VSAV immat 873E0X	01/09/2008	74 824,91	8	74 824,91	-	-	-	
31/12/2017	2008-1-109 Véhicule 1 VSAV DMMAT 876E0X	01/09/2008	74 824,91	8	74 824,91	-	-	-	
31/12/2017	2008-1-109 Véhicule 1 VSAV DMMAT 852E0X	01/09/2008	74 824,91	8	74 824,91	-	-	-	

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - VARIATION DU PATRIMOINE (article R.1424-32 par renvoi de l'article R.3313-7 du CGCT) - SORTIES

IV

A.6.2

Modalités et date de sortie (1)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortissement en années	Cumul amortissements antérieur à l'exercice	YNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (2)	YNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (3)
31/12/2017	2008-1-209 Véhicule VSAV IMMAT. 871BX	01/09/2008	74 824,91 €	8	74 824,91 €	- €	- €	- €	
31/12/2017	2008-1-216 Véhicule VSAV immat. 18ENM	24/09/2008	14 665,68 €	8	14 665,68 €	- €	- €	- €	
31/12/2017	2008-1-216 Véhicule VSAV immat. 999ENL	24/09/2008	14 665,68 €	8	14 665,68 €	- €	- €	- €	
31/12/2017	2008-1-216 Véhicule VSAV 21ENM	24/09/2008	14 665,68 €	8	14 665,68 €	- €	- €	- €	
31/12/2017	2008-1-216 Véhicule VSAV IMMAT. 21ENM	24/09/2008	14 665,68 €	8	14 665,68 €	- €	- €	- €	
31/12/2017	2008-1-226 Véhicule VSAV IMMAT. 31ENM	24/09/2008	14 665,69 €	8	14 665,69 €	- €	- €	- €	
31/12/2017	2008-1-229 Véhicule - sans brico - 65CTN799	17/06/2008	1 809,28 €	8	1 809,28 €	- €	- €	- €	
31/12/2017	2008-1-229 Véhicule VSAV immat. 871BX	01/09/2008	14 665,68 €	8	14 665,68 €	- €	- €	- €	
31/12/2017	2008-1-229 Véhicule VSAV IMMAT. 871BX	01/09/2008	14 665,68 €	8	14 665,68 €	- €	- €	- €	
31/12/2017	2008-1-229 Véhicule VSAV IMMAT. 871BX	01/09/2008	14 665,69 €	8	14 665,69 €	- €	- €	- €	
31/12/2017	2008-1-245 Véhicule VSAV WAS immat. 18ENM	20/10/2008	213,05 €	8	213,05 €	- €	- €	- €	
31/12/2017	2008-1-245 Véhicule VSAV WAS immat. 871BX	20/10/2008	213,05 €	8	213,05 €	- €	- €	- €	
31/12/2017	2008-1-245 Véhicule VSAV WAS immat. 999ENL	20/10/2008	213,05 €	8	213,05 €	- €	- €	- €	
31/12/2017	2008-1-245 Véhicule VSAV WAS IMMAT. 21ENM	20/10/2008	213,05 €	8	213,05 €	- €	- €	- €	
31/12/2017	2008-1-245 Véhicule VSAV WAS IMMAT. 31ENM	20/10/2008	213,05 €	8	213,05 €	- €	- €	- €	
31/12/2017	2008-1-245 Véhicule VSAV WAS IMMAT. 871BX	20/10/2008	213,05 €	8	213,05 €	- €	- €	- €	
31/12/2017	2008-1-245 Véhicule VSAV WAS immat. 871BX	20/10/2008	213,05 €	8	213,05 €	- €	- €	- €	
31/12/2017	2008-1-245 Véhicule VSAV WAS IMMAT. 21ENM	20/10/2008	213,05 €	8	213,05 €	- €	- €	- €	
31/12/2017	2008-1-248 Véhicule VSAV immat. 18ENM	20/10/2008	1 087,00 €	8	1 087,00 €	- €	- €	- €	
31/12/2017	2008-1-248 Véhicule VSAV immat. 871BX	20/10/2008	1 087,00 €	8	1 087,00 €	- €	- €	- €	
31/12/2017	2008-1-248 Véhicule VSAV immat. 999ENL	20/10/2008	1 087,00 €	8	1 087,00 €	- €	- €	- €	
31/12/2017	2008-1-248 Véhicule VSAV immat. 21ENM	20/10/2008	1 087,00 €	8	1 087,00 €	- €	- €	- €	
31/12/2017	2008-1-248 Véhicule VSAV immat. 31ENM	20/10/2008	1 087,00 €	8	1 087,00 €	- €	- €	- €	
31/12/2017	2008-1-274 Véhicule Support exterieur/projeteur VSAV	12/09/2008	289,77 €	18	289,77 €	- €	- €	- €	
31/12/2017	2008-1-274 Véhicule Support exterieur/projeteur VSAV	12/09/2008	289,77 €	18	289,77 €	- €	- €	- €	
31/12/2017	2008-1-274 Véhicule Support exterieur/projeteur VSAV	12/09/2008	289,77 €	18	289,77 €	- €	- €	- €	
31/12/2017	2008-1-291 Véhicule Equipement électrique VSAV immat. 999ENL	14/10/2008	2 416,64 €	8	2 416,64 €	- €	- €	- €	
31/12/2017	2008-1-291 Véhicule Equipement électrique VSAV immat. 792EPY	14/10/2008	2 416,64 €	8	2 416,64 €	- €	- €	- €	
31/12/2017	2008-1-291 Véhicule Equipement électrique VSAV IMMAT. 784EPY	14/10/2008	2 416,64 €	8	2 416,64 €	- €	- €	- €	
31/12/2017	2008-1-291 Véhicule Equipement électrique VSAV immat. 398EQA	14/10/2008	2 416,64 €	8	2 416,64 €	- €	- €	- €	
31/12/2017	2008-1-291 Véhicule Equipement électrique VSAV IMMAT. 398EQA	14/10/2008	2 416,64 €	8	2 416,64 €	- €	- €	- €	
31/12/2017	2008-1-291 Véhicule Equipement électrique VSAV IMMAT. 792EPY	14/10/2008	2 416,64 €	8	2 416,64 €	- €	- €	- €	
31/12/2017	2008-1-314 Véhicule VSAV CHASSIS immat. 18ENM	24/09/2008	74 824,91 €	8	74 824,91 €	- €	- €	- €	
31/12/2017	2008-1-314 Véhicule VSAV CHASSIS immat. 21ENM	24/09/2008	74 824,91 €	8	74 824,91 €	- €	- €	- €	
31/12/2017	2008-1-314 Véhicule VSAV CHASSIS IMMAT. 31ENM	24/09/2008	74 824,91 €	8	74 824,91 €	- €	- €	- €	
31/12/2017	2008-1-315 Véhicule Equipement VSR immat. 999ENL	04/07/2008	984,07 €	20	396,06 €	588,01 €	- €	588,01 €	
31/12/2017	2008-1-352 Véhicule Remise en état du VF 167 DTV 78 - B221	09/12/2009	3 667,30 €	12	2 444,88 €	1 222,42 €	- €	1 222,42 €	
31/12/2017	2009-1-1613 Véhicule Remise en état de l'EPS 1222 ZA 78	05/05/2009	17 012,11 €	18	7 560,96 €	9 451,15 €	- €	9 451,15 €	
31/12/2017	2009-1-1673 Véhicule Complément caisse en état de l'EPS 1222 ZA 78	14/04/2009	2 367,33 €	18	1 404,20 €	1 426,29 €	- €	1 426,29 €	
31/12/2017	2009-1-1673 Véhicule VSAV sur VSAV immat. 386EQA	14/04/2009	213,05 €	8	213,05 €	- €	- €	- €	
31/12/2017	2009-1-1673 Véhicule VSAV sur VSAV immat. 792EPY	14/04/2009	213,05 €	8	213,05 €	- €	- €	- €	

IV - ANNEXES
ELEMENTS DU BILAN - VARIATION DU PATRIMOINE (article R.1424-32 par renvoi de l'article R. 3313-7 du CGCT) - SORTIES

Modalités et date de sortie (1)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortissement en années	Cumul amortissements antérieur à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (2)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (3)
31/12/2017	2009-1-1673 Véhicule	14/04/2009	213,05 €	8	213,05 €	- €	- €	- €	- €
31/12/2017	2009-1-1673 Véhicule	14/04/2009	213,05 €	8	213,05 €	- €	- €	- €	- €
31/12/2017	2009-1-1673 Véhicule	14/04/2009	213,05 €	8	213,05 €	- €	- €	- €	- €
31/12/2017	2009-1-1673 Véhicule	14/04/2009	213,06 €	8	213,06 €	- €	- €	- €	- €
31/12/2017	2009-1-1682 Véhicule	15/06/2009	2.641,58 €	5	2.641,58 €	- €	- €	- €	- €
31/12/2017	2009-1-1690 Véhicule	14/04/2009	1.087,00 €	8	1.087,00 €	- €	- €	- €	- €
31/12/2017	2009-1-1690 Véhicule	14/04/2009	1.087,00 €	8	1.087,00 €	- €	- €	- €	- €
31/12/2017	2009-1-1690 Véhicule	14/04/2009	1.087,00 €	8	1.087,00 €	- €	- €	- €	- €
31/12/2017	2009-1-1690 Véhicule	14/04/2009	1.087,00 €	8	1.087,00 €	- €	- €	- €	- €
31/12/2017	2009-1-1690 Véhicule	14/04/2009	1.087,00 €	8	1.087,00 €	- €	- €	- €	- €
31/12/2017	2009-1-1695 Véhicule	14/04/2009	10.890,87 €	6	10.890,87 €	- €	- €	- €	- €
31/12/2017	2009-1-1723 Véhicule	09/12/2009	360,40 €	1	360,40 €	- €	- €	- €	- €
31/12/2017	2010-1-0204 Véhicule	13/04/2010	1.627,97 €	5	1.627,97 €	- €	- €	- €	- €
31/12/2017	2010-1-0206 Véhicule	04/06/2010	10.939,69 €	5	10.939,69 €	- €	- €	- €	- €
31/12/2017	2010-1-0922 Véhicule	07/09/2010	1.627,97 €	5	1.627,97 €	- €	- €	- €	- €
31/12/2017	2010-1-0925 Véhicule	30/09/2010	1.010,50 €	5	1.010,50 €	- €	- €	- €	- €
31/12/2017	2010-1-1068 Véhicule	22/09/2010	1.010,50 €	5	1.010,50 €	- €	- €	- €	- €
31/12/2017	2010-1-1390 Véhicule	16/10/2010	20.438,55 €	8	17.883,74 €	2.554,81 €	-	- 2.554,81 €	-
31/12/2017	2010-1-1574 Véhicule	29/11/2010	20.099,09 €	8	17.586,73 €	2.512,36 €	-	- 2.512,36 €	-
31/12/2017	2010-1-1845 Véhicule	24/02/2010	164,84 €	5	164,84 €	- €	- €	- €	- €
31/12/2017	2012-1-1452 Véhicule	16/11/2012	13.793,86 €	8	8.621,15 €	5.172,71 €	-	- 5.172,71 €	-
31/12/2017	2012-1-1711 Véhicule	23/05/2012	3.017,21 €	6	2.514,35 €	502,86 €	-	- 502,86 €	-
31/12/2017	2012-1-1788A Véhicule	19/12/2012	20.333,05 €	8	10.166,52 €	10.166,53 €	-	- 10.166,53 €	-
31/12/2017	2012-1-1877 Véhicule	12/09/2012	2.212,60 €	18	614,60 €	1.598,00 €	-	- 1.598,00 €	-
31/12/2017	2012-1-198 Véhicule	11/04/2012	3.301,80 €	8	2.063,65 €	1.238,15 €	-	- 1.238,15 €	-
31/12/2017	2012-1-4273 Véhicule	11/06/2012	42.073,28 €	18	11.853,70 €	30.819,58 €	-	- 30.819,58 €	-
31/12/2017	2015-00958KA Véhicule	29/01/2015	686,67 €	6	497,76 €	228,91 €	-	- 228,91 €	-
31/12/2017	2006-01-00182 Véhicule	31/12/2006	14.922,02 €	8	1.786,50 €	12.305,52 €	-	- 12.305,52 €	-
31/12/2017	2006-01-00182 Véhicule	01/01/1997	7.140,14 €	20	6.859,55 €	280,59 €	-	- 280,59 €	-
31/12/2017	2006-01-00182 Véhicule	01/01/2000	14.678,03 €	20	11.742,40 €	2.935,63 €	-	- 2.935,63 €	-
31/12/2017	2006-01-00247 Véhicule	01/01/1991	32.544,82 €	20	32.544,82 €	- €	- €	- €	- €
31/12/2017	2006-01-00246 Véhicule	01/01/1993	53.514,87 €	20	55.514,87 €	- €	- €	- €	- €
31/12/2017	2006-01-00168 Véhicule	01/01/1995	39.018,43 €	25	30.167,94 €	8.850,49 €	-	- 8.850,49 €	-
31/12/2017	2006-01-00168 Véhicule	01/01/1995	42.382,81 €	20	42.382,81 €	- €	- €	- €	- €
31/12/2017	2006-01-00168 Véhicule	01/01/1997	44.032,92 €	20	44.032,92 €	- €	- €	- €	- €
31/12/2017	2006-01-00168 Véhicule	04/04/2006	15.545,45 €	10	15.545,45 €	- €	- €	- €	- €
31/12/2017	2006-01-00168 Véhicule	18/05/2006	9.323,83 €	10	9.323,83 €	- €	- €	- €	- €
31/12/2017	2006-01-00246 Véhicule	13/09/2006	15.698,37 €	10	15.698,37 €	- €	- €	- €	- €
31/12/2017	2006-01-00247 Véhicule	31/07/2006	2.762,14 €	10	2.762,14 €	- €	- €	- €	- €
31/12/2017	2006-01-00247 Véhicule	31/07/2006	81,16 €	10	81,16 €	- €	- €	- €	- €
31/12/2017	2007-1-327 Véhicule	04/06/2007	1.507,26 €	20	1.507,26 €	- €	- €	- €	- €
31/12/2017	2007-1-326 Véhicule	24/06/2007	2.316,09 €	20	2.316,09 €	- €	- €	- €	- €
31/12/2017	2007-1-340 Véhicule	25/07/2007	7,15 €	20	3,60 €	3,55 €	-	- 3,55 €	-
31/12/2017	2008-1-190 Véhicule	23/07/2007	29.848,24 €	20	14.542,10 €	14.542,14 €	-	- 14.542,14 €	-
31/12/2017	2008-1-190 Véhicule	06/11/2008	11.652,43 €	7	11.652,43 €	- €	- €	- €	- €
31/12/2017	2008-1-191 Véhicule	27/06/2008	1.554,33 €	7	1.554,33 €	- €	- €	- €	- €
31/12/2017	2008-1-193 Véhicule	01/08/2008	12.106,32 €	7	12.106,32 €	- €	- €	- €	- €
31/12/2017	2008-1-195 Véhicule	17/07/2008	13.219,48 €	7	13.219,48 €	- €	- €	- €	- €
31/12/2017	2008-1-195 Véhicule	17/07/2008	13.219,48 €	7	13.219,48 €	- €	- €	- €	- €
31/12/2017	2008-1-195 Véhicule	17/07/2008	13.219,48 €	7	13.219,48 €	- €	- €	- €	- €

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - VARIATION DU PATRIMOINE (article R.1424-32 par renvoi de l'article R. 3313-7 du CGCT) - SORTIES

IV
AG.2

Modalités et date de sortie (1)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortissement en années	Cumul amortissements antérieur à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (2)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (3)
31/12/2017	2008-1-196 Véhicule - Aménagement 1 VF DDMAT 541BEH	04/08/2008	1 819,80 €	7	1 819,80 €	- €		- €	
31/12/2017	2008-1-196 Véhicule - Aménagement 1 VF DDMAT 549BEH	04/08/2008	1 819,79 €	7	1 819,79 €	- €		- €	
31/12/2017	2008-1-200 Véhicule - Equipement électrique 1 VF DDMAT 550BEH	06/08/2008	1 819,80 €	7	1 819,80 €	- €		- €	
31/12/2017	2008-1-202 Véhicule - Equipement électrique pour 1 VL 312BPC78 n°Scandie A227	26/11/2008	846,67 €	7	846,67 €	- €		- €	
31/12/2017	2009-1-145 Véhicule - Véhicule Fourgonnette immat AD777CD	28/12/2009	12 500,51 €	7	12 500,51 €	- €		- €	
31/12/2017	23948 Véhicule - Véhicule tous usages : 342 DDC 78	01/01/2001	24 761,20 €	20	18 370,90 €	6 390,30 €		- 6 190,30 €	
31/12/2017	33493 Véhicule - VTU n° de série VF77AAJAF A17181182 n° immatriculation 34	01/01/2003	26 275,60 €	15	22 772,23 €	3 503,37 €		- 3 503,37 €	
31/12/2017	2016-00553 Divers - (1) Aspirateur eau et poussière - VILLEPREUX	25/04/2016	160,80 €	1	160,80 €	- €		- €	
	Divers								
	[...]								

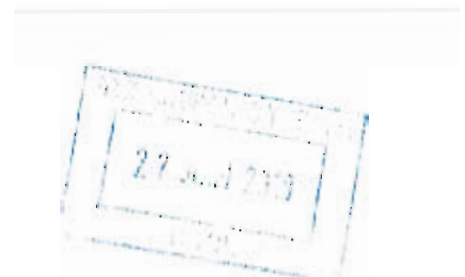
ipre par cession, quelle soit totale ou partielle.
e cession - VNC (valeur nette comptable) le jour de la cession.
; en diffusion de 0 s'il s'agit de cessions partielles.



IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DES OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	A6.3

Pour mémoire		Crédits ouverts
Chapitre	24	Produits des cessions d'immobilisations
		-106 813,44

Produit des cessions		Réalizations
Compte	775	Produits des cessions d'immobilisations
		106 813,44
Compte	675	Valeurs comptables des immobilisations cédées
		147 737,97



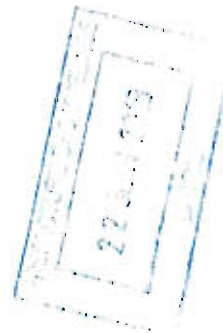
IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - ENTREES		IV
		A6.4

Modalité et date d'acquisition (1)	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/2017	Durée d'amortissement en année (2)
TOTAL GENERAL					
Acquisitions à titre onéreux					
Acquisitions à titre gratuit					
Mise à disposition					
Affectation					
Mises en concession ou affermage					
Divers					

(1) En application de l) de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme, il convient de reporter dans ce état les acquisitions et les cessions réalisées pendant la durée de l'exercice par le concessionnaire d'aménagement.

(2) Si le bien acquis est amortissable, indiquer la durée d'amortissement.



IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - SORTIES

IV

A6-5

Modalités et date de sortie (1)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortissement en années	Cumul amortissements antérieur à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (2)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (3)
TOTAL GENERAL									
Cessions à titre onéreux									
[...]									
Cessions à titre gratuit									
[...]									
Mise à disposition									
[...]									
Affectation									
[...]									
Mises en concession ou affermage									
[...]									
Mise à la réforme									
[...]									
Divers									
[...]									

(1) En application de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme, il convient de retracer dans cet état les sorties réalisées pendant la durée de l'exercice par et concessionnaire d'aménagement. Affichez une ligne par sortie, qu'elle soit totale ou partielle.

(2) Plus ou moins value = prix de cession - VNC (valeur nette comptable) le jour de la cession.

(3) Le VNC au 31/12 est différent de 0 s'il s'agit de cessions partielles.



SECTION DE FONCTIONNEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	Charges à caractère général		
...			
012	Charges de personnel et frais assimilés		
...			
72	Travaux en régie		
...			
TOTAL GENERAL		0,00 I	0,00

SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	Immobilisations incorporelles	
...		
21	Immobilisations corporelles	
...		
23	Immobilisations en cours	
...		
TOTAL GENERAL		

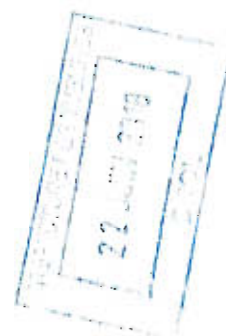
(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel ...), à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le SDIS.

(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

RATIO

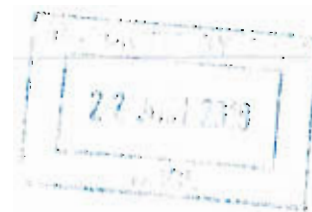
	Montant
Recettes 72 (1)	
Recettes réelles de fonctionnement	
Recettes 72/ Recettes réelles de fonctionnement	



IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN - LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B1.1

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS
(Article L. 3312-2 du CGCT)

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL.		
Personnes de droit privé		
Associations		
[...]		
Entreprises		
[...]		
Personnes physiques		
[...]		
Autres		
[...]		
Personnes de droit public		
Etat		
[...]		
Régions		
[...]		
Départements		
[...]		
Communes		
[...]		
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC...)		
[...]		
Autres		
[...]		



IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – SUBVENTIONS VERSEES PAR LE SDIS (Article L. 2311-7 du CGCT par renvoi de l'article L. 3241-1 et L. 3312-7 du CGCT)	BI.2

Article (1)	Subventions... (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT					
FONCTIONNEMENT					
6574	délibération 17-2-32 du 19-06-2017	Soutien à l'organisation du championnat de France cycliste des Sapeurs-pompiers	ASSOCIATION CFCSP FRANCE 2017A Coordination française de cyclisme des sapeurs pompiers	Association loi 1901	10 000,00 €
6574	délibération 17-1B-08 du 25-01-2017	Subvention de fonctionnement	Œuvre des Pupilles Orphelins et Fonds d'Entraide des Sapeurs-Pompier de France	Association loi 1901	12 000,00 €
6574	délibération 17-1B-08 du 25-01-2017	Subvention de fonctionnement	Association sportive des Sapeurs-pompier des Yvelines	Association loi 1901	27 000,00 €
6574	délibération 17-1B-08 du 25-01-2017	Subvention de fonctionnement	Union départementale des Sapeurs-pompier des Yvelines	Association loi 1901	50 000,00 €
6574	délibération 17-1B-08 du 25-01-2017	Subvention de fonctionnement	Association départementale des jeunes Sapeurs-pompier des Yvelines	Association loi 1901	24 000,00 €

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention

(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.

(3) Objet pour lequel est versé la subvention.

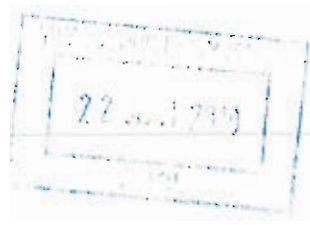


IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN - ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exercice d'origine du contrat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant des redevances restant à courir				Total (1)
					N+1	N+2	N+3	N+4	
Crédits-bails mobiliers									
...									
Crédits-bails immobiliers									
...									
Total									

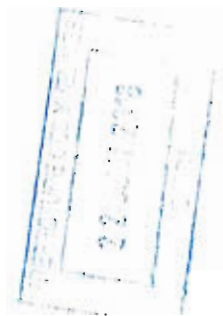
(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant



IV – ANNEXES		IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN - ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE		B3

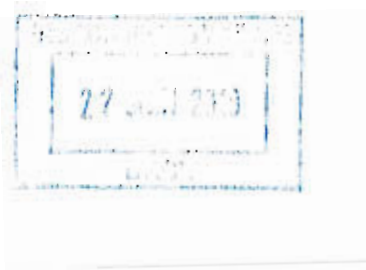
Libellé du contrat	Année de signature du contrat de PPP	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le contrat de PPP	Montant total prévu au titre du contrat de PPP	Montant de la rémunération du cocontractant	Durée du contrat de PPP (en mois)	Date de fin du contrat de PPP	Somme des parts Investissements (1)	Somme nette des parts Investissements (2)

(1) Somme des rémunérations relatives à l'investissement restant à verser au cocontractant pour la durée restante du contrat de PPP au 31/12/2017
(2) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite de la somme des participations reçues d'autres collectivités publiques au titre de la part investissement



IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN - ETAT DES ENGAGEMENTS DONNES	B4

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 31/12/2017	Annuité versée au cours de l'exercice
TOTAL							
	8017 Subventions à verser en annuités						
...							
	8018 Autres engagements donnés						
	Au profit d'organismes publics						
...							
	Au profit d'organismes privés						
...							
TOTAL							



IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN - ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS	B5

Année d'origine	Nature de l'engagement	Orgnisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 31/12/2017	Annuité reçue au cours de l'exercice
TOTAL							
	8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)						
	8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)						
	8028 Autres engagements reçus						
	A l'exception de ceux reçus des entreprises						
	Engagements reçus des entreprises						
TOTAL							



IV – ANNEXES
ENGAGEMENTS HORS BILAN - SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

IV
B6

AUTORISATION DE PROGRAMME		Stocks AP votées (exercices antérieurs) disponibles à l'affectation y compris ajustements intervenus dans l'année	AP nouvelles votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/2017 (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées dans l'année (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandats au budget de l'année N (5)	Restes à financer au titre des AP affectées au 31/12/2017 (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé								
1		4 103 320,00	0,00	0,00	3 400,00	0,00	3 400,00	1 398,00	2 002,00
3		2 850 090,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00	444,00	1 056,00
21		8 401 370,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00	1 262,15	-262,15
40		9 707 565,00	0,00	0,00	7 765 030,00	0,00	7 765 030,00	772 156,99	6 992 873,01
47		529 000,00	0,00	0,00	75 000,00	0,00	75 000,00	1 152,00	75 848,00
48		328 240,00	0,00	1 583 200,00	-1 583 200,00	0,00	0,00	29 971,44	-29 971,44
49		17 883 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 445,65	-1 445,65
50		1 888 340,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 320,84	-30 320,84
51		358 300,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00	9 720,15	40 279,85
52		1 098 780,00	0,00	0,00	84 000,00	0,00	84 000,00	71 268,85	12 731,15
53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
54		2 748 677,00	0,00	0,00	5 018 177,00	0,00	5 018 177,00	375 303,70	4 642 873,30
55		998 800,00	0,00	0,00	1 301 000,00	0,00	1 301 000,00	263 371,90	1 037 628,10
56		690 000,00	0,00	0,00	340 000,00	0,00	340 000,00	400 222,66	-60 222,66
57		142 700,00	0,00	0,00	145 300,00	0,00	145 300,00	31 959,75	113 340,25
58		50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 641,20	-20 641,20
59		4 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 776,00	-4 776,00
60		2 297 000,00	0,00	1 903 032,00	-1 903 032,00	0,00	0,00	1 943 229,35	-1 943 229,35
61		726 000,00	0,00	0,00	2 175 000,00	0,00	2 175 000,00	435 427,33	1 739 572,67
62		504 000,00	1 057 800,00	0,00	1 057 800,00	0,00	1 057 800,00	498 901,50	558 898,50
63		220 000,00	1 420 000,00	0,00	1 420 000,00	0,00	1 420 000,00	0,00	1 420 000,00
TOTAL		55 530 482,03	2 477 800,00	3 486 232,00	15 950 975,00	0,00	19 437 207,00	4 892 973,46	14 544 233,54

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(3) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

22/01/2019

IV – ANNEXES										IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT										B7
AUTORISATION D'ENGAGEMENT		Stocks AE votées (exercices antérieurs) disponibles à l'affectation y compris ajustements intervenus dans l'année	AE nouvelles votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées dans l'année (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	Restes à financer au titre des AE affectées au 31/12/2017 (6) = (4) - (5)	
Numéro	Libellé									
	TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Il s'agit des AE affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AE votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(3) Il s'agit des AE non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

IV. - ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/2017

IV
C1

C1 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/2017

GRADES OU EMPLOIS (1)	Catégories (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)		TOTAL	EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		TOTAL
		EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET		AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)							
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)							
Directeur territorial	A	2		2	1		1
Attaché territorial	A	19		19	15		15
Rédacteur territorial	B	24		24	25		25
Adjoint administratif	C	69		69	66		66
FILIERE TECHNIQUE (c)							
Ingénieur	A	17		17	16		16
Technicien	B	32		32	28		28
Agent de maîtrise	C	5		5	5		5
Adjoint technique	C	33		33	37		37
FILIERE SOCIALE (d)							
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)							
Psychologue	A		2	2	1		1
Assistant socio-éducatif principal	B	1		1	1		1
Technicien paramédical	B	1		1	1		1
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)							
FILIERE SPORTIVE (g)							
FILIERE CULTURELLE (h)							
Adjoint territorial du patrimoine	C	1		1	1		1
Professeur d'enseignement hors classe	A	1		1	1		1
FILIERE ANIMATION (i)							
FILIERE POLICE (j)							
FILIERE SAPEURS POMPIERS PROFESSIONNELS (k) (5)							
Directeur départemental Contrôleur général	A	1		1	1		1
Directeur départemental adjoint Colonel hors Classe	A	1		1	1		1
Colonel Hors Classe	A	2	1	3	3		3
Colonel	A	0		0	0		0
Lieutenant-colonel	A	16		16	16		16
Commandant	A	23		23	23		23
Capitaine	A	36		36	32		32

IV. – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/2017

CI - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/2017

GRADES OU EMPLOIS (1)	Catégories (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Lieutenant (2e classe, 1e classe et hors classe)	B	94		94	90		90
Adjudant	C	369		369	345		345
Sergent	C	437		437	455		455
Caporal-SAPEUR	C	250		250	187		187
Médecin pharmacien de classe exceptionnelle	A	4		4	4		4
Médecin pharmacien hors classe	A	3		3	2		2
Médecin pharmacien de classe normale	A	4		4	4		4
Infirmier hors classe	A	8		8	8		8
TOTAL GENERAL (a+b+c+d+e+f+g+h+i+j+k+l)		1453	3	1456	1369	0	1369

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante : les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalents temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité dans l'année.

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recruté à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6/12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, etc.



IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/2017

	IV
	CI

CI – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/2017 (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/2017 Agents occupant un emploi permanent (6)	CATEGORIE (1)	SECTEUR (2)	RNUMERATION (3)		CONTRAT		
			Indice	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)	
...							
Agents occupant un emploi non permanent (7)							
TOTAL GENERAL							

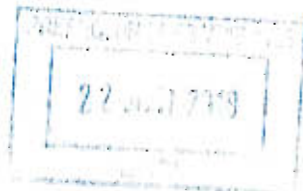
(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR

- ADM : Administratif.
- TECH : Technique.
- URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
- S : Social.
- MS : Médico-social.
- MT : Médico-technique.
- SP : Sportif.
- CULT : Culturel.
- ANIM : Animation.
- PM : Poliec.
- OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :

- 3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
- 3-b° : article 3, 2e alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
- 3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité,...).
- 3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
- 3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
- 3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
- 3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
- 3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
- 3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
- 3-4 : article 21 de la loi n° 2012-247 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
- 38 : article 38 : travailleurs handicapés catégorie C.
- 47 : article 47 : recrutements directs sur emplois fonctionnels



110 : article 110 : collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : contrats aidés).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.



IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LE SDIS A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (Articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 applicables au département par renvoi de l'article L. 3313-1 du CGCT et au SDIS par renvoi de l'article L. 3241-1)	C2

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication sur place et de prendre copie totale ou partielle à ses frais.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de services publics (3)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50% du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

- (1) Siège de l'établissement.
(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).
(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée ...)



IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION - LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LE SDIS	C3.1

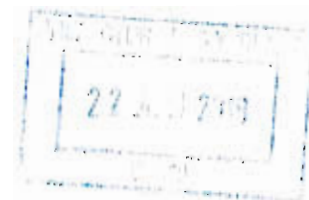
DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L.5721-1 du CGCT)			
Autres organismes de regroupement			



IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION - LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES	C3.2

C3.2 - LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TYA (oui / non)



IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION- LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	C3.3

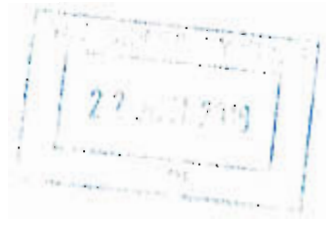
C3.3 - LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)



IV -- ANNEXES		IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION - LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE		C3.4

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)



IV - ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION - PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C4

1 - BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts	Réalisations - mandats ou titres émis (1)	Restes à réaliser au 31/12/2017	Crédits annulés
INVESTISSEMENT DEPENSES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT DEPENSES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Y compris les rattachements

2 - BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budgets)

BUDGET/n° SIRET				
SECTION	Crédits ouverts	Réalisations - Mandats ou titres émis (1)	Restes à réaliser au 31/12/2017	Crédits annulés
INVESTISSEMENT DEPENSES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT DEPENSES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Y compris les rattachements

**3 - PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES
(avant la neutralisation des flux réciproques)**

BUDGET/n° SIRET				
SECTION	Crédits ouverts	Réalisations - mandats ou titres émis (1)	Restes à réaliser au 31/12/2017	Crédits annulés
INVESTISSEMENT DEPENSES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT DEPENSES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Y compris les rattachements

4 - FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES
(cf. liste des principales opérations en annexe de la M. 61) (1)

SECTION	Crédits ouverts	Réalisations - mandats ou titres émis (2)	Restes à réaliser au 31/12/2017	Crédits annulés
INVESTISSEMENT DEPENSES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT DEPENSES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements

5 - PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES
(après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12/2017	Crédits annulés
INVESTISSEMENT DEPENSES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT DEPENSES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements



IV - ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice :
 Nombre de membres présents:
 Nombre de suffrages exprimés:

VOTES :

Pour :
 Contre:
 Abstentions:

Date de convocation:

Présenté par (1) ,

A ... , le

Délibéré par le conseil d'administration, réunie en session...

A ... , le

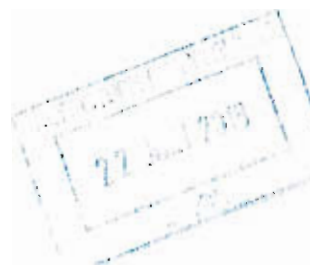
Les membres du conseil d'administration,

--	--

Certifié exécutoire par ... (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le ... , et de la publication le ...

A ... , le ...

(1) Indiquer "la présidente" ou "le président"





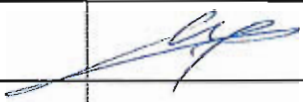

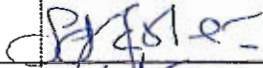

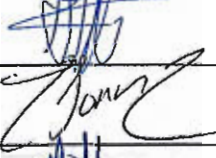
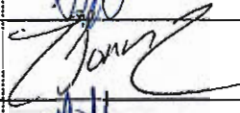

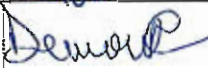
IV - ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 22
 Nombre de membres présents : 17 + 1 suppléant
 Nombre de suffrages exprimés : 17
 VOTES : Pour : 17
 Contre : 0
 Abstentions : 0
 Date de convocation : 28.05.2018

Présenté par la Première Vice-Présidente,
A Versailles, le 20/06/2018


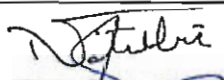

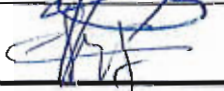
Le Président,
 Délibéré par le Conseil d'Administration, réuni en session.....
 A Versailles, le 20/06/2018
 Les membres du Conseil d'Administration,

Représentants du Département

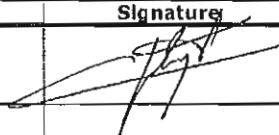

Titulaires	Signature	Suppléants	Signature
M. JOUY Alexandre		M. de LA FAIRE Olivier	
M. Jean-Noël AMADEI		M. OLIVE Karl	
M. LEBRUN Olivier		M. JOUY Didier	
M. RAYNAL Jean-François		M. VANDEWALLE Yves	
M. RICHARD Laurent		M. BENASSAYA Philippe	
M. BRILLAULT Philippe		M. BENIZE Georges	
Mme JEAN Josette		Mme ZAMMIT-POPESCU Cécile	
Mme WINOCOUR-LEFEVRE Pauline		Mme CHAGNAUD-FORAIN Claire	
Mme d'ESTEVE Sylvie		Mme GUYARD Elisabeth	
Mme BRIOIX-FEUCHET Hélène		Mme TROCHU Laurence	
Mme ROSETTI Alexandra		Mme BRISTOL Nicole	
Mme SORNAY Elodie		Mme GEHIN Janick	
Mme AUBERT Marie-Hélène		Mme CAPIAUX Anne	
Mme DEMONT Clarisse		Mme ARENOU Catherine	

	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Représentants des Communes

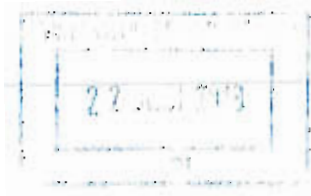
Titulaires	Signature	Suppléants	Signature
M. PELLETIER Jacques		M. BRUNEAU Jean-Michel	
M. LORINQUER Christian		M. ANSART Jérôme	
M. GENOT Claude		M. CINTRAT Alain	
M. VOITELLIER Thierry		M. DELAPORTE Olivier	
M. MILLOT Michel		M. MIRAMBEAU Stéphane	
Mme GUIGNON Christlane		M. Jean-Louis BINICK	

Représentants des Etablissements publics de coopération intercommunale

Titulaires	Signature	Suppléants	Signature
M. PLUYAUD Jean-Pierre		M. OURGAUD Jean-Luc	
M. MARTINEZ Paul		M. LEBOUIC Michel	

Certifié exécutoire par le Président, compte tenu de la transmission en Préfecture, le, et de la publication le

A, le





**Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines**

Séance du 20 juin 2018

DELIBERATION N° 18-2-24

Affectation des résultats du budget 2017

Le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 1424-1 et suivants et R. 1424-1 et suivants ;

VU la délibération n° 18-2-22 du Conseil d'administration en date du 20 juin 2018 relative au compte de gestion de la Payeuse départementale pour l'exercice 2017 ;

VU la délibération n° 18-2-23 du Conseil d'administration en date du 20 juin 2018 portant approbation du compte administratif 2017 ;

VU l'avis favorable de la Commission des Finances du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, réunie le 23 mai 2018 ;

SUR le rapport de son Président ;

APRES en avoir délibéré,

DECIDE la reprise du solde d'exécution de la section d'investissement du budget 2017, soit 6 129 885,83 €, sur la ligne budgétaire de l'exercice 2018 codifiée 001 « solde d'exécution de la section d'investissement reporté » ;

CONSTATE que le résultat global cumulé de la section de fonctionnement s'élève à 7 819 093,74 € ;

DECIDE l'affectation de 1 937 192,56 € à la section d'investissement, cette dernière affichant un résultat global cumulé déficitaire ;

DECIDE d'affecter le solde du résultat global cumulé de la section de fonctionnement, soit 5 881 901,18 €, sur la ligne budgétaire de l'exercice 2018 codifiée 002 « résultat de fonctionnement reporté » pour sa totalité.

Délibéré à Versailles, le 20 juin 2018

par ~~17~~ voix (dont ~~0~~ pouvoir) pour, ~~0~~ voix contre et ~~0~~ abstention,

~~17~~ membres titulaires présents votant, ~~1~~ membre suppléant présent ne votant pas ;

le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines

Alexandre JOLY

Accusé de réception en préfecture
078-287800536-20180620-18-2-24-DE
Date de télétransmission : 22/06/2018
Date de réception préfecture : 22/06/2018



Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines

Séance du 20 juin 2018

DELIBERATION N° 18-2-25

Budget supplémentaire de l'année 2018

Le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 1424-1 et suivants et R. 1424-1 et suivants ;

VU la délibération n° 18-1-09 du Conseil d'administration en date du 14 février 2018 relative au budget primitif 2018 du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines ;

VU la délibération n° 18-2-22 du Conseil d'administration en date du 20 juin 2018 relative au compte de gestion 2017 ;

VU la délibération n° 18-2-23 du Conseil d'administration en date du 20 juin 2018 relative au compte administratif 2017 ;

VU la délibération n° 18-2-24 du Conseil d'administration en date du 20 juin 2018 relative à l'affectation des résultats du budget 2017 ;

VU l'avis favorable de la Commission des Finances du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, réunie le 23 mai 2018 ;

SUR le rapport de son Président ;

APRES en avoir délibéré,

ADOpte le budget supplémentaire 2018 ainsi que les reports tels que présentés en annexe à la présente délibération.

Délibéré à Versailles, le 20 juin 2018

par 17 voix (dont 0 pouvoir) pour, 0 voix contre et 0 abstention,
17 membres titulaires présents votant, 1 membre suppléant présent ne votant pas ;

le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines

Alexandre JOUY

Accusé de réception en préfecture
078-287800536-20180620-18-2-25-DE
Date de télétransmission : 22/06/2018
Date de réception préfecture : 22/06/2018

REPUBLIQUE FRANCAISE

**SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DES YVELINES**

Numéro SIRET : 287 800 536 000 32

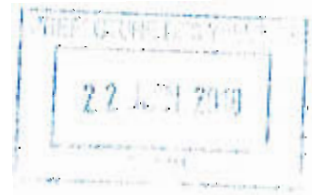
POSTE COMPTABLE DE : PAIERIE DEPARTEMENTALE DES YVELINES

M. 61

Budget Supplémentaire

S.D.I.S. DES YVELINES

ANNEE 2018



SOMMAIRE

I. Informations générales

- A - Modalités de vote du budget
- B - Exécution du budget de l'exercice précédent

II. Présentation générale du budget

- A1 - Vue d'ensemble du budget
- A2.1 - Equilibre financier du budget - Section d'investissement
- A2.2 - Equilibre financier du budget - Section d'investissement

- B1 - Balance générale du budget - Dépenses
- B2 - Balance générale du budget - Recettes

III. Vote du budget

- A - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble
- A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses
- A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes
- B - Section d'investissement - Vue d'ensemble
- B1.1 - Section d'investissement - Dépenses non individualisées en programme d'équipement
- B1.2 - Section d'investissement - Dépenses individualisées en programme d'équipement
- B1.3 - Section d'investissement - Chapitres de programme afférent à une autorisation de programme
- B1.4 - Section d'investissement - Chapitres de programme non compris dans une autorisation de programme
- B2 - Section d'investissement - Subventions d'équipement à verser
- B3 - Section d'investissement - Dépenses financières
- B4 - Section d'investissement - Recettes d'équipement
- B5 - Section d'investissement - Recettes financières
- B6 - Section d'investissement - Récapitulatif des opérations pour le compte de tiers
- B7 - Section d'investissement - Opérations d'ordre entre sections
- B8 - Section d'investissement - Opérations patrimoniales
- B9.1 - Section d'investissement - Equilibre des opérations financières - Dépenses
- B9.2 - Section d'investissement - Equilibre des opérations financières - Recettes

IV. Annexes

- A - Eléments du bilan
- A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie
- A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette
- A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux
- A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours
- A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture
- A2 - Méthodes utilisées
- A3 - Etat des provisions
- A4 - Etat des charges transférées
- A5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers
- B - Engagements hors bilan
- B1 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget
- B2 - Etat des contrats de crédit-bail
- B3 - Etat des contrats de PPP
- B4 - Etat des engagements donnés
- B5 - Etat des engagements reçus
- B6 - Situation des autorisations de programme
- B7 - Situation des autorisations d'engagement
- C - Autres éléments d'information
- C1 - Etat du personnel
- C2 - Liste des organismes dans lesquels le SDIS a pris un engagement financier
- C3.1 - Liste des organismes de regroupement
- C3.2 - Liste des établissements publics créés
- C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe
- C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe
- D - Arrêté et signatures
- D - Arrêté et signatures

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.



I - INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I - Le conseil d'administration a voté le présent budget :
au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement ;
au niveau du chapitre pour la section d'investissement, avec une AP = un chapitre
- (2) les programmes listés sur l'état II-B1.2 ;
- Sans Vote formel sur chacun des chapitres

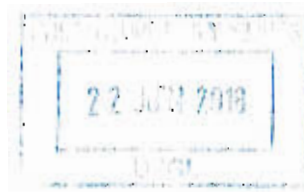
La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II - La comparaison s'effectue par rapport au budget cumulé (4) de l'exercice précédent.

III - En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre.

IV - Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice 2017 après le vote du compte administratif 2017.

- (1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(2) Indiquer 'avec' ou 'sans' les programmes d'équipement.
(3) indiquer 'avec' ou 'sans' vote formel
(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu
(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1



I - INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT	B

RESULTATS DE L'EXERCICE PRECEDENT

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			Résultat ou solde (A) (3)
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	
TOTAL DU BUDGET	139 574 463,30	140 032 424,54	0,00	457 961,24
Investissement	17 684 340,33	17 166 104,03 (1)	0,00	-518 236,30
Fonctionnement	121 890 122,97	122 866 320,51 (2)	0,00	976 197,54

(1) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe - si dépenses > recettes, et + recettes > dépenses.

(2) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe - si déficitaire, et + si excédentaire

(3) Indiquer le signe - si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses

RESTES A REALISER - DEPENSES

Chap. / Art. (4)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT - TOTAL		8 067 078,39
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA, régie)	0,00
	Total des programmes d'équipement	2 474 644,59
20	Immobilisations incorporelles	351 909,87
2031	Frais d'études	140 171,05
2033	Frais d'insertion	177,12
2051	Conc&droit simil, brevets lic...	211 561,70
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	4 547 868,28
2128	Autres agen. et amén.	8 047,14
21351	Bâtiments publics	197 743,48
21531	Réseaux de transmission	69 340,37
21538	Autres réseaux	21 888,84
21561	Mat. d'incendie & de secours	2 340 680,69
21568	Aut. Mat. d'incendie & de sec.	784 619,24
21571	Ateliers	7 936,39
21578	Aut. matériel & outillage tec.	13 487,09
2158	Autres	77 254,54
217312	Centre d'incendie & de secours	7 401,16
21735	Inst. générales, agencements	816 456,52
2181	Inst. Gén., agen. & amén. Div.	61 664,32
2183	Matériel informatique	64 894,63
2184	Matériel de bureau et mobilier	55 433,99
2188	Autres	21 019,88
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	692 655,65
238	Avances versées s/code ino corp	692 655,65
26	Participation et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT- TOTAL		0,00
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
014	Atténuation de produits	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00

(4) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration

I - INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT	B

RESULTATS DE L'EXERCICE PRECEDENT

RESTES A REALISER					
Dépenses	Recettes	Solde (B)	RESULTAT CUMULE = (A) + (B) Excédent si positif Déficit si négatif		
I + II	8 067 078,39	III + IV	0,00	0,00	-7 609 117,15
I	8 067 078,39	II	0,00	-8 067 078,39	-8 585 314,69
II	0,00	IV	0,00	0,00	976 197,54

RESTES A REALISER - RECETTES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Titres restant à émettre	
	SECTION D'INVESTISSEMENT - TOTAL	(III)	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA, régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles		0,00
204	Subventions d'équipement versées		0,00
21	Immobilisations corporelles		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation		0,00
23	Immobilisations en cours		0,00
26	Participation et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières		0,00
	SECTION DE FONCTIONNEMENT - TOTAL	(IV)	0,00
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses		0,00
74	Dotations et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
13	Atténuation de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00

(1) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A 1

		DEPENSES	RECETTES
V O T E	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	1 291 100,00	3 228 292,56
+		+	+
R E P O R T S	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	8 067 078,39	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 6 129 885,83
=		=	=
Total de la section d'investissement (2)		9 358 178,39	9 358 178,39

		DEPENSES	RECETTES
V O T E	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	6 108 901,18	227 000,00
+		+	+
R E P O R T S	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 5 881 901,18
=		=	=
Total de la section de fonctionnement (3)		6 108 901,18	6 108 901,18

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (4)	15 467 079,57	15 467 079,57
--------------------------------	----------------------	----------------------

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 3312.9 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 3312.8 du CGCT).

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A 1

TOTAL DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DEPENSES			RECETTES		
	REELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	REELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
Crédit d'investissement votés au titre du présent budget	84 100,00	1 207 000,00	1 291 100,00	-3 977 608,62	7 205 901,18	3 228 292,56
Crédit de fonctionnement votés au titre du présent budget	103 000,00	6 005 901,18	6 108 901,18	220 000,00	7 000,00	227 000,00
(hors RAR N-1 et reports)	187 100,00	7 212 901,18	7 400 001,18	-3 757 608,62	7 212 901,18	3 455 292,56

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent.

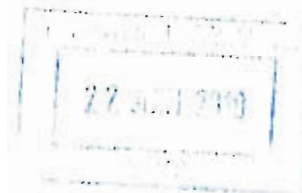
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 3312.9 du CGCT)

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 3312-8 du CGCT)

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.



II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER - SECTION DE FONCTIONNEMENT	A 2.1

SECTION DE FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)

OPERATION REELLES

Chap.	LIBELLE	DEPENSES	RECETTES
011	Charge à caractère général	15 000,00	
012	Charge de personnel et frais assimilés	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
014	Atténuation de produits	0,00	
70	Prod. Des services du domaine et ventes dive		180 000,00
74	Contributions et participations		40 000,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
Total gestion des services		15 000,00	220 000,00
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	68 000,00	
68	Dotations aux amortissement et aux provision	0,00	
022	Dépenses imprévues	20 000,00	
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions		0,00
TOTAL DES OPERATIONS REELLES		I 103 000,00	II 220 000,00

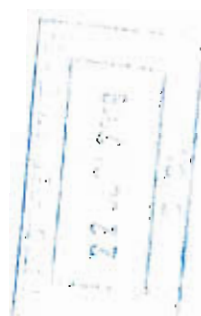
SOLDE DES OPERATIONS REELLES ET MIXTES :	117 000,00
(Recettes réelles - Dépenses réelles)	

OPERATIONS D'ORDRE (1)

042	Opérations d'ordre entre sections	2 516 500,00	7 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section		
023	Virement de la section d'investissement	3 489 401,18	
TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE		III 6 005 901,18	IV 7 000,00
AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D (042 + 023) - R 042 :			5 998 901,18
002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	V	0,00	VI 5 881 901,18
TOTAL DE LA SECTION		I + III + V 6 108 901,18	II + IV + VI 6 108 901,18

(1) DF 023 = RI 021; DF 042 = RI 040; RF 042 = DJ 040; DF 043 = RF 043.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.



II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER - SECTION D'INVESTISSEMENT	A 2.2

SECTION D'INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)

OPERATION REELLES

Chap.	LIBELLE		DEPENSES		RECETTES
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	(1)	160 000,00
13	Subventions d'investissement		0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00		-6 074 801,18
18	Atténuation de produits		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	(2)	996 336,91	(3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées		0,00	(3)	0,00
21	Immobilisations corporelles	(2)	5 317 159,93	(3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(2)	0,00	(3)	0,00
23	Immobilisations en cours	(2)	1 837 681,55	(3)	0,00
26	Participations et créances rattachées à des participations		0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières		0,00		0,00
45	Total des opérations pour compte de tiers		0,00		0,00
020	Dépenses imprévues		0,00		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations				0,00
TOTAL DES OPERATIONS REELLES		I	8 151 178,39	II	-5 914 801,18

BESOIN D'AUTOFINANCEMENT :	14 065 979,57
(Dépenses réelles - Recettes réelles)	

OPERATIONS D'ORDRE (4)

040	Opérations d'ordre entre sections		7 000,00		2 516 500,00
041	Opérations patrimoniales		1 200 000,00		1 200 000,00
021	Virement de la section de fonctionnement				3 489 401,18
TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE		III	1 207 000,00	IV	7 205 901,18

AUTOFINANCEMENT PROPRE A L'EXERCICE = R (040 + 021) - D 040 :	5 998 901,18
Solde des opérations d'ordre de section à section (précédé du signe - si négatif)	

001 SOLDE D'EXECUTION N-1 REPORTE (5)	V	0,00	VI	6 129 885,83
1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (5)			VII	1 937 192,56

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V	9 358 178,39	II + IV + VI + VII	9 358 178,39
----------------------------	--------------------	---------------------	---------------------------	---------------------

(1) Hors 1068.

(2) Y compris les programmes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) RI 021 = DF 023; RI 040 = DF 042; DI 040 = RF 042; DI 041 = RI 041.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.



II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE - DEPENSES	B I

1 - FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	15 000,00		15 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuation de produits	0,00		0,00
60	Achats et variations de stocks		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	68 000,00	0,00	68 000,00
68	Dotations aux provisions	0,00	2 516 500,00	2 516 500,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	20 000,00		20 000,00
023	Virement à la section d'investissement		3 489 401,18	3 489 401,18
Dépenses de fonctionnement - Total		103 000,00	6 005 901,18	6 108 901,18
+				
D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (7)				0,00
=				
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES				6 108 901,18

2 - INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	7 000,00	7 000,00
16	Remboursement d'emprunts (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison: affectation (5)	0,00		0,00
	Total des programmes d'équipement	2 418 644,59		2 418 644,59
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	390 409,87	0,00	390 409,87
204	Subventions d'équipements versés	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	4 671 468,28	0,00	4 671 468,28
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisation en cours (3)	670 655,65	1 200 000,00	1 870 655,65
26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
198	Neutralisation des amortissements		0,00	0,00
45... 1	Total des opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement - Total		8 151 178,39	1 207 000,00	9 358 178,39
+				
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (7)				0,00
=				
TOTAL DES DEPENSES DE D'INVESTISSEMENT CUMULEES				9 358 178,39

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaire;

(2) Voir liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 61;

(3) Hors chapitres programmes;

(4) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état;

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière;

(6) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur des biens affectés;

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du conseil administratif) ou si reprise anticipée des résultats;

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE - RECETTE	B 2

1 - FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuation de charges	0,00		0,00
60	Achats et variations de stocks		0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	180 000,00		180 000,00
71	Production stockée (ou destockage)		0,00	0,00
72	Travaux en régie		0,00	0,00
74	Dotations et participations	40 000,00		40 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00		0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	7 000,00	7 000,00
78	Reprises sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement - Total		220 000,00	7 000,00	227 000,00
+				
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (6)				5 881 901,18
=				
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES				6 108 901,18

2 - INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	160 000,00	0,00	160 000,00
13	Subventions d'investissements	0,00	0,00	0,00
16	Remboursement d'emprunts (sauf 1688 non budgétaire)	-6 074 801,18	0,00	-6 074 801,18
18	Compte de liaison: affectation (budgets annexes) (4)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	620 000,00	620 000,00
204	Subventions d'équipements versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	580 000,00	580 000,00
26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissements des immobilisations		2 516 500,00	2 516 500,00
19	Diff. Sur réalisations d'immobilisation		0,00	0,00
45...2	Opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement		3 489 401,18	3 489 401,18
024	Produit des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement - Total		-5 914 801,18	7 205 901,18	1 291 100,00
+				
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (6)				6 129 885,83
+				
1068 EXEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (6)				1 937 192,56
=				
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES				9 358 178,39

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaire;

(2) Voir liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 61;

(3) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état;

(4) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière;

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur des biens affectés;

(6) Inscrive en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du conseil administratif) ou si reprise anticipée des résultats;



III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT	A
VUE D'ENSEMBLE	

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N		Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration	TOTAL
		I	I	II			
011	Charges à caractère général avec AE/CP	26 154 000,00	0,00	0,00	15 000,00	15 000,00	26 169 000,00
	hors AE/CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		26 154 000,00	0,00	0,00	15 000,00	15 000,00	26 169 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	88 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88 000 000,00
65	Autres charges d'activités avec AE/CP	548 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	548 500,00
	hors AE/CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		548 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	548 500,00
67	Charges exceptionnelles	30 000,00	0,00	0,00	68 000,00	68 000,00	98 000,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	3 489 401,18	3 489 401,18	3 489 401,18
042	Opération d'ordre de transfert entre section	8 623 500,00	0,00	0,00	2 516 500,00	2 516 500,00	11 140 000,00
043	Opération ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement - Total		123 356 000,00	0,00	0,00	6 108 901,18	6 108 901,18	129 464 901,18
+							
D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (I)							0,00
=							
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES							129 464 901,18

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N		Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration	TOTAL
		I	I	II			
70	Prod. des serv., du domaine et ventes diverses	1 020 000,00	0,00	0,00	180 000,00	180 000,00	1 200 000,00
74	Contributions et participations	117 184 162,00	0,00	0,00	40 000,00	40 000,00	117 224 162,00
75	Autres produits de gestion courante	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
013	Atténuation des charges	2 144 838,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 144 838,00
77	Produits exceptionnels	130 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	130 000,00
042	Opération d'ordre de transfert entre section	2 677 000,00	0,00	0,00	7 000,00	7 000,00	2 684 000,00
043	Opération ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de fonctionnement - Total		123 356 000,00	0,00	0,00	227 000,00	227 000,00	123 583 000,00
+							
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (I)							5 881 901,18
=							
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES							129 464 901,18

(1) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du conseil administratif) ou si reprise anticipée des résultats;

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES -DETAIL PAR ARTICLES				A 1
Chap/art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
011	Charges à caractère général	26 154 000,00	15 000,00	15 000,00
605	Achats de mat., éqpts, travaux	62 000,00	0,00	0,00
606111	Eau & assainissement Bâtiments	171 050,00	0,00	0,00
606112	Eau & assainissement logements	50 000,00	0,00	0,00
60612	Energie - électricité	4 037,62	0,00	0,00
6061211	Electricité Bâtiments	750 050,00	0,00	0,00
6061212	Electricité logements	295 962,38	0,00	0,00
606122	Gaz	195,62	0,00	0,00
6061221	Gaz Bâtiments	469 804,38	0,00	0,00
6061222	Gaz logements	100 000,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	141 000,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	30 449,09	0,00	0,00
606211	Combustibles Bâtiments	102 000,91	0,00	0,00
606212	Combustibles logements	20 000,00	0,00	0,00
60622	Carburants	1 594 455,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	46 200,00	0,00	0,00
60628	Aut. fournitures non stockées	622 955,00	0,00	0,00
60632	Fourniture de petit équipement	771 700,00	0,00	0,00
60636	Habil. et vêtements de travail	295 440,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	103 400,00	0,00	0,00
606611	Médicaments	33 800,00	0,00	0,00
606612	Oxygène médicament	41 000,00	0,00	0,00
60662	Vaccins et sérums	10 000,00	0,00	0,00
60668	Aut. produits pharmaceutiques	289 830,00	0,00	0,00
6067	Produits d'intervent°	74 500,00	0,00	0,00
6111	Contrats de prestation de serv	133 430,00	0,00	0,00
6112	Contrats de restauration coll.	261 490,00	0,00	0,00
61321	Loyers bat. administratifs	475 186,00	0,00	0,00
61322	Loyers services logés	10 668 350,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	240 885,00	0,00	0,00
6141	Charges locatives bâtiments	94 000,00	0,00	0,00
6142	Charges locatives logements	250 200,00	0,00	0,00
61521	Terrains	63 820,00	0,00	0,00
615221	Bâtiments publics	526 080,00	0,00	0,00
61523	Voies et réseaux	6 500,00	0,00	0,00
615231	Voies	20 000,00	0,00	0,00
61551	Matériel roulant	1 302 000,00	0,00	0,00
61558	Autres biens mobiliers	561 485,00	0,00	0,00
6156	Maintenance (contrat)	1 591 210,00	0,00	0,00
61566	Maintenance photocopieurs	65 000,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	596 150,00	0,00	0,00
6168	Autres	475 751,00	0,00	0,00
61821	Abonnements	31 220,00	0,00	0,00
61828	Autres	15 490,00	0,00	0,00
6184	Vers. à des org. de formation	487 050,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	23 200,00	0,00	0,00
6225	Indem. au compt. & aux régis.	9 000,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	31 700,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes & de contentieux	37 149,00	0,00	0,00
6228	Autres serv. extérieurs-Divers	349 630,00	15 000,00	15 000,00
6231	Annonces et insertions	25 000,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	65 430,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	25 850,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	78 130,00	0,00	0,00
6238	Divers	1 000,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	23 830,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs du pers.	21 500,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	331 780,00	0,00	0,00
6255	Frais de déménagement	214 000,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	35 000,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	479 800,00	0,00	0,00
627	Services bancaires & assimilés	1 400,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	3 200,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	22 200,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	378 400,00	0,00	0,00
62878	A des tiers	10 000,00	0,00	0,00
Chap/art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration

III - VOTE DU BUDGET				III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES - DETAIL PAR ARTICLES				A 1
Chap/art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
6288	Autres	29 200,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	7 000,00	0,00	0,00
6354	Droits d'enregist. & de timbre	3 474,00	0,00	0,00
6355	Taxes & impôts sur les véhic.	2 000,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	88 000 000,00	0,00	0,00
6331	Versement de transport	700 000,00	0,00	0,00
6332	Cot. versées au f.n.a.l.	200 000,00	0,00	0,00
6336	Cot. CNFPT&etr gest°fct.p.l	610 000,00	0,00	0,00
6338	Autr. impôt. tax&vrt asi s/rém°	105 000,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale	32 294 250,00	0,00	0,00
64112	S.F.T & indemnité de résidence	1 530 000,00	0,00	0,00
64113	Nbi	390 000,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	16 700 000,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	1 600 000,00	0,00	0,00
64141	Vacations versées aux S.P. vol.	13 500 000,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	90 000,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'URSSAF	6 000 000,00	0,00	0,00
6453	Cot. aux caisses de retraite	12 979 750,00	0,00	0,00
6456	Vers. au FNC du sup. familial	20 000,00	0,00	0,00
6457	Cot. Sociales / apprentissage	5 000,00	0,00	0,00
6458	Cot. aux autres org. sociaux	395 000,00	0,00	0,00
646	Allocation de vétéran	420 000,00	0,00	0,00
6472	Prestations familiales directe	25 000,00	0,00	0,00
6473	Allocations de chômage	80 000,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	62 000,00	0,00	0,00
6478	Aut. charges sociales diverses	14 000,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	280 000,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	548 500,00	0,00	0,00
651	Redevance, concession, brev, lic	40 000,00	0,00	0,00
6531	Indemnités	40 000,00	0,00	0,00
6558	Aut. contributions obligatoire	301 500,00	0,00	0,00
656	Participations	20 000,00	0,00	0,00
6574	Sub. fct°t asso& org. prt privé	147 000,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (011+012+65+014)		114 702 500,00	15 000,00	15 000,00
66	Charges financières (B)	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (C)	30 000,00	68 000,00	68 000,00
6711	Int. Morat. et pénal / marchés	10 000,00	0,00	0,00
6718	Autr. charg. excepti. s/opér°gest°	0,00	58 000,00	58 000,00
673	Titres annulés s/exercice anté	20 000,00	10 000,00	10 000,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (D)	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (E)	0,00	20 000,00	20 000,00
TOTAL DES DEPENSES REELLES = A+B+C+D+E		114 732 500,00	103 000,00	103 000,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	3 489 401,18	3 489 401,18
042	Opérations d'ordre entre sections (2)	8 623 500,00	2 516 500,00	2 516 500,00
6811	Dot. Amor. imo. incorporel&corpo	8 623 500,00	2 516 500,00	2 516 500,00
043	Opération ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00

III - VOTE DU BUDGET			III	
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES -DETAIL PAR ARTICLES			A I	
Chap/art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE (= Prélèvement issu de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement)		8 623 500,00	6 005 901,18	6 005 901,18
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE		123 356 000,00	6 108 901,18	6 108 901,18
			+	
			RESTES A REALISER N-1 (3)	0,00
			+	
			D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (3)	0,00
			=	
			TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	129 464 901,18

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (4)

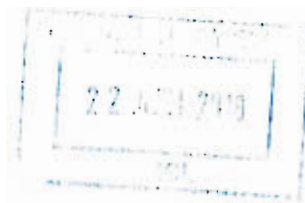
Montant des ICNE de l'exercice	
Montant des ICNE de l'exercice N-1	
= différence ICNE N - ICNE N-1	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes utilisé.

(2) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DF 042 = RI 040.

(3) Inscrite en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.



III - VOTE DU BUDGET				III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES - DETAIL PAR ARTICLES				A 2
Chap/ art(1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	1 020 000,00	180 000,00	180 000,00
7061	Interv. soumises à facturation	500 000,00	180 000,00	180 000,00
7068	Autres prestations de services	120 000,00	0,00	0,00
70878	Par des tiers	400 000,00	0,00	0,00
74	Contributions et participations	117 184 162,00	40 000,00	40 000,00
744	FCTVA	0,00	40 000,00	40 000,00
7473	Départements	66 830 008,00	0,00	0,00
7474	Communes	23 595 843,00	0,00	0,00
7475	Groupements de collectivités	26 758 311,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	200 000,00	0,00	0,00
758	Produits divers de ges. Cour.	200 000,00	0,00	0,00
013	Atténuation de charges	2 144 838,00	0,00	0,00
6419	Remb. sur rémun. du personnel	1 764 838,00	0,00	0,00
6459	Rembirs.s/charg SS&prev	380 000,00	0,00	0,00
TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = 70+74+75+013		120 549 000,00	220 000,00	220 000,00
76	Produits financiers (B)	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (C)	130 000,00	0,00	0,00
7711	Dédits et pénalités perçus	50 000,00	0,00	0,00
7788	Autres produits exceptionnels	80 000,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions (D)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = A+B+C+D		120 679 000,00	220 000,00	220 000,00
042	Opérations d'ordre entre sections (2)	2 677 000,00	7 000,00	7 000,00
777	Quote-part des Subv. Transfér.	2 677 000,00	7 000,00	7 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		2 677 000,00	7 000,00	7 000,00

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=total des opérations réelles et d'ordre)	123 356 000,00	227 000,00	227 000,00
--	-----------------------	-------------------	-------------------

	+
RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00
	+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	5 881 901,18
	=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	129 464 901,18

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	
Montant des ICNE de l'exercice N-1	
= différence ICNE N - ICNE N-1	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes utilisé.

(2) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.

(3) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - VUE D'ENSEMBLE	B

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Nature	Budget de l'exercice		Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration	TOTAL (= RAR + vote)
	I	II				
Depenses d'équipement	21 441 000,00	8 067 078,39		84 100,00	84 100,00	29 592 178,39
Non individualisées en programmes d'équipement	11 343 590,00	5 592 433,80		140 100,00	140 100,00	17 076 123,80
- avec AP/CP	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
- hors AP/CP	11 343 590,00	5 592 433,80		140 100,00	140 100,00	17 076 123,80
Individualisées en programmes d'équipement:	10 097 410,00	2 474 644,59		-56 000,00	-56 000,00	12 516 054,59
- avec AP/CP	10 097 410,00	2 474 644,59		-56 000,00	-56 000,00	12 516 054,59
- hors AP/CP	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
Subventions d'équipement à verser (c/ 204)	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
- avec AP/CP	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
- hors AP/CP	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
45...1 Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
Depenses financières (p. 20)	2 000,00	0,00		0,00	0,00	2 000,00
040 Opérations d'ordre entre sections	2 677 000,00			9 000,00	9 000,00	2 686 000,00
041 Opérations patrimoniales	300 000,00			1 198 000,00	1 198 000,00	1 498 000,00
Depenses d'investissement - Total	24 420 000,00	8 067 078,39		1 291 100,00	1 291 100,00	33 778 178,39
						+
						0,00
						=
						33 778 178,39

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00
	+
	0,00
	=
	33 778 178,39

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Nature	Budget de l'exercice		Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration	TOTAL (= RAR + vote)
	I	II				
Recette d'équipement	13 396 500,00	0,00		-6 074 801,18	-6 074 801,18	7 321 698,82
45...2 Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
Recettes financières	2 100 000,00	0,00		160 000,00	160 000,00	2 260 000,00
040 Opérations d'ordre entre sections	8 623 500,00			6 005 901,18	6 005 901,18	14 629 401,18
041 Opérations patrimoniales	300 000,00			1 200 000,00	1 200 000,00	1 500 000,00
Recettes d'investissement - Total	24 420 000,00	0,00		1 291 100,00	1 291 100,00	25 711 100,00
						+
						6 129 895,83
						+
						1 937 192,56
						=
						33 778 178,39

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00
	+
	0,00
	=
	0,00

1068 EXEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (1)	1 937 192,56
	+
	1 937 192,56
	=
	33 778 178,39

(1) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D' INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENT	B 1.1

DEPENSES NON INDIVIDUALISEES EN PROGRAMME D' EQUIPEMENT

Chap. / art.	Libellé (1)	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser (N-1)	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL	11 343 590,00	5 592 433,80	140 100,00	140 100,00
20	Immobilisations incorporelles (hors c/ 204)	1 136 500,00	351 909,87	38 500,00	38 500,00
2031	Frais d'études	439 350,00	140 171,05	8 500,00	8 500,00
2033	Frais d'insertion	25 000,00	177,12	0,00	0,00
20412	Bâtiments et installations	2 000,00	0,00	0,00	0,00
2051	Conc&droit simil, brevets lic...	670 150,00	211 561,70	30 000,00	30 000,00
21	Immobilisations corporelles	8 583 090,00	4 547 868,28	123 600,00	123 600,00
21351	Bâtiments publics	469 000,00	197 743,48	0,00	0,00
21531	Réseaux de transmission	140 000,00	69 340,37	30 000,00	30 000,00
2128	Autres agen. et amén.	8 047,14	8 047,14	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	483 000,00	21 888,84	43 000,00	43 000,00
21561	Mat. d'incendie & de secours	1 835 975,04	2 340 680,69	22 000,00	22 000,00
21568	Aut. Mat. d'incendie & de sec.	2 195 814,96	784 619,24	0,00	0,00
21571	Ateliers	62 000,00	7 936,39	0,00	0,00
21578	Aut. matériel & outillage tec.	88 050,00	13 487,09	0,00	0,00
2158	Autres	404 305,00	77 254,54	0,00	0,00
217312	Centre d'incendie & de secours	76 000,00	7 401,16	0,00	0,00
21735	Inst. générales, agencements	1 586 140,00	816 456,52	-50 000,00	-50 000,00
2181	Inst. Gén., agen. & amén. Div.	355 755,00	61 664,32	0,00	0,00
2183	Matériel informatique	517 528,24	64 894,63	38 600,00	38 600,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	267 555,00	55 433,99	0,00	0,00
2188	Autres	101 966,76	21 019,88	40 000,00	40 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	1 624 000,00	692 655,65	-22 000,00	-22 000,00
238	Avances versées s/cde imo corp	1 624 000,00	692 655,65	-22 000,00	-22 000,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.



III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D' INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENT	B 1.2

DEPENSES INDIVIDUALISEES EN PROGRAMME D' EQUIPEMENT

N°	Libellé	Restes à réaliser (N-1)	Propositions nouvelles du Président	Vote du Conseil d'Administration
TOTAL		2 474 644,59	-56 000,00	-56 000,00
2003007	Travaux de mise en conformité	9 743,90	4 500,00	4 500,00
2003017	Réfection des toitures	914,45		
2004143	Rénovation CS non propriété du SDIS	7 664,94		
2009011	Rénovations extensions bâtiment	656 413,85	-219 500,00	-219 500,00
2012021	Ablis Chevreuse	188 937,28	-80 000,00	-80 000,00
2012031	Véhicules risques courants	19 749,84		
2012032	Véhicules de transport	1 441,41		
2012033	Véhicules de commandement	422,33		
2012035	Petits matériels et habillement	16 189,90		
2012036	Mises à niveau, petits équipements de véhicules et grosses réparations	262,02		
2012042	Cartographie couplée à l'alerte	38 589,98		
2013011	Remplacement des appareils d'a		-15 000,00	-15 000,00
2013021	Mise en place de l'outil décisionnel	59 977,65		
2013023	Gestion électronique des documents		-10 000,00	-10 000,00
2013024	Boîtiers d'optimisation des flux réseaux et applicatifs	48 238,45		
2014021	MOE Plateforme logistique	103 017,19		
2014022	Travaux Plateforme logistique	301 021,86	174 000,00	174 000,00
2014024	PFL - Matériels logistiques et techniques	209 376,22		
2015011	Travaux de ravalement dans les Centres de secours	193 212,31		
2016011	Travaux de VRD multisites	200 776,84	10 000,00	10 000,00
2016021	Adaptation des cuisines et réfectoires multisites	18 070,34		
2016031	Plateau technique de formation	5 208,00	40 000,00	40 000,00
2016051	Raccordablement des sites du Sdis au réseau de la fibre optique déployé par le Conseil départeme	177 827,32		
2016061	Regroupement des salles opérationnelles (travaux)			
2017001	Acquisition de serveurs informatique	217 588,51	-150 000,00	-150 000,00
2017021	Sécurisation des sites : travaux et équipements généraux (y compris études)		190 000,00	190 000,00



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B 13

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2003007
LIBELLE : Travaux de mise en conformité
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 3
 (page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap./Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	2 721 060,00	a 9 743,90	4 500,00	b 4 500,00
20.	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00	0,00	1 500,00	1 500,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	1 500,00	1 500,00
21	Immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	9 743,90	3 000,00	3 000,00
231351	Bâtiments publics	0,00	9 743,90	3 000,00	3 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./Art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilés (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisation incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisation	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c 0,00	0,00	d 0,00
22	Immobilisation reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisation en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (4)	-14 243,90
-------------------------------	-------------------

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
 (2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement
 (3) Sauf 165, 166 et 16449.
 (4) Indiquer le signe algébrique

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B 1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2003017

LIBELLE : Réfection des toitures

AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1

(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap./Ar t. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	3 468 820,00	a 914,45	0,00	b 0,00
20.	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations " "	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	914,45	0,00	0,00
2317312	Centre d'incendie & de secours	0,00	914,45	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./ar (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilés (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisation incorporelles (hors c/204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisation " "	0,00	0,00	0,00
Chap./ar (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c 0,00	0,00	d 0,00
22	Immobilisation reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisation en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (4)

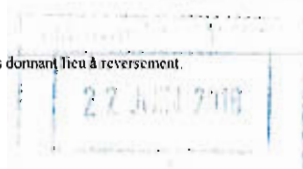
-914,45

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes

(2) Exceptionnellement, les comptes 20,21,22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B 1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2004143

LIBELLE : Rénovation CS non propriété du

AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 21

(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap./Ar t. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	4 235 400,00	a 7 664,94	0,00	b 0,00
20.	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00	715,17	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	715,17	0,00	0,00
21	Immobilisations " "	0,00	6 949,77	0,00	0,00
21735	Inst. générales, agencements	0,00	6 949,77	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./ar (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilés (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisation incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisation " "	0,00	0,00	0,00
Chap./ar (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c 0,00	0,00	d 0,00
22	Immobilisation reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisation en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (n + b) (4)

-7 664,94

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats durant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B 1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2009011

LIBELLE : Rénovations extensions bâtimen

AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 40

(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap./Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		16 612 065,00	656 413,85	-219 500,00	-219 500,00
20.	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00	125 675,98	-90 000,00	-90 000,00
2031	Frais d'études	0,00	125 675,98	-90 000,00	-90 000,00
21	Immobilisations	0,00	163,20	-14 000,00	-14 000,00
21561	Mat. d'incendie & de	0,00	0,00	-50 000,00	-50 000,00
217312	Centre d'incendie & de secours	0,00	163,20	0,00	0,00
21735	Inst. générales, agencements	0,00	0,00	36 000,00	36 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	530 574,67	-115 500,00	-115 500,00
23172	terrains	0,00	14 556,00	0,00	0,00
2317312	Centre d'incendie & de secours	0,00	460 917,66	-115 500,00	-115 500,00
231735	Install°gal, agencmt, amgt	0,00	55 101,01	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES		0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilés (3)	0,00	0,00	0,00
Chap./art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES		0,00	0,00	0,00
20	Immobilisation incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisation	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisation reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisation en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (4)

-436 913,85

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes

(2) Exceptionnellement, les comptes 20,21,22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B 1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2012011
LIBELLE : Remplacement des infrastructures
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 47
 (page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap./Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	579 000,00	a	0,00	b
			0,00	0,00	0,00
20.	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations "	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c	0,00	d
			0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilés (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisation incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisation "	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisation reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
Chap./art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c	0,00	d
			0,00	0,00
23	Immobilisation en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (4)	-0,00
--------------------------------------	--------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B 1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2012021
LIBELLE : Ablis Chevreuse
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 48
 (page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap./Ar t. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		1 440 640,00	a 188 937,28	-80 000,00	b -80 000,00
20.	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00	83 738,88	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	83 738,88	0,00	0,00
21	Immobilisations "	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	105 198,40	-80 000,00	-80 000,00
2317312	Centre d'incendie & de secours	0,00	105 198,40	-80 000,00	-80 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./Ar (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilés (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisation incorporelles (sauf c/204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisation "	0,00	0,00	0,00
Chap./Ar (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	0,00	d 0,00
22	Immobilisation reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisation en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (4)	-108 937,28
-------------------------------	--------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes

(2) Exceptionnellement, les comptes 20,21,22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique



III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B 1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2012031

LIBELLE : Véhicules risques courants

AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 49

(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap./Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	8 354 000,00	a 19 749,84	0,00	b 0,00
20.	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations	0,00	19 749,84	0,00	0,00
21561	Mat. d'incendie & de	0,00	19 749,84	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./Art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilés (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisation incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisation	0,00	0,00	0,00
Chap./Art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c 0,00	0,00	d 0,00
22	Immobilisation reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisation en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (4)	-19 749,84
--------------------------------------	-------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B 1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2012032
LIBELLE : Véhicules de transport
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 49
 (page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap./Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	1 189 290,00	a 1 441,41	0,00	b 0,00
20.	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	1 441,41	0,00	0,00
238	Avances versées s/ede imo corp	0,00	1 441,41	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./Art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilés (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisation incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisation	0,00	0,00	0,00
Chap./Art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c 0,00	0,00	d 0,00
22	Immobilisation reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisation en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (4)

-1 441,41

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B 1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2012033
LIBELLE : Véhicules de commandement
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 49
 (page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap./Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	461 250,00	a 422,33	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations	0,00	271,50	0,00	0,00
21561	Mat. d'incendie & de	0,00	271,50	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	150,83	0,00	0,00
238	Avances versées s/cde imo corp	0,00	150,83	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilés (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisation incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisation	0,00	0,00	0,00
Chap./art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	e 0,00	0,00	d 0,00
22	Immobilisation reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisation en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (4)	-422,33
--------------------------------------	----------------

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
- (2) Exceptionnellement, les comptes 20,21,22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
- (3) Sauf 165, 166 et 16449.
- (4) Indiquer le signe algébrique

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B 1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2012034
LIBELLE : Embarcations, remorques, cellu
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 49
 (page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap./Ar t. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	1 789 000,00	a	0,00	b
			0,00	0,00	0,00
20.	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations "	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./ar t.(1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c	0,00	d
			0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilés (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisation incorporelles (hors 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisation "	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisation reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
Chap./ar t.(1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c	0,00	d
			0,00	0,00
23	Immobilisation en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
 (2) Exceptionnellement, les comptes 20,21,22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement
 (3) Sauf 165, 166 et 16449.
 (4) Indiquer le signe algébrique



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B 1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2012035
LIBELLE : Petits matériels et habillem
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 49
 (page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap/Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	4 926 960,00	a 16 189,90	0,00	b 0,00
20.	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations "	0,00	16 189,90	0,00	0,00
21568	Aut. Mat. d'incendie & de sec.	0,00	16 189,90	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap/Art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilés (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisation incorporelles (hors c/204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisation "	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c 0,00	0,00	d 0,00
22	Immobilisation reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisation en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (4)	-16 189,90
--------------------------------------	-------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes

(2) Exceptionnellement, les comptes 20,21,22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B 1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2012036
LIBELLE : Mises à niveau, petits équipem
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 49
(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap./Ar t. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	1 163 000,00	a 262,02	0,00	b 0,00
20.	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations " "	0,00	262,02	0,00	0,00
21561	Mat. d'incendie & de	0,00	262,02	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./ar (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilés (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisation incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisation " "	0,00	0,00	0,00
Chap./ar (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c 0,00	0,00	d 0,00
22	Immobilisation reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisation en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (4)	-262,02
--------------------------------------	----------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes

(2) Exceptionnellement, les comptes 20,21,22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B 1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2012042

LIBELLE : Cartographie couplée à l'alert

AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 50

(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap/Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	288 340,00	a 38 589,98	0,00	b 0,00
20.	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00	38 589,98	0,00	0,00
2051	Conc&droit simil, brevets lic...	0,00	38 589,98	0,00	0,00
21	Immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilés (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisation incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisation	0,00	0,00	0,00
Chap./art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c 0,00	0,00	d 0,00
22	Immobilisation reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisation en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (4)	-38 589,98
--------------------------------------	-------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes

(2) Exceptionnellement, les comptes 20,21,22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B 1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2013011
LIBELLE : Remplacement des appareils d'a
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 51
 (page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap./Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	373 300,00	a	0,00	-15 000,00
				-15 000,00	b
					-15 000,00
20.	Immobilisations incorporelles (hors e/204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations "	0,00	0,00	-15 000,00	-15 000,00
21532	Réseaux d'alerte	0,00	0,00	-15 000,00	-15 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilés (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisation incorporelles (hors e/204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisation "	0,00	0,00	0,00
Chap./art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c	0,00	d
22	Immobilisation reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisation en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (4)	15 000,00
-------------------------------	-----------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique



III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B 1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2013021

LIBELLE : Mise en place de l'outil décis

AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 52

(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap/Ar t. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	357 460,00	a 59 977,65	0,00	b 0,00
20.	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00	59 977,65	0,00	0,00
2051	Conc&droit simil, brevets lic...	0,00	59 977,65	0,00	0,00
21	Immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./ar (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilés (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisation incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisation	0,00	0,00	0,00
Chap./ar (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c 0,00	0,00	d 0,00
22	Immobilisation reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisation en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (4)

-59 977,65

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes

(2) Exceptionnellement, les comptes 20,21,22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B I.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2013022
LIBELLE : Evolution du portail Intranet
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 52
 (page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap./Ar t. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	270 000,00	a	0,00	b
			0,00	0,00	0,00
20.	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations "	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./Ar t. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c	0,00	d
			0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilés (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisation incorporelles (hors c/204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisation "	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisation reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
Chap./Ar t. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c	0,00	d
			0,00	0,00
23	Immobilisation en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (e + d) - (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes

(2) Exceptionnellement, les comptes 20,21,22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B 1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2013023
LIBELLE : Gestion électronique des docum
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 52
 (page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap./Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		213 000,00	a	0,00	b
				-10 000,00	-10 000,00
20.	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00	0,00	-10 000,00	-10 000,00
2051	Conc&droit simil, brevets lic...	0,00	0,00	-10 000,00	-10 000,00
21	Immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./Art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES		0,00	0,00	d
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilés (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisation incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisation	0,00	0,00	0,00
Chap./Art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES		0,00	0,00	d
22	Immobilisation reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisation en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (n + b) (4)	10 000,00
--------------------------------------	------------------

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
 (2) Exceptionnellement, les comptes 20,21,22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à recouvrement
 (3) Sauf 165, 166 et 16449.
 (4) Indiquer le signe algébrique

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B 1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2013024
LIBELLE : Boîtiers d'optimisation des fi
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 52
 (page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap./Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	331 000,00	a 48 238,45	0,00	b 0,00
20.	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00	17 019,84	0,00	0,00
2051	Conc&droit simil, brevets lic...	0,00	17 019,84	0,00	0,00
21	Immobilisations "	0,00	31 218,61	0,00	0,00
2183	Matériel informatique	0,00	31 218,61	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./Art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilés (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisation incorporelles (hors c/204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisation "	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c 0,00	0,00	d 0,00
22	Immobilisation reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisation en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (4)	-48 238,45
--------------------------------------	-------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes

(2) Exceptionnellement, les comptes 20,21,22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique



III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B 1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014021
LIBELLE : MOE Plateforme logistique
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 54
 (page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap./Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	435 300,00	a 103 017,19	0,00	b 0,00
20.	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00	103 017,19	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	103 017,19	0,00	0,00
21	Immobilisations "	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./Art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilés (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisation incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisation "	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	e 0,00	0,00	d 0,00
22	Immobilisation reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisation en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (4)	-103 017,19
--------------------------------------	--------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes

(2) Exceptionnellement, les comptes 20,21,22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B 1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014022
LIBELLE : Travaux Plateforme logistique
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 54
 (page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap/Ar t. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		6 370 200,00	301 021,86	174 000,00	174 000,00
20.	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations " "	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	301 021,86	174 000,00	174 000,00
2317312	Centre d'incendie & de secours	0,00	301 021,86	174 000,00	174 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./ar (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES		0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilés (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisation incorporelles (hors 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisation " "	0,00	0,00	0,00
Chap./ar (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES		0,00	0,00	0,00
22	Immobilisation reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisation en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (4)	-475 021,86
-------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B 1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014023
LIBELLE : PFL - Systèmes d'information
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 54
 (page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap./Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	31 300,00	a	0,00	b
			0,00	0,00	0,00
20.	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./Art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	0,00	0,00	d
				0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilés (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisation incorporelles (hors c/204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisation	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisation reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
Chap./Art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	0,00	0,00	d
				0,00
23	Immobilisation en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (n + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes

(2) Exceptionnellement, les comptes 20,21,22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B 1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014024
LIBELLE : PFL - Matériels logistiques et
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 54
 (page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap./Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	662 377,00	a 209 376,22	0,00	b 0,00
20.	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	209 376,22	0,00	0,00
238	Avances versées s/ede imo corp	0,00	209 376,22	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilés (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisation incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisation	0,00	0,00	0,00
Chap./art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c 0,00	0,00	d 0,00
22	Immobilisation reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisation en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (4)	-209 376,22
--------------------------------------	--------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes

(2) Exceptionnellement, les comptes 20,21,22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement

(3) Sauf 165, 166 et 164+9.

(4) Indiquer le signe algébrique



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B 1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2015011

LIBELLE : Travaux de ravalement dans les
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 55
(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap./Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	1 888 800,00	a 193 212,31	0,00	b 0,00
20.	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations	0,00	193 212,31	0,00	0,00
21735	Inst. générales, agencements	0,00	193 212,31	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilés (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisation incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisation	0,00	0,00	0,00
Chap./art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c 0,00	0,00	d 0,00
22	Immobilisation reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisation en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (4)

-193 212,31

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes

(2) Exceptionnellement, les comptes 20,21,22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B 1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016011
LIBELLE : Travaux de VRD multisites
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 56
 (page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap/Ar L. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	900 000,00	a 200 776,84	10 000,00	b 10 000,00
20.	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00	0,00	10 000,00	10 000,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	10 000,00	10 000,00
21	Immobilisations " "	0,00	200 776,84	0,00	0,00
21728	Autres agen. et amén.	0,00	200 776,84	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./ar (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilés (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisation incorporelles (hors c/204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisation " "	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	e 0,00	0,00	d 0,00
22	Immobilisation reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisation en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (e + d) - (a + b) (4)	-210 776,84
-------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes

(2) Exceptionnellement, les comptes 20,21,22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B 1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016021
LIBELLE : Adaptation des cuisines et réf
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 57
 (page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap./Ar t. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	342 700,00	a 18 070,34	0,00	b 0,00
20.	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations " "	0,00	18 070,34	0,00	0,00
21735	Inst. générales, agencements	0,00	18 070,34	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./ar (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilés (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisation incorporelles (hors 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisation " "	0,00	0,00	0,00
Chap./ar (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c 0,00	0,00	d 0,00
22	Immobilisation reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisation en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (4)	-18 070,34
--------------------------------------	-------------------

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
 (2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
 (3) Sauf 165, 166 et 16449.
 (4) Indiquer le signe algébrique

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B 1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016031
LIBELLE : Plateau technique de formation
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 58
 (page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

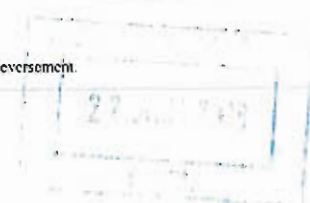
Chap./Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	2 120 000,00	a 5 208,00	40 000,00	b 40 000,00
20.	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00	5 208,00	40 000,00	40 000,00
2031	Frais d'études	0,00	5 208,00	40 000,00	40 000,00
21	Immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./Art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilés (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisation incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisation	0,00	0,00	0,00
Chap./Art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c 0,00	0,00	d 0,00
22	Immobilisation reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisation en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (4)	-45 208,00
--------------------------------------	-------------------

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
 (2) Exceptionnellement, les comptes 20,21,22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
 (3) Sauf 165, 166 et 16449.
 (4) Indiquer le signe algébrique



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B 1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016041

LIBELLE : Restructuration des CIS en par

AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 59

(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap./Art. t. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	550 000,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20.	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations "	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./art. t(1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilés (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisation incorporelles (hors c/204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisation "	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisation reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
Chap./art. t(1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c 0,00	0,00	d 0,00
23	Immobilisation en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes

(2) Exceptionnellement, les comptes 20,21,22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B 1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016051
LIBELLE : Raccordement des sites du Sdis
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 60
 (page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap./Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	2 297 000,00	a 177 827,32	0,00	b 0,00
20.	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations "	0,00	177 827,32	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	0,00	177 827,32	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./Art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilés (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisation incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisation "	0,00	0,00	0,00
Chap./Art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c 0,00	0,00	d 0,00
22	Immobilisation reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisation en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (4)	-177 827,32
--------------------------------------	--------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes

(2) Exceptionnellement, les comptes 20,21,22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B 1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016061

LIBELLE : Regroupement des salles opérat

AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 61

(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap./Art. t. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	2 000 000,00	a 217 588,51	0,00	b 0,00
20.	Immobilisations Incorporelles (hors e/204)	0,00	190 484,35	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	190 484,35	0,00	0,00
21	Immobilisations " "	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	27 104,16	0,00	0,00
2317312	Centre d'incendie & de secours	0,00	27 104,16	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilés (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations Incorporelles (hors e/204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations " "	0,00	0,00	0,00
Chap./art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c 0,00	0,00	d 0,00
22	Immobilisation reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisation en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (4)	-217 588,51
--------------------------------------	--------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes

(2) Exceptionnellement, les comptes 20,21,22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B 1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016062
LIBELLE : Regroupement des salles opérat
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 61
 (page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap./Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	200 000,00	a	0,00	b
				0,00	0,00
20.	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations "	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c	0,00	d
				0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilés (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisation incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisation "	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisation reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
Chap./art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c	0,00	d
				0,00
23	Immobilisation en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (n + b) (4)	0,00
-------------------------------	------

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
 (2) Exceptionnellement, les comptes 20,21,22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
 (3) Sauf 165, 166 et 16449.
 (4) Indiquer le signe algébrique



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B 1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2017001

LIBELLE : Acquisition de serveurs inform

AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 62

(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap./Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	907 800,00	a	0,00	b
				-150 000,00	-150 000,00
20.	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations "	0,00	0,00	-150 000,00	-150 000,00
2183	Matériel informatique	0,00	0,00	-150 000,00	-150 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./Art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilés (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisation incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisation "	0,00	0,00	0,00
Chap./Art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c	0,00	d
22	Immobilisation reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisation en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (4)	150 000,00
--------------------------------------	-------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes

(2) Exceptionnellement, les comptes 20,21,22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement

(3) Sauf 165, 166 et 164-9.

(4) Indiquer le signe algébrique

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B 1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2017021
LIBELLE : Sécurisation des sites : trava
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 63
 (page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap/Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		1 220 000,00	a	190 000,00	b
			0,00	190 000,00	190 000,00
20.	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00
21	Immobilisations	0,00	0,00	160 000,00	160 000,00
21728	Autres agen. et amén.	0,00	0,00	160 000,00	160 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES		0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilés (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisation incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisation	0,00	0,00	0,00
TOTAL RECETTES AFFECTEES		0,00	0,00	0,00
22	Immobilisation reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisation en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (4)	-190 000,00
--------------------------------------	--------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes

(2) Exceptionnellement, les comptes 20,21,22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique

27/01/2019

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENTS	B 1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2017022

LIBELLE : Sécurisation des sites : équip

AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 63

(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Chap/Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	200 000,00 a	0,00	0,00 b	0,00
20.	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations "	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap/Art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c 0,00	0,00 d	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilés (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisation incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisation "	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisation reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
Chap/Art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c 0,00	0,00 d	0,00
23	Immobilisation en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
- (2) Exceptionnellement, les comptes 20,21,22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement
- (3) Sauf 165, 166 et 16449.
- (4) Indiquer le signe algébrique

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D' EQUIPEMENT	B 1.4

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2003007
LIBELLE : Travaux de mise en conformité
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME
 (page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration	
DEPENSES		a	0,00	b	0,00
20.	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00		0,00

##

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./ art(1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration	
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		c	0,00	d	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilés (4)	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisation incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisation corporelles	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisation reçues en affectation	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisation en cours	0,00	0,00		0,00

Solde = (e + d) - (n + b) (2)	0,00
--------------------------------------	-------------

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
 (2) Exceptionnellement, les comptes 20,21,22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
 (3) Sauf 165, 166 et 16449.
 (4) Indiquer le signe algébrique

27/01/2018

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D' EQUIPEMENT	B 1.4

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2012034
LIBELLE : Embarcations, remorques, cellu
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME
 (page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		a	0,00	b
		0,00	0,00	0,00
20.	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

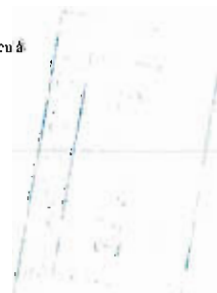
##

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./ art(1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		c	0,00	d
		0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilés (4)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisation incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisation corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisation reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisation en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (2)	0,00
--------------------------------------	-------------

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
 (2) Exceptionnellement, les comptes 20,21,22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
 (3) Sauf 165, 166 et 1649.
 (4) Indiquer le signe algébrique



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D' EQUIPEMENT	B 1.4

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2012035
LIBELLE : Petits matériels et habillem
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME
 (page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		a	0,00	b 0,00
20.	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

##

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./ art(1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		c	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilés (4)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisation incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisation corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisation reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisation en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (2)	0,00
--------------------------------------	-------------

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
 (2) Exceptionnellement, les comptes 20,21,22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
 (3) Sauf 165, 166 et 16449.
 (4) Indiquer le signe algébrique



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D' EQUIPEMENT	B 1.4

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2012036
LIBELLE : Mises à niveau, petits équipem
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME
 (page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		a	0,00	b
		0,00	0,00	0,00
20.	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

##

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./ art(1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		c	0,00	d
		0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilés (4)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisation incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisation corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisation reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisation en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (2)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes

(2) Exceptionnellement, les comptes 20,21,22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENT	B 1.4

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014021
LIBELLE : MOE Plateforme logistique
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME
(page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		a	0,00	b
			0,00	0,00
20.	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

#

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./ art(1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		c	0,00	d
			0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilés (4)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisation incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisation corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisation reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisation en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (2)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes

(2) Exceptionnellement, les comptes 20,21,22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversément.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D' EQUIPEMENT	B 1.4

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016011
LIBELLE : Travaux de VRD multisites
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME
 (page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	a	0,00	b
		0,00	0,00	0,00
20.	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

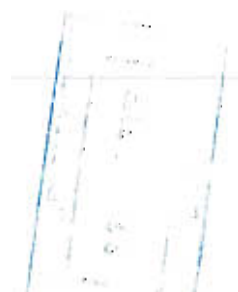
##

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./ art(1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)	c	0,00	d
		0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilés (4)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisation incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisation corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisation reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisation en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (2)	0,00
--------------------------------------	-------------

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
 (2) Exceptionnellement, les comptes 20,21,22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
 (3) Sauf 165, 166 et 16449.
 (4) Indiquer le signe algébrique



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D' EQUIPEMENT	B 1.4

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016062
LIBELLE : Regroupement des salles opérat
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME
 (page à reproduire autant que nécessaire)

DEPENSES

Art. (1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		a	0,00	b
20.	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

##

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./art(1)	Libellé	RAR N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilés (4)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisation incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisation corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisation reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisation en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (2)	0,00
--------------------------------------	-------------

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes
 (2) Exceptionnellement, les comptes 20,21,22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
 (3) Sauf 165, 166 et 16449.
 (4) Indiquer le signe algébrique



III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D' INVESTISSEMENT SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT A VERSER	B 2

SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT A VERSER (hors RMI et RSA)

Chap. /art (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DMI)	RAR N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'admlnistration
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DÉPENSES FINANCIÈRES	B 3

Dépenses financières

Chap./ art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES TOTALES	2 000,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA, régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	2 000,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts & cautionnements versés	2 000,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.



III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES D'EQUIPEMENT	B 4

Chap./ art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	RECETTES TOTALES	13 396 500,00	0,00	-6 074 801,18	-6 074 801,18
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00
13 13	Départements	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (2)	11 396 500,00	0,00	-6 074 801,18	-6 074 801,18
16 41	Emprunts en euros	11 396 500,00	0,00	-6 074 801,18	-6 074 801,18
20	Immobilisations incorporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20 4	Subventions d'équipement versées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisation reçues en affectation (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Sauf 165, 166 et 16449.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.



III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES FINANCIERES	B 5

Chap./ art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL		2 100 000,00	0,00	2 097 192,56	2 097 192,56
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 100 000,00	0,00	2 097 192,56	2 097 192,56
10222	F.C.T.V.A.	2 100 000,00	0,00	160 000,00	160 000,00
1068	Excédents de fct. capitalisés	0,00	0,00	1 937 192,56	1 937 192,56
138	Autres Subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA, régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits de cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS	B 6

RECAPITULATIF DES OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS (1)

Chap (4)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL DEPENSES (2) (3)	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES (2) (3)	0,00	0,00	0,00

- (1) Voir détail des opérations pour compte de tiers en annexes en IV-A5.
(2) Les recettes sont égales aux dépenses de chaque opération sous mandat.
(3) Présenter une ligne par opération pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT	B 7
OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	

Chap/Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
040	DEPENSES (2)	2 677 000,00	7 000,00	7 000,00
13913	Départements	2 620 000,00	7 000,00	7 000,00
13931	Fonds aide à investissmt SDIS	57 000,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	8 623 500,00	6 005 901,18	6 005 901,18
040	Opérations d'ordre entre sections	8 623 500,00	2 516 500,00	2 516 500,00
28031	Amor. des frais d'études	3 490,00	1 000,00	1 000,00
28033	Amort. des Frais d'insertion	700,00	300,00	300,00
280412	Bât & install org publics	410,00	200,00	200,00
280422	Bât & install org privé	2 040,00	600,00	600,00
28051	Conc&droit simil, brevets lic...	464 150,00	130 000,00	130 000,00
28128	Aut. agen. & amén. de terrains	6 500,00	2 000,00	2 000,00
281311	Bâtiments administratifs	7 810,00	3 000,00	3 000,00
281312	Centre d'incendie & de secours	348 380,00	98 000,00	98 000,00
281351	Bâtiments publics	209 970,00	57 000,00	57 000,00
281531	Réseaux de transmission	346 370,00	97 000,00	97 000,00
281532	Réseaux d'alerte	28 680,00	9 000,00	9 000,00
281538	Autres réseaux	230 540,00	65 000,00	65 000,00
281561	Mat.mobil incendie&secours	2 483 820,00	814 000,00	814 000,00
281562	Mat.no mobil incendie&secours	32 960,00	10 000,00	10 000,00
281568	Aut. Mat. d'incendie & de sec.	1 385 000,00	388 000,00	388 000,00
281571	Ateliers	34 750,00	10 000,00	10 000,00
281578	Aut. matériel & outillage tec.	83 740,00	24 000,00	24 000,00
28158	Autres	139 590,00	40 000,00	40 000,00
281728	Autres agen. et amén.	78 850,00	23 000,00	23 000,00
2817311	Bâtiments administratifs	920,00	300,00	300,00
2817312	Centre d'incendie & de secours	262 350,00	74 000,00	74 000,00
281735	Inst. générales, agencementsj	1 054 110,00	295 000,00	295 000,00
28181	Inst. Gén., agen. & amén. Div.	231 810,00	65 000,00	65 000,00
28182	Matériel de transport	479 740,00	110 000,00	110 000,00
28183	Matériel informatique	497 242,00	140 000,00	140 000,00
28184	Matériel de bureau et mobilier	141 640,00	40 000,00	40 000,00
28185	Cheptel	328,00	100,00	100,00
28188	Autres	67 610,00	20 000,00	20 000,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00	3 489 401,18	3 489 401,18

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) DI 040 = RF 042; RI 040 = DF 042; RI 021 = DF 023.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - OPERATIONS PATRIMONIALES	B 8

Chap/Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du Président	Vote du conseil d'administration
041	DEPENSES (2)	300 000,00	1 200 000,00	1 200 000,00
231312	Centre d'incendie & de secours	0,00	5 000,00	5 000,00
231351	Bâtiments publics	0,00	11 000,00	11 000,00
231531	Réseaux de transmission	0,00	2 000,00	2 000,00
231532	Réseaux d'alerte	0,00	2 000,00	2 000,00
231561	Matériel mobil incendie&secours	0,00	887 000,00	887 000,00
231568	Autr matériel d'incndie&secours	0,00	11 000,00	11 000,00
23158	Autres	0,00	2 000,00	2 000,00
23172	terrains	0,00	7 000,00	7 000,00
2317312	Centre d'incendie & de secours	300 000,00	-258 000,00	-258 000,00
231735	Install°gal,agcm,amgt constr°	0,00	528 000,00	528 000,00
232	Immo. incorporelles en cours	0,00	3 000,00	3 000,00
041	RECETTES (2)	300 000,00	1 200 000,00	1 200 000,00
2031	Frais d'études	0,00	550 000,00	550 000,00
2033	Frais d'insertion	0,00	70 000,00	70 000,00
238	Avances versées s/cde imo corp	300 000,00	580 000,00	580 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes

(2) Les dépenses sont égales aux recettes

12/11/18
12/11/18

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT	
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - DEPENSES	B9.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A+B		= 0,00	7 000,00	H 0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		2 677 000,00	7 000,00	7 000,00
13913	Départements	2 620 000,00	7 000,00	7 000,00
13931	Fonds aide à investissmt SDIS	57 000,00	0,00	0,00

Dépenses à couvrir par des ressources propres	0,00	8 067 078,39	0,00	8 067 078,39
--	-------------	---------------------	-------------	---------------------

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT	B9.2
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - RECETTES	

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a+b		V	160 000,00	VI 160 000,00
Ressources propres externes de l'année (a)		2 100 000,00	160 000,00	160 000,00
10222	F.C.T.V.A.	2 100 000,00	160 000,00	160 000,00
28031	Amor. des frais d'études	3 490,00	1 000,00	1 000,00
280412	Bât & install org publics	410,00	200,00	200,00
280422	Bât & install org privé	2 040,00	600,00	600,00
28128	Aut. agen. & amén. de terrains	6 500,00	2 000,00	2 000,00
281311	Bâtiments administratifs	7 810,00	3 000,00	3 000,00
281351	Bâtiments publics	209 970,00	57 000,00	57 000,00
281531	Réseaux de transmission	346 370,00	97 000,00	97 000,00
281532	Réseaux d'alerte	28 680,00	9 000,00	9 000,00
281538	Autres réseaux	230 540,00	65 000,00	65 000,00
281561	Mat. mobil incendie&secours	2 483 820,00	814 000,00	814 000,00
281562	Mat. no mobil incendie&secours	32 960,00	10 000,00	10 000,00
281568	Aut. Mat. d'incendie & de sec.	1 385 000,00	388 000,00	388 000,00
281571	Ateliers	34 750,00	10 000,00	10 000,00
281578	Aut. matériel & outillage tec.	83 740,00	24 000,00	24 000,00
28158	Autres	139 590,00	40 000,00	40 000,00
281728	Autres agen. et amén.	78 850,00	23 000,00	23 000,00
2817311	Bâtiments administratifs	920,00	300,00	300,00
2817312	Centre d'incendie & de secours	262 350,00	74 000,00	74 000,00
281735	Inst. générales, agencements	1 054 110,00	295 000,00	295 000,00
28181	Inst. Gén., agen. & amén. Div.	231 810,00	65 000,00	65 000,00
28182	Matériel de transport	479 740,00	110 000,00	110 000,00
28183	Matériel informatique	497 242,00	140 000,00	140 000,00
28184	Matériel de bureau et mobilier	141 640,00	40 000,00	40 000,00
28185	Cheptel	328,00	100,00	100,00
28188	Autres	67 610,00	20 000,00	20 000,00

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution R001 (3)	Affectation R1068 (3)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	2 260 000,00	0,00	6 129 885,83	1 937 192,56	10 327 078,39

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV 8 067 078,39
Ressources propres disponibles	VIII 10 327 078,39
Solde	IX = VIII - IV (4) 2 260 000,00

(1) Les comptes 169, 26, 27, 28 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE	
DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A I.1

A1.1 - DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 1/1/N	Montants des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/2018
				=SOMME(L(1)C)	=SOMME(L(1)C;L(1)C(1))	
5191 Avances du trésor						
...						
5192 Avances de trésorerie						
...						
51931 Lignes de trésorerie						
...						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
...						
5198 Autres crédits de trésorerie						
...						
519 Crédits de trésorerie (Total)						

(1) Circulaire n°NOR/INT/09/00071/C du 22/2/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (l'article L. 1424-30 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

2018-2019

IV – ANNEXES
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE
REPARTITION PAR NATURE DE DETTES

IV

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTES (hors 16449 et 166)

Nature (pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de rembourser anticipé partiel O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux	Taux actuariel (5)					
163 Emprunts obligataires (Total)				0,00	0,00		0,00							
...														
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)														
...														
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)														
1671 Avances consolidées du Trésor (total)														
...														
1672 Emprunts sur comptes spéciaux Trésor (total)														
...														
1675 Dettes pour M.E.T.P et PPP (total)														
...														
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)														
...														
1678 Autres emprunts et dettes (total)														
...														
168 Autres emprunts et dettes assimilées (Total)														
1681 Autres emprunts (total)														
...														
1682 Bons à moyen terme négociables (total)														
...														
1687 Autres dettes (total)														
...														

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la dernière mobilisation.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine
(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe, V : variable simple, C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
(5) Taux initial du contrat.
(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.
(7) Indiquer le pourcentage d'amortissement annuel constant, P pour amortissement annuel progressif, F pour in fine, X pour autres à préciser.
(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire JOCE1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE
REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A1.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/2018	Durée résiduelle (en année)	Type de taux (12)	Taux d'intérêt		Annuité l'exercice			ICNE de l'exercice
							Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	Capital	
163 Emprunts obligataires (Total)				0,00	=SOMME(L10;L11)		=SOMME(L13;L14)					
1641 Emprunts en euros (Total)												
16441 Emprunt assortis d'une option de tirage sur la ligne de trésorerie (Total) (1)												
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)												
1671 Avances consolidées du Trésor (Total)												
1675 Dettes pour M.E.T.P et PPP (Total)												
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (Total)												
1678 Autres emprunts et dettes (Total)												
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)												
1681 Autres emprunts (Total)												
1682 Bons à moyen terme négociables (Total)												
1687 Autres dettes (Total)												
Total général		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire JOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner le ou les index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 6611 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV - ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE - REPARTITION DES EMPRUNTS PAR TYPE DE STRUCTURE DE TAUX

A1.3

A1.3 - REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/2018 (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Change de taux, taux variables simple plafonné (cap), ou encadré (tunnel)				0,00	0,00			0,00						
...														
Barrière simple (B)														
...														
TOTAL B		0,00	0,00									0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
...														
TOTAL C		0,00	0,00									0,00	0,00	0,00
...														
TOTAL D		0,00	0,00									0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
...														
TOTAL E		0,00	0,00									0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
...														
TOTAL F		0,00	0,00									0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00									0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F) selon la classification de la charte de bonnes conduites en fonction du risque le plus élevé à court sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal restant dû couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la nomenclature de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice en euro / 2 : Indices inflation française; ou zone euros ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : Indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou, le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau du taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre de contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE - REPARTITION DE L'ENCOURS (TYPOLOGIE)

IV
A1.4

A1.4 - TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indicés sous-jacents	(1) Indicés zone euro	(2) Indicés inflation française ou zone euro ou écart entre ces indicés	(3) Ecart d'indics zone euro	(4) Indicés hors zone euro et écart d'indics dont l'un est un indicé hors zone euro	(5) Ecart d'indics hors zone euro	(6) Autres indicés
(A) Taux fixe simple, Taux variable simple, Echange de taux fixe contre taux variable ou investissement, Echange de taux structure contre taux variable ou taux fixe (sans unisique).	Nombre de produits % de l'encours Montant en euros			0,00		0,00	
(B) Barrière simple, Pas d'effet de levier	Nombre de produits Montant en euros						
(C) Option d'échange (evaporation)	Nombre de produits Montant en euros	0,00					
(D) Multiplicateur jusqu'à 3, Multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits Montant en euros						
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits Montant en euros	#REF!					
(F) Autres types de structures	Nombre de produits Montant en euros						

(1) Ceux amonx retirax le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

22.07.2018

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE - DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV
A1.5

A1.5 - DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Instrument de couverture										Primes éventuelles	
	Emprunt couvert	Capital restant du au 01/01/2018	Date de fin du contrat	Organisme co- contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date du début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montants des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00
...												
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00
...												
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00
...												
Total		0,00					0,00				0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un swap, d'une option (cap, floor, vanilla, swaption).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE - DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV
A1.5

A1.5 - DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (suite)

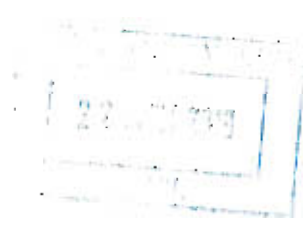
Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé			Taux reçu (7)			Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveaux de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits C/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture		
Taux fixe (total)								0,00	0,00		
...											
Taux variable (total)								0,00	0,00		
...											
Taux complexe (total) (2)								0,00	0,00		
...											
Total								0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un swap.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).



IV - ANNEXES		IV
ELEMENTS DU BILAN - METHODES UTILISEES		A2

METHODES UTILISEES

CHOIX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION		Délibération du
CHOIX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION		Délibération du
Biens de faible valeur - Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 500 €		
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégorie de biens amortis	Durée (en années)
Linéaire	Se référer à la délibération n°9 - 3 - 39 du 18 juin 2009 et à l'arrêté 2015-248 du 15 décembre 2015	Délibération n° 9-3-39 du 18 juin 2009

IV – ANNEXES
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DES PROVISIONS

IV
A3

PROVISIONS CONSTITUEES AU 1/1/2018 ET PROVISIONS NOUVELLES

Nature et objet de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 1/1/2018	Montant des provisions de l'exercice B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises D	SOLDE E = C - D
Provisions pour risques et charges (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Provision pour litige et contentieux M. REZZOUK	2009	#####		33 666,00 €		33 666,00 €
Provision pour litige et contentieux M. MARINI	2009	#####		20 000,00 €		20 000,00 €
Provision pour litige et contentieux M. REBEL	2009	383,65 €		383,65 €		383,65 €
Provision pour litige et contentieux M. DUBOC	2009	383,65 €		383,65 €		383,65 €
Provision pour litige et contentieux M. MARINI	2011	1 500,00 €		1 500,00 €		1 500,00 €
Provision pour litige et contentieux M. HAILLOT	2011	#####		36 337,60 €		36 337,60 €
Provision pour litige et contentieux M. RAVOUX	2011	186,75 €		186,75 €		186,75 €
Provision pour litige et contentieux M. MORIN	2011	1 000,00 €		1 000,00 €		1 000,00 €
Provision pour litige et contentieux M. EVEN	2012	#####		85 107,16 €		85 107,16 €
...						
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
...						
Provisions pour garanties d'emprunts		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
...						
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Provision pour prévoir l'impact du nouveau dispositif de prestation de fidélisation et de reconnaissance Divers Créanciers Cf. pièces jointes du mandal 16416 ex 2018	2018	99 852,00		99 852,00	0,00	99 852,00
...						
Provisions pour dépréciation (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
...						
- des stocks		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
...						
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
...						
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
...						
TOTAL		278 416,81	0,00	278 416,81	0,00	278 416,81

(1) Provisions nouvelles ou abandonnées d'une provision déjà constituée ;

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV - ANNEXES		IV
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DES CHARGES TRANSFEREES		A4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (e/6812) (III)	Solde (1)
	TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00
							0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I - (II + III).

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A5

N° opération :	Intitulé de l'opération :		Date de la délibération :/../....	
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/2018 (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
	0,00	0,00	0,00	0,00
DEPENSES (a)				
RECETTES (b)	0,00	0,00	0,00	0,00

- (1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.
- (2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).
- (3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprises anticipées des résultats.
- (4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.
- (5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.
- (6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.
- (7) Indiquer le chapitre.



IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN - SUBVENTIONS VERSEES PAR LE SDIS DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET (Article L. 2311-7 du CGCT par renvoi de l'article L.3241-1 et L.3312-7 du CGCT)	B1

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT					
FONCTIONNEMENT					
6574	Subvention de fonctionnement	Soutien au fonctionnement	Union départementale des sapeurs-pompiers des Yvelines	Association	50 000,00
6574	Subvention de fonctionnement	Soutien au fonctionnement	Association sportive des sapeurs-pompiers des Yvelines	Association	27 000,00
6574	Subvention de fonctionnement	Soutien au fonctionnement	Oeuvre des pupilles orphelins de sapeurs-pompiers	Association	12 000,00
6574	Subvention de fonctionnement	Soutien au fonctionnement	Association départementale des jeunes sapeurs-pompiers des Yvelines	Association	24 000,00
6574	Subvention exceptionnelle	Soutien à l'organisation de	Association Extraction Challenge	Association	10 000,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention ;
 (2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention ;
 (3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN - ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL	B2

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	d'origine du contrat	Désignation du crédit bailleur	Montant des redevances restant à courir				Total (1)
			N+1	N+2	N+3	N+4	
Crédits-bails mobiliers							
...							
Crédits-bails immobiliers							
...							
		Total					

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant



IV – ANNEXES		IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN		
ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE		B3

ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

Libellé du contrat	Année de signature du contrat de PPP	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le contrat de PPP	Montant total TTC prévu au titre du contrat de PPP	Montant de la rémunération du cocontractant	Durée du contrat de PPP (en mois)	Date de fin du contrat de PPP	Somme des parts Invest (1)	Somme nette des parts Invest (2)

(1) Somme des rémunérations relatives à l'investissement restant à verser au cocontractant pour la durée restante du contrat de PPP au 01/01/N

(2) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite de la somme des participations reçues d'autres collectivités publiques au titre de la part investissement



IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN - ETAT DES ENGAGEMENTS DONNES	B4

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dettes en capital à l'origine	Dettes en capital 1/1/2018	Annuité à verser au cours de l'exercice
TOTAL							
	8017 Subventions à verser en annuités						
...							
	8018 Autres engagements donnés						
	Au profit d'organismes publics						
...							
	Au profit d'organismes privés						
...							
TOTAL							



IV – ANNEXES
ENGAGEMENTS HORS BILAN
ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

	IV
	B5

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 1/1/2018	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
	TOTAL						
8026	Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)						
8027	Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)						
8028	Autres engagements reçus						
	A l'exception de ceux reçus des entreprises						
	Engagements reçus des entreprises						
	TOTAL						



IV - ANNEXES		IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN - AUTORISATIONS DE PROGRAMME		B6

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Credits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/2018) (1)	Credits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercices au-delà de N+1)
TOTAL	75 431 562,00	6 000,00	75 437 562,00	48 064 471,81	10 041 410,00	5 840 870,00	4 024 800,00
1	4 105 320,00	0,00	4 105 320,00	3 581 465,54	2 000,00	0,00	0,00
3	2 851 590,00	4 500,00	2 856 090,00	1 986 441,04	6 000,00	0,00	0,00
21	8 402 370,00	0,00	8 402 370,00	6 765 265,89	1 000,00	0,00	0,00
40	16 659 565,00	-47 500,00	16 612 065,00	8 607 818,00	1 243 000,00	2 246 700,00	3 414 800,00
47	579 000,00	0,00	579 000,00	295 238,90	50 000,00	0,00	0,00
48	1 440 640,00	0,00	1 440 640,00	1 111 571,52	745 000,00	367 400,00	0,00
49	17 883 500,00	0,00	17 883 500,00	17 774 471,68	0,00	0,00	0,00
50	1 888 340,00	0,00	1 888 340,00	1 743 285,41	0,00	0,00	0,00
51	388 300,00	-15 000,00	373 300,00	241 952,11	15 000,00	0,00	0,00
52	1 181 460,00	-10 000,00	1 171 460,00	704 370,39	60 000,00	12 680,00	0,00
54	7 325 177,00	174 000,00	7 499 177,00	2 087 911,83	4 349 410,00	401 090,00	0,00
55	1 888 800,00	0,00	1 888 800,00	651 070,28	200 000,00	280 000,00	410 000,00
56	890 000,00	10 000,00	900 000,00	481 411,26	210 000,00	0,00	0,00
57	342 700,00	0,00	342 700,00	124 590,58	200 000,00	0,00	0,00
58	2 080 000,00	40 000,00	2 120 000,00	25 273,20	600 000,00	1 470 000,00	0,00
59	550 000,00	0,00	550 000,00	4 776,00	0,00	545 200,00	0,00
60	2 297 000,00	0,00	2 297 000,00	1 943 229,35	0,00	0,00	0,00
61	2 200 000,00	0,00	2 200 000,00	435 427,33	1 300 000,00	174 000,00	0,00
62	1 057 800,00	-150 000,00	907 800,00	498 901,50	270 000,00	133 800,00	0,00
63	1 420 000,00	0,00	1 420 000,00	0,00	790 000,00	210 000,00	200 000,00

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.



IV – ANNEXES		IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN - AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT		B7

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AE	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/2018) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercices au-delà de N+1)
TOTAL	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

IV – ANNEXE

IV

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2018

CI

CI – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2018

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)							
Directeur départemental Contrôleur général	A	1		1	1		1
Directeur départemental adjoint Colonel hors Classe	A	1		1	1		1
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)							
Attaché territorial	A	21		21	19		19
Rédacteur territorial	B	25		25	20	1	21
Adjoint administratif	C	68		68	74	1	75
FILIERE TECHNIQUE (c)							
Ingénieur	A	20		20	18		18
Technicien	B	30		30	24		24
Agent de maîtrise	C	8		8	8		8
Adjoint technique	C	37		37	37	4	41
FILIERE SOCIALE (d)							
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)							
Psychologue	A		2	2	1		1
Assistant socio-éducatif principal	B	1		1	1		1
Technicien paramédical	B	2		2			0
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)							
FILIERE SPORTIVE (g)							
FILIERE CULTURELLE (h)							
Adjoint territorial du patrimoine	C	1		1	1		1
Professeur d'enseignement hors classe	A	1		1	1		1
FILIERE ANIMATION (i)							
FILIERE POLICE (j)							

IV – ANNEXE
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2018

IV
C1

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE SAPEURS-POMPIERS PROFESSIONNELS (K) (5)							
Colonel Hors Classe	A	2	1	3	3		3
Colonel	A	16		16	0		0
Lieutenant-colonel	A	23		23	15		15
Commandant	A	36		36	22		22
Capitaine	A	93		93	37		37
Lieutenant (2e classe, 1e classe et hors classe)	B	384		384	91		91
Adjudant	C	414		414	339		339
Sergent	C	250		250	429		429
Caporal-Sapeur	C	4		4	237		237
Médecin pharmacien de classe exceptionnelle	A	4		4	4		4
Médecin pharmacien hors classe	A	3		3	2		2
Médecin pharmacien de classe normale	A	4		4	3		3
Infirmier hors classe	A	8		8	7		7
TOTAL GENERAL (a + b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		1 455,00	3,00	1 458,00	1 395,00	6,00	1 401,00

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR/INT/03/05/00102/C du 23 mars 1995 ;
 (2) Catégories : A, B ou C.
 (3) Emplois budgétaires créés par l'Assemblée délibérante : les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la qualité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.
 (4) Equivalent temp plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité de l'agent, mesurée par leur qualité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année.
 ETPT = Effectifs physiques * qualité de temp de travail * période d'activité dans l'année
 Exemple : un agent à temps plein (qualité de travail = 100%) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT (0,8 * 6/12).
 (5) Par exemple : emplois pour les missions de secours correspond pas à un cadre d'emploi «classant», emplois spécifiques régis par l'article 139 ter de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXE

**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS
ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2018**

IV	
C1	

C1 - ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2018

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4)	CONTRAT Nature du contrat (5)
			Indice (8)	Euros		
Agents occupant un emploi permanent (6)						
Logisticien	C	TECH	347		Article 3°1 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée accroissement temporaire d'activité	
Logisticien	C	TECH	347			
Logisticien	C	TECH	347			
Logisticien	C	TECH	347			
Support organisation concours	C	ADM	347			
Chargé de mission concours	B	ADM	379			
Agent occupant un emploi non permanent (7)						
TOTAL GENERAL						

(1) CATEGORIES : A, B et C

(2) SECTEUR

ADM : Administratif

TECH : Technique

URB : Urbanisme (dont aménagement urbain)

ENV : Environnement (dont espaces verts et aménagement rural)

S : Social

MS : Médico-social

MT : Médico-technique

SP : Sportif

CULT : Culturel

ANIM : Animation

PM : Police

OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée)

3-4 : article 3, 1ème alinéa : accroissement temporaire d'activité

3-5 : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité

3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité, ...)

3-2 : vacances temporaire d'un emploi

3-3-1 : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes

3-3-2 : emplois de niveau de la catégorie A lorsque les besoins de services ou la nature des fonctions le justifient

3-3-3 : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil

3-3-4 : emplois à temps non complet des communes de moins de 1000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50%

3-3-5 : emplois des communes de moins de 2000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public

3-4 : article 21 de la loi n°2012-347 ; contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel

38 : article 38 *renvoies à la catégorie C*

47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels

110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée indéterminée (CDD) ou d'un contrat à durée déterminée (CDD). Les contrats particuliers devront être libellés "A / autres" et feront l'objet d'une précision (ex : contrats aidés).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat : (ex comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985).

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS

LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS LE SDIS A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER
 (articles L. 2313-1 et L.2313-1-1 applicables au département par renvoi de l'article L. 3313-1 du CGCT et au SDIS par renvoi de l'article L. 3241-1)

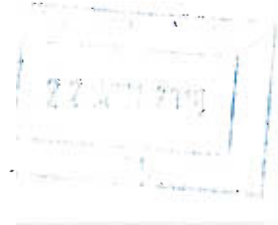
	IV
C2	

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Décision d'une part de capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50% du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Siège de l'établissement.
 (2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).
 (3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée ...).

IV – ANNEXES		IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS - LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LE SDIS		C3.1

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L.5721-1 du CGCT)			
Autres organismes de regroupement			



IV – ANNEXES		IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREEES		C3.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREEES

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence. Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

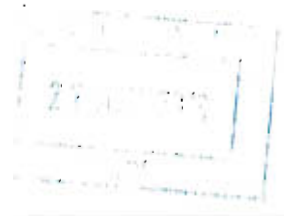
Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissements publics et doivent être recensées dans cet état.



IV – ANNEXES		IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE		C3.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

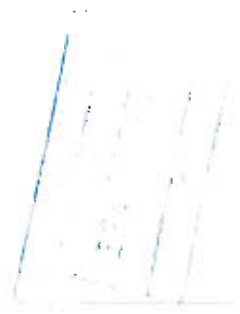
Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)



IV -- ANNEXES		IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS - LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE		C3.4

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)



IV - ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURE	D

Nombre de membres en exercice :
 Nombre de membres présents :
 Nombre de suffrages exprimés :
 VOTES : Pour :
 Contre :
 Abstentions :

Date de convocation:

Présenté par (1) ,

A ,le

Délibéré par conseil d'administration), réuni en session

A ,le

Les membres du conseil d'administration,

...

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture , le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer "la présidente" ou "le président"



IV - ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D


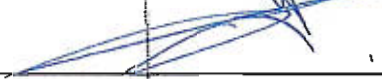








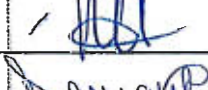
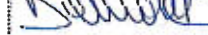
Nombre de membres en exercice : 22
 Nombre de membres présents : 17 + 1 suppl. = 18
 Nombre de suffrages exprimés : 17
 VOTES : Pour : 17
 Contre : 0
 Abstentions : 0

Date de convocation : 28.05.2018

Présenté par le Président,
A Versailles, le 20/06/2018

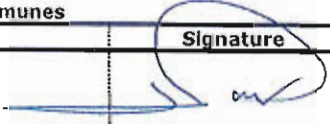
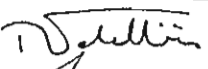

Le Président,
 Délibéré par le Conseil d'Administration, réuni en session.....
 A Versailles, le 20/06/2018
 Les membres du Conseil d'Administration,

Représentants du Département

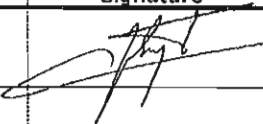

Titulaires	Signature	Suppléants	Signature
M. JOLY Alexandre		M. de LA FAIRE Olivier	
M. Jean-Noël AMADEI		M. OLIVE Karl	
M. LEBRUN Olivier		M. JOUY Didier	
M. RAYNAL Jean-François		M. VANDEWALLE Yves	
M. RICHARD Laurent		M. BENASSAYA Philippe	
M. BRILLAULT Philippe		M. BENIZE Georges	
Mme JEAN Josette		Mme ZAMMIT-POPESCU Cécile	
Mme WINOCOUR-LEFEVRE Pauline		Mme CHAGNAUD-FORAIN Claire	
Mme d'ESTEVE Sylvie		Mme GUYARD Elisabeth	
Mme BRIOIX-FEUCHET Héléne		Mme TROCHU Laurence	
Mme ROSETTI Alexandra		Mme BRISTOL Nicole	
Mme SORNAY Elodie		Mme GEHIN Janick	
Mme AUBERT Marie-Hélène		Mme CAPIAUX Anne	
Mme DEMONT Clarisse		Mme ARENOU Catherine	

IV - ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Représentants des Communes

Titulaires	Signature	Suppléants	Signature
M. PELLETIER Jacques		M. BRUNEAU Jean-Michel	
M. LORINQUER Christian		M. ANSART Jérôme	
M. CINTRAT Alain			
M. VOITELLIER Thierry		M. DELAPORTE Olivier	
M. MILLOT Michel		M. MIRAMBEAU Stéphane	
Mme GUIGNON Christiane			

Représentants des Etablissements publics de coopération intercommunale

Titulaires	Signature	Suppléants	Signature
M. PLUYAUD Jean-Pierre		M. OURGAUD Jean-Luc	
M. MARTINEZ Paul		M. LEBouc Michel	

Certifié exécutoire par le Président, compte tenu de la transmission en Préfecture, le, et de la publication le

A, le

[Faint handwritten notes and stamps]

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES
Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

sur AP

Année	Engagement	Désignation	Titre	Date de l'engagement	Code de l'engagement	Montant engagé
2031	2017004567	J21 complé eng 2016005024	AP ARCHITECTURE	07/04/2017	PA-15-027	7 875,95
2031	2017010358	J23A PRO DCE avec avenant, indus	A22 EXPERT EN LOGISTIQUE	11/10/2017	MF-15-029	3 145,61
2031	2014010466	G79 MOE DALLE + REFECTON LA BELLE ST CLOUD	SETBA	31/12/2016	PA-14004	715,17
2031	2016002726	MOE Achères jusqu'à DET	SETRAT	31/12/2016	PA-15-032	1 200,00
2031	2014011988	complément engt. 2010017507 SPS Villepreux	QUALI CONSULT SECURITE	31/12/2016	PA08022.1	64,80
2031	2013011222	SPS Limay extension phase réalisation	COORDINATION MANAGEMENT MANAG	31/12/2016	PA11017.1	1 937,92
2031	2013014073	ENG SUR AP 2008011 2031 BAT	INOX INGENIERIE	31/12/2016		1 221,10
2031	2013011221	Vestibaire St Arnoult réalisation	COORDINATION MANAGEMENT MANAG	31/12/2016	PA11017.1	1 722,24
2031	2010014277	ENG SUR AP 2031 2009011 MOE MULTISITES	ICOBAT	31/12/2016	PA05009.1	2 905,24
2031	2017003686	J23A- mission controle aménagement plateforme PFL	DEKRA INDUSTRIAL	17/03/2017	PA-16-015	7 220,02
2031	2017010361	MOE PFL 7 mois OPC	CORBICE	11/10/2017	MF-15-029	10 816,61
2031	2017010362	J23A engagement compl 2016005056	BETOM INGENIERIE	11/10/2017	MF-15-029	30 000,00
2031	2010014272	ENG SUR AP 2031 2009011 MOE MULTISITES	ATELIER CREA	31/12/2016	PA06094.1	3 844,97
2031	2015011945	Mission CT aménagement garage Houdan	DEKRA INSPECTION	31/12/2016		4 476,00
2031	2016005025	1143 MOE CHEVREUSE COITRAITANT	INS TCE	31/12/2016	PA-15-027	20 166,71
2031	2017005212	Réparation 4 portes Chevreuse	BEFSIA	04/05/2017	2017005212	2 070,00
2031	2017013016	eng Diag + études Avt pro en partie	YOURI GUEDJ	22/12/2017	PA-17-085	12 056,00
2031	2013011218	Mission de contrôle technique Le Vésinet	SOCOTEC	31/12/2016		1 171,24
2031	2016002723	MOE Achères jusqu'à DET	ARCHI D	31/12/2016	PA-15-032	947,76
2031	2016006181	Mission de coordination SPS CHEVREUSE	QUALI CONSULT	31/12/2016		5 721,60
2031	2015017659	H84 MOE LIMAY AVENANT	ARCHI D	31/12/2016	PA12001.1	171,84
2031	2010017535	ENG SUR AP 2031 2009011 MOE MULTISITES	ETHA	31/12/2016	PA09034.1	84,44
2031	2015003423	H84 MOE Houdan	INGESER	31/12/2016	PA14012	9 739,38
2031	2017004568	J21 complé eng 2016005025	INS TCE	07/04/2017	PA-15-027	4 458,51
2031	2017003824	Complément eng 2016002723 jusqu'à DET	ARCHI D	20/03/2017	PA-15-032	15 900,00
2031	2017004092	J18 complément eng 2016002726 jusqu'à DET	SETRAT	27/03/2017	PA-15-032	300,00
2031	2014002366	ENG SUR AP 2009011 2031 DIBA	ATELIERS DCCP ARCHITECTES	31/12/2016		1 800,00
2031	2016006184	Mission de contrôle technique CHE	SOCOTEC	31/12/2016		8 820,00
2031	2011016332	ENG SUR AP 2031 2009011 SOLDE MOE ANC MA	ATEC SA INGENIERIE	31/12/2016	PA08042.1	486,44
2031	2016005024	1143 MOE CHEVREUSE MANDATAIRE	AP ARCHITECTURE	31/12/2016	PA-15-027	22 026,71
2031	2010014275	ENG SUR AP 2031 2009011 MOE MULTISITES	ATELIER CREA	31/12/2016	PA06094.1	6 697,60
2031	2017003556	J32A-Mission MOE CF regroupement salle op	PANTEC	22/03/2017	2017003556	20 448,00
2031	2017013014	eng Diag + études Avt pro	ATELIER VERFAILLIE LASSAILLY	22/12/2017	PA-17-085	7 944,00
2031	2016006711	1142 Missions OPC Houdan	AKSSIMO	31/12/2016		4 640,00
2031	2010014273	ENG SUR AP 2031 2009011 MOE MULTISITES	ATELIER CREA	31/12/2016	PA06094.1	10 046,40

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES
Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Nom	Date de l'engagement	Prévisions contractuelles (M) (M) (M) (M)	Montant engagé
2031	2015011451	Mission de coordination SPS Houdan	QUALICONSULT SECURITE	31/12/2016		2 784,00
2031	2010017536	ENG SUR AP 2031 2009011 MOE MULTISITES	ARCHITECTURE CONCEPT 91	31/12/2016	PA09034.1	126,22
2031	2010017510	ENG SUR AP 2031 2009011 MOE MULTISITES	BET CAYLA	31/12/2016	PA06095.1	184,29
2031	2017003596	J23 mission CSPS PFL	QUALICONSULT SECURITE	14/03/2017	PA-15-016	6 674,40
2031	2017002564	J32A Audit Clim et VMC Codes	UGAP	21/02/2017	2017002564	7 180,93
2031	2017003181	J32A- AMOA Ergonomie regroup salles opérationnelle	RAINBOW ERGONOMIE	08/03/2017	2017003181	12 240,00
2031	2016002725	MOE Achères jusqu'à DET	BUCHET PHILIPPE	31/12/2016	PA-15-032	6 600,00
2031	2017005955	J21 Mission OPC Chevreuse	AP ARCHITECTURE	07/06/2017	2017005955	12 600,00
2031	2017004598	J18E Mission coordination SSI Achères	BEFSA	11/04/2017	2017004598	2 070,00
2031	2017010360	J23A engagement compli 2016005056	GAIA ARCHITECTURES	11/10/2017	MF-15-029	40 000,00
2031	2013002035	ENG SUR AP 2009011 2031 BAT	GAIA ARCHITECTURES	31/12/2016	PA12030.1	949,51
2031	2016010303	I142 MOE Le Vésinet Avenant 1	NOX INGENIERIE	31/12/2016	PA12030.1	663,91
2031	2010010820	ENG SUR AP 2031 2009011 MOE MULTISITES	J.P.H.	31/12/2016	PA06001.1	4 408,26
2031	2017004975	J23 engagement complémentaire 2016005028 MOE PFL	GAIA ARCHITECTURES	21/04/2017	MF-15-029	1 445,35
2031	2010017468	ENG SUR AP 2031 2009011 MOE MULTISITES	ATELIER CREA	31/12/2016	PA06094.1	7 687,89
2031	2016007996	I142 Le Vésinet OPC avenant 2	CORSICE	31/12/2016	PA13015.1	57,41
2031	2016002728	MOE Achères jusqu'à DET	CABINET BLEUSE	31/12/2016	PA-15-032	1 140,00
2031	2016001529	Diagnostic pollution plateau technique MLB	GEOTEC	31/12/2016		4 740,00
2031	2013014072	ENG SUR AP 2009011 2031 BAT	GAIA ARCHITECTURES	31/12/2016		1 732,12
2031	2017003453	Audit architecture du système d'information	UGAP	13/03/2017	2017003453	150 615,42
2031	2017004974	J23 Engagement complémentaire 2016005056 MOE PFL	BETOM INGENIERIE	21/04/2017	MF-15-029	2 008,69
2031	2016005067	I145 MOE PFL jusqu'à ACT Inklus	A22 EXPERT EN LOGISTIQUE	31/12/2016	MF-15-029	1 706,51
2031	2011005153	Contrôle technique rénovation	QUALICONSULT SECURITE	31/12/2016		929,99
2031	2010014278	ENG SUR AP 2031 2009011 MOE MULTISITES	CABINET FRITZ CHARREL	31/12/2016	PA05068.1	861,22
2031	2016010301	I142 MOE Le Vésinet Avenant 1	GAIA ARCHITECTURES	31/12/2016	PA12030.1	150,14
2031	2016014994	I150- Relevé topo et calcul volumes SEZAC	TECHNIQUES TOPO	31/12/2016		468,00
2031	2015003422	I184 MOE Houdan	EMODIS	31/12/2016	PA14012	6 788,05
2051	2017003287	Journée Chef de projet	NXTO FRANCE	10/03/2017	2017003287 DSI 2016-68	893,19
2051	2017003287	Journée Architecte	NXTO FRANCE	10/03/2017	2017003287 DSI 2016-68	8 960,03
2051	2017011940	Journée Chef de Projet	NXTO FRANCE	05/12/2017	2017011940 DSI 2016-68	446,60
2051	2017008982	J73-A-BIS.REMPLACE BC 2017003034	UGAP	30/09/2017		59 977,65
2051	2016016973	I128- VA production et VSR	IMP INDUSTRIE	31/12/2016	1332.1	38 589,98

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES
Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Désignation	Titre	Date de paiement	Bon de commande (Marché / Contrat)	Montant engagé
2051	2017011940	Journée Architecte	NXTO FRANCE	06/12/2017	2017011940 DSI 2016-68	6 720,02
21538	2017002911	J94-A Configuration équipements exploitation GFU	NXTO FRANCE	01/03/2017	2017002911 DSI 2016-68	68 930,06
21538	2017004484	J94A- Fibre part.2017 du titulaire	YVELINES NUMERIQUE	06/04/2017	ME-16-022	7 067,80
21538	2017004482	J94A- Fibre part.2017 du sous-traitant INEO	INEO INFRACOM	06/04/2017	ME-16-022	100 969,06
21538	2017012073	Achat accessoires réseau	NXTO FRANCE	30/11/2017	2017012073 DSI 2016-68	860,40
21561	2014008671	Carte grise Trafic	UGAP	31/12/2016		1 090,50
21561	2014012723	REGULARISATION TVA 4 CHASSIS VSAV POUR RECONDITION	UGAP	31/12/2016		262,02
21561	2014007193	Carte grise Berlings	UGAP	31/12/2016		271,50
21561	2014016948	Carte grise CCFM	REGIE DE RECETTE CARTES GRISES	31/12/2016		1 035,40
21561	2014009496	Sécurisation du pare brise et des vitres	TIB	31/12/2016	1473	5 269,46
21561	2014014227	Aménagement conforme à votre devis	MVR EVOLUTION	31/12/2016	1405.1	12 354,48
21568	2014014730	Tuyau refoulement 70/20M	UGAP	31/12/2016		4 703,17
21568	2014014730	Marquage identification personnalisés pour tuyaux	UGAP	31/12/2016		207,34
21568	2014014724	Lance Ultraforce 500 Pulsing Record DSP DN 40	UGAP	31/12/2016		113,38
21568	2014017088	FM3306	SIRAC	31/12/2016		981,00
21568	2014017088	Détecteur de chocs + faisceau	SIRAC	31/12/2016		152,57
21568	2014014730	Tuyau refoulement 110/40M	UGAP	31/12/2016		629,24
21568	2014014730	Tuyau refoulement 110/20M	UGAP	31/12/2016		581,03
21568	2014014724	Polymousse multifonctionnement pour Ultramic	UGAP	31/12/2016		52,81
21568	2014014724	Lance Ultramic Entrée GFR DN 20	UGAP	31/12/2016		424,39
21568	2014014730	Tuyau refoulement 70/40M	UGAP	31/12/2016		538,25
21568	2014014730	Tuyau refoulement 70/10M	UGAP	31/12/2016		167,23
21568	2014014730	Tuyau refoulement 45/20M	UGAP	31/12/2016		3 851,35
21568	2014014724	Lance Midamic Record DSP DN 40 sans ventou	POK	31/12/2016	1347,4	1 689,01
21568	2014014634	Dispositif de franchissement de tuyaux PM	UGAP	31/12/2016		1 440,00
21568	2014014724	Lance Jetmatic 1000 - Record DSP DN 65 à ventou	UGAP	31/10/2017	2017011064 1464.1	599,13
21728	2017011064	J27A Caniveaux Poussy	ALJO TP	03/11/2017	2017011064 1464.1	14 835,36
21728	2017011103	J27A Renforcement réseau travaux comp RAM	ALJO TP	03/11/2017	2017011103 1464.1	6 328,32
21728	2017011976	J27 Dalle table extenseurs Rue de limoges VRS	ALJO TP	28/11/2017	2017011976 1464.1	2 972,82
21728	2017011126	J27A Entrobé CSP Houilles	ALJO TP	02/11/2017	2017011126 1464.1	27 656,52

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES
Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Etat de l'engagement	Date de l'engagement	Poste de l'engagement	Montant
21728	2017012532	J27A-TRAVAUX VRD MULTISITES	13/12/2017	2017012532 1464.1	99 963,82
21728	2017012534	J27 deboisement butte terre MLB	13/12/2017	2017012534 1464.1	49 020,00
217312	2014009635	G80 Vest STA tra sous-traitant MZE 78	31/12/2016	PA13047.6	163,20
21735	2017010561	J25A Ravalement Velizy	25/10/2017	2017010561 PE-17-003	153 444,20
21735	2017009703	J25A Ravalement St Arnoult Peinture	04/10/2017	2017009703 PE-17-003	31 034,51
21735	2015013918	H82 TVA PROJEX La celle lot 6	31/12/2016	PA15016	696,66
21735	2016006031	1149 Restructuration cuisine et réfectoire RAM	31/12/2016	PA-15-031	1 824,02
21735	2017010034	J25 ravalement MPS signalétique	06/10/2017	2017010034	204,00
21735	2017006952	J28A 3T Réfection de la cuisine Maule aménagement	30/06/2017	2017006952	7 286,76
21735	2017009706	J25A Ravalement St Arnoult Enseigne	29/09/2017	2017009706	2 364,00
21735	2017009704	J25A Ravalement St Arnoult reprise descente	19/10/2017	2017009704 PA13011.1	6 165,60
21735	2017006953	J28A 3T Réfection de la cuisine Maule Plomberie	30/06/2017	2017006953 PA-15-031	8 959,56
21735	2015006157	Renforcement dalle béton	31/12/2016	PA15016	6 259,11
2183	2017011296	Fourniture de 2 switch 3850 IP Services Filles	14/11/2017	2017011296 DSI 2016-68	16 953,97
2183	2017005828	Tirage de lorage de FO MOS-36 Nexans	24/05/2017	2017005828	849,60
2183	2017010942	Fourniture Module Fibre GLC-BX-D-40KM-C	24/10/2017	2017010942	2 673,40
2183	2017012076	Achat de SFP + 80KM	30/11/2017	2017012076 DSI 2016-68	4 998,24
2183	2015009179	Solution Nexus 1000	31/12/2016	1286.1	3 060,00
2183	2017010942	Fourniture Module Fibre GLC-BX-U-40KM-C	24/10/2017	2017010942	2 678,40
231351	2016001460	1 Plaisir restructuration électrique lot 3 solide	31/12/2016	PA15015	3 288,97
231351	2016005397	1141 Avenant 2 Lot 3 Plaisir	31/12/2016	PA15015	6 298,72
231351	2016007263	1141 Plaisir électricité avenant 1 lot 2	31/12/2016	PA15014	156,21
23172	2016015390	1142 Versailles rue Limoges Titulaire TVA Paveurs	31/12/2016	PA14013	180,95
23172	2016015391	1142 Versailles rue Limoges Titulaire TVA INEO	31/12/2016	PA14013	2 172,22
23172	2016008832	1142 Versailles Limoges Lot 14 VRD sous-traitant	31/12/2016	PA14013	10 861,10
23172	2016010215	1142 Versailles rue Limoges lot 14 titulaire	31/12/2016	PA14013	1 312,03
23172	2017009373	engagement complémentaire 2016010215 1142	13/09/2017	PA14013	30,00
2317312	2014012444	Réfection toiture LMAX TVA EPICURE s/traitant	31/12/2016	PA13033.1	160,22
2317312	2015002420	Travaux de faux-plafonds	31/12/2016	1397.2	2 202,96
2317312	2016010117	1142 Le Vésinet lot 6 avenant 2.	31/12/2016	PA13065	860,40

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES

Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Désignation Engagement	Départ	Date de l'engagement	Bon de commande / Réception / Contrat	Montant engagé
2317312	2015003122	H 84 Le vésinet lot 3A solde du marché	BETSINOR	31/12/2016	PA13061	8 528,00
2317312	2017003088	J20B- Electricité Vernouillet	SETELEC	13/03/2017	2017003088 1399,4	3 400,28
2317312	2017006406	J20B restructuration VRN tranche 3 electricité	SETELEC	19/06/2017	2017006406 1399,4	26 941,70
2317312	2017012101	J20B restructu VRN 4T travaux SSI	SETELEC	27/12/2017	2017012101 PF-17-004	75 115,60
2317312	2017013121	J22 A 2012021 avance 5% PA17029 lot3	BERIN PLAFONDS	28/12/2017	PA-17-029	2 700,00
2317312	2017013184	J24A PFL AK ETANCHE lot9 TVAauto	BATI ETANCHE IDF	29/12/2017	PA-17-019	1 000,00
2317312	2017013187	J24A PFL Colas lot2	COLAS IDFN	29/12/2017	PA-17-012	105 000,00
2317312	2014007535	G80 Le vésinet lot 8 44,15% du marché	SILVER CONSTRUCTIONS	31/12/2016	PA13067	6 738,16
2317312	2015016147	H84 Le vésinet lot 4 avenant 1	BATI KARS	31/12/2016	PA13063	168,00
2317312	2015006571	H84 Le vésinet lot 7 sous-traitant	CAR POL	31/12/2016	PA13066	3 681,30
2317312	2016012913	Restructuration T1 plomberie Vernouillet	LA LOUISIANE	31/12/2016	PA-15-031	16 129,78
2317312	2017003109	J33- Désamiantage regroup salles opérationnelles	COLAS IDFN	06/03/2017	2017003109	1 122,00
2317312	2017003084	J20B- peinture sol Vernouillet	LAMOS S.A	06/03/2017	2017003084 1398,3	6 085,62
2317312	2016002502	I PORTES REMISE LE YESINET	SPAL	31/12/2016	PA-15-036	1 184,98
2317312	2016007045	I142 Le Vésinet lot 10 avenant 2	INEO-TERTAURE IDF	31/12/2016	PA13069	621,87
2317312	2017006403	J20B restructuration VRN tranche 3 plafonds	BERIN PLAFONDS	19/06/2017	2017006403 1397,2	18 649,54
2317312	2017013193	J24A PFL COLAS lot2	COLAS IDFN	29/12/2017	PA-17-012	7 000,00
2317312	2017013129	J22 A 2012021 travaux PA17027 lot1	ATLANTE CONSTRUCTION	28/12/2017	PA-17-027	38 580,00
2317312	2014014138	Le Vésinet lot 12 TVA sous-traitant	ERI	31/12/2016	PA13071	1 600,00
2317312	2014010011	G78 REFECTION ETANCHEITE TOITURE AUB TVA ISOTECH	BATI ETANCHE IDF	31/12/2016	PA13033.1	266,66
2317312	2015003101	H84 Le vésinet lot 4 solde du marché	BATI KARS	31/12/2016	PA13063	525,17
2317312	2014007540	G90 Le vésinet lot 12 44,15% du marché	ERI	31/12/2016	PA13071	3 339,53
2317312	2017005363	J33 regroup salles op Bureaux DOP/DPS contrôle	TECH-PORTE	19/05/2017	2017005363 2014-MF-019	8 516,52
2317312	2017006330	J20 sous traitant lot 3 bis VRS K-HEDI	EPRD	08/06/2017	2014-PA-008	3 500,00
2317312	2017010046	J33A Trav Complé menuiserie SUD/SALLES OPERATION	EGV	19/10/2017	2017010046 PF-17-001	6 321,90
2317312	2017010047	J33A Trav Complé plomberie SUD/SALLES OPERATION	LA LOUISIANE	23/10/2017	2017010047 PA-15-031	735,60
2317312	2017013118	J22 A 2012021 avance 5% PA17027	ATLANTE CONSTRUCTION	28/12/2017	PA-17-027	26 770,00
2317312	2017013122	J22 A 2012021 avance 5% PA17030 lot4	JPV BATIMENT	28/12/2017	PA-17-030	7 130,00
2317312	2015002899	TVA sous-traitant FILETS SECURIT 37	BATI KARS	31/12/2016	PA13063	140,00
2317312	2015003103	G80 Le vésinet lot 8 solde du marché	SILVER CONSTRUCTIONS	31/12/2016	PA13067	33 784,40

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES

Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Détails de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Date de commande	Montant
2317312	2017013182	J24A PFL P&R lot8	PATRIMOINE ET RENOVATION	29/12/2017	PA-17-018	1 563,89
2317312	2017002880	J22/B- raccordement électrique extension CHE	ENEDIS ARREAS	28/02/2017	2017002880	4 760,40
2317312	2015002897	Sous-traitant lot 4 LE VESINET	FILETS SECURIT 37	31/12/2016	PA13063	700,00
2317312	2017002182	J20B ravalement Vernouillet	LAMOS S.A	10/02/2017	2017002182 1396.3	2 518,74
2317312	2015003278	H84 Le Vésinet lot 12 solde du marché	ERI	31/12/2016	PA13071	2 018,65
2317312	2017012100	J20B restructu VRN 3T travaux compl maçonnerie	EGV	11/12/2017	2017012100 PF-17-001	23 829,31
2317312	2017013181	J24A PFL P&R lot8	PATRIMOINE ET RENOVATION	29/12/2017	PA-17-016	10 215,64
2317312	2017013186	J24A PFL BATI ETANCHE lot9	BATI ETANCHE IDF	29/12/2017	PA-17-019	3 077,51
2317312	2017013042	J20B Tranche 4 Vernouillet Peinture intérieures	LAMOS S.A	29/12/2017	2017013042 PF-17-003	24 443,28
2317312	2017003080	J20B- Maçonnerie/carréage Vernouillet	EGV	06/03/2017	2017003080 1396.1	5 569,21
2317312	2015003124	H84 Le vésinet lot 6 solde du marché	JFV BATIMENT	31/12/2016	PA13065	1 440,00
2317312	2015009401	Le Vésinet lot 8 avenant 1/2015	SILVER CONSTRUCTIONS	31/12/2016	PA13067	1 890,00
2317312	2017006402	J20B restructuration VRN tranche 3 cloisons	EGV	27/06/2017	2017006402 1396.1	65 008,62
2317312	2017010795	J33A Signalétique Regroup salle op	LEADER MARQUAGE	23/10/2017	2017010795	4 668,00
2317312	2017011215	J24A travaux PFL 2 mois lot 9 tranche ferme	BATI ETANCHE IDF	08/11/2017	PA-17-019	13 996,01
2317312	2017012099	J20B restructuration 4T VRN réseaux eau	LA LOUISIANE	11/12/2017	2017012099 PA-15-031	25 643,70
2317312	2017013120	J22 A 2012021 avance 5% PA17092 lot2	UTB	28/12/2017	PA-17-092	7 303,00
2317312	2017013123	J22 A 2012021 avance 5% PA17031 lot5	LES PEINTURES PARISIENNES	28/12/2017	PA-17-031	3 906,00
2317312	2017013183	J24A PFL AK ETANCHE lot9 sous-traitant	AK ETANCHE	29/12/2017	PA-17-019	6 000,00
2317312	2015006572	H84 Le vésinet lot 7 TVA sous-traitant CAR POL	CPLC	31/12/2016	PA13066	736,28
2317312	2014011239	G80 lot 8 logts VRS TVA de W A L BAT	LACOUR	31/12/2016	1369.8	350,00
2317312	2015015151	H84 Le vésinet lot 6 avenant 1	JFV BATIMENT	31/12/2016	PA13065	229,62
2317312	2016012911	Restructuration TI Lot GO Vernouillet	EGV	31/12/2016	1396.1	11 598,06
2317312	2016008705	I142 Le vésinet lot 7 avenant 1	CPLC	31/12/2016	PA13066	241,02
2317312	2017006405	J20B restructuration VRN tranche 3 Plombierie	LA LOUISIANE	19/06/2017	2017006405 PA-15-031	59 514,24
2317312	2017005365	J33 regroup salles op Bureaux DOP/DPS accès	EGV	22/05/2017	2017005365 1396.1	5 740,14
2317312	2017009450	J24A travaux PFL 2 mois lot 9	BATI ETANCHE IDF	15/09/2017	PA-17-018	53 861,66
2317312	2017013180	J24A PFL Ball OUEST lot1	BATI OUEST	29/12/2017	PA-17-011	84 213,66
2317312	2017013128	J22 A 2012021 avance 5% PA17053 lot7	LGC	28/12/2017	PA-17-053	7 900,00
2317312	2014006963	G78 toiture VRN TVA du sous-traitant PSID	BATI ETANCHE IDF	31/12/2016	PA13033.1	487,57

15/01/2018

Page 6/7

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES
Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Désignation de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Don de commande Marché / Contrat	Montant engagé
2317312	2017006404	J20B reconstruction VRN tranche 3 Peinture	LAMOS S.A	19/06/2017	2017006404 1398.3	21 629,84
2317312	2017013185	J24A PFL BATI ETANCHE lot9	BATI ETANCHE IDF	29/12/2017	PA-17-019	15 099,31
2317312	2017013125	J22 A 2012021 avance 5% PA17032 lots	GROUPE EMILE DUFOUR	28/12/2017	PA-17-032	6 150,00
231735	2016005506	I142 Avenant 3 Lot 13 - Rue de Limoges VRS	SETELEC	31/12/2016	1374.13	12 135,90
231735	2016010127	I142 Versailles limoges Lot 1 solide	BTP & PATRIMOINE	31/12/2016	1362.1	844,88
231735	2014009970	G80 lot 1 logts VRS TVA de SOVIDEC	BTP & PATRIMOINE	31/12/2016	1362.1	500,00
231735	2016004942	I142 Solde lot 1 maule	IDC	31/12/2016	PA15001	5 146,14
231735	2016002762	I solde Versailles logement lot 1	DI ENVIRONNEMENT	31/12/2016	1362.1	935,82
231735	2016015941	TVA auto liquidés de son sous-traitant	RIGOLLOT	31/12/2016	1376.15	1 558,31
231735	2014009969	G80 Sous-traitant lot 1 logts VRS	SOVIDEC	31/12/2016	1362.1	5 000,00
231735	2015004597	Logements Versailles lot 1 sous-traitant	DI ENVIRONNEMENT	31/12/2016	1362.1	640,86
231735	2016010437	I142 Avenant 2 lot 1 maule	IDC	31/12/2016	PA15001	1 552,76
231735	2016002718	I solde Versailles logement lot 13	SETELEC	31/12/2016	1374.13	19 091,14
231735	2016002767	I solde Versailles logement lot 8	LACOUR	31/12/2016	1369.8	2 950,01
231735	2014012243	G80 Logements Versailles différentiel TVA	LORILLARD ETS	31/12/2016	PA13034.4	36,07
231735	2015015081	H84 reconstruction Maule Lot 9	THERMOSANI	31/12/2016	PA15011	964,50
231735	2016002764	I solde Versailles logement lot 5	ATELIER METAL DU PATRIMOINE	31/12/2016	1366.5	3 427,89
231735	2014012376	G80 logements Versailles	LORILLARD ETS	31/12/2016	PA13034.4	315,93
238	2014006221	F118 ACQUISITION 3 KANGOO COMPLEMENT TVA	UGAP	31/12/2016		150,89
238	2014006223	F115 COMPLEMENT TVA 5 KANGOO	UGAP	31/12/2016		201,16
238	2014006227	F115 COMPLEMENT TVA 1 KANGOO	UGAP	31/12/2016		40,23
238	2017009118	VTUGV (N°1)	UGAP	09/09/2017		104 688,11
238	2014016952	Cdo Business Energy dCI 90	UGAP	31/12/2016		1 200,02
238	2017010737	VTUGV	UGAP	19/10/2017		104 688,11

Désignation de l'établissement
SDIS DES YVELINES

Comptable assignataire

Signature

ARRETE A LA SOMME

DE deux millions quatre cent soixante quatre mille six cent quarante quatre euros et cinquante neuf centimes

Président du Conseil d'Administration
du Service d'incendie et de secours
délégation

Le Directeur départemental
des services d'incendie et de secours
des Yvelines,

Colonel Patrick SECARDIN

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES

Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

HORS AP

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Titre	Date de l'engagement	Bon de commande Marché / Contrat	Montant engagé
2031	2014002387	Diagnostic espace convivialité	APLOMB BATIMENT	31/12/2016		720,00
2031	2015004581	Mission OPC	AKSSIMO	31/12/2016		4 740,00
2031	2007012903	34 mise en conformité des installations	LP.H.	31/12/2016	PA06001.1	8 684,53
2031	2017011004	Adaptation Gipsi 78 MJD Orade Business Objects	IMP INDUSTRIE	27/10/2017	2017011004	5 485,20
2031	2010011051	C25 MOE Postes HT MLB/Ecole avantant 1	MOTEC INGENIERIE	31/12/2016	PA09040.1	130,13
2031	2017010796	J34 Mission programmation faisabilité restructura	ARCHI D	23/10/2017	2017010796	7 872,90
2031	2014012167	Mission SPS Création puits de lumière COG EST	COORDINATION MANAGEMENT MANAG	31/12/2016	PA11017.1	375,00
2031	2016010731	1151 Dossier technique AO et visite chantier EDSPY	BUCHET PHILIPPE	31/12/2016	PA06001.1	2 880,00
2031	2007012695	34 - OPERATION 2 REFECTION CANIVEAU	LP.H.	31/12/2016	PA06001.1	45,83
2031	2017011319	Journée chef de Projet	NXTO FRANCE	09/11/2017	2017011319 DSI 2016-68	445,60
2031	2016012919	Etude structure creation cloison mobile PSY	SCIYNA 4	31/12/2016		2 640,00
2031	2015011508	Prolongement de la mission OPC initiale d'un mois	AKSSIMO	31/12/2016		3 960,00
2031	2016002464	Mission de coordination SPS	BTP CONSULTANTS	31/12/2016		4 032,00
2031	2016002879	Mission de contrôle technique ACH	QUALICONSULT	31/12/2016		8 010,00
2031	2017009816	Ajout volumétrie NBU pour serveurs opérationnels	ANTEMETA	28/09/2017	2017009816 MF-16-005	1 530,00
2031	2015007258	Mission de coordination SSI	AKSSIMO	31/12/2016		5 040,00
2031	2017012790	J34 Prélèvement amiable logements EDSPY	CDTEC	19/12/2017	2017012790 MF-15-009	95,40
2031	2016016732	1151 Maîtrise de coordination SSI PTT	BEFSA	31/12/2016		2 520,00
2031	2016001921	1 Contrôle technique Tour Veizy	BTP CONSULTANTS	31/12/2016		1 020,00
2031	2017009359	Etude faisabilité et scénario de PRI/PCI	NXTO FRANCE	20/03/2017	2017009359 DSI 2016-68	41 250,00
2031	2013014565	Prestation d'assistance et d'expertise	BULL	31/12/2016		3 397,84
2031	2017012958	J34 Relevé géométrie butte de terre à araser MLB	TECHNIQUES TOPO	22/12/2017	2017012958	2 388,00
2031	2015016390	Mission de MOE et BET pour mise en conformité	BUCHET PHILIPPE	31/12/2016		3 480,00
2031	2014002310	MOE Ventilation double flux	MORA WILLIAM	31/12/2016		3 012,00
2031	2017003754	ENGAGEMENT S/BC N°2017003050	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION	20/03/2017		1 950,00
2031	2017004116	ENGAGEMENT COMPTABLE S/BC N°2017003049	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION	27/03/2017		1 080,00
2031	2014004266	Constat d'huissier contradictoire	MERCADAL ET PORTE ASSOCIES	31/12/2016		359,98
2031	2017011319	Journée Architecte	NXTO FRANCE	09/11/2017	2017011319 DSI 2016-68	3 860,01
2031	2012001040	Maîtrise d'oeuvre pour réalisation en	GESTYS INGENIERIE	31/12/2016		3 109,60
2031	2014012167	Mission SPS Création puits de lumière COG EST	COORDINATION MANAGEMENT MANAG	31/12/2016	PA11017.1	780,00
2031	2014010437	G32 MOE dalle et SSI Pâte technique	AKSSIMO	31/12/2016	2014-PA-001	2 932,06
2031	2017013308	J34-Miss SPS détec incend EDSPY com2017003050	BUREAU VERITAS	31/12/2017		1 782,00

15/01/2018

Page 1/22

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES

Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Titre	Date de l'engagement	Bon de commande Marché/Contrat	Montant engagé
2031	2012001870	raaccordement au gaz naturel	ENGIE/GDF	31/12/2016		1 196,00
2031	2015017633	Relevé topographique EDSPY délaissé A12	TECHNIQUES TOPO	31/12/2016		2 472,00
2031	2017017087	Diagnostic initial chassis	SERVICE 16	31/10/2017	2017011087 PF-17-049	1 740,00
2031	2013000795	Mission SPS phase réalisation	COORDINATION MANAGEMENT MANAG	31/12/2016	PA11017.1	320,76
2031	2007012903	34 opération 4 mise en conformité epc	J.P.H.	31/12/2016	PA06001.1	1 222,95
2031	2015000974	H68 MOE cuisine Houilles	FARCY STEPHANIE	31/12/2016		4 560,00
2031	2012002795	Sanitaires masculins Houilles	COORDINATION MANAGEMENT MANAG	31/12/2016	PA11017.1	251,16
2033	2017012957	FRAIS DE PUBLICATION EXTENSION HOD	GROUPE MONITEUR	21/12/2017		177,12
2051	2017013192	GlobalSign Organisation SSL formation.sdis78.fr	SSL 247	29/12/2017	2017013192	465,60
2051	2016016495	Prestation de sécurité FS	NXTO FRANCE	31/12/2016	DSI 2016-68	4 340,24
2051	2017000861	Evolution AS TECH	AS TECH SOLUTIONS	25/01/2017	2017000861 PA-15-043	1 080,00
2051	2014017092	2 1/2 journées de formations à distance	CEGID PUBLIC	31/12/2016	PA13024.1	1 260,00
2051	2017010620	Installation, paramétrage du serveur d'Application	UGAP	24/10/2017	2017010620	3 740,40
2051	2017010819	Mise en oeuvre du logiciel SIS Marchés	UGAP	24/10/2017	2017010819	21 351,78
2051	2017012261	Mise en oeuvre brique prévention	UGAP	05/12/2017	2017012261	15 950,53
2051	2017010948	Evolution correspondant à la demande 95684	AS TECH SOLUTIONS	29/10/2017	2017010948 PA-15-043	728,00
2051	2015014840	Acquisition de licences/progiciels SIFRH CIVI	CEGID PUBLIC	31/12/2016		63 671,79
2051	2014017082	Paramétrage FAST-Paragheur	CEGID PUBLIC	31/12/2016	PA13024.1	1 170,00
2051	2017010634	Paramétrage et mise en oeuvre DOCLINK a distance	CEGID PUBLIC	19/10/2017	2017010634	540,00
2051	2017011264	Installation certificat Web - activation SSO	TECLUB	07/11/2017	2017011264 PA13075.1	866,40
2051	2017004695	Journée ingénieur pour développement du client	TECLUB	13/04/2017	2017004695 PA13075.1	866,40
2051	2016016202	Formations Administrateurs techniques et	INTERGRAPH FRANCE	31/12/2016	PA-16-020	990,00
2051	2016016599	Prévention appliquée à l'opération pour le Chef	ECOLE DE MANAGEMENT NORMANDIE	31/12/2016	201438	5 898,65
2051	2017006873	Module EQ-INC	ECOLE DE MANAGEMENT NORMANDIE	18/07/2017	2017006873 201438	5 064,69
2051	2017010816	Mise en oeuvre logiciel SIS Marchés	UGAP	24/10/2017	2017010816	4 264,06
2051	2017011151	Prestation assistance montée de version	GEO CONCEPT	08/11/2017	2017011151	3 564,00
2051	2016016731	166 Prestation assistance optimisation LAN	NXTO FRANCE	31/12/2016	DSI 2016-68	6 493,18
2051	2017010634	Assistance au démarrage sur site	CEGID PUBLIC	19/10/2017	2017010634	1 320,00
2051	2017011449	Journée sur site d'analyse technique/fonctionnelle	OXIO	19/11/2017	2017011449	1 380,00
2051	2016016202	Mise oeuvre du Logiciel de Gestion Opérationnelle	INTERGRAPH FRANCE	31/12/2016	PA-16-020	28 566,00
2051	2016016710	1103 TVA SUR BC 2016016536 BUDGET DSI	SIE DE VERSAILLES SUD	31/12/2016		129,00

15/01/2018

Page 2/22

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES

Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Taux	Date de l'engagement	Bon de commande Marché / Contrat	Montant engagé
2051	2017007985	Evolution IMPI		24/07/2017	2017007985	4 701,60
2051	2017010949	Evolution correspondant à la demande 10147		25/10/2017	2017010949 PA-15-043	2 592,00
2051	2014017092	Mise en oeuvre		31/12/2016	PA13024-1	600,00
2051	2014017092	abonnement annuel inclus AC1TESHélicoparepasseur		31/12/2016	PA13024-1	1 770,00
2051	2014017092	Maintenance Progiels et/ou télé assistance		31/12/2016	PA13024-1	44,02
2051	2017010814	Paramétrages SIS-Marchés utilisateur-habilitation		24/10/2017	2017010814	8 978,96
2051	2017011873	Forfait Logistique		30/11/2017	2017011873	45,60
2051	2017011873	BODYGUARD 7000/500 PC Interface		30/11/2017	2017011873	1 060,80
2051	2015018556	Fourniture et installation de solution		31/12/2016		23 070,00
2051	2017010950	Evolution correspondant à la demande 102052		25/10/2017	2017010950 PA-15-043	1 080,00
2051	2017005302	Accessoirement appli SOLU-OIQ cartographie		05/05/2017	2017005302	1 320,00
2051	2017011578	Certificats pour signature électronique par boucle		17/11/2017	2017011578	500,00
2128	2017003151	J35- Plateau sportif MLH TVA GOGY		03/03/2017	PA-16-017	2 414,40
2128	2017008757	J27 bisSécurisation descente garage AUB		08/09/2017	2017008757 1454.1	5 347,20
2128	2017003134	J35- Plateau sportif MLH		03/03/2017	PA-16-017	285,54
21351	2017010793	J36B Mise aux normes Feux de passage HOI		23/10/2017	2017010793 2014-MF-019	1 997,66
21351	2017013167	J36B Mise aux normes électriques Péniche CSH		29/12/2017	2017013167 PF-17-004	1 055,63
21351	2017012493	J36D Raccordement réseaux ondules DSI		13/12/2017	2017012493 PF-17-004	1 226,82
21351	2017012227	J36A SSI EDSPY Lot1 SSI sous traitance		30/11/2017	PA-17-023	31 199,28
21351	2017013001	J36B Mise aux normes électriques EDSPY TRAPPES		29/12/2017	2017013001 PF-17-004	1 259,70
21351	2017006950	J36D renforcement sol passerelle EDSPY		27/06/2017	2017006950 1398.3	8 824,92
21351	2017013148	J36B Mise aux normes électriques CS BRE		29/12/2017	2017013148 PF-17-004	563,43
21351	2017011069	J36D Pompe évacuation eaux pluie Plaisir		02/11/2017	2017011069 148764	1 694,56
21351	2017012119	J36A SSI EDSPY Lot2 Menuiserie, cloisons...		29/11/2017	PA-17-024	8 232,00
21351	2017012229	J36A SSI EDSPY Lot1 SSI TVA auto équipée		30/11/2017	PA-17-023	5 239,86
21351	2017004147	J36D Moteurs portail Plaisir		04/04/2017	2017004147 2014-MF-019	2 637,60
21351	2017011050	J36G Sécurisation porte remise Houilles		30/10/2017	2017011050 2014-MF-019	11 315,40

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES
Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Libellé Engagement	Marque	Date de l'engagement	Bon de commande Marché / Contrat	Montant engagement
21551	2017013179	J36A ssi EDSPY lot SSI	SIEMENS	29/12/2017	PA-17-023	24 089,72
21551	2014007122	Eclairiéti douches hommes 1er Etage	EGY	31/12/2016	1396.1	3 928,08
21551	201600262	I200 Aménagement bureaux EDSPY (PDC+1er)	LAMOS S.A	31/12/2016	1398.3	5 397,00
21551	2017009100	J36A Installation système clim salle serveur EDSPY	MTO	06/09/2017	PA-17-021	85 038,08
21551	2017013169	J36B Mise aux normes électriques CSP HOI	SETELEC	02/01/2018	2017013169 PF-17-004	112,68
21551	2017012993	J36B Mise aux normes électriques CS MLH	SETELEC	29/12/2017	2017012993 PF-17-004	3 917,06
21551	2016004125	Travaux d'étanchéité MLH	CIBETANCHE	31/12/2016		984,00
21531	2017011577	Acquisitions hauts parleurs	TPL SYSTEMES	21/11/2017	2017011577 MF-15-005	2 704,80
21531	2017011577	Acquisitions micro et kit oreillettes	TPL SYSTEMES	21/11/2017	2017011577 MF-15-005	35 588,00
21531	2017011583	Antenne GPS LAIPAC + kit antenne bi-bande	TPL SYSTEMES	05/12/2017	2017011583 MF-15-006	2 575,20
21531	2017011638	Accessoires et pièces détachées pour terminaux	TPL SYSTEMES	21/11/2017	2017011638 MF-15-007	15 925,08
21531	2017011859	Installation équipements mobiles et portatifs	UGAP	30/11/2017	2017011859	4 272,05
21531	2015013710	Micros double alternat pour TPH 700	TPL SYSTEMES	29/01/2017	MF-15-005	907,20
21531	2017009941	Mise à jour et crypto période terminaux ANTARES	UGAP	03/10/2017	2017009941	3 560,04
21531	2017011373	Installation de terminaux ANTARES	BLS	10/11/2017	2017011373	3 186,00
21531	2016006400	Fiches mâle et femelle, adaptateurs	TPL SYSTEMES	25/01/2017	MF-15-006	196,80
21531	2017011583	Acquisition connecteurs et adaptateurs coaxiaux	TPL SYSTEMES	05/12/2017	2017011583 MF-15-006	445,20
21538	2017012332	Téléphones Alcatel 4039, IP6026, 4018, Dect 8232.	BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES	05/12/2017	2017012332 MF-15-019	12 166,44
21538	2016016009	I72 Achat de 4 équipements Femtocells	ORANGE	31/12/2016	149958	720,00
21538	2017011581	Acquisition matériels sonorisation CIS	IMPEDANCE	16/11/2017	2017011581	8 762,40
21538	2016003835	Etuils flap reconnaissable noir iPhone 5/5s	ORANGE	31/12/2016	149958	240,00
21561	2017009174	Aménagement conforme à votre devis	MVR EVOLUTION	09/09/2017	2017009174 1405.1	16 886,06
21561	2016016102	Aménagement VF com	MVR EVOLUTION	31/12/2016	1405.1	320,00
21561	2017009165	Reconditionnement PPT	MVR EVOLUTION	09/09/2017	2017009165 1406.2	24 954,10
21561	2017006133	Avertisseur sonore de marche arrière 12V	WAS AMBULANZ UND SONDER	06/06/2017	2017006133 MF-16-006	552,40
21561	2017006133	Transfert de cellule avec reprise ancien châssis	WAS AMBULANZ UND SONDER	06/06/2017	2017006133 MF-16-006	154 232,30
21561	2017006138	Préchauffage moteur CALIX	WAS AMBULANZ UND SONDER	06/06/2017	2017006138	1 646,50

15/01/2018

Page 4/22

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES

Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Détails de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marchés/Contrats	Montant engagé
21561	2017006138	Boite à gants TRIO, inox	WAS AMBULANZ UND SONDER	06/06/2017	2017006138	468,00
21561	2017006133	Prise de courant 230 V	WAS AMBULANZ UND SONDER	06/06/2017	2017006133 MF-16-006	219,45
21561	2017011324	Frais de port colis XL + Frais de port charge UE	WAS FRANCE	10/11/2017	2017011324	39,31
21561	2017009819	Modification FLU des VSU	INTERSIGNALETIC SECURITE	04/10/2017	2017009819	1 944,00
21561	2017006280	TVA A L'ETRANGER SIBC N°2017006137	SIE DE VERSAILLES SUD	02/06/2017		32 364,05
21561	2017006133	Fixation pour brancard-cuilère	WAS AMBULANZ UND SONDER	06/06/2017	2017006133 MF-16-006	617,20
21561	2017005798	Aménagement sur pare brise	ACTIGLASS	18/05/2017	1413.4	15 540,00
21561	2017006227	TVA A L'ETRANGER SIBC N°2017006133	SIE DE VERSAILLES SUD	02/06/2017		32 364,05
21561	2016016539	Aménagement VLCDG	MVR EVOLUTION	31/12/2016	1405.1	1 733,93
21561	2017006137	Avertisseur sonore de marche arrière 12V	WAS AMBULANZ UND SONDER	06/06/2017	2017006137 MF-16-006	552,40
21561	2017005799	Aménagement sur pare brise	ACTIGLASS	18/05/2017	1413.4	15 540,00
21561	2017005795	Aménagement sur pare brise	ACTIGLASS	18/05/2017	1413.4	15 540,00
21561	2016015598	Modification de CCGC	GALLIN	31/12/2016	MF-16-007	136 044,89
21561	2017006220	TVA A L'ETRANGER SIBC N°2017006139	SIE DE VERSAILLES SUD	02/06/2017		422,90
21561	2017009162	Reconditionnement FPT	MVR EVOLUTION	08/09/2017	2017009162 1406.2	24 934,10
21561	2017008412	Aménagement VSU + Prestations complémentaires	CARROSSERIE BEHM	10/08/2017	2017008412 AC-969	103 464,00
21561	2016009305	Option N° 2	GIMAEX	31/12/2016	1361.1	2 178,00
21561	2017012822	TVA BC 2017012718	SIE DE VERSAILLES SUD	18/12/2017		808,16
21561	2017009118	Système d'autoprotection	MVR EVOLUTION	08/09/2017	2017009118 PF-17-022	5 544,00
21561	2017009118	Chassis, équipement, garanties, formations...	MVR EVOLUTION	08/09/2017	2017009118 PF-17-022	401 890,00
21561	2017006137	Fixation pour brancard-cuilère	WAS AMBULANZ UND SONDER	06/06/2017	2017006137 MF-16-006	617,20
21561	2017011592	Film inodore - Epaisseur 650 µ	VITA	27/11/2017	2017011592	9 840,00
21561	2017012022	Chariot télescopique élévateur	MTI MANUTENTION	26/12/2017	2017012022 PA-17-097	46 561,20
21561	2017006137	Meuble cellule sanitaire en PVC blanc	WAS AMBULANZ UND SONDER	06/06/2017	2017006137 MF-16-006	642,80
21561	2017006137	Prise de courant 230 V	WAS AMBULANZ UND SONDER	06/06/2017	2017006137 MF-16-006	219,45
21561	2017006139	Préchauffage moteur CALIX	WAS AMBULANZ UND SONDER	06/06/2017	2017006139	1 646,50
21561	2017012998	Remise en état et modification	MVR EVOLUTION	27/12/2017	2017012998	14 760,00

15/01/2018

Page 5/22

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES
Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché / Contrat	Montant engagé
21561	2017006133	Reconditionnement FPT	MVR EVOLUTION	08/09/2017	2017009153 1406.2	24 534,10
21561	2017011874	Remplacement pneus + Jantes	EUROWASTER FRANCE	21/11/2017	2014-MF-028	626,75
21561	2016009305	FPT	SINAX	31/12/2016	1361.1	881 820,00
21561	2017011934	Reconditionnement EPC	SERVICE 18	22/11/2017	PF-17-049	174 483,37
21561	2017011324	Fixation bouteille O2 D=140mm	WAS FRANCE	10/11/2017	2017011324	2 244,96
21561	2017006133	Prestation de convoyage	WAS AMBULANZ UND SONDER	06/06/2017	2017006133 MF-16-006	5 556,10
21561	2017006139	Boîte à gants TRIO, inox	WAS AMBULANZ UND SONDER	06/06/2017	2017006139	468,00
21561	2017006137	Transfert de cellule avec reprise ancien châssis	WAS AMBULANZ UND SONDER	06/06/2017	2017006137 MF-16-006	154 232,30
21561	2017009171	Aménagement conforme à votre devis	MVR EVOLUTION	08/09/2017	2017009171 1405.1	16 888,06
21561	2017006237	TVA A L'ETRANGER SVBC N°2017006138	SIE DE VERSAILLES SUD	06/06/2017		422,90
21561	2017000667	Ensemble de communication	GALLIN	17/03/2017	2017000667 MF-16-007	3 705,60
21561	2017006133	Meuble cellule sanitaire en PVC blanc	WAS AMBULANZ UND SONDER	06/06/2017	2017006133 MF-16-006	642,80
21561	2017006137	Prestation de convoyage	WAS AMBULANZ UND SONDER	06/06/2017	2017006137 MF-16-006	5 556,10
21561	2017012718	Transfert de cellule complètement bc n°2017006137	WAS AMBULANZ UND SONDER	21/12/2017	2017012718 MF-16-006	4 040,90
21568	2017012537	Ecarteur WEBER Sp 35	UGAP	13/12/2017	2017012537	7 328,77
21568	2017012040	Kit éclairage LED 42 W	UGAP	27/11/2017	2017012040	1 482,82
21568	2017012853	Canon PARTNER 2	UGAP	26/12/2017	2017012853	5 377,02
21568	2017008341	Etiquette de traçabilité	UGAP	09/08/2017	2017008341	1 271,84
21568	2017012337	Flexiblo type B - Tuyau 40 m DN 110 / jaune	UGAP	05/12/2017	2017012337	14 819,48
21568	2017012213	Pantalons TSI	UGAP	07/12/2017	2017012213	70 704,48
21568	2017012024	Détail selon votre devis	UGAP	27/11/2017	2017012024	21 528,64
21568	2017005691	CONTENEUR ISOTHERME POUR TRANSPORT D ALIMENTS	EMB SERVICES	22/05/2017	2017005691	166,00
21568	2017012405	DMC 3000	MIRION TECHNOLOGIES	07/12/2017	2017012405	2 872,80
21568	2017012816	MALLETTE ETANCHE 765*485*415	BAUDRY	21/12/2017	2017012816	729,80
21568	2015009496	Semi étanche rouge	FADIS DIVING	31/12/2016		2 060,78
21568	2015009496	Crutl de marquage	FADIS DIVING	31/12/2016		265,20
21568	2016014904	Gants Heavy T10	GERVAIS	31/12/2016		62,18
21568	2017012205	Chargeur embarqué	JCM DISTRIBUTION	04/12/2017	2017012205 PA-15-029	2 160,00

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES

Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Titre	Date de l'engagement	Bon de commande Marché / Contrat	Montant engagé
21568	2017011184	Feu d'éclairage de zone à LED couleur rouge 24V	SIGNALTEC	07/11/2017	2017011184	280,80
21568	2017011949	FLU/PMV	SIGNALTEC	27/11/2017	2014-MF-018	12 000,00
21568	2017012337	Flexible type B - Tuyau 20 m DN 70 / jaune	UGAP	05/12/2017	2014-MF-014	10 501,99
21568	2017012232	Base roulante	UGAP	04/12/2017	2017012232	1 040,26
21568	2016013161	Casque FI XF jaune	UGAP	31/12/2016		4 356,36
21568	2016016170	DETECTEUR	DRAGER SAFETY	31/12/2016		1 680,12
21568	2015017477	Frais de port	HONEYWELL RESPIRATORY SAFETY	31/12/2016		77,74
21568	2017005046	Support échelle AS Gantry	GALLIN	27/04/2017	2017005046	1 940,40
21568	2017005013	TVA A L'ETRANGER SIBC N°2017004923	SIE DE VERSAILLES SUD	24/04/2017		5 678,70
21568	2017011272	TVA A L'ETRANGER SUR BC N°2017011189	SIE DE VERSAILLES SUD	07/11/2017		1 820,84
21568	2017011746	FRAIS DE PORT	AIR LIQUIDE SANTE	17/11/2017	2017011746	38,40
21568	2017012211	Avertisseur sonore bi-tension tonalités françaises	SIGNALTEC	04/12/2017	2017012211	532,80
21568	2017012285	Lot multiplexage	SIGNALTEC	04/12/2017	2017012285	3 359,52
21568	2017011608	Casque de protection chevaux	DRS MESNIL CAROZZA	24/11/2017	2017011608	401,69
21568	2017012303	BOTTES BMU INCENDIE	HAUX SHUHE PRODUKTIONS	05/12/2017	2017012303	33 723,00
21568	2017012339	Tenue de protection type 3	IMATISEC	06/12/2017	MF-16-008	17 820,00
21568	2017008724	Etiquette de tracabilité	UGAP	18/08/2017	MF-15-032	358,09
21568	2017008724	Veste TSI	UGAP	18/08/2017	2017008724	19 121,90
21568	2017012232	Sac sauvetage Capacité : 105 L	UGAP	04/12/2017	2017012232	6 026,33
21568	2017011181	Triangle de signalisation 1 000 mm auto	UGAP	07/11/2017	2017011181	4 272,66
21568	2017008748	Système de chauffage à air pulsé 1100 m3/h	UGAP	18/08/2017	2017008748	12 093,12
21568	2017011766	Triangle de signalisation 1 000 mm auto	UGAP	20/11/2017	2017011766	712,12
21568	2017006711	Pantalon de service et d'intervention SDIS France	UGAP	09/07/2017	2017006711	656,80
21568	2016016170	FRAIS DE PORT	DRAGER SAFETY	31/12/2016		44,40
21568	2015017477	Régulateur/détendeur à la demande débit 1litre/min	HONEYWELL RESPIRATORY SAFETY	31/12/2016	2017012191	369,60
21568	2017012191	OUTIL GAFFE MARINIÈRE NUPOLE 900 MM	GALLIN	01/12/2017	2017012191	855,24
21568	2017012405	Frais de port	MIRION TECHNOLOGIES	07/12/2017	2017012405	60,00
21568	2017012348	TVA A L'ETRANGER SIBC N°2017012304	SIE DE VERSAILLES SUD	05/12/2017		798,72
21568	2017011106	ENGAGEMENT TVA A L'ETRANGER SIBC N°2017010891	SIE DE VERSAILLES SUD	30/10/2017		157,80
21568	2017012349	TVA A L'ETRANGER SIBC N°2017012303	SIE DE VERSAILLES SUD	05/12/2017		6 744,80
21568	2017011746	VALVE A LA DEMANDE POUR MECOPA	AIR LIQUIDE SANTE	17/11/2017	2017011746	604,60

15/01/2018

Page 7/22

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES
Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Articles	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Don de commande Marché / Contrat	Montant engagé
21568	2016008746	Couvercle inox pour SX50/80	LABO MODERNE	31/12/2016		231,24
21568	2017012750	Penceuses intra osseuse et sacs	TELEFLEX MEDICAL	14/12/2017		841,68
21568	2016015369	Gants de protection	ESKA	31/12/2016	2014-MF-036	129,80
21568	2017012849	ENREGISTREUR DE TEMPERATURE + SUPPORT + CABLE	BDT	22/12/2017	2017012849	360,00
21568	2017012211	Haut parleur de calandre extra-plat 100W	SIGNALTEC	04/12/2017	2017012211 2014-MF-014	1 008,00
21568	2017012209	Feu double de pénétration	SIGNALTEC	04/12/2017	2014-MF-016	446,40
21568	2017011194	KC complet kangoo	SARR	07/11/2017	2017011194 PA-15-040	840,00
21568	2017012304	Chaussures de protection SAP / DIV	HADX SHUHE PRODUKTIONS	05/12/2017	2017012304 MF-16-009	3 993,60
21568	2016014539	Sacoche de sauvetage	RHINOEVAC	31/12/2016		129,60
21568	2017012237	Adaptateur pour alimentation socle de charge	JCM DISTRIBUTION	05/12/2017	2017012237	338,40
21568	2017011185	"Micro Liberty" 4 feux d'angle bleus	SIGNALTEC	07/11/2017	2017011185 2014-MF-014	2 014,56
21568	2017012795	Spectromètre	ITECH INSTRUMENTS	22/12/2017	2017012795 PA-17-090	18 420,00
21568	2017010891	Delivery and packaging	RESQUIP LTD	03/11/2017	2017010891	124,88
21568	2017010891	4 piece guide mat	RESQUIP LTD	03/11/2017	2017010891	664,13
21568	2017003494	MINI GROUPE THERMIQUE MTO LUKAS 81-53-25 DUO COUPL	SCORPE	06/04/2017	2017003494	4 440,00
21568	2015011229	Tuyau refroidissement diam 110/40 jaune	UGAP	31/12/2016		20 887,27
21568	2017011561	Canton portable PARTNER 2 avec sécurité	UGAP	16/11/2017	2017011561	3 594,68
21568	2017012270	Conforme à votre devis	UGAP	04/12/2017	2017012270	9 578,24
21568	2017012537	Vélin WEBER RZT 2-1500 EFZ	UGAP	13/12/2017	2017012537	6 464,54
21568	2017012816	MALLETTE ETANCHE 765*485*305	BAUDRY	21/12/2017	2017012816	1 252,80
21568	2016008746	Cuve à ultrasons 80 L chauffante	LABO MODERNE	31/12/2016		4 368,96
21568	2016008746	Panier inox pour SX90	LABO MODERNE	31/12/2016		427,06
21568	2017012450	Projecteur WORKSTAR + trépied	RIVOLIER	08/12/2017	2017012450 1468	9 576,00
21568	2017012305	Gants de protection	ESKA	05/12/2017	2017012305 2014-MF-036	4 543,00
21568	2017010334	Jeu de feu de calandre 12V	SIGNALTEC	16/10/2017	2017010334 2014-MF-015	1 824,00
21568	2017004923	Insert softshell	ALFREDO GRASSI S P A	20/04/2017	2017004923 1403.1	28 393,48
21568	2015006715	Porte hache-toile forte	CSA PRODUCTION	31/12/2016		59,10
21568	2017008274	Effets conforme à votre devis	UGAP	31/07/2017	2017008274	9 790,22

15/01/2018

Page 8/22

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES

Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Box de commande Marché/Contrat	Montant engagé
21568	2017011225	COMBINE CIVIERE DE RELEVAGE PLAN DUR COMBICORBEN	UGAP	08/11/2017	2017011225	15 649,20
21568	2017008949	D14 dossier seul PSS5000 DP EN avec bodyguard 7000	UGAP	31/08/2017	2017008949	140 237,83
21568	2017008275	Effets conforme à votre devis	UGAP	12/09/2017	2017008275	14 180,94
21568	2017012232	Sac de paquetage-Sac à dos Capacité : 40 L	UGAP	04/12/2017	2017012232	1 376,47
21568	2017012853	Tête flovmatic 2000	UGAP	26/12/2017	2017012853	2 103,85
21568	2017011372	Attache de montage 150.014.227	GALLIN	10/11/2017	2017011372	2 875,46
21568	2017001468	Matériel conforme à votre devis	GALLIN	07/02/2017	2017001468	3 098,88
21568	2017011948	RIDEAU STOPPEUR DE FUMEE - S	LEADER	28/11/2017	2017011948	12 420,00
21568	2016015550	1136 TVA SUR BC 2016015369 LOG HABILLEMENT	SIE DE VERSAILLES SUD	31/12/2016		26,76
21568	2017007415	TVA A L'ETRANGER SIBC N°2017007377	SIE DE VERSAILLES SUD	06/07/2017	2017012196	1 431,43
21568	2017012196	ATTELLE DE TRACTION SAVER444 BY FERNO	DUMONT SECURITE	30/11/2017		1 817,20
21568	2016014942	Cleueur SPT	SUTTERLET INDUSTRIE	31/12/2016		1 124,42
21568	2015004998	Matériel conforme à votre devis	SUTTERLET INDUSTRIE	31/12/2016		123,05
21568	2017008558	Projecteur WORKSTAR + trépied	RIVOLIER	14/08/2017	2017008558 1468	3 780,00
21568	2017007377	Gants de protection	ESKA	06/07/2017	2017007377 2014-MF-036	9 086,00
21568	2017011186	Fieux de pénétration linear LED 6 compact bleu 24V	SIGNALTEC	07/11/2017	2017011186 2014-MF-015	504,00
21568	2017011949	Ensemble VIGILINK	SIGNALTEC	27/11/2017	2017011949 2014-MF-014	3 000,00
21568	2015014940	Megaphone - TM25 Monacor 25 watts	FASE	31/12/2016		35,60
21568	2015006715	Sac type polochon	GSA PRODUCTION	31/12/2016		175,08
21568	2017008941	Pantalons TSI	UGAP	09/08/2017	2017008941	52 018,30
21568	2017012537	Casalle WEBER RSU 200-107 PLUS EFZ	UGAP	13/12/2017	2017012537	7 882,42
21568	2017012232	Personnalisation des sacs - Texte logo 1 couleur	UGAP	04/12/2017	2017012232	116,68
21568	2016016170	SYSTEME DE PRELEVEM. A DIST	DRAGER SAFETY	31/12/2016		812,24
21568	2017010833	VESTE MAGELLAN ROUGE marquage SECOURS NAUTIQUE 78	VIEUX CAMPEUR	24/10/2017	2017010833	7 180,20
21568	2017011621	Polymousse MF jelmatic	LEADER	18/11/2017	2017011621	228,00
21568	2017012347	TVA A L'ETRANGER SIBC N°2017012305	SIE DE VERSAILLES SUD	05/12/2017		908,60
21568	2017011321	Conforme à votre devis	RTS CHAPUIS	09/11/2017	2017011321	3 429,00
21568	2017012237	Forfait transport	JCM DISTRIBUTION	05/12/2017	2017012237	12,00
21568	2017011199	Chaussures de protection SAP / DIV	HAXX SHUHE PRODUKTIONS	07/11/2017	2017011199 MF-16-009	7 603,20
21568	2017011158	Lunettes pour casque F2 XTREM	UGAP	03/11/2017	2017011158	269,54
21568	2017006711	Rajout étiquette de traçabilité	UGAP	03/07/2017	2017006711	32,07
21568	2017006711	Veste de service et d'intervention SDIS Francilien	UGAP	03/07/2017	2017006711	657,22

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTEES - EXERCICE 2017
Etablissement : SDIS DES YVELINES
Budget : S.D.J.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bois de commande Marché / Contrat	Montant engagé
21568	2017011561	Tête FLOWMATIC 2000	UGAP	16/11/2017	2017011561	1 402,57
21568	2017012191	POIGNEE DROITE NUPOLE 900 MM	GALLIN	01/12/2017	2017012191	538,80
21568	2015009496	Combinaison humide 6.5mm	FACOIS DIVING	31/12/2016		1 589,76
21568	2017006678	Lampe Survivor + chargeur + batterie	DUMONT SECURITE	22/06/2017	2017006678 1472	689,76
21568	2017003235	Valise autonome LED	TECSUP	08/03/2017	2017003235 1467	36,00
21568	2017006353	Ethylotest électronique FST NF EN 15964 V 629	PELIMEX	08/08/2017	2017006353	790,80
21568	2016013161	Casque F1 XF bleu	UGAP	31/12/2016		11 616,96
21568	2017012214	Vesta TSI	UGAP	07/12/2017	2017012214	22 419,19
21568	2017012199	Kil seie sabre SCORPE + pointeau	UGAP	01/12/2017	2017012199	16 591,12
21568	2017012214	Rajout velcro rond 80mm	UGAP	07/12/2017	2017012214	125,66
21568	2017011158	Casque JSP ventilé	UGAP	03/11/2017	2017011158	1 584,30
21568	2017008724	Rajout velcro rond 80mm	UGAP	18/08/2017	2017008724	107,18
21568	2017005691	CONTENEUR ISOTHERME SHERPA F4 12 GLISSIERES	EMS SERVICES	22/05/2017	2017005691	481,08
21568	2015017477	MicroDock pour clip extrême CO	HONEYWELL RESPIRATORY SAFETY	31/12/2016		1 980,00
21568	2017005045	Devidoir TS + Tiroir coulissant	GALLIN	27/04/2017	2017005045	6 480,00
21568	2017012191	RALLONGE NUPOLE 1200 MM	GALLIN	01/12/2017	2017012191	1 500,48
21568	2017012816	SUPPLEMENT SOUPAPE AUTOMATIQUE	BAUDRY	21/12/2017	2017012816	194,40
21568	2017011621	Polymousse MF midmatic	LEADER	16/11/2017	2017011621	286,80
21568	2017011947	RIDEAU STOPPEUR DE FUMEE - XL	LEADER	28/11/2017	2017011947	1 828,80
21568	2015009496	Marquage / Vêtement	FADIS DIVING	31/12/2016		57,60
21568	2017002641	THERMOMETRE SAM LASER FL-3	GERVAIS	24/02/2017	2017002641	302,08
21568	2017006122	Tableau blanc pré-formé OCT+ stickers	CARROSSERIE BEHM	06/06/2017	2017006122	1 716,00
21568	2017011563	Rampe de 3 chargeurs	DUMONT SECURITE	16/11/2017	2017011563 1472	4 515,00
21571	2017012741	Multimètre, kit de prises test, pointes mesure, pl	COIGNIERES PIECES AUTO	14/12/2017	PF-17-006	1 151,02
21571	2017012590	Vérin linéaire = 250 12V Actionnement manuel	STEM	15/12/2017	2017012590	1 161,60
21571	2017012032	Cité mixte à cliquet, tournevis, compo douilles, jeu	COIGNIERES PIECES AUTO	24/11/2017	PF-17-006	742,81
21571	2017012740	Compresseur de ressorts	COIGNIERES PIECES AUTO	14/12/2017	PF-17-006	2 886,80
21571	2017011825	Support de stockage mécanique	COIGNIERES PIECES AUTO	17/11/2017	PF-17-006	1 396,30
21571	2017012590	Frais de port	STEM	15/12/2017	2017012590	36,00
21571	2017010603	Mètre laser, pinces, tournevis, compo douilles	LEGALLAIS BOUCHARD	19/10/2017	2017010603 MIF-16-014	130,16
21571	2017012590	Paquet électrique auto	COIGNIERES PIECES AUTO	20/12/2017	PF-17-006	451,20
21578	2017011954	Paquet électrique auto	MYSITE	27/11/2017	2017011954	33,60

22 JUN 2018
DRCL

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES

Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Titre	Date de l'engagement	Bon de commande Marché / Contrat	Montant engagé
21578	2017012404	Chariot à déchets 2 sacs	UGAP	07/12/2017	2017012404	852,26
21578	2017011897	Panier inox pour SX41	LABO MODERNE	24/11/2017	2017011897	271,58
21578	2017011900	CASIER 6 BTLES SANS ROULETTES	AIR LIQUIDE SANTE	24/11/2017	2017011900	1 608,94
21578	2017011897	Cuve à ultrasons 41 litres chauffante	LABO MODERNE	24/11/2017	2017011897	3 886,80
21578	2017012364	Enrouleur diamant pour tuyaux	LEGALLAIS BOUCHARD	07/12/2017	2017012364 MF-16-014	126,30
21578	2017012369	Plateau roulant	LEGALLAIS BOUCHARD	07/12/2017	2017012369 MF-16-014	225,60
21578	2017010135	Diabie motorisée	DEBONIX FRANCE	05/10/2017	2017010135	3 595,61
21578	2017011897	Couvercle inox pour SX41	LABO MODERNE	24/11/2017	2017011897	104,30
21578	2017011954	Chariot 1200 x 800	MYSITE	27/11/2017	2017011954	714,42
21578	2017011946	Chariot Roi à fond remontant 330L	BSS DISTRIBUTION	24/11/2017	2017011946	664,40
21578	2017009990	Ensemble compresseur complet	MTMI	30/10/2017	2017009990 PA-15-037	673,70
21578	2017011954	Chariot 1200 x 800	MYSITE	27/11/2017	2017011954	771,58
2158	2017011095	TEST GAINAGE ET KILLY	CASAL SPORT PARIS EST	08/11/2017	2017011095	3 743,00
2158	2017012482	Cordon audio speaker	PROCOM AUDIOVISUEL	08/12/2017	2017012482	486,00
2158	2017011327	SUIVANT DEVIS DU 27/10/2017	SPORTSERV	14/11/2017	2017011327 2014-MF-021	6 610,28
2158	2017011329	SUIVANT DEVIS DU 20/10/2017	MAJ DISTRIBUTION	09/11/2017	2017011329 2014-MF-022	6 798,84
2158	2017011328	SUIVANT DEVIS DU 07/11/2017	MAJ DISTRIBUTION	09/11/2017	2017011328 2014-MF-022	9 489,55
2158	2017012329	Fourniture d'enceintes	PROCOM AUDIOVISUEL	04/12/2017	2017012329	967,60
2158	2017012483	Tapis PVC	MAG COIGNIERES ACCESSOIRES	07/12/2017	2017012483	692,00
2158	2017004881	Tente extensible standard 2m00 x 2m00	ISOTENT	26/04/2017	2017004881	828,00
2158	2017007984	10 SONO 200 W EPS SUIVANT DEVIS DU 13/07/17	SPORTSERV	21/07/2017	2017007984 2014-MF-021	2 712,00
2158	2017010801	2 BARRES DE TRACTION MULTIGRIPS	SPORTSERV	24/11/2017	2017010801	318,39
2158	2017011019	Enceintes + plateau vidéo + Rack open + console	PROCOM AUDIOVISUEL	27/10/2017	2017011019	13 730,64
2158	2017012328	Ensemble complet HF serre-tête	PROCOM AUDIOVISUEL	04/12/2017	2017012328	1 830,00
2158	2017005329	BARRE DE TRACTION MULTIGRIPS	SPORTSERV	15/05/2017	2017005329 2014-MF-021	318,39
2158	2017012077	SUIVANT DEVIS DU 27/11/2017	MAJ DISTRIBUTION	30/11/2017	2017012077 2014-MF-022	2 774,40
2158	2017012245	Equipe et installation Clickshare	PROCOM AUDIOVISUEL	01/12/2017	2017012245	5 380,40
2158	2013006035	Solution complète sonorisée et intégrée	UGAP	31/12/2016		2 863,62
2158	2017014585	Appareil photo compact Panasonic Lumix DMC-SZ10EF-	UGAP	29/11/2017	2017014585	164,52

15/01/2018

Page 11/22

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES

Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Dés	Date de l'engagement	Bon de commande Marque/Modèle	Montant
2158	2017011150	Freinographe 3000	PROJETEL	08/11/2017	2017011150	3 084,00
2158	2017012256	SUIVANT DEVIS DU 30/11/17	SATISFORM SAS	01/12/2017	2017012256 2014-MF-025	653,14
2158	2017007628	MATERIEL AP POUR CIS SUIVANT DEVIS DU 11 07 17	SPORTSERV	19/07/2017	2017007628 2014-MF-021	1 014,21
2158	2017012479	Machine à fumée	UGAP	08/12/2017	2017012479	6 636,95
2158	2017012791	FABRICATION ET POSE DE MATERIEL SPECIFIQUE SP	PONTHIEU RAVIART	20/12/2017	2017012791	2 936,40
2158	2013005998	Vidoprojecteur DLP OPTOMA FX5200 XGA	UGAP	31/12/2016		1 647,00
2158	2017010210	ecran de projection	UGAP	10/10/2017	2017010210	114,85
2158	2017012260	SUIVANT DEVIS DU 29/11/17	SPORTSERV	08/12/2017	2017012260 2014-MF-021	952,00
2158	2017010279	MATERIEL AP POUR CIS SUIVANT DEVIS DU 14/09/2017	SPORTSERV	13/10/2017	2017010279 2014-MF-021	488,36
217312	2014005978	Porte sectionnelle remise suite choc	TECHPORTE	31/12/2016	1267.1	1 920,00
217312	2014011651	Travaux sur couvertines garantie décennale	LMB LAURENT ENTREPRISE	31/12/2016		5 037,40
217312	2016002219	Fourniture et pose de deux cellules portail MLH	TECHPORTE	31/12/2016		443,76
21735	2017013166	J400 Mise aux normes electriques CS CSH	SETELEC	29/12/2017	2017013166 PF-17-004	1 548,11
21735	2017012136	J40G plan 3T complètement douches MTS	LA LOUISIANE	11/12/2017	2017012136 PA-15-031	1 296,24
21735	2017007482	J40G DGD renforcement dalle CSC	CHARPENTIERS DE PARIS	10/07/2017	PA15016	214,59
21735	2016003919	G88-MILINSTALLATION D'UN RADIATEUR	UGAP	31/12/2016	148764	3 539,78
21735	2016003847	HT5 CREATION INSTALLATION POUR REPORT ALARME VRS	UGAP	31/12/2016	148764	5 291,96
21735	2016015912	1173- Création sortie en toiture MAG	BATI ETANCHE IDF	31/12/2016		1 374,00
21735	2017012978	J40G Sortie de toit Aubergenville	BATI ETANCHE IDF	26/12/2017	2017012978 PA13011.1	744,00
21735	2017011176	J40C peinture suite travaux app 422 VLY	LAMOS S.A	07/11/2017	2017011176 PF-17-003	5 275,93
21735	2017005783	J40G 3T réfection local OFS MAG partie mapponnerie	EGV	01/06/2017	2017005783 1396.1	2 185,50
21735	2017005342	J40G Sanitaires/douches Mètré Carrelage	EGV	18/05/2017	2017005342 1396.1	24 296,28
21735	2017009491	J40G Mise à niveau Porte remise Vroflay	TECHPORTE	19/09/2017	2017009491 2014-MF-019	9 088,80
21735	2017011053	J40G Sécurisation porte entrée CHA	TECHPORTE	30/10/2017	2017011053 2014-MF-019	1 734,60
21735	2017001480	ENGAGEMENT CPLT SIBC N°2016013128	TECHPORTE	26/01/2017	1267.1	50,00
21735	2017005773	J40G cloison,mobilier,salle cours PSY	BERIN PLAFONDS	08/06/2017	2017005773 1397.2	45 130,54

22 JUIN 2018
DRCL

15/01/2018

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES

Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Titre	Date de l'engagement	Boite de commande Budgetaire	Montant engagé
21735	2017012997	J40D Mise aux normes électriques CS SEP	SETELEC	29/12/2017	2017012997 PF-17-004	464,17
21735	2017012064	J40D mise aux normes portier accès bat SGL	SETELEC	28/11/2017	2017012064 PF-17-004	2 807,04
21735	2017013152	J40D Mise aux normes électriques CSP LMX	SETELEC	29/12/2017	2017013152 PF-17-004	1 844,27
21735	2017013151	J40D Mise aux normes électriques CS HOD	SETELEC	29/12/2017	2017013151 PF-17-004	1 579,70
21735	2017013146	J40D Mise aux normes électriques CS MPS	SETELEC	29/12/2017	2017013146 PF-17-004	1 813,25
21735	2017013164	J40D Mise aux normes électriques CS MTS	SETELEC	29/12/2017	2017013164 PF-17-004	1 023,26
21735	2017013162	J40D Mise aux normes électriques CS ACH	SETELEC	29/12/2017	2017013162 PF-17-004	1 873,57
21735	2017012812	J40G Opération foyer EP MAG	LA LOUISIANE	19/12/2017	2017012812 PA-15-031	755,40
21735	2017009487	J40G Module d'alarme CSP Versables	TECHPORTE	19/08/2017	2017009487 2014-MF-019	643,80
21735	2016003538	INTERPHONE VIDEO	AVENEL	31/12/2016		1 085,40
21735	2017013143	J40D Mise aux normes électriques CS VLY	SETELEC	29/12/2017	2017013143 PF-17-004	2 827,71
21735	2017012771	J40J sécurisation borne d'appel Houilles	SETELEC	19/12/2017	2017012771 PF-17-004	1 704,20
21735	2017013154	J40D Mise aux normes électriques CS MAL	SETELEC	29/12/2017	2017013154 PF-17-004	2 887,31
21735	2017013141	J40D Mise aux normes électriques CPI VIR	SETELEC	29/12/2017	2017013141 PF-17-004	1 265,70
21735	2017011973	J012-A/Z1735/SBAVECRAN CAMERA CS MPS	SETELEC	27/11/2017	2017011973 PF-17-004	734,89
21735	2017011536	J40G électricité phase 2 SGL	SETELEC	24/11/2017	2017011536 PF-17-004	9 062,06
21735	2017011793	J012-A/Z1735/SBAVREMPACEMENT ECLAIRAGE DOUCHE VLY	SETELEC	20/11/2017	2017011793 PF-17-004	2 293,73
21735	2017012987	J40D Mise aux normes électriques CPI ESS	SETELEC	29/12/2017	2017012987 PF-17-004	2 803,80
21735	2016010115	RESTRUCTURATION ELECTRIQUE PLA	AXEME DECO	31/12/2016		1 008,84
21735	2017014656	J40E 2 ballons ECS Logement MLF	UGAP	30/11/2017	2017011056 148764	2 378,84
21735	2012015662	Mise en conformité vanne d'arrêt	UGAP	31/12/2016	133109,1	544,72
21735	2013015861	Travaux amélioration chauffage	UGAP	31/12/2016	133109,1	5 347,15
21735	2017009697	J40G Pain 3T Aménagement Foyer MAG peinture/sol	LAMOS S.A	28/09/2017	2017009697 PF-17-003	19 010,48

15/01/2018

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTEES - EXERCICE 2017
Etablissement : SDIS DES YVELINES
Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Libellé des engagements	Noms	Date de l'engagement	Bois de commande Marché / Contrat	Montant engagé
21735	2017010577	J40G Plan JT Chambre MLF Maçonnerie	EGV	24/10/2017	2017010577 PF-17-001	12 230,34
21735	2017005345	J40G Sanitaires/douches Miéat Plombante	LA LOUISIANE	18/09/2017	2017005345 PA-15-031	7 416,79
21735	2017011058	J40D Mise aux normes armoire électrique VRS	USAP	30/10/2017	2017011058 148764	11 711,09
21735	2017011054	J40E Pompe chauffage MAG	UGAP	30/10/2017	2017011054 148764	3 026,89
21735	2017007790	J40D Mise aux normes des capteurs CO	UGAP	19/07/2017	2017007790 148764	33 729,94
21735	2017010173	fourniture et pose plongé	LANEF PRO	06/10/2017	2017010173	3 104,40
21735	2017009347	J40G plan JT rénov salle TV/oyer Menuiserie LMX	EGV	14/09/2017	2017009347 PF-17-001	5 516,59
21735	2017002248	J40D Recouvrement portail à la Gypsy Box	TECHPORTE	10/02/2017	2017002248 2014-MF-019	420,00
21735	2017005319	J40I Porte remise MAG	TECHPORTE	18/05/2017	2017005319 2014-MF-019	504,00
21735	2017011800	J007-A - Pose store et création ocululus	RM SERRURERIE	20/11/2017	2017011800	2 228,88
21735	2017011364	Remplacement fenêtre	RM SERRURERIE	09/11/2017	2017011364	1 267,54
21735	2017010938	J012-AV21735/SBA/RENOV SALLE JSP DE MLB	BERIN PLAFONDS	26/10/2017	2017010938 PF-17-002	1 670,40
21735	2017013149	J40D Mise aux normes électriques CS BON	SETELEC	29/12/2017	2017013149 PF-17-004	4 687,26
21735	2017013150	J40D Mise aux normes électriques CPI AUB	SETELEC	29/12/2017	2017013150 PF-17-004	2 342,09
21735	2017010936	J012-AV21735/SBA/RENOV SALLE JSP DE MLB	SETELEC	26/10/2017	2017010936 PF-17-004	1 077,49
21735	2017013137	J40D Mise aux normes électriques CS CHE	SETELEC	29/12/2017	2017013137 PF-17-004	2 079,30
21735	2017012134	J40E Radiateur MAG	LA LOUISIANE	11/12/2017	2017012134 PA-15-031	4 633,62
21735	2017005044	J40D Mise aux normes Groupe électrogène VRS	NEOLER	10/09/2017	2017005044 PA-15-025	2 243,88
21735	2017005125	J007-F Réalisation de l'écusson EMO	FEELINK CUSTOM	27/04/2017	2017005125	1 000,00
21735	2017009483	J40D Mise en conformité CTA N°2 Paisy	UGAP	19/09/2017	2017009483 148764	23 316,84
21735	2017012808	J40E Chauffage Houdan	UGAP	19/12/2017	2017012808 148764	9 409,30
21735	2017012131	J40E Bouttage ECS Viroflay	UGAP	30/11/2017	2017012131 148764	4 539,00
21735	2017012133	J40E Mitigeur/douches RAM	UGAP	30/11/2017	2017012133 148764	2 672,46

15/01/2018

22 JUN 2018

DROL

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES

Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Titres	Date de l'engagement	Bon de commande / Respecté / Contrat	Montant engagé
21735	2017010172	fourniture et pose plonge	LAMOS PRO	06/10/2017	2017010172	3 104,40
21735	2017011177	J40C peinture suite travaux app <21 VLY	LAMOS S.A	07/11/2017	2017011177 PF-17-003	4 287,40
21735	2017010579	J40G Plan 3T Chambre MLF peinture	LAMOS S.A	23/10/2017	2017010579 PF-17-003	2 707,80
21735	2017007810	J40G peinture cuisine COG Ouest	LAMOS S.A	19/07/2017	2017007810 1398.3	1 585,81
21735	2017010939	J012-AZ1735/SBA/RENOV SALLE JSP DE MLB	LAMOS S.A	26/10/2017	2017010939 PF-17-003	2 175,84
21735	2017004142	J40G pose cloison app 3<221 logement MLF	EGV	30/03/2017	2017004142 1396.1	1 444,20
21735	2017009707	J40D Réfection linéaire porie MAG	EGV	26/09/2017	2017009707 PF-17-001	11 595,60
21735	2017010424	J012-AZ1735/SBA/RENOV SANITAIRES ETAT MAJOR SUD	EGV	16/10/2017	2017010424 PF-17-001	1 117,50
21735	2016013128	Remplacement du portail suite à choc MPS	TECHPORTE	31/12/2016	1267.1	14 944,96
21735	2017009695	J40G Pain 3T Aménagement Foyer MAG Faux plafond	BERIN PLAFONDS	26/09/2017	2017009695 PF-17-002	17 643,60
21735	2017013136	J40D Mise aux normes électriques PFLTRAPPES	SETELEC	29/12/2017	2017013136 PF-17-004	386,24
21735	2017013142	J40D Mise aux normes électriques CSP VRS	SETELEC	29/12/2017	2017013142 PF-17-004	1 458,85
21735	2017013160	J40D Mise aux normes électriques CPI MES	SETELEC	29/12/2017	2017013160 PF-17-004	388,92
21735	2017010430	J012-AZ1735/SBA/RENOV SANITAIRES ETAT MAJOR SUD	LAMOS S.A	16/10/2017	2017010430 PF-17-003	673,92
21735	2017010600	réfection cuisine et foyer	LAMOS S.A	08/11/2017	2017010600 PF-17-003	3 020,98
21735	2017005825	J40I Moteur portail Chatou avec logique de	TECHPORTE	29/05/2017	2017005825 2014-MF-019	336,00
21735	2017012809	J40H Sécurisation LMX	RM SERRURERIE	19/12/2017	2017012809	3 519,17
21735	2017011796	J007-E Fourniture et pose main courante	RM SERRURERIE	20/11/2017	2017011796	840,00
21735	2017013158	J40D Mise aux normes électriques CPI LOU	SETELEC	29/12/2017	2017013158 PF-17-004	2 365,64
21735	2017013138	J40D Mise aux normes électriques CSP MLB	SETELEC	29/12/2017	2017013138 PF-17-004	5 127,00
21735	2017013157	J40D Mise aux normes électriques CS CSC	SETELEC	29/12/2017	2017013157 PF-17-004	3 655,80
21735	2017013140	J40D Mise aux normes électriques CS STA	SETELEC	29/12/2017	2017013140 PF-17-004	3 986,71
21735	2017013153	J40D Mise aux normes électriques CPI LIM	SETELEC	29/12/2017	2017013153 PF-17-004	2 475,48

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES
Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Etat de commande Marché / Contrat	Montant engagé
21735	2016001588	I Opération restructuration cuisine Bornillères	SETELEC	31/12/2016	1389,4	1 762,20
21735	2017012980	J40G Complément PC PGR VRS	SETELEC	28/12/2017	2017012980 PF-17-004	338,40
21735	2017010787	J40G reprise toilette/salle sport Bois d'arry	SATI ETANCHE IDF	07/11/2017	2017010787 PA13011.1	3 699,60
21735	2017008475	J40G REFLECTION DOUCHES HOMMES PSY	EGV	10/08/2017	2017008475 PF-17-001	11 657,22
21735	2017009691	J40G Pain 3T Aménagement Foyer MAG Maponnette	EGV	26/09/2017	2017009691 PF-17-001	14 470,20
21735	2017010286	J012-A/21735/SBA/REMPLACEMENT PORTE BUREAU SFS	EGV	12/10/2017	2017010286 PF-17-001	2 488,80
21735	2014009004	G80 Mise en conformité Poissy/garantie décennale	EGV	31/12/2016	1396,1	4 735,68
21735	2017013159	J40D Mise aux normes électriques CSP SGL	SETELEC	29/12/2017	2017013159 PF-17-004	2 279,27
21735	2017011062	J40D Mise aux normes Armoire électrique GE MLB	SETELEC	30/10/2017	2017011062 PF-17-004	37 332,49
21735	2017013161	J40D Mise aux normes électriques CS MAR	SETELEC	29/12/2017	2017013161 PF-17-004	1 221,44
21735	2017013139	J40D Mise aux normes électriques CPI BOI	SETELEC	29/12/2017	2017013139 PF-17-004	1 779,38
21735	2017013135	J40D Mise aux normes électriques Antherna TRAPPES	SETELEC	29/12/2017	2017013135 PF-17-004	2 888,98
21735	2017002827	J40G-Fourniture et pose de plans d'évacua VES	SPIE ILE DE FRANCE NORD OUEST	09/03/2017	2017002827 1470	1 892,64
21735	2017009897	J40D REMPLI SKYDOM MISE AUX NORMES TECH CSC	SPIE ILE DE FRANCE NORD OUEST	06/10/2017	2017009897 1470	2 639,62
21735	2016002272	refection sanitaires	LA LOUISIANE	31/12/2016	PA-15-031	5 237,51
21735	2017010578	J40G Plan 3T Chambre MLF plomberie	LA LOUISIANE	23/10/2017	2017010578 PA-15-031	7 553,22
21735	2017010569	J40G Collecteur EU Ateliers VRS	LA LOUISIANE	17/10/2017	2017010569 PA-15-031	2 484,24
21735	2017011763	J40G Plans3T aménagement Foyer MAG compl radiateur	LA LOUISIANE	20/11/2017	2017011763 PA-15-031	4 638,72
21735	2017008472	J40G REFLECTION DOUCHES HOMMES PSY	LA LOUISIANE	10/08/2017	2017008472 PA-15-031	10 011,72
21735	2017009694	J40G Pain 3T Aménagement Foyer MAG Plomberie	LA LOUISIANE	26/09/2017	2017009694 PA-15-031	2 818,68
21735	2017011839	J40G LOG SGL pose de Boîtes aux lettres aux normes	EGV	22/11/2017	2017011839 PF-17-001	2 689,56
21735	2017011799	J007-A - Fourniture et pose cloison et 2 portes	RM SERRURERIE	20/11/2017	2017011799	4 178,40
21735	2017011796	J007-D: Création fenêtre à soufflant	RM SERRURERIE	20/11/2017	2017011796	1 699,84
21735	2014009802	G88 Réfection complète sanitaires RAM	LMB LAURENT ENTREPRISE	31/12/2016	PA11008.1	7 379,23

22 JUN 2018
DRG

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES

Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Don de commande Marché/Contrat	Montant engagé
21735	2012007877	Travaux d'aménagement du CSAT	ZEN RENOV	31/12/2016		3 109,60
21735	2017010431	J012-A/21735/SBA/RENOV SANITAIRE ETAT MAJOR SUD	SETELEC	18/10/2017	2017010431 PF-17-004	1 214,36
21735	2017013165	J40D Mise aux normes électriques CSP PSY	SETELEC	29/12/2017	2017013165 PF-17-004	7 007,80
21735	2017010580	J40G Plan 3T Chambre MLF electricité	SETELEC	29/10/2017	2017010580 PF-17-004	3 898,67
21735	2017010574	J40G Douches Chatou complètement maîtres	LA LOUISIANE	17/10/2017	2017010574 PA-15-031	631,32
21735	2016001659	Fourniture et pose d'un aérotherme grsz	UGAP	31/12/2016	148764	22 879,65
21735	2017004512	J40G Fenêtres St Arnoult	MIROITERIE RAMBOLTAINE	29/04/2017	2017004512	10 225,34
21735	2017005123	J007-A Pose de film solaire sur vitrage - BRE	MIROITERIE RAMBOLTAINE	27/04/2017	2017005123	2 573,95
21735	2017011175	J40C peinture suite travaux élec appt 532 SGL	LAMOS S.A	07/11/2017	2017011175 PF-17-003	837,76
21735	2017009251	J40G plan 3T rénovation salle TV/foyer Peinture LMX	LAMOS S.A	14/09/2017	2017009251 PF-17-003	10 368,44
21735	2017011836	J40G Local compresseur LMX modif toiture et murs	EGV	22/11/2017	2017011836 PF-17-001	25 323,00
21735	2017009261	J40B carottage AUIS (demande CHS)	EGV	28/09/2017	2017009261 PF-17-001	1 191,60
21735	2017011066	J40G Dalle remise Maurepas	EGV	14/11/2017	2017011066 PF-17-001	53 379,95
21735	2017010605	vitrage - dalle beton	EGV	30/10/2017	2017010605 PF-17-001	3 547,80
21735	2017009202	J40G serrurerie Plaisir	RM SERRURERIE	08/09/2017	2017009202	5 722,80
21735	2017003843	J40G Plafonds douche CSP VRS	BERIN PLAFONDS	27/09/2017	2017003843 1387.2	76,80
21735	2017010429	J012-A/21735/SBA/RENOV SANITAIRE	BERIN PLAFONDS	18/10/2017	2017010429 PF-17-002	561,60
21735	2017010576	J40G Plan 3T Chambre MLF faux plafonds	BERIN PLAFONDS	23/10/2017	2017010576 PF-17-002	788,40
21735	2017013163	J40D Mise aux normes électriques CS CHA	SETELEC	29/12/2017	2017013163 PF-17-004	696,20
21735	2017011462	J40D Mise aux normes contrôle accès SGL	SETELEC	24/11/2017	2017011462 PF-17-004	7 255,70
21735	2017012777	J40J sécurisation borne d'appel Saint germain	SETELEC	19/12/2017	2017012777 PF-17-004	3 341,36
21735	2017012775	J40J sécurisation borne d'appel/digicod Le vézinet	SETELEC	19/12/2017	2017012775 PF-17-004	4 667,28
21735	2017009693	J40G Plan 3T Aménagement Foyer MAG Maçonnerie	SETELEC	26/09/2017	2017009693 PF-17-004	14 006,33

15/01/2018

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES
Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tier	Date de l'engagement	Bon de commande Matr./N°/Contrat	Montant engagé
21735	2017010154	J012-AZ1735/SBAOPERAT RENOVAT VESTIAIRES SPV VLY	SETELEC	05/10/2017	2017010154 PF-17-004	1 737,58
21735	2017013156	J40D Mise aux normes electriques CS MLF	SETELEC	29/12/2017	2017013156 PF-17-004	4 403,51
21735	2017013147	J40D Mise aux normes electriques CS GRV	SETELEC	29/12/2017	2017013147 PF-17-004	112,88
21735	2017013002	J40D Mise aux normes electriques Servinox TRAPPES	SETELEC	29/12/2017	2017013002 PF-17-004	792,91
21735	2017009197	J40F amelioration cdm csat LMX	LA LOUISIANE	14/11/2017	2017009197 PA-15-031	17 109,01
21735	2017013144	J40D Mise aux normes electriques CS ABL	SETELEC	29/12/2017	2017013144 PF-17-004	1 308,92
21735	2017013145	J40D Mise aux normes electriques CSP RAM	SETELEC	29/12/2017	2017013145 PF-17-004	3 462,40
21735	2017012810	J40G complément 3T lavabo PSY	LA LOUISIANE	19/12/2017	2017012810 PA-15-031	1 827,42
21735	2017010413	J012-AZ1735/SBA/RENOV SANITAIRE ETAT MAJOR SUD	LA LOUISIANE	16/10/2017	2017010413 PA-15-031	3 993,72
21735	2017005880	J40G renforcement dalle CSC	CHARPENTERS DE PARIS	22/05/2017	PA15016	3 168,82
21735	2012016290	E98 - Remplacement climatiseur Standard	UGAP	31/12/2016	133109.1	4 604,13
21735	2017011059	J40D Mise aux normes Pompe relevage, evacua AUB	UGAP	30/10/2017	2017011059 148764	15 338,14
21735	2017009262	J40B pose Hotte cuisine AUB (demande CHS)	LANEF PRO	12/09/2017	2017009262	3 615,36
21735	2016008514	1173 Refection du standard VLY - Partie Stores	MIROITERIE RAMBOLITAINE	31/12/2016		866,20
21735	2017011065	J40G Dalle remise Maurepas	LAMOS S.A	14/11/2017	2017011065 PF-17-003	32 239,50
21735	2017010161	J40C Carrelage App 532 Desoyer SGL	EGV	20/10/2017	2017010161 PF-17-001	2 077,63
21735	2017011051	J40D Sécurisation porte SGL	TECHPORTE	30/10/2017	2017011051 2014-MF-019	1 408,20
2181	2017011001	Table de réunion	UGAP	27/10/2017	2017011001	275,78
2181	2017012490	J41 Broyeur WC Centre nautique	CEDEO - DSC	13/12/2017	2017012490	623,41
2181	2017012497	J41-Ferme imposte EDSPY	LEGALLAIS BOUCHARD	13/12/2017	2017012497 MF-16-014	124,45
2181	2017010542	J41 Mobilier d'archivage Av st cloud VRS	TAP FRANCE	23/10/2017	2017010542	4 526,40
2181	2017012445	J013-ADZ181/SAP/ELECTRIMENAGER HS	BOULANGER COIGNIERES	07/12/2017	2017012445	149,00
2181	2017012583	J013-ASZ181/BOI/PLAQUE INDUCTION	BOULANGER COIGNIERES	12/12/2017	2017012583	349,00
2181	2017011794	2017011794 paves led encastrables	SONEPAR ILE DE FRANCE	24/11/2017	2017011794 MF-16-015	889,28
2181	2017002889	J41-TECLAIRAGES PLAFOND MLB SSSM	SONEPAR ILE DE FRANCE	06/03/2017	2017002889 MF-16-015	493,90

27 Juin 2018
DROL

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES

Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Départ	Date de l'engagement	Sous-commande Marché/Contrat	Montant engagé
2181	2017005023	Tables pliantes	UGAP	26/04/2017	2017005023	2 463,41
2181	2017011535	J41 Complément extincteur VRS, VLY	UGAP	28/11/2017	2017011535	668,42
2181	2017008317	Lave-linge frontal 8 kg Candy CSI3820S-47	UGAP	04/08/2017	2017008317	1 927,50
2181	2017010478	J013-AD/2181/MR/HOTTE ASPIRANTE	CASTORAMA VELEZY	21/12/2017	2017010478	239,90
2181	2017007787	J41 Matériel électrique BOI	SONEPAR ILE DE FRANCE	17/07/2017	MF-16-015	694,98
2181	2017012212	J41 Réserve chasse d'eau Maison laffitte	LORANS	01/12/2017	MF-16-012	111,47
2181	2016007675	I177 CHAISE LE VESINET	UGAP	31/12/2016		30,34
2181	2017012148	Machine à café MAGIMIX M400	BOULANGER LES CLAYES	30/11/2017	2017012148	314,99
2181	2017007380	J013-S/2181/SLG/CAFETIERE	DARTY PRO	12/07/2017	2017007380	89,00
2181	2017012600	J41 Ballon ECS MTS	LORANS	13/12/2017	2017012600 MF-16-012	1 920,14
2181	2017012215	J41 Presto pour douche Vélizy	LORANS	01/12/2017	2017012215 MF-16-012	463,07
2181	2017008193	J013-V/2181/VLY/VESTIAIRES DE FEU	UGAP	27/07/2017	2017008193	275,83
2181	2017005949	Chasse Héla taille 4 - gr1 salu	UGAP	24/04/2017	2017004949	1 642,32
2181	2017011502	MATELAS BRE	UGAP	14/11/2017	2017011502	573,00
2181	2015016188	H71 Achat divers mobiliers	UGAP	31/12/2016		1 018,24
2181	2017012128	J41A Fourniture Etagère micro onde MAL	LANEF PRO	30/11/2017	2017012128	346,00
2181	2017007809	J41 Meubles cuisine COG Ouest.	CUISINEA	19/07/2017	2017007809	4 963,38
2181	2017011440	Matelas	UGAP	13/11/2017	2017011440	936,89
2181	2017010439	Vestiaires multicases	MANUTAN COLLECTIVITES	16/10/2017	2017010439	886,80
2181	2015016160	H71 extincteurs PFL 1er équipement	SPIE ILE DE FRANCE NORD OUEST	31/12/2016		2 852,02
2181	2017011021	J013-AD/2181/SAF/ELECTROMENAGER HS	DARTY PB RAMBOUILLET	30/10/2017	2017011021	369,00
2181	2017009279	COMPLEMENT COMMANDE LAVE LINGE 2016	UGAP	11/09/2017		24,00
2181	2017008917	Sechs linge	UGAP	04/08/2017	2017008917	1 821,00
2181	2017004934	Bancs pliants Zang - résine de synthèse 1.184cm	UGAP	21/04/2017	2017004934	3 062,34
2181	2016004373	Achat 1er équipement pour ouverture CIS Mero	UGAP	31/12/2016		160,50
2181	2017011507	MATELAS MAL	UGAP	14/11/2017	2017011507	117,11
2181	2017002285	Lits d'appoint * options	UGAP	16/02/2017	2017002285	1 451,26
2181	2016002608	Mobilier Méré	UGAP	31/12/2016		7 278,54
2181	2015004419	H71 Mobilier hébergement/buanderies/CSA17	UGAP	31/12/2016		118,80
2181	2017004698	J008-J Panneau d'affichage mural magnétique	UGAP	26/04/2017	2017004698	411,96
2181	2017012112	ARMOIRES VLI	UGAP	28/11/2017	2017012112	7 264,44
2181	2017010810	J41 Luminaires stock DBA	SONEPAR ILE DE FRANCE	23/10/2017	2017010810 MF-16-015	1 400,56

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTEES - EXERCICE 2017
 Etablissement : SDIS DES YVELINES
 Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Libelle de l'engagement	Libelle	Date de l'engagement	Don de l'engagement	Montant engagé
2181	2017011527	J41A.Aerateur/extracteur Maule	SONEPAR ILE DE FRANCE	20/11/2017	2017011527	110,96
2181	2017011439	Matelas à ressorts	UGAP	13/11/2017	MF-16-015	343,80
2181	2017012370	J013-ADIZ181USAFIELECTROMENAGER HS	UGAP	07/12/2017	2017012370	465,00
2181	2017008049	Vitrine d'exposition	UGAP	26/07/2017	2017008049	551,52
2181	2017007081	J41 regroup salle op Mobilier d'archivages DOP/DPS	UGAP	29/06/2017	2017007081	6 340,01
2181	2017012153	four	UGAP	12/12/2017	2017012153	465,00
2181	2017009409	LAVE VAISSELLE	UGAP	30/11/2017	2017009409	358,80
2183	2016010969	Carte du contrôle d'accès nominative pour	PSICOM	31/12/2016		1 350,00
2183	2017010553	Coques RESIST + Bandoulières de transport	BECHTLE	17/10/2017	2017010553	1 955,52
2183	2017012336	Lecteur codes barres 2 D - Datalogic	UGAP	05/12/2017	2017012336	1 537,43
2183	2017010916	Serveurs HP DL360	UGAP	24/10/2017	2017010916	13 241,96
2183	2017010915	KVM IP	UGAP	24/10/2017	2017010915	11 686,42
2183	2017011270	3500 Cartes contrôle d'accès nominatives	PSICOM	09/11/2017	2017011270	7 121,76
2183	2017012345	Lecteurs codes barres 1D et 2D Datalogic	UGAP	05/12/2017	2017012345	502,38
2183	2017010553	Garantie 3 ans - enlèvement sur sites	BECHTLE	17/10/2017	2017010553	918,16
2183	2017010553	Tablettes tactiles Samsung Galaxy TAB A5	BECHTLE	17/10/2017	2017010553	4 781,62
2183	2017012080	Achat de 25 écrans 24" Philips pour postes GIPSI	UGAP	30/11/2017	2017012080	4 763,71
2183	2017009812	J81F Station de montage Mac Pro Apple	AV2P	29/09/2017	2017009812	14 040,00
2183	2017012083	Cartes additionnelles pour baies de stockage	UGAP	30/11/2017	2017012083	2 995,61
2184	2017010533	Carte fax	UGAP	17/10/2017	2017010533	224,42
2184	2017011022	1 Fauteuil, Bureau, 1voile de fond, 1 caisson,	UGAP	27/10/2017	2017011022	1 776,46
2184	2017010208	Fauteuil de bureau conforto	UGAP	18/10/2017	2017010208	626,66
2184	2017010538	Finitions interne agrafe 50 feuilles	UGAP	17/10/2017	2017010538	294,24
2184	2017010533	Pack E-Studio 4508A Monopasse-3 MFP	UGAP	17/10/2017	2017010533	2 860,16
2184	2017011003	1 Bureau, 2 voiles de fond, 2 caissons,	UGAP	27/10/2017	2017011003	1 509,06
2184	2015016188	H76 Achat divers mobiliers de bureau	UGAP	31/12/2016		2 070,18
2184	2017007182	J42 Regroupement salles op Mobilier 1er acquisito	UGAP	06/07/2017	2017007182	3 794,07
2184	2017012035	Fauteuil de bureau	UGAP	28/11/2017	2017012035	404,87
2184	2017011046	3 Lampes de bureau , 1 porte manteau	UGAP	27/10/2017	2017011046	136,45
2184	2016004218	J43 TIROIR 3CM	UGAP	31/12/2016		891,44
2184	2016004218	J43 TIROIR 6CM	UGAP	31/12/2016		314,54
2184	2017010538	Pack E-Studio 4505AC Monopasse couleur	UGAP	17/10/2017	2017010538	3 328,96
2184	2017010133	Pack E-Studio 4505AC	UGAP	12/10/2017	2017010133	3 795,26
2184	2017011975	Fauteuil de bureau	UGAP	28/11/2017	2017011975	537,79

15/01/2018



ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES

Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Libelle de l'engagement	Type	Date de l'engagement	Date de consommation Marché / Contrat	Montant Engagé
2184	2017012800	J42 Mobilier de bureau VRS	UGAP	19/12/2017	2017012800	1 697,66
2184	2017010058	Pack E-Studio 2506A Monoposse-2 MFP	UGAP	06/10/2017	2017010058	1 805,36
2184	2017012798	J42 Mobilier de bureau RAM	UGAP	19/12/2017	2017012798	1 697,66
2184	2017008758	J42 Mobilier DOP regroup salles opérationnelles VRS	UGAP	22/08/2017	2017008758	7 235,47
2184	2017010058	Carte fax	UGAP	06/10/2017	2017010058	224,42
2184	2016015006	I178- Mobilier de bureau Av St Cloud	UGAP	31/12/2016		1 341,21
2184	2016004545	I mobilier et équipement MERE Ouverture du CIS	UGAP	31/12/2016		1 200,94
2184	2017012798	J42 Mobilier de bureau PSY	UGAP	19/12/2017	2017012798	859,50
2184	2017011990	Achat de lampes de bureau	UGAP	28/11/2017	2017011990	220,32
2184	2016004218	I43 ARMOIRES X3	UGAP	31/12/2016		1 553,30
2184	2017005315	Fauteuil de bureau	UGAP	12/05/2017	2017005315	295,57
2184	2017005446	tableau mural	UGAP	15/05/2017	2017005446	209,93
2184	2017010538	Meuble cassette 2000 feuilles	UGAP	17/10/2017	2017010538	172,06
2184	2017010957	Carte fax	UGAP	06/10/2017	2017010957	224,42
2184	2017011002	Bureau, voile de fond, caisson, support unité -	UGAP	27/10/2017	2017011002	2 573,66
2184	2017011876	Bureau, caisson, armoire -	UGAP	24/11/2017	2017011876	5 229,83
2184	2017010133	Carte fax	UGAP	12/10/2017	2017010133	224,42
2184	2017010057	Pack E-Studio 7508A-2 MFP	UGAP	06/10/2017	2017010057	5 679,18
2184	2017010538	Carte fax	UGAP	17/10/2017	2017010538	224,42
2188	2017012366	Lampe multi usage 6900	LEGALLAIS BOUCHARD	07/12/2017	2017012366 MF-16-014	348,00
2188	2017012734	Projecteurs et accessoires	UGAP	02/01/2018	2017012734	8 661,40
2188	2017008111	Desserte mobile 16 brois noir	MANUTAN	31/07/2017	2017008111	229,20
2188	2017006312	Sac de transport	JB AIRSOFT	08/06/2017	2017006312	252,00
2188	2016004545	I mobilier et équipement MERE suite ouverture	UGAP	31/12/2016		239,82
2188	2017012388	Laitière HM 520	UGAP	08/12/2017	2017012388	1 253,40
2188	2017006312	Accessoire pour kit de montage	JB AIRSOFT	08/06/2017	2017006312	76,01
2188	2014015827	G152 - enregistreur audio	SIGNAL TICE INTEGRATION	31/12/2016		468,00
2188	2016005474	Achat 1er équipement vaisselle MERE	UGAP	31/12/2016		1 180,56
2188	2017012360	Machina à café	UGAP	07/12/2017	2017012360	1 052,40
2188	2017012362	Dévidoir mezzier 4x4	LEGALLAIS BOUCHARD	07/12/2017	2017012362 MF-16-014	385,27
2188	2017012361	Bouteille isotherme à pompe	UGAP	07/12/2017	2017012361	920,40
2188	2017004933	Générateur eau chaude 8 litres	UGAP	21/04/2017	2017004933	1 252,80
2188	2016009584	I179 1er équipement vaisselle MERE	UGAP	31/12/2016		305,28

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTEES - EXERCICE 2017
Etablissement : SDIS DES YVELINES
Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Désignation de l'engagement	Type	Date de l'engagement	Bon de commande / Marché / Contrat	Montant engagé
2188	2017006312	Kit de montage	JB AIRSOFT	08/06/2017	2017006312	336,00
2188	2017008349	J01S-ACZ188MLHDEBROUSALLEUSE	RL MOTOCULTURE	01/09/2017	2017008349	459,00
2188	2017006312	Valise de transport	JB AIRSOFT	08/06/2017	2017006312	690,00
2188	2017012735	Metopomps et accessoires	UGAP	15/12/2017	2017012735	2 910,34
238	2017009909	Fourniture document pour immatriculation	UGAP	04/10/2017	2017009909	237,16
238	2017012598	Master chéris simple cabine confort traction 3500	UGAP	13/12/2017	2017012598	34 407,86
238	2017011912	Chéris Master Plancher Cabine grand confort	UGAP	24/11/2017	2017011912	88 442,21
238	2017004461	Master Fourgon Confort Traction	UGAP	07/04/2017	2017004461	76 260,14
238	2017009909	Fourniture et pose des plaques d'immatriculation	UGAP	04/10/2017	2017009909	154,68
238	2017012500	ZOE Zen	UGAP	13/12/2017	2017012500	48 966,43
238	2017012857	6 Citro Business ENERGY dci 90	UGAP	19/12/2017	2017012857	82 586,80
238	2017004687	Camion Citerne Rural Classique euro 6	UGAP	12/04/2017	2017004687	282 931,58
238	2016014288	Kangoo Life	UGAP	31/12/2016		14,70
238	2017009909	Frais de carte grise	UGAP	04/10/2017	2017009909	1 492,65
238	2017011934	Reconditionnement EPC	SERVICE 18	22/11/2017	PF-17-049	74 778,59
238	2017012857	Frais de carte grise	UGAP	19/12/2017	2017012857	1 150,56
238	2017004687	Carte grise	UGAP	12/04/2017	2017004687	541,66
238	2017012598	Frais de carte grise pour taxe parafiscale et addi	UGAP	19/12/2017	2017012598	409,76
238	2016006483	Carte grise	UGAP	31/12/2016		280,87
TOTAL						592 433,90

Désignation de l'établissement
SDIS DES YVELINES
 Comptable assignataire

ARRÊTÉ A LA SOMME
 DE *vingt millions cinq cent quatre-vingt deux mille quatre cent trente trois euros et quatre vingt centimes*

Signature

Président du Conseil d'Administration
 du Service d'incendie et de Secours
 et par délégation
 Le Directeur Départemental
 des Services d'Incendie et de Secours

**Le Directeur départemental
 des services d'incendie et de secours
 des Yvelines,**

Cokamel Patrick SECARDIN



ETAT DES DEPENSES NON MANDATEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES

Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

HORS AP

Article	Engagement	Libelle de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché/Contrat	Montant du reste engagé
2031	2007012695	34 - OPERATION 2 REFLECTION CANIVEAU	I.P.H.	31/12/2016	PA06001.1	45,83
2031	2007012903	34 mise en conformité des installations	I.P.H.	31/12/2016	PA06001.1	8 684,53
2031	2007012903	34 opération 4 mise en conformité opc	I.P.H.	31/12/2016	PA06001.1	1 222,95
2031	2010011051	C25 MOE Postes HT MLB/Ecole avenant 1	MOTEC INGENIERIE	31/12/2016	PA09040.1	130,13
2031	2012001040	Maîtrise d'oeuvre pour réimplémentation en	GESYS INGENIERIE	31/12/2016		3 109,60
2031	2012001870	Raccordement au gaz naturel	ENGIE/GDF	31/12/2016		1 196,00
2031	2012003795	Sanitaires masculins Houilles	COORDINATION MANAGEMENT MANAG	31/12/2016	PA11017.1	251,15
2031	2013000795	Mission SPS phase réalisation	COORDINATION MANAGEMENT MANAG	31/12/2016	PA11017.1	320,76
2031	2013014565	Prestation d'assistance et d'expertise	BULL	31/12/2016		3 397,84
2031	2014002310	MOE Ventilation double flux	MORA WILLIAM	31/12/2016		3 012,00
2031	2014002387	Diagnostic espace convivialité	APLOMB BATIMENT	31/12/2016		720,00
2031	2014004265	Constat d'huissier contradictoire	MERCADAL ET PORTE ASSOCIES	31/12/2016		359,98
2031	2014010437	G82 MOE dalle et SSI Pôle technique	AKSSIMO	31/12/2016	2014-PA-001	2 832,06
2031	2014012167	Mission SPS Création puits de lumière COG EST	COORDINATION MANAGEMENT MANAG	31/12/2016	PA11017.1	375,00
2031	2014012167	Mission SPS Création puits de lumière COG EST	COORDINATION MANAGEMENT MANAG	31/12/2016	PA11017.1	780,00
2031	2015004581	Mission OPC	AKSSIMO	31/12/2016		4 740,00
2031	2015007258	Mission de coordination SSI	AKSSIMO	31/12/2016		5 040,00
2031	2015009974	H68 MOE cuisine Houilles	FARCY STEPHANIE	31/12/2016		4 560,00
2031	2015011508	Prolongement de la mission OPC initiale d'un mois	AKSSIMO	31/12/2016		3 960,00
2031	2015016390	Mission de MOE et BET pour mise en conformité	BUCHET PHILIPPE	31/12/2016		3 480,00
2031	2015017633	Relève topographique EDSPY délaissé A12	TECHNIQUES TOPO	31/12/2016		2 472,00
2031	2016001921	Contrôle technique Tour Vélizy	BTP CONSULTANTS	31/12/2016		1 020,00
2031	2016002464	Mission de coordination SPS	BTP CONSULTANTS	31/12/2016		4 032,00
2031	2016002879	Mission de contrôle technique ACH	QUALICONSULT	31/12/2016		8 010,00
2031	2016010731	1151 Dossier technique AO et visite chambre EDSPY	BUCHET PHILIPPE	31/12/2016		2 880,00
2031	2016012919	Etude structure création cloison mobile PSY	SCYNA 4	31/12/2016		2 640,00
2031	2016016732	1151 Maîtrise de coordination SSI PTT	BERSEA	31/12/2016		2 520,00
2031	2017003599	Etude faisabilité et scénario de PR/PCI	NXTO FRANCE	20/03/2017	2017003599 DSI 2016-68	41 250,00
2031	2017003754	ENGAGEMENT S/BC N°2017003050	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION	20/03/2017		1 350,00
2031	2017004116	ENGAGEMENT COMPTABLE S/BC N°2017003049	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION	27/03/2017		1 080,00
2031	2017009816	Ajout volumétrie NBU pour serveurs opérationnels	ANTEMETA	28/09/2017	2017009816 MF-16-005	1 530,00
2031	2017010796	154 Mission programmation faisabilité restructura	ARCHI D	23/10/2017	2017010796	7 872,00
2031	20170921004	Adaptation Gipsi 78 MJD Oracle Business Objects	IMP INDUSTRIE	27/10/2017	2017011004	5 485,20
2031	2017051087	Diagnostic initial chassis	SERVICE 18	31/10/2017	2017011087 PF-17-049	1 740,00
2031	2017011319	Journée chef de Projet	NXTO FRANCE	09/11/2017	2017011319 DSI 2016-68	446,60



15/01/2018

ETAT DES DEPENSES NON MANDATEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES

Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Titres	Date de l'engagement	Bon de commande Marché/Contrat	Montant du reste engagé
2031	2017011319	Journée Architecte	NXTO FRANCE	09/11/2017	2017011319 DSI 2016-68	3 360,01
2031	2017012790	J34 Prélèvement amiante logements EDSPY	CDTEC	19/12/2017	2017012790 MF-15-009	95,40
2031	2017012958	J34-Relievé géométrie burte de terre à araser MLB	TECHNIQUES TOPO	22/12/2017	2017012958	2 388,00
2031	2017013308	J34-Miss' SPS détec incend EDSPY com 2017003050	BUREAU VERITAS	31/12/2017		1 782,00
2031	2017012957	FRAIS DE PUBLICATION EXTENSION HOD	GROUPE MONITEUR	21/12/2017		177,12
2031	2014017092.0	Mise en oeuvre	CEGID PUBLIC	31/12/2016	PA13024.1	600,00
2031	2014017092.1	2 1/2 journées de formations à distance	CEGID PUBLIC	31/12/2016	PA13024.1	1 260,00
2031	2014017092	Paramétrage FAST-Parapheur	CEGID PUBLIC	31/12/2016	PA13024.1	1 170,00
2031	2014017092	Maintenance Proiciels et/ou télé assistance	CEGID PUBLIC	31/12/2016	PA13024.1	44,02
2031	2014017092	abonnement annuel inclus ACTES/hélicos/Parapheur	CEGID PUBLIC	31/12/2016	PA13024.1	1 770,00
2031	2015014840	Acquisition de licences/progiciels SIRH CVI	CEGID PUBLIC	31/12/2016		53 671,79
2031	2015016556	Fourniture et installation de solution	NXTO FRANCE	31/12/2016		23 070,00
2031	2016016202	Mise oeuvre du Logiciel de Gestion Opérationnelle	INTERGRAPH FRANCE	31/12/2016	PA-16-020	28 566,00
2031	2016016495	Formations Administrateurs techniques et	INTERGRAPH FRANCE	31/12/2016	PA-16-020	990,00
2031	2016016202	Prestation de sécurité FS	NXTO FRANCE	31/12/2016	DSI 2016-68	4 340,24
2031	2016016599	Prévention appliquée à l'opération pour le Chef	ECOLE DE MANAGEMENT NORMANDIE	31/12/2016	201438	6 888,65
2031	2016016710	1103 TVA-SUR-BC-2016016536 BUDGET DSI	SIE DE VERSAILLES SUD	31/12/2016		129,00
2031	2016016731	165 Prestation assistance optimisation LAN	NXTO FRANCE	31/12/2016	DSI 2016-68	6 493,18
2031	2017000861	Evolution AS TECH	AS TECH SOLUTIONS	25/01/2017	2017000861 PA-15-043	1 080,00
2031	2017004695	Journée ingénieur pour développement du client	TECLIB	13/04/2017	2017004695 PA13075.1	866,40
2031	2017005302	Accompagnement appli. SOLU-QJ cartographie	ABPLUS.SOFTWARE	05/05/2017	2017005302	1 320,00
2031	2017006873	Module EQ-INC	ECOLE DE MANAGEMENT NORMANDIE	18/07/2017	2017006873 201438	5 064,69
2031	2017007985	Evoltions IMPI	IMP INDUSTRIE	24/07/2017	2017007985	4 701,60
2031	2017010634	Paramétrage et mise en oeuvre DOCLINK a distance	CEGID PUBLIC	19/10/2017	2017010634	540,00
2031	2017010634	Assistance au démarrage sur site	CEGID PUBLIC	19/10/2017	2017010634	1 320,00
2031	2017010814	Paramétrages SIS-Marchés utilisateur+habilitation	UGAP	24/10/2017	2017010814	8 976,96
2031	2017010816	Mise en oeuvre logiciel SIS Marchés	UGAP	24/10/2017	2017010816	4 264,06
2031	2017010819	Mise en oeuvre du logiciel SIS Marchés	UGAP	24/10/2017	2017010819	21 351,78
2031	2017010820	Installation, paramétrage du serveur d'Application	UGAP	24/10/2017	2017010820	3 740,40
2031	2017010948	Evolution correspondant à la demande 95684	AS TECH SOLUTIONS	25/10/2017	2017010948 PA-15-043	1 728,00
2031	2017010949	Evolution correspondant à la demande 101147	AS TECH SOLUTIONS	25/10/2017	2017010949 PA-15-043	2 592,00



ETAT DES DEPENSES NON MANDATEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES
Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché/Contrat	Montant dû reste engagement
2051	2017010950	Evolution correspondant à la demande 102052	AS TECH SOLUTIONS	25/10/2017	2017010950 PA-15-043	1 080,00
2051	2017011151	Prestation assistance montée de version	GEO CONCEPT	06/11/2017	2017011151	3 564,00
2051	2017011264	Installation certificat Web + activation SSO	TECLUB	07/11/2017	2017011264 PAL3075.1	866,40
2051	2017011449	Journée sur site d'analyse technique/fonctionnelle.	OXIO	13/11/2017	2017011449	1 390,00
2051	2017011578	Certificats pour signature électronique par boucle	DOCAPOST FAST	17/11/2017	2017011578	600,00
2051	2017011873	BODYGUARD 7000/7500 PC Interface	DRAGER SAFETY	30/11/2017	2017011873	1 050,80
2051	2017011873	Forfait Logistique	DRAGER SAFETY	30/11/2017	2017011873	45,50
2051	2017012261	Mise en 2uvre brigue prévention	UGAP	05/12/2017	2017012261	15 950,53
2051	2017013192	GlobalSign Organisation SSI formation.sdis78.fr	SSL 247	29/12/2017	2017013192	465,60
2128	2017003134	J35- Plateau sportif MLH	TRANSALP	03/03/2017	PA-16-017	285,54
2128	2017003151	J35- Plateau sportif MLH TVA GOGY	TRANSALP	03/03/2017	PA-16-017	2 414,40
2128	2017008757	J27 bis&curtisation descente garage AUB	ALIO TP	08/09/2017	2017008757 1464.1	5 347,20
21351	2014007122	Étanchéité douches hommes 1er Etage	EGV	31/12/2016	1396.1	3 928,08
21351	2016004125	Travaux d'étanchéité MLH	CIBETANCHE	31/12/2016		984,00
21351	2016009262	I200 Aménagement bureaux EDSPY (RDC+1er)	LAMOS S.A	31/12/2016	1398.3	5 397,00
21351	2017004147	J36D Moteurs portail Plaisir	TECHPORTE	04/04/2017	2017004147 2014-MF-019	2 637,60
21351	2017006950	J36D renforcement sol passerelle EDSPY	LAMOS S.A	27/06/2017	2017006950 1398.3	8 824,92
21351	2017009100	J36A Installation système clim.salle.serveur EDSPY	MTO	05/09/2017	PA-17-021	83 038,08
21351	2017010793	J368. Mise aux normes Feux de passage HOI	TECHPORTE	23/10/2017	2017010793 2014-MF-019	1 997,66
21351	2017011050	J366 Sécurisation porte remise Houilles	TECHPORTE	30/10/2017	2017011050 2014-MF-019	11 315,40
21351	2017011069	J36D Pompe évacuation eaux pluie Plaisir	UGAP	02/11/2017	2017011069 148764	1 694,56
21351	2017012119	J36A SSI EDSPY Lot2 Menuiserie, cloisons...	EGV	28/11/2017	PA-17-024	8 232,00
21351	2017012227	J36A SSI EDSPY Lot1 SSI sous-traitance	BEG ENERGIE	30/11/2017	PA-17-023	31 199,28
21351	2017012229	J36A SSI EDSPY Lot1 SSI TVA auto liquidée	SIEMENS	30/11/2017	PA-17-023	6 239,86
21351	2017012493	J36D Raccordement réseaux onduleur DSI	SETELEC	13/12/2017	2017012493 PF-17-004	1 226,82
21351	2017012993	J368. Mise aux normes électriques CS MLH	SETELEC	29/12/2017	2017012993 PF-17-004	3 917,06
21351	2017013001	J368 Mise aux normes électriques EDSPY TRAPPES	SETELEC	29/12/2017	2017013001 PF-17-004	1 259,70



15/01/2018

ETAT DES DEPENSES NON MANDATEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES
Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande / Marché / Contrat	Montant du reste à engager
21531	2017013148	J36B Mise aux normes électriques CS BRE	SETELEC	29/12/2017	2017013148 PF-17-004	583,43
21531	2017013167	J36B Mise aux normes électriques Péniche CSH	SETELEC	29/12/2017	2017013167 PF-17-004	1 055,63
21531	2017013169	J36B Mise aux normes électriques CSP HOI	SETELEC	02/01/2018	2017013169 PF-17-004	112,68
21531	2017013179	J36A ssi EDSPI lot1 SSI	SIEMENS	29/12/2017	PA-17-023	24 099,72
21531	2015013710	Micros double alernat pour TPH 700	TPL SYSTEMES	25/01/2017	MF-15-005	907,20
21531	2016006400	Fiches mâle et femelle, adaptateurs	TPL SYSTEMES	25/01/2017	MF-15-006	196,80
21531	2017009941	Mise à jour et crypto période terminaux ANTARES	UGAP	03/10/2017	2017009941	3 560,04
21531	2017011373	Installation de terminaux ANTARES	BLS	10/11/2017	2017011373	3 186,00
21531	2017011577	Acquisitions micro et kit oreillettes	TPL SYSTEMES	21/11/2017	2017011577 MF-15-005	35 568,00
21531	2017011577	Acquisitions hauts parleurs	TPL SYSTEMES	21/11/2017	2017011577 MF-15-005	2 704,80
21531	2017011583	Antenne GPS LAIPAC + Kit antenne bi-bande	TPL SYSTEMES	05/12/2017	2017011583 MF-15-006	2 575,20
21531	2017011583	Acquisition connecteurs et adaptateurs coaxiaux	TPL SYSTEMES	05/12/2017	2017011583 MF-15-006	445,20
21531	2017011638	Accessoires et pièces détachées pour terminaux	TPL SYSTEMES	21/11/2017	2017011638 MF-15-007	15 925,08
21531	2017011859	Installation équipements mobiles et portatifs.	UGAP	30/11/2017	2017011859	4 272,05
21538	2016003835	Etui flap façonnable noir Iphone 5/5s	ORANGE	31/12/2016	149958	240,00
21538	2016016009	ITZ Achat de 4 équipements Femtocells	ORANGE	31/12/2016	149958	720,00
21538	2017011581	Acquisition matériels sonorisation CS	IMPEDANCE	16/11/2017	2017011581	8 762,40
21538	2017022332	Téléphones Alcatel 4039, IP8028, 4018, Dect 8232,	BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES	05/12/2017	2017012332 MF-15-019	12 166,44
21561	2016009305	FFT	GIMAEX	31/12/2016	1361.1	881 820,00
21561	2016009305	Option N° 2	GIMAEX	31/12/2016	1361.1	2 178,00
21561	2016015598	Modification de CCGC	GALLIN	31/12/2016	MF-16-007	136 044,89
21561	2016016102	Aménagement VF com	MVR EVOLUTION	31/12/2016	1405.1	320,00
21561	2016016539	Aménagement VLCDG	MVR EVOLUTION	31/12/2016	1405.1	1 733,83
21561	2017000667	Ensemble de communication	GALLIN	17/09/2017	2017000667 MF-16-007	3 705,60
21561	2017005795	Aménagement sur pare brise	ACTIGLASS	18/05/2017	1413.4	15 540,00
21561	2017005798	Aménagement sur pare brise	ACTIGLASS	18/05/2017	1413.4	15 540,00
21561	2017005799	Aménagement sur pare brise	ACTIGLASS	18/05/2017	1413.4	15 540,00
21561	2017006133	Transfert de cellule avec reprise ancien châssis	WAS AMBULANZ UND SONDER	06/06/2017	2017006133 MF-16-006	154 232,30



 PRESCRIPTION DES YVELINES
 22 Juin 2018
 DRCL

ETAT DES DEPENSES NON MANDATEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES

Budget : S.D.i.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché/Contrat	Montant du reste engagé
21561	2017006133	Prestation de convoyage	WAS AMBULANZ UND SONDER	06/06/2017	2017006133 MF-16-006	5 556,10
21561	2017006133	Prise de courant 230 V	WAS AMBULANZ UND SONDER	06/06/2017	2017006133 MF-16-006	219,45
21561	2017006133	Avertisseur sonore de marche arrière 12V	WAS AMBULANZ UND SONDER	06/06/2017	2017006133 MF-16-006	552,40
21561	2017006133	Fixation pour brancard-cuillère	WAS AMBULANZ UND SONDER	06/06/2017	2017006133 MF-16-006	617,20
21561	2017006133	Meuble cellule sanitaire en PVC blanc	WAS AMBULANZ UND SONDER	06/06/2017	2017006133 MF-16-006	642,80
21561	2017006137	Transfert de cellule avec reprise ancien châssis	WAS AMBULANZ UND SONDER	06/06/2017	2017006137 MF-16-006	154 232,30
21561	2017006137	Prestation de convoyage	WAS AMBULANZ UND SONDER	06/06/2017	2017006137 MF-16-006	5 556,10
21561	2017006137	Prise de courant 230 V	WAS AMBULANZ UND SONDER	06/06/2017	2017006137 MF-16-006	219,45
21561	2017006137	Avertisseur sonore de marche arrière 12V	WAS AMBULANZ UND SONDER	06/06/2017	2017006137 MF-16-006	552,40
21561	2017006137	Fixation pour brancard-cuillère	WAS AMBULANZ UND SONDER	06/06/2017	2017006137 MF-16-006	617,20
21561	2017006137	Meuble cellule sanitaire en PVC blanc	WAS AMBULANZ UND SONDER	06/06/2017	2017006137 MF-16-006	642,80
21561	2017006138	Préchauffage moteur CALIX	WAS AMBULANZ UND SONDER	06/06/2017	2017006138	1 646,50
21561	2017006138	Boîte à gants TRIO, inox	WAS AMBULANZ UND SONDER	06/06/2017	2017006138	468,00
21561	2017006139	Préchauffage moteur CALIX	WAS AMBULANZ UND SONDER	06/06/2017	2017006139	1 646,50
21561	2017006139	Boîte à gants TRIO, inox	WAS AMBULANZ UND SONDER	06/06/2017	2017006139	468,00
21561	2017006220	TVA A L'ETRANGER S/BC N°2017006139	SIE DE VERSAILLES SUD	02/06/2017		422,90
21561	2017006227	TVA A L'ETRANGER S/BC N°2017006133	SIE DE VERSAILLES SUD	02/06/2017		32 364,05
21561	2017006230	TVA A L'ETRANGER S/BC N°2017006137	SIE DE VERSAILLES SUD	02/06/2017		32 364,05
21561	2017006237	TVA A L'ETRANGER S/BC N°2017006138	SIE DE VERSAILLES SUD	06/06/2017		422,90
21561	2017008412	Aménagement VSU + Prestations complémentaires	CARROSSERIE BEHM	10/08/2017	2017008412 AC-969	103 464,00
21561	2017009118	Chassis, équipement, garanties, formations...	MVR EVOLUTION	08/09/2017	2017009118 PF-17-022	401 880,00
21561	2017009118	Système d'autoprotection	MVR EVOLUTION	08/09/2017	2017009118 PF-17-022	5 544,00
21561	2017009153	Reconditionnement PPT	MVR EVOLUTION	08/09/2017	2017009153 1406-2	24 934,10

SDIS DES YVELINES
2 JUIN 2018
RCL

15/02/2018

ETAT DES DEPENSES NON MANDATEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES
Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande / Marché / Contrat	Montant dû / reste engagé
21561	2017009162	Reconditionnement FPT	MVR EVOLUTION	08/09/2017	2017009162 1406.2	24 934,10
21561	2017009165	Reconditionnement FPT	MVR EVOLUTION	08/09/2017	2017009165 1406.2	24 934,10
21561	2017009171	Aménagement conforme à votre devis	MVR EVOLUTION	08/09/2017	2017009171 1405.1	16 888,06
21561	2017009174	Aménagement conforme à votre devis	MVR EVOLUTION	08/09/2017	2017009174 1405.1	16 888,06
21561	2017009819	Modification FLU des VSU	INTERSIGNALETIC SECURITE	04/10/2017	2017009819	1 944,00
21561	2017011324	Fixation bouteille O2 D=140mm	WAS FRANCE	10/11/2017	2017011324	2 244,96
21561	2017011324	Frais de port colis XL + Frais de port change UE	WAS FRANCE	10/11/2017	2017011324	39,31
21561	2017011592	Film incolore - Epaisseur 650 µ	VITA	21/11/2017	2017011592	9 840,00
21561	2017011874	Remplacement pneus + Jantes	EUROMASTER FRANCE	21/11/2017	2014-MF-028	626,75
21561	2017011934	Reconditionnement EPC	SERVICE 18	22/11/2017	PF-17-049	174 483,37
21561	2017012022	Chariot télescopique élévateur	MTI MANUTENTION	26/12/2017	2017012022 PA-17-097	46 561,20
21561	2017012718	Transfert de cellule complètement bc n°2017006137	WAS AMBULANZ UND SONDER	21/12/2017	2017012718	4 040,80
21561	2017012822	TVA BC 2017012718	SIE DE VERSAILLES SUD	18/12/2017		808,16
21561	2017012998	Remise en état et modification	MVR EVOLUTION	27/12/2017	2017012998	14 760,00
21568	2015004998	Matériel conforme à votre devis	SUTTERLET INDUSTRIE	31/12/2016		123,05
21568	2015006715	Sac type polochon	CSA PRODUCTION	31/12/2016		175,08
21568	2015006715	Porte hache toile forte	CSA PRODUCTION	31/12/2016		59,10
21568	2015009496	Combinaison humide 6.5mm	FADIS DIVING	31/12/2016		1 589,76
21568	2015009496	Semi-étanche rouge	FADIS DIVING	31/12/2016		2 060,78
21568	2015009496	Outil de marquage	FADIS DIVING	31/12/2016		265,20
21568	2015009496	Marquage / Vêtement	FADIS DIVING	31/12/2016		57,60
21568	2015011229	Tuyau reforjement diam 110/40 jaune	UGAP	31/12/2016		20 887,27
21568	2015014940	Megaphone - TM25 Monacor 25 watts	FASE	31/12/2016		35,60
21568	2015017477	MicroDock pour clip extrême CO	HONEYWELL RESPIRATORY SAFETY	31/12/2016		1 980,00
21568	2015017477	Régulateur/détendeur à la demande débit 1 litre/min	HONEYWELL RESPIRATORY SAFETY	31/12/2016		869,60
21568	2015017477	Frais de port	HONEYWELL RESPIRATORY SAFETY	31/12/2016		77,74
21568	2015008746	Cuve à ultrasons 89 L chauffante	LABO MODERNE	31/12/2016		4 368,96
21568	2015008746	Couvercle inox pour SX60/90	LABO MODERNE	31/12/2016		231,24
21568	2015008746	Panier inox pour SX90	LABO MODERNE	31/12/2016		427,06
21568	2015013161	Casque F1 XF bleu	UGAP	31/12/2016		11 616,96
21568	2015013161	Casque F1 XF jaune	UGAP	31/12/2016		4 356,36
21568	2015014539	Sacoche de sauvetage	RHINOEVAC	31/12/2016		129,60
21568	2015014904	Gants Heavy T10	GERVAIS	31/12/2016		62,18

22 JUN 2018
DRCL

ETAT DES DEPENSES NON MANDATEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES
Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché/Contrat	Montant du reste engagé
21568	20170014842	Cloueur sert	SUTTERLET INDUSTRIE	31/12/2016		1 124,42
21568	20170015369	Gants de protection	ESKA	31/12/2016	2014-MF-096	129,80
21568	20170015550	1136 TVA SUR BC 2016015369 LOG HABILLEMENT	SIE DE VERSAILLES SUD	31/12/2016		26,76
21568	20170016170	DETECTEUR	DRAGER SAFETY	31/12/2016		1 680,12
21568	20170016170	SYSTEME DE PRELEVEM. A DIST	DRAGER SAFETY	31/12/2016		612,24
21568	20170016170	FRAIS DE PORT	DRAGER SAFETY	31/12/2016		44,40
21568	2017001468	Matériel conforme à votre devis	GALLIN	07/02/2017	2017001468	3 098,88
21568	2017002641	THERMOMETRE SAM LASER FL-3	GERVAIS	24/03/2017	2017002641	302,08
21568	2017003235	Vaise autonome LED	TECSUP	08/03/2017	2017003235	36,00
21568	2017003494	MINI GROUPE THERMIQUE MITO LUKAS 81-53-25 DUO COUPL	SCORE	06/04/2017	2017003494	4 440,00
21568	2017004923	Insert softshell	ALFREDO GRASSI S P A	20/04/2017	2017004923	28 393,48
21568	2017005013	TVA A L'ETRANGER S/BC N°2017004923	SIE DE VERSAILLES SUD	24/04/2017		5 678,70
21568	2017005045	Devdoir TS + Tiroir coulissant	GALLIN	27/04/2017	2017005045	6 480,00
21568	2017005046	Support echelle AS Gantry	GALLIN	27/04/2017	2017005046	1 940,40
21568	2017005691	CONTENEUR ISOTHERMIE SHERPA F4.12 GLISSIERES	EMB SERVICES	22/05/2017	2017005691	481,08
21568	2017005691	CONTENEUR ISOTHERMIE POUR TRANSPORT D ALIMENTS	EMB SERVICES	22/05/2017	2017005691	166,00
21568	2017006122	Tableau blanc pré-formé-OCT+ stickers	CARROSSERIE BEHM	06/06/2017	2017006122	1 716,00
21568	2017006678	Lampe Survivor + chargeur+ batterie	DUMONT SECURITE	22/06/2017	2017006678	689,76
21568	2017006711	Veste de service et d'intervention SDIS Francilien	UGAP	03/07/2017	2017006711	857,22
21568	2017006711	Pantalon de service et d'intervention SDIS Francil	UGAP	03/07/2017	2017006711	656,60
21568	2017006711	Rajout étiquette de traçabilité	UGAP	03/07/2017	2017006711	32,07
21568	2017007377	Gants de protection	ESKA	06/07/2017	2017007377	9 086,00
21568	2017007415	TVA A L'ETRANGER S/BC N°2017007377	SIE DE VERSAILLES SUD	06/07/2017		1 817,20
21568	2017008274	Effets conforme à votre devis	UGAP	31/07/2017	2017008274	9 790,22
21568	2017008275	Effets conforme à votre devis	UGAP	12/09/2017	2017008275	14 180,94
21568	2017008341	Pantalons TS1	UGAP	09/08/2017	2017008341	52 018,30
21568	2017008341	Étiquette de traçabilité	UGAP	09/08/2017	2017008341	1 271,84
21568	2017008353	Ebhylotest électronique EST NF EN 15964 V 629.	PELIMEX	08/08/2017	2017008353	790,80
21568	2017008558	Projecteur WORKSTAR + trépied	RIVOLIER	14/08/2017	2017008558	3 780,00
21568	2017008724	Étiquette de traçabilité	UGAP	18/08/2017	2017008724	358,09
21568	2017008724	Veste TS1	UGAP	18/08/2017	2017008724	19 121,90
21568	2017008724	Rajout velcro rond 80mm	UGAP	18/08/2017	2017008724	107,18
21568	2017008748	Systeme de chauffage à air pulsé 1100 m3/h	UGAP	18/08/2017	2017008748	12 093,12
21568	2017008949	D14 dossier seul PSS000 DP EN avec bodyguard 7000	UGAP	31/08/2017	2017008949	140 237,83

SDIS DES YVELINES
15/01/2018
Page 7/22

ETAT DES DEPENSES NON MANDATEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES

Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché/Contrat	Montant du reste engagé
Z1568	2017010334	Jeu de feu de calandre 12v	SIGNALTEC	16/10/2017	2017010334 2014-MF-015	1 824,00
Z1568	2017010833	VESTE MAGELLAN ROUGE marquage SECOURS NAUTIQUE 78	VIEUX CAMPEUR	24/10/2017	2017010833	7 180,20
Z1568	2017010891	4 piece glide mat	RESQUIP LTD	03/11/2017	2017010891	664,13
Z1568	2017010891	Delivery and packaging	RESQUIP LTD	03/11/2017	2017010891	124,88
Z1568	2017011106	ENGAGEMENT TVA A L ETRANGER S/BC N°2017010891	SIE DE VERSAILLES SUD	30/10/2017		
Z1568	2017011158	Casque JSP ventilé	UGAP	03/11/2017	2017011158	157,80
Z1568	2017011158	Lunettes pour casque F2 XTREM	UGAP	03/11/2017	2017011158	269,54
Z1568	2017011181	Triangle de signalisation 1.000 mm auto	UGAP	07/11/2017	2017011181	4 272,66
Z1568	2017011184	Feu d'éclairage de zone à LED contour rouge 24V	SIGNALTEC	07/11/2017	2017011184 2014-MF-018	280,80
Z1568	2017011185	Micro Liberty 4 feux d'angle bleus	SIGNALTEC	07/11/2017	2017011185 2014-MF-014	2 014,56
Z1568	2017011186	Feux de pénétration linear LED 6 compact bleu 24v	SIGNALTEC	07/11/2017	2017011186 2014-MF-015	504,00
Z1568	2017011194	Kit complet kangoo	SARR	07/11/2017	2017011194 PA-15-040	840,00
Z1568	2017011199	Chaussures de protection SAP / DIV	HAIX SHUHE PRODUKTIONS	07/11/2017	2017011199 MF-16-009	7 603,20
Z1568	2017011225	COMBINE CIVIERE DE RELEVAGE PLAN DUR COMBICORBEN	UGAP	06/11/2017	2017011225	15 649,20
Z1568	2017011272	TVA A L'ETRANGER SUR 8C N°2017011199	SIE DE VERSAILLES SUD	07/11/2017		1 520,64
Z1568	2017011321	Conforme à votre devis	RIS CHAPUIS	09/11/2017	2017011321	3 429,00
Z1568	2017011372	Attache de montage 150.014.227	GALLIN	10/11/2017	2017011372	2 875,45
Z1568	2017011561	Canon portable PARTNER 2 avec sécurité	UGAP	16/11/2017	2017011561	3 584,68
Z1568	2017011561	Tête FLOWMATIC 2000	UGAP	16/11/2017	2017011561	1 402,57
Z1568	2017011563	Rampe de 3 chargeurs	DUMONT SECURITE	16/11/2017	2017011563 147Z	4 515,00
Z1568	2017011608	Casque de protection chevaux	DRS MESNIL CAROZZA	24/11/2017	2017011608	401,69
Z1568	2017011621	Polymousse MF midmatic	LEADER	16/11/2017	2017011621	286,80
Z1568	2017011621	Polymousse MF-jetmatic	LEADER	16/11/2017	2017011621	228,00
Z1568	2017011746	VALVE A LA DEMANDE POUR MEOPA	AIR LIQUIDE SANTE	17/11/2017	2017011746	604,60
Z1568	2017011746	FRAIS DE PORT	AIR LIQUIDE SANTE	17/11/2017	2017011746	38,40
Z1568	2017011766	Triangle de signalisation 1.000 mm auto	UGAP	20/11/2017	2017011766	712,12
Z1568	2017011947	RIDEAU STOPPEUR DE FUMEE - XL	LEADER	28/11/2017	2017011947	1 828,80
Z1568	2017011948	RIDEAU STOPPEUR DE FUMEE - S	LEADER	28/11/2017	2017011948	12 420,00
Z1568	2017011949	FLU/PMV	SIGNALTEC	27/11/2017	2017011949	12 000,00
Z1568	2017011949	Ensemble VIGILINK	SIGNALTEC	27/11/2017	2017011949 2014-MF-014	3 000,00

22 JUN 2018
DIRCEL

ETAT DES DEPENSES NON MANDATEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES
Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché/Contrat	Montant du reste engagé
Z1568	2017012024	Détail selon votre devis	UGAP	27/11/2017	2017012024	21 528,64
Z1568	2017012040	Kit éclairage LED 42 W	UGAP	27/11/2017	2017012040	1 482,62
Z1568	2017012191	OUTIL GAFFE MARINIÈRE NUPOLE 900 MM	GALLIN	01/12/2017	2017012191	855,24
Z1568	2017012191	RALLONGE NUPOLE 1200 MM	GALLIN	01/12/2017	2017012191	1 500,48
Z1568	2017012191	POIGNÉE DROITE NUPOLE 900 MM	GALLIN	01/12/2017	2017012191	538,80
Z1568	2017012196	LATTELLE DE TRACTION SAVER444 BY FERNO	DUMONT SECURITE	30/11/2017	2017012196	1 431,43
Z1568	2017012199	Kit scie sabre SCORPE + pointeau	UGAP	01/12/2017	2017012199	16 591,12
Z1568	2017012205	Chargeur embarqué	JCM DISTRIBUTION	04/12/2017	2017012205 PA-15-029	2 160,00
Z1568	2017012209	Feu double de pénétration	SIGNALTEC	04/12/2017	2017012209 2014-MF-016	446,40
Z1568	2017012211	Avertisseur sonore bi-tension tonalités françaises	SIGNALTEC	04/12/2017	2017012211 2014-MF-014	532,80
Z1568	2017012211	Haut parleur de calandre extra-plat 100W	SIGNALTEC	04/12/2017	2017012211 2014-MF-014	1 008,00
Z1568	2017012213	Pantalons TSI	UGAP	07/12/2017	2017012213	70 704,48
Z1568	2017012214	Veste TSI	UGAP	07/12/2017	2017012214	22 419,19
Z1568	2017012214	Rejout velcro rond 80mm	UGAP	07/12/2017	2017012214	125,66
Z1568	2017012232	Sac sauvetage Capacité : 105 L	UGAP	04/12/2017	2017012232	6 026,33
Z1568	2017012232	Personnalisation des sacs - Texte logo 1 couleur	UGAP	04/12/2017	2017012232	116,68
Z1568	2017012232	Sac de paquetage - Sac à dos Capacité : 40 L	UGAP	04/12/2017	2017012232	1 376,47
Z1568	2017012232	Base roulante	UGAP	04/12/2017	2017012232	1 040,26
Z1568	2017012237	Adaptateur pour alimentation socle de charge	JCM DISTRIBUTION	05/12/2017	2017012237	338,40
Z1568	2017012237	Forfait transport	JCM DISTRIBUTION	05/12/2017	2017012237	12,00
Z1568	2017012270	Conforme à votre devis	UGAP	04/12/2017	2017012270	9 678,24
Z1568	2017012285	Lot multiplexage	SIGNALTEC	04/12/2017	2017012285 1463-9	3 359,52
Z1568	2017012303	BOITES BMU INCENDIE	HAUX SHUHE PRODUKTIONS	05/12/2017	2017012303 MF-16-008	33 723,00
Z1568	2017012304	Chaussures de protection SAP / DIV	HAUX SHUHE PRODUKTIONS	05/12/2017	2017012304 MF-16-009	3 993,60
Z1568	2017012305	Gants de protection	ESKA	05/12/2017	2017012305 2014-MF-036	4 543,00
Z1568	2017012337	Flexible type B - Tuyau 40 m DN 110 / jaune	UGAP	05/12/2017	2017012337	14 919,48
Z1568	2017012337	Flexible type B - Tuyau 20 m DN 70 / jaune	UGAP	05/12/2017	2017012337	10 501,99
Z1568	2017012339	Tenue de protection type 3	MATISEC	06/12/2017	2017012339 MF-15-032	17 820,00
Z1568	2017012347	TVA A L'ETRANGER/S/BC N°2017012305	SIE DE VERSAILLES SUD	05/12/2017		908,60
Z1568	2017012348	TVA A L'ETRANGER/S/BC N°2017012304	SIE DE VERSAILLES SUD	05/12/2017		798,72

LECTURE DES YVELINES
22 JUIN 2018
DROL

ETAT DES DEPENSES NON MANDATEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES
Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande / Marché / Contrat	Montant dû / Reste engagé
21568	2017012349	TVA A L'ETRANGER S/BC N° 2017012303	SIE DE VERSAILLES SUD	05/12/2017		6 744,60
21568	2017012405	DMC 3000	MIRION TECHNOLOGIES	07/12/2017	2017012405	2 872,80
21568	2017012405	Frais de port	MIRION TECHNOLOGIES	07/12/2017	2017012405	60,00
21568	2017012450	Projecteur WORKSTAR + trépied	RIVOLIER	08/12/2017	2017012450 1468	9 576,00
21568	2017012537	Ecarteur WEBER Sp 35	UGAP	13/12/2017	2017012537	7 328,77
21568	2017012537	Vérin WEBER RZT 2-1500 EFZ	UGAP	13/12/2017	2017012537	6 464,54
21568	2017012537	Cisaille WEBER RSU 200-107 PLUS EPZ	UGAP	13/12/2017	2017012537	7 882,42
21568	2017012750	Perceuses intra osseuse et sacs	TELEFLEX MEDICAL	14/12/2017		841,68
21568	2017012795	Spectromètre	ITECH INSTRUMENTS	22/12/2017	2017012795 PA-17-090	18 420,00
21568	2017012816	MALLETTE ETANCHE 765*485*415	BAUDRY	21/12/2017	2017012816	729,60
21568	2017012816	MALLETTE ETANCHE 765*485*305	BAUDRY	21/12/2017	2017012816	1 252,80
21568	2017012816	SUPPLEMENT SOUPAPE AUTOMATIQUE	BAUDRY	21/12/2017	2017012816	194,40
21568	2017012849	ENREGISTREUR DE TEMPERATURE + SUPPORT + CABLE	BDT	22/12/2017	2017012849	360,00
21568	2017012853	Canon PARTNER 2	UGAP	26/12/2017	2017012853	5 377,02
21568	2017012853	Tête flowmatic 2000	UGAP	26/12/2017	2017012853	2 103,86
21571	2017010603	Mètre laser, pinces, tournevis, compo douilles	LEGALLAIS BOUCHARD	19/10/2017	2017010603 ME-16-014	130,16
21571	2017011825	Support de stockage mécanique	COIGNIERES PIECES AUTO	17/11/2017	PF-17-006	1 396,80
21571	2017012032	Clé mixte à cliquet, tournevis, compo douilles, jeu	COIGNIERES PIECES AUTO	24/11/2017	PF-17-006	742,81
21571	2017012590	Vélin linéaire = 250 12V>Actionnement manuel	STEM	15/12/2017	2017012590	1 161,60
21571	2017012590	Frais de port	STEM	15/12/2017	2017012590	36,00
21571	2017012740	Compresseur de ressorts	COIGNIERES PIECES AUTO	14/12/2017	PF-17-006	2 866,80
21571	2017012741	Multimètre, kit de prises test, pointes mesure, pi	COIGNIERES PIECES AUTO	14/12/2017	PF-17-006	1 151,02
21571	2017012936	Pack électricien auto	COIGNIERES PIECES AUTO	20/12/2017	PF-17-006	451,20
21578	2017009990	Ensemble compresseur complet	MTMI	30/10/2017	2017009990 PA-15-037	673,70
21578	2017010135	Diabie motorisé	DEBONIX FRANCE	05/10/2017	2017010135	3 555,61
21578	2017011897	Cuve à ultrasons 41 litres chauffante	LABO MODERNE	24/11/2017	2017011897	3 886,80
21578	2017011897	Couverde inox pour SX41	LABO MODERNE	24/11/2017	2017011897	104,30
21578	2017011897	Peinture inox pour SX41	LABO MODERNE	24/11/2017	2017011897	271,58
21578	2017011900	CASIER 6 BTLES-SANS-ROULETTES	AIR LIQUIDE-SANTE	24/11/2017	2017011900	1 606,94
21578	2017011946	Chariot Roll à fond remontant 390L	BSL DISTRIBUTION	24/11/2017	2017011946	664,40
21578	2017011954	Chariot 1200 x 800	MYSITE	27/11/2017	2017011954	771,58
21578	2017011954	Chariot 1200 x 800	MYSITE	27/11/2017	2017011954	714,42
21578	2017011954	Frais de port	MYSITE	27/11/2017	2017011954	33,60
21578	2017012364	Enrouleur diamant pour tuyaux	LEGALLAIS BOUCHARD	07/12/2017	2017012364 ME-16-014	126,30



ETAT DES DEPENSES NON MANDATEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES

Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tier	Date de l'engagement	Bon de commande Marché/ Contrat	Montant du reste engagement
21578	2017012369	Plateau roulant	LEGALIAS BOUCHARD	07/12/2017	2017012369 MF-16-014	225,60
21578	2017012404	Chariot à déchets 2 sacs	UGAP	07/12/2017	2017012404	852,26
2158	2013005998	Vidéoprojecteur DLP OPTOMA FX5200 XGA	UGAP	31/12/2016		1 647,00
2158	2013006035	Solution complète sonorisée et intégrée	UGAP	31/12/2016		2 883,62
2158	2017004881	Tente isopliable standard 2m00 x 2m00	ISOTENT	26/04/2017	2017004881	828,00
2158	2017005329	BARRE DE TRACTION MULTIGRIPS	SPORTSERV	15/05/2017	2017005329 2014-MF-021	318,39
2158	2017007628	MATERIEL AP POUR CS SUIVANT DEVIS DU 11 07 17	SPORTSERV	19/07/2017	2017007628 2014-MF-021	1 014,21
2158	2017007984	10 SONO 200 W EPS SUIVANT DEVIS DU 13/07/17	SPORTSERV	21/07/2017	2017007984 2014-MF-021	2 712,00
2158	2017010210	ecran de projection.	UGAP	10/10/2017	2017010210	114,85
2158	2017010279	MATERIEL AP POUR CS SUIVANT DEVIS DU 14/09/2017	SPORTSERV	13/10/2017	2017010279 2014-MF-021	488,36
2158	2017010801	12 BARRES DE TRACTION MULTIGRIPS	SPORTSERV	24/11/2017	2017010801	318,39
2158	2017011019	Enceintes + plateau vidéo + Rack open + console	PROCOM AUDIOVISUEL	27/10/2017	2017011019	13 730,64
2158	2017011095	TEST GAINAGE ET KILLY	CASAL SPORT PARIS EST	08/11/2017	2017011095	3 745,00
2158	2017011150	Freinographe 3000	PROJETEL	08/11/2017	2017011150	3 084,00
2158	2017011327	SUIVANT DEVIS DU 27/10/2017	SPORTSERV	14/11/2017	2017011327 2014-MF-021	6 610,28
2158	2017011328	SUIVANT DEVIS DU 07/11/2017	MU DISTRIBUTION	09/11/2017	2017011328 2014-MF-022	9 489,55
2158	2017011329	SUIVANT DEVIS DU 20/10/2017	MU DISTRIBUTION	09/11/2017	2017011329 2014-MF-022	6 798,84
2158	2017011595	Appareil photo compact Panasonic Lumix DMC-SZ10EF-	UGAP	29/11/2017	2017011595	164,52
2158	2017012077	SUIVANT DEVIS DU 27/11/2017	MU DISTRIBUTION	30/11/2017	2017012077 2014-MF-022	2 774,40
2158	2017012245	Fourniture et installation Clickshare	PROCOM AUDIOVISUEL	01/12/2017	2017012245	5 390,40
2158	2017012256	SUIVANT DEVIS DU 30/11/17	SATISFORM SAS	01/12/2017	2017012256 2014-MF-022	653,14
2158	2017012260	SUIVANT DEVIS DU 29/11/17	SPORTSERV	08/12/2017	2017012260 2014-MF-021	952,00
2158	2017012328	Ensemble complet HF serre-tête	PROCOM AUDIOVISUEL	04/12/2017	2017012328	1 830,00
2158	2017012329	Fourniture d'enceintes	PROCOM AUDIOVISUEL	04/12/2017	2017012329	957,60
2158	2017012479	Machine à fumée	UGAP	08/12/2017	2017012479	6 636,95
2158	2017012482	Cordon audio speaker	PROCOM AUDIOVISUEL	08/12/2017	2017012482	486,00
2158	2017012483	Tapis PVC	MAG COIGNIERES ACCESSOIRES	07/12/2017	2017012483	692,00
2158	2017012791	FABRICATION ET POSE DE MATERIEL SPECIFIQUE SP	PONTHIEU RAVIART	20/12/2017	2017012791	2 936,40



ETAT DES DEPENSES NON MANDATEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES
Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché/Contrat	Montant du reste engagé
217312	2014005978	Porte sectionnelle remise suite choc	TECHPORTE	31/12/2016	1267.1	1 920,00
217312	2014001651	Travaux sur couvertures garantie décennale	LMB LAURENT ENTREPRISE	31/12/2016		5 037,40
217312	2016002219	Fourniture et pose de deux cellules portail MILH	TECHPORTE	31/12/2016	2014-MF-019	443,76
21735	2012007877	Travaux d'aménagement du CSAT	ZEN RENOV	31/12/2016		3 109,60
21735	2012015662	Mise en conformité vanne d'arrêt	UGAP	31/12/2016	133109.1	544,72
21735	2012016290	E58 - Remplacement climatiseur Standard	UGAP	31/12/2016	133109.1	4 804,13
21735	2013015861	Travaux amélioration chauffage	UGAP	31/12/2016	133109.1	5 347,15
21735	2014009004	G80 Mise en conformité Poissy/garantie décennale	EGV	31/12/2016	1396.1	4 795,68
21735	2014009802	G88 Réfection complète sanitaires RAM	LMB LAURENT ENTREPRISE	31/12/2016	PA11008.1	7 379,23
21735	2016001588	Opération restructuration cuisine Bonnières	SETELEC	31/12/2016	1399.4	1 762,20
21735	2016001659	Fourniture et pose d'un aérotherme gaz	UGAP	31/12/2016	148764	22 879,85
21735	2016003272	refection sanitaires	LA LOUISIANE	31/12/2016	PA-15-031	5 237,51
21735	2016003538	INTERPHONE VIDEO	AVENEL	31/12/2016		1 085,40
21735	2016003847	H75 CREATION INSTALLATION POUR REPORT ALARME VRS	UGAP	31/12/2016	148764	5 291,96
21735	2016003919	G88-MLB/INSTALLATION D'UN RADIATEUR	UGAP	31/12/2016	148764	3 539,78
21735	2016008514	I173 Refection du standard VLY - Partie Stores	MIROITERIE RAMBOLITAINE	31/12/2016		866,20
21735	2016010115	RESTRUCTURATION ELECTRIQUE PLA	AXEME DECO	31/12/2016		1 008,84
21735	2016013128	Remplacement du portail suite à choc MPS	TECHPORTE	31/12/2016	1267.1	14 944,96
21735	2016015512	I173- Création sortie en toiture MAG	BATI ETANCHE IDF	31/12/2016		1 374,00
21735	2017001480	ENGAGEMENT CPLT S/BC N°2016013128	TECHPORTE	26/01/2017	1267.1	50,00
21735	2017002248	J40D Raccordement portail à la Gypsy Box	TECHPORTE	10/02/2017	2017002248	420,00
21735	2017002827	J40G-Fourniture et pose de plans d'évacua VES	SPIE ILE DE FRANCE NORD OUEST	03/03/2017	2017002827	1 892,64
21735	2017003843	J40G Plafonds douche CSP VRS	BERIN PLAFONDS	27/03/2017	2017003843	76,80
21735	2017004142	J40G pose cloison app 34021 logement MLF	EGV	30/03/2017	2017004142	1 444,20
21735	2017004512	J40G Fenêtres St Arnoult	MIROITERIE RAMBOLITAINE	25/04/2017	2017004512	10 223,34
21735	2017005044	J40D Mise aux normes Groupe électrogène VRS	NEOLER	10/05/2017	2017005044	2 243,88
21735	2017005123	J007-A Pose de film solaire sur vitrage - BRE	MIROITERIE RAMBOLITAINE	27/04/2017	PA-15-025	2 573,95
21735	2017005125	J007-F Réalisation de l'écusson EMO	FEELINK CUSTOM	27/04/2017	2017005123	1 000,00
21735	2017005319	J40I Porte remise MAG	TECHPORTE	18/05/2017	2017005319	504,00
21735	2017005342	J40G Sanitaire/douches Méré Carrelage	EGV	18/05/2017	2017005342	24 296,28
21735	2017005345	J40G Sanitaire/douches Méré Plomberie	LA LOUISIANE	18/05/2017	2017005345	7 416,79

PREFECTURE DES YVELINES
22 JUN 2018
DROL

ETAT DES DEPENSES NON MANDATEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES
Budget : S.D.J.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché/Contrat	Montant du reste engagé
21735	2017005773	J40G cloison mobile salle cours PSY	BERIN PLAFONDS	08/06/2017	2017005773 1397.2	45 130,54
21735	2017005783	J40G 3T réfection local OFS MAG parée maçonnerie	EGV	01/06/2017	2017005783 1396.1	2 185,50
21735	2017005825	J40I Moteur portail Chartou avec logique de	TECHPORTE	29/05/2017	2017005825 2014-MF-019	336,00
21735	2017005880	J40G renforcement dalle CSC	CHARPENTERS DE PARIS	22/05/2017	PA15016	3 168,82
21735	2017007482	J40G DGD renforcement dalle CSC	CHARPENTERS DE PARIS	10/07/2017	PA15016	214,59
21735	2017007790	J40D Mise au normes des capteurs CO	UGAP	19/07/2017	2017007790 148764	33 729,94
21735	2017007810	J40G peinture cuisine COG Ouest	LAMOS S.A	19/07/2017	2017007810 1398.3	1 565,81
21735	2017008472	J40G REFLECTION DOUCHES HOMMES PSY	LA LOUISIANE	10/08/2017	2017008472 PA-15-031	10 011,72
21735	2017008475	J40G REFLECTION DOUCHES HOMMES PSY	EGV	10/08/2017	2017008475 PF-17-001	11 857,22
21735	2017009197	J40F amelioration dim csat LMX	LA LOUISIANE	14/11/2017	2017009197 PA-15-031	17 109,01
21735	2017009202	J40G serrurerie Plaisir	RM SERRURERIE	08/09/2017	2017009202	5 722,80
21735	2017009261	J40B carottage AUB (demande CHS)	EGV	28/09/2017	2017009261 PF-17-001	1 191,60
21735	2017009262	J40B pose hotte cuisine AUB (demande CHS)	LANEF PRO	12/09/2017	2017009262	3 615,36
21735	2017009547	J40G plan 3T rénov salle TV/foyer Menuiserie LMX	EGV	14/09/2017	2017009547 PF-17-001	5 516,59
21735	2017009551	J40G plan 3T rénov salle TV/foyer Peinture LMX	LAMOS S.A	14/09/2017	2017009551 PF-17-003	10 368,44
21735	2017009483	J40D Mise en conformité CTA N°2 Poissy	UGAP	19/09/2017	2017009483 148764	23 316,84
21735	2017009487	J40G Module clavier CSP Versailles	TECHPORTE	29/09/2017	2017009487 2014-MF-019	643,80
21735	2017009491	J40G Mise à niveau Porte remise Viroflay	TECHPORTE	29/09/2017	2017009491 2014-MF-019	9 088,80
21735	2017009691	J40G Pain 3T Aménagement Foyer MAG Maçonnerie	EGV	26/09/2017	2017009691 PF-17-001	14 470,20
21735	2017009693	J40G Pain 3T Aménagement Foyer MAG Maçonnerie	SETELEC	26/09/2017	2017009693 PF-17-004	14 006,33
21735	2017009694	J40G Pain 3T Aménagement Foyer MAG Plomberie	LA LOUISIANE	26/09/2017	2017009694 PA-15-031	2 818,68

22 JUN 2018
DRCL

ETAT DES DEPENSES NON MANDATEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES

Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Libelle de l'engagement	Tiers	Date de Rattachement	Bonité commande Marché/Contrat	Montant du reste engagé
Z1735	2017009695	J40G Pain 3T Aménagement Foyer MAG Faux plafond	BERIN PLAFONDS	26/09/2017	2017009695 PF-17-002	17 643,60
Z1735	2017009697	J40G Pain 3T Aménagement Foyer MAG peinture/soi	LAMOS S.A	26/09/2017	2017009697 PF-17-003	19 010,48
Z1735	2017009707	J40D Réfection linteau porte MAG	EGV	26/09/2017	2017009707 PF-17-001	11 595,60
Z1735	2017009897	J40D REMPLI SKYDOM MISE AUX NORMES TECH CSC	SPIE ILE DE FRANCE NORD OUEST	06/10/2017	2017009897 1470	2 839,82
Z1735	2017010154	J012-A/21735/SBA/OPERAT RENOVAT VESTIAIRES-SPV VLY	SETELEC	05/10/2017	2017010154 PF-17-004	1 737,58
Z1735	2017010161	J40C Carrelage App 532 Decoyer SGL	EGV	20/10/2017	2017010161 PF-17-001	2 077,63
Z1735	2017010172	fourniture et pose plonge	LAMEF PRO	06/10/2017	2017010172	3 104,40
Z1735	2017010173	fourniture et pose plonge	LAMEF PRO	06/10/2017	2017010173	3 104,40
Z1735	2017010286	J012-A/21735/SBA/REPLACEMENT PORTE BUREAU SFS	EGV	12/10/2017	2017010286 PF-17-001	2 488,80
Z1735	2017010413	J012-A/21735/SBA/RENOV SANITAIRE ETAT MAJOR SUD	LA LOUISIANE	16/10/2017	2017010413 PA-15-031	3 993,72
Z1735	2017010424	J012-A/21735/SBA/RENOV SANITAIRES ETAT MAJOR SUD	EGV	16/10/2017	2017010424 PF-17-001	1 117,50
Z1735	2017010429	J012-A/21735/SBA/RENOV SANITAIRE	BERIN PLAFONDS	16/10/2017	2017010429 PF-17-002	561,60
Z1735	2017010430	J012-A/21735/SBA/RENOV SANITAIRE ETAT MAJOR SUD	LAMOS S.A	16/10/2017	2017010430 PF-17-003	673,92
Z1735	2017010431	J012-A/21735/SBA/RENOV SANITAIRE ETAT MAJOR SUD	SETELEC	16/10/2017	2017010431 PF-17-004	1 214,36
Z1735	2017010569	J40G Collecteur EU Ateliers VRS	LA LOUISIANE	17/10/2017	2017010569 PA-15-031	2 484,24
Z1735	2017010574	J40G Douches Charou complètement miroirs	LA LOUISIANE	17/10/2017	2017010574 PA-15-031	631,32
Z1735	2017010576	J40G Plan 3T Chambre MLF faux plafonds	BERIN PLAFONDS	23/10/2017	2017010576 PF-17-002	788,40
Z1735	2017010577	J40G Plan 3T Chambre MLF Maçonnerie	EGV	24/10/2017	2017010577 PF-17-001	12 230,34
Z1735	2017010578	J40G Plan 3T Chambre MLF plomberie	LA LOUISIANE	23/10/2017	2017010578 PA-15-031	7 553,22
Z1735	2017010579	J40G Plan 3T Chambre MLF peinture	LAMOS S.A	23/10/2017	2017010579 PF-17-003	2 707,80



ETAT DES DEPENSES NON MANDATEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES

Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché/Contrat	Montant du reste engagé
21735	2017010580	J40G Plan 3T Chambre MLF électricité	SETELEC	25/10/2017	2017010580 PF-17-004	3 898,67
21735	2017010600	réfection cuisine et foyer	LAMOS S.A	08/11/2017	2017010600 PF-17-003	3 020,98
21735	2017010605	vitrage - dalle béton	EGV	30/10/2017	2017010605 PF-17-001	3 547,80
21735	2017010787	J40G reprise totaltoiture salle sport Bois d'arcy	BATI ETANGHE IDF	07/11/2017	2017010787 PA13011.1	3 699,60
21735	2017010936	J012-A/Z1735/SBA/RENOV SALLE JSP DE MLB	SETELEC	26/10/2017	2017010936 PF-17-004	1 077,59
21735	2017010938	J012-A/Z1735/SBA/RENOV SALLE JSP DE MLB	BERIN PLAFONDS	26/10/2017	2017010938 PF-17-002	1 670,40
21735	2017010939	J012-A/Z1735/SBA/RENOV SALLE JSP DE MLB	LAMOS S.A	26/10/2017	2017010939 PF-17-003	2 175,84
21735	2017011051	J40D Sécurisation porte SGL	TECHPORTE	30/10/2017	2017011051 2014-MF-019	1 408,20
21735	2017011053	J40D Sécurisation porte entrée CHA	TECHPORTE	30/10/2017	2017011053 2014-MF-019	1 794,60
21735	2017011054	J40E Pompe chauffage MAG	UGAP	30/10/2017	2017011054 148764	3 026,89
21735	2017011056	J40E 2 ballons ECS Logement MLF	UGAP	30/11/2017	2017011056 148764	2 378,84
21735	2017011058	J40D Mise aux normes armoire électrique VRS	UGAP	30/10/2017	2017011058 148764	11 711,09
21735	2017011059	J40D Mise aux normes Pompe relevage, eraqua AUB	UGAP	30/10/2017	2017011059 148764	15 938,14
21735	2017011062	J40D Mise aux normes Armoire électrique GE MLB	SETELEC	30/10/2017	2017011062 PF-17-004	37 932,49
21735	2017011065	J40G Dalle remise Maurepas	LAMOS S.A	14/11/2017	2017011065 PF-17-003	32 239,50
21735	2017011066	J40G Dalle remise Maurepas	EGV	14/11/2017	2017011066 PF-17-001	53 379,95
21735	2017011175	J40C peinture suite travaux élec apprpt 532 SGL	LAMOS S.A	07/11/2017	2017011175 PF-17-003	637,76
21735	2017011176	J40C peintures suite travaux app 422 VLY	LAMOS S.A	07/11/2017	2017011176 PF-17-003	5 275,93
21735	2017051177	J40C peinture suite travaux app 421 VLY	LAMOS S.A	07/11/2017	2017011177 PF-17-003	4 287,40
21735	2017011364	Remplacement fenêtre	RM SERRURERIE	09/11/2017	2017011364	1 267,54



ETAT DES DEPENSES NON MANDATEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES
Budget : S.D.J.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché/Contrat	Montant du reste engagé
21735	2017011462	J40D Mise aux normes contrôle accès SGL	SETELEC	24/11/2017	2017011462 PF-17-004	7 255,70
21735	2017011536	J40G électrifié phase 2 SGL	SETELEC	24/11/2017	2017011536 PF-17-004	9 092,06
21735	2017011763	J40G Plan3T aménagement Foyer MAG compl radiateur	LA LOUISIANE	20/11/2017	2017011763 PA-15-031	4 638,72
21735	2017011793	J012-A/21735/SBA/REMPLACEMENT ECLAIRAGE DOUCHE VLY	SETELEC	20/11/2017	2017011793 PF-17-004	2 293,73
21735	2017011796	J007-D - Création fenêtre à soufflant	RM SERRURERIE	20/11/2017	2017011796	1 699,84
21735	2017011796	J007-E Fourniture et pose main courante	RM SERRURERIE	20/11/2017	2017011796	840,00
21735	2017011799	J007-A - Fourniture et pose cloison et 2 portes	RM SERRURERIE	20/11/2017	2017011799	4 178,40
21735	2017011800	J007-A - Pose store et création occultus	RM SERRURERIE	20/11/2017	2017011800	2 228,88
21735	2017011836	J40G Local compresseur LMX modif toiture et murs	EGV	22/11/2017	2017011836 PE-17-001	25 323,00
21735	2017011839	J40G LOG SGL pose de Boîtes aux lettres aux normes	EGV	22/11/2017	2017011839 PE-17-001	2 689,56
21735	2017011973	J012-A/21735/SBA/ECRAN CAMERA CS MPS	SETELEC	27/11/2017	2017012064 PF-17-004	734,69
21735	2017012064	J40D mise aux normes portier accès bat SGL	SETELEC	28/11/2017	2017012131 148764	2 807,04
21735	2017012131	J40E Bouclage ECS Viroflay	UGAP	30/11/2017	2017012133 148764	4 539,00
21735	2017012133	J40E Mitigeur douche RAM	UGAP	30/11/2017	2017012134 PA-15-031	2 672,46
21735	2017012134	J40E Radiateur MAG	LA LOUISIANE	11/12/2017	2017012136 PA-15-031	4 633,62
21735	2017012136	J40G plan 3T complètement douches MTS	LA LOUISIANE	11/12/2017	2017012771 PF-17-004	1 296,24
21735	2017012771	J40J sécurisation borne d'appel Houilles	SETELEC	19/12/2017	2017012775 PF-17-004	1 704,20
21735	2017012775	J40I sécurisation borne d'appel/digicod Le vécinet	SETELEC	19/12/2017	2017012777 PF-17-004	4 667,28
21735	2017012777	J40I sécurisation borne d'appel Saint germain	SETELEC	19/12/2017	2017012808 148764	3 341,36
21735	2017012808	J40E Chaudière Houidan	UGAP	19/12/2017	2017012809	9 409,30
21735	2017012809	J40H Sécurisation LMX	RM SERRURERIE	19/12/2017	2017012810 PA-15-031	3 519,17
21735	2017012810	J40G complètement 3T lavabo PSY	LA LOUISIANE	19/12/2017		1 827,42



ETAT DES DEPENSES NON MANDATEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES
Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande / Marché / Contrat	Montant du reste engagé
Z1735	2017012812	J40G Opération foyer EP MAG	LA LOUISIANE	19/12/2017	2017012812 PA-15-031	755,40
Z1735	2017012978	J40G Sortie de toit Aubergenville	BATI ETANCHE IDF	26/12/2017	2017012978 PA13011.1	744,00
Z1735	2017012980	J40G Complément PC PGR VRS	SETELEC	26/12/2017	2017012980 PF-17-004	338,40
Z1735	2017012987	J40D Mise aux normes électriques CPI ESS	SETELEC	29/12/2017	2017012987 PF-17-004	2 603,60
Z1735	2017012997	J40D Mise aux normes électriques CS SEP	SETELEC	29/12/2017	2017012997 PF-17-004	464,17
Z1735	2017013002	J40D Mise aux normes électriques Servinox TRAPPES	SETELEC	29/12/2017	2017013002 PF-17-004	792,91
Z1735	2017013135	J40D Mise aux normes électriques Arthena TRAPPES	SETELEC	29/12/2017	2017013135 PF-17-004	2 888,98
Z1735	2017013136	J40D Mise aux normes électriques PELTRAPPES	SETELEC	29/12/2017	2017013136 PF-17-004	386,24
Z1735	2017013137	J40D Mise aux normes électriques CS CHE	SETELEC	29/12/2017	2017013137 PF-17-004	2 079,30
Z1735	2017013138	J40D Mise aux normes électriques CSP MLB	SETELEC	29/12/2017	2017013138 PF-17-004	5 127,00
Z1735	2017013139	J40D Mise aux normes électriques CPI BOI	SETELEC	29/12/2017	2017013139 PF-17-004	1 779,38
Z1735	2017013140	J40D Mise aux normes électriques CS STA	SETELEC	29/12/2017	2017013140 PF-17-004	3 986,71
Z1735	2017013141	J40D Mise aux normes électriques CPI VIR	SETELEC	29/12/2017	2017013141 PF-17-004	1 265,70
Z1735	2017013142	J40D Mise aux normes électriques CSP VRS	SETELEC	29/12/2017	2017013142 PF-17-004	1 458,85
Z1735	2017013143	J40D Mise aux normes électriques CS VLY	SETELEC	29/12/2017	2017013143 PF-17-004	2 627,71
Z1735	2017013144	J40D Mise aux normes électriques CS ABL	SETELEC	29/12/2017	2017013144 PF-17-004	1 308,92
Z1735	2017013145	J40D Mise aux normes électriques CSP DAM	SETELEC	29/12/2017	2017013145 PF-17-004	3 462,40
Z1735	2017013146	J40D Mise aux normes électriques CS-MRS	SETELEC	29/12/2017	2017013146 PF-17-004	1 813,25
Z1735	2017013147	J40D Mise aux normes électriques CS GRP	SETELEC	29/12/2017	2017013147 PF-17-004	112,68



ETAT DES DEPENSES NON MANDATEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES

Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Arête	Engagement	Étiquette de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché/Contrat	Montant du reste engagé
21735	2017013149	J40D Mise aux normes électriques CS BON	SETELEC	29/12/2017	2017013149 PF-17-004	4 687,26
21735	2017013150	J40D Mise aux normes électriques CPI AUB	SETELEC	29/12/2017	2017013150 PF-17-004	2 342,09
21735	2017013151	J40D Mise aux normes électriques CS HOD	SETELEC	29/12/2017	2017013151 PF-17-004	1 579,70
21735	2017013152	J40D Mise aux normes électriques CSP LMX	SETELEC	29/12/2017	2017013152 PF-17-004	1 844,27
21735	2017013153	J40D Mise aux normes électriques CPI LIM	SETELEC	29/12/2017	2017013153 PF-17-004	2 475,48
21735	2017013154	J40D Mise aux normes électriques CS MAL	SETELEC	29/12/2017	2017013154 PF-17-004	2 887,31
21735	2017013156	J40D Mise aux normes électriques CS MLF	SETELEC	29/12/2017	2017013156 PF-17-004	4 403,51
21735	2017013157	J40D Mise aux normes électriques CS CSC	SETELEC	29/12/2017	2017013157 PF-17-004	3 655,80
21735	2017013158	J40D Mise aux normes électriques CPI LOU	SETELEC	29/12/2017	2017013158 PF-17-004	2 365,64
21735	2017013159	J40D Mise aux normes électriques CSP SGL	SETELEC	29/12/2017	2017013159 PF-17-004	2 279,27
21735	2017013160	J40D Mise aux normes électriques CPI MIES	SETELEC	29/12/2017	2017013160 PF-17-004	388,92
21735	2017013161	J40D Mise aux normes électriques CS MAR	SETELEC	29/12/2017	2017013161 PF-17-004	1 221,44
21735	2017013162	J40D Mise aux normes électriques CS ACH	SETELEC	29/12/2017	2017013162 PF-17-004	1 873,57
21735	2017013163	J40D Mise aux normes électriques CS CHA	SETELEC	29/12/2017	2017013163 PF-17-004	696,20
21735	2017013164	J40D Mise aux normes électriques CS MTS	SETELEC	29/12/2017	2017013164 PF-17-004	1 023,26
21735	2017013165	J40D Mise aux normes électriques CSP PSY	SETELEC	29/12/2017	2017013165 PF-17-004	7 007,80
21735	2017013166	J40D Mise aux normes électriques CS CSH	SETELEC	29/12/2017	2017013166 PF-17-004	1 548,11
2181	2015004419	H71 Mobilier hébergement/durandier/CSAT/	UGAP	31/12/2016		118,80
2181	2015016160	H71 extincteurs PFL 1er équipement	SPIE ILE DE FRANCE NORD OUEST	31/12/2016		2 552,02
2181	2015016188	H71 Achat divers mobiliers	UGAP	31/12/2016		1 018,24
2181	2016002608	I Mobilier Méré	UGAP	31/12/2016		7 278,54
2181	2016004373	Achat 1er équipement pour ouvertures CS Miere	UGAP	31/12/2016		160,50



ETAT DES DEPENSES NON MANDATEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES
Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bons de commande Marché/Contrat	Montant à reporter à l'engagement
2181	20170007675	J377 CHAISE LE VÉSINET	UGAP	31/12/2016		30,34
2181	20170002285	Uts d'appoint + options	UGAP	16/02/2017	20170002285	1 451,26
2181	20170002689	J41- ECLAIRAGE FX PLAFOND MLB SSSM	SONEPAR ILE DE FRANCE	06/03/2017	MF-16-015	499,90
2181	20170004698	J008-J Panneau d'affichage mural magnétique	UGAP	26/04/2017	20170004698	411,36
2181	20170004934	Bancs pliants Zang - résine de synthèse l.184cm	UGAP	21/04/2017	20170004934	3 062,34
2181	20170004949	Chaise Hélia taille 4 - grt salu	UGAP	24/04/2017	20170004949	1 642,32
2181	20170005023	Tables pliantes	UGAP	26/04/2017	20170005023	2 463,41
2181	20170007081	J41. regroup salle op Mobilier d'archivages DOP/DPS	UGAP	29/06/2017	20170007081	6 340,01
2181	20170007380	J013-S/Z181/SLG/CAFETIERE	DARTY PRO	12/07/2017	20170007380	89,00
2181	20170007787	J41 Matériel électrique BOI	SONEPAR ILE DE FRANCE	17/07/2017	MF-16-015	694,98
2181	20170007809	J41 Meubles cuisine COG Ouest	CUISINEA	19/07/2017	20170007809	4 963,38
2181	20170008049	Vitrine d'exposition	UGAP	25/07/2017	20170008049	551,52
2181	20170008193	J013-V/Z181/MLY/VESTIAIRES DE FEU	UGAP	27/07/2017	20170008193	275,83
2181	20170008317	Lave-linge frontal 8 Kg Candy CS1382D3-47	UGAP	04/08/2017	20170008317	1 927,50
2181	20170008317	Sèche linge	UGAP	04/08/2017	20170008317	1 821,00
2181	20170009279	COMPLEMENT COMMANDE LAVE LINGE 2016	UGAP	11/09/2017		24,00
2181	20170009409	LAVE VAISSELLE	UGAP	30/11/2017	20170009409	358,60
2181	2017010439	Vestiaires multicasés	MANUTAN COLLECTIVITES	16/10/2017	2017010439	886,80
2181	2017010478	J013-AQ/Z181/VIR/HOTTE ASPIRANTE	CASTORAMA VELIZY	21/12/2017	2017010478	239,90
2181	2017010542	J41 Mobilier d'archivage Av st.cloud VRS	TAP FRANCE	23/10/2017	2017010542	4 526,40
2181	2017010810	J41 Luminaires stock DBA	SONEPAR ILE DE FRANCE	23/10/2017	2017010810	1 400,56
2181	2017011001	Table de réunion	UGAP	27/10/2017	MF-16-015	275,78
2181	2017011021	J013-AD/Z181/SAF/ELECTROMENAGER HS	DARTY PB RAMBOUILLET	30/10/2017	2017011021	369,00
2181	2017011439	Matelas à ressorts	UGAP	13/11/2017	2017011439	343,80
2181	2017011440	Matelas	UGAP	13/11/2017	2017011440	936,89
2181	2017011502	MATELAS BRE	UGAP	14/11/2017	2017011502	573,00
2181	2017011507	MATELAS MAL	UGAP	14/11/2017	2017011507	117,11
2181	2017011527	J41A Aerateur/extracteur Maule	SONEPAR ILE DE FRANCE	20/11/2017	2017011527	110,56
2181	2017011535	J41 Complément extincteur VRS, VLY	UGAP	28/11/2017	MF-16-015	668,42
2181	2017011794	paves led encastrables	SONEPAR ILE DE FRANCE	24/11/2017	2017011794	889,28
2181	2017012112	ARMOIRES VUJ	UGAP	28/11/2017	MF-16-015	7 264,44
2181	2017012128	J41A Fourniture Etagère micro onde MAL	DARTY PRO	30/11/2017	2017012128	348,00
2181	2017012148	Machine à café MAGIMIX M400	BOULANGER LES CLAYES	30/11/2017	2017012148	314,99
2181	2017012153	four	UGAP	12/12/2017	2017012153	465,00

RECEPTE DES YVELINES
22 JUIN 2018
DRCL

ETAT DES DEPENSES NON MANDATEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES

Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché/Contrat	Montant du reste engagé
2181	2017012212	J41 Réserve chasse d'eau Maison laffitte	LORANS	01/12/2017	2017012212 MF-16-012	111,47
2181	2017012215	J41 Presto pour douche Vélizy	LORANS	01/12/2017	2017012215 MF-16-012	463,07
2181	2017012370	J013-AD/2181/SAF/ELECTROMENAGER HS	UGAP	07/12/2017	2017012370	465,00
2181	2017012445	J013-AD/2181/SAF/ELECTROMENAGER HS	BOULANGER COIGNIERES	07/12/2017	2017012445	149,00
2181	2017012490	J41 Broyeur WC Centre nautique	CEDEO - DSC	13/12/2017	2017012490	623,41
2181	2017012497	J41-Ferme imposte EDSIPY	LEGALLAIS BOUCHARD	13/12/2017	2017012497 MF-16-014	124,45
2181	2017012583	J013-AS/2181/BO/PLAQUE INDUCTION	BOULANGER COIGNIERES	12/12/2017	2017012583	349,00
2181	2017012600	J41 Ballon ECS MTS	LORANS	13/12/2017	2017012600 MF-16-012	1 920,14
2183	2016010969	Carte de contrôle d'accès nominative pour	PSICOM	31/12/2016		1 350,00
2183	2017009812	J81F Station de montage Mac Pro Apple	AV2P	28/09/2017	2017009812	14 040,00
2183	2017010553	Tablettes tactiles Samsung Galaxy TAB A6	BECHTLE	17/10/2017	2017010553	4 781,62
2183	2017010553	Coques RESIST + Bandouillères de transport	BECHTLE	17/10/2017	2017010553	1 955,52
2183	2017010553	Garantie 3 ans - enlèvement sur sites	BECHTLE	17/10/2017	2017010553	918,16
2183	2017010915	KVM IP	UGAP	24/10/2017	2017010915	11 686,42
2183	2017010916	Serveurs HP DL360	UGAP	24/10/2017	2017010916	13 241,96
2183	2017011270	3500 Cartes contrôle d'accès nominatives	PSICOM	09/11/2017	2017011270	7 121,76
2183	2017012080	Achat de 25 écrans 24" Philips pour postes GIPSI	UGAP	30/11/2017	2017012080	4 763,71
2183	2017012083	Cartes additionnelles pour baies de stockage	UGAP	30/11/2017	2017012083	2 995,61
2183	2017012336	Lecteur codes barres 2 D - Dataologic	UGAP	05/12/2017	2017012336	1 537,49
2184	2015016188	h76 Achat divers mobiliers de bureau	UGAP	05/12/2017	2017012345	502,38
2184	2016004218	I43 ARMOIRES X3	UGAP	31/12/2016		2 070,18
2184	2016004218	I43 TIROIR 3CM	UGAP	31/12/2016		1 583,30
2184	2016004218	I43 TIROIR 6CM	UGAP	31/12/2016		991,44
2184	2016004545	l mobilier et équipement MERE Ouverture du CIS	UGAP	31/12/2016		314,54
2184	2016015006	I178- Mobilier de bureau Av. St-Cloud	UGAP	31/12/2016		1 200,94
2184	2017005315	Fauteuil de bureau	UGAP	31/12/2016		1 341,21
2184	2017005446	tableau mural	UGAP	12/05/2017	2017005315	295,67
2184	2017007182	J42 Regroupement salles op Mobilier: 1er acquisitio	UGAP	15/05/2017	2017005446	209,93
2184	2017008758	J42 Mobilier DOP regroup salles opérationnelle VRS	UGAP	06/07/2017	2017007182	3 794,07
2184	2017010057	Pack E-Studio 7508A-2 MFP	UGAP	22/08/2017	2017008758	7 235,47
2184	2017010057	Carte fax	UGAP	06/10/2017	2017010057	5 679,18
2184	2017010058	Pack E-Studio 2508A Monopasse-2 MFP	UGAP	06/10/2017	2017010057	224,42
2184	2017010058	Carte fax	UGAP	06/10/2017	2017010058	1 805,36
2184	2017010133	Pack E-Studio 4505AC	UGAP	06/10/2017	2017010058	224,42
2184	2017010133	Pack E-Studio 4505AC	UGAP	12/10/2017	2017010133	3 795,26



15/01/2018

Page 20/22

ETAT DES DEPENSES NON MANDATEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES

Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Libelle de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché/Contrat	Montant du reste à payer/à engager
Z184	2017010133	Carte fax	UGAP	12/10/2017	2017010133	224,42
Z184	2017010208	Fauteuil de bureau conforto	UGAP	18/10/2017	2017010208	626,65
Z184	2017010533	Pack E-Studio 4508A Monopasse-3 MFP	UGAP	17/10/2017	2017010533	2 850,15
Z184	2017010533	Carte fax	UGAP	17/10/2017	2017010533	224,42
Z184	2017010538	Pack E-Studio 4505AC Monopasse couleur	UGAP	17/10/2017	2017010538	3 328,95
Z184	2017010538	Carte fax	UGAP	17/10/2017	2017010538	224,42
Z184	2017010538	Frisseur interne agrafe 50 feuilles	UGAP	17/10/2017	2017010538	294,24
Z184	2017010538	Meuble cassette 2000 feuilles	UGAP	17/10/2017	2017010538	172,06
Z184	2017011002	Bureau, voile de fond, caisson, support unité --	UGAP	27/10/2017	2017011002	2 573,66
Z184	2017011003	1 Bureau, 2 voiles de fond, 2 caissons,	UGAP	27/10/2017	2017011003	1 509,06
Z184	2017011022	1 Fauteuil, Bureau, 1voile de fond, 1 caisson,	UGAP	27/10/2017	2017011022	1 776,45
Z184	2017011046	3 Lampes de bureau, 1 porte manteau	UGAP	27/10/2017	2017011046	136,45
Z184	2017011876	Bureau, caisson, armoire --	UGAP	24/11/2017	2017011876	5 229,83
Z184	2017011975	Fauteuil de bureau	UGAP	28/11/2017	2017011975	537,79
Z184	2017011990	Achat de lampes de bureau	UGAP	28/11/2017	2017011990	220,32
Z184	2017012035	Fauteuil de bureau	UGAP	28/11/2017	2017012035	404,87
Z184	2017012798	J42 Mobilier de bureau PSY	UGAP	19/12/2017	2017012798	859,50
Z184	2017012799	J42 Mobilier de bureau RAM	UGAP	19/12/2017	2017012799	1 697,66
Z184	2017012800	J42 Mobilier de bureau VRS	UGAP	19/12/2017	2017012800	1 697,66
Z188	2014015827	G152 - enregistreur audio	SIGNAL TICE INTEGRATION	31/12/2016		468,00
Z188	2016004545	moblier et équipement MERE suite ouverture	UGAP	31/12/2016		239,82
Z188	2016005474	Achat 1er équipement vaisselle MERE	UGAP	31/12/2016		1 180,56
Z188	2016009584	1791er équipement vaisselle MERE	UGAP	31/12/2016		305,28
Z188	2017004933	Générateur eau chaude 8 litres	UGAP	21/04/2017	2017004933	1 252,80
Z188	2017006312	Valise de transport	JB AIRSOFT	08/06/2017	2017006312	690,00
Z188	2017006312	Sac de transport.	JB AIRSOFT	08/06/2017	2017006312	252,00
Z188	2017006312	Kit de montage	JB AIRSOFT	08/06/2017	2017006312	396,00
Z188	2017006312	Accessoire pour kit de montage	JB AIRSOFT	08/06/2017	2017006312	76,01
Z188	2017008111	Desserte mobile 16 tiroirs noir	MANUTAN	31/07/2017	2017008111	229,20
Z188	2017008349	J015-AC/Z188/MILH/DEBROUSAILLEUSE	RL MOTOCULTURE	01/09/2017	2017008349	459,00
Z188	2017012360	Machine à café	UGAP	07/12/2017	2017012360	1 052,40
Z188	2017012361	Bouteille isotherme à pompe	UGAP	07/12/2017	2017012361	920,40
Z188	2017012362	Dévidoir mermier 4x4	LEGALLAIS BOUCHARD	07/12/2017	2017012362 MF-16-014	385,27
Z188	2017012366	Lampe multi usage 8900	LEGALLAIS BOUCHARD	07/12/2017	2017012366 MF-16-014	348,00
Z188	2017012388	Laitière HM 520	UGAP	08/12/2017	2017012388	1 253,40
Z188	2017012734	Projecteurs et accessoires	UGAP	02/01/2018	2017012734	8 661,40
Z188	2017012735	Motopompes et accessoires	UGAP	15/12/2017	2017012735	2 910,34



ETAT DES DEPENSES NON MANDATEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES

Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché/Contrat	Montant du reste engagé
238	20170006483	Carte grise	UGAP	31/12/2016		280,87
238	20170014288	Kangoo Life	UGAP	31/12/2016		14,70
238	20170004461	Master Fourgon Confort Traction	UGAP	07/04/2017	2017004461	76 260,14
238	20170004687	Camion Citerno Rural Classique euro 6	UGAP	12/04/2017	2017004687	282 931,58
238	20170004687	Carte grise	UGAP	12/04/2017	2017004687	541,66
238	20170009909	Fourniture document pour immatriculation	UGAP	04/10/2017	20170009909	237,16
238	20170009909	Fourniture et pose des plaques d'immatriculation	UGAP	04/10/2017	20170009909	154,68
238	20170009909	Frais de carte grise	UGAP	04/10/2017	20170009909	1 492,65
238	2017011912	Châssis Master Plancher Cabine grand confort	UGAP	24/11/2017	2017011912	88 442,21
238	2017011934	Reconditionnement EPC	SERVICE 18	22/11/2017	PF-17-049	74 778,59
238	2017012500	ZOE Zen	UGAP	13/12/2017	2017012500	48 966,43
238	2017012598	Master châssis simple cabine confort traction 3500	UGAP	13/12/2017	2017012598	34 407,86
238	2017012598	Frais de carte grise pour taxe parafiscale et addi	UGAP	13/12/2017	2017012598	409,76
238	2017012857	5 Citro Business ENERGY dci 90	UGAP	19/12/2017	2017012857	82 586,80
238	2017012857	Frais de carte grise	UGAP	19/12/2017	2017012857	1 150,56
TOTAL						5 592 433,90

Désignation de l'établissement
SDIS DES YVELINES

Comptable assignataire

ARRÊTE A LA SOMME
DE *cinquante-neuf mille quatre cents trente euros et quatre cent cinquante centimes*

Signature



Président du Conseil d'Administration
du Service d'incendie et de Secours
et par délégation:
Le Directeur Départemental
des Services d'incendie et de Secours

**Le Directeur départemental
des services d'incendie et de secours
des Yvelines**

Colonel Patrick SECARDIN

ETAT DES DEPENSES NON MANDATEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES
Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

SUR AP

Article	Engagement	Objet de l'engagement	Lib	Date de l'engagement	Bon de commande / Marché / Contrat	Montant du reste à payer
2031	2014010466	G79 MOE DALLE + REFLECTION LA CELLE ST CLOUD	SETBA	31/12/2016	PA14004	715,17
2031	2010010820	ENG SUR AP 2031 2009011 MOE MULTISITES	I.P.H.	31/12/2016	PA06001.1	4 408,26
2031	2010014272	ENG SUR AP 2031 2009011 MOE MULTISITES	ATELIER CREA	31/12/2016	PA06094.1	3 844,97
2031	2010014273	ENG SUR AP 2031 2009011 MOE MULTISITES	ATELIER CREA	31/12/2016	PA06094.1	10 046,40
2031	2010014275	ENG SUR AP 2031 2009011 MOE MULTISITES	ATELIER CREA	31/12/2016	PA06094.1	6 697,60
2031	2010014277	ENG SUR AP 2031 2009011 MOE MULTISITES	ICOBAT	31/12/2016	PA05009.1	2 905,24
2031	2010014278	ENG SUR AP 2031 2009011 MOE MULTISITES	CABINET FRITZ CHARREL	31/12/2016	PA05068.1	861,22
2031	2010017468	ENG SUR AP 2031 2009011 MOE MULTISITES	ATELIER CREA	31/12/2016	PA06094.1	7 687,89
2031	2010017510	ENG SUR AP 2031 2009011 MOE MULTISITES	BET CAYLA	31/12/2016	PA06095.1	164,29
2031	2010017535	ENG SUR AP 2031 2009011 MOE MULTISITES	ETHA	31/12/2016	PA09034.1	84,44
2031	2010017536	ENG SUR AP 2031 2009011 MOE MULTISITES	ARCHITECTURE CONCEPT 91	31/12/2016	PA09034.1	126,22
2031	2011005153	Contrôle technique rénovation	QUALICONSULT SECURITE	31/12/2016		929,99
2031	2011016332	ENG SUR AP 2031 2009011 SOLDE MOE ANC MA	ATEC SA INGENIERIE	31/12/2016	PA09042.1	486,44
2031	2013002035	ENG SUR AP 2031 2009011 2031 BAT	GAMA ARCHITECTURES	31/12/2016	PA12030.1	949,51
2031	2013011218	Mission de contrôle technique Le Vésinet	SOOCOTEC	31/12/2016		1 171,24
2031	2013011221	Vestiaire St Arnould réalisation	COORDINATION MANAGEMENT MANAG	31/12/2016	PA11017.1	1 722,24
2031	2013011222	SPS Limay extension phase réalisation	COORDINATION MANAGEMENT MANAG	31/12/2016	PA11017.1	1 937,52
2031	2013014072	ENG SUR AP 2009011 2031 BAT	GAMA ARCHITECTURES	31/12/2016		1 732,12
2031	2013014073	ENG SUR AP 2009011 2031 BAT	NOX INGENIERIE	31/12/2016		1 221,10
2031	2014002366	ENG SUR AP 2009011 2031 DBA	ATELIERS DCCP ARCHITECTES	31/12/2016		1 800,00
2031	2014011998	complément engt. 2010017507 SPS Villepreux	QUALICONSULT SECURITE	31/12/2016	PA08022.1	64,80
2031	2015003422	H84 MOE Houdan	EMODIS	31/12/2016	PA14012	6 788,05
2031	2015003423	H84 MOE Houdan	INGESER	31/12/2016	PA14012	9 739,38
2031	2015011451	Mission de coordination SPS Houdan	QUALICONSULT SECURITE	31/12/2016		2 784,00
2031	2015011945	Mission CT aménagement grange Houdan	DEBRA INSPECTION	31/12/2016		4 475,00
2031	2015017659	H84 MOE LIMAY AVENANT	ARCHI D	31/12/2016	PA12001.1	171,84
2031	2016002723	MOE Achères jusqu'à DET	ARCHI D	31/12/2016	PA-15-032	947,76
2031	2016002725	MOE Achères jusqu'à DET	BUCHET PHILIPPE	31/12/2016	PA-15-032	6 600,00
2031	2016002726	MOE Achères jusqu'à DET	SETRAT	31/12/2016	PA-15-032	1 200,00
2031	2016002728	MOE Achères jusqu'à DET	CABINET BLEUSE	31/12/2016	PA-15-032	1 140,00
2031	2016006711	11.42 Missions OPC Houdan	AKSSIMO	31/12/2016		4 440,00
2031	2016007996	11.42 Le Vésinet OPC avenant 2	CORBICE	31/12/2016	PA13015.1	57,41
2031	2016010901	11.42 MOE Le Vésinet Avenant 1	GAMA ARCHITECTURES	31/12/2016	PA12030.1	150,14
2031	2016010903	11.42 MOE Le Vésinet Avenant 1	NOX INGENIERIE	31/12/2016	PA12030.1	669,91
2031	2017003824	Complément eng 2016002723 jusqu'à DET	ARCHI D	20/03/2017	PA-15-032	15 300,00
2031	2017004092	J18 complément eng 2016002726 jusqu'à DET	SETRAT	27/03/2017	PA-15-032	300,00
2031	2017004598	J18E Mission coordination SSI Achères	BEFSIA	11/04/2017	2017004598	2 070,00
2031	2017013014	eng Diag + études Avt pro	ATELIER VERFAILLIE LASSAILLY	22/12/2017	PA-17-085	7 944,00

ETAT DES DEPENSES NON MANDATEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES
Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Ficrs	Date de l'engagement	Possibilité commande Marché/Contrat	Montant d'ordre engagé
2031	2017013016	eng Diag + études AVT pro en partie	YOURI GUEDI	22/12/2017	PA-17-085	12 056,00
2031	2016005024	1143 MOE CHEVREUSE MANDATAIRE	AP ARCHITECTURE	31/12/2016	PA-15-027	22 026,71
2031	2016005025	1143 MOE CHEVREUSE CONTRAITANT	ING TCE	31/12/2016	PA-15-027	20 166,71
2031	2016006181	Mission de coordination SPS CHEVREUSE	QUALICONSULT	31/12/2016		5 721,60
2031	2016006184	Mission de contrôle technique CHE	SOCOTEC	31/12/2016		3 820,00
2031	2017004567	J21 complé eng 2016005024	AP ARCHITECTURE	07/04/2017	PA-15-027	7 875,35
2031	2017004568	J21 complé eng 2016005025	ING TCE	07/04/2017	PA-15-027	4 458,51
2031	2017005212	Réparation 4 portes Chevreuse	BEFSLA	04/05/2017	2017005212	2 070,00
2031	2017005955	J21 Mission OPC Chevreuse	AP ARCHITECTURE	07/06/2017	2017005955	12 600,00
2031	2016005057	1145 MOE PFL jusqu'à ACT inclus	A22 EXPERT EN LOGISTIQUE	31/12/2016	MF-15-029	1 706,51
2031	2017003596	J23 mission CSPS PFL	QUALICONSULT SECURITE	14/03/2017	PA-16-016	6 674,40
2031	2017003686	J23A- mission controle aménagement plateforme PFL	DEKRA INDUSTRIAL	17/03/2017	PA-16-015	7 220,02
2031	2017004974	J23 Engagement complémentaire 2016005056 MOE PFL	BETOM INGENIERIE	21/04/2017	MF-15-029	2 008,69
2031	2017004975	J23 engagement complémentaire 2016005028 MOE PFL	GAIA ARCHITECTURES	21/04/2017	MF-15-029	1 445,35
2031	2017010351	MOE PFL 7 mois OPC	CORBICE	11/10/2017	MF-15-029	10 816,61
2031	2017010358	J23A. PRO. DCE avec avenant inclus	A22 EXPERT EN LOGISTIQUE	11/10/2017	MF-15-029	3 145,61
2031	2017010360	J23A engagement compli 2016005056	GAIA ARCHITECTURES	11/10/2017	MF-15-029	40 000,00
2031	2017010362	J23A engagement compli 2016005056	BETOM INGENIERIE	11/10/2017	MF-15-029	30 000,00
2031	2016001529	Diagnostic pollution plateau technique MLB	GEOTEC	31/12/2016		4 740,00
2031	2016014984	1150- Relevé topo et calcul volumes SEZAC	TECHNIQUES TOPO	31/12/2016		468,00
2031	2017002564	J32A Audit Clim et VMC Codis	UGAP	21/02/2017	2017002564	7 180,93
2031	2017003181	J32A- AMOA Ergonomie regroup salles opérationnelle	RAINBOW ERGONOMIE	08/03/2017	2017003181	12 240,00
2031	2017003453	Audit architecture du système d'information	UGAP	13/03/2017	2017003453	150 615,42
2031	2017003556	J32A-Mission MOE CF regroupement salle op	PANTEC	23/03/2017	2017003556	20 448,00
2031	2016016978	H28- VA production et VSR	IMP INDUSTRIE	31/12/2016	1352.1	38 589,98
2031	2017008992	J73-A-BIS REMPLACE BC 2017003034	UGAP	30/08/2017		59 977,65
2051	2017003287	Journée Chef de projet	NXTO FRANCE	10/03/2017	2017003287 DSI 2016-68	893,19
2051	2017003287	Journée Architecte	NXTO FRANCE	10/03/2017	2017003287 DSI 2016-68	8 960,03
2051	2017011940	Journée Chef de Projet	NXTO FRANCE	06/12/2017	2017011940 DSI 2016-68	446,60
2051	2017011940	Journée Architecte	NXTO FRANCE	06/12/2017	2017011940 DSI 2016-68	6 720,02
21538	2017002911	J94-A Configuration équipements exploitation GFU	NXTO FRANCE	01/03/2017	2017002911 DSI 2016-68	68 930,06
21538	2017004482	J94A- Fibre part 2017-dusous-traitant INEO	INEO INFRACOM	06/04/2017	ME-16-022	100 969,06
21538	2017004484	J94A- Fibre part 2017-du-totaire	YVELINES NUMERIQUE	06/04/2017	ME-16-022	7 067,80

22 JUIN 2018
GFP

15/01/2017

ETAT DES DEPENSES NON MANDATEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES
Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement libellé de l'engagement	Titre	Date de l'engagement	Bon de commande Marché/Contrat	Montant du reste à engager
21538	2017012073 Achat accessoires réseau	NXTO FRANCE	30/11/2017	2017012073 DSI 2016-68	860,40
21561	2014008671 Carte grise Traffic	UGAP	31/12/2016		1 090,50
21561	2014009486 Sécurisation du pare brise et des vitres	TIB	31/12/2016	1473	5 269,46
21561	2014014227 Aménagement conforme à votre devis	MVR EVOLUTION	31/12/2016	1405-1	12 354,48
21561	2014016948 Carte grise CCFM	REGIE DE RECETTE CARTES GRISES	31/12/2016		1 035,40
21561	2014007193 Carte grise Bertingo	UGAP	31/12/2016		271,50
21561	2014012723 REGULARISATION TVA 4 CHASSIS VSAV POUR RECONDITION	UGAP	31/12/2016		262,02
21568	2014014634 Dispositif de franchissement de tuyaux PM	POK	31/12/2016	1347,4	1 440,00
21568	2014014724 Lance Jetmatic 1000 - Raccord DSP DN 65 à verrou	UGAP	31/12/2016		559,13
21568	2014014724 Lance Ultimatic Entrée GFR DN 20	UGAP	31/12/2016		424,39
21568	2014014724 Lance Midimatic Raccord DSP DN 40 sans verrou	UGAP	31/12/2016		1 689,01
21568	2014014724 Lance Uliforce 500 Pulsing Raccord DSP DN 40	UGAP	31/12/2016		113,38
21568	2014014724 Polymousse multifonctionnement pour Ultimatic	UGAP	31/12/2016		52,81
21568	2014014730 Marquage identification personnalisé pour tuyaux	UGAP	31/12/2016		207,34
21568	2014014730 Tuyau refoulement 45/20M	UGAP	31/12/2016		3 851,35
21568	2014014730 Tuyau refoulement 70/40M	UGAP	31/12/2016		538,25
21568	2014014730 Tuyau refoulement 70/20M	UGAP	31/12/2016		4 703,17
21568	2014014730 Tuyaux refoulement 110/20M	UGAP	31/12/2016		681,03
21568	2014014730 Tuyau refoulement 110/40M	UGAP	31/12/2016		629,24
21568	2014014730 Tuyau refoulement 70/10M	UGAP	31/12/2016		167,23
21568	2014017088 FM3306	SIRAC	31/12/2016		981,00
21568	2014017088 Détecteur de chocs + faisceau	SIRAC	31/12/2016		152,57
21728	2017011064 J27A Caniveaux Poissy	ALIO TP	31/10/2017	2017011064 1464.1	14 835,36
21728	2017011103 J27A Renforcement réseau travaux comp RAM	ALIO TP	08/11/2017	2017011103 1464.1	6 328,32
21728	2017011126 J27A Enrobé CSP Hourilles	ALIO TP	02/11/2017	2017011126 1464.1	27 656,52
21728	2017011976 J27 Dalle table extérieure Rue de Imoges VRS	ALIO TP	28/11/2017	2017011976 1464.1	2 972,82
21728	2017012532 J27A-TRAVAUX VRD MULTISITES	ALIO TP	13/12/2017	2017012532 1464.1	99 963,82
21728	2017012534 J27 deboisement butte terre MLB	ALIO TP	13/12/2017	2017012534 1464.1	49 020,00
217312	2014009885 G80 Vest STA tra sous-traitant M2E 78	EFFAGE ENERGIE COIGNIERES	31/12/2016	PA13047.6	163,20
21735	2015006157 Renforcement dalle béton	CHARPENTIERS DE PARIS	31/12/2016	PA15016	6 253,11
21735	2015013918 H82 TVA PROJEX La celle lot 6	CHARPENTIERS DE PARIS	31/12/2016	PA15016	696,66

ETAT DES DEPENSES NON MANDATEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES

Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Libellé	Date de l'engagement	Bon de commande / Marché / Contrat	Montant de l'engagement
21735	2017009703	J25A Ravalement St Arnoult Peinture	LAMOS S.A	04/10/2017	2017009703 PF-17-003	31 034,51
21735	2017009704	J25A Ravalement St Arnoult reprise descente	BATI ETANCHE IDF	19/10/2017	2017009704 PAL3011.1	6 165,60
21735	2017009706	J25A Ravalement St Arnoult Erseigne	LEADER MARQUAGE	26/09/2017	2017009706	2 364,00
21735	2017010034	J25 Ravalement MIPS signalétique	JCB SIGNALISATION	06/10/2017	2017010034	204,00
21735	2017010561	J25A Ravalement Velizy	LAMOS S.A	25/10/2017	2017010561 PF-17-003	153 444,20
21735	2016006031	I149 Restructuration cuisine et réfectoire RAM	LA LOUISIANE	31/12/2016	PA-15-031	1 824,02
21735	2017006952	J28A 3T Réfection de la cuisine Maule aménagement	LANEF PRO	30/06/2017	2017006952	7 286,76
21735	2017006953	J28A 3T Réfection de la cuisine Maule Plomberie	LA LOUISIANE	30/06/2017	2017006953 PA-15-031	8 959,56
2183	2015009179	Solution Nexus 1000	NXTO FRANCE	31/12/2016	1266.1	3 060,00
2183	2017005828	Tiroir de lavage de FO MOS-36 Nexans	INEO INFRACOM	24/05/2017	2017005828	849,60
2183	2017010842	Fourniture Module Fibre GLC-8X-D-40KM-C	INEO INFRACOM	24/10/2017	2017010842	2 678,40
2183	2017010842	Fourniture Module Fibre GLC-8X-U-40KM-C	INEO INFRACOM	24/10/2017	2017010842	2 678,40
2183	2017011298	Fourniture de 2 switch 3850 IP Services Filles	NXTO FRANCE	14/11/2017	2017011298 DSI 2016-68	16 953,97
2183	2017012076	Achat de SFP + 80KM	NXTO FRANCE	30/11/2017	2017012076 DSI 2016-68	4 998,24
231351	2016001460	I Plaisir restructuration électrique lot 3 solde	AXEME DECO	31/12/2016	PA15015	3 288,97
231351	2016005397	I141 Avenant 2 Lot 3 Plaisir	AXEME DECO	31/12/2016	PA15015	6 298,72
231351	2016007263	I141 Plaisir électrifié avenant 1 lot 2	GRUPE EMILE DUFOUR	31/12/2016	PA15014	156,21
23172	2016008832	I142 Versailles Limoges lot 14 VRD sous-traitant	ESPACE DECO	31/12/2016	PA14013	10 861,10
23172	2016010215	I142 Versailles rue Limoges lot 14 trülaire	COLAS IDFN	31/12/2016	PA14013	1 312,03
23172	2016015390	I142 Versailles rue Limoges Trülaire TVA Pavéurs	COLAS IDFN	31/12/2016	PA14013	180,65
23172	2016015391	I142 Versailles rue Limoges Trülaire TVA INEO	COLAS IDFN	31/12/2016	PA14013	2 172,22
23172	2017009373	engagement complémentaire 2016010215 I142	COLAS IDFN	13/09/2017	PA14013	30,00
2317312	2014009963	G78 toiture VRN TVA du sous-traitant PSID	BATI ETANCHE IDF	31/12/2016	PA13033.1	487,57
2317312	2014010011	G78 REFECTION ETANCHEITE TOITURE AUB TVA ISO TECH	BATI ETANCHE IDF	31/12/2016	PA13033.1	266,66
2317312	2014012444	Réfection toiture LMX TVA EPICTURE s/traitant	BATI ETANCHE IDF	31/12/2016	PA13033.1	160,22
2317312	2014007535	G80 Le vésinet lot 8 44,15% du marché	SILVER CONSTRUCTIONS	31/12/2016	PAL3067	6 738,16
2317312	2014007540	G80 Le vésinet lot 12 44,15% du marché	ERI	31/12/2016	PAL3071	3 339,53
2317312	2014011239	G80 lot 8 logts VRS TVA de W A L BAT	LACOUR	31/12/2016	1369.8	350,00
2317312	2014014138	Le Vésinet lot 12 TVA sous-traitant	ERI	31/12/2016	PA13071	1 600,00
2317312	2015002420	Travaux de faux-plafonds	BERIN PLAFONDS	31/12/2016	1397.2	2 202,98
2317312	2015002897	Sous-traitant lot 4 LE-VESINEF 7	FILETS SECURIT 37	31/12/2016	PA13063	700,00
2317312	2016002899	TVA sous-traitant FILETS SECURIT 37	BATI KARS	31/12/2016	PA13063	140,00



ETAT DES DEPENSES NON MANDATEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES

Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

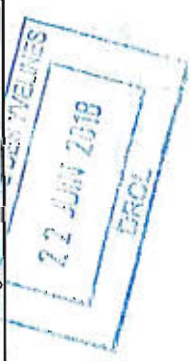
Article	Engagements	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bonifié/commode Marché/Contrat	Montant du reste engagé
2317312	2015003101	H84 Le vésinet lot 4 soldé du marché	BATI KARS	31/12/2016	PA13063	525,17
2317312	2015003103	G80 Le vésinet lot 8 soldé du marché	SILVER CONSTRUCTIONS	31/12/2016	PA13067	33 784,40
2317312	2015003122	H 84 Le vésinet lot 3A soldé du marché	BETSINOR	31/12/2016	PA13061	8 928,00
2317312	2015003124	H84 Le vésinet lot 6 soldé du marché	JPV BATIMENT	31/12/2016	PA13065	1 440,00
2317312	2015003278	H84 Le vésinet lot 12 soldé du marché	ERI	31/12/2016	PA13071	2 018,65
2317312	2015006571	H84 Le vésinet lot 7 sous-traitant	CAR POL	31/12/2016	PA13066	3 681,30
2317312	2015006572	H84 Le vésinet lot 7 TVA sous-traitant CAR POL	CPLC	31/12/2016	PA13066	736,26
2317312	2015009401	Le Vésinet lot 8 avenant 1/2015	SILVER CONSTRUCTIONS	31/12/2016	PA13067	1 890,00
2317312	2015015151	H84 Le vésinet lot 6 avenant 1	JPV BATIMENT	31/12/2016	PA13065	229,62
2317312	2015016147	H84 Le vésinet lot 4 avenant 1	BATI KARS	31/12/2016	PA13063	168,00
2317312	2016002502	PORTES REMISE LE VESINET	SPAL	31/12/2016	PA-15-036	1 184,98
2317312	2016007045	I142 Le Vésinet lot 10 avenant 2	INEO TERTIAIRE IDF	31/12/2016	PA13069	621,87
2317312	2016008705	I142 Le vésinet lot 7 avenant 1	CPLC	31/12/2016	PA13066	241,02
2317312	2016010117	I142 Le vésinet lot 6 avenant 2	JPV BATIMENT	31/12/2016	PA13065	860,40
2317312	2016012911	Restructuration T1 Lot GO Vernouillet	EGV	31/12/2016	1396.1	11 558,06
2317312	2016012913	Restructuration T1 plomberie Vernouillet	LA LOUISIANE	31/12/2016	PA-15-031	16 129,78
2317312	2017002182	J208 ravalement Vernouillet	LAMOS S.A	10/02/2017	2017002182 1398.3	2 518,74
2317312	2017003080	J208- Maçonnerie/carrelage Vernouillet	EGV	06/03/2017	2017003080 1396.1	5 569,21
2317312	2017003084	J208- peinture sol Vernouillet	LAMOS S.A	06/03/2017	2017003084 1398.3	6 085,62
2317312	2017003088	J208- Electricité Vernouillet	SETELEC	13/03/2017	2017003088 1399.4	3 400,28
2317312	2017006330	J20 sous traitant lot 3 bis VRS KHEDI	EPRD	08/06/2017	2014-PA-008 2017006402	3 500,00
2317312	2017006402	J208 reconstruction VRN tranche 3 cloisons	EGV	27/06/2017	1396.1	65 008,62
2317312	2017006403	J208 reconstruction VRN tranche 3 plafonds	BERIN PLAFONDS	19/06/2017	2017006403 1397.2	18 649,54
2317312	2017006404	J208 reconstruction VRN tranche 3 Peinture	LAMOS S.A	19/06/2017	2017006404 1398.3	21 629,64
2317312	2017006405	J208 reconstruction VRN tranche 3 Plomberie	LA LOUISIANE	19/06/2017	2017006405 PA-15-031	59 514,24
2317312	2017006406	J208 reconstruction VRN tranche 3 électrique	SETELEC	19/06/2017	2017006406 1399.4	26 941,70
2317312	2017012099	J208 reconstruction 4T VRN réseaux eau	LA LOUISIANE	11/12/2017	2017012099 PA-15-031	25 643,70



ETAT DES DEPENSES NON MANDATEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES
Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Détails de l'engagement	Libés	Date de l'engagement	Bon de commande Marché/Contrat	Montant du rattachement
2317312	2017012100	J208 restructu VRN 3T travaux compl maçonnerie	EGV	11/12/2017	2017012100 PF-17-001	23 829,31
2317312	2017012101	J208 restructu VRN 4T travaux SS1	SETELEC	27/12/2017	2017012101 PF-17-004	75 115,60
2317312	2017013042	J208 Tranche 4 Vernouillet Peinture intérieure	LAMOS S.A	29/12/2017	2017013042 PF-17-008	24 443,28
2317312	2017002880	J22 J8- raccordement électrique extension CHE	ENEDIS ARRAS	28/02/2017	2017002880	4 760,40
2317312	2017013118	J22 A 2012021 avance 5% PA17027	ATLANTE CONSTRUCTION	28/12/2017	PA-17-027	25 770,00
2317312	2017013120	J22 A 2012021 avance 5% PA17092 lot2	UTB	28/12/2017	PA-17-092	7 303,00
2317312	2017013121	J22 A 2012021 avance 5% PA17029 lot3	BERIN PLAFONDS	28/12/2017	PA-17-029	2 700,00
2317312	2017013122	J22 A 2012021 avance 5% PA17030 lot4	JPV BATIMENT	28/12/2017	PA-17-030	7 130,00
2317312	2017013123	J22 A 2012021 avance 5% PA17031 lot5	LES PEINTURES PARISIENNES	28/12/2017	PA-17-031	3 905,00
2317312	2017013125	J22 A 2012021 avance 5% PA17032 lot6	GROUPE EMILE DUFOUR	28/12/2017	PA-17-032	6 150,00
2317312	2017013128	J22 A 2012021 avance 5% PA17033 lot7	LGC	28/12/2017	PA-17-033	7 500,00
2317312	2017013129	J22 A 2012021 travaux PA17027 lot1	ATLANTE CONSTRUCTION	28/12/2017	PA-17-027	39 980,00
2317312	2017008450	J24A travaux PFL 2 mois lot 9	BATI ETANCHE IDF	15/09/2017	PA-17-019	53 861,65
2317312	2017011715	J24A travaux PFL 2 mois lot 9 tranche ferme	BATI ETANCHE IDF	06/11/2017	PA-17-019	13 996,01
2317312	2017013180	J24A PFL Bat Ouest lot1	BATI OUEST	29/12/2017	PA-17-011	84 213,85
2317312	2017013181	J24A PFL P&R lot6	PATRIMOINE ET RENOVATION	29/12/2017	PA-17-016	10 215,64
2317312	2017013182	J24A PFL P&R lot8	PATRIMOINE ET RENOVATION	29/12/2017	PA-17-018	1 563,89
2317312	2017013183	J24A PFL AK ETANCHE lot9 sous-traitant	AK ETANCHE	29/12/2017	PA-17-019	6 000,00
2317312	2017013184	J24A PFL AK ETANCHE lot9 TVAuto	BATI ETANCHE IDF	29/12/2017	PA-17-019	1 000,00
2317312	2017013185	J24A PFL BATI ETANCHE lot9	BATI ETANCHE IDF	29/12/2017	PA-17-019	15 093,31
2317312	2017013186	J24A PFL BATI ETANCHE lot9	BATI ETANCHE IDF	29/12/2017	PA-17-019	3 077,51
2317312	2017013187	J24A PFL Colas lot2	COLAS IDFN	29/12/2017	PA-17-012	105 000,00
2317312	2017013193	J24A PFL COLAS lot2	COLAS IDFN	29/12/2017	PA-17-012	7 000,00
2317312	2017003109	J33- Désamiantage regroup salles opérationnelles	COLAS IDFN	06/03/2017	2017003109	1 122,00
2317312	2017005363	J33 regroup salles op Bureaux DOP/DPS contrôle	TECHPORTE	19/05/2017	2017005363 2014-MF-019	8 516,52
2317312	2017005365	J33 regroup salles op Bureaux DOP/DPS accès	EGV	22/05/2017	2017005365 1396.1	5 740,14
2317312	2017010046	J33A Trav Complé menuiserie SUD/SALLES OPERATION	EGV	19/10/2017	2017010046 PF-17-001	6 321,90
2317312	2017010047	J33A Trav Complé plomberie SUD/SALLES OPERATION	LA LOUISIANE	23/10/2017	2017010047 PA-15-031	735,60
2317312	2017010795	J33A Signalétique Regroup salle op	LEADER MARQUAGE	23/10/2017	2017010795	4 668,00
2317355	2014009969	G80 Sous-traitant lot 1 logts VRS	SOVIDEC	31/12/2016	1362.1	5 000,00
2317355	2014009970	G80 lot 1 logts VRS TV/Side-SOVIDEC	BTP & PATRIMOINE	31/12/2016	1362.1	500,00



ETAT DES DEPENSES NON MANDATEES - EXERCICE 2017

Etablissement : SDIS DES YVELINES
Budget : S.D.I.S. DES YVELINES

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande / Marché / Contrat	Montant distinctement engagé
231735	2014012243	G80 Logements Versailles différentiel TVA	LORILLARD ETS	31/12/2016	PA13034.4	36,07
231735	2014012376	G80 logements versailles	LORILLARD ETS	31/12/2016	PA13034.4	315,93
231735	2015004587	Logements Versailles lot 1 sous-traitant	DI ENVIRONNEMENT	31/12/2016	1362.1	640,86
231735	2015015081	H84 restructuration Maule Lot 9	THERMOSANI	31/12/2016	PA15011	964,50
231735	2016002718	solde Versailles logement lot 13	SETELEC	31/12/2016	1374.13	19 091,14
231735	2016002762	solde Versailles logement lot 1	DI ENVIRONNEMENT	31/12/2016	1362.1	995,82
231735	2016002764	solde Versailles logement lot 5	ATELIER METAL DU PATRIMOINE	31/12/2016	1366.5	3 427,89
231735	2016002767	solde Versailles logement lot 8	LACOUR	31/12/2016	1369.8	2 950,01
231735	2016004842	1,42 Solde lot 1 maule	IDC	31/12/2016	PA15001	5 146,14
231735	2016005506	1,42 Avenant 3 Lot 13 - Rue de Limoges VRS	SETELEC	31/12/2016	1374.13	12 135,90
231735	2016010127	1,42 Versailles limoges Lot 1 solde	BTP & PATRIMOINE	31/12/2016	1362.1	844,68
231735	2016010437	1,42 Avenant 2 lot 1 maule	IDC	31/12/2016	PA15001	1 553,76
231735	2016015341	TVA autofinancée de son sous-traitant	RIGOLOT	31/12/2016	1376.15	1 558,31
238	2014006723	F115 COMPLEMENT TVA 1 KANGOO	UGAP	31/12/2016		201,16
238	2014006727	F115 COMPLEMENT TVA 1 KANGOO	UGAP	31/12/2016		40,23
238	2014016952	Clio Business Energy GCI 90	UGAP	31/12/2016		1 200,02
238	2014006721	F118 ACQUISITION 3 KANGOO COMPLEMENT TVA	UGAP	31/12/2016		150,83
238	2017009116	VTUGV (N°1)	UGAP	05/09/2017		104 688,11
238	2017010737	VTUGV	UGAP	19/10/2017		104 688,11
TOTAL						2 076 644,59

Président du Conseil d'Administration
du Service d'incendie et de Secours
et par délégation:
Le Directeur Départemental
des Services d'Incendie et de Secours

**Le Directeur départemental
des services d'incendie et de secours**
GUY DE LAUNAY

Colonel Patrick SECARDIN

Désignation de l'établissement SDIS DES YVELINES Comptable assignataire	Signature
	<p style="text-align: center;">ARRÊTÉ A LA SOMME</p> <p>DE deux millions quatre cent soixante quatre cent cinquante quatre euros et cinquante neuf centimes.</p>





Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines

Séance du 20 juin 2018

DELIBERATION N° 18-2-26

Modification des autorisations de programmes et crédits de paiements du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines

Le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° 18-01-10 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines en date du 14 février 2018 relative aux autorisations de programmes et aux crédits de paiements ;

VU l'avis favorable de la Commission des Finances du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, réunie le 23 mai 2018 ;

SUR le rapport de son Président ;

APRES en avoir délibéré,

MODIFIE les autorisations de programmes et crédits de paiements, conformément aux tableaux annexés à la présente délibération,

DIT que la présente délibération annule et remplace la délibération n° 18-01-10 du Conseil d'administration en date du 14 février 2018, relative aux autorisations de programmes et crédits de paiements du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines.

Délibéré à Versailles, le 20 juin 2018

17 par 17 voix (dont 0 pouvoir) pour, 0 voix contre et 0 abstention,
17 membres titulaires présents votant, 1 membre suppléant présent ne votant pas ;

le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines

Alexandre JOLY

Accusé de réception en préfecture
078-287800536-20180620-18-2-26-DE
Date de télétransmission : 22/06/2018
Date de réception préfecture : 22/06/2018

AP/CP du SDIS des Yvelines BP 2018 Conseil d'administration du 20-06-2018

	n° d'opération	Total des crédits de paiement des exercices antérieurs	2018	2019	2020	2021	2022	Total des CP de l'opération
AP 2003-01 : Mise à niveau des toitures des CIS								
Opérations 2003003 à 2003012		636 800	0	0	0	0	0	636 800
Réfection des toitures	2003017	3 466 820,00	2 000	0	0	0	0	3 468 820
Total AP 1		4 103 620	2 000	0	0	0	0	4 105 320
AP 2003-03 : Mise en conformité électrique des CIS								
Audit des installations électriques des CIS	2003003	135 030	0	0	0	0	0	135 030
Travaux de mise en conformité électrique des CIS	2003007	2 715 080	6 000	0	0	0	0	2 721 080
Total AP 3		2 850 090	6 000	0	0	0	0	2 856 090
AP 2004-14 : rénovation technique et fonctionnelle des centres de secours								
Opérations 2004141 à 2004142		2 982 770	0	0	0	0	0	2 982 770
Rénovation CS non propriété du SDIS	2004143	4 234 400	1 000	0	0	0	0	4 235 400
Opérations 2004144 à 2004145		1 184 200	0	0	0	0	0	1 184 200
Total AP 21		8 401 370	1 000	0	0	0	0	8 402 370
AP 2009-01 : Rénovations extensions bâtementaires								
Rénovations extensions	2009011	9 707 555	1 243 000	2 246 700	1 701 700	661 700	731 400	16 612 055
Total AP 40		9 707 555	1 243 000	2 246 700	1 701 700	661 700	731 400	16 612 055
AP 2012-01 Remplacement des Infrastructures radio								
Remplacement des infrastructures radio	2012011	529 000	50 000	0	0	0	0	579 000
Total AP 47		529 000	50 000	0	0	0	0	579 000
AP 2012-02 Restructurations lourdes subventionnées par le CG								
Abis Chevreuse	2012021	328 240	745 000	367 400	0	0	0	1 440 640
Total AP 48		328 240	745 000	367 400	0	0	0	1 440 640
AP 2012-03 : Matériel - Plan d'équipement 2012-2014	Total AP 49	17 883 500	0	0	0	0	0	17 883 500
AP 2012-04 : Informatique - Plan d'équipement 2012-2014	Total AP 50	1 888 340	0	0	0	0	0	1 888 340
AP 2013-01 : Transmission - Réseaux d'alerte								
Remplacement des appareils d'appel sélectif	2013011	358 300	15 000	0	0	0	0	373 300
Total AP 51		358 300	15 000	0	0	0	0	373 300
AP 2013-02 : Informatique - Amélioration des outils								
Mise en place de l'outil décisionnel	2013021	357 460	0	0	0	0	0	357 460
Evolution du portail intranet	2013022	270 000	0	0	0	0	0	270 000
Gescom électronique des documents et des connex	2013023	140 320	60 000	12 690	0	0	0	213 000
Boitiers d'impression des flux réseaux et applicatifs	2013024	331 000	0	0	0	0	0	331 000
Total AP 52		1 098 780	60 000	12 690	0	0	0	1 111 460
AP 2014-02 : Plateforme logistique								
MOE Plateforme logistique	2014021	365 300	40 000	0	0	0	0	405 300
Travaux Plateforme logistique	2014022	2 130 700	3 658 410	363 090	0	0	0	6 370 200
Systèmes d'information	2014023	13 300	0	6 000	0	0	0	19 300
Matériaux logistiques et techniques	2014024	209 377	453 000	0	0	0	0	662 377
Total AP 54		2 748 677	4 349 410	401 090	0	0	0	7 499 177
AP 2015-01 : Travaux de ravalement des Centres de secours								
Travaux de ravalement des Centres de secours	2015011	998 800	200 000	280 000	250 000	120 000	0	1 888 800
Total AP 55		998 800	200 000	280 000	250 000	120 000	0	1 888 800
AP 2016-01 : Travaux de VRD multisites								
Travaux de VRD multisites	2016011	690 000	210 000	0	0	0	0	900 000
Total AP 56		690 000	210 000	0	0	0	0	900 000
AP 2016-02 : Adaptation des cuisines et réfectoires multisites								
Adaptation des cuisines et réfectoires multisites	2016021	142 700	200 000	0	0	0	0	342 700
Total AP 57		142 700	200 000	0	0	0	0	342 700
AP 2016-03 : Plateaux techniques								
Plateaux techniques	2016031	50 000	600 000	1 470 000	0	0	0	2 120 000
Total AP 58		50 000	600 000	1 470 000	0	0	0	2 120 000
AP 2016-04 : Opération de restructuration des CIS conduites en partenariat avec le Conseil Départemental des Yvelines								
Opération de restructuration des CIS conduites en partenariat avec le Conseil Départemental des Yvelines	2016041	4 800	0	545 200	0	0	0	550 000
Total AP 59		4 800	0	545 200	0	0	0	550 000
AP 2016-05 : Raccordement des sites du Sdis au réseau de fibre optique du Conseil départemental								
Raccordement des sites du Sdis au réseau de fibre optique du Conseil départemental	2016051	2 297 000	0	0	0	0	0	2 297 000
Total AP 60		2 297 000	0	0	0	0	0	2 297 000
AP 2016-06 : Regroupement des salles opérationnelles								
Regroupement des salles opérationnelles (travaux)	2016061	726 000	1 100 000	174 000	0	0	0	2 000 000
Regroupement des salles opérationnelles (réseaux et équipements informatiques)	2016062	0	200 000	0	0	0	0	200 000
Total AP 61		726 000	1 300 000	174 000	0	0	0	2 200 000
AP 2017-01 : Acquisition de serveurs informatique								
Acquisition de serveurs informatique	2017001	504 000	270 000	133 800	0	0	0	907 800
Total AP 62		504 000	270 000	133 800	0	0	0	907 800
AP 2017-02 : Sécurisation des sites								
Sécurisation des sites travaux et équipements généraux (y compris études)	2017021	220 000	590 000	210 000	200 000	0	0	1 220 000
Sécurisation des sites équipements informatiques et de transmission (y compris études)	2017022	0	200 000	0	0	0	0	200 000
Total AP 63		220 000	790 000	210 000	200 000	0	0	1 420 000
TOTAL		55 530 482 €	10 041 410 €	5 849 870 €	2 191 700 €	1 101 700 €	731 400 €	75 437 562 €



**Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines**

Séance du 20 juin 2018

DELIBERATION N° 18-2-27

Exécution du budget 2018 au 1^{er} juin 2018

Le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° 18-1-09 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines en date du 14 février 2018 relative au budget primitif 2018 ;

SUR le rapport de son Président ;

APRES en avoir délibéré,

DONNE acte de la communication du Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines relative à l'exécution cumulée du budget 2018, arrêtée au 1^{er} juin 2018, telle qu'annexée à la présente délibération.

Délibéré à Versailles, le 20 juin 2018
par ~~17~~ 17 voix (dont 0 pouvoir) pour, 0 voix contre et 0 abstention,
17 membres titulaires présents votant, 0 membres suppléants présents ne votant pas ;

le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines

Alexandre JOLY

Accusé de réception en préfecture
078-287800536-20180620-18-2-27-DE
Date de télétransmission : 22/06/2018
Date de réception préfecture : 22/06/2018

Exécution cumulée du budget 2018 au 1^{er} juin 2018

1- Section d'investissement :

Recettes :	2018			2017		
	Budget	Exécution en €	Exécution en %	Budget	Exécution en €	Exécution en %
1 ^{er} trimestre	24 120 000,00 €	21 772,62 €	0,09 %	21 219 000,00 €	0,00 €	0,00 %
Au 1 ^{er} juin	24 120 000,00 €	73 357,85 €	0,30 %	21 219 000,00 €	0,00 €	0,00 %
2 ^{ème} trimestre				28 171 576,15 €	80 732,96 €	0,29 %
3 ^{ème} trimestre				27 445 576,15 €	13 310 406,88 €	48,50 %
4 ^{ème} trimestre				25 659 472,35 €	15 462 748,24 €	60,26 %

Les recettes d'investissement comptabilisées correspondent à des opérations d'ordre de cession ; les autres recettes seront comptabilisées sur le 2nd semestre 2018 : FCTVA, subvention du Conseil départemental et opérations d'ordre d'amortissement.

Dépenses :	2018			2017		
	Budget	Consommation en €	Consommation en %	Budget	Consommation en €	Consommation en %
1 ^{er} trimestre	24 120 000,00 €	3 792 125,62 €	15,68 %	21 219 000,00 €	2 967 413,08 €	13,98 %
Au 1 ^{er} juin	24 120 000,00 €	6 469 424,93 €	26,82 %	21 219 000,00 €	5 687 687,85 €	26,80 %
2 ^{ème} trimestre				28 171 576,15 €	6 417 368,94 €	22,78 %
3 ^{ème} trimestre				27 445 576,15 €	9 273 565,32 €	33,79 %
4 ^{ème} trimestre				25 659 472,35 €	15 980 984,54 €	62,28 %

Le taux d'exécution au 1^{er} juin 2018 est quasiment identique à celui du 1^{er} juin 2017.

Le montant mandaté attendu en fin d'année devrait être supérieur à celui des années précédentes en raison des chantiers bâtimentaires en cours et des reports pour lesquels la livraison devrait intervenir cette année.

L'exécution du plan d'équipement matériel 2018 est déjà largement avancée et les commandes de véhicules et matériels seront toutes engagées d'ici la fin de l'année.

Les travaux de la 2^{ème} phase d'aménagement de la Plateforme logistique et les travaux pour le regroupement des salles opérationnelles sont en cours et seront pour partie mandatés cette année.

Section de fonctionnement :

Recettes :	2018			2017		
	Budget	Exécution en €	Exécution en %	Budget	Exécution en €	Exécution en %
1 ^{er} trimestre	123 356 000,00 €	117 573 840,62 €	95,31 %	122 668 000,00 €	116 642 949,74 €	95,09 %
Au 1 ^{er} juin	123 356 000,00 €	117 929 516,33 €	95,60 %	122 668 000,00 €	116 888 385,85 €	95,29 %
2 ^{ème} trimestre				129 487 396,20 €	117 362 854,94 €	90,64 %
3 ^{ème} trimestre				129 487 396,20 €	118 066 256,67 €	91,18 %
4 ^{ème} trimestre				129 487 396,20 €	122 866 320,51 €	94,89 %

Le taux d'exécution des recettes de fonctionnement au 1^{er} juin 2018 est quasiment identique à celui du 1^{er} juin 2017 et conforme à ce qui est attendu.

Dépenses :	2018			2017		
	Budget	Consommation en €	Consommation en %	Budget	Consommation en €	Consommation en %
1 ^{er} trimestre	123 356 000,00 €	27 168 579,83 €	22,02 %	122 668 000,00 €	27 963 110,27 €	22,80 %
Au 1 ^{er} juin	123 356 000,00 €	45 556 768,36 €	36,93 %	122 668 000,00 €	46 738 090,58 €	38,10 %
2 ^{ème} trimestre				125 804 000,00 €	56 450 955,59 €	44,87 %
3 ^{ème} trimestre				129 487 396,20 €	93 235 550,91 €	72,00 %
4 ^{ème} trimestre				129 487 396,20 €	121 890 122,97 €	94,13 %

Le taux d'exécution des dépenses de fonctionnement au 1^{er} juin 2018 est inférieur à celui du 1^{er} juin 2017 en raison du poste des charges à caractère général.

Détail des dépenses réelles de fonctionnement :

Charges à caractère général (chapitre 011) :

	2018			2017		
	Budget	Consommation en €	Consommation en %	Budget	Consommation en €	Consommation en %
1 ^{er} trimestre	26 154 000,00 €	6 226 370,50 €	23,80 %	26 154 000,00 €	7 517 206,37 €	28,74 %
Au 1 ^{er} juin	26 154 000,00 €	10 453 794,65 €	39,97 %	26 154 000,00 €	12 089 204,74 €	46,22 %
2 ^{ème} trimestre				26 154 000,00 €	13 235 349,29 €	50,61 %
3 ^{ème} trimestre				26 254 000,00 €	18 388 448,59 €	70,04 %
4 ^{ème} trimestre				26 254 000,00 €	24 004 946,56 €	91,43 %

Le taux d'exécution des charges à caractère général au 1^{er} juin 2018 est largement inférieur au taux attendu.

En valeur, le total mandaté au 1^{er} juin 2018 est inférieur de 1,6 M€ à celui de 2017.

Cet écart important se réduira au cours de l'année. Il est dû à la combinaison de plusieurs facteurs : factures suspendues pour demandes de précisions (assurance pour 0,4 M€ et divers autres fournisseurs pour 0,4 M€), moindre engagement des dépenses en début d'année sur certains postes (en particulier les fournitures), quelques difficultés de réceptions des factures via Chorus, fins de service logé d'agents non encore compensées.

Après avoir beaucoup diminué depuis 2013, le poste des charges à caractère général a été stabilisé en 2016 et 2017. Le montant attendu fin 2018 devrait être similaire ou légèrement supérieur à celui de 2017.

Le poste des carburants est particulièrement à surveiller en raison de la flambée des prix annoncée et déjà constatée.

Charges de personnel (chapitre 012) :

	2018			2017		
	Budget	Consommation en €	Consommation en %	Budget	Consommation en €	Consommation en %
1 ^{er} trimestre	88 000 000,00 €	20 925 418,90 €	23,78 %	88 000 000,00 €	20 412 105,49 €	23,20 %
Au 1 ^{er} juin	88 000 000,00 €	34 991 638,36 €	39,76 %	88 000 000,00 €	34 316 213,86 €	39,00 %
2 ^{ème} trimestre				88 000 000,00 €	42 783 703,89 €	48,62 %
3 ^{ème} trimestre				87 900 000,00 €	63 423 552,64 €	72,15 %
4 ^{ème} trimestre				87 800 000,00 €	86 085 145,57 €	98,05 %

Le taux d'exécution des dépenses de personnel est légèrement plus soutenu qu'en 2017 notamment en raison du rythme différent du mandatement des primes des personnels administratifs, techniques et spécialisés (PATS) (versement au semestre auparavant et mensualisé maintenant).

La stabilisation recherchée et intervenue en 2016 et 2017 devrait encore être réalisée cette année en raison des difficultés de recrutement des sapeurs-pompiers professionnels (SPP) et dans une moindre mesure, des PATS.

Fin 2018, après les résultats du concours, le service procédera aux recrutements nécessaires pour maintenir un effectif minimum permettant d'assurer l'activité opérationnelle.

Le montant mandaté pour 2018 devrait être similaire ou légèrement supérieur à celui de 2017.



Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines

Séance du 20 juin 2018

DELIBERATION N° 18-2-29

Convention pour le paiement par le Centre hospitalier de Versailles de transports sanitaires effectués suite à une carence de transports sanitaires privés pour l'année 2017

Le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 1424-42 ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2006 (NOR : INTE0600951A) fixant les modalités d'établissement de la convention entre les Services départementaux d'incendie et de secours et les établissements de santé sièges des Services d'aide médicale urgente (SAMU), mentionnée à l'article L.1424-42 du code général des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 30 novembre 2006 fixant les modalités d'établissement de la convention entre les Services départementaux d'incendie et de secours et les établissements de santé sièges des SAMU, mentionnée à l'article L.1424-42 du code général des collectivités territoriales ;

VU la circulaire DHOS/O1/DDSC/BSIS n° 2007-388 du 26 octobre 2007 relative à la définition des indisponibilités ambulancières telles que prévues par l'arrêté du 30 novembre 2006 et aux conventions passées entre les Services d'incendie et de secours et les établissements de santé sièges des SAMU ;

SUR le rapport de son Président ;

APRES en avoir délibéré,

AUTORISE le Président du Conseil d'administration à signer la convention ci-annexée, entre le Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines et le Centre hospitalier de Versailles, relative au paiement de la somme de cinq cent trente mille sept cent quarante euros (530 740 €) correspondant à 4 460 transports x 119,00 €, par le Centre hospitalier de Versailles, des transports sanitaires effectués suite à une carence de transporteurs sanitaires privés, pour l'année 2017.

Délibéré à Versailles, le 20 juin 2018

16 par 16 voix (dont 0 pouvoir) pour, 0 voix contre et 0 abstention,
membres titulaires présents votant, 0 membres suppléants présents ne votant pas ;

le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines

Alexandre JOLY

Accusé de réception en préfecture
078-287800536-20180620-18-2-29-DE
Date de télétransmission : 22/06/2018
Date de réception préfecture : 22/06/2018

CONVENTION DE PRISE EN CHARGE FINANCIERE

ENTRE

Le Centre hospitalier de Versailles, élisant domicile 177 rue de Versailles, 78157 Le Chesnay Cedex,

représenté par sa Directrice Madame Véronique DESJARDINS ci-après dénommé le « CENTRE HOSPITALIER »,

ET

Le Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, élisant domicile, au 56 avenue de Saint Cloud, CS 80103, 78007 Versailles Cedex,

représenté par Monsieur Alexandre JOLY, en sa qualité de Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, dûment habilité par l'arrêté du 1^{er} avril 2011 du Président du Conseil départemental, ci-après dénommé le « Sdis 78 » ;

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 1424-42 ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2006 fixant les modalités d'établissement de la convention entre les services d'incendie et de secours et les établissements de santé sièges des SAMU mentionnée à l'article L.1424-42 du code général des collectivités territoriales;

VU l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 30 novembre 2006 fixant les modalités d'établissement de la convention entre les services d'incendie et de secours et les établissements de santé siège des SAMU mentionnée à l'article L.1424-42 du code général des collectivités territoriales.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2017, les médecins régulateurs du centre 15 ont fait appel 4 460 fois au SDIS 78 suite à une indisponibilité des transporteurs sanitaires privés.

ARTICLE 2 : A ce titre, le CENTRE HOSPITALIER de Versailles est redevable envers le SDIS 78 de la somme de **cinq cent trente mille sept cent quarante euros** (530 740 €) au titre de l'année 2017.

ARTICLE 3 : Le CENTRE HOSPITALIER de Versailles s'acquittera de la somme de **cinq cent trente mille sept cent quarante euros** (530 740 €) à la réception du titre de recette correspondant émis par le SDIS 78.

ARTICLE 4 : Mme la Directrice du CENTRE HOSPITALIER de Versailles et M. le Président du Conseil d'administration du SDIS 78 sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente convention, dont ampliation sera transmise à monsieur le Directeur de l'Agence régionale de la Santé d'Ile de France en vue de l'allocation des crédits correspondants.

Fait à Versailles le,

La directrice
du Centre hospitalier de Versailles

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours
des Yvelines

Véronique DESJARDINS

Alexandre JOLY



Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines

Séance du 20 juin 2018

DELIBERATION N° 18-2-30

Convention de mise à disposition de l'application « Le bon samaritain » entre le Fonds pour le développement du bon samaritain (FDBS) et le Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines

Le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 1424-1 et suivants et R. 1424-1 et suivants ;

VU la note d'information relative au développement de l'application Smartphone « Le Bon Samaritain » et à ses incidences juridiques pour les services d'incendie et de secours (SIS) du 16 août 2017 ;

CONSIDERANT l'utilité, pour le citoyen, de la mise à disposition du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines de l'application « Le bon samaritain » par le Fonds pour le développement du bon samaritain ;

SUR le rapport de son Président ;

APRES en avoir délibéré,

AUTORISE le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines à signer la convention, jointe en annexe, de mise à disposition de l'application « Le bon samaritain » établie entre le Fonds pour le développement du bon samaritain (FDBS) et le Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines.

Délibéré à Versailles, le 20 juin 2018

16 par voix (dont pouvoir) pour, voix contre et abstention,
membres titulaires présents votant, membres suppléants présents ne votant pas ;

le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines

Alexandre JOLY

Accusé de réception en préfecture
078-287800536-20180620-18-2-30-DE
Date de télétransmission : 22/06/2018
Date de réception préfecture : 22/06/2018



FONDS POUR LE DEVELOPPEMENT DU BON SAMARITAIN (FDDBS)

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE L'APPLICATION

« LE BON SAMARITAIN »

Le Fonds pour le Développement du Bon Samaritain, fonds de Dotation régi par la loi n°2008-776 du 4 août 2008, dont le siège est situé au 44, rue Escudier 92100 Boulogne, représenté par le Docteur Paul Dardel, en sa qualité de Président,

Ci-après désigné « le FDDBS »,

D'une part

Et,

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours des Yvelines, représenté par Monsieur ~~XXX~~ Alexandre Joly, en sa qualité de Président du Conseil d'Administration,

Ci-après désigné « le SDIS 78 »,

D'autre part,

Collectivement désignés « les Parties »

Sont convenus de ce qui suit :

Préambule

La prise en charge de l'arrêt cardiaque constitue un enjeu de santé publique majeur. AEDMAP France a développé le « Bon Samaritain », service de géolocalisation de volontaires formés aux gestes de premiers secours. Inédite, l'application « le Bon Samaritain », s'adresse à toute personne formée aux gestes de premiers secours et à l'utilisation d'un défibrillateur. Lorsqu'un arrêt cardiaque est signalé par les services d'urgence, le serveur localise les Bons Samaritains à proximité et leur envoie une alerte signalant la localisation exacte. Lorsqu'un Bon Samaritain répond à la notification, les services d'urgence en sont avertis.

Le FDDBS a signé une convention avec AEDMAP France afin de proposer gracieusement le Bon Samaritain aux acteurs français de l'urgence.

Ayant été préalablement exposé que :

Le FDDBS a développé un certain nombre de connaissances relatives à la conception et au développement d'un logiciel de cartographie des DAE et de géolocalisation de secouristes « Bons Samaritains », intégrant de nombreuses technologies innovantes et en particulier un système de déclenchement à distance, présentant un caractère d'extrême sensibilité et de confidentialité.

Dans ce cadre, le FDDBS se propose de confier au SDIS 78 un accès à son logiciel et ses bases de données afférentes dans les conditions et modalités définies à la présente convention, ce que déclare reconnaître et accepter expressément le SDIS 78.

LES PARTIES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

Article 1^{er} – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités selon lesquelles le FDDBS met à disposition du SDIS 78 un accès sécurisé à un serveur dédié permettant de gérer les Bons Samaritains sur leur territoire.

Le FDDBS et AEDMAP restent propriétaires de l'application et de la base de données et les mettent à disposition du SDIS 78 pour une période d'un an renouvelable par tacite reconduction.

Article 2- RESPONSABILITES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

2.1 Le SDIS 78 s'engage :

- À utiliser l'application dans le respect des règles de l'art, en accord avec les lois et règlements en vigueur, à offrir toute la sécurité que l'on peut légitimement attendre de lui, et reste intégralement responsable de ses choix, quel que soit le degré d'assistance qui a pu lui être fourni par le FDBS dans le cadre de l'exécution de la présente convention ;
- À faire preuve de professionnalisme et à s'abstenir de tout comportement susceptible de porter atteinte à l'image de marque du FDBS ;
- À affecter à cette application le seul personnel nécessaire à sa parfaite exécution, et à s'assurer que ledit personnel dispose de toutes les compétences adéquates par une formation ad 'hoc ;
- À la mise en œuvre de l'application dès lors que la charge opérationnelle le permet.
- À mettre en œuvre tous les moyens à sa disposition pour promouvoir le Bon Samaritain auprès de la population afin, entre autres, d'aider au recrutement de volontaires.
- À partager avec le FDBS les données relatives à l'utilisation du service dans le département et en particulier les données anonymisées concernant les victimes d'arrêt cardiaque ayant fait l'objet d'un traitement par le SDIS 78, ces données pouvant être utilisées à la réalisation, sans exclusive, d'études scientifiques.

2.2 Le FDBS s'engage à :

- Fournir un accès sécurisé à son serveur (admin.aedmap.org) permettant la localisation des DAE, et des secouristes « Bons Samaritains » aux abords d'un arrêt cardiaque supposé ;
- Valider les « Bons Samaritains » ;
- Intégrer un système de déclenchement à distance ;
- Respecter les formalités et déclarations requises dans le cadre de son activité auprès de la CNIL ;
- Respecter le règlement général sur la protection des données personnelles ;
- Fournir les statistiques d'emploi des services sous forme numérique.

Donner l'accès à la base de données des défibrillateurs (SIG)

Article 3 : ENTRÉE EN VIGUEUR, DURÉE & RÉSILIATION

La présente convention entre en vigueur à compter de la date de sa signature par les deux parties.

Elle est conclue pour une durée d'une année renouvelable par tacite reconduction. A l'issue et le cas échéant, l'accès au service sera suspendu.

La présente Convention pourra être résiliée de plein droit et sans formalité judiciaire par l'une des parties (la « Partie Non Défaillante ») si l'autre partie (la « Partie Défaillante ») commet un manquement à ses obligations au titre de la présente Convention, après mise en demeure notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de sa notification. Cette disposition ne limite ni n'exclut aucun droit à des dommages et intérêts au bénéfice de la Partie Non Défaillante.

Elle peut être modifiée par voie d'avenant afin de répondre aux impératifs de services ou à toute évolution de la demande.

Article 4- COÛT

Le Bon Samaritain est mis gracieusement à la disposition du SDIS 78 pour toute la durée couverte par la présente convention.

Article 5- DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Dans le cas où l'une ou plusieurs des stipulations de la présente convention seraient ou deviendraient nulles, illicites, inopposables ou inapplicables d'une manière quelconque ou pour quelque raison que ce soit, la validité, la licéité ou l'application des autres stipulations de la présente convention n'en serait aucunement affectée ou altérée.

La résiliation ou l'expiration de la présente convention pour quelque cause que ce soit, n'aura pas pour effet de dégager les parties du respect des obligations qui, par leur nature, survivent à la date de résiliation ou d'expiration de la présente Convention.

Article 6 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

Le SDIS 78 désignera un interlocuteur [service] qui sera le contact du FDDBS tout au long de l'exécution de la présente convention. Cet interlocuteur pourra, si nécessaire, déléguer ses prérogatives à un tiers en avertissant au préalable le FDDBS.

Le SDIS 78 s'engage à conserver confidentiels les informations, données et documents que le FDDBS lui aurait fournis. En cas de divulgation d'informations, le SDIS 78 ne pourra être tenu responsable que s'il est rapporté la faute d'un ou plusieurs agents issus de son personnel ayant eu accès aux informations ou s'étant entouré de complicités et seulement en cas de préjudice prouvé et d'un lien entre ce préjudice et la faute.

Article 7 : OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DU SDIS 78

a) Le périmètre retenu pour l'utilisation de l'application sera celui de l'arrêt cardiaque. Toutefois, il pourra être étendu à d'autres situations d'urgence, charge au SDIS 78 d'en informer le FDDBS.

b) Le SDIS 78 garantit que son personnel utilisera l'application dans le scrupuleux respect des règles d'hygiène, de sécurité des conditions de travail telles qu'elles sont applicables.

Article 8 : OBLIGATIONS ET RESPONSABILITE DU FDDBS

a) Par le biais de « Staying Alive », application pour smartphones iOS et Android, le FDDBS s'engage à recenser les secouristes professionnels ou bénévoles qualifiés disponibles.

b) Le FDDBS met à disposition du SDIS 78 un accès au logiciel comprenant la cartographie des DAE, la géolocalisation des « Bons Samaritains » et un système de déclenchement des secouristes.

c) Le logiciel doit permettre :

- De guider le requérant vers le DAE le plus proche ;
- D'envoyer un message d'alerte à des secouristes volontaires se trouvant sur une zone définie autour de l'intervention, les inviter à valider ou non leur disponibilité. En cas de non disponibilité, le « Bon Samaritain » ne pourra être poursuivi pour non-assistance à personne en danger (cf. note d'information BOMSIS 50 du 16 août 2017) ;

d) Le ou les secouristes disponibles retenus sont invités à se rendre sur les lieux de l'intervention afin, le cas échéant, d'effectuer un massage cardiaque et une défibrillation avant l'arrivée des secours institutionnels. Ces « Bons Samaritains » deviennent de fait collaborateurs occasionnels du service public (cf. note d'information BOMSIS 50 du 16 août 2017).

e) Dysfonctionnement – Obligation de moyens

- En cas de dysfonctionnement du Bon Samaritain constaté par le SDIS 78, ce dernier en informera par tout moyen et dans les meilleurs délais le FDDBS qui mettra tous les moyens à sa disposition en œuvre pour rétablir le service. Le SDIS 78 s'oblige à cette fin à communiquer au FDDBS tous les éléments techniques nécessaires à la résolution de l'incident.
- Le FDDBS fera tout son possible et dans les meilleurs délais pour parvenir à l'accomplissement des diligences et prestations prévues à l'Article 2.2 ci-dessus. Le FDDBS s'engage à donner ses meilleurs soins, conformément aux règles de l'art. La présente obligation, n'est, de convention expresse, que pure obligation de moyens. Le FDDBS ne saurait être responsable des dommages directs ou indirects liés à un dysfonctionnement du service.

Article 9 : CONFIDENTIALITE

Chaque partie s'engage à ne divulguer aucune information confidentielle concernant l'autre partie dont il aurait eu connaissance dans le cadre de la présente convention et à ne pas faire usage à d'autres fins que celles spécifiées dans la convention, pendant toute la durée de la convention pour quelque cause que ce soit, sauf pour se conformer à une obligation légale ou réglementaire ou pour satisfaire aux nécessités d'une action en justice.

Le présent article ne s'applique qu'aux informations qui revêtent un caractère confidentiel et spécifiées comme tel par la partie qui les détient.

Article 10 : PROTOCOLE D'EVALUATION

Le SDIS 78 et le FDDBS pourront déterminer au cours de l'année :

- Le gain en termes de délai d'intervention : l'intérêt serait d'améliorer la survie de la victime en débutant le massage cardiaque et la défibrillation quelques minutes avant l'arrivée des engins du SDIS 78 ;
- Le gain en termes de devenir du patient : taux de fibrillation ventriculaire à l'allumage du DAE, taux de patients récupérant un pouls palpable, taux de patients transportés à l'hôpital cœur battant, taux de patients sortis vivants de l'hôpital ;

- Les possibilités d'intégration du logiciel mis à disposition, et des bases de données afférentes, aux systèmes d'information utilisés par le SDIS 78 (localisation des défibrillateurs sur le département des Yvelines par exemple) ;

Pour ce faire, un comité de suivi sera mis en place intégrant les services compétents, tels que :

- SDIS 78 : Chef du groupement opérations ou son représentant
- SDIS 78 : Médecin chef du Sdis ou son représentant
- FDDBS : Directeur ou son représentant ;
- Toute personne dont la compétence est requise ;

Ce comité de suivi se réunira 3 mois avant la fin de validité de la convention afin de définir les modalités à mettre en œuvre dans le cadre d'une éventuelle reconduction de la présente. Un compte rendu écrit devra être établi et le comité de suivi devra émettre l'un des avis suivant :

- Soit le comité donne un avis favorable sans modification, et la convention est reconduite de manière tacite ;
- Soit le comité donne un avis favorable avec modification, et dans ce cas, soit un avenant est établi, ou bien si les modifications sont substantielles, une nouvelle convention est établie ;
- Soit le comité émet un avis défavorable, et la convention n'est pas reconduite.

Article 11 : COMMUNICATION – DROITS INTELLECTUELS

- Toute communication réalisée par l'une des Parties sur la mise en place du service dans le département des Yvelines ainsi que sur les résultats obtenus devra mentionner l'autre Partie.
- Le FDDBS reste seul propriétaire des données présentes dans le logiciel et en particulier des bases de données de défibrillateurs et de Bons Samaritains.
- En cas de résiliation, le SDIS 78 s'engage à ne conserver aucune des données précitées, propriétés d'AEDMAP et du FDDBS.

Article 12 : DROIT APPLICABLE - JURIDICTION COMPÉTENTE

Les stipulations de la présente convention ainsi que son interprétation et son exécution sont régies par le droit français en vigueur à la date de signature sauf si les parties s'entendent pour l'application de la loi en vigueur au moment où un litige serait né. Tout différend, qui ne pourrait être réglé à l'amiable, sera porté, en première instance, devant le tribunal des Hauts de Seine.

En autant d'exemplaires originaux que de parties.

Fait à Versailles, le 20 juin 2018,

Pour le SDIS 78

M. Alexandre Joly
Président du Conseil d'Administration

Pour le FDDBS

Dr Paul Dardel
Président



Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines

Séance du 20 juin 2018

DELIBERATION N° 18-2-31

Participation à la médicalisation de l'hélicoptère de la Sécurité civile sud-francilien

Le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 1424-1 et suivants et R. 1424-1 et suivants ;

CONSIDERANT l'intérêt, pour le Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, de participer à la médicalisation de l'hélicoptère de la Sécurité civile sud-francilien ;

SUR le rapport de son Président ;

APRES en avoir délibéré,

APPROUVE la participation du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines à la médicalisation de l'hélicoptère de la Sécurité civile sud-francilien ;

PRECISE que, dans le cadre de cette expérimentation, la rémunération des personnels médicaux et paramédicaux professionnels sera décomptée en temps de travail. Pour les personnels volontaires, l'indemnisation horaire sera harmonisée entre les 4 SDIS franciliens comme indiqué ci-après :

	Jours semaine	Dimanche et jour férié
Infirmier	100 %	150 %
Médecin	250 %	250 %

le tableau est exprimé en % du montant de l'indemnité horaire de base du grade

DIT que les crédits nécessaires sont inscrits au budget du SDIS des Yvelines.

Délibéré à Versailles, le 20 Juin 2018

AS par voix (dont pouvoir) pour, voix contre et abstention,
membres titulaires présents votant, membres suppléants présents ne votant pas ;

le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines

Alexandre JOLY

Accusé de réception en préfecture
078-287800536-20180620-18-2-31-DE
Date de télétransmission : 22/06/2018
Date de réception préfecture : 22/06/2018



**Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines**

Séance du 20 juin 2018

DELIBERATION N° 18-2-32

Participation des sapeurs-pompiers du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines « renfort IRMA » au défilé du 14 juillet 2018

Le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 1424-1 et suivants et R. 1424-1 et suivants ;

VU le code de la sécurité intérieure ;

VU l'engagement des sapeurs-pompiers des Yvelines au profit du dispositif national de secours IRMA ;

CONSIDERANT la nécessité de mutualiser les frais et dépenses liées à l'organisation du bataillon des sapeurs-pompiers d'Île de France entre les services départementaux d'incendie et de secours, de Seine-et-Marne, des Yvelines, de L'Essonne et du Val-d'Oise ;

SUR le rapport de son Président ;

APRES en avoir délibéré,

AUTORISE la participation et la prise en charge des personnels du SDIS des Yvelines désignés pour participer au défilé du 14 juillet 2018,

AUTORISE le Président du Conseil d'administration à signer tout acte nécessaire à la gestion de ce dispositif.

Délibéré à Versailles, le 20 juin 2018

par 15 voix (dont 0 pouvoir) pour, 0 voix contre et 0 abstention,
15 membres titulaires présents votant, 0 membres suppléants présents ne votant pas ;

le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines

Alexandre VOLK

Accusé de réception en préfecture
078-287800536-20180620-18-2-32-DE
Date de télétransmission : 22/06/2018
Date de réception préfecture : 22/06/2018



Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines

Séance du 20 juin 2018

DELIBERATION N° 18-2-33

Délibération visant à clarifier les modalités d'attribution de la prime d'intéressement des agents du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines

Le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 1424-41 ;

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la loi n° 2007-148 du 02 février 2007 de modernisation de la fonction publique ;

VU la délibération du 13 mars 1990 relative au régime indemnitaire du personnel pour sa part concernant la prime d'intéressement ;

VU la délibération du 22 mars 1991 concernant le régime indemnitaire des fonctionnaires et agents départementaux qui liste l'ensemble des primes qui peuvent être attribuées aux agents du département, dont la prime d'intéressement-prime annuelle ;

VU la délibération n° 99-2-3-18 du 1^{er} juin 1999 relative à la convention de transfert des officiers de sapeurs-pompiers professionnels ;

VU la délibération n° 99-2-3-19 du 1^{er} juin 1999 relative à la convention de transfert des officiers de sapeurs-pompiers professionnels ;

VU la délibération n° 00-2-3-32 du 08 juin 2000 relative à la convention de transfert au Corps départemental du Service d'incendie et de secours des Yvelines des sapeurs-pompiers professionnels non officiers de tous les centres et des sapeurs-pompiers volontaires de tous les grades relevant d'un centre de secours principal ou d'un centre de secours ;

VU la délibération n° 12-1-04 du 15 février 2012 relative à la refonte du régime indemnitaires des personnels administratifs, techniques et spécialisés du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines ;

VU la délibération n° 17-4-60 du 13 décembre 2017 relative au régime indemnitaire tenant compte des fonctions, sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP), applicable aux personnels administratifs, techniques et spécialisés du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines ;

VU le réquisitoire de la Chambre régionale des comptes n° 2018-0121 du 22 mai 2018 ;

SUR le rapport de son Président ;

APRES en avoir délibéré ;

CONFIRME que les délibérations du 13 mars 1990 relative au régime indemnitaire du personnel et du 22 mars 1991 créant la prime annuelle dite d'intéressement n'ont pas été abrogées par les délibérations n° 99-2-3-18 et n° 99-2-3-19 du 1^{er} juin 1999, ni par la délibération n° 00-2-3-32 du 08 juin 2000 ;

CONFIRME que la délibération du 22 mars 1991 créant la prime annuelle dite d'intéressement n'a pas été abrogée par la délibération n° 12-1-04 du 15 février 2012 relative à la refonte du régime indemnitaire des personnels administratifs, techniques et spécialisés du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines relative à la refonte du régime indemnitaire des personnels administratifs, techniques et spécialisés ;

MAINTIENT le versement de la prime annuelle dite d'intéressement telle que définie dans la délibération du 22 mars 1991 pour l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels et des personnels administratifs, techniques et spécialisés non éligibles au régime indemnitaire tenant compte des fonctions, sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) ;

DIT que l'ensemble des dépenses payées depuis 2011 relatives au versement de la prime annuelle dite prime d'intéressement des sapeurs-pompiers professionnels n'ont occasionné aucun préjudice financier pour le Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines ;


DIT que l'ensemble des dépenses payées depuis 2011 relatives au versement de la prime annuelle dite prime d'intéressement des personnels administratifs, techniques et spécialisés n'ont occasionné aucun préjudice financier pour le Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines ;

DIT que la prime de fonction et de résultats (PFR) des agents contractuels payée depuis 2011 n'a occasionné aucun préjudice financier pour le Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines.

Délibéré à Versailles, le 20 juin 2018

par ¹⁵voix (dont 0pouvoir) pour, 0voix contre et 0abstention,
15 membres titulaires présents votant, 0membres suppléants présents ne votant pas ;

le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines


Alexandre JOLY

Accusé de réception en préfecture
078-287800536-20180620-18-2-33-DE
Date de télétransmission : 22/06/2018
Date de réception préfecture : 22/06/2018

DELIBERATIONS DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Bureau
du conseil d'administration
du 27 juin 2018**



**Bureau du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines**

Séance du 29 juin 2018

DELIBERATION N°18-5B-32

**Information relative à l'attribution du marché n°PA-18-002
de travaux de conservation, d'amélioration et d'entretien des voiries et
réseaux divers (VRD) et d'installation de clôtures et portails au sein du
Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines**

Le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 1424-1 et suivants et R. 1424-1 et suivants ;

VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU la délibération n° 18-1-05 en date du 14 février 2018 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, relative à la délégation de pouvoirs du Conseil d'administration au Bureau et au Président ;

VU l'arrêté 2018-002 du 09 janvier 2018 portant délégation de signature ;

APRES avis, relatif à l'attribution, de la Commission d'appel d'offres du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines réunie le 25 juin 2018 ;

SUR le rapport de son Président ;

APRES en avoir délibéré,

PREND ACTE de la communication du résultat de la procédure adaptée référencée sous le n° PA-18-002 relatif aux travaux de conservation, d'amélioration et d'entretien des voiries et réseaux divers (VRD) et d'installation de clôtures et portails au sein du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, avec la société ALIO TP, pour les prix, taux horaires de main d'œuvre et coefficients multiplicateurs pour la fourniture et le matériel loué, inscrits au bordereau des prix unitaires et annexé à l'acte d'engagement, pour un montant annuel minimum de 100 000 € HT et un montant maximum annuel de 600 000 € HT.

Délibéré à Versailles, le 29 juin 2018
par 3 voix (dont 0 pouvoir) pour, 0 voix contre et 0 abstention,
3 membres du Bureau du Conseil d'administration étant présents

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines

Alexandre JOLY

Accusé de réception en préfecture
078-287800536-20180629-18-5B-32-DE
Date de télétransmission : 29/06/2018
Date de réception préfecture : 29/06/2018



**Bureau du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines**

Séance du 29 juin 2018

DELIBERATION N°18-5B-33

**Information relative à l'attribution du marché n°PA-18-029
de travaux d'arasement d'une butte de terre et de création d'une plateforme
et d'un parking au Centre de secours de Montigny-le-Bretonneux**

Le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 1424-1 et suivants et R. 1424-1 et suivants ;

VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU la délibération n° 18-1-05 en date du 14 février 2018 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, relative à la délégation de pouvoirs du Conseil d'administration au Bureau et au Président ;

VU l'arrêté 2018-002 du 09 janvier 2018 portant délégation de signature ;

APRES avis, relatif à l'attribution, de la Commission d'appel d'offres du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines réunie le 25 juin 2018 ;

SUR le rapport de son Président ;

APRES en avoir délibéré,

PREND ACTE de la communication du résultat de la procédure adaptée référencée sous le n° PA-18-029 relative aux travaux d'arasement d'une butte de terre et de création d'une plateforme et d'un parking au Centre de secours principal de Montigny-le-Bretonneux avec la société FLAN TERRASSEMENT pour un montant total global et forfaitaire de 381 856,42 € HT.

Délibéré à Versailles, le 29 juin 2018

par 3 voix (dont 0 pouvoir) pour, 0 voix contre et 0 abstention,
3 membres du Bureau du Conseil d'administration étant présents

le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines

Alexandre JOLY

Accusé de réception en préfecture
078-287800536-20180629-18-5B-33-DE
Date de télétransmission : 29/06/2018
Date de réception préfecture : 29/06/2018



**Bureau du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines**

Séance du 29 juin 2018

DELIBERATION N° 18-5B-34

**Information relative à l'attribution du marché n° PA-18-035
de restructuration et d'extension du Centre de secours d'Achères
Lot n°8 : Menuiseries extérieures**

Le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 1424-1 et suivants et R. 1424-1 et suivants ;

VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU la délibération n° 18-1-05 en date du 14 février 2018 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, relative à la délégation de pouvoirs du Conseil d'administration au Bureau et au Président ;

VU l'arrêté n° 2018-002 du 09 janvier 2018 portant délégation de signature ;

APRES avis, relatif à l'attribution, de la Commission d'appel d'offres du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines réunie le 25 juin 2018 ;

SUR le rapport de son Président ;

APRES en avoir délibéré,

PREND ACTE de la communication du résultat de la procédure adaptée référencée sous le n° PA-18-035 relative aux travaux de restructuration et d'extension du Centre de secours d'Achères, lot n° 8 « Menuiseries extérieures », avec la société ESF INDUSTRIE pour un montant total global et forfaitaire de 44 069,36 € HT.

Délibéré à Versailles, le 29 juin 2018

par 3 voix (dont 0 pouvoir) pour, 0 voix contre et 0 abstention,
3 membres du Bureau du Conseil d'administration étant présents

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines

Alexandre JOLY

Accusé de réception en préfecture
078-287800536-20180629-18-5B-34-DE
Date de télétransmission : 29/06/2018
Date de réception préfecture : 29/06/2018



**Bureau du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines**

Séance du 29 juin 2018

DELIBERATION N°18-5B-35

**Signature de l'avenant n°5/2018 relatif au marché n°78000-71-01361
de fourniture de fourgons pompe-tonne (FPT)
pour le Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines
Annule et remplace la délibération n°18-4B-29**

Le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 1424-1 et suivants et R. 1424-1 et suivants ;

VU le décret n° 2006-975 modifié du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics ;

VU la délibération n° 18-1-05 en date du 14 février 2018 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines relative à la délégation de pouvoirs du Conseil d'administration au Bureau et au Président ;

VU la délibération n° 18-4B-29 du Bureau en date du 23 mai 2018 autorisant la signature de l'avenant de transfert n° 5/2018 du marché n° 78000-71-01361 de fourniture de fourgons pompe-tonne (FPT) pour le Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines avec le Groupe DESAUTEL,

CONSIDERANT que le Groupe DESAUTEL est substitué par la société GIMAEX FIRE TRUCKS, société par actions simplifiée nouvellement créée et nouveau titulaire du marché n° 78000-71-01361 ;

VU l'arrêté n° 2018-002 du 09 janvier 2018 portant délégation de signature ;

SUR le rapport de son Président ;

APRES en avoir délibéré,

DECIDE d'autoriser le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines à signer, avec la société GIMAEX FIRE TRUCKS, l'avenant n° 5/2018 au marché n° 78000-71-01361 de fourniture de fourgons pompe-tonne (FPT) pour le Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines.

Cet avenant a pour objet d'acter le transfert de l'ensemble des droits et obligations attachés au marché n° 78000-71-01361 à la société GIMAEX FIRE TRUCKS, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le n° 838 976 363, en lieu et place de la société GIMAEX.


Cet avenant fait suite à la reprise de la société GIMAEX, après sa liquidation judiciaire, par la société DESAUTEL SAS, substituée par la société GIMAEX FIRE TRUCKS.

Le présent avenant est sans incidence financière et prend effet à compter du 13 avril 2018. Les autres clauses du présent marché restent inchangées.

Cette délibération annule et remplace la délibération n° 18-4B-29 du Bureau en date du 23 mai 2018, qui actait le transfert du marché n° 78000-71-01361 au Groupe DESAUTEL, de nouveaux justificatifs transmis par la société GIMAEX FIRE TRUCKS indiquant la substitution du Groupe DESAUTEL par la société GIMAEX FIRE TRUCKS, société par actions simplifiée (SAS) nouvellement créée dont le Président est Jérôme DESAUTEL. Le titulaire du marché est ainsi modifié.

Délibéré à Versailles, le 29 juin 2018
par 3 voix (dont 0 pouvoir) pour, 0 voix contre et 0 abstention,
3 membres du Bureau du Conseil d'administration étant présents

le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines


Alexandre JOLY

Accusé de réception en préfecture
078-287800536-20180629-18-5B-35-DE
Date de télétransmission : 29/06/2018
Date de réception préfecture : 29/06/2018



**Bureau du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines**

Séance du 29 juin 2018

DELIBERATION N° N° 18-5B-36

**Convention spécifique de groupement de commandes entre
les Services départementaux d'incendie et de secours
de Seine-et-Marne, de l'Essonne, des Yvelines et du Val-d'Oise
dans le cadre du marché public
d'acquisition de tenues de service et d'intervention**

Le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 1424-1 et suivants et R. 1424-1 et suivants ;

VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU la délibération n° 16-1-3 en date du 27 janvier 2016 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines relative à la convention constitutive du groupement de commandes entre les Services départementaux d'incendie et de secours d'Île-de-France ;

VU la délibération n° 18-1-05 en date du 14 février 2018 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, relative à la délégation de pouvoirs du Conseil d'administration au Bureau et au Président ;

VU l'arrêté n° 2018-002 du 09 janvier 2018 portant délégation de signature ;

CONSIDERANT que le Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, dans un souci d'optimisation des coûts, a décidé de recourir au groupement de commandes en matière de commande publique ;

SUR le rapport de son Président ;

APRES en avoir délibéré,

DECIDE de constituer un groupement de commandes avec les Services départementaux d'incendie et de secours de Seine-et-Marne, de l'Essonne et du Val d'Oise pour la passation d'un marché public d'acquisition de tenues de service et d'intervention.

AUTORISE le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines à signer la convention spécifique du groupement de commandes ci-annexée, ainsi que les modifications de marché et tous les actes subséquents.

Délibéré à Versailles, le 29 juin 2018

par 3 voix (dont pouvoir) pour, voix contre et abstention,
3 membres du Bureau du Conseil d'administration étant présents

le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines

Alexandre JOLY

Accusé de réception en préfecture
078-287800536-20180629-18-5B-36-DE
Date de télétransmission : 29/06/2018
Date de réception préfecture : 29/06/2018

SPECIFIQUE N°GC-IDF-18-01
GROUPEMENT DE COMMANDES DES SERVICES DEPARTEMENTAUX
D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE SEINE-ET-MARNE, DES YVELINES, DE L'ESSONNE ET DU VAL D'OISE
« ACQUISITION DE TENUES DE SERVICE ET D'INTERVENTION »

Entre :

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-et-Marne,
Représenté par Madame Isoline MILLOT agissant en qualité de Président, en vertu d'une délibération du Bureau du Conseil d'administration – PV88 – dossier n° 9 en date du 11/09/2017,

ci-après désigné sous le terme « SDIS 77 » ;

Et

Le Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines,
Représenté par Monsieur Alexandre JOLY, agissant en qualité de Président, en vertu d'une délibération du Conseil d'administration n° en date du,
ci-après désigné sous le terme « SDIS 78 »

Le Service départemental d'incendie et de secours de l'Essonne,
Représenté par Monsieur Dominique ECHAROUX, agissant en qualité de Président, en vertu d'une délibération du Bureau n° XXXX en date du XXX2017,
ci-après désigné sous le terme « SDIS 91 » ;

Le Service départemental d'incendie et de secours du Val d'Oise,
Représenté par Monsieur....., agissant en qualité de Président, en vertu d'une délibération du Conseil d'administration n° en date du,
ci-après désigné sous le terme « SDIS 95 » ;

Ensemble et conjointement dénommées « les parties » ;

VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relatives aux marchés publics et notamment son article 28 relatif aux groupements de commandes ;

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

En application de la convention constitutive du groupement de commandes des Services Départementaux d'Incendie et de Secours d'Ile de France n°GC-IDF-2016 dite « convention cadre », les SDIS de Seine-et-Marne, des Yvelines, de l'Essonne et du Val d'Oise souhaitent se regrouper dans le cadre d'un marché public d'acquisition de tenues de service et d'intervention.

Pour ce faire, les parties conviennent de constituer un groupement de commandes « spécifique » comme le prévoit la convention cadre.

ARTICLE 1 : OBJET DU GROUPEMENT DE COMMANDES SPECIFIQUE

La présente convention spécifique a pour objet de créer un groupement de commandes entre les SDIS de Seine-et-Marne, des Yvelines, de l'Essonne et du Val d'Oise relatif au marché public d'acquisition de tenues de service et d'intervention et de préciser les modalités de fonctionnement de ce groupement conformément à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

La constitution de ce groupement de commandes est justifiée par le fait que les SDIS 77 - 78 - 91 et 95 ont des besoins similaires en ce qui concerne le marché public mentionné ci-dessus et qu'il s'avère judicieux de mutualiser les achats entre eux afin d'optimiser l'achat public et réaliser notamment des économies d'échelle.

ARTICLE 2 : DUREE DU GROUPEMENT DE COMMANDES SPECIFIQUE

Le groupement est constitué pour la durée de la mise en place et de l'exécution du marché public susmentionné. Le groupement entre en vigueur à la date d'acquisition du caractère exécutoire de la présente convention spécifique, et prend fin à l'achèvement de l'exécution du marché public d'acquisition de tenues de service et d'intervention.

ARTICLE 3 : DESIGNATION DU COORDONNATEUR

Les membres du groupement désignent le SDIS de Seine-et-Marne comme coordonnateur du présent groupement de commandes. Les missions du coordonnateur sont définies dans la convention cadre.

Les parties conviennent que la Commission d'Appel d'Offres compétente est celle du coordonnateur.

L'exécution de ces marchés et accords-cadres est assurée par chaque membre du groupement en fonction de ses besoins propres.

Il est rappelé que la présente convention spécifique est prise en application de la convention constitutive du groupement de commandes des SDIS d'Ile de France n°GC-IDF-2016 dite « convention cadre », celle-ci définissant les modalités de fonctionnement du groupement de commandes.

La présente convention spécifique est établie en deux exemplaires originaux.

Fait le
Pour le SDIS de la Seine-et-Marne

Fait le
Pour le SDIS des Yvelines

Fait le
Pour le SDIS de l'Essonne

Fait le
Pour le SDIS du Val d'Oise



**Bureau du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines**

Séance du 29 juin 2018

DELIBERATION N° N° 18-5B-37

**Convention spécifique de groupement de commandes entre
les Services départementaux d'incendie et de secours
de Seine-et-Marne, de l'Essonne, des Yvelines et du Val-d'Oise
dans le cadre du marché public
d'achat de parkas avec blousons coupe-vent « sapeurs-pompiers »**

Le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 1424-1 et suivants et R. 1424-1 et suivants ;

VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU la délibération n° 16-1-3 en date du 27 janvier 2016 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines relative à la convention constitutive du groupement de commandes entre les Services départementaux d'incendie et de secours d'Île-de-France ;

VU la délibération n° 18-1-05 en date du 14 février 2018 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, relative à la délégation de pouvoirs du Conseil d'administration au Bureau et au Président ;

VU l'arrêté n° 2018-002 du 09 janvier 2018 portant délégation de signature ;

CONSIDERANT que le Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, dans un souci d'optimisation des coûts, a décidé de recourir au groupement de commandes en matière de commande publique ;

SUR le rapport de son Président ;

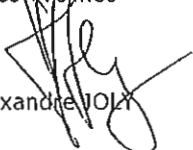
APRES en avoir délibéré,

DECIDE de constituer un groupement de commandes avec les Services départementaux d'incendie et de secours de Seine-et-Marne, de l'Essonne et du Val d'Oise pour la passation d'un marché public d'achat de parkas avec blousons coupe-vent « sapeurs-pompiers ».

AUTORISE le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines à signer la convention spécifique du groupement de commandes ci-annexée, ainsi que les modifications de marché et tous les actes subséquents.

Délibéré à Versailles, le 29 juin 2018
par 3 voix (dont 0 pouvoir) pour, 0 voix contre et 0 abstention,
3 membres du Bureau du Conseil d'administration étant présents

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines


Alexandre JOLY

Accusé de réception en préfecture
078-287800536-20180629-18-5B-37-DE
Date de télétransmission : 29/06/2018
Date de réception préfecture : 29/06/2018

CONVENTION SPECIFIQUE N°GC-IDF-18-02
GROUPEMENT DE COMMANDES DES SERVICES DEPARTEMENTAUX
d'INCENDIE ET DE SECOURS
DE SEINE-ET-MARNE, DES YVELINES, DE L'ESSONNE ET DU VAL D'OISE
« ACHAT DE PARKAS AVEC BLOUSONS COUPE-VENT SAPEURS-
POMPIERS »

Entre :

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-et-Marne,
Représenté par, agissant en qualité de Président, en vertu
d'une délibération n°..... du Bureau du Conseil d'Administration en date du
.....

Ci-après désigné sous le terme « SDIS 77 »

Et

Le Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines,
Représenté par, agissant en qualité de Président, en vertu
d'une délibération n°..... du Bureau du Conseil d'Administration en date du
.....

Ci-après désigné sous le terme « SDIS 78 »

Et

Le Service départemental d'incendie et de secours de l'Essonne,
Représenté par Monsieur Dominique ECHAROUX, agissant en qualité de Président, en
vertu d'une délibération du Bureau n° B-18-06-1GA-M en date du 22 juin 2018.

Ci-après désigné sous le terme « SDIS 91 »

Et

Le Service départemental d'incendie et de secours du Val d'Oise,
Représenté par LUC STREHAIANO, agissant en qualité de Président, en vertu d'une
délibération du Conseil d'Administration n° en date du

Ci-après désigné sous le terme « SDIS 95 »

Ensemble et conjointement dénommées « les parties » ;

VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et
notamment son article 28 relatif aux groupements de commandes ;

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

En application de la convention constitutive du groupement de commandes des Services Départementaux d'Incendie et de Secours d'Ile de France n°GC-IDF-2016 dite « convention cadre », les SDIS de la Seine-et-Marne, des Yvelines, de l'Essonne et du Val d'Oise souhaitent se regrouper dans le cadre d'un marché d'achat de parkas avec blousons coupe-vent sapeurs-pompiers d'une durée d'un an renouvelable trois fois.

Pour ce faire, les parties conviennent de constituer un groupement de commandes « spécifique » comme le prévoit la convention cadre.

ARTICLE 1 : OBJET DU GROUPEMENT DE COMMANDES SPECIFIQUE

La présente convention spécifique a pour objet de créer un groupement de commandes entre les SDIS de la Seine-et-Marne, des Yvelines, de l'Essonne et du Val d'Oise relatif au marché public d'achat de parkas avec blousons coupe-vent sapeurs-pompiers et de préciser les modalités de fonctionnement de ce groupement conformément à l'article 28 de l'ordonnance relative aux marchés publics en vigueur.

La constitution de ce groupement de commandes est justifiée par le fait que les SDIS 77, 78, 91 et 95 ont des besoins similaires en ce qui concerne le marché public mentionné ci-dessus et qu'il s'avère judicieux de mutualiser les achats entre eux afin d'optimiser l'achat public et réaliser notamment des économies d'échelle.

ARTICLE 2 : DUREE DU GROUPEMENT DE COMMANDES SPECIFIQUE

Le groupement est constitué pour la durée de la mise en place et de l'exécution du marché public susmentionné. Le groupement entre en vigueur à la date d'acquisition du caractère exécutoire de la présente convention spécifique, et prend fin à l'achèvement de l'exécution du marché public d'achat de parkas avec blousons coupe-vent sapeurs-pompiers.

ARTICLE 3 : DESIGNATION DU COORDONNATEUR

Les membres du groupement désignent le SDIS de l'Essonne comme coordonnateur du présent groupement de commandes. Les missions du coordonnateur sont définies dans la convention cadre.

Les parties conviennent que la Commission d'Appel d'Offres compétente est celle du coordonnateur.

L'exécution de ces marchés et accords-cadres est assurée par chaque membre du groupement en fonction de ses besoins propres.

Il est rappelé que la présente convention spécifique est prise en application de la convention constitutive du groupement de commandes des SDIS d'Ile de France n°GC-IDF-2016 dite « convention cadre », celle-ci définissant les modalités de fonctionnement du groupement de commandes.

La présente convention spécifique est établie en quatre exemplaires originaux.

Fait le

Pour le SDIS de la Seine-et-Marne
Le Président du Conseil d'Administration

Fait le

Pour le SDIS des Yvelines
Le Président du Conseil d'Administration

Fait le

Pour le SDIS de l'Essonne
Le Président du Conseil d'Administration

Fait le

Pour le SDIS du Val d'Oise
Le Président du Conseil d'Administration



**Bureau du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines**

Séance du 29 juin 2018

RAPPORT N°18-5B-38

**Signature de la modification n° 1/2018
du marché n° ME-16-022
de travaux d'extension des réseaux fibres optiques**

Le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 1424-1 et suivants et R. 1424-1 et suivants ;

VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU la délibération n° 18-1-05 en date du 14 février 2018 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines relative à la délégation de pouvoirs du Conseil d'administration au Bureau et au Président ;

VU l'arrêté n° 2018-002 du 09 janvier 2018 portant délégation de signature ;

SUR le rapport de son Président ;

APRES en avoir délibéré,

DECIDE d'autoriser le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines à signer de la modification n° 1/2018 du marché n° ME-16-022 de travaux d'extension des réseaux fibres optiques avec le Syndicat Mixte Ouvert « Yvelines Numériques ».

Cette modification de marché a pour objet d'enregistrer des travaux supplémentaires dont la plus-value engendrée est de 43 117,69 € HT.

En conséquence, le montant du marché passe de 1 480 196 € HT à 1 523 313,69 € HT, soit une augmentation de 2,91 % par rapport au montant initial du marché.

Par ailleurs, le délai maximum d'exécution de ces travaux est de 12 semaines à compter de la notification de chaque ordre de service.

La présente modification de marché prend effet à compter de sa notification au titulaire. Les autres clauses du présent marché restent inchangées.

Délibéré à Versailles, le 29 juin 2018

par 3 voix (dont 0 pouvoir) pour, 0 voix contre et 0 abstention,
3 membres du Bureau du Conseil d'administration étant présents

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours

des Yvelines

Alexandre JOLY

Accusé de réception en préfecture
078-287800536-20180629-18-5B-38-DE
Date de télétransmission : 29/06/2018
Date de réception préfecture : 29/06/2018



**Bureau du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines**

Séance du 29 juin 2018

DELIBERATION N°18-5B-39

**Signature de la modification n°1/2018
relative au marché n°PF-18-004 de fourniture et de maintenance
de moniteurs multiparamétriques de transport
destinés à équiper les véhicules de secours et d'assistance aux victimes du
Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines
dans le cadre la prise en charge secouriste**

Le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 1424-1 et suivants et R. 1424-1 et suivants ;

VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU la délibération n° 18-1-05 en date du 14 février 2018 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, relative à la délégation de pouvoirs du Conseil d'administration au Bureau et au Président ;

VU l'arrêté 2018-002 du 09 janvier 2018 portant délégation de signature ;

SUR le rapport de son Président ;

APRES en avoir délibéré,

DECIDE d'autoriser le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines à signer, avec la société JLD TRADING, la modification de marché n°1/2018 au marché n° PF-18-004 de fourniture et de maintenance de moniteurs multiparamétriques de transport, destinés à équiper les véhicules de secours et d'assistance aux victimes (VSAV) du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines.

Cette modification de marché a pour objet d'acter des modifications techniques apportées à la housse de transport du moniteur multiparamétrique. Les incidences financières sur les prix indiqués au bordereau de réponse, annexé à l'acte d'engagement du marché, sont les suivantes :

- le prix du moniteur multiparamétrique avec housse, connectiques et accessoires associés pour adultes et enfants passe de 1 280,00 € HT à 1 330,00 € HT ;
- le prix de l'accessoire sacoche de transport étanche et antichoc, passe de 70,00 € HT à 120,00 € HT,

Le montant minimum du marché, correspondant à la quantité minimale de 80 moniteurs multiparamétriques augmente de 102 400,00 € HT à 106 400,00 € HT soit 3,91%. Le marché reste sans montant maximum.

La présente modification de marché prend effet à compter du 04 juin 2018. Les autres clauses du marché restent inchangées.

Délibéré à Versailles, le 29 juin 2018
par 3 voix (dont 0 pouvoir) pour, 0 voix contre et 0 abstention,
3 membres du Bureau du Conseil d'administration étant présents

le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines


Alexandre JOLY

Accusé de réception en préfecture
078-287800536-20180629-18-5B-39-DE
Date de télétransmission : 29/06/2018
Date de réception préfecture : 29/06/2018



**Bureau du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines**

Séance du 29 juin 2018

DELIBERATION N° 18-5B-40

**Approbation des protocoles d'accords transactionnels relatifs à
l'indemnisation du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines, de la société MONCEAU EPARGNE RETRAITE,
de Messieurs LE CLERC et ROY par la société BOUYGUES TP et mettant fin
définitivement au litige les opposant suite à l'accident du 12 décembre 2015**

Le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° 15-2-21 autorisant le Président du Conseil d'administration à ester en justice ;

VU la délibération n° 18-1-05 en date du 14 février 2018 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, relative à la délégation de pouvoirs du Conseil d'administration au Bureau et au Président ;

VU les deux protocoles d'accords transactionnels établis entre le Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, la société MONCEAU EPARGNE RETRAITE, Messieurs LE CLERC et ROY d'une part, et la société BOUYGUES TP d'autre part, concernant le litige les opposant au sujet de l'accident survenu sur la RD 30 le 12 décembre 2015 ;

CONSIDERANT que le 12 décembre 2015, alors qu'ils circulaient sur leur trajet domicile-travail, Messieurs LE CLERC et ROY, sapeurs-pompiers du Corps départemental des Yvelines, ont été victimes d'un accident sur la voie publique sur la RD 30 ;

CONSIDERANT que le Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines a reconnu ledit accident comme étant imputable au service, et a accordé la protection fonctionnelle à ses deux agents ;

CONSIDERANT les préjudices subis par le Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines du fait des salaires et charges patronales versés durant la période d'arrêt de travail de ses deux agents qui a suivi l'accident ;

CONSIDERANT les préjudices subis par la société MONCEAU EPARGNE RETRAITE, qui, en sa qualité d'assureur des risques statutaires du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, a pris en charge les frais de santé des deux agents rendus nécessaires à la suite de l'accident ;

CONSIDERANT les préjudices subis du fait de l'accident par Messieurs LE CLERC et ROY, tant corporels que matériels, et leur droit à indemnisation intégrale ;

CONSIDERANT que, par une action conjointe, le Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, la société MONCEAU EPARGNE RETRAITE, Messieurs LE CLERC et ROY ont fait valoir qu'ils entendaient engager la responsabilité de la société BOUYGUES TP, qu'ils estimaient responsable de leurs préjudices respectifs, soutenant qu'elle était gardienne du dispositif de chantier qui avait causé l'accident car il se serait anormalement trouvé en travers de la chaussée ;

CONSIDERANT que la société BOUYGUES TP a démenti cette affirmation et décliné toute responsabilité, précisant en outre avoir fait appel à un sous-traitant pour ce chantier ;

CONSIDERANT qu'au terme de la négociation qui s'est engagée entre eux, le Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, la société MONCEAU EPARGNE RETRAITE, et Messieurs LE CLERC et ROY d'une part, et la société BOUYGUES TP d'autre part, sont parvenus, après des concessions réciproques, à trouver un accord pour régler définitivement, par voie amiable, le différend les opposant ;

CONSIDERANT que, pour matérialiser cet accord, ont été établis entre les parties, deux protocoles transactionnels, le premier étant relatif à la situation de M. LE CLERC et le second étant relatif à celle de M. ROY, et que ces contrats comportent chacun une clause de confidentialité visant à protéger les intérêts de toutes les parties ;

SUR le rapport de son Président ;

APRES en avoir délibéré,

PREND ACTE des éléments essentiels des deux protocoles d'accords transactionnels établis entre le Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, la société MONCEAU EPARGNE RETRAITE, Messieurs LE CLERC et ROY d'une part, et la société BOUYGUES TP d'autre part, à savoir :

- La société BOUYGUES TP versera à M. LE CLERC, premier agent victime, la somme de 2 000 €, ainsi que la somme de 4 361,40 € au Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines et la somme de 640,79 € à l'assureur statutaire de ce dernier au titre des frais exposés par eux le concernant ;
- La société BOUYGUES TP versera à M. ROY, second agent victime, la somme de 6 000 €, ainsi que la somme de 7 044,54 € au Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines et la somme de 753,22 € à l'assureur statutaire de ce dernier au titre des frais exposés par eux le concernant ;
- En contrepartie du paiement des sommes, la société BOUYGUES TP est subrogée dans les droits de Monsieur LE CLERC, de Monsieur ROY, du Service départemental d'incendie et de secours et de son assureur statutaire la société MONCEAU EPARGNE RETRAITE, notamment à l'encontre de toute personne pouvant être considérée comme responsable de leurs préjudices subis suite à l'accident survenu le 12 décembre 2015 ;
- En contrepartie du versement de ces sommes, Monsieur LE CLERC, Monsieur ROY, le Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines et la société MONCEAU EPARGNE RETRAITE se déclarent intégralement remplis de leurs droits et parfaitement indemnisés de l'intégralité de leurs préjudices ;
- Ils garantissent n'avoir versé aucune somme autre que celle déclarée dans le cadre du présent protocole et qu'il n'existe aucun organisme autre que ceux déclarés dans le cadre du présent protocole. Dans le cas contraire, ils feront leur affaire personnelle de toute réclamation qui serait présentée par un organisme payeur qui n'aurait pas été déclaré par leur soln et garantissent BOUYGUES TP contre toute éventuelle réclamation ;
- La transaction met immédiatement et irrévocablement un terme à toutes les contestations nées ou à naître relatives à l'accident survenu le 12 décembre 2015 sur la RD 30 dont ont été victimes Messieurs LE CLERC et ROY, sapeurs-pompiers du Corps départemental des Yvelines et emporte renonciation des agents, du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines et de la société MONCEAU EPARGNE RETRAITE à toute action à ce titre, sous réserves toutefois de l'aggravation de l'état de santé des agents ou de l'apparition pour eux d'un nouveau dommage.

AUTORISE le Président du Conseil d'administration à signer les protocoles d'accords transactionnels dont les éléments essentiels sont décrits ci-dessus, ainsi que tout document d'exécution y afférent.

Délibéré à Versailles, le 29 juin 2018
par 3 voix (dont 2 pour) pour, 0 voix contre et 0 abstention,
3 membres du Bureau du Conseil d'administration étant présents

le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines

Alexandre JOLY

Accusé de réception en préfecture
078-287800536-20180629-18-5B-40-DE
Date de télétransmission : 29/06/2018
Date de réception préfecture : 29/06/2018



**Bureau du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines**

Séance du 29 juin 2018

DELIBERATION N° 18-5B-41

Réforme de matériels

Le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1424-1 et suivants et R. 1424-1 et suivants ;

VU la délibération n° 04-1B-03 du Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours en date du 04 février 2004 fixant la procédure de mise en vente des matériels réformés;

VU la délibération n° 18-1-05 en date du 14 février 2018 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines relative à la délégation de pouvoirs du Conseil d'administration au Bureau et au Président ;

VU les arrêtés n° 2018-002 du 09 janvier 2018 et n° 2018-022 du 07 juin 2018 portant délégations de signature ;

VU l'avis favorable prononcé par la Commission Matériels, fournitures, habillement en date du 30 mai 2018 ;

SUR le rapport de son Président ;

APRES en avoir délibéré,

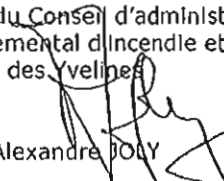
DECIDE la mise à la réforme des matériels dont la liste est jointe en annexe ;

AUTORISE le Président du Conseil d'administration :

- à céder gracieusement, et par le moyen à sa convenance, les matériels à des associations ou collectivités en ayant fait la demande,
- à vendre les matériels par l'intermédiaire du Service des domaines ou d'un autre organisme de vente,
- à faire détruire les matériels invendus et à encaisser, le cas échéant, les produits de la vente.

Délibéré à Versailles, le 29 juin 2018
par 3 voix (dont 0 pouvoir) pour, 0 voix contre et 0 abstention,
3 membres du Bureau du Conseil d'administration étant présents

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours

des Yvelines

Alexandre JOLY

Accusé de réception en préfecture
078-287800536-20180629-18-5B-41-DE
Date de télétransmission : 29/06/2018
Date de réception préfecture : 29/06/2018

N° d'inventaire	Désignation du bien	Immatriculation	Valeur acquisition	Date d'acquisition	Imputation	Dot/Amort	Cumul des amortissements (Au 31/12/2018)	VNC au moment de la sortie	
Matériels roulants cédé									
2009-1-1545-B	VEHICULE SECOURS A VICTIME (47268)	AC-056-SJ	23 278,22	01/07/2009	21561	2 909,76	23 278,22	0,00	
2009-1-1609-B	TVA sur aménagement		216,35	14/10/2009	21561	27,07	216,35	0,00	
2009-1-1610-B	TVA sur VSAV		4 562,53	01/07/2009	21561	570,29	4 562,53	0,00	
2009-1-1637-B	TVA sur aménagement		106,82	14/10/2009	21561	13,37	106,82	0,00	
2009-1-1672-B	TVA sur acquisition		10 585,65	13/10/2009	21561	1 323,18	10 585,65	0,00	
2009-1-1689-B	Acquisition		54 008,43	14/10/2009	21561	6 751,08	54 008,43	0,00	
2009-1-1570-B	Equipement signalétique		312,51	22/10/2009	21561	62,51	312,51	0,00	
2009-1-1620-B	Equipement électrique		655,32	15/09/2009	21561	161,04	655,32	0,00	
2009-1-1645-B	Equipement électrique		4 318,62	15/09/2009	21561	863,74	4 318,62	0,00	
2009-1-1691-B	Aménagement		545,00	14/10/2009	21561	68,09	545,00	0,00	
2009-1-1713-B	Equipement électrique		297,13	15/09/2009	21561	59,41	297,13	0,00	
2009-1-1545-D	VEHICULE SECOURS A VICTIME (47267)		AC-119-SJ	23 278,22	01/07/2009	21561	2 909,76	23 278,22	0,00
2009-1-1609-D	TVA sur aménagement			216,35	14/10/2009	21561	27,00	216,35	0,00
2009-1-1610-D	TVA sur VSAV			4 562,53	01/07/2009	21561	570,29	4 562,53	0,00
2009-1-1637-D	TVA sur aménagement			106,82	14/10/2009	21561	13,37	106,82	0,00
2009-1-1672-D	TVA sur acquisition	10 585,66		13/10/2009	21561	1 323,19	10 585,66	0,00	
2009-1-1689-D	Acquisition	54 008,43		14/10/2009	21561	6 751,08	54 008,43	0,00	
2009-1-1570-D	Equipement signalétique	312,51		22/10/2009	21561	62,51	312,51	0,00	
2009-1-1620-D	Equipement électrique	655,32		15/09/2009	21561	131,08	655,32	0,00	
2009-1-1645-D	Equipement électrique	4 318,62		15/09/2009	21561	863,74	4 318,62	0,00	
2009-1-1691-D	Aménagement	545,00		14/10/2009	21561	68,16	545,00	0,00	
2009-1-1713-D	Equipement électrique	297,13		15/09/2009	21561	59,41	297,13	0,00	
2009-1-1545-F	VEHICULE SECOURS A VICTIME (47265)	AC-176-SJ		23 278,22	01/07/2009	21561	2 909,76	23 278,22	0,00
2009-1-1609-F	TVA sur aménagement			216,34	14/10/2009	21561	27,06	216,34	0,00
2009-1-1610-F	TVA sur VSAV			4 562,53	01/07/2009	21561	570,29	4 562,53	0,00
2009-1-1637-F	TVA sur aménagement			106,82	14/10/2009	21561	13,37	106,82	0,00
2009-1-1672-F	TVA sur acquisition		10 585,65	13/10/2009	21561	1 323,18	10 585,65	0,00	
2009-1-1689-F	Acquisition		54 008,43	14/10/2009	21561	6 751,08	54 008,43	0,00	
2012-1-163	Pare brise		3 301,80	02/03/2012	21561	412,73	2 476,38	825,42	
2009-1-1570-F	Equipement signalétique		312,51	22/10/2009	21561	62,51	312,51	0,00	
2009-1-1620-F	Equipement électrique		655,32	15/09/2009	21561	161,04	655,32	0,00	
2009-1-1645-F	Equipement électrique		4 318,62	15/09/2009	21561	863,74	4 318,62	0,00	
2009-1-1691-F	Aménagement		545,00	22/10/2009	21561	68,09	545,00	0,00	
2009-1-1713-F	Equipement électrique		297,13	15/09/2009	21561	59,41	297,13	0,00	
2009-1-1545-H	VEHICULE SECOURS A VICTIME		AC-186-SJ	23 278,22	01/07/2009	21561	2 909,76	23 278,22	0,00
2009-1-1609-H	TVA sur aménagement			216,35	14/10/2009	21561	27,00	216,35	0,00
2009-1-1610-H	TVA sur VSAV			4 562,53	01/07/2009	21561	570,36	4 562,53	0,00
2009-1-1673-H	TVA sur aménagement	106,82		14/10/2009	21561	13,37	106,82	0,00	
2009-1-1672-H	TVA sur acquisition	10 585,66		13/10/2009	21561	1 323,19	10 585,66	0,00	
2009-1-1689-H	Acquisition	54 008,43		14/10/2009	21561	6 751,08	54 008,43	0,00	
2009-1-1620-H	Equipement électrique	655,32		15/09/2009	21561	131,08	655,32	0,00	
2009-1-1645-H	Equipement électrique	4 318,62		15/09/2009	21561	863,70	4 318,62	0,00	
2009-1-1716-H	Equipement électrique	297,13		15/09/2009	21561	59,45	297,13	0,00	
2009-1-1570-H	Equipement signalétique	312,51		22/10/2009	21561	62,51	312,51	0,00	
2009-1-1691-H	Aménagement	545,00		22/10/2009	21561	68,16	545,00	0,00	
2009-1-1545-J	VEHICULE SECOURS A VICTIME	AC-194-SJ		23 278,22	01/07/2009	21561	2 909,76	23 278,22	0,00
2009-1-1609-J	TVA sur aménagement			216,35	14/10/2009	21561	27,00	216,35	0,00
2009-1-1610-J	TVA sur VSAV			4 562,53	01/07/2009	21561	570,29	4 562,53	0,00
2009-1-1637-J	TVA sur aménagement			106,82	14/10/2009	21561	13,37	106,82	0,00
2009-1-1672-J	TVA sur acquisition		10 585,65	13/10/2009	21561	1 323,25	10 585,65	0,00	
2009-1-1689-J	Acquisition		54 008,43	14/10/2009	21561	6 751,01	54 008,43	0,00	
2009-1-1570-J	Equipement signalétique		312,51	22/10/2009	21561	62,51	312,51	0,00	
2009-1-1620-J	Equipement électrique		655,32	15/09/2009	21561	131,04	655,32	0,00	
2009-1-1645-J	Equipement électrique		4 318,62	15/09/2009	21561	863,74	4 318,62	0,00	
2009-1-1691-J	Aménagement		545,00	14/10/2009	21561	68,09	545,00	0,00	
2009-1-1713-J	Equipement électrique		297,12	15/09/2009	21561	59,44	297,12	0,00	
2009-1-1545-L	VEHICULE SECOURS A VICTIME		AC-204-SJ	23 278,22	01/07/2009	21561	2 909,83	23 278,22	0,00
2009-1-1609-L	TVA sur aménagement			216,36	14/10/2009	21561	27,01	216,36	0,00
2009-1-1610-L	TVA sur VSAV			4 562,53	01/07/2009	21561	570,36	4 562,53	0,00
2009-1-1637-L	TVA sur aménagement			106,82	14/10/2009	21561	13,37	106,82	0,00
2009-1-1672-L	TVA sur acquisition	10 585,65		13/10/2009	21561	1 323,25	10 585,65	0,00	
2009-1-1689-L	Acquisition	54 008,43		14/10/2009	21561	6 751,08	54 008,43	0,00	
2009-1-1570-L	Equipement signalétique	312,52		22/10/2009	21561	62,48	312,52	0,00	
2009-1-1620-L	Equipement électrique	655,32		15/09/2009	21561	131,08	655,32	0,00	
2009-1-1645-L	Equipement électrique	4 318,63		15/09/2009	21561	863,71	4 318,63	0,00	
2009-1-1697-L	Aménagement	545,00		14/10/2009	21561	68,16	545,00	0,00	
2009-1-1713-L	Equipement électrique	297,12		15/09/2009	21561	59,44	297,12	0,00	
2009-1-1545-N	VEHICULE SECOURS A VICTIME	AC-212-SJ		23 278,22	01/07/2009	21561	2 909,76	23 278,22	0,00
2009-1-1609-N	TVA sur aménagement			216,36	14/10/2009	21561	27,08	216,36	0,00
2009-1-1610-N	TVA sur VSAV			4 562,53	01/07/2009	21561	571,29	4 562,53	0,00
2009-1-1637-N	TVA sur aménagement			106,82	14/10/2009	21561	13,30	106,82	0,00
2009-1-1672-N	TVA sur acquisition		10 585,65	13/10/2009	21561	1 323,18	10 585,65	0,00	
2009-1-1689-N	Acquisition		54 008,43	14/10/2009	21561	6 751,01	54 008,43	0,00	
2009-1-1570-N	Equipement signalétique		312,52	01/07/2009	21561	62,48	312,52	0,00	
2009-1-1620-N	Equipement électrique		655,32	15/09/2009	21561	131,04	655,32	0,00	
2009-1-1645-N	Equipement électrique		4 318,63	15/09/2009	21561	863,71	4 318,63	0,00	
2009-1-1691-N	Aménagement		545,00	14/10/2009	21561	68,09	545,00	0,00	
2009-1-1713-N	Equipement électrique		297,12	15/09/2009	21561	59,40	297,12	0,00	
2009-1-1545-P	VEHICULE SECOURS A VICTIME		AC-204-SJ	23 278,22	01/07/2009	21561	2 909,83	23 278,22	0,00
2009-1-1609-P	TVA sur aménagement			216,36	14/10/2009	21561	27,01	216,36	0,00
2009-1-1610-P	TVA sur VSAV			4 562,53	01/07/2009	21561	570,36	4 562,53	0,00
2009-1-1637-P	TVA sur aménagement		106,82	14/10/2009	21561	13,37	106,82	0,00	

2009-1-1672-P	TVA sur acquisition	AC-137-SJ	10 585,65	13/10/2009	21561	1 323,25	10 585,65	0,00
2009-1-1689-P	Acquisition		54 008,43	14/10/2009	21561	6 751,08	54 008,43	0,00
2013-1-232	Réparation moteur		10 228,19	18/02/2013	21561	1 278,52	6 392,60	3835,59
2009-1-1570-P	Equipement signalétique		312,52	22/10/2009	21561	62,52	312,52	0,00
2009-1-1620-P	Equipement électrique		655,33	15/09/2009	21561	131,05	655,33	0,00
2009-1-1645-P	Equipement électrique		4318,63	15/09/2009	21561	863,71	4 318,63	0,00
2009-1-1691-P	Aménagement		545,00	14/10/2009	21561	68,16	545,00	0,00
2009-1-1713-P	Equipement électrique		297,13	15/09/2009	21561	59,45	297,13	0,00
2008-1-209-I	VEHICULE SECOURS A VICTIME		863 EMX 78	74 824,91	01/09/2008	21561	9 353,07	74 824,91
2008-1-229-I	TVA sur VSAV	14 665,68		01/09/2008	21561	1 833,21	14 665,68	0,00
2008-1-245-W	TVA sur VSAV	213,05		20/10/2008	21561	213,05	26,64	213,05
2008-1-248-W	Aménagement	1 087,00		20/10/2008	21561	135,91	1 087,00	0,00
2008-1-1052-D 2008-1-1063-D	VEHICULE SECOURS A VICTIME	388 EQA 78	Bien déjà sorti Délib. 16-10B-95 du 16/11/2016					
2008-1-1052-J	VEHICULE SECOURS A VICTIME	395 EQA 78	Bien déjà sorti Délib. 17-6B-47 du 05/07/20017					
2010-1-795-B	VEHICULE SECOURS A VICTIME	AW-342-ZR	55 745,72	12/08/2010	21561	6 968,25	55 745,72	0,00
2010-1-795-B	TVA sur châssis		4 570,03	20/05/2010	21561	571,28	4 570,03	0,00
2010-1-1080-B	TVA sur VSAV		10 926,16	15/09/2010	21561	1 365,77	10 926,16	0,00
2010-1-825-B	Acquisition		23 316,46	23/04/2010	21561	2 914,54	23 316,46	0,00
2010-1-849-B	Equipement		2 271,30	11/05/2010	21561	454,26	2 271,30	0,00
2010-1-876-B	Feux de pénétration		588,43	19/04/2010	21561	117,67	588,43	0,00
2010-1-1044-D	VEHICULE SECOURS A VICTIME	AW-381-ZR	55 745,72	12/08/2010	21561	6 968,18	55 745,72	0,00
2010-1-795-D	TVA sur châssis		4 570,03	20/05/2010	21561	571,28	4 570,03	0,00
2010-1-1080-D	TVA sur VSAV		10 926,16	15/09/2010	21561	1 365,77	10 926,16	0,00
2010-1-825-D	Acquisition		23 316,46	23/04/2010	21561	2 914,54	23 316,46	0,00
2012-1-674	Réparation embrayage		1 205,55	13/06/2012	21561	150,69	904,14	301,41
2010-1-849-D	Equipement		2 271,30	11/05/2010	21561	454,26	2 271,30	0,00
2010-1-876-D	Feux de pénétration	588,43	19/04/2010	21561	117,67	588,43	0,00	
2010-1-1044-F	VEHICULE SECOURS A VICTIME	AW-437-ZR	55 745,72	12/08/2010	21561	6 968,25	55 745,72	0,00
2010-1-825-F	Acquisition		23 316,46	23/04/2010	21561	2 914,54	23 316,46	0,00
2010-1-795-F	TVA sur châssis		4 570,03	20/05/2010	21561	571,21	4 570,03	0,00
2010-1-1080-F	TVA sur VSAV		10 926,16	15/09/2010	21561	1 365,77	10 926,16	0,00
2010-1-849-F	Equipement		2 271,30	11/05/2010	21561	454,26	2 271,30	0,00
2010-1-876-F	Feux de pénétration		588,43	19/04/2010	21561	117,71	588,43	0,00
2010-1-884-B	VEHICULE SECOURS A VICTIME	AP-285-JV	23 278,22	25/01/2010	21561	2 909,76	23 278,22	0,00
2010-1-850-B	TVA sur châssis		4 562,53	25/01/2010	21561	570,29	4 562,53	0,00
2010-1-788-B	Aménagement		54 008,43	11/05/2010	21561	6 751,08	54 008,43	0,00
2010-1-870-B	TVA sur l'aménagement et sur l'équip. électrique		10 802,01	11/05/2010	21561	600,11	4 800,88	6001,13
2010-1-883-B	Equipement électrique		1 103,84	11/05/2010	21561	220,76	1 103,84	0,00
2010-1-015-B	Equipement électrique		545,00	27/05/2010	21561	109,00	545,00	0,00
2010-1-817-B	TVA sur équipement électrique		106,82	27/05/2010	21561	5,93	47,44	59,38

N° d'inventaire	Désignation du bien	Immatriculation	Valeur acquisition	Date d'acquisition	Imputation	Dot/Amort	Cumul des amortissements (Au 31/12/2018)	VNC au moment de la sortie	Affectation ou collectivité d'origine	Km	Heures moteurs
2008-1-1172-D	1 VEHICULE DE LIAISON CLIO (46025-01)		12 003,92	16/12/2008	2182	1 714,82	12 003,92	0,00	SECTION SANTE OUEST	154 899	
2008-1-1175-B	Equipelement radio	514 EPC 78	3 272,28	16/12/2008	2182	467,62	3 273,28	0,00			
2008-1-1183	Pneus		506,82	18/12/2008	2182	72,42	506,82	0,00			
2008-1-202-F	Equipelement électrique		846,68	26/11/2008	2182	120,98	846,68	0,00			
2009-1-1573-B	1 VEHICULE DE LIAISON CLIO (49471-01)		11 789,79	28/12/2009	21561	1 964,96	11 789,79	0,00	GROUPEMENT BATIMENT	157 215	
2010-1-026-B	Equipelement électrique	AC-112-YJ	3 152,91	09/02/2010	21561	630,59	3 152,91	0,00			
2010-1-764-B	Pneus Hiver		628,71	09/02/2010	21561	104,81	628,71	0,00			
2009-1-1726-J	1 VEHICULE DE LIAISON 308 (47303-01)		15 375,16	30/10/2009	21561	2 562,56	15 375,16	0,00	GROUPEMENT LOGISTIQUE ET TECHNIQUE	131 708	
2010-1-844-H	Equipelement électrique	AC-551-VB	2 598,88	29/01/2010	21561	519,80	1 598,88	0,00			
2010-1-889-B	Pneus Hiver		1 429,83	19/04/2010	21561	283,33	1 429,83	0,00			
2006-01-00182-P	1 VEHICULE FOURGONNETTE (43481)	176 DTV 78	15 689,38	13/09/2006	2182	1 569,82	15 689,38	0,00	CSP SAINT GERMAIN EN LAYE	95 418	
25848	1 VEHICULE TOUTS USAGES	342 BXC 78							SECTION LOGISTIQUE OUEST	61 519	
2013-1-047	Equipelement pneus										
2005-1-284-J	1 VEHICULE FOURGONNETTE	518 DJJ 78							CSP POISSY	109 435	
16852	1 CELLULE RADIOACTIVITE (cellule barrage flottant sur berge)		25 638,92	01/01/1997	21578	997,07	20 653,60	4 985,32	CSP MONTIGNY LE BRETONNEUX		
13138	1 FOURGON POMPE TONNE	AN-422-RF	3 777,04	20/09/2007	21561	209,83	2 308,13	1 468,91	CENTRE DE FORMATION DEPARTEMENTAL	49 445	844
2007-1-828-B	Réparation		3 330,18	23/11/2009	21561	185,01	1 665,09				
2009-1-1527-B	Aménagement ARI sur FPT	BY-655-BN							CSP LES MUREAUX	71000	
11290	1 VEHICULE DE LIAISON CLIO		33 476,89	01/01/1994	2182	3 206,58	33 476,89	0,00			
	1 VEHICULE TOUTS USAGES GRAND VOLUME	Ancienne plaque 1493ZF CY-368-TT							CENTRE DE FORMATION DEPARTEMENTAL	58 034	
18807	1 FOURGON POMPE TONNE LEGER		54 147,38	01/01/1998	2182	2 131,33	41 359,33	12 788,05			
2009-1-1643	Ancienne plaque 559 AZO	Ancienne plaque 559 AZO AZ-009-XG	3 602,50	14/05/2009	21561	200,14	1 801,26	1 801,24			
18911	Aménagement support ARI		46 055,31	01/01/1998	2182	1 812,82	35 178,50	10 876,81			
	Equipment										
13137	1 FOURGON POMPE TONNE	Ancienne plaque 367 AGM							SECTION LOGISTIQUE EST	35 332	5327
2008-1-1056	Aménagement support ARI		4 489,05	10/12/2008	21561	249,39	2 493,90	1 995,15			
2007-1-163	Equipment										
2011-1-1669-B	1 VEHICULE DE LIAISON CLIO (64488)	BW-540-LV	7 053,95	31/12/2011	21561	1 175,65	7 053,95	0,00	CS CHEVREUSE	103 701	
2012-1-154-B	Equipelement électrique LED (64488)		2 517,40	28/02/2012	21561	419,55	2 517,40	0,00			
2008-1-193-P	1 VEHICULE DE LIAISON CLIO	456 ELL 78	12 106,32	01/08/2008	2182	1 729,44	12 106,32	0,00	GROUPEMENT LOGISTIQUE ET TECHNIQUE	169 517	
2008-1-274-X	Support Extincteur / projecteur		289,77	12/09/2008	21561	16,10	161,00	128,77			
2008-1-198-D	Equipment		1 554,33	20/10/2008	2182	222,03	1 554,33	0,00			
2009-1-137	1 VEHICULE FOURGONNETTE	143 EQX 78	16 425,39	22/05/2009	2182	2 346,51	16 425,39	0,00	CSP MAGNANVILLE	180 371	
7818	1 VEHICULE POSTE DE COMMANDEMENT	9986 YM 78	46 205,50	01/01/1992	2182	3 696,42	46 205,50	0,00	CSP MAGNANVILLE	34 447	
2009-1-140	1 VEHICULE FOURGONNETTE		16 425,39	22/05/2009	2182	2 346,51	16 425,39	0,00	CSP MAGNANVILLE	206 551	
2009-1-150	Aménagement	142 EQX 78	3 236,62	27/07/2009	2182	462,40	3 236,62	0,00	CS PLAISIR		
2010-1-805	Pneus hiver		636,99	02/02/2010	21561	53,08	424,64	212,35			
5655	1 CELLULE DEVIDOIR		29 796,59	01/01/1991	21561	Non Amorti	29 796,59		CSP MAGNANVILLE		
5657	1 CELLULE DEVIDOIR		29 796,59	01/01/1991	21561	Non Amorti	29 796,59		CSP MONTIGNY LE BRETONNEUX		
2006-01-00182-R	1 VEHICULE FOURGONNETTE	170 DTV 78	15 698,37	13/09/2006	2182	1 569,90	15 698,37	0,00	SECTION LOGISTIQUE OUEST	85 611	
2008-1-193-S	1 VEHICULE DE LIAISON CLIO		12 106,32	01/08/2008	2182	1 729,50	12 106,32	0,00	SERVICE INFORMATIQUE	127 887	
2008-1-274-Z	Support Extincteur / projecteur	447 ELL 76	289,77	12/09/2008	21561	16,10	161,00	128,77			
2008-1-199-D	Equipment		1 988,79	13/08/2008	2182	284,13	1 988,79	0,00			
2008-1-193-U	1 VEHICULE DE LIAISON CLIO	457 ELL 78	12 106,32	01/08/2008	2182	1 729,44	12 106,32	0,00	SERVICE PREVENTION SUD	161 580	
2008-1-198-F	Equipment		1 554,33	20/10/2008	2182	222,03	1 554,33	0,00			
2008-1-274-AB	Support Extincteur / projecteur		289,77	12/09/2008	21561	16,10	161,00	128,77			
22199	1 VEHICULE DE SECOURS ROUTIER		34 616,55	04/11/1999	2182	1 725,90	31 164,82	3 451,73	CENTRE DE FORMATION DEPARTEMENTAL	96 998	5 617
2010-1-1385	Equipment avertisseur sonore	522 ABP 78	1 010,50	11/10/2010	21561	202,10	1 010,50	0,00			
2008-1-316-F	Equipment		964,06	04/07/2008	21561	49,20	445,26	538,80			
2012-1-169	1 VEHICULE DE LIAISON DIRECTEUR		20 569,39	02/03/2012	21561	3 428,24	20 569,39	0,00	DIRECTION	152 055	
2012-1-204	Aménagement		2 549,32	08/02/2012	21561	424,72	2 549,32	0,00			
2012-1-161	Equipment roue galle	BX-839-JG	249,51	15/03/2012	21561	249,51	249,51	0,00			
2012-1-188	Atelage		623,65	20/04/2012	21561	103,95	623,65	0,00			
2006-01-00174-J	1 VEHICULE DE LIAISON		11 601,89	26/06/2006	2182	1 160,18	11 601,89	0,00	SERVICE COMMUNICATION	141 124	
2006-01-00175-J	Aménagement		183,22	26/06/2006	2182	18,34	183,22	0,00			
2006-01-00212	Equipment électrique		4449,36	04/09/2006	2182	444,90	4 449,36	0,00			



**Bureau du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines**

Séance du 29 juin 2018

DELIBERATION N° 18-5B-42

**Actualisation de l'étude de faisabilité relative à
la rénovation du Centre nautique de Conflans-Sainte-Honorine**

Le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1424-1 et suivants et R. 1424-1 et suivants ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L.212.1 et suivants ;

VU la décision n° 52/95 en date du 20 novembre 1995 du Maire de Maisons-Laffitte, prise en application de l'article L.122.20 du code des communes ;

VU la délibération en date du 21 novembre 1995 de la Commission administrative du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines portant acquisition d'une péniche appartenant à la Commune de Maisons-Laffitte, au franc symbolique;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013-076 en date du 02 décembre 2013 approuvant le Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques du département des Yvelines dans sa partie risques courants ;

VU la délibération n° 17-4B-31 en date du 03 mai 2017 approuvant l'étude de faisabilité relative à la rénovation du Centre nautique de Conflans-Sainte-Honorine ;

VU la délibération n° 18-1-05 en date du 14 février 2018 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines relative à la délégation de pouvoirs du Conseil d'administration au Bureau et au Président ;

VU les arrêtés n° 2018-002 du 09 janvier 2018 et n° 2018-022 du 07 juin 2018 portant délégations de signature ;

APRES avis de la Commission Bâtiments et Infrastructures du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, réunie le 31 mai 2018;

SUR le rapport de son Président ;

APRES en avoir délibéré,

APPROUVE la nouvelle étude de faisabilité concernant le projet de rénovation du Centre nautique de Conflans-Sainte-Honorine, telle que présentée en annexe,

AUTORISE le Président du Conseil d'administration à signer l'ensemble des actes liés à cette opération (marché, démarches administratives...),

DIT que les crédits y afférents seront sur l'autorisation de programme n° 2009 011 intitulé « rénovations, extension bâtimementaires » inscrits au budget de l'établissement public.

Délibéré à Versailles, le 29 juin 2018

par 3 voix (dont 0 pouvoir) pour, 0 voix contre et 0 abstention,
3 membres du Bureau du Conseil d'administration étant présents

le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines

Alexandre JOLY

Accusé de réception en préfecture
0780207800536-20180629-18-5B-42-DE
Date de télétransmission : 29/06/2018
Date de réception préfecture : 29/06/2018



Phase Diagnostic
(Montant en euros)

Date de valeur des prix : févr-17 Mode d'appel d'offres (E.G. ou M.U. ou C.E.S.) :

1 - COUT DES TRAVAUX					
	U	Quantités	Ratio € H.T.	Montant € HT	Montant € TTC
Doublage et réaménagement 6 options	m ²	250		400 000 137 800	480 000 165 360
1.1 Montant total de l'estimation des travaux				537 800	645 360
1 - TOTAL COUT DES TRAVAUX					645 360
2 - MAITRISE D'ŒUVRE					
2.1 Rémunération du maître d'œuvre :				49 680	59 616
2.2 Missions complémentaires du maître d'œuvre :					
2 - TOTAL MAITRISE D'ŒUVRE					59 616
3 - SERVICE AU MAITRE D'OUVRAGE					
3.1 Bureau de contrôle :					3 000
3,2 Coordination SPS					3 000
3 - TOTAL SERVICE AU MAITRE D'OUVRAGE					6 000
4 - ALEAS D'OPERATION					
4.1 Aléas d'opération :					
4 - TOTAL ALEAS D'OPERATION					24 000
5 - REVISIONS					
5.1 Révision :					
. Date de notification des travaux :		. Livraison de l'opération :			
. Révision observée sur les 12 derniers mois :					
5.2 Valeur de l'arrondi : (représentant environ) 1% du montant total du coût d'opération)					7 110
5 - TOTAL REVISIONS					7 110
TOTAL T.T.C. COUT OPERATION					742 086



**Bureau du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines**

Séance du 29 juin 2018

DELIBERATION N° 18-5B-43

**Avenant n° 3 à la convention de transfert des biens
nécessaires au fonctionnement du Service départemental
d'incendie et de secours des Yvelines
Commune de Versailles**

Le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1424-1 et suivants et R. 1424-1 et suivants ;

VU les conventions de transfert des biens mobiliers et immobiliers nécessaires au fonctionnement du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines concernant le Centre de secours principal de Versailles et les logements affectés aux sapeurs-pompiers entre la commune de Versailles et le SDIS des Yvelines signées les 04 et 05 janvier 2001 ;

VU les délibérations n° 11-1-13 et n° 13-7B-53 du Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines en dates des 1^{er} mars 2011 et 04 septembre 2013, relatives à la signature des avenants n° 1 et n° 2 à la convention établie avec la commune de Versailles et relative aux biens mobiliers et immobiliers nécessaires au fonctionnement du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, et prévoyant entre autres, les conditions de mise à disposition par le SDIS des Yvelines d'un local du CSP pour les besoins du service des espaces verts de la commune de Versailles ;

VU la délibération n° 18-1-05 en date du 14 février 2018 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines relative à la délégation de pouvoirs du Conseil d'administration au Bureau et au Président ;

VU les arrêtés n° 2018-002 du 09 janvier 2018 et n° 2018-022 du 07 juin 2018 portant délégations de signature ;

APRES avis de la Commission Bâtiments et Infrastructures du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, réunie le 31 mai 2018 ;

SUR le rapport de son Président ;

APRES en avoir délibéré,

AUTORISE le Président du Conseil d'administration à signer l'avenant n° 3 à la convention de transfert établie avec la commune de Versailles et relative aux biens mobiliers et immobiliers nécessaires au fonctionnement du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, tel qu'annexé à la présente délibération.

Les autres clauses de la convention d'origine et de l'avenant n° 01 signé le 1^{er} mars 2011 restent inchangées.

Délibéré à Versailles, le 29 juin 2018

par 3 voix (dont 0 pouvoir) pour, 0 voix contre et 0 abstention,
3 membres du Bureau du Conseil d'administration étant présents.

le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines

Alexandre JOLY

Accusé de réception en préfecture

078-287800536-20180629-18-5B-43-DE

Date de télétransmission : 29/06/2018

Date de réception préfecture : 29/06/2018

**Avenant n° 3 à la convention de transfert des biens
nécessaires au fonctionnement du Service départemental
d'incendie et de secours des Yvelines
Commune de Versailles**

ENTRE LES SOUSSIGNES

Le Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines (SDIS), dont le siège est situé au 56 avenue de Saint-Cloud – CS 80103 – 78007 VERSAILLES représenté par le Président de son Conseil d'administration, Monsieur Alexandre JOLY, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'administration du SDIS des Yvelines du 27 juin 2018

Ci-après dénommé « SDIS » d'une part

ET :

La commune de Versailles dont le siège est situé à l'Hôtel de Ville 4 avenue de Paris – 78000 VERSAILLES, représentée par son Maire, Monsieur François de MAZIERES, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du

Ci-après dénommée « LA Commune » d'autre part

Il a été convenu ce qui suit:

Les biens nécessaires au fonctionnement du Centre de secours principal (CSP) de Versailles, y compris les logements et le gymnase, ont été transférés au Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) des Yvelines par convention signée le 05 janvier 2001 avec la Commune de Versailles.

La convention de transfert qui lie le SDIS des Yvelines et la Commune de Versailles, a fait l'objet de deux avenants.

Un premier avenant en date du 1^{er} mars 2011 qui précise les conditions d'utilisation du gymnase du centre de secours principal de Versailles par la Commune et le SDIS, les conditions d'accès et de stationnement des véhicules dans l'enceinte du centre de secours principal de Versailles, la sécurisation de la cour du centre de secours principal et la sortie des véhicules de la caserne. Ce même avenant détermine les conditions de mise à disposition par le SDIS d'un local du centre de secours principal pour le service espaces verts de la Commune.

Un second avenant en date du 04 septembre 2013 fixe les conditions de recouvrement par le SDIS des charges d'eau potable et d'électricité liées à l'occupation du local mis à disposition du service des espaces verts de la Commune de Versailles

En raison des travaux de regroupement des salles opérationnelles entrepris par le SDIS, et la nécessité pour ce dernier de reprendre la possession des locaux mis à disposition de la commune de Versailles, le SDIS a proposé à la Commune de Versailles de nouveaux locaux sur le même site.

La Commune de Versailles a accepté cette proposition du SDIS.

ARTICLE 1 – LOCAUX MIS A DISPOSITION

1.1 Désignation des lieux

Le SDIS met à disposition de LA COMMUNE des locaux situés au 4, avenue de Paris à Versailles, au 2^{ème} étage locaux n°278 (Cf. plan en **annexe n°1**), destinés à accueillir le service espaces verts de LA COMMUNE.

Cette mise à disposition débutera à la date de l'état des lieux d'entrée signé par LA COMMUNE et le SDIS.

Ces locaux représentent une surface de 63.63m²

1.2 Etat des lieux

Le SDIS s'engage à réaliser les travaux d'aménagement des locaux désignés dans l'article 1.1 du présent avenant et ce avant la prise de possession par LA COMMUNE. Les travaux d'aménagement ont été validés par LA COMMUNE selon le plan joint en annexe 1.

LA COMMUNE s'engage à installer des compteurs divisionnaires pour les fluides (électricité et eau chaude, eau froide).

Un état des lieux contradictoire sera établi lors de la mise à disposition, et tout changement de destination des locaux devra être soumis à l'acceptation du SDIS.

LA COMMUNE assurera les locaux mis à sa disposition pour les risques liés à son occupation.

ARTICLE 2 – REDEVANCE

En contrepartie de cette occupation, LA COMMUNE versera au SDIS une redevance annuelle comprenant deux composantes :

• La première destinée à couvrir les charges du local mis à disposition :

Ces charges correspondent aux consommations annuelles d'électricité et d'eau potable, et seront calculées au regard des quantités réellement consommées telles qu'elles auront pu être constatées par les compteurs divisionnaires.

Dans ce cadre, LA COMMUNE notifiera au SDIS avant le 31 janvier de chaque année, le relevé figurant sur les compteurs divisionnaires d'eau et d'électricité correspondant aux consommations réalisées par les services de la Ville durant l'année civile précédente (N-1).

Le SDIS répartira ensuite selon une règle de proportionnalité (règle de trois) les factures reçues durant l'année de référence (N-1) par ses fournisseurs d'eau et d'électricité afin de distinguer le coût des quantités de fluides consommées par LA COMMUNE de celui correspondant à ses propres consommations, lesquelles resteront à sa charge.

Le SDIS émettra ensuite un titre de recettes d'un montant égal au coût total des consommations en fluides de LA COMMUNE pour l'année N-1, accompagné du détail des calculs.

Le SDIS aura la faculté de s'assurer de la réalité de consommations déclarées par une vérification directe des compteurs divisionnaires de LA COMMUNE. De la même manière, les services de LA COMMUNE auront accès au compteur général, ainsi que, sur leur

Page 2

demande, aux factures notifiés aux SDIS par les fournisseurs des fluides afin de vérifier le bien-fondé du titre de recettes émis.

• La seconde comprenant le versement de la somme de 5.580 € :

Cette somme est destinée à être affectée par le SDIS, à son entière discrétion, à l'acquisition d'abonnements « professionnels » permettant le stationnement de véhicules sur le secteur prévu par le règlement municipal du stationnement correspondant à l'adresse du Centre d'incendie et de secours de Versailles.

Le montant de cette seconde composante ne sera pas soumis à indexation, mais pourra être adapté en tant que de besoin du commun accord des parties par voie d'avenant à la convention.

LA COMMUNE veillera à ce que l'activité de son service espaces verts ne perturbe ni ne gêne l'activité du centre de secours principal de Versailles.

ARTICLE 3 - MODALITES DE RESTITUTION DES LOCAUX MIS A DISPOSITION PAR L'AVENANT N°02

Il est sera mis un terme à l'avenant n°02 lors de la restitution par LA COMMUNE des locaux situés au 1^{er} étage du bâtiment « des ateliers » : 4, avenue de Paris à Versailles.

Cette restitution sera formalisée par un état des lieux sortant.

Les autres clauses de la convention d'origine restent inchangées.

Fait en 2 exemplaires originaux

Fait à VERSAILLES, le

Le Président du conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et
de secours
des Yvelines,

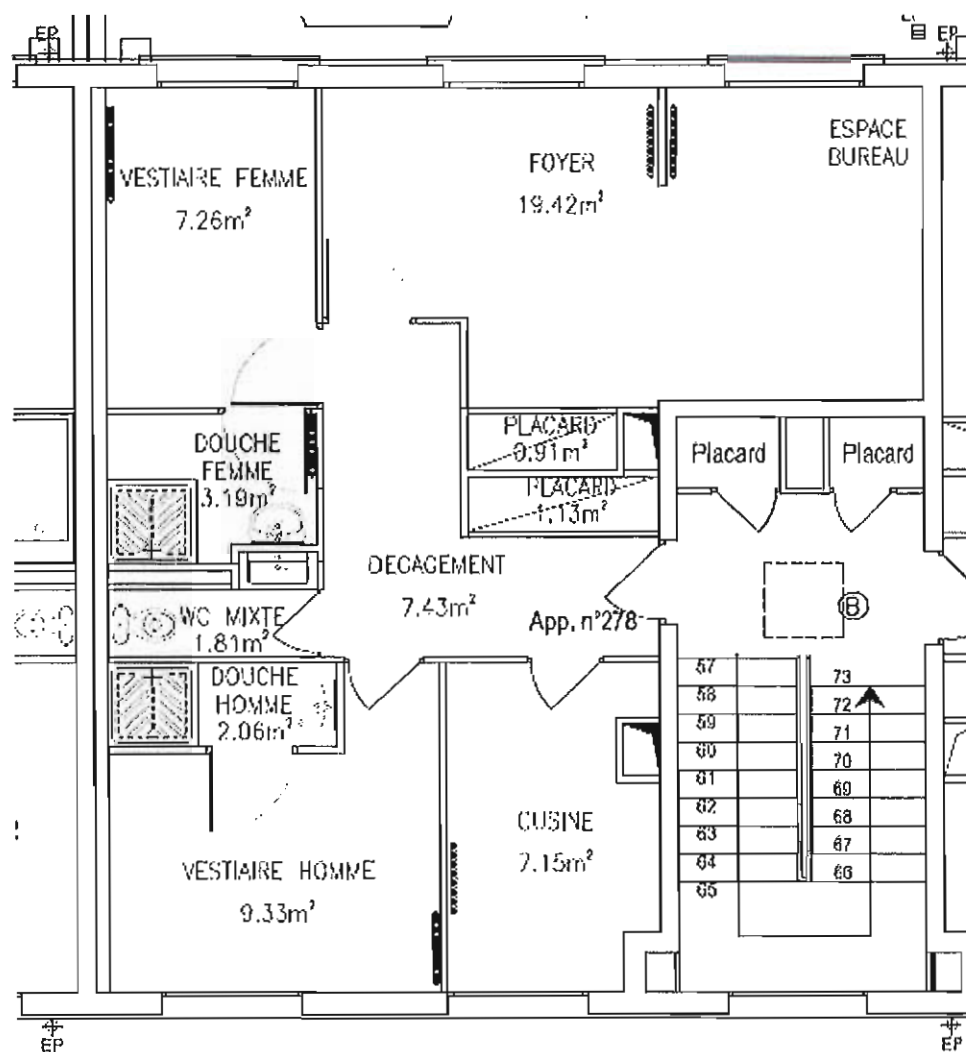
La Commune de Versailles, représenté
par
Monsieur le Maire

Alexandre JOLY

François de MAZIERES

ANNEXE 1 – locaux situés au 4, avenue de Paris à Versailles, au 2^{ème} étage locaux n°278

Plan validé par la Commune de Versailles





**Bureau du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines**

Séance du 29 juin 2018

DELIBERATION N°18-5B-44

Engagements Service Civique

Le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 1424-1 et suivants et R. 1424-1 et suivants ;

VU la loi n° 2010-241 du 10 mars 2010 relative au service civique ;

VU la délibération n° 16-2-28 du 22 juin 2016 relative au plan départemental du volontariat ;

VU la délibération n° 18-1-05 en date du 14 février 2018 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines relative à la délégation de pouvoirs du Conseil d'administration au Bureau et au Président ;

VU les arrêtés n° 2018-002 du 09 janvier 2018 et n° 2018-022 du 07 juin 2018 portant délégations de signature ;

SUR le rapport de son Président ;

APRES en avoir délibéré,

PREND ACTE de la nécessité de recruter quatre candidats au Service Civique ayant le profil de sapeur-pompier volontaire, avec pour mission principale, la promotion du volontariat auprès des jeunes sous l'autorité du Chef de la Mission départementale du volontariat et des Chargés de mission Volontariat au sein des groupements territoriaux.

Ces quatre candidats seront répartis comme suit : un affecté à la Mission départementale volontariat, et un affecté sur chacun des trois groupements territoriaux.

Le versement de l'indemnité est de 472.97 € par agent avec une compensation complémentaire de 107.58 € pour un total de 580.55 € par mois, avec un reste à charge du SDIS des Yvelines d'environ 100 € par agent recruté.

AUTORISE le Président du Conseil d'administration à prendre toute mesure et à signer tous les documents utiles en vue du recrutement de ces quatre candidats au Service Civique.

DIT que les crédits correspondants sont inscrits au chapitre 012 globalisé du budget de l'Etablissement public.

Délibéré à Versailles, le 29 juin 2018

par 3 voix (dont 0 pouvoir) pour, 0 voix contre et 0 abstention,
3 membres du Bureau du Conseil d'administration étant présents

le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours

des Yvelines

Alexandre COLY

Accusé de réception en préfecture
078-287800536-20180629-18-5B-44-DE
Date de télétransmission : 29/06/2018
Date de réception préfecture : 29/06/2018

Loi n° 2010-241 du 10 mars 2010 relative au Service Civique

Dossier de demande d'agrément au titre de l'engagement de Service Civique

Fiche « informations générales »

L'engagement de Service Civique s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans¹ et donne lieu au versement d'une indemnité prise en charge par l'Etat.

Nom de l'organisme demandeur : Service départemental
d'incendie et de secours des Yvelines (SDIS78)

- Première demande
 Renouvellement

Dans ce dernier cas, indiquer le numéro du précédent agrément :

Demande pour un agrément collectif : Oui Non

Avant de compléter et déposer le dossier de demande d'agrément, il est indispensable d'avoir consulté la notice d'accompagnement au remplissage du dossier.

¹ La limite d'âge est portée à 30 ans pour les jeunes en situation de handicap.



**Demande d'agrément
au titre de l'engagement de service civique
Fiche « informations générales »**



Composition du dossier de demande

Fiches à compléter obligatoirement

Le remplissage du dossier en ligne doit être précis et détaillé.

- La présente fiche « informations générales » complétée et signée en dernière page par le représentant légal de l'organisme.
- La ou les fiches « missions » (une fiche par type de mission).

Pièces à joindre obligatoirement

- La délibération de l'organe statutairement compétent prévoyant l'accueil de personnes volontaires ou, s'il existe, l'acte constitutif de l'organisme précisant la possibilité d'accueillir des personnes volontaires.
- Le compte-rendu d'activité du Service Civique, en cas de demande de renouvellement de l'agrément.

Pour les organismes à but non lucratif et les établissements publics seulement :

- Le rapport d'activité du dernier exercice clos.
- Les comptes annuels depuis la création de l'organisme dans la limite des trois derniers exercices clos, accompagnés le cas échéant, des rapports du commissaire aux comptes.
- Le budget prévisionnel de l'exercice en cours.

En cas de demande d'agrément collectif pour les organismes à but non lucratif :

- La liste sous format Excel des organismes membres ou établissements secondaires sollicitant l'agrément collectif au titre du Service Civique en précisant pour chacun :
 - le nom de l'organisme membre ou établissement secondaire,
 - l'adresse du siège social,
 - le numéro de SIRET et le code NAF.

L'ensemble de ces informations doivent être conformes au répertoire SIRET.

Modèle à suivre :

N°	NOM DE L'ETABLISSEMENT	ADRESSE DU SIEGE SOCIAL	CODE POSTAL	VILLE	N° SIRET	NAF
1						
2						
3						



Demande d'agrément
au titre de l'engagement de service civique
Fiche « informations générales »



1. Présentation de votre organisme

Aide au remplissage de cette partie : notice page 5

a) Identification

→ Vous êtes :

Un organisme sans but lucratif

- Une association
- Une fédération
- Une union
- Une fondation
- Un fonds de dotation
- Une mutuelle
- Un syndicat

Une personne morale de droit public

- Un service de l'Etat
- Un établissement public
- Un conseil régional
- Un conseil départemental
- Une communauté de communes
- Une commune

Autres (précisez) :

Adresse du siège social : 56 Avenue de Saint Cloud

Code postal : 78000

Commune : Versailles

Adresse de correspondance, si différente :

Code postal :

Commune :

Numéro SIRET siège (obligatoire) : 28780053600032

Code APE (NAF) : **8425Z**

Téléphone : 01 39 25 18 10

Courriel :

Adresse du site internet : www.sdis78.fr

→ Réseau(x) auquel(s) est affilié votre organisme

→ Identification du représentant légal de l'organisme

Nom : JOLY

Prénom : Alexandre

Fonction : Président

Téléphone :

Courriel :

Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines (SDIS78)

3/9



**Demande d'agrément
au titre de l'engagement de service civique
Fiche « informations générales »**



➔ **Identification des personnes en charge du dossier d'agrément au sein de l'organisme**

1^{er} contact : Nom : VICHERY Prénom : Roland Fonction : Responsable service mission développement du volontariat Téléphone : Courriel : roland.vichery@sdis78.fr	2^{ème} contact (facultatif) : Nom : LATRON Prénom : Nicolas Fonction : Chargé de la mise en œuvre de la promotion du volontariat Téléphone : 01.30.13.88.07 Courriel : nicolas.latron@sdis78.fr
--	--

➔ **Présentation de votre structure :**

Le SDIS 78 est un établissement public chargé d'assurer la sécurité des personnes, des biens et de l'environnement.

➔ **Territoires d'intervention :**

<input type="checkbox"/> Local	<input checked="" type="checkbox"/> Départemental	<input type="checkbox"/> Régional
<input type="checkbox"/> National	<input type="checkbox"/> Europe (UE/EEE)	<input type="checkbox"/> International

En fonction de votre situation, vous adresserez le dossier de demande d'agrément soit à l'Agence du Service Civique soit à la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale (DRJSCS) soit à la Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS). Vous trouverez leurs coordonnées à la page 9 de la notice.

➔ **Public**

Nombre de bénéficiaires (usagers du service, habitants du territoire, etc.) : 1 418 000 habitants

b) Renseignements administratifs et juridiques

➔ **Pour l'organisme sans but lucratif, l'union ou la fédération**

Date de publication de la création au Journal Officiel :

OU-Date de publication de l'inscription au registre des associations :

OU-Date du décret portant reconnaissance d'utilité publique :

OU-Date de dépôt des statuts auprès des autorités publiques :

OU-Date de demande d'inscription au registre des associations soumises au droit local en Alsace et en Moselle :

➔ **Pour la personne morale de droit public**

Date de création officielle (hors collectivité territoriale ou service de l'Etat) :

Date de la décision prise en matière de Service Civique par l'organe compétent de la personne morale :

➔ **Pour les associations, agrément(s)**

Votre organisme dispose-t-il d'agrément(s) administratif(s) ? Oui Non

Si oui, en ce cas vous préciserez le(s)quel(s) :

Type d'agrément :	Attribué par :	En date du :



**Demande d'agrément
au titre de l'engagement de service civique
Fiche « Informations générales »**



--	--	--

→ En cas de mission à l'étranger :

Votre organisme dispose d'un agrément au titre du :

- Volontariat de Solidarité Internationale (VSI)
- Service Volontaire Européen (SVE)

→ Votre organisme prévoit-il l'accueil de volontaires étrangers en France ?

- Oui
- Non

c) Renseignements concernant les ressources humaines

→ Nombre de salariés ou d'agents publics :

Salariés en CDI 1529

Salariés en CDD :

Dont salariés en contrats aidés (par exemple : CUI) :

→ Pour les organismes à but non lucratif, nombre de bénévoles : 2757 sapeurs pompiers volontaires



**Demande d'agrément
au titre de l'engagement de service civique
Fiche « informations générales »**



2. Calendrier prévisionnel d'accueil des volontaires

Aide au remplissage de cette partie : notice page 5

NB : la durée moyenne des missions doit être de 8 mois

Calendrier prévisionnel d'accueil des volontaires au cours des trois prochaines années										
Mois et année d'accueil MM/AA	Nombre de mission(s) de 6 mois	Nombre de mission(s) de 7 mois	Nombre de mission(s) de 8 mois	Nombre de mission(s) de 9 mois	Nombre de mission(s) de 10 mois	Nombre de mission(s) de 11 mois	Nombre de mission(s) de 12 mois	Total	Dont nombre de volontaires mis à disposition auprès d'un organisme tiers non-agréé ²	Dont nombre de volontaires en mission au minimum 3 mois à l'étranger
09/18							4	4		
TOTAL							4	4		

² Seules les associations ont la possibilité de mettre à disposition auprès d'un organisme tiers non-agréé.



Demande d'agrément
au titre de l'engagement de service civique
Fiche « Informations générales »



3. Modalités d'accueil, de tutorat et de formation des volontaires

Aide au remplissage de cette partie : notice page 5 et 6.

a) La sélection et l'accueil des volontaires

→ Comment l'accueil des volontaires sera-t-il préparé ?

Les engagés du service civique auprès du SDIS 78 seront accueillis par le responsable de la mission du développement du volontariat et son équipe puis une période de formation sera nécessaire afin qu'ils soient le mieux préparés au poste et qu'ils puissent évoluer en autonomie. A l'issue ils seront accueillis au sein des états-majors de groupement (Est - Ouest - Sud) et de la mission développement volontariat.

→ Quels seront les moyens humains et matériels affectés à la mission ?

Les moyens matériels (véhicules, locaux, informatique, équipements) mis à disposition sont ceux du SDIS. Durant leur mission les engagés seront encadrés par des officiers, des sous-officiers et personnels administratifs de l'établissement.

→ Quelles seront les modalités de sélection des volontaires ? Comment sera favorisé l'accueil de volontaires aux profils variés ?

L'accueil est ouvert à toutes les personnes (garçons ou filles) âgées de 18 ans au moins et titulaire du permis B.

→ A l'arrivée des volontaires, comment sera organisée la phase de préparation à la mission ?

Les engagés du service civique bénéficieront d'une formation au sein de notre centre de formation départemental, qui portera sur le statut de sapeur pompier volontaire et sur les différents enjeux de la mission.

→ Précisez les modalités de versement de la prestation obligatoire de 106,94 euros minimum³

Le SDIS 78 versera la prestation de 106,94 euros au titre de la prise en charge des frais de nourriture, transport, équipement et de logement. Elle sera servie aux volontaires, par virement bancaire.

b) Le tutorat et l'accompagnement au projet d'avenir

→ Détaillez comment sera organisé le tutorat.

Les engagés du service civique seront tutorés par le responsable de la mission développement du volontariat et secondé par le chargé de la mise en œuvre du volontariat. Un point hebdomadaire sera organisé entre celui-ci et les engagés afin de faire le point sur l'avancée de la mission.

A l'issue de la phase d'accueil et formation, les engagés effectueront les missions en double afin de se familiariser avec leur environnement de travail.

→ Détaillez quelles seront les modalités d'accompagnement au projet d'avenir.

Les engagés du service civique seront tutorés par le responsable de la mission développement du volontariat, secondé par le chargé de la mise en œuvre de la promotion du volontariat.

Au travers de ce tutorat, le jeune sera accompagné pour la construction de son projet d'avenir :

- Aider le jeune à définir les contours de son projet ;
- Découvrir et se situer dans la structure d'accueil ;
- Se forger une bonne image de son engagement ;
- Lui permettre de rencontrer divers partenaires lui permettant ainsi de se créer un réseau professionnel ;

³ Montant au 1^{er} janvier 2015.



**Demande d'agrément
au titre de l'engagement de service civique
Fiche « informations générales »**



- Renforcer ses connaissances, acquérir une expérience et ainsi mieux appréhender son avenir personnel.

c) La formation civique et citoyenne

→ **Comment la formation civique et citoyenne des volontaires obligatoire sera-t-elle organisée ?**

Chaque engagé du service civique va pouvoir affiner son projet d'avenir en fonction de son niveau scolaire initial.

Il bénéficiera:

- d'une formation pratique d'une semaine minimum en secourisme;
- d'une formation théorique comprenant un ou plusieurs modules conçus et organisés par l'organisme agréé, ayant pour objectif de sensibiliser les volontaires aux enjeux de la citoyenneté (coût de) ;



**Demande d'agrément
au titre de l'engagement de service civique
Fiche « Informations générales »**



4. En cas de demande d'agrément collectif ou d'intermédiation

Aide au remplissage de cette partie : notice page 6.

- Quelles modalités d'animation et de suivi seront mises en œuvre, au sein de l'ensemble des organismes bénéficiant de l'agrément, pour veiller au respect de l'agrément et des principes du Service Civique ?

- Quel soutien comptez-vous apporter, en qualité d'organisme agréé, aux organismes bénéficiaires de l'agrément ?



**Demande d'agrément
au titre de l'engagement de service civique
Fiche « informations générales »**



Attestation sur l'honneur

Je soussigné(e), (nom et prénom),

Représentant(e) légal(e) de (l'organisme)

- ➔ Certifie que l'organisme ci-dessus énoncé (ainsi que, le cas échéant, les membres ou établissements secondaires figurant sur la liste jointe au dossier) :
 - **Remplit (remplissent) les conditions légales et réglementaires de l'agrément** et s'engage(nt) à mettre en œuvre les missions de Service Civique conformément aux indications portées dans le dossier de demande d'agrément et dans la décision administrative d'agrément ;
 - **Est (sont) en règle au regard de l'ensemble des déclarations sociales et fiscales** ainsi que des cotisations et paiements qui s'y rapportent⁴ ;
 - **Dispose(nt) d'un contrat d'assurance** garantissant les conséquences pécuniaires de leur responsabilité civile, ainsi que de celles de leurs préposés et des participants aux activités qu'ils proposent ;
- ➔ S'engage à communiquer à l'autorité administrative tout changement dans la situation décrite dans le dossier et à répondre à toute demande de contrôle des autorités administratives ;
- ➔ Certifie les informations du présent dossier exactes.
- ➔ A pris connaissance de l'ensemble des obligations qui pèsent sur les organismes agréés.

Fait le _____ à _____

Tampon de l'organisme

Signature

Attention

- Toute fausse déclaration est passible de peines d'emprisonnement et d'amendes prévues par les articles 441-6 et 441-7 du code pénal.
- Le droit d'accès aux informations prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès du service ou de l'établissement auprès duquel vous avez déposé votre dossier.

⁴ Les services de l'Etat étant leur propre assureur, cette mention ne les concerne pas.

Dossier de demande d'agrément au titre de l'engagement de Service Civique

Fiche « mission » Une fiche par type de mission

Aide au remplissage de cette fiche : notice pages 7 et 8.

NB : cette fiche peut faire l'objet d'échanges avec l'autorité administrative en charge de l'instruction de la demande et être modifiée. Seule la description de la mission figurant dans l'agrément fait foi.

➔ **Intitulé de la mission**

Promotion du volontariat

➔ **Lieu de réalisation de la mission :** France Etranger

➔ **Thématique principale dans laquelle s'inscrit la mission (choisir un seul thème)**

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Solidarité (1) | <input type="checkbox"/> Environnement (6) |
| <input type="checkbox"/> Santé (2) | <input type="checkbox"/> Mémoire et citoyenneté (7) |
| <input type="checkbox"/> Education pour tous (3) | <input type="checkbox"/> Développement international et action humanitaire (8) |
| <input type="checkbox"/> Culture et loisirs (4) | <input checked="" type="checkbox"/> Intervention d'urgence (9) |
| <input type="checkbox"/> Sport (5) | |

➔ **Dans quel contexte ou projet s'intègre la mission ? A quel objectif d'intérêt général répond-elle ?**

Une mission de réflexion pour promouvoir le volontariat chez les sapeurs-pompiers a été lancée par le ministre de l'Intérieur le 4 décembre 2017. L'objectif est de mener, d'ici la fin mars 2018, une consultation élargie pour établir un plan innovant et ambitieux pour pérenniser cet engagement altruiste, renforcer son attractivité et ouvrir davantage son recrutement, afin de franchir au plus vite le seuil de 200.000 sapeurs-pompiers volontaires. Les Yvelines sont confrontés aux mêmes problématiques de recrutement que l'ensemble du territoire français, l'objectif étant de promouvoir et de fidéliser le volontariat.

➔ **Quelles seront les activités confiées aux volontaires (à détailler) ?**

Recenser et prospector des sites sur lesquels peuvent se retrouver des jeunes scolarisés ou déjà dans la vie active (M.J.C. [Maison de la Jeunesse et de la Culture] – P.I.J/B.I.J. [Point et Bureau d'Informations Jeunesse], Maison des Associations...)

Proposer et y mettre en place des actions de promotion du volontariat et du SDIS afin de favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires

Participer aux activités de développement du volontariat (actions de promotion, de développement de la féminisation ...)



**Demande d'agrément
au titre de l'engagement de service civique
Fiche «mission»**



➔ **En quoi cette mission complètera, sans s'y substituer, les actions assurées par les salariés, agents publics, stagiaires et bénévoles de la structure ?**

Les engagés du service civique provenant de milieux sociaux différents, ils permettront de créer un point d'entrée sur des secteurs où les sapeurs-pompiers n'en ont pas.

➔ **Lieux d'intervention**

Commune(s) :

Département (s) : 78

Région(s) :

Collectivité d'outre-mer :

France entière

Etranger (préciser) :

➔ **Nombre Indicatif annuel de volontaires susceptibles d'être accueillis par votre organisme pour cette mission : 4**

➔ **Quelles seront les modalités mises en œuvre pour permettre aux volontaires d'avoir une expérience de mixité sociale au cours de cette mission ?**

Les volontaires seront amenés à rencontrer des personnes de milieux différents au travers de leur mission de prospection, point jeunesse secteur sensible, forum des métiers, salon des employeurs, ...

➔ **En quoi la mission proposée est-elle accessible à tous les jeunes ?**

Cette mission ne requiert aucun diplôme préalable, les jeunes seront formés en interne au préalable sur la connaissance de l'environnement sapeur pompier volontaire.

➔ **Cette mission prévoit-elle l'accueil de volontaires étrangers ?**

Oui

Non



Demande d'agrément
au titre de l'engagement de service civique
Fiche «mission»



A compléter en cas de mission à l'étranger (3 mois minimum)
Une fiche par organisme d'accueil à l'étranger

- ➔ Pays d'accueil :
- ➔ Lieu principal d'exercice de la mission :
- ➔ Autres lieux éventuels d'exercice de la mission :

a) Présentation de l'organisme d'accueil à l'étranger (obligatoire)

- ➔ Identification de l'organisme d'accueil à l'étranger

Statut :	
Nom :	
Adresse :	
Téléphone :	Télécopie :
Courriel :	
Adresse du site internet :	

- ➔ Identification du représentant légal de l'organisme d'accueil à l'étranger

Nom :	Prénom :
Fonction :	Courriel :
Téléphone :	

- ➔ Année de création de l'organisme d'accueil à l'étranger :

- ➔ Présentation de l'organisme d'accueil à l'étranger :

--

- ➔ Réseaux auxquels l'organisme d'accueil à l'étranger est affilié :

--

- ➔ Existe-t-il une convention de partenariat entre l'organisme d'envoi et l'organisme d'accueil à l'étranger ?

Non Oui (joindre une copie)

- ➔ Autres partenaires éventuellement impliqués à l'étranger :

--

b) Conditions d'accueil et modalités de suivi des volontaires par l'organisme d'accueil à l'étranger

- ➔ Identification du tuteur-accompagnateur chargé du suivi sur place (obligatoire) :

Nom :	Prénom :
Fonction :	Courriel :
Téléphone :	



**Demande d'agrément
au titre de l'engagement de service civique
Fiche «mission»**



➔ **Dispositions prises afin de faciliter la préparation de la mission à l'étranger (formation avant le départ, accompagnement, accueil ...) :**

➔ **Formations complémentaires prévues (précisez linguistique, culturelle, technique ...) :**

➔ **Modalités d'accompagnement du volontaire à l'étranger (précisez les liens entre le tuteur en France et l'accompagnateur à l'étranger) :**

➔ **Logement fourni au(x) volontaire(s) :**

- Type de logement :
- Equipement :
- Coût mensuel:
- Prise en charge par : Organisme d'envoi Volontaire Organisme d'accueil

➔ **Déplacements :**

- Mode de transport entre la France à l'étranger :
- Coût :
- Prise en charge par : Organisme d'envoi Volontaire Organisme d'accueil

➔ **Facilités disponibles :**

- Accès aux moyens de communication (téléphone, internet ...) :
- Accès aux soins et à des structures sanitaires :

➔ **Couverture sociale complémentaire et assurance rapatriement prévues (obligatoire) :**

➔ **Type de visa envisagé pour le volontaire et modalités de prise en charge :**

➔ **Durée :**

- Durée totale de la mission :
- Dont durée du séjour à l'étranger :

➔ **Nombre de volontaires accueillis simultanément :**

NB : Pour les séjours de plus de 6 mois, l'inscription au Registre des Français établis à l'étranger auprès des autorités consulaires françaises est vivement recommandée.



**Bureau du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines**

Séance du 29 juin 2018

DELIBERATION N° 18-5B-45

**Recrutement de deux agents contractuels sur un emploi non permanent
pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité**

Le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1424-1 et suivants et R.1424-1 et suivants ;

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale notamment l'article 3-1° ;

VU la loi n° 2007-148 du 02 février 2007 de modernisation de la fonction publique ;

VU la loi n° 2009-972 du 03 août 2009 relative à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique ;

VU le décret n° 2012-924 du 30 juillet 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux ;

VU la délibération n° 18-1-05 en date du 14 février 2018 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines relative à la délégation de pouvoirs du Conseil d'administration au Bureau et au Président ;

VU la délibération n° 18-2-20 du 20 juin 2018 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines relative à l'effectif budgétaire de l'Établissement public ;

VU les arrêtés n° 2018-002 du 09 janvier 2018 et n° 2018-022 du 07 juin 2018 portant délégations de signature ;

SUR le rapport de son Président ;

APRES en avoir délibéré ;

DECIDE de créer 2 postes de rédacteur en contrat à durée déterminée (CDD), à compter du 1^{er} juillet 2018 d'une durée d'un an, pour pallier l'accroissement temporaire d'activité, pour l'un au sein du service carrière du Groupement des Ressources humaines et pour l'autre au sein du Pôle Finances et Soutien ;

DIT que les crédits correspondants sont inscrits au chapitre 012 globalisé du budget de l'Établissement public.

Délibéré à Versailles, le 29 juin 2018

par 3 voix (dont 0 pouvoir) pour, 0 voix contre et 0 abstention,
3 membres du Bureau du Conseil d'administration étant présents

le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines

Alexandre JOLY

Accusé de réception en préfecture
078-287800536-20180629-18-5B-45-DE
Date de télétransmission : 29/06/2018
Date de réception préfecture : 29/06/2018

**Bureau
du conseil d'administration
du 12 septembre 2018**



**Bureau du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines**

Séance du 12 septembre 2018

DELIBERATION N° 18-6B-46

**Avenant n°1/2018
à la convention constitutive du groupement de commandes
entre les Service départementaux d'incendie et de secours
d'Ile de France**

Le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 1424-1 et suivants et R. 1424-1 et suivants ;

VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU la délibération n° 16-1-3 en date du 27 janvier 2016 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines relative à la convention constitutive du groupement de commandes entre les Services départementaux d'incendie et de secours d'Ile-de-France ;

VU la délibération n° 18-1-05 en date du 14 février 2018 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, relative à la délégation de pouvoirs du Conseil d'administration au Bureau et au Président ;

VU l'arrêté n° 2018-002 du 09 janvier 2018 portant délégation de signature ;

CONSIDERANT que le Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, dans un souci d'optimisation des coûts, a décidé de recourir au groupement de commandes en matière de commande publique ;

SUR le rapport de son Président ;

APRES en avoir délibéré,

DECIDE d'ouvrir le groupement de commandes des quatre SDIS d'Ile-de-France à de nouveau(x) membre(s) par l'adhésion aux conventions spécifiques afférentes.

AUTORISE le Président du Conseil d'administration du SDIS des Yvelines à signer l'avenant n° 1/2018 à la convention constitutive de groupement de commandes des Services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) d'Ile-de-France n° GC-IDF-2016, dite « convention cadre » dont le projet d'avenant ainsi que la version consolidée de la convention cadre sont joints en annexes.

Délibéré à Versailles, le 12 septembre 2018
par 3 voix (dont 0 pouvoir) pour, 0 voix contre et 0 abstention,
membres du Bureau du Conseil d'administration étant présents

le 2^{ème} Vice-président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines

Jacques PELLETIER

Accusé de réception en préfecture
078-287800536-20180912-18-6B-46-DMA-DE
Date de télétransmission : 14/09/2018
Date de réception préfecture : 14/09/2018

AVENANT N°1/2018
A LA CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT DE COMMANDES
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX d'INCENDIE ET DE SECOURS
D'ILE DE FRANCE
N°GC-IDF-2016

Entre :

Le Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines,

Représenté par Monsieur Alexandre JOLY, agissant en qualité de Président, en vertu d'une délibération du Bureau du Conseil d'administration n°..... en date du

ci-après désigné sous le terme « SDIS 78 »

Et

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-et-Marne,

Représenté par Madame Isoline GARREAU-MILLOT agissant en qualité de Présidente, en vertu d'une délibération du Bureau du Conseil d'administration n°..... en date du

ci-après désigné sous le terme « SDIS 77 » ;

Le Service départemental d'incendie et de secours de l'Essonne,

Représenté par Monsieur Dominique ECHAROUX, agissant en qualité de Président, en vertu d'une délibération du Bureau du Conseil d'administration n°..... en date du

ci-après désigné sous le terme « SDIS 91 » ;

Le Service départemental d'incendie et de secours du Val d'Oise,

Représenté par Monsieur Luc STREHAIANO, agissant en qualité de Président, en vertu d'une délibération du Conseil d'administration n°..... en date du

ci-après désigné sous le terme « SDIS 95 » ;

Ensemble et conjointement dénommées « les parties » ;

VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relatives aux marchés publics et notamment son article 28 relatif aux groupements de commandes ;

VU la convention constitutive de groupement de commandes des Services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) d'Île-de-France n° GC-IDF-2016, dite « convention cadre » signée le 29 mars 2016 ;

Il a été convenu ce qui suit :

EXPOSE

Les SDIS de la Seine-et-Marne, des Yvelines, de l'Essonne et du Val d'Oise ont souhaité se regrouper pour l'achat de prestations et de biens communs et individualisables dans diverses familles d'achats en vue de rationaliser le coût de gestion et d'améliorer l'efficacité économique de ces achats.

Afin de permettre l'adhésion d'un ou plusieurs nouveau(x) membre(s), il est ajouté par voie d'avenant à cette convention constitutive de groupement de commandes, une clause précisant que d'autre(s) SDIS ou autre(s) entité(s) pourront intégrer le groupement de commandes SDIS Ile-de-France dans le cadre de groupements de commandes spécifiques, et que ces adhésions seront fixées dans les conventions spécifiques afférentes.

Le groupement de commandes initial fondé par les quatre SDIS d'Ile-de-France demeure identique dans sa structure, cependant cet avenant permet de l'ouvrir à d'autres membres pour des achats spécifiques.

Par ailleurs, cette convention constitutive de groupement de commandes dite « convention cadre » est mise à jour suite à la parution de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relatives aux marchés publics.

Pour ce faire, les parties conviennent de modifier cette convention constitutive de groupement de commandes selon les dispositions suivantes :

ARTICLE 1

L'article 1 (objet de la convention cadre) de la convention cadre n° GC-IDF-2016 susvisée est modifié de la façon suivante :

I - La mention :

« entre les SDIS de la Seine-et-Marne, des Yvelines, de l'Essonne et du Val d'Oise » est remplacée par :

« entre les SDIS de la Seine-et-Marne, des Yvelines, de l'Essonne et du Val d'Oise, **parties à la présente convention,** »

II - La mention :

« et de préciser les modalités de fonctionnement de ce groupement conformément à l'article 8 du code des marchés publics en vigueur. » est remplacée par :

« et de préciser les modalités de fonctionnement de ce groupement conformément à l'article **28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relatives aux marchés publics. D'éventuelles autres entités (SDIS ou autres) pourront ponctuellement rejoindre ce groupement en devenant membre ; la convention spécifique les désignera.** »

ARTICLE 2

L'article 2 (périmètre du groupement de commandes) de la convention cadre n° GC-IDF-2016 susvisée est modifié de la façon suivante :

I - Après « en fonction des besoins futurs de ses membres » il est ajouté l'alinéa suivant :

« Les membres d'un groupement de commande sont : les SDIS de la Seine-et-Marne, des Yvelines, de l'Essonne, du Val d'Oise et d'éventuels autres membres (SDIS ou autres entités). »

II - Après « Ces achats feront l'objet de conventions spécifiques entre les », le mot : « parties » est remplacé par le mot : « membres »

III - Après « la participation des SDIS » est inséré : d'Ile-de-France et éventuels autres membres »

ARTICLE 3

L'article 3 (modalités organisationnelles du groupement de commandes) de la convention cadre n° GC-IDF-2016 susvisée est modifié de la façon suivante :

I - Au deuxième alinéa, la mention

« Conformément à l'article 8-VII-1° du Code des Marchés Publics », est remplacée par :

« Conformément à l'article **28-III-2nd** *alinéa de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relatives aux marchés publics*, »

II - Au troisième alinéa, le mot : « parties » est remplacé par le mot : « **membres** »,

ARTICLE 4

L'article 4 (missions du coordonnateur) de la convention cadre n° GC-IDF-2016 susvisée est modifié de la façon suivante :

I – Au 1^{er} alinéa, le mot :

« SDIS » est remplacé par la mention : « **membre du groupement** ».

II – A l'avant dernière ligne, la mention :

« La passation d'éventuels avenants aux marchés ou accords-cadres » est remplacée par :

« La passation d'**éventuelles modifications de marchés publics** ».

ARTICLE 5

L'article 5 (missions des membres) de la convention cadre n° GC-IDF-2016 susvisée est modifié de la façon suivante :

I – La mention :

« Communiquer au coordonnateur leur avis en vue de la conclusion des éventuels avenants ; » est remplacée par :

« Communiquer au coordonnateur leur avis en vue de la conclusion des **éventuelles modifications de marchés publics** ; »

ARTICLE 6

L'article 10 (modalités d'adhésion au groupement) de la convention cadre n° GC-IDF-2016 susvisée est modifié de la façon suivante :

I - L'alinéa :

« L'adhésion d'un nouveau membre est acceptée par voie d'avenant à la présente convention cadre. » est remplacé par :

« **Les parties de la présente convention cadre, à savoir les quatre SDIS d'Ile-de-France, sont inchangées.**

L'adhésion **d'un ou plusieurs autre(s)** membre(s) est acceptée **uniquement par la signature d'une convention spécifique.** »

ARTICLE 7

Les autres clauses de la convention cadre n° GC-IDF-2016 susvisée restent inchangées.

Le présent avenant n°1/2018 à la convention cadre n° GC-IDF-2016 susvisée entre en vigueur à la date d'acquisition du caractère exécutoire de celui-ci.

La version consolidée de la convention cadre n° GC-IDF-2016 susvisée est jointe en annexe du présent avenant n°1/2018.

Le présent avenant n°1/2018 à la convention cadre n° GC-IDF-2016 susvisée est établi en quatre exemplaires originaux.

Fait à

le

Pour le SDIS de la Seine-et-Marne

La Présidente du Conseil d'Administration

Le présent avenant n°1/2018 à la convention cadre n° GC-IDF-2016 susvisée est établi en quatre exemplaires originaux.

Fait à

le

Pour le SDIS des Yvelines

Le Président du Conseil d'Administration

Le présent avenant n°1/2018 à la convention cadre n° GC-IDF-2016 susvisée est établi en quatre exemplaires originaux.

Fait à

le

Pour le SDIS de l'Essonne

Le Président du Conseil d'Administration

Le présent avenant n°1/2018 à la convention cadre n° GC-IDF-2016 susvisée est établi en quatre exemplaires originaux.

Fait à

le

Pour le SDIS du Val d'Oise

Le Président du Conseil d'Administration

Version consolidée de la
CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT DE COMMANDES
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX D'INCENDIE ET DE SECOURS
D'ILE DE FRANCE N°GC-IDF-2016
Modifiée par l'AVENANT N°1 / 2018

Entre :

Le Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines,

Représenté par Monsieur Alexandre JOLY, agissant en qualité de Président, en vertu d'une délibération du Bureau du Conseil d'administration n°..... en date du,

ci-après désigné sous le terme « SDIS 78 »

Et

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-et-Marne,

Représenté par Madame Isoline GARREAU-MILLOT agissant en qualité de Présidente, en vertu d'une délibération du Bureau du Conseil d'administration n°..... en date du,

ci-après désigné sous le terme « SDIS 77 » ;

Le Service départemental d'incendie et de secours de l'Essonne,

Représenté par Monsieur Dominique ECHAROUX, agissant en qualité de Président, en vertu d'une délibération du Bureau du Conseil d'administration n°..... en date du,

ci-après désigné sous le terme « SDIS 91 » ;

Le Service départemental d'incendie et de secours du Val d'Oise,

Représenté par Monsieur Luc STREHAIANO, agissant en qualité de Président, en vertu d'une délibération du Conseil d'administration n°..... en date du,

ci-après désigné sous le terme « SDIS 95 » ;

Ensemble et conjointement dénommées « les parties » ;

VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relatives aux marchés publics et notamment son article 28 relatif aux groupements de commandes ;

VU la convention constitutive de groupement de commandes des Services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) d'Île-de-France n° GC-IDF-2016, dite « convention cadre » signée le 29 mars 2016 ;

VU l'avenant n°1/2018 à la convention constitutive de groupement de commandes des Services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) d'Île-de-France n° GC-IDF-2016 ;

Il a été convenu ce qui suit :

EXPOSE, modifié

Les SDIS de la Seine-et-Marne, des Yvelines, de l'Essonne et du Val d'Oise souhaitent se regrouper pour l'achat de prestations et de biens communs et individualisables dans diverses familles d'achats en vue de rationaliser le coût de gestion et d'améliorer l'efficacité économique de ces achats.

Afin de permettre l'adhésion d'un ou plusieurs nouveau(x) membre(s), il est ajouté par voie d'avenant à cette convention constitutive de groupement de commandes, une clause précisant que d'autre(s) SDIS ou autre(s) entité(s) pourront intégrer le groupement de commandes SDIS Ile-de-France dans le cadre de groupements de commandes spécifiques, et que ces adhésions seront fixées dans les conventions spécifiques afférentes.

Le groupement de commandes initial fondé par les quatre SDIS d'Ile-de-France demeure identique dans sa structure, cependant cet avenant permet de l'ouvrir à d'autres membres pour des achats spécifiques.

Par ailleurs, cette convention constitutive de groupement de commandes dite « convention cadre » est mise à jour suite à la parution de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relatives aux marchés publics.

Pour ce faire, les parties conviennent de modifier cette convention constitutive de groupement de commandes selon les dispositions suivantes :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION CADRE, modifié

La présente convention cadre a pour objet de créer un groupement de commandes relatif à diverses familles d'achat entre les SDIS de la Seine-et-Marne, des Yvelines, de l'Essonne et du Val d'Oise, ***parties à la présente convention***, et de préciser les modalités de fonctionnement de ce groupement conformément à l'article **28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relatives aux marchés publics**. ***D'éventuelles autres entités (SDIS ou autres) pourront ponctuellement rejoindre ce groupement en devenant membre ; la convention spécifique les désignera.***

ARTICLE 2 : PERIMETRE DU GROUPEMENT DE COMMANDES, modifié

Les achats objet du présent groupement de commandes évolueront en fonction des besoins futurs de ses membres.

Les membres d'un groupement de commande sont : les SDIS de la Seine-et-Marne, des Yvelines, de l'Essonne, du Val d'Oise et d'éventuels autres membres (SDIS ou autres entités).

Ces achats feront l'objet de conventions spécifiques entre les **membres** qui préciseront le coordonnateur ainsi que la participation des SDIS **d'Ile-de-France et éventuels autres membres** souhaitant se grouper en fonction de l'objet du(es) marché(s) ou accord(s)-cadres(s).

ARTICLE 3 : MODALITES ORGANISATIONNELLES DU GROUPEMENT DE COMMANDES, modifié

Les membres du groupement désigneront pour chaque convention spécifique un des membres comme coordonnateur du groupement de commandes.

Conformément à l'article **28-III-2nd allnée de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relatives aux marchés publics**, le coordonnateur est chargé de signer et de notifier les marchés et accords-cadres définis dans les conventions spécifiques. L'exécution de ces marchés et accords-cadres est assurée par chaque membre du groupement en fonction de ses besoins propres.

Les membres conviennent que la Commission d'Appel d'Offres compétente est celle du coordonnateur.

ARTICLE 4 – Missions du coordonnateur, modifié

Le membre du groupement désigné comme coordonnateur a la qualité de pouvoir adjudicateur.

Le coordonnateur du groupement de commandes spécifique est missionné pour assurer :

- L'animation du groupement de commandes
- L'organisation technique et administrative de la procédure de consultation
- La définition et le recensement des besoins des membres du groupement
- La rédaction des pièces du dossier de consultation des entreprises et formalités de publicité
- La coordination relative à l'analyse des candidatures et offres
- L'organisation et la présidence de la commission d'appel d'offres
- La signature et la notification des marchés et accords-cadres
- Les étapes relatives à l'achèvement de la procédure
- La communication des pièces du marché ou accord-cadre aux membres
- La passation d'**éventuelles modifications de marchés publics**
- Le processus de reconduction

ARTICLE 5 – Missions des membres, modifié

Chaque membre du groupement concerné par la convention spécifique s'engage à exécuter le ou les marché(s) ou accord(s)-cadre(s) avec le(s) cocontractant(s) choisi(s) par la Commission d'appel d'offres, à hauteur de ses besoins propres, tels qu'il les aura préalablement déterminés.

En tant que de besoin, des correspondants de chaque membre sont désignés pour chaque objet de marché ou accord-cadre. Leur rôle est de :

- Participer à la définition du besoin et à l'élaboration du dossier de consultation des entreprises,
- Valider le cahier des charges techniques,
- Participer à l'analyse des offres,
- Mettre en œuvre le ou les marché(s) ou accord(s)-cadre(s) au sein de leur établissement et s'assurer de sa bonne exécution,
- Communiquer au coordonnateur leur avis en vue de la conclusion des **éventuelles modifications de marchés publics** ;
- Présenter un bilan de l'exécution du(es) marché(s) ou accord(s)-cadre(s) pour leur établissement en vue de son amélioration et de sa reconduction ou relance ;
- Remonter toutes les informations préalables à tout contentieux ou litige dans le cadre de l'exécution du(es) marché(s) ou accord(s)-cadre(s).

ARTICLE 6 – La commission technique

La commission technique du groupement de commandes spécifique est composée d'un nombre égal de représentants de chaque membre avec un minimum d'un représentant par membre.

Animée par le coordonnateur, elle est chargée de :

- Rédiger le cahier des charges techniques,
- préparer les travaux de la commission d'appel d'offres du groupement de commandes.

ARTICLE 7 : DISPOSITIONS FINANCIERES DU GROUPEMENT DE COMMANDES

Afin de faciliter la gestion du groupement et des achats, les membres conviennent que l'intégralité des achats entrant dans le périmètre du groupement de commandes spécifique est prise en charge par chacun des membres pour ce qui concerne leurs besoins propres.

Le coordonnateur assure ses missions à titre gracieux vis-à-vis des membres du groupement et prend en charge les frais liés au fonctionnement du groupement (reprographie, publicité...).

Article 8 : ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DE LA CONVENTION CADRE

La présente convention cadre est constituée pour la durée de la mise en place et de l'exécution des marchés ou accords-cadres.

La présente convention cadre entre en vigueur à la date d'acquisition du caractère exécutoire de celle-ci, et prend fin à l'achèvement de l'exécution du dernier marché ou accord-cadre.

ARTICLE 9 : RESILIATION DE LA PRESENTE CONVENTION CADRE

Chacune des parties pourra résilier la présente convention cadre à tout moment par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis de 3 mois sous réserve de l'échéance d'une convention spécifique signée.

ARTICLE 10 : MODALITE D'ADHESION AU GROUPEMENT, modifié

Les parties de la présente convention cadre, à savoir les quatre SDIS d'Ile-de-France, sont Inchangées.

L'adhésion *d'un ou plusieurs autre(s)* membre(s) est acceptée **uniquement par la signature d'une convention spécifique.**

ARTICLE 11 : CAPACITE A AGIR EN JUSTICE

Le coordonnateur recherche tout règlement amiable avant litige.

Pour la procédure de passation d'un marché ou accord-cadre dans le cadre d'une convention spécifique, le coordonnateur peut ester en justice au nom et pour le compte des membres du groupement. Il informe et consulte les membres liés par chaque convention spécifique sur sa démarche et son évolution.

En référé précontractuel et contractuel, si le coordonnateur venait à être condamné au paiement de frais à verser à la partie requérante, ces derniers seront répartis équitablement entre les membres de chaque convention spécifique.

En cas de contentieux né du défaut de paiement direct par un des membres, le membre défaillant assume seul, en cas de condamnation, les frais supplémentaires.

ARTICLE 12 : SUBSTITUTION AU COORDONNATEUR

En cas de sortie du coordonnateur du groupement ou dans toute autre hypothèse où le coordonnateur ne serait plus en mesure d'assurer son rôle, un avenant à la convention spécifique sera signé pour désigner un nouveau coordonnateur.

ARTICLE 13 : LITIGES RELATIFS A LA PRESENTE CONVENTION CADRE

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention cadre relèvera du tribunal administratif compétent.

Toutefois, les parties s'engagent préalablement à rechercher une solution amiable à tout litige.



**Bureau du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines**

Séance du 12 septembre 2018

DELIBERATION N° 18-6B-47

**Convention spécifique de groupement de commandes entre
les Services départementaux d'incendie et de secours
de Seine-et-Marne, de l'Essonne, des Yvelines, du Val-d'Oise et de l'Oise
dans le cadre du marché public
d'acquisition de tenues de service et d'intervention**

Annule et remplace la délibération n°18-5B-36

Le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 1424-1 et suivants et R. 1424-1 et suivants ;

VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU la délibération n° 16-1-3 en date du 27 janvier 2016 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines relative à la convention constitutive du groupement de commandes entre les Services départementaux d'incendie et de secours d'Île-de-France ;

VU la délibération n° 18-6B-46 en date du 12 septembre 2018 du Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines relative à l'avenant n°1/2018 à la convention constitutive du groupement de commandes entre les Services départementaux d'incendie et de secours d'Île-de-France ;

VU la délibération n° 18-1-05 en date du 14 février 2018 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, relative à la délégation de pouvoirs du Conseil d'administration au Bureau et au Président ;

VU la délibération n° 18-5B-36 du Bureau en date du 27 juin 2018 autorisant la signature de la convention spécifique de groupement de commandes entre les Services départementaux d'incendie et de secours de Seine-et-Marne, de l'Essonne, des Yvelines et du Val-d'Oise dans le cadre du marché public d'acquisition de tenues de service et d'intervention ,

VU l'arrêté 2018-002 du 09 janvier 2018 portant délégation de signature ;

CONSIDERANT que le Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, dans un souci d'optimisation des coûts, a décidé de recourir au groupement de commandes en matière de commande publique ;

SUR le rapport de son Président ;

APRES en avoir délibéré,

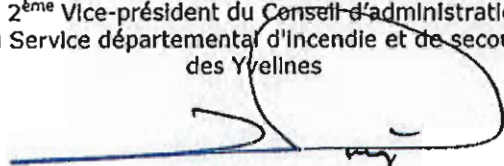
DECIDE de constituer un groupement de commandes avec les Services départementaux d'incendie et de secours de Seine-et-Marne, de l'Essonne, du Val d'Oise et de l'Oise pour la passation d'un marché public d'acquisition de tenues de service et d'intervention.

Cette délibération annule et remplace la délibération n°18-5B-36 du Bureau en date du 27 juin dernier, qui autorisait la signature de la convention spécifique « acquisition de tenues de service » entre les quatre SDIS d'Ile-de-France. Le nombre de membres de ce groupement de commandes est ainsi élargi à cinq membres, comprenant le SDIS de l'Oise.

AUTORISE le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelles à signer la convention spécifique du groupement de commandes modifiée ci-annexée, ainsi que les modifications de marché et tous les actes subséquents.

Délibéré à Versailles, le 12 septembre 2018
par 3 voix (dont 0 pouvoir) pour, 0 voix contre et 0 abstention,
membres du Bureau du Conseil d'administration étant présents

le 2^{ème} Vice-président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelles



Jacques PELLETIER

Accusé de réception en préfecture
078-287800536-20180912-18-6B-47-DMA-DE
Date de télétransmission : 14/09/2018
Date de réception préfecture : 14/09/2018

CONVENTION SPECIFIQUE N°GC-IDF-18-01
GROUPEMENT DE COMMANDES DES SERVICES DEPARTEMENTAUX
D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE SEINE-ET-MARNE, DES YVELINES, DE L'ESSONNE, DU VAL D'OISE
ET DE L'OISE
« ACQUISITION DE TENUES DE SERVICE ET D'INTERVENTION »

Entre :

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-et-Marne,
Représenté par Madame Isoline MILLOT agissant en qualité de Présidente, en vertu d'une délibération du Bureau du Conseil d'administration n° XXXX en date du XXXX,

ci-après désigné sous le terme « SDIS 77 » ;

Et

Le Service départemental d'incendie et de secours de l'Oise,
Représenté par XXXXXXX, agissant en qualité de Président, en vertu d'une délibération du Bureau du Conseil d'administration n° XXXX en date du XXXX,
ci-après désigné sous le terme « SDIS 60 »

Le Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines,
Représenté par Monsieur Alexandre JOLY, agissant en qualité de Président, en vertu d'une délibération du Bureau du Conseil d'administration n° XXXX en date du XXXX,

ci-après désigné sous le terme « SDIS 78 »

Le Service départemental d'incendie et de secours de l'Essonne,
Représenté par Monsieur Dominique ECHAROUX, agissant en qualité de Président, en vertu d'une délibération du Bureau du Conseil d'administration n° XXXX en date du XXXX,
ci-après désigné sous le terme « SDIS 91 » ;

Le Service départemental d'incendie et de secours du Val d'Oise,
Représenté par Monsieur Luc STREHAIANO, agissant en qualité de Président, en vertu d'une délibération du Conseil d'administration n° XXXX en date du XXXX,
ci-après désigné sous le terme « SDIS 95 » ;

Ensemble et conjointement dénommées « les membres » ;

VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relatives aux marchés publics et notamment son article 28 relatif aux groupements de commandes ;

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

En application de la convention constitutive du groupement de commandes des Services Départementaux d'Incendie et de Secours d'Ile de France n°GC-IDF-2016 dite « convention cadre » modifiée par l'avenant n°1/2018, les SDIS de Seine-et-Marne, de l'Oise, des Yvelines, de l'Essonne et du Val d'Oise souhaitent se regrouper dans le cadre d'un marché public d'acquisition de tenues de service et d'intervention.

Pour ce faire, les membres conviennent de constituer un groupement de commandes « spécifique » comme le prévoit la convention cadre.

ARTICLE 1 : OBJET DU GROUPEMENT DE COMMANDES SPECIFIQUE

La présente convention spécifique a pour objet de créer un groupement de commandes entre les SDIS de Seine-et-Marne, de l'Oise, des Yvelines, de l'Essonne et du Val d'Oise relatif au marché public d'acquisition de tenues de service et d'intervention et de préciser les modalités de fonctionnement de ce groupement conformément à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

La constitution de ce groupement de commandes est justifiée par le fait que les SDIS 77 - 60 - 78 - 91 et 95 ont des besoins similaires en ce qui concerne le marché public mentionné ci-dessus et qu'il s'avère judicieux de mutualiser les achats entre eux afin d'optimiser l'achat public et réaliser notamment des économies d'échelle.

ARTICLE 2 : DUREE DU GROUPEMENT DE COMMANDES SPECIFIQUE

Le groupement est constitué pour la durée de la mise en place et de l'exécution du marché public susmentionné. Le groupement entre en vigueur à la date d'acquisition du caractère exécutoire de la présente convention spécifique, et prend fin à l'achèvement de l'exécution du marché public d'acquisition de tenues de service et d'intervention.

ARTICLE 3 : DESIGNATION DU COORDONNATEUR

Les membres du groupement désignent le SDIS de Seine-et-Marne comme coordonnateur du présent groupement de commandes. Les missions du coordonnateur sont définies dans la convention cadre.

Les membres conviennent que la Commission d'Appel d'Offres compétente est celle du coordonnateur.

L'exécution de ces marchés et accords-cadres est assurée par chaque membre du groupement en fonction de ses besoins propres.

Il est rappelé que la présente convention spécifique est prise en application de la convention constitutive du groupement de commandes des SDIS d'Ile de France n°GC-IDF-2016 dite « convention cadre » modifiée par l'avenant n°1/2018, celle-ci définissant les modalités de fonctionnement du groupement de commandes.

La présente convention spécifique est établie en un seul exemplaire original, conservée par le SDIS 77 coordonnateur.

Le SDIS 77 coordonnateur est chargé de compiler l'ensemble des signatures à la suite de la convention originale. De même, il est chargé, après procédure de contrôle de légalité, de notifier une copie à l'ensemble des membres du groupement.

Fait à

le

Pour le SDIS de la Seine-et-Marne
La Présidente du Conseil d'Administration

La présente convention spécifique est établie en un seul exemplaire original, conservée par le SDIS 77 coordonnateur.

Le SDIS 77 coordonnateur est chargé de compiler l'ensemble des signatures à la suite de la convention originale. De même, il est chargé, après procédure de contrôle de légalité, de notifier une copie à l'ensemble des membres du groupement.

Fait à

le

Pour le SDIS de l'Oise

Le Président du Conseil d'Administration

La présente convention spécifique est établie en un seul exemplaire original, conservée par le SDIS 77 coordonnateur.

Le SDIS 77 coordonnateur est chargé de compiler l'ensemble des signatures à la suite de la convention originale. De même, il est chargé, après procédure de contrôle de légalité, de notifier une copie à l'ensemble des membres du groupement.

Fait à

le

Pour le SDIS des Yvelines
Le Président du Conseil d'Administration

La présente convention spécifique est établie en un seul exemplaire original, conservée par le SDIS 77 coordonnateur.

Le SDIS 77 coordonnateur est chargé de compiler l'ensemble des signatures à la suite de la convention originale. De même, il est chargé, après procédure de contrôle de légalité, de notifier une copie à l'ensemble des membres du groupement.

Fait à

le

Pour le SDIS de l'Essonne

Le Président du Conseil d'Administration

La présente convention spécifique est établie en un seul exemplaire original, conservée par le SDIS 77 coordonnateur.

Le SDIS 77 coordonnateur est chargé de compiler l'ensemble des signatures à la suite de la convention originale. De même, il est chargé, après procédure de contrôle de légalité, de notifier une copie à l'ensemble des membres du groupement.

Fait à

le

Pour le SDIS du Val d'Oise
Le Président du Conseil d'Administration



**Bureau du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours des Yvelines**

Séance du 12 septembre 2018

DELIBERATION N°18-6B-48

**Signature de l'avenant n° 1/2018 relatif au marché n° 2014-MF-020
de fourniture et de maintenance de défibrillateurs automatisés externes
(DAE), accessoires et pièces associées
pour le Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines**

Le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 1424-1 et suivants et R. 1424-1 et suivants ;

VU le décret n°2006-975 modifié du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics ;

VU la délibération n° 18-1-05 en date du 14 février 2018 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, relative à la délégation de pouvoirs du Conseil d'administration au Bureau et au Président ;

VU l'arrêté 2018-002 du 09 janvier 2018 portant délégation de signature ;

SUR le rapport de son Président ;

APRES en avoir délibéré,

DECIDE d'autoriser le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines à signer, avec le Groupe STRYKER FRANCE, l'avenant n° 1/2018 au marché n° 2014-MF-020 de fourniture et de maintenance de défibrillateurs automatisés externes (DAE), accessoires et pièces associées pour le Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines.

L'avenant a pour objet d'accepter le transfert de l'ensemble des droits et obligations attachés au marché n°2014-MF-020 à la société STRYKER FRANCE, Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Lyon sous le n° 333 710 275, qui en assumera toutes conséquences, activement et passivement, à compter de la date de signature du marché, en lieu et place de la société PHYSIO CONTROL FRANCE.

Cet avenant fait suite au rachat de la société PHYSIO CONTROL FRANCE par la société STRYKER FRANCE. Le présent avenant est sans incidence financière et est réputé prendre effet à compter du 02 juillet 2018. Les autres clauses du présent marché restent inchangées.

Délibéré à Versailles, le 12 septembre 2018
par 3 voix (dont 0 pouvoir) pour, 0 voix contre et 0 abstention,
membres du Bureau du Conseil d'administration étant présents

le 2^{ème} Vice-président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines



Jacques PELLETIER

Accusé de réception en préfecture
078-287800536-20180912-18-6B-48-DMA-DE
Date de télétransmission : 14/09/2018
Date de réception préfecture : 14/09/2018



Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines

Séance du 12 septembre 2018

DELIBERATION N°18-6B-49

Signature de la modification n° 1/2017 relative au marché n° MF-16-017 de prestations d'assurance pour les besoins du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines Lot n°2 : Flotte automobile et risques annexes

Le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 1424-1 et suivants et R. 1424-1 et suivants ;

VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU la délibération n° 18-1-05 en date du 14 février 2018 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, relative à la délégation de pouvoirs du Conseil d'administration au Bureau et au Président ;

VU l'arrêté 2018-002 du 09 janvier 2018 portant délégation de signature ;

SUR le rapport de son Président ;

APRES en avoir délibéré,

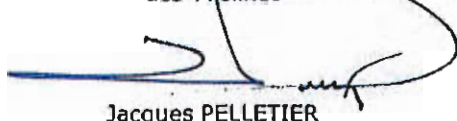
DECIDE d'autoriser le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines à signer, avec le cabinet ANTINEA COURTAGE D'ASSURANCES, la modification n° 2/2018 du marché n° MF-16-017 d'assurance flotte automobile et risques annexes.

La modification a pour objet d'acter le transfert de l'ensemble des droits et obligations attachés au marché n° MF-16-017 au cabinet ANTINEA COURTAGE D'ASSURANCES, Immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Lyon sous le n° 057 502 510, qui en assumera toutes conséquences, activement et passivement, à compter de la date de notification du marché, en lieu et place du cabinet GINET COURTAGE D'ASSURANCES.

Cette modification fait suite à la fusion-absorption du cabinet GINET COURTAGE D'ASSURANCES par le cabinet ANTINEA COURTAGE D'ASSURANCES. La présente modification est sans incidence financière et prend effet à compter du 31 janvier 2018. Les autres clauses du présent marché restent inchangées.

Délibéré à Versailles, le 12 septembre 2018
par } voix (dont 0 pouvoir) pour, 0 voix contre et 0 abstention,
membres du Bureau du Conseil d'administration étant présents

le 2^{ème} Vice-président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines



Jacques PELLETIER

Accusé de réception en préfecture
078-287800536-20180912-18-6B-49-DMA-DE
Date de télétransmission : 14/09/2018
Date de réception préfecture : 14/09/2018



**Bureau du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines**

Séance du 12 septembre 2018

DELIBERATION N° 2018-6B-50

**Modalités d'organisation du vote électronique pour les élections
professionnelles 2018**

Le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 1424-1 et suivants et R. 1424-1 et suivants ;

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la loi n° 2010-751 du 05 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

VU le décret 85-565 du 30 mai 1985 modifié, relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

VU le décret 85-603 du 10 juin 1985 modifié, relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

VU le décret 89-229 du 17 avril 1989 modifié, relatif aux commissions administratives et paritaires des collectivités territoriales et leurs établissements publics ;

VU le décret n° 2014-793 du 09 juillet 2014 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique territoriale

VU l'avis du Comité technique paritaire des sapeurs-pompiers professionnels et des personnels administratifs, techniques et spécialisés du 22 mai 2018 ;

VU la délibération n° 18-2-19 du 20 juin 2018, par laquelle le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines décide de recourir au vote électronique comme modalité unique d'expression des suffrages dans les cadres des élections professionnelles qui se tiendront le 06 décembre 2018, et accorde une délégation temporaire au Bureau du Conseil d'administration pour fixer les modalités d'organisation de ces élections ;

VU l'arrêté 2018-002 du 09 janvier 2018 portant délégation de signature ;

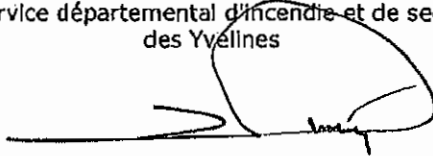
SUR le rapport de son Président ;

APRES en avoir délibéré,

DECIDE de fixer les modalités d'organisation du vote électronique pour les élections professionnelles du 06 décembre 2018 au regard du protocole d'accord annexé à la présente délibération.

Délibéré à Versailles, le 12 septembre 2018
par 3 voix (dont 0 pouvoir) pour, 0 voix contre et 0 abstention,
membres du Bureau du Conseil d'administration étant présents

le 2^{ème} Vice-président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines



Jacques PELLETIER

Accusé de réception en préfecture
078-287800536-20180912-18-6B-50-RH-DE
Date de télétransmission : 14/09/2018
Date de réception préfecture : 14/09/2018



PROTOCOLE DE MISE EN ŒUVRE DES ELECTIONS PROFESSIONNELLES PAR VOTE ELECTRONIQUE

ELECTIONS DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL AU COMITÉ
TECHNIQUE, AUX COMMISSIONS ADMINISTRATIVES PARITAIRES
ET AUX COMMISSIONS CONSULTATIVES PARITAIRES

Jeudi 6 décembre 2018

Préambule

Dans le cadre des élections des représentants du personnel au comité technique, aux commissions administratives paritaires et aux commissions consultatives paritaires, le SDIS des Yvelines peut décider des modalités de déroulement des scrutins au moyen d'une délibération.

Dans le souci d'assurer la qualité du dialogue social, l'autorité territoriale a proposé aux Organisations syndicales de participer aux discussions pour l'élaboration du présent protocole. Ainsi, le protocole est signé en présence des Organisations syndicales mentionnées ci-dessous, ayant participé aux discussions autour du protocole de mise en œuvre des élections professionnelles par vote électronique et en approuvant le contenu.

En présence de :

- o l'Organisation syndicale « Avenir secours CFE / CGC » du SDIS des Yvelines représentée par Monsieur Christophe GALFRE, président ;
- o l'Organisation syndicale « Confédération Générale du Travail » du SDIS des Yvelines représentée par Monsieur Yann NESTOUR, secrétaire général par intérim ;
- o l'Organisation syndicale « Syndicat Autonome » du SDIS des Yvelines représentée par Monsieur Pierre RUIZ DUPONT, président ;
- o l'Organisation syndicale « Syndicat National des sapeurs-pompiers professionnels et des personnels administratifs, techniques et spécialisés » du SDIS des Yvelines représentée par Monsieur Yannick TENESI, président ;
- o l'Organisation syndicale « Union Nationale des Syndicats Autonomes » du SDIS des Yvelines représentée par Monsieur William MOREAU, secrétaire général ;

Après avoir recueilli l'avis du comité technique, le SDIS des Yvelines a décidé d'organiser les élections professionnelles des représentants du personnel au comité technique, aux commissions administratives paritaires et aux commissions consultatives paritaires, selon le protocole détaillé ci-dessous, en application des :

- Décret n° 85-565 du 30 mai 1985, relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, en vue de l'élection des représentants du personnel du Comité Technique ;
- Décret n° 89-229 du 17 avril 1989, relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, en vue de l'élection des représentants du personnel des Commissions Administratives Paritaires ;
- Décret n° 2016-1858 du 23 décembre 2016, relatif aux commissions consultatives paritaires et aux conseils de discipline de recours des agents contractuels de la fonction

publique territoriale, en vue de l'élection des représentants du personnel des Commissions Consultatives Paritaires ;

- Décret n° 2014-793 du 9 juillet 2014, relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par Internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des Instances de représentation du personnel de la fonction publique territoriale.

Table des matières

ARTICLE I : Organisation du processus de vote	3
ARTICLE II : Dates des élections	3
ARTICLE III : Durée des mandats.....	4
ARTICLE IV : Calcul de l'effectif.....	4
ARTICLE V : Nombre de sièges à pourvoir	6
ARTICLE VI : Electorat et éligibilité	6
ARTICLE VII : Listes électorales	7
ARTICLE VIII : Dépôt des candidatures	7
ARTICLE IX : Propagande électorale.....	9
ARTICLE X : Modalités d'organisation et de déroulement des opérations électorales.....	10
ARTICLE XI : Modalités de désignation des élus	13
ARTICLE XII : Proclamation et affichage des résultats et processus de génération des procès-verbaux	14
ARTICLE XIII : Durée de conservation des données	15
ARTICLE XIV : Publicité du protocole – durée de l'accord.....	15

ARTICLE I : Organisation du processus de vote

Dans le cadre de l'organisation des élections professionnelles, SDIS des Yvelines souhaite mettre en œuvre un système de vote électronique accessible via une plateforme sécurisée web.

La solution de vote par internet de la société Gedicom a été retenue.

Les modalités d'organisation de ces élections sont prévues par le décret n° 2014-793 du 9 juillet 2014 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par Internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des Instances de représentation du personnel de la fonction publique territoriale.

Le système de vote électronique proposé est conforme aux dispositions du décret n° 2014-793 du 9 juillet 2014.

En application du décret n° 2014-793 du 9 juillet 2014 et de la délibération Cnil n° 2010-371 du 21 octobre 2010 portant adoption d'une recommandation relative à la sécurité des systèmes de vote électronique, l'intégralité du dispositif de vote électronique fera l'objet d'une expertise indépendante.

L'autorité territoriale du SDIS des Yvelines a décidé par délibération n°18-2-19 en date du 20 juin 2018 prise après avis du comité technique, de recourir au vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel des CAP, CT et CCP. Le vote électronique par internet constituera la modalité exclusive d'expression des suffrages.

La description du fonctionnement du système de vote électronique et du déroulement des opérations électorales est détaillée au sein du présent protocole de mise en œuvre des élections professionnelles par vote électronique et de ses annexes.

**** Protection des données à caractère personnel***

Les élections professionnelles au sein de SDIS des Yvelines amènent un traitement des données personnelles. A ce titre, l'ensemble des données bénéficient de la protection apportée par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 et le règlement européen n° 2016/679.

Le SDIS des Yvelines Informera les électeurs et les candidats de leur droit d'accès et de rectification de leurs données personnelles, ainsi que de toutes les autres informations mentionnées à l'article 32 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 et de l'article 13 du règlement européen n° 2016/679.

Gedicom, à qui le SDIS des Yvelines fait appel pour la réalisation de ce traitement, présente toutes les garanties quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen n° 2016/679 et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

ARTICLE II : Dates des élections

Les membres titulaires et suppléants des comités techniques, des commissions administratives paritaires et des commissions consultatives paritaires seront élus par scrutins électroniques.

Les élections par vote électronique seront ouvertes **le 29/11/2018 à 10 heures et seront clôturées le 06/12/2018 à 16 heures¹**.

La période de vote s'étendra donc sur plusieurs jours. Toutefois, au sens du présent protocole, seule la date du scrutin doit être entendue comme le premier jour de scrutin soit le 29/11/2018.

¹ Cette période ne peut être inférieure à vingt-quatre heures et qui ne peut être supérieure à huit jours (Décret n° 2014-793, art. 17).

ARTICLE III : Durée des mandats

La durée des mandats des représentants du personnel du SDIS des Yvelines est de 4 ans².

Le mandat des représentants du personnel expirera en même temps que leur mandat ou fonction ou à la date du renouvellement total ou partiel de l'organe délibérant de l'autorité.

Le mandat des nouveaux élus prend effet le jour de la proclamation des résultats, soit le 06/12/2018.

ARTICLE IV : Calcul de l'effectif

▪ Date de calcul de l'effectif

L'effectif retenu pour déterminer la composition d'un comité technique, des commissions administratives paritaires et des commissions consultatives paritaires a été apprécié au 01/01/2018. Sont pris en compte les agents qui remplissent les conditions ci-dessous.

▪ Personnes prises en compte dans l'effectif

○ Comité Technique

Les agents pris en compte dans le calcul de l'effectif doivent remplir les conditions suivantes :

- Avoir la qualité de fonctionnaire titulaire, être en position d'activité ou de congé parental ou être accueillis en détachement ou mis à disposition de la collectivité ou de l'établissement ;
- Avoir la qualité de fonctionnaire stagiaire, être en position d'activité ou de congé parental ;
- Etre agents contractuels de droit public ou de droit privé, bénéficier d'un contrat à durée indéterminée ou d'un contrat d'une durée minimale de six mois ou d'un contrat reconduit successivement depuis au moins six mois. En outre, ils doivent exercer leurs fonctions ou être en congé rémunéré ou en congé parental.

Les agents mis à disposition (exceptés ceux mis à disposition d'une organisation syndicale qui restent électeurs dans leur collectivité d'origine) ou détachés (sont électeurs dans leur collectivité ou établissement d'accueil). Les agents détachés auprès de la FPE ou FPH sont électeurs dans l'administration d'accueil.

Au 01/01/2018, l'effectif total du SDIS des Yvelines s'élève à 1403 agents.

○ Commissions Administratives Paritaires

Sont pris en compte les fonctionnaires titulaires à temps complet ou à temps non complet en position d'activité, de détachement ou de congé parental, dont le grade ou l'emploi est classé dans la catégorie représentée par la commission.

Les fonctionnaires mis à disposition sont électeurs dans leur collectivité ou établissement d'origine et sont comptés dans l'effectif de cette collectivité ou cet établissement. Les fonctionnaires mis à disposition du SDIS des Yvelines ne sont pas électeurs en son sein et ne sont donc pas comptés dans ses effectifs.

Les fonctionnaires en position de détachement sont électeurs à la fois au titre de leur situation d'origine et de leur situation d'accueil, sauf si la même commission reste compétente dans les deux cas. Les fonctionnaires en position de détachement au SDIS des Yvelines sont électeurs en son sein et sont comptés dans ses effectifs.

Au 01/01/2018, les effectifs du SDIS des Yvelines s'élèvent à :

- pour la catégorie A PATS : 24 agents ;

² Décret n° 85-565, art. 3 ; Décret n° 89-229, art. 3 ; Décret n° 2016-1858, art. 7.

- pour la catégorie B PATS : 44 agents ;
- pour la catégorie C PATS : 98 agents ;
- pour la catégorie C SPP : 985 agents

o **Commissions Consultatives Paritaires**

Sont pris en compte les agents contractuels de droit public mentionnés à l'article 1^{er} du décret n° 2016-1858 du 23 décembre 2016, dont l'emploi est rattaché à l'une des catégories A, B et C.

Ces agents doivent remplir les conditions suivantes :

- bénéficier d'un contrat à durée indéterminée ou d'un contrat d'une durée minimale de six mois ou d'un contrat reconduit sans interruption depuis au moins six mois ;
- exercer leurs fonctions ou être en congé rémunéré ou en congé parental.

Les agents mis à disposition des organisations syndicales sont pris en compte dans le calcul de l'effectif dans leur collectivité d'origine. Les agents mis à disposition du SDIS des Yvelines ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ses effectifs, en revanche les agents mis à disposition par le SDIS des Yvelines sont comptés dans le calcul de ses effectifs.

Au 01/01/2018, les effectifs du SDIS des Yvelines s'élevaient à :

- pour la catégorie A : 20 agents ;
- pour la catégorie B : 4 agents ;
- pour la catégorie C : 36 agents.

▪ **Répartition des femmes et des hommes au sein de l'effectif**

Les parts respectives de femmes et d'hommes composant les effectifs pris en compte sont les suivantes :

		PART DE FEMMES	PART D'HOMMES
Comité Technique		12.5 %	87.5 %
Commissions Administratives Paritaires	Catégorie A PATS	62.5 %	35.7 %
	Catégorie B PATS	56.81 %	43.19 %
	Catégorie C PATS	68.36 %	31.64 %
	Catégorie C SPP	3.35 %	96.65 %
Commissions Consultatives Paritaires	Catégorie A	35 %	65 %
	Catégorie B	75 %	25 %
	Catégorie C	16.6 %	83.4 %

Les modalités de calcul sont précisées dans l'annexe 7.

ARTICLE V : Nombre de sièges à pourvoir

	TOUTES CATEGORIES CONFONDUES	CATEGORIE A PATS	CATEGORIE B PATS	CATEGORIE C PATS	CATEGORIE C SPP
Comité Technique	8 titulaires 8 suppléants				
Commissions Administratives Paritaires		3 titulaires pour GB*	3 titulaires et 3 suppléants GS* 1 titulaire et 1 suppléant GB*	3 titulaires et 3 suppléants GS* 1 titulaire et 1 suppléant GB*	5 titulaires et 5 suppléants GS* 2 titulaires et 2 suppléants GB*
Commissions Consultatives Paritaires		2 titulaires et 2 suppléants	1 titulaire et 1 suppléant	2 titulaires et 2 suppléants	

* GS : groupe hiérarchique supérieur / * GB : groupe hiérarchique de base

ARTICLE VI : Electorat et éligibilité

▪ Conditions d'électorat

○ Comité Technique

Sont électeurs pour la désignation des représentants du personnel au sein du comité technique, les agents qui remplissent les conditions suivantes :

- Avoir la qualité de fonctionnaire titulaire, être en position d'activité ou de congé parental ou être accueillis en détachement ou mis à disposition de la collectivité ou de l'établissement ;
- Avoir la qualité de fonctionnaire stagiaire, être en position d'activité ou de congé parental ;
- Etre agents contractuels de droit public ou de droit privé, bénéficiant d'un contrat à durée indéterminée ou d'un contrat d'une durée minimale de six mois ou d'un contrat reconduit successivement depuis au moins six mois. En outre, ils doivent exercer leurs fonctions ou être en congé rémunéré ou en congé parental.

Les agents mis à disposition des organisations syndicales sont électeurs dans leur collectivité d'origine.

Les agents mis à disposition ou détachés auprès d'un groupement d'intérêt public ou d'une autorité publique indépendante sont électeurs dans leur collectivité ou établissement d'origine.

○ Commissions Administratives Paritaires

Sont électeurs pour la désignation des représentants du personnel au sein d'une commission administrative paritaire les fonctionnaires titulaires à temps complet ou à temps non complet en position d'activité, de détachement ou de congé parental dont le grade ou l'emploi est classé dans la catégorie représentée par la commission.

Les fonctionnaires mis à disposition sont électeurs dans leur collectivité ou établissement d'origine.

Les fonctionnaires en position de détachement sont électeurs à la fois au titre de leur situation d'origine et de leur situation d'accueil, sauf si la même commission reste compétente dans les deux cas³.

³ Un fonctionnaire détaché au sein du SDIS des Yvelines serait donc électeur en son sein ainsi que dans sa collectivité ou son établissement d'origine.

o **Commissions Consultatives Paritaires**

Sont électeurs pour la désignation des représentants du personnel au sein d'une commission consultative paritaire les agents contractuels dont l'emploi est rattaché à l'une des catégories A, B et C représentée par cette commission, et qui :

- bénéficient d'un contrat à durée indéterminée ou d'un contrat d'une durée minimale de six mois ou d'un contrat reconduit sans interruption depuis au moins six mois ;
- exercent leurs fonctions ou sont en congé rémunéré ou en congé parental.

Les agents mis à disposition des organisations syndicales sont électeurs dans leur collectivité ou établissement d'origine.

▪ **Conditions d'éligibilité**

Sont éligibles au titre d'une Instance les agents remplissant les conditions requises pour être inscrits sur la liste électorale de cette même Instance, à l'exception :

- des agents en congé de longue maladie, de longue durée, de grave maladie ;
- des agents qui ont été frappés d'une rétrogradation ou d'une exclusion temporaire de fonctions de seize jours à deux ans, à moins qu'ils n'aient été amnistiés ou qu'ils n'aient été relevés de leur peine dans les conditions indiquées par le décret pris en application du dernier alinéa de l'article 89 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée ;
- des agents frappés d'une des incapacités énoncées aux articles L. 5 et L. 6 du code électoral.

ARTICLE VII : Listes électorales

▪ **Contenu des listes électorales**

Pour chacune des élections, l'autorité établira une liste des électeurs et des éligibles en prenant comme date de référence le 6 décembre 2018.

A des fins de vérification, les listes électorales comporteront l'indication des matricules, noms, prénoms et grade de chaque agent.

▪ **Publication des listes électorales**

Au plus tard le 28 septembre 2018⁴, les listes électorales seront affichées dans les locaux de l'autorité à savoir dans tous les centres de secours du département ainsi que les sites administratifs à savoir la direction (avenue de Saint Cloud), les états-majors de groupement, les groupements prévention et opérations, le centre de formation départemental, le site de la PFL et l'atelier Anthena.

Les listes électorales seront également mises en ligne sur l'espace Intranet du SDIS. Un formulaire de demande de rectification sera également mis en ligne (annexe 6).

▪ **Réclamations relatives aux listes électorales**

Du jour de l'affichage (au plus tard le cinquantième jour précédant la date du scrutin), les électeurs peuvent vérifier les inscriptions et, le cas échéant, présenter à l'autorité territoriale des demandes d'inscription ou des réclamations contre les inscriptions ou omissions des listes électorales.

Le SDIS des Yvelines statue sur les réclamations dans un délai de trois jours ouvrés et motive ses décisions.

Le 15 octobre 2018 est la date limite de réclamations relatives aux listes électorales.

ARTICLE VIII : Dépôt des candidatures

⁴ La liste électorale doit faire l'objet d'une publicité de 60 jours au moins avant la date du scrutin le 29/11/2018, soit le 28/09/2018 au plus tard.

▪ **Monopole syndical pour le dépôt de candidatures**

Il est rappelé que seules peuvent présenter des listes de candidats les organisations syndicales qui, dans la fonction publique territoriale, remplissent les conditions fixées au I de l'article 9 bis de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983.

Chaque organisation syndicale ne peut présenter qu'une liste de candidats pour un même scrutin (une liste pour le comité technique, une liste par commission administrative paritaire, une liste par commission consultative paritaire). Nul ne peut être candidat sur plusieurs listes d'un même scrutin.

Les listes peuvent être communes à plusieurs organisations syndicales. Dans le cas de liste commune, il est impératif lors du dépôt de la liste de noter la répartition des voix entre les organisations syndicales. Si la répartition n'est pas faite, il sera opéré un partage identique des voix.

▪ **Modalités de dépôt des listes de candidats**

Les listes de candidats seront déposées contre récépissé à la direction des ressources humaines.

Les listes de candidatures doivent être déposées, de 9h00 à 17h00 les jours ouvrés, et au plus tard le jeudi 18 octobre 2018 à 17h00, à la Direction départementale des Services d'Incendie et de secours des Yvelines, 3^{ème} étage – Groupement des ressources humaines, 56 avenue de Saint-Cloud, à VERSAILLES. Il est préférable de prendre rendez-vous en amont afin de s'assurer de la présence des agents en charge de ce dossier.

Chaque liste devra comporter le nom d'un délégué de liste, candidat ou non, désigné par l'organisation syndicale afin de représenter la liste dans toutes les opérations électorales. L'organisation peut désigner un délégué suppléant. Chaque liste déposée mentionnera les noms, prénoms et sexe de chaque candidat et indiquera le nombre de femmes et d'hommes. Le dépôt de la liste pourra se faire au moyen du formulaire de déclaration individuelle du scrutin (annexe 4).

Le dépôt de chaque liste doit, en outre, être accompagné d'une déclaration de candidature signée par chaque candidat. Le dépôt fera l'objet d'un récépissé remis au délégué de liste (annexe 5).

Lorsque l'autorité territoriale constate que la liste ne satisfait pas aux conditions fixées par l'article 9 bis de la loi du 13 juillet 1983 susvisée, elle informe le délégué de liste au plus tard le jour suivant la date limite de dépôt des listes, par décision motivée, de l'irrecevabilité de la liste.

La date limite de dépôt des listes de candidats est fixée au 18/10/2018⁵.

▪ **Modification des listes de candidats**

Aucune liste de candidats ne peut être modifiée après la date limite de dépôt.

Toutefois, si dans un délai de cinq jours francs suivant la date limite de dépôt des listes un ou plusieurs candidats inscrits sur une liste sont reconnus inéligibles, l'autorité territoriale informe sans délai le délégué de liste. Celui-ci transmet alors à l'autorité territoriale, dans un délai de trois jours francs à compter de l'expiration du délai de cinq jours susmentionné, les rectifications nécessaires. Le candidat inéligible est remplacé par un autre candidat respectant les conditions d'éligibilité.

A l'occasion de cette désignation, le délégué de liste peut modifier l'ordre de présentation de la liste. A défaut de rectification, l'autorité territoriale raye de la liste les candidats inéligibles.

Cette liste ne peut participer aux élections que si elle satisfait néanmoins à la condition de comprendre un nombre de noms égal au moins aux deux tiers des sièges de représentants titulaires et suppléants à pourvoir et respecte sur le nombre de candidats les parts respectives de femmes et d'hommes telles que définies dans la suite du document.

Si le fait motivant l'inéligibilité est intervenu après la date limite de dépôt des listes, le candidat inéligible peut être remplacé jusqu'au quinzième jour précédant la date du scrutin.

Aucun autre retrait de candidature ne peut être opéré après le dépôt des listes.

⁵ Les listes doivent être déposées au moins six semaines avant la date du scrutin, soit le 18/10/2018 au plus tard.

- **Nombre de candidats par liste**

- **Comité Technique / Commissions Consultatives Paritaires**

Pour chaque instance, chaque liste comprendra un nombre de noms égal au moins aux deux tiers et au plus au double du nombre de sièges de représentants titulaires et de représentants suppléants à pourvoir, sans qu'il soit fait mention pour chacun des candidats de la qualité de titulaire ou de suppléant. En outre, ces listes doivent comporter un nombre pair de noms.

- **Commissions Administratives Paritaires**

Le nombre de candidats présentés dans chaque groupe hiérarchique doit être un nombre pair.

Les listes peuvent comprendre, dans chaque groupe hiérarchique, un nombre de noms égal au plus au double de celui des sièges de représentants titulaires et de représentants suppléants de ce groupe.

Les listes peuvent comprendre, dans chaque groupe hiérarchique, un nombre de noms égal au plus au double de celui des sièges de représentant titulaire et de représentant suppléant de ce groupe.

Les listes peuvent comporter un nombre variable de candidats qui permet d'admettre aussi bien des listes incomplètes que des listes excédentaires.

- **Représentation équilibrée des hommes et des femmes**

Chaque liste comprend un nombre de femmes et d'hommes correspondant aux parts respectives de femmes et d'hommes représentés au sein de l'effectif. Ce nombre est calculé sur l'ensemble des candidats inscrits sur la liste.

Lorsque l'application de l'alinéa précédent n'aboutit pas à un nombre entier de candidats à désigner pour chacun des deux sexes, l'organisation syndicale procède indifféremment à l'arrondi à l'entier inférieur ou supérieur.

- **Affichage des listes de candidats**

Dans le cadre des élections des représentants du personnel au comité technique, aux commissions administratives paritaires et aux commissions consultatives paritaires, les listes de candidats seront affichées par l'autorité dans les locaux du SDIS des Yvelines, tous les centres de secours du département excepté ceux uniquement composés de sapeurs-pompiers volontaires ainsi que les sites administratifs à savoir la direction (avenue de Saint Cloud), les états-majors de groupement territorial, le groupement des opérations, le centre de formation départemental, le site de la PFL et l'atelier Anthena.

L'affichage des listes des candidats est réalisé le 19/10/2018. Les rectifications apportées ultérieurement sont affichées immédiatement.

Ces listes seront également publiées sur l'intranet de SDIS des Yvelines.

ARTICLE IX - Propagande électorale

Les Organisations syndicales assureront leur campagne électorale dans le cadre des dispositions légales relatives à l'exercice du droit syndical au sein de l'autorité⁶.

- **Tracts et affiches**

Les Organisations syndicales pourront distribuer des tracts et affiches jusqu'au 28/11/2018 à minuit⁷.

La distribution de documents de propagande électorale ainsi que leur diffusion sont interdites à compter du jour d'ouverture du vote électronique jusqu'au 06/12/2018.

⁶ Décret n°85-397 du 3 avril 1985 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique territoriale.

⁷ Le vote électronique se déroulant sur plusieurs jours, le jour à prendre en compte sera celui d'ouverture du vote électronique.

▪ **Professions de foi des candidats**

Les candidats devront remettre lors du dépôt de leur candidature leurs professions de foi au format numérique sous format PDF et Word. Celles-ci seront mises en ligne sur l'application de vote électronique.

Les professions de foi devront être établies sur un feuillet format A4 / Recto verso. L'impression des documents se fera en couleur. Elles seront adressées par voie postale au domicile de l'agent dans un envoi séparé de celui du matériel de vote. Celles-ci seront mises sous pli dans l'ordre d'arrivée des listes de candidats en présence et transmises aux électeurs 15 jours avant le premier jour du scrutin soit au plus tard le 14 novembre 2018

L'impression et la mise sous pli seront réalisées par un prestataire extérieur.

Les professions de foi seront par ailleurs publiées sur l'intranet du SDIS des Yvelines.

Pour un rendu optimal les logos des syndicats et les photographies devront respecter les formats, poids et résolutions exposés ci-après :

	Format	Poids (Ko)	Dimensions	Nom du fichier
Professions de foi	.pdf	1 000 (1 Mo)	-	PF_NOM SYNDICAT
Logos OS	.jpg ou .png	100	200x200px	LOGO_NOM SYNDICAT
Photos candidats	.jpg	500	Minimum : 46x56px Maximum : 200x243px *	PHOTO_NOM PRENOM

* Quel que soit le format retenu, celui-ci devra être proportionnel aux dimensions ci-dessus.

▪ **Utilisation de la messagerie professionnelle à des fins de propagande électorale**

L'usage de la messagerie professionnelle mise à disposition par le SDIS des Yvelines est autorisé pour la propagande électorale dans des proportions raisonnables, à condition qu'elle ne porte pas atteinte au bon fonctionnement du service.

ARTICLE X : Modalités d'organisation et de déroulement des opérations électorales

▪ **Vote électronique, principes généraux**

Les modalités d'organisation et de déroulement des opérations électorales utilisant le vote électronique sont fixées dans le respect des principes généraux du droit électoral.

Les modalités de mise en place du scrutin électronique permettent de respecter les principes suivants :

- la sincérité des opérations électorales,
- l'accès au vote de tous les électeurs,
- le secret du scrutin,
- le caractère personnel, libre et anonyme du vote,
- l'intégrité des suffrages exprimés,
- la surveillance effective du scrutin
- le contrôle a posteriori par le juge de l'élection.

▪ **Matériel de vote**

Le matériel de vote sera adressé au plus tard le 14 novembre 2018, au domicile de chaque électeur et sera constitué d'une lettre précisant les modalités du vote et des codes confidentiels de l'électeur.

▪ **Conception, gestion, maintenance et contrôle effectif du système de vote électronique**

Dans la mise en œuvre du vote électronique pour les élections des représentants du personnel au comité technique, aux commissions administratives paritaires et aux commissions consultatives

paritaires, la conception, la gestion, la maintenance et le contrôle effectif du système de vote électronique est confié au prestataire, Gedicom, sous la supervision de l'autorité.

▪ **Expertise**

Préalablement à sa mise en œuvre, le système de vote électronique fera l'objet d'une expertise indépendante destinée à vérifier le respect des garanties prévues par le décret n° 2014-793 du 9 juillet 2014.

Cette expertise couvrira l'intégralité du dispositif installé avant le scrutin, les conditions d'utilisation du système de vote durant le scrutin ainsi que les étapes postérieures au vote.

L'expert désigné par l'autorité territoriale est le Cabinet d'expertise Demaeter SARL.

▪ **Déroulement du vote par Internet**

Les électeurs pourront voter depuis tout poste informatique connecté à Internet à tout moment pendant la période du scrutin, sur le lieu de travail pendant les heures de service ou à distance.

Les électeurs ne disposant pas d'un poste informatique sur leur lieu de travail auront la possibilité d'exprimer leur vote par Internet sur un poste dédié dans un local aménagé à cet effet, situé dans les locaux de l'autorité, accessible pendant les heures de service et mis à disposition pour toute la durée du scrutin. Le poste sera installé sur le site de Trappes au centre de formation départemental. Pendant la période de vote, les chefs d'unité devront veiller à rendre accessible un poste informatique pour permettre le vote électronique.

L'autorité s'assure que les conditions nécessaires à l'anonymat, la confidentialité et le secret du vote sont respectées.

Tout électeur qui se trouve dans l'incapacité de recourir au vote électronique à distance peut se faire assister par un électeur de son choix pour voter sur le poste dédié.

Par Intranet, un lien vers l'application de vote par internet sera mis en place dans le portail Intranet. Les électeurs n'ayant pas accès à internet depuis leur poste de travail pourront ainsi accéder à l'application de vote.

L'adresse URL pour accéder au site de vote est la suivante : www.sdis78.webvote.fr

Après s'être identifiés à l'aide de leurs codes confidentiels (Identifiant + code secret) et avoir saisi leur date de naissance, les électeurs se verront présenter les élections de leurs collègues respectifs pour lesquels ils détiennent des droits de vote.

Les listes de candidats seront présentées dans un ordre aléatoire avec le logo des organisations syndicales. La liste sera affichée dans l'ordre présenté accompagnée le cas échéant de leurs photos (en tenue sapeur-pompier ou en tenue de ville).

Durant leur vote, les électeurs auront la possibilité de revenir sur leur choix. Une fois leur vote définitivement validé, il ne leur sera plus possible de le modifier.

Les électeurs auront la possibilité d'imprimer ou d'enregistrer un accusé de confirmation de la prise en compte de leur vote sur l'application.

L'électeur connecté sur le système de vote avant l'heure de clôture pourra valablement mener jusqu'à son terme la procédure de vote dans la limite de vingt minutes après la clôture du scrutin.

▪ **Assistance téléphonique**

Durant la période de vote, un service d'assistance téléphonique mis en place par le prestataire se tiendra à la disposition des électeurs qui rencontreraient des problèmes techniques ou qui auraient égaré leurs codes.

L'assistance téléphonique sera joignable 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. L'appel sera facturé au prix d'un appel local.

▪ **Procédure de restitution de codes**

Une procédure sécurisée permettra aux électeurs ne disposant pas de leurs codes d'accès (non réception, perte) de participer au vote.

Les modalités pratiques d'authentification et de renvoi des codes sont définies dans l'annexe 2 du présent protocole.

▪ **Bureaux de vote**

Un bureau de vote sera constitué pour chacune des instances de représentation du personnel, soit :

- Un bureau de vote pour l'élection du Comité Technique ;
- Un bureau de vote unique pour les Commissions Administratives Paritaires ;
- Un bureau de vote unique pour les Commissions Consultatives Paritaires.

Chaque bureau de vote sera composé d'un président et d'un secrétaire désignés par l'organe délibérant de l'autorité territoriale. Chaque bureau de vote comprendra également un délégué de liste désigné par chacune des organisations syndicales candidates aux élections. En cas de dépôt d'une liste d'union, il n'est désigné qu'un délégué par liste.

En outre, un bureau de vote électronique centralisateur sera constitué et aura la responsabilité de l'ensemble des scrutins. Le bureau de vote électronique centralisateur sera composé d'un président et d'un secrétaire désignés par l'autorité territoriale. Il comprendra également un délégué représentant chacun des bureaux de vote.

Lors du scrutin à blanc, il sera procédé à la remise aux différents membres des bureaux de vote de leurs codes administrateurs. Ces codes permettant d'accéder à des outils de supervision du déroulement des opérations seront remis de manière sécurisée et confidentielle. Les droits associés à ces codes sont précisés dans l'annexe 3 du présent protocole.

Les membres des bureaux de vote bénéficieront d'une formation à distance au moins un mois avant l'ouverture du vote sur le système de vote électronique qui sera utilisé et auront accès à tous documents utiles sur le système de vote électronique. Une formation complémentaire sera programmée au moins une semaine avant le début du scrutin.

▪ **Cellule d'assistance technique**

Une cellule d'assistance technique sera mise en place afin de veiller au bon fonctionnement du processus de vote et à la surveillance du système de vote électronique. Celle-ci sera constituée des membres de l'autorité, des représentants des organisations syndicales ayant déposé une candidature au scrutin et de préposés du prestataire.

Chaque Organisation syndicale pourra désigner un délégué de liste qui composera la cellule d'assistance technique.

▪ **Scrutin à blanc, programmation de la période de vote et contrôle du scellement**

Le scrutin à blanc vise à tester l'application client en fonctionnement réel. Durant cette phase, les membres du bureau de vote électronique centralisateur, sous le contrôle des représentants de l'autorité et des délégués de listes, vont pouvoir tester tous les modules de l'application, y compris le module de dépouillement des bulletins de vote.

Pour ce faire, les membres du bureau de vote électronique centralisateur ouvriront le scrutin, effectueront des votes, fermeront le scrutin et dépouilleront les votes effectués.

Au terme de ce test, les membres du bureau de vote électronique centralisateur valideront l'intégrité du dispositif et programmeront l'ouverture et la fermeture du vote de sorte que celles-ci se fassent automatiquement.

Entre les dates d'ouverture et de fermeture du scrutin, le vote sera accessible 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24.

Tout au long du scrutin, le module de contrôle du scellement permettra aux membres du bureau de vote de s'assurer que l'application n'est sujette à aucune modification.

▪ **Chiffrement et déchiffrement des votes**

Les membres du bureau de vote électronique centralisateur détiennent les clés permettant le chiffrement et le déchiffrement des votes.

La génération de la clé de chiffrement est matérialisée par la saisie d'une séquence secrète de leur choix, par chacun des membres du bureau de vote électronique centralisateur, lors de la

programmation de l'ouverture du vote. Les clés de chiffrement sont réparties de la manière suivante aux membres du bureau de vote électronique centralisateur :

- 1 clé pour le président ;
- 1 clé pour le secrétaire ;
- 1 clé par délégué représentant chaque bureau de vote électronique regroupé au sein du bureau de vote électronique centralisateur.

Au moins trois clés de chiffrement sont générées par les membres du bureau de vote électronique centralisateur, dont celle du président du bureau de vote électronique centralisateur ou de son représentant et celle d'au moins deux délégués de liste.

La séance au cours de laquelle il est procédé à l'établissement et à la répartition des clés de chiffrement est ouverte aux électeurs.

Durant le scrutin, aucun dépouillement partiel ne sera possible.

Chacun des membres du bureau de vote électronique centralisateur devra conserver sous sa responsabilité durant le scrutin :

- un exemplaire de ses codes,
- une copie de sa séquence secrète,
- une copie de l'empreinte du scellement de l'application.

Les représentants de l'autorité conserveront par ailleurs **sous pli scellé** :

- une copie de chacune des séquences secrètes de chacun des membres du bureau de vote électronique centralisateur,
- une copie de l'empreinte du scellement de l'application.

▪ **Fermeture du scrutin et dépouillement de l'urne électronique**

Une fois la fermeture du vote réalisée, le bureau de vote électronique centralisateur pourra activer le déchiffrement des bulletins de vote et procéder au dépouillement.

Le déchiffrement des votes est rendu possible par la saisie par les membres du bureau de vote électronique centralisateur d'au moins trois séquences secrètes. La présence du président du bureau de vote électronique centralisateur ou son représentant et d'au moins deux délégués de liste parmi les détenteurs de clés est indispensable pour autoriser le dépouillement.

Il sera alors possible d'accéder aux résultats détaillés pour chacune des élections.

ARTICLE XI : Modalités de désignation des élus

Pour chaque instance les concernant, les électeurs ne peuvent voter que pour une liste complète sans radiation ni adjonction de noms et sans modification de l'ordre de présentation des candidats.

- **Nombre de sièges attribués à chaque liste**
 - **Règles communes à l'ensemble des instances**

Pour chaque instance, la désignation des membres titulaires est faite à la proportionnelle avec attribution des restes à la plus forte moyenne.

Dans le cas où, pour l'attribution d'un siège, des listes ont la même moyenne, le siège est attribué à la liste qui a recueilli le plus grand nombre de voix. Si les listes en cause ont recueilli le même nombre de voix, le siège est attribué à celle qui a présenté le plus grand nombre de candidats au titre de l'instance concernée. Si plusieurs de ces listes ont obtenu le même nombre de voix et ont présenté le même nombre de candidats, le siège est attribué par voie de tirage au sort.

Dans le cas où des sièges n'ont pu être pourvus par vote d'élection faute de candidats pour une instance, l'attribution de ces sièges est faite au tirage au sort parmi les électeurs qui remplissent les conditions d'éligibilité pour cette même instance.

Le jour, l'heure et le lieu de tirage au sort sont annoncés au moins huit jours à l'avance par affichage dans les locaux administratifs. Tout électeur peut y assister.

Le tirage au sort est effectué par l'autorité territoriale ou son représentant. Les membres du bureau de vote électronique centralisateur sont convoqués pour assister au tirage au sort.

- o **Comité technique / Commissions Consultatives Paritaires**

En cas de liste ne comportant pas un nombre de noms égal au nombre de sièges de représentants titulaires et de représentants suppléants à pourvoir, l'organisation syndicale ne peut prétendre à l'obtention de plus de sièges de représentants titulaires et de représentants suppléants du personnel que ceux pour lesquels elle a proposé des candidats.

- o **Commissions administratives paritaires**

Dans l'hypothèse où une liste incomplète obtiendrait un siège de plus que le nombre de candidats présentés par elle lui permet de pourvoir, ce siège est attribué à la liste qui, en application des dispositions communes ci-dessus, l'obtient en second.

- **Désignation des représentants titulaires**

- o **Comité technique / Commissions Consultatives Paritaires**

Une fois les sièges attribués aux listes, les représentants titulaires sont désignés selon l'ordre de présentation de la liste.

- o **Commissions administratives paritaires**

Une fois les sièges attribués aux listes, les listes exercent leur choix successivement dans l'ordre décroissant du nombre de sièges qu'elles obtiennent : la liste ayant obtenu le plus de sièges procède donc en premier à la désignation de ses représentants.

Chaque liste choisit les sièges qui lui reviennent dans le groupe hiérarchique qu'elle souhaite, en fonction des candidats qu'elle a présentés sur sa liste.

Ce choix s'exerce par chaque liste dans l'ordre décroissant du nombre de sièges obtenus.

En cas d'égalité du nombre de sièges obtenus, l'ordre de choix est déterminé par le nombre respectif de suffrages obtenus par les listes.

En cas d'égalité du nombre de suffrages, l'ordre de choix est déterminé par voie de tirage au sort.

Le choix exercé par chaque liste ne doit pas avoir pour conséquence d'empêcher, du fait de ce choix, une autre liste d'obtenir le nombre de sièges auxquels elle a droit dans les groupes hiérarchiques pour lesquels elle avait présenté des candidats.

Les représentants titulaires sont désignés selon l'ordre de présentation de la liste.

- **Désignation des représentants suppléants**

Il est attribué à chaque liste un nombre de représentants suppléants égal à celui des représentants titulaires, désignés selon l'ordre de présentation de la liste.

La procédure de tirage au sort précédemment décrite pour la désignation des représentants titulaires est, le cas échéant, applicable dans les mêmes hypothèses et dans les mêmes conditions pour la désignation des représentants suppléants.

ARTICLE XII: Proclamation et affichage des résultats et processus de génération des procès-verbaux

- **Proclamation des résultats**

Une fois les opérations de dépouillement terminées, les résultats sont proclamés par le bureau de vote électronique centralisateur.

- **Signature du procès-verbal**

Le bureau de vote électronique centralisateur établit le procès-verbal récapitulatif de l'ensemble des opérations électorales pour chaque instance.

Le procès-verbal mentionne notamment le nombre de votants, le nombre de suffrages valablement exprimés, le nombre de votes nuls et le nombre de voix obtenues par chaque liste en présence.

Lorsqu'une liste a été présentée par un syndicat qui est affilié à une union de syndicats de fonctionnaires, le procès-verbal précise en outre l'organisation syndicale nationale à laquelle se rattache ce syndicat.

En cas de liste commune à plusieurs organisations syndicales, le procès-verbal précise également la base de répartition des suffrages exprimés.

▪ **Affichage des résultats**

Les résultats définitifs des élections sont affichés dans les locaux du SDIS des Yvelines et mis en ligne sur le site intranet.

▪ **Envoi des procès-verbaux**

Un exemplaire du procès-verbal pour chaque instance est immédiatement adressé au préfet du département ainsi qu'aux délégués de liste.

ARTICLE XIII : Durée de conservation des données

L'autorité conserve sous scellés, pendant un délai de deux ans et dans les conditions fixées aux articles L. 212-2 et L. 212-3 du code du patrimoine et au 5° de l'article 6 de la loi du 6 janvier 1978 susvisée, les fichiers supports comprenant la copie des programmes sources et des programmes exécutables, les matériels de vote, les fichiers d'émargement, de résultats et de sauvegarde. La procédure de décompte des votes doit, si nécessaire, pouvoir être exécutée de nouveau.

Au terme de ce délai de deux ans, sauf lorsqu'une action contentieuse a été engagée, la collectivité ou l'établissement public procède à la destruction des fichiers supports. Seuls sont conservés les listes de candidats avec déclarations de candidatures et professions de foi, les procès-verbaux de l'élection ainsi que les actes de nomination des membres des bureaux de vote.

ARTICLE XIV : Publicité du protocole – durée de l'accord

Le présent protocole est pris pour les élections des membres des délégations du personnel au comité technique, aux commissions administratives paritaires et aux commissions consultatives paritaires.

Le lendemain de la délibération, le présent protocole sera porté à la connaissance des agents par affichage et mis en ligne sur le site intranet du SDIS des Yvelines.

Fait à Versailles le

**Pour le SDIS des Yvelines,
Le Chef du pôle Ressources humaines**

**Monsieur le Président
du syndicat autonome SPP PATS du SDIS
des Yvelines,**

Lieutenant-colonel Benoît LEGIER

Pierre RUIZ DUPONT

**Monsieur le Président
du syndicat Avenir-Secours CFE-CGC du
SDIS des Yvelines**

**Monsieur le Secrétaire général
du syndicat UNSA du SDIS des Yvelines,**

Christophe GALFRE

William MOREAU

**Monsieur le Secrétaire général par
intérim
du syndicat CGT du SDIS des Yvelines,**

**Monsieur le Président
du syndicat SNSPP-PATS du SDIS des
Yvelines,**

Yann NESTOUR

Yannick TENESI

ANNEXE 1 : PLANNING RECAPITULATIF DES OPERATIONS*

Dates - Périodes	Tâche
20/06/2018	Signature de la délibération sur la mise en œuvre du vote électronique, le cas échéant en présence des organisations syndicales représentatives
Semaine 38	Publication de la délibération et du protocole de mise en œuvre du vote électronique
Semaine 39	Affichage d'une note d'information sur le déroulement des élections (dates du scrutin et dates limites de dépôt des candidatures)
Semaine 39	Inscription dans le registre des activités de traitement du traitement de données à caractère personnel opéré dans le cadre des élections
28/09/2018	Affichage des listes électorales
28/09 au 10/10/2018	Vérification des listes électorales
15/10/2018	Clôture des listes électorales
18/10/2018	Date limite de dépôt des candidatures, de la propagande et des photos des candidats
19/10/2018	Information de l'irrecevabilité d'une liste de candidats
19/10/2018	Affichage des listes de candidats
1 mois avant le 29/11 (envoi tutoriel) 2 semaines avant le 29/11 (formation)	Formation des membres du bureau de vote sur le système de vote électronique
14/11/2018	Mise en ligne des candidatures et professions de foi
14/11/2018 au 23/11/2018	Recette du site de vote par l'autorité et les organisations syndicales
Au plus tard le 14/11/2018	Envoi du matériel de vote aux électeurs (avec la notice d'information détaillée)
28/11/2018	Scrutin à blanc / Programmation de l'ouverture et de la fermeture des élections / Contrôle des urnes et de l'empreinte de l'application
29 novembre 2018	10H00 : Ouverture des scrutins
29/11/2018	Courriel d'information du personnel concernant l'ouverture du vote
03/12/2018	Courriel de rappel du déroulement des élections
06/12/2018	Courriel d'information du personnel concernant la fermeture imminente du vote
06 décembre 2018	16H00 : Fermeture des scrutins
	Dépouillement et proclamation des résultats
	Affichage des résultats

*le planning des opérations peut faire l'objet d'ajustement

ANNEXE 2 : PROCEDURE DE RESTITUTION DE CODES

PROCEDURE DE RESTITUTION DES CODES AUPRES DU SERVICE D'ASSISTANCE TELEPHONIQUE		
Eléments d'authentification	Nom/Prénom Date de naissance Lieu de naissance Matricule Adresse postale	
Modalité de restitution prioritaire	Code identifiant	Par téléphone
	Code secret	Par mail sur messagerie professionnelle communiquée dans le fichier des électeurs par la DRH
Modalité de restitution secondaire	Code identifiant	Par téléphone
	Code secret	Par SMS sur un numéro de mobile communiqué par l'électeur . Un mail d'information sera adressé en parallèle sur la messagerie professionnelle de l'électeur (si celui dispose d'une adresse mail) pour l'informer que son code secret lui a été transmis par SMS. . Un même numéro de mobile permettra de récupérer uniquement un code secret par SMS.

— PROCEDURE DE RESTITUTION DES CODES EN LIGNE SUR LE SITE DE VOTE		
Eléments d'authentification	Nom/Prénom Date de naissance Lieu de naissance Matricule	
Modalité de restitution	Code identifiant	Par mail sur messagerie professionnelle communiquée dans le fichier des électeurs par la DRH
	Code secret	Par SMS sur un numéro de mobile communiqué par l'électeur . Un mail d'information sera adressé en parallèle sur la messagerie professionnelle de l'électeur (si celui dispose d'une adresse mail) pour l'informer que son code secret lui a été transmis par SMS. . Un même numéro de mobile permettra de récupérer uniquement un code secret par SMS.

ANNEXE 3 : ADMINISTRATION DU SYSTEME DE VOTE ELECTRONIQUE

Les droits de chacun des membres de la cellule d'assistance technique seront les suivants :

FONCTIONNALITES		BUREAU DE VOTE ELECTRONIQUE CENTRALISATEUR		BUREAU DE VOTE PAR SCRUTIN	
		Président/Secrétaire	Délégués de listes	Président/Secrétaire	Délégués de listes
CONSULTATION DE LA PARTICIPATION		OUI	OUI	OUI (Sur leur périmètre)	OUI (Sur leur périmètre)
CONSULTATION DES LISTES D'EMARGEMENTS	En ligne pendant le scrutin	NON	NON	NON	NON
	En ligne et en téléchargement à l'issue du scrutin	OUI	OUI	OUI (Sur leur périmètre)	OUI (Sur leur périmètre)
RESULTATS		OUI	OUI	OUI (Sur leur périmètre)	OUI (Sur leur périmètre)
JOURNAL DES EVENEMENTS		OUI	OUI	OUI	OUI
PROGRAMMATION APPLICATION	Ouverture et fermeture du scrutin	OUI	OUI	NON	NON
	Clé de chiffrement/déchiffrement des votes	OUI	OUI	NON	NON

ANNEXE 4 : MODELE DE DECLARATION INDIVIDUELLE DE CANDIDATURE

PRECISEZ L'INSTANCE CONCERNEE
SCRUTIN DU 6 décembre 2018
Catégorie

DECLARATION INDIVIDUELLE DE CANDIDATURE

Je soussigné(e)

NOM :

NOM DE JEUNE FILLE :

PRENOM :

GRADE :

Femme Homme

GROUPE HIERARCHIQUE :

ADRESSE :

.....

PROFESSION :

DATE ET LIEU DE NAISSANCE :

NOM DE LA LISTE DONT RELEVE LA CANDIDATURE :

.....

Déclare faire acte de candidature pour l'élection des représentants à (préciser l'instance) des services d'incendie et de secours des Yvelines catégorie xxxxxxxxxx.

et certifie sur l'honneur **remplir les conditions requises pour être inscrit sur la liste électorale et :**

ne pas être en congé de longue maladie ou de longue durée

ne pas avoir été frappé d'une sanction disciplinaire du 3^{ème} groupe à moins d'avoir été amnistié ou d'avoir été relevé de ma peine dans les conditions indiquées par le décret pris en application du dernier alinéa de l'article 89 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984

ne pas être frappé d'une des incapacités prononcées par les articles L.5 et L.6 du code électoral.

Je déclare également ne pas être candidat(e) pour le même scrutin sur une liste présentée par une autre organisation syndicale.

Fait à le

Signature du candidat(e) (obligatoire) :

NOM, Prénom

Déclaration à remettre au délégué de liste du syndicat

ANNEXE 5 : MODELE Récépissé de dépôt d'une liste de candidats

RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT D'UNE LISTE DE CANDIDATS (*)

AUX ELECTIONS DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL SIEGEANT (PRECISEZ L'INSTANCE
CATEGORIE ET PATS OU SPP)

SCRUTIN DU 6 DECEMBRE 2018

En application de l'article 12 du décret n°89-229 du 17 avril 1989 modifié, **l'autorité territoriale ou le président de l'établissement** déclare avoir reçu ce jour à xx heures xx, **une liste de candidats** présentée par **l'organisation syndicale dénommée** : xxxxxx, dont le siège est situé à : xxxxxxxx, comportant XX noms.

➤ **Représentée dans toutes les opérations électorales par :**

Civilité Nom Prénom

Exerçant ses fonctions de xxxxxx + affectation

Tél : Portable :

Courriel :

Adresse :

Délégué(e) titulaire de liste,

Civilité Nom Prénom

Exerçant ses fonctions de xxxxxxxxxxxx + affectation

Tél : Portable :

Courriel :

Adresse :

Délégué(e) suppléant de liste, habilitée à remplacer de délégué(e) titulaire ci-dessus désigné en cas d'indisponibilité de celui-ci.

➤ **Accompagnée des déclarations individuelles de candidatures** signées par chaque candidat :

- Nom prénom sexe grade

Signature :

Fait à Versailles, le

(*) Ce récépissé ne peut en aucun cas être considéré comme valant recevabilité de la liste déposée

ANNEXE 6 : FORMULAIRE DE DEMANDE DE MODIFICATION DE LA LISTE ÉLECTORALE

FORMULAIRE DE DEMANDE DE MODIFICATION DE LA LISTE ÉLECTORALE

AUX ELECTIONS DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DES YVELINES

Je soussigné(e) (noms) (prénoms) :

Date de naissance :

Grade :

Catégorie : A B C

Filière : Sapeur-pompier Technique Administrative Culturelle Médico-sociale

Position : Stagiaire Titulaire Contractuel

DEMANDE D'INSCRIPTION SUR LA LISTE

Je demande à être inscrit(e) sur la liste électorale du collège

Je certifie remplir toutes les conditions légales et réglementaires pour pouvoir être inscrit(e) sur ladite liste.

A cet effet, je joins à ce formulaire une copie du document justifiant de ma qualité.

Date et signature du demandeur

DEMANDE DE RECTIFICATION DE LA LISTE

Je demande la modification de mon inscription au sein du collège

Je certifie remplir toutes les conditions légales et réglementaires pour pouvoir être inscrit(e) dans ledit collège.

A cet effet, je joins à ce formulaire une copie du document justifiant de ma qualité.

Date et signature du demandeur

ANNEXE 7 : CALCUL REPRESENTATIVITE HOMMES/ FEMMES

Effectifs CT

Effectifs appréciés au 1^{er} janvier 2018

(Article 8 du décret n° 85-565 du 30 mai 1985 relatif aux CT)

« Sont électeurs pour la désignation des représentants du personnel au sein du comité technique tous les agents exerçant leurs fonctions dans le périmètre du comité technique.

Ces agents doivent remplir les conditions suivantes :

- 1) Lorsqu'ils ont la qualité de fonctionnaire titulaire, être en position d'activité ou de congé parental ou être accueillis en détachement ou mis à disposition de la collectivité ou de l'établissement ;
- 2) Lorsqu'ils ont la qualité de fonctionnaire stagiaire, être en position d'activité ou de congé parental ;
- 3) Lorsqu'ils sont agents contractuels de droit public ou de droit privé, bénéficiers d'un contrat à durée indéterminée ou d'un contrat d'une durée minimale de six mois ou d'un contrat reconduit successivement depuis au moins six mois. En outre, ils doivent exercer leurs fonctions ou être en congé rémunéré ou en congé parental ;

Les agents mis à disposition des organisations syndicales sont électeurs dans leur collectivité ou établissement d'origine ».

Le nombre de représentants du personnel est fixé par l'organe délibérant dans une fourchette qui dépend de l'effectif des agents (au 1^{er} janvier 2018) relevant du CT, après consultation des organisations syndicales représentées au CT ou à défaut des syndicats ou sections syndicales connues par l'autorité territoriale.

Pour le calcul des effectifs mentionnés à l'article 10, sont pris en compte l'ensemble des fonctionnaires titulaires et stagiaires, des agents contractuels de droit public et de droit privé et des personnels à statut ouvrier exerçant leurs fonctions dans le périmètre du service pour lequel le comité technique est institué ou placés en position de congé parental ou de congé rémunéré.

L'effectif retenu, comprenant les parts respectives de femmes et d'hommes, est apprécié au 1^{er} janvier de l'année de l'élection des représentants du personnel. Il est déterminé au plus tard huit mois avant la date du scrutin.

Effectifs au 1 ^{er} janvier	Nombre de représentants
≥ 50 et < 350	3 à 5
≥ 350 et < 1 000	4 à 6
≥ 1 000 et < 2 000	5 à 8
≥ 2 000	7 à 15

La délibération de l'organe délibérant doit intervenir au moins 6 mois avant la date du scrutin. Elle devra faire état des effectifs appréciés au 1^{er} janvier 2018 dans le ressort du CT et de leur répartition entre femmes et hommes nécessaire pour la constitution des listes de candidats.

⇒ **Effectifs 1403 agents dont 176 femmes soit 12.5 %**

Hypothèse d'une liste complète (16) * 12.5% = 2 candidats

Nombre de représentants du personnel maintenu à 8.

Effectifs CAP

Effectifs appréciés au 1^{er} janvier 2018

Effectifs	Représentants titulaires	Groupe supérieur / Groupe de base
Effectifs < à 40	3 représentants	1 GS + 2 GB
40 ≤ effectifs < 250	4 représentants	1 GS + 3 GB
250 ≤ effectifs < 500	5 représentants	2 GS + 3 GB
500 ≤ effectifs < 750	6 représentants	2 GS + 4 GB
750 ≤ effectifs < 1000	7 représentants	2 GS + 5 GB
1000 ≤ effectifs	8 représentants	3 GBS + 5 GB

Lorsque les fonctionnaires relevant du groupe supérieur sont plus nombreux que ceux relevant du groupe de base, la répartition mentionnée ci-dessus entre les deux groupes est inversée.

👉 Rappel

Pour le calcul des effectifs, sont pris en compte les agents qui, au 1er janvier de l'année de l'élection des représentants du personnel, remplissent les conditions fixées par l'article 8.

Sont électeurs les fonctionnaires titulaires à temps complet ou à temps non complet en position d'activité, de détachement ou de congé parental dont le grade ou l'emploi est classé dans la catégorie représentée par la commission.

Les fonctionnaires mis à disposition sont électeurs dans leur collectivité ou établissement d'origine. Les fonctionnaires en position de détachement sont électeurs à la fois au titre de leur situation d'origine et de leur situation d'accueil, sauf si la même commission reste compétente dans les deux cas.

➤ PATS catégorie A

Catégorie A groupe 6 : 1 seul agent féminin

Groupe	Catégorie	Grade
Groupe 6	A	Directeur Administrateur Ingénieur chef

Si un groupe hiérarchique comporte moins de quatre fonctionnaires, la commission administrative paritaire ne comprend aucun représentant pour ce groupe.

Catégorie A groupe 5 : 23 ⇒ 14 femmes et 9 hommes

Groupe	Catégorie	Grade
Groupe 5	A	Attaché / Attaché principal Ingénieur / Ingénieur principal

Soit 3 représentants soit 3 GB

Répartition hommes femmes

15 femmes pour 9 hommes sur un total de 24 agents : 62.5 %

Hypothèse d'une liste complète (6) : 6*62.5% = 3.75 candidats

L'organisation syndicale peut procéder à l'arrondi inférieur ou supérieur

➤ **PATS catégorie B**

Catégorie B groupe 4 GS : 29 dont 18 femmes et 11 hommes

Groupe	Catégorie	Grade
Groupe 4	B	Rédacteur principal 1ère et 2ème classe Technicien principal 1ère et 2ème classe Assistant socio-éducatif et principal Technicien paramédical de classe normale et supérieure

Catégorie B groupe 3 GB : 15 dont 7 femmes et 8 hommes

Groupe	Catégorie	Grade
Groupe 3	B	Rédacteur Technicien

Soit 4 représentants 3 GS + 1 GB

Répartition hommes femmes

25 femmes pour 19 hommes sur un total de 44 agents : 56.81 %

Hypothèse d'une liste complète (8) : $8 * 56.81\% = 4.54$ candidats

L'organisation syndicale peut procéder à l'arrondi inférieur ou supérieur

➤ **PATS catégorie C**

Catégorie C groupe 2 GS : 65 dont 45 femmes et 20 hommes

Groupe	Catégorie	Grade
Groupe 2	C	Agent de maîtrise principal Adjoint administratif principal de 2ème classe Adjoint administratif principal de 1ère classe Agent de maîtrise Adjoint du patrimoine principal 2ème classe

Catégorie C groupe 1 GB : 33 dont 22 femmes et 11 hommes

Groupe	Catégorie	Grade
Groupe 1	C	Adjoint administratif Adjoint technique Adjoint du patrimoine

Soit 4 représentants 3 GS + 1 GB

Répartition hommes femmes

67 femmes pour 31 hommes sur un total de 98 agents : 68.36 %

Hypothèse d'une liste complète (8) : $8 * 68.36\% = 5.46$ candidats

L'organisation syndicale peut procéder à l'arrondi inférieur ou supérieur

➤ **SPP catégorie C**

Catégorie C groupe 2 GS : 942 dont 32 femmes et 910 hommes

Groupe	Catégorie	Grade
Groupe 2	C	Caporal / Caporal chef Sergent Adjudant

Catégorie C groupe 1 GB : 11 pour 11 hommes

Groupe	Catégorie	Grade
Groupe 1	C	Sapeur

Total effectif 985 soit 7 représentants 5 GS + 2 GB

Répartition hommes femmes

32 femmes pour 953 hommes sur un total de 985 : 3.35 %

Hypothèse d'une liste complète (14) : $14 * 3.35\% = 0.469$ candidats

L'organisation syndicale peut procéder à l'arrondi inférieur ou supérieur

Effectifs CCP

Effectifs appréciés au 1^{er} janvier 2018

Sont les électeurs, les agents contractuels de droit public mentionnés à l'article 1er du décret n° 88-145 du 15 février 1988, soit :

- les agents recrutés sur la base des articles 3, 3-1, 3-2 et 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984,

- les travailleurs handicapés recrutés en application de l'article 38 loi n°84-53 du 26 janvier 1984,

dont l'emploi est rattaché à l'une des catégories A/B/C, et qui remplissent les conditions suivantes :

- bénéficier d'un contrat à durée Indéterminée ou d'un contrat d'une durée minimale de six mois ou d'un contrat reconduit sans interruption depuis au moins six mois ;

- exercer leurs fonctions ou être en congé rémunéré ou en congé parental.

Effectif relevant de la C.C.P	Nombre de représentants titulaires
< à 11 agents contractuels	1
< à 50 agents contractuels	2
Entre 50 et moins de 100	3
Entre 100 et moins de 250	4
Entre 250 et moins de 500	5
Entre 500 et moins de 750	6
Entre 750 et moins de 1000	7
Au moins égal à 1000	8

➤ **Catégorie A**

20 agents de catégorie A dont 7 femmes soit 35 %

Soit 2 représentants

Hypothèse d'une liste complète (4) : $4 \times 62.5\% = 2.5$ candidats

L'organisation syndicale peut procéder à l'arrondi inférieur ou supérieur

➤ **Catégorie B**

4 agents de catégorie B dont 3 femmes soit 75%

Soit 1 représentant

Hypothèse d'une liste complète (4) : $4 \times 75\% = 3$ candidats

L'organisation syndicale peut procéder à l'arrondi inférieur ou supérieur

➤ **Catégorie C**

36 agents de catégorie C dont 6 femmes soit 16.6 %

Soit 2 représentants

Hypothèse d'une liste complète (4) : $4 \times 16.6\% = 0.66$ candidats

L'organisation syndicale peut procéder à l'arrondi inférieur ou supérieur



**Bureau du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines**

Séance du 12 septembre 2018

DELIBERATION N°18-6B-51

**Convention relative à la mise à disposition de la piscine de Saint-Cyr-l'École
au profit du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines**

Le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 1424-1 et suivants et R. 1424-1 et suivants ;

VU la délibération n° 18-1-05 en date du 14 février 2018 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, relative à la délégation de pouvoirs du Conseil d'administration au Bureau et au Président ;

VU l'arrêté 2018-002 du 09 janvier 2018 portant délégation de signature ;

SUR le rapport de son Président ;

APRES en avoir délibéré,

AUTORISE le Président du Conseil d'administration à signer la convention annexée à la présente délibération, laquelle précise les modalités d'utilisation de la piscine de Saint-Cyr-L'École, pour la saison 2018-2019.

Cette mise à disposition fait l'objet d'une facturation au titre d'une participation financière fixée à 23,10 euros par heure et par ligne d'eau utilisée.

Délibéré à Versailles, le 12 septembre 2018
par 3 voix (dont 0 pouvoir) pour, 0 voix contre et 0 abstention,
membres du Bureau du Conseil d'administration étant présents

le 2^{ème} Vice-président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines

Jacques PELLETIER

Accusé de réception en préfecture
078-287800536-20180912-18-6B-51-DJA-DE
Date de télétransmission : 14/09/2018
Date de réception préfecture : 14/09/2018



CONVENTION

Entre les soussignés :

La **Société VM 78210**, Société par actions simplifiée, dont le siège social est situé Boulevard Henri Barbusse à SAINT CYR L'ECOLE (78210), en cours d'immatriculation, représentée par sa Présidente la société VERT MARINE, elle-même représentée par sa Directrice Régionale, Madame Fabienne DESBIOLLES agissant pour le compte de la société en formation,

Ci-après dénommée « l'exploitant »

ET

Le **S.D.I.S 78**, Service Départemental d'Incendie et de Secours des Yvelines, 56 Avenue de Saint Cloud – CS 80103 - 78007 VERSAILLES CEDEX, représenté son Président du conseil d'administration Monsieur Alexandre JOLY,

Ci-après dénommée « le SDIS »

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

La Société Vert Marine est en charge de la gestion et de l'exploitation du centre aquatique municipal par un contrat de concession de service public qui la lie avec la Commune de Saint-Cyr-l'École.

Conformément audit contrat, la société VM 78210 s'est substituée à la société Vert Marine pour la gestion et l'exploitation de cet équipement.

Les conditions d'accès et d'utilisation du centre aquatique sont donc définies par l'exploitant en accord avec la Commune de Saint-Cyr-l'École.

ARTICLE 1- OBJET

La présente convention a pour objet la mise à disposition de lignes d'eau au SDIS, pour ses entraînements, dans les conditions définies au sein de la présente convention.

Centre Aquatique de Saint Cyr
Boulevard Henri Barbusse
78210 Saint Cyr l'Ecole
piscine.stcyr78@vert-marine.com
Tél. : 01 30 07 16 60
Fax : 01 30 07 16 61

VM 78210
Boulevard Henri Barbusse
78210 Saint Cyr l'Ecole
contact@vert-marine.com
Tél. : 02 35 12 41 41
Fax : 02 35 69 72 76

S.A.S. au capital de 8 000 €
RCS en cours d'immatriculation
N° TVA Intracommunautaire :
FR en cours d'immatriculation

FT



ARTICLE 2- REPARTITION DES ACTIVITES ET PLANNING

Le SDIS bénéficiera des lignes d'eau lui permettant d'organiser les cours suivants :

- Lundi de 7h30 à 8h30 : 1 ligne d'eau
- Vendredi de 7h30 à 8h30 : 1 ligne d'eau
- Samedi de 7h30 à 8h30 : 1 ligne d'eau

L'utilisation du centre aquatique de St Cyr représente 3 lignes d'eau d'une heure par semaine.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DES PARTIES

A) Obligations à la charge du SDIS

- Le SDIS doit assurer une permanence et un contrôle lors de chaque séance.
- L'accès et la fréquentation devront se réaliser dans le strict respect du règlement intérieur du centre aquatique (annexe 1). De plus, aucune baignade n'est autorisée avant ou après la séance d'entraînement. L'utilisation des jeux d'eau, du toboggan, du bassin ludique, et de l'espace forme est interdite pendant les séances.
- L'encadrement des séances du SDIS doit obligatoirement être assuré par un Maître-Nageur titulaire du B.E.E.S.A.N., employé par le Club qui en supporte la charge financière.
- Lorsque le SDIS est seul utilisateur de l'établissement, la surveillance du bassin est assurée de manière exclusive par un professionnel titulaire d'un diplôme B.E.E.S.A.N. employé par le Club qui en supporte la charge financière. Le SDIS fournit au début de chaque saison une photocopie des diplômes des personnes chargées de l'enseignement et de la surveillance des activités.
- L'accès à l'infirmerie est autorisé. Son utilisation reste sous la responsabilité du SDIS lors des séances qui se déroulent pendant les heures de fermeture au public.
- Pour permettre l'utilisation du centre aquatique, le SDIS s'engage pour chaque année civile, à fournir une attestation d'assurance « responsabilité civile ».
- Le SDIS s'engage à assurer la sécurité du public et des nageurs conformément au P.O.S.S en vigueur, et à respecter et faire respecter le règlement intérieur de l'établissement affiché à l'entrée.

L'accès dans les vestiaires est autorisé 15 minutes avant la séance. Le passage aux douches est obligatoire.

Centre Aquatique de Saint Cyr
Boulevard Henri Barbusse
78210 Saint Cyr l'Ecole
piscine.stcyr78@vert-marine.com
Tél. : 01 30 07 16 50
Fax : 01 30 07 16 51

VM 78210
Boulevard Henri Barbusse
78210 Saint Cyr l'Ecole
contact@vert-marine.com
Tél. : 02 35 12 41 41
Fax : 02 35 59 72 76

S.A.S. au capital de 8 000 €
RCS en cours d'immatriculation
N° TVA Intracommunautaire :
FR en cours d'immatriculation

FT



B) Obligations à la charge de l'Exploitant

- L'exploitant met à la disposition du SDIS un ou plusieurs vestiaires collectifs. L'entretien en sera assuré par l'exploitant, cependant, le SDIS s'engage à ce que leur utilisation n'entraîne aucune dégradation.
- L'exploitant assure l'ouverture et la fermeture du centre aquatique, et de tout local permettant le déroulement des séances du SDIS même lorsque le centre aquatique est fermé au public. Un membre du personnel présent sera en possession des clés. Un membre désigné par le SDIS assurera l'accès, l'utilisation et le rangement du matériel.

ARTICLE 4 – DUREE

La présente convention est signée pour la saison 2018/2019 courant du 3 septembre 2018 au 31 Aout 2019. Elle ne pourra pas faire l'objet d'une tacite reconduction.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

En contrepartie des créneaux attribués au SDIS, celui-ci devra s'acquitter auprès de l'exploitant d'une somme de 19.25 € HT augmentée du taux de TVA en vigueur soit 23.10 € TTC correspondant à la facturation d'une ligne d'eau pendant une heure.

L'exploitant adressera au SDIS une facture mensuelle uniquement pour le vendredi et le samedi à terme échu. Un relevé de fin de mois est adressé à Monsieur le Président du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours des Yvelines.

ARTICLE 6 - RESILIATION

En cas de manquement de l'une des parties à l'une de ses obligations, l'autre partie se réserve le droit de résilier la présente convention par lettre recommandée avec AR moyennant le respect d'un préavis de 7 jours.

ARTICLE 7 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige portant sur l'application ou l'interprétation de la présente convention, les signataires conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal compétent et ce après épuisement des voies amiables.

Fait en deux exemplaires,
A Saint CYR L'ECOLE,
Le

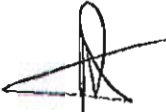
Centre Aquatique de Saint Cyr
Boulevard Henri Barbusse
78210 Saint Cyr l'Ecole
piscine.stcyr78@vert-marine.com
Tél. : 01 30 07 18 60
Fax : 01 30 07 16 51

VM 78210
Boulevard Henri Barbusse
78210 Saint Cyr l'Ecole
contact@vert-marine.com
Tél. : 02 35 12 41 41
Fax : 02 35 69 72 76

S.A.S. au capital de 8 000 €
RCS en cours d'immatriculation
N° TVA Intracommunautaires :
FR en cours d'immatriculation

FT



<p>La Société VM 78210</p> <p>Représentée par La Directrice Régionale de la société Vert Marine,</p> <p>Madame Fabienne DESBIOLLES</p> <p>P/O TURBAN Fanny Directrice</p> 	<p>Le Service Départemental d'Incendie et de Secours des Yvelines</p> <p>Représentée par son Président,</p> <p>Monsieur Alexandre JOLY</p>
---	--

Centre Aquatique de Saint Cyr
Boulevard Henri Barbusse
78210 Saint Cyr l'Ecole
piscine.stcyr78@vert-marine.com
Tél. : 01 30 07 16 50
Fax : 01 30 07 16 51

VM 78210
Boulevard Henri Barbusse
78210 Saint Cyr l'Ecole
contact@vert-marine.com
Tél. : 02 35 12 41 41
Fax : 02 35 59 72 78

S.A.S. au capital de 8 000 €
RCS en cours d'immatriculation

N° TVA Intracommunautaire :
FR en cours d'immatriculation



**Bureau du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines**

Séance du 12 septembre 2018

DELIBERATION N° 18-6B-52

**Nouvelle convention multi technique
entre l'Union des groupements d'achats publics (UGAP)
et le Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines**

Le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1424-1 et suivants et R. 1424-1 et suivants ;

VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet relative aux marchés publics qui prévoit qu'une centrale d'achat peut acquérir des fournitures ou des services destinés à des pouvoirs adjudicateurs ou des entités adjudicatrices et notamment ses articles 26-1 1, 26-II;

VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notamment ses articles 78 et 79 ;

VU le décret n° 85-801 du 30 juillet 1985 modifié relatif aux statuts et au fonctionnement de l'Union des groupements d'achats publics ;

Vu les conditions générales d'exécution relatives aux prestations de maintenance multi technique, accompagnée de fourniture de pièces détachées, et le cas échéant de prestations associées, de l'Union des groupements d'achats publics ;

VU les délibérations n° 12-1-11 et n° 15-2B-11 du Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines en dates des 15 février 2012 et 11 février 2015, relatives à la convention multi technique entre l'Union des groupements d'achats publics et le Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines ;

VU la délibération n° 18-1-05 en date du 14 février 2018 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, relative à la délégation de pouvoirs du Conseil d'administration au Bureau et au Président ;

VU l'arrêté 2018-002 du 09 janvier 2018 portant délégation de signature ;

SUR le rapport de son Président ;

APRES en avoir délibéré,

AUTORISE le Président du Conseil d'administration à signer, avec l'Union des groupements d'achats publics, la convention concernant la réalisation de prestations de maintenance multi technique, accompagnées de la fourniture de pièces détachées et, le cas échéant, de prestations associées, telle que présentée en annexe.

Délibéré à Versailles, le 12 septembre 2018
par **3** voix (dont **0** pouvoir) pour, **0** voix contre et **0** abstention,
membres du Bureau du Conseil d'administration étant présents

le 2^{ème} Vice-président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines

Jacques PELLETIER

Accuse de réception en préfecture
078-287800536-20180912-18-6B-52-DBA-DE
Date de télétransmission : 14/09/2018
Date de réception préfecture : 14/09/2018



CADRE RESERVE A L'UGAP

Date d'arrivée du document
original à l'UGAP (tampon) :

CONVENTION

N° 000175657

D'inscription au répertoire des conventions UGAP

Ayant pour objet :
la passation et l'exécution d'un marché subséquent

sur le fondement de l'accord cadre ayant pour objet la réalisation de la prestation de maintenance multi-technique,
accompagnée de fournitures de pièces détachées et le cas échéant de prestations associées

Entre, d'une part :

SDIS DES YVELINES
9 BIS RUE DENIS PAPIN
78194 TRAPPES CEDEX

Représenté(e) par **Monsieur Alexandre JOLY** agissant en qualité de **Président du conseil d'administration**

Personne responsable de l'exécution de la convention : Groupement des bâtiments
Téléphone : 0130168205 Télécopie : 0130168209 Email : batiment@sdis78.fr

Code usager UGAP : 78646063
N° d'EJ (facultatif) :

Comptable assignataire des paiements dus : **Madame le Payeur départemental des Yvelines**

2 Bis rue Montbauron 78000 VERSAILLES
78000 VERSAILLES

Téléphone : 0130974000 Télécopie : 0130974027 Email : t078090@dgflp.finances.gouv.fr

Ci-après dénommé(e) « l'acheteur »,

Et d'autre part :

L'Union des groupements d'achats publics (UGAP), établissement public industriel et commercial de l'État régi par le décret 85-801 du 30 juillet 1985 modifié, n° 776 056 467 RCS Meaux, ayant son siège :
1, boulevard Archimède - Champs-sur-Marne, 77444 Marne-la-Vallée Cedex 2, représentée par le président de son conseil d'administration en vertu des dispositions de l'article 11 du décret du 30 juillet 1985 modifié précité ;

Personne responsable de l'exécution de la convention, agissant par délégation : **Eric Deneuve Directeur du réseau territorial Ile de France et Nord Est par intérim**

1 Bd Archimède Champs/Marne
77444 Marne-la-Vallée cedex 2

Téléphone : 01-64-73-22-00 Télécopie : 01-64-73-20-00 Email : EDeneuve@ugap.fr

Ci-après dénommée « l'UGAP »,

Le présent document type a reçu en date du 19/05/2017 à 16h33 le visa électronique du Contrôleur Général placé auprès de l'UGAP

PRÉAMBULE :

Vu l'article 26-I 1° de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics qui prévoit qu'une centrale d'achat peut acquérir des fournitures ou des services destinés à des pouvoirs adjudicateurs ou des entités adjudicatrices ;

Vu l'article 26-II de l'ordonnance susvisée au terme duquel les pouvoirs adjudicateurs ou entités adjudicatrices, lorsqu'ils ont recours à une centrale d'achat soumise à ladite ordonnance, sont dispensés de leurs obligations en matière de publicité et de mise en concurrence ;

Vu les articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics prévoyant que lorsqu'un accord-cadre a été attribué à plusieurs opérateurs économiques, les marchés passés sur le fondement de cet accord-cadre sont précédés d'une mise en concurrence organisée entre les titulaires de l'accord-cadre ;

Vu l'accord-cadre notifié le 12/05/2017 ayant pour objet la réalisation *de prestations de maintenance multi-technique, accompagnées de fournitures de pièces détachées et le cas échéant de prestations associées* conclu par l'UGAP avec les entreprises Axima Concept, IDEX Energies Services, SPIE Facilités, Maintenance Technique Optimisée, SNEF, Vinci Energies France ;

Vu l'article 14 du cahier des caractéristiques et modalités d'exécution de l'accord-cadre prévoyant que la remise en concurrence des prestataires de l'accord-cadre est effectuée à chaque survenance de besoin ;

Vu les articles 1^{er} 17 et 25 du décret n° 85-801 du 30 juillet 1985 modifié, disposant, pour le premier, que l'UGAP « constitue une centrale d'achat au sens du code des marchés publics et de l'ordonnance n°2005-649 du 6 juin 2005... », pour le deuxième, que « l'établissement est soumis, pour la totalité de ses achats, aux dispositions du code des marchés publics applicables à l'Etat » et, pour le troisième, que « les rapports entre l'établissement public et une collectivité [...] peuvent être définis par une convention prévoyant notamment la nature des prestations à réaliser, les conditions dans lesquelles la collectivité ou l'organisme contrôle leur exécution et les modalités de versement d'avances sur commande à l'établissement » ;

[A rajouter, le cas échéant: Vu la délibération du conseil municipal, général, régional, ect...) n° XXX du XXXXXX autorisant la passation convention ;]

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet la passation et l'exécution d'un marché subséquent sur le fondement de l'accord-cadre susvisé.

ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels régissant la présente convention sont listés à l'article 3 des conditions générales d'exécution (CGE) relatives à la réalisation de prestations de maintenance multi-technique, accompagnées de fournitures de pièces détachées et le cas échéant de prestations associées par ordre de priorité décroissante :

ARTICLE 3 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date de réception par l'UGAP, de l'original de la présente convention qui lui est destiné, signé par l'acheteur (sur lequel est porté le cas échéant, la date de réception par le contrôle de légalité) jusqu'au terme de la période d'exécution des prestations de maintenance multi-technique fixée dans l'annexe « Descriptif des sites » de la présente convention.

En tout état de cause, la présente convention ne peut être conclue après le 11/05/2021.

Le présent document type a reçu en date du 19/05/2017 à 16h33 le visa électronique du Contrôleur Général placé auprès de l'UGAP

2/10

ARTICLE 4 : MINIMUM D'INTERVENTION

Le montant annuel estimé des prestations doit atteindre au minimum 30 000 euros HT.

ARTICLE 5 : MODALITES DE PASSATION DU MARCHE SUBSEQUENT

5-1 Documents à retourner par l'acheteur

L'original de la convention signé par l'acheteur doit être accompagné des documents suivants dûment renseignés :

- L'annexe 1 « descriptif des sites »
- L'annexe 2 « liste des équipements »

Toute modification ultérieure par l'acheteur des annexes susvisées doit être acceptée par l'UGAP et signalée dans un délai de 7 jours à compter de la réception par l'UGAP de l'original de la convention signée.

Passé ce délai, les annexes sont considérées comme étant fermes et définitives.

La demande de modification est effectuée par le renvoi des annexes concernées et modifiées en précisant la mention « annule et remplace »

La demande de modification de l'acheteur doit être envoyée à l'UGAP par tout moyen permettant d'avoir date certaine, à la personne responsable de l'exécution de la convention désignée en page 1 de la présente convention.

Par ailleurs, l'UGAP se réserve le droit d'effectuer sur ces deux annexes, toute modification et toute demande de compléments nécessaires à la réalisation des prestations décrites à l'article 5.2 ci-après.

5-2 Exécution des opérations de remise en concurrence par l'UGAP

L'opération de remise en concurrence des prestataires est effectuée sur la base des éléments précisés par l'acheteur et figurant aux annexes 1 et 2 de la présente convention.

Ces éléments ne peuvent avoir pour effet de modifier substantiellement les caractéristiques de l'offre des prestataires.

En cas de remarques et de difficultés, l'UGAP présente celles-ci au représentant de l'acheteur désigné en page 1 de la présente convention dans un délai de **15 jours ouvrés** à compter de la réception des annexes.

5-2-1 Période de remise en concurrence

La période de remise en concurrence désigne la période de réalisation de l'ensemble des opérations de la consultation, de l'envoi du dossier de consultation aux prestataires à la réception par l'acheteur des éléments figurant à l'article 5-2-3 de la présente convention.

5-2-2 Rédaction des documents de remise en concurrence

L'UGAP rédige le dossier de consultation de la remise en concurrence des prestataires sur la base des éléments fournis par l'acheteur dans les annexes « descriptif des sites » et « liste des équipements » de la convention.

5-2-3 Réalisation de la remise en concurrence

La remise en concurrence des prestataires est effectuée sur les éléments figurant en annexes 1 et 2 de la présente convention et suivant le niveau de maintenance et le montant forfaitaire de pièces détachées choisis par l'acheteur dans la présente convention.

Le dossier de consultation est adressé par l'UGAP aux prestataires.

L'UGAP informe l'acheteur de la date de mise en concurrence et notamment de la période des visites des prestataires.

Le présent document type a reçu en date du 19/05/2017 à 16h33 le visa électronique du Contrôleur Général placé auprès de l'UGAP

3/10

L'acheteur s'engage à permettre à chaque prestataire d'effectuer une visite individuelle (et à des horaires distincts) du ou des sites, objet des prestations.

L'acheteur réceptionne les demandes de visite et valide avec les prestataires des dates et heures demandées.
L'acheteur informe l'UGAP de la date de ces visites.

Conformément aux règles relatives aux marchés publics, l'acheteur s'engage à respecter l'égalité entre les prestataires notamment en leur accordant le même temps de visite et en ne divulguant aucune information pouvant fausser la concurrence.

Le(s) site(s) objet(s) de la visite est/sont désigné(s) par l'acheteur en annexe « **descriptif des sites** » de la présente convention.

A chaque visite, l'acheteur s'engage à faire signer par les prestataires une attestation de visite suivant le modèle figurant en annexe 3 « attestation de visite de site » de la présente convention.

Un exemplaire de l'attestation de visite est remis à chaque prestataire.

L'attestation de visite originale est envoyée par l'acheteur à l'UGAP, dans les plus brefs délais, sur simple demande de l'UGAP.

L'UGAP effectue les opérations de réception et d'analyse des offres.

A l'issue de l'analyse des offres, l'UGAP adresse à l'acheteur les éléments suivants :

- Le nom de l'attributaire ;
- L'estimation financière et technique initiale établie sur la base de l'offre du prestataire retenu, comprenant le forfait annuel de conduite et maintenance préventive et de maintenance corrective ainsi que les prestations associées non comprises dans le forfait correspondant au besoin de l'acheteur ;
- l'organisation proposée pour l'exécution des prestations, objet de la convention

A compter de la réception de ces éléments, l'acheteur transmet son « bon pour accord » dans un délai de 15 jours ouvrés au département services de la direction des achats de l'UGAP, à l'adresse mail suivante : vriveau@ugap.fr avec copie à la personne responsable de l'exécution de la convention, désignée en page 1 de la présente convention en validant l'estimation financière et technique dans sa globalité.

Le « bon pour accord » de l'acheteur vaut acceptation de l'offre.

En cas de non acceptation de l'acheteur, un courrier de refus motivé doit être envoyé à l'UGAP dans le même délai.

L'absence de réponse de l'acheteur dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la réception de l'estimation financière ou le refus de l'acheteur express, entraînera le classement sans suite de la mise en concurrence et le paiement à l'UGAP d'une indemnité de 2000 euros HT(hors taxe).

5-3 Finalisation de la procédure de remise en concurrence et exécution du marché subséquent

5-3-1 FINALISATION DE LA REMISE EN CONCURRENCE

L'UGAP assure l'ensemble des étapes de finalisation de la procédure (notamment l'envoi des lettres de rejet aux prestataires de l'accord-cadre non retenus), la signature du marché subséquent, le cas échéant sa transmission, sa notification et la publication d'un avis d'attribution dans le respect des dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics.

En cas de recours contentieux relatif à la mise en concurrence correspondant au besoin de l'acheteur, l'UGAP l'en informe dans les plus brefs délais.

Le présent document type a reçu en date du 19/05/2017 à 16h33 le visa électronique du Contrôleur Général placé auprès de l'UGAP

4/10

5-3-2 Exécution du marché subséquent

L'UGAP assure l'exécution du marché conclu avec le prestataire (révision des prix, application éventuelle de pénalités de retard...), conformément aux conditions générales d'exécution des prestations (CGE) jointes à la présente convention.

1. ARTICLE 6 : VALIDATION DES DEVIS POUR LES PIÈCES DÉTACHÉES HORS FORFAIT ET/OU LES PRESTATIONS ASSOCIÉES EN SERVICE CONSTATÉ

Les modalités de validation des devis pour les pièces détachées hors forfait et/ ou les prestations associées en service constaté sont décrites à l'article 5.1.2 des CGE jointes à la présente convention.

2. ARTICLE 7 : MODALITÉS DE PASSATION DES COMMANDES DE PIÈCES DÉTACHÉES HORS FORFAIT ET DES PRESTATIONS ASSOCIÉES EN SERVICE CONSTATÉ

7.1. Mandat de l'UGAP à l'acheteur

Par la signature de la présente convention-client, l'UGAP donne mandat à l'acheteur, qui l'accepte, en son nom et pour le compte de l'UGAP, représentée par la personne physique mentionnée en première page de la présente convention, à l'effet de commander les pièces détachées hors-forfait et les prestations associées en service constaté. Le mandat donné par l'UGAP à l'acheteur ne vaut, à l'exclusion de toutes autres, que pour :

- les pièces détachées hors forfait ;
- les prestations associées en service constaté

L'acheteur :

- fait son affaire des personnes habilitées à passer les commandes auprès du prestataire et en demeure totalement responsable ;
- est responsable du type des pièces détachées commandées directement auprès du prestataire ;

L'UGAP est déchargée de toute responsabilité à l'endroit de l'acheteur, au regard notamment des personnes habilitées à passer les commandes auprès du prestataire et du contenu et périmètre de ses commandes.

Par l'effet du présent mandat, l'acheteur est engagé à l'égard du prestataire et de l'UGAP sur toute la durée des commandes.

7.2. Numéro d'engagement juridique ou équivalent

Lors de la passation de la commande et quel qu'en soit le mode (en ligne, par téléphone, courriel, télécopie) l'acheteur renseigne sur la commande transmise au prestataire, un numéro d'engagement juridique (EJ) ou un numéro de commande (ou équivalent) qui permet de constater l'engagement de la dépense. Ce numéro d'engagement juridique ou numéro de commande (ou équivalent) sera reporté par l'UGAP sur la facture adressée à l'acheteur.

ARTICLE 8 : PAIEMENT DES PRESTATIONS

Le paiement des prestations effectuées au titre des prestations est exigible dans les conditions décrites à l'article 12 des CGE.

Chaque paiement est effectué dans les conditions décrites à l'article 7 des conditions générales de vente de l'UGAP.

Le présent document type a reçu en date du 19/05/2017 à 16h33 le visa électronique du Contrôleur Général placé auprès de l'UGAP

5/10

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE

L'acheteur s'engage à ne pas divulguer, sans autorisation de l'UGAP, sous quelque forme que ce soit, des informations, renseignements ou documents relatifs à l'accord-cadre et/ou à la remise en concurrence couverts par le secret professionnel et industriel.

Cette stipulation s'applique à l'encontre de tout tiers à la présente convention, y compris aux prestataires de l'accord-cadre non retenus à l'issue de la remise en concurrence.

En cas de non-respect de cette stipulation, l'UGAP peut prétendre à indemnité dans la mesure du préjudice subi.

ARTICLE 10 : RESPONSABILITE

Tous les dommages causés par la faute de l'acheteur, y compris le préjudice commercial, la perte de bénéfice, la perte de chiffres d'affaires, la perte de commandes, la perte de clientèle, l'atteinte à l'image, sont à la charge de l'acheteur.

ARTICLE 11 : DIFFERENDS ET LITIGES

Les différends et litiges sont portés devant l'UGAP dans les conditions décrites à l'article 11 des CGV de l'UGAP.

ARTICLE 12 : RESILIATION

La présente convention doit normalement s'exécuter sur toute sa durée fixée à son article 3

Néanmoins, l'une ou l'autre des parties peut en prononcer la résiliation soit pour un motif d'intérêt général, soit pour des raisons de pure opportunité.

Un délai de prévenance d'au moins 60 jours est requis, pour résilier la présente convention.

La décision précisant les motifs et la date d'effet souhaitée de la résiliation est notifiée à la personne responsable de l'exécution de la convention, désignée en page 1 par tout moyen permettant d'en attester la réception.

La résiliation n'exonère pas les parties de l'exécution des commandes passées antérieurement à la date d'effet susmentionnée.

Lorsque la résiliation intervient en l'absence de faute du prestataire à l'initiative de l'acheteur, ce dernier verse à l'UGAP une indemnité dont le montant est obtenu en appliquant à l'engagement minimum non réalisé du marché conclu par l'UGAP un pourcentage de 4% du montant HT de l'engagement non réalisé dans la limite d'un plafond de 30 000 euros. En outre, quelle que soit la date à laquelle intervient la résiliation, le prestataire du marché a droit à être indemnisé du montant justifié des frais qu'il a exposés et des investissements qu'il a consentis pour permettre l'exécution dudit marché. Cette indemnité dûment vérifiée et validée par l'UGAP, est intégralement à la charge de l'acheteur.

Lorsque l'acheteur constate des manquements répétés du prestataire à ses obligations contractuelles, il invite l'UGAP à mettre celui-ci en demeure de s'y conformer dans le délai qu'elle fixera. A défaut pour celui-ci de déférer à cette mise en demeure, l'acheteur peut, s'il s'y croit fondé, résilier la présente convention.

La résiliation de la présente convention prend effet à la date de résiliation du marché en cause par l'UGAP.

L'UGAP prend toutes mesures utiles, dans le cadre le cas échéant d'une convention nouvelle conclue avec l'acheteur, de nature à garantir la poursuite des prestations.

Le présent document type a reçu en date du 19/05/2017 à 16h33 le visa électronique du Contrôleur Général placé auprès de l'UGAP
6/10

Fait à Visa du contrôleur Général	le
---	----

Fait à Versailles le	Fait à le
Pour l'usager(*) : <i>(nom et qualité du signataire)</i>	Pour l'UGAP : Pour le Président du conseil d'administration, et par délégation

(*) : En indiquant le nom et la qualité de la personne signataire et en apposant le cachet de l'établissement.
 Lorsque la personne signataire n'est pas le représentant légal, produire le pouvoir.



ANNEXE n° 1 : DESCRIPTIF DES SITES

Joindre le fichier excel fourni par l'UGAP

L'acheteur doit choisir :

- **Le niveau maximum de maintenance correspondant à la norme AFNOR NFX 60000 (définie à l'article 4 des CGE):**

niveau 3

niveau 4

- **Gammes de maintenance :**

Gamme de maintenance réglementaire (correspondant au seuil de la norme AFNOR NFX 60000)

Gamme de maintenance qualitative

- **le montant forfaitaire des pièces détachées**

150 euros H.T

300 euros H.T

500 euros H.T

- **La durée du marché subséquent**

3 ans

4 ans

Le présent document type a reçu en date du 19/05/2017 à 16h33 le visa électronique du Contrôleur Général placé auprès de l'UGAP

8/10



ANNEXE n° 3 : ATTESTATION DE VISITE DE SITE

Remise en concurrence n°.....ayant pour objet la réalisation de prestations de maintenance multi-technique, accompagnées de fourniture de pièces détachées et le cas échéant de prestations associées

Dénomination de l'acheteur :.....

Site objet de la visite :
.....
.....
.....
.....
.....

Date et heure de la visite
.....
.....

Par la présente Je soussigné.....représentant l'entreprisecertifie avoir effectué la visite du site cité ci-dessus et avoir une parfaite connaissance des éléments relatifs à l'exécution des prestations objet de la remise en concurrence.

Fait à

Le.....

Nom, qualité et signature :

Document à renvoyer à l'adresse suivante:
UGAP
Direction des achats – Département Services
1, boulevard Archimède – Champs-sur-marne
77444 MARNE LA VALLEE cedex 2

Le présent document type a reçu en date du 19/05/2017 à 16h33 le visa électronique du Contrôleur Général placé auprès de l'UGAP
10/10



Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines

Séance du 12 septembre 2018

DELIBERATION N° 18-6B-53

Modification de la régie du service des Affaires Générales du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines

Le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines,

VU le décret n° 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

VU le décret n° 2008-227 du 05 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

VU les articles R. 1617-1 à R. 1617-18 du Code général des collectivités territoriales relatif à la création des règles de recettes, d'avances et des règles de recettes et d'avances des Collectivités locales et des Etablissements publics locaux ;

VU l'arrêté en date du 03 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement Imposé à ces agents ;

VU la délibération n° 13-3-40 du 09 octobre 2013 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines du Conseil d'Administration portant création d'une règle d'avances auprès du Service des Affaires Générales du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines ;

VU la délibération n° 14-7B-75 du 1^{er} octobre 2014 du Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines du Conseil d'Administration portant modification de la régie d'avances du Service des Affaires Générales du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines ;

VU la délibération n° 17-5B-39 du 07 juin 2017 du Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines du Conseil d'Administration portant modification de la régie d'avances du Service des Affaires Générales du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines ;

VU la délibération n° 18-1-05 en date du 14 février 2018 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines relative à la délégation de pouvoirs du Conseil d'administration au Bureau et au Président ;

VU l'arrêté 2018-002 du 09 janvier 2018 portant délégation de signature ;

SUR le rapport de son Président ;

APRES en avoir délibéré,

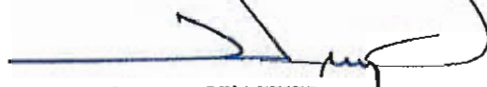
DECIDE de modifier la règle d'avances ;

DIT que la règle d'avances est autorisée à avancer les dépenses suivantes :

- 1 Frais de restauration (article 6251),
- 2 Frais d'hébergement (article 6251),
- 3 Frais de transport (article 6251),
- 4 Denrées alimentaires (article 60623),
- 5 Fournitures administratives (articles 60641 et 60642),
- 6 Frais engagés à l'occasion de fêtes ou cérémonies autres que nationales et locales (article 6234),
- 7 Frais engagés à l'occasion de fêtes ou cérémonies nationales et locales (article 6232),
- 8 Logiciels dans la limite de 300 € par opération (article 205),
- 9 Cautions pour la location de décodeurs de chaînes payantes dans la limite de 60 € par opération (article 6135),
- 10 Reproduction de clés à l'unité (article 60632),
- 11 Reprographie de documents (article 6236),
- 12 Autres frais divers (article 6188),
- 13 Services bancaires et assimilés (article 627),
- 14 Autres (article 6288),
- 15 Taxes et Impôts sur les véhicules (article 6355),
- 16 Versement à des organismes de formation (article 6184),
- 17 Documentation générale et technique, autres (article 61828).

Délibéré à Versailles, le 12 septembre 2018
par 7 voix (dont 6 pouvoir) pour, 0 voix contre et 0 abstention,
membres du Bureau du Conseil d'administration étant présents

le 2^{ème} Vice-président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines



Jacques PELLETIER

Accusé de réception en préfecture
078-287800536-20180912-18-6B-53-DFI-DE
Date de télétransmission : 14/09/2018
Date de réception préfecture : 14/09/2018



**Bureau du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines**

Séance du 12 septembre 2018

DELIBERATION N° 18-6B-54

**Convention d'échanges de données géographiques SIG
entre la Société du Grand Paris et
le Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines**

Le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 1424-1 et suivants et R. 1424-1 et suivants ;

VU la délibération n° 18-2B-17 en date du 14 mars 2018 du Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines autorisant le Président du Conseil d'administration à signer la convention d'échanges de données géographiques SIG entre la Société du Grand Paris et le Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines ;

VU la délibération n° 18-1-05 en date du 14 février 2018 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, relative à la délégation de pouvoirs du Conseil d'administration au Bureau et au Président ;

VU l'arrêté 2018-002 du 09 janvier 2018 portant délégation de signature ;

CONSIDERANT les besoins d'échanges des données des Systèmes d'Informations géographiques entre le Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines et la Société du Grand Paris ;

CONSIDERANT la nécessité pour le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines de délibérer à nouveau, suite à la demande de modification formulée par la Société du Grand Paris avant signature de la convention approuvée par la délibération n° 18-2B-17 précitée en date du 14 mars 2018;

SUR le rapport de son Président ;

APRES en avoir délibéré,

AUTORISE le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines à signer la convention d'échange de données géographiques entre la Société du Grand Paris et le Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, conformément à la convention cadre jointe en annexe.

Délibéré à Versailles, le 12 septembre 2018
par 3 voix (dont pouvoir) pour, voix contre et abstention,
membres du Bureau du Conseil d'administration étant présents

le 2^{ème} Vice-président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines



Jacques PELLETIER

Accusé de réception en préfecture
078-287800536-20180912-18-6B-54-DPS-DE
Date de télétransmission : 14/09/2018
Date de réception préfecture : 14/09/2018



Service départemental
d'incendie et de secours



Convention relative à l'échange de données géographiques

Convention n°2018CONV271

La présente convention est établie entre les organismes suivants :

D'une part,

Nom de l'organisme : la Société du Grand Paris

Adresse : 33, avenue des fruitiers 93200 Saint-Denis

Représentant / qualité : M. Thierry Dallard, Président du Directoire

Ci-après dénommé par le sigle « SGP »

Et d'autre part,

Nom de l'organisme : Service Départemental d'Incendie et de Secours des Yvelines

Adresse : 56 avenue de Saint Cloud - CS 80103 - 78007 VERSAILLES Cedex

Représentant / qualité : M. Alexandre Joly, Président du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours des Yvelines

Ci-après dénommé par le sigle « SDIS 78 »

Préambule

Le SDIS 78 est l'établissement public à caractère administratif gérant les sapeurs-pompiers des Yvelines. Selon l'article L.1424-2 du Code général des collectivités territoriales, il est chargé de la prévention, de la protection et de la lutte contre les incendies. Il concourt également à la protection et à la lutte contre les accidents, sinistres et catastrophes, à l'évaluation et à la prévention des risques technologiques ou naturels ainsi qu'aux secours d'urgence.

Le SDIS 78 dispose d'un service SIG - Cartographie rattaché au groupement Prévision ; celui-ci gère les données géographiques du SIG afin de maintenir à jour une cartographie complète et opérationnelle du département. Ces données sont utilisées pour alimenter l'application opérationnelle ainsi que les atlas distribués dans chaque centre de secours.

Une mise à jour permanente et continue de ces données géographiques nécessite la mise en place d'échanges pérennes avec les partenaires du territoire des Yvelines.

Dans le cadre des études de la construction des lignes du Grand Paris Express, la SGP sollicite les services de secours pour obtenir les couches SIG des réseaux d'hydrants en leur possession.

Ces données SIG permettent aux maîtres d'œuvre de la SGP de concaténer ces couches avec les ouvrages des lignes (gares, site de maintenance et ouvrages annexes), afin de disposer d'une vue globale avant d'engager les discussions avec les concessionnaires.

Cette démarche a déjà été engagée avec la BSPP et le SDIS 91.

En conséquence, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 - Définitions

Le terme « **Parties** » désigne les signataires de la présente convention.

Le terme « **Données géographiques** » désigne les éléments décrivant le positionnement et la représentation d'un objet ou d'un évènement dans un référentiel géographique, ainsi que les caractéristiques non géométriques de cet objet ou évènement.

Le terme « **Métadonnées** » désigne la documentation décrivant les Données géographiques.

Le terme « **Fournisseur** » désigne toute Partie qui met des Données géographiques à disposition de l'autre Partie.

Le terme « **Utilisateur** » désigne toute Partie qui bénéficie des Données géographiques mises à sa disposition par l'autre Partie.

Article 2 - Objet de la convention

Cette convention a pour objectif de définir le cadre d'échange de Données géographiques entre le SDIS 78 et la SGP.

Article 3 - Durée de la convention

La convention entre en vigueur au jour de sa signature par l'ensemble des Parties.

Elle est conclue pour une durée de 1 (un) an renouvelable par tacite reconduction.

La convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des Parties par envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, avec un délai de 2 (deux) mois minimum avant la date anniversaire de la signature.

Article 4 - Mise à disposition des données

4.1 Données géographiques mises à disposition

Les données suivantes font l'objet d'échange entre les Parties.

Pour le SDIS 78 :

- La position en XY et autres caractéristiques des poteaux et bouches incendie sur le territoire défini à l'article 5

Les données PEI (Points d'Eau Incendie) du SDIS 78 sont saisies manuellement à partir d'un levé terrain. La précision de ces données peut être relative par rapport à des données du territoire (réseau routier, bâtiments, ...) et de l'ordre de plusieurs mètres. Les erreurs constatées peuvent être remontées au SDIS 78.

Pour la SGP :

- Un export des données SIG du projet en cours d'avancement (emplacement des gares, projet de positionnement des lignes, ...)

4.2 Métadonnées

Les Données géographiques qui sont échangées par les Parties doivent être accompagnées des Métadonnées contenant un minimum :

- Année de création et date de mise à jour
- Description de la donnée :
 - Attributs ;
 - Système de projection ;
- Tout élément permettant d'apprécier la pertinence des données (échelle de saisie, fréquence d'actualisation, exhaustivité, ...)
- Source des données

4.3 Garanties d'utilisation

Le Fournisseur déclare qu'il dispose des droits nécessaires pour fournir les Données géographiques dans les conditions prévues par la convention.

Les Données géographiques sont fournies à titre informatif et n'ont aucune valeur réglementaire.

Chaque Partie installe sous sa seule responsabilité les Données géographiques dans son système informatique. L'Utilisateur prend en charge les travaux éventuels de conversion de format, de système de projection, ou autre transformation.

Il apprécie sous sa seule responsabilité l'opportunité d'utiliser les Données géographiques. Le Fournisseur peut apporter conseil à l'Utilisateur si besoin.

En dépit des efforts mis en œuvre pour vérifier la fiabilité des Données géographiques, le Fournisseur n'est pas en mesure de garantir leur exactitude ou leur exhaustivité.

Le Fournisseur ne garantit pas les résultats obtenus lors de la mise en œuvre des Données géographiques, notamment lors d'une utilisation à une échelle ou dans un système de projection non conformes à ceux utilisés pour la numérisation des données.

4.4 Mise à disposition des données

Les Données géographiques fournies seront en LAMBERT 93 et dans un format SIG standard (SHP par exemple).

La fréquence de fourniture des Données géographiques est établie à 1 (une) fois par an au minimum. La date est déterminée lors de la mise en œuvre de la convention.

Les échanges de Données géographiques sont effectués via support physique de type CDRom ou clé USB, par messagerie électronique ou via un lien de téléchargement.

La mise à disposition des Données géographiques dans le cadre de la présente convention ne donne lieu à aucune contrepartie financière.

Les frais de mises à disposition sont à la charge du Fournisseur.

4.5 Modification de la liste des données

Des données géographiques pourront être ajoutées ou retirées sur l'initiative d'une des Parties moyennant la signature d'un avenant. Lorsqu'une Donnée géographique est enlevée, ceci entraîne la fin des droits d'usage de cette donnée, au sens de l'article 6.

Les Parties ont alors obligation de détruire les Données géographiques concernées qui leur ont été fournies dans le cadre de la présente convention.

Article 5 - Emprise des données échangées

Les données échangées portent sur les communes de :

- Chateaufort
- Guyancourt
- Magny-les-Hameaux
- Toussus-le-Noble
- Versailles
- Voisins-le-Bretonneux

Article 6 - Usage des fichiers et des documents

Chaque Partie est autorisée à utiliser les données géographiques dans le cadre de ses missions et à des fins non commerciales.

Pour les besoins propres et internes, elles peuvent être copiées, sélectionnées, utilisées pour les croiser avec d'autres données.

Elles peuvent être représentées sur support papier ou support numérique pour des usages internes, des publications ou via des sites Internet.

Les Parties s'engagent à maintenir visible sur toutes représentations graphiques ou électroniques la mention de source des données géographiques.

Pour le SDIS 78 : SDIS 78@, date

Pour la SGP : SGP@, date

Les Parties s'engagent à ce que les Données géographiques ne soient pas divulguées, communiquées ou mises à disposition, d'aucune manière que ce soit, ni sous leur forme originales, ni sous forme de copies, de dérivées ou de composites.

Article 7 - Propriété intellectuelle

La présente convention n'emporte en aucun cas un transfert de propriété total ou partiel des Données géographiques mentionnées expressément dans la présente convention. Elles font l'objet d'un droit d'usage non cessible et non exclusif, pour la durée de la convention et pour les besoins découlant des missions de l'Utilisateur.

Toute transmission temporaire des données à un tiers (prestataire technique) fera l'objet d'une demande préalable au Fournisseur des données et devra s'inscrire dans le cadre du droit d'utilisation consenti au titre de la présente convention. Un acte d'engagement sera alors signé par le prestataire de l'Utilisateur, qui décrira les conditions d'utilisation des Données géographiques.

L'Utilisateur est informé que les données sont susceptibles d'être protégées tant par le droit d'auteur que par le droit des producteurs de bases de données et d'être soumises, de ce fait, à des restrictions d'utilisation précisées dans les métadonnées.

L'Utilisateur est informé également que les données peuvent comporter des restrictions d'usage de par leur nature (données personnelles, données sensibles, protégées par un secret). Le Fournisseur les indique dans les métadonnées. Il appartient à l'Utilisateur de s'y conformer.

L'Utilisateur s'engage à respecter les droits du Fournisseur et, par conséquent, les conditions, limites et restrictions d'exploitation des données telles qu'elles sont précisées dans les métadonnées.

Article 8 - Résiliation

En cas de dénonciation de la convention par l'une des Parties, l'autre Partie ne pourra prétendre à aucune indemnité ou intérêt quelconque.

Si l'une des Parties venait à commettre un manquement grave à ses obligations, en particulier en ce qui concerne l'utilisation externe des fichiers mis à sa disposition, l'autre Partie pourra résilier la présente convention et demander l'indemnisation du préjudice subi du fait de ce manquement.

Article 9 - Responsabilités

L'Utilisateur reconnaît avoir eu communication des spécifications techniques des Données géographiques, de leur date de référence et de toutes informations utiles à leurs utilisations. Il renonce en conséquence à tout recours contre le Fournisseur en cas d'incompatibilité des fichiers avec ses systèmes informatiques ou d'inexactitude des Données géographiques. Toutefois, le Fournisseur s'engage à Informer l'Utilisateur de tout problème massif constaté dans les Données géographiques après la livraison.

Article 10 - Attribution de compétence

En cas de litiges ne pouvant trouver une solution amiable dans les 2 (deux) mois à compter du premier écrit échangé entre les Parties, celles-ci reconnaissent la compétence du tribunal administratif de Versailles.

Fait à....., le

Pour la SGP

Fait à Versailles, le

Pour le Service Départemental
d'Incendie et de Secours des Yvelines

Alexandre JOLY



**Bureau du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines**

Séance du 12 septembre 2018

DELIBERATION N°18-6B-55

**Convention d'occupation privative du domaine public
pour l'installation d'un relais de téléphonie mobile
sur des sites du SDIS78**

Le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 1424-1 et suivants et R. 1424-1 et suivants ;

VU la délibération n° 18-1-05 en date du 14 février 2018 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines relative à la délégation de pouvoirs du Conseil d'administration au Bureau et au Président ;

VU l'arrêté 2018-002 du 09 janvier 2018 portant délégation de signature ;

SUR le rapport de son Président ;

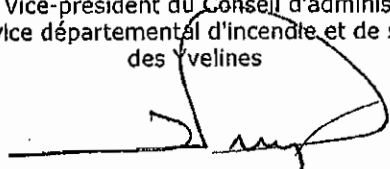
APRES en avoir délibéré,

AUTORISE le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) des Yvelines à signer, avec Bouygues Telecom, opérateur-exploitant de réseaux de communications électroniques, les conventions d'occupation privative du domaine public pour l'installation de relais de téléphonie mobile sur les sites du SDIS des Yvelines, à venir, dont les modèles sont annexés à la présente délibération.

Cette opération de valorisation des sites aura une incidence financière en faveur du SDIS et générera des loyers dont l'importance diffère selon la densification en population des communes desservies.

Délibéré à Versailles, le 12 septembre 2018
par **3** voix (dont **0** pouvoir) pour, **0** voix contre et **0** abstention,
membres du Bureau du Conseil d'administration étant présents

le 2^{ème} Vice-président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines


Jacques PELLETIER

Accusé de réception en préfecture
078-287800536-20180912-18-6B-55-PPSI-DE
Date de télétransmission : 14/09/2018
Date de réception préfecture : 14/09/2018

**CONVENTION D'OCCUPATION PRIVATIVE
DU DOMAINE PUBLIC POUR L'INSTALLATION D'UN RELAIS DE TELEPHONIE MOBILE**

Entre :

Le service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, représenté par le Président de son Conseil d'administration, Monsieur Alexandre JOLY, domicilié au 56, avenue de Saint-Cloud – CS 80103 – 78007 Versailles cedex,

ci-après dénommé le "Contractant",

Et

BOUYGUES TELECOM

Société Anonyme au capital de 712 588 399,56 €, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro unique d'identification 397 480 930, dont le siège social est au 37-39 rue Boissière 75116 Paris

représentée par, en qualité de,

ci-après dénommée "Bouygues Telecom",

ci-après dénommés ensemble les « Parties ».

Préalablement à l'objet des présentes, il a été rappelé ce qui suit :

- **Bouygues Telecom** a notamment pour objet social d'établir et d'exploiter des réseaux de communications électroniques.
- Conformément à l'article L1424-17 du Code général des collectivités territoriales, le **Contractant** bénéficie de la mise à disposition par la commune de **Bois d'Arcy**, propriétaire de l'immeuble sis **90 avenue Jean Jaurès**, références cadastrales **BE 3**, pour y effectuer ses activités. A ce titre, il exerce les droits et obligations du propriétaire de l'immeuble. Cette mise à disposition prend fin lorsque l'immeuble cesse d'être affecté aux activités du **Contractant**.
- Pour les besoins de l'exploitation desdits réseaux, **Bouygues Telecom** doit procéder à l'installation d'équipements techniques comprenant notamment des antennes et des faisceaux hertziens, reliés à des armoires techniques par des câbles. Ces équipements notamment sont destinés à émettre ou recevoir des ondes radioélectriques.

Ceci étant exposé, les Parties conviennent de ce qui suit :

CONDITIONS PARTICULIERES

Article 1 Objet

Par le présent contrat de bail, ci-après appelé « Convention », le **Contractant** met à disposition de **Bouygues Telecom**, qui accepte, un ou plusieurs emplacement(s) dépendant d'un immeuble sis **90 avenue Jean Jaurès à Bois d'Arcy**, références cadastrales **BE 3**, afin d'installer une station radioélectrique et des équipements de communications électroniques comprenant au maximum les équipements décrits en annexe 2, ci-après dénommés ensemble "Equipements Techniques".

Les emplacements mis à disposition se composent d'une surface comprise entre 10 (dix) m² et 25 (vingt-cinq) m² environ destinée à accueillir les baies techniques augmentée de la surface occupée par les mâts et/ou pylônets supportant les antennes et faisceaux hertziens et par l'ensemble des câbles, branchements et raccordements nécessaires à leur fonctionnement. Le(s)dit(s) emplacement(s) sont identifiés sur les plans figurant en annexe 2.

Les Equipements Techniques seront implantés en fonction des nécessités d'ingénierie de **Bouygues Telecom** et du respect de la compatibilité radioélectrique avec les installations appartenant au SDIS et déjà en service sur le site. Un dossier technique, comprenant des plans (notamment le PLAN DE SECURITE, le PLAN d'ELEVATION et le PLAN DE VUE D'ENSEMBLE), présente les Equipements Techniques qui seront installés dès la mise à disposition des emplacements (annexe 2).

Si le site nécessite l'aménagement ou la création d'un chemin d'accès aux emplacements mis à disposition, l'Autorité Publique, avec l'accord exprès de l'Exploitant, autorise **Bouygues Telecom** à aménager un chemin d'accès, dont les références techniques (tracé, plan, surface...) sont identifiées en annexe 2.

Bouygues Telecom pourra ajouter librement de nouveaux Equipements Techniques, dans la limite du maximum fixé en annexe 2, et communiquera, pour la parfaite information du **Contractant**, les plans d'implantation des nouveaux Equipements Techniques.

La Convention est régie par les dispositions des présentes Conditions Particulières et des Conditions Générales figurant en annexe 1. En cas de contradiction entre les dispositions des Conditions Générales et celles des Conditions Particulières, les dispositions de ces dernières prévalent.

Bouygues Telecom sera titulaire de droits réels sur les Equipements Techniques édifiés sur le domaine public du **Contractant** ou sur le domaine public de l'un de ses Etablissements Publics.

Article 2 Montant et révision de la redevance

Montant de la redevance (sans taxes)

La redevance annuelle, toutes charges éventuelles incluses, est de **14 000,00 €** (quatorze mille Euros) nets.

Indexation de la redevance sur un taux fixe

La redevance est indexée de **2 (deux) %** chaque année.

L'augmentation s'appliquera le 1^{er} janvier de chaque année à compter du 1^{er} janvier de la deuxième année suivant l'entrée en vigueur de la Convention.

Article 3 Date d'entrée en vigueur

Le contrôle de légalité a été exercé le [.....] sur la délibération du bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines en date du [.....]

La Convention entrera en vigueur à la date de sa signature par les parties, soit le [.....]

Les emplacements sus-désignés seront mis à la disposition de **Bouygues Telecom** à cette date.

Article 4 Résiliation

4.1 Résiliation de plein droit

Parallèlement aux demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'installation des Equipements Techniques (cf. 5.1 des conditions générales des présentes), **Bouygues Telecom** présentera au **Contractant** l'ensemble des notes de calcul et mesures techniques de résistance (charge, ancrage, météorologique...) des installations.

A défaut de validation du projet par les services techniques du SDIS 78, la convention est résiliée de plein droit.

Cette résiliation de plein droit à l'initiative du **Contractant**, notifiée par lettre recommandée avec avis de réception, ne donnera droit à aucune indemnité ni contrepartie.

4.2 Résiliation anticipée

Dans le cas où l'immeuble ne serait plus affecté à ses activités, la convention pourra être résiliée de plein droit.

Le **Contractant** s'engage à informer **Bouygues Telecom** sous réserve du respect d'un préavis minimum de 6 (six) mois, donné à **Bouygues Telecom** par lettre recommandée avec avis de réception.

Cette résiliation anticipée, à l'initiative du **Contractant**, ne donnera droit à aucune indemnité ni contrepartie.

Article 5 Facturation et paiement de la redevance

5.1 Paiement de la redevance

La redevance annuelle est exigible d'avance au 1^{er} janvier.

La première échéance sera calculée *pro rata temporis* à compter de la date de démarrage des travaux d'installation des Equipements Techniques et au plus tard six (6) mois après l'entrée en vigueur de la Convention si les travaux n'ont pas démarré. **Bouygues Telecom** notifiera au **Contractant** par lettre recommandée avec avis de réception la date de démarrage des travaux.

La dernière échéance sera calculée *pro rata temporis* jusqu'à la date d'effet de la résiliation, quelle qu'en soit la cause ou le terme de la Convention.

5.2 Facturation de la redevance

Le paiement sera effectué, par virement sur le compte du **Contractant**, le 10 janvier à la condition qu'un titre de recette faisant apparaître les références **T 43550 / CI 379832** soit parvenu, avant le 20 décembre de l'année précédant l'échéance, à l'adresse suivante :

BOUYGUES TELECOM
Service comptabilité
TECHNOPOLE
13-15 Avenue du Maréchal Juin
92366 MEUDON LA FORET CEDEX

A défaut, le paiement sera effectué trente (30) jours après la réception dudit titre de recette.

Le premier titre de recette pourra être envoyé par le **Contractant** dès le démarrage des travaux ou au plus tard six (6) mois après l'entrée en vigueur de la Convention si les travaux n'ont pas démarré. Le paiement sera effectué 30 (trente) jours après réception du titre de recette.

L'IBAN original sera fourni par le Contractant lors de la signature de la Convention.

Article 6 Election de domicile

Le **Contractant** élit domicile à l'adresse indiquée en tête des présentes. **Bouygues Telecom** élit domicile à l'adresse suivante :

BOUYGUES TELECOM
Guichet Unique Patrimoine
TECHNOPOLE
13-15 Avenue du Maréchal Juin
92366 MEUDON LA FORET CEDEX

Courriel : guichetpatrimoine@bouyguetelecom.fr
Téléphone : 0800 941 087

Toute notification à effectuer dans le cadre de la Convention sera faite par écrit aux adresses susvisées. Toute modification fera l'objet d'une notification dans les plus brefs délais.

Article 7 Convention et ses annexes

La Convention est composée des documents suivants :

- 1 - Les présentes Conditions Particulières
- 2 - Annexe 1 - Les Conditions Générales
- 3 - Annexe 2 - Le plan indiquant le(s) emplacement(s) mis à disposition ;
le descriptif des équipements techniques maximums et des travaux autorisés ;
le dossier technique présentant à titre indicatif les Equipements Techniques installés à la mise à disposition des emplacements (comprenant notamment le PLAN DE SECURITE, le PLAN d'ELEVATION et le PLAN DE VUE D'ENSEMBLE)
- 4 - Annexe 3 - Information sur les consignes de sécurité à respecter
Fiche de "demande de coupure des antennes radio"
- 5 - Annexe 4 - L'autorisation de travaux
- 6 - Annexe 5 - La "fiche Informations Pratiques"

Article 8 Contrôle d'émission de champs électromagnétiques

Outre l'information sur les consignes de sécurité, figurant en annexe 3 de la présente, dans le respect du dispositif de surveillance et de mesure des ondes électromagnétiques, **Bouygues Telecom** s'engage à fournir au **Contractant** une mesure de l'exposition aux ondes électromagnétiques à l'installation de ses équipements.

Puis, à chaque date anniversaire, pendant toute la durée de la Convention, **Bouygues Telecom** fournira au **Contractant**, un rapport d'expertise du niveau d'exposition aux ondes électromagnétiques dans l'environnement des installations.

Les frais de ce contrôle sont à la charge de **Bouygues Telecom**.

Fait à [.....] en 3 (trois) exemplaires originaux, dont 1 (un) pour le **Contractant** et 2 (deux) pour **Bouygues Telecom**

Le [.....]

Le Contractant

Le Président
du Conseil d'administration du SDIS
des Yvelines,

Bouygues Telecom

Alexandre JOLY

ANNEXE 1
CONDITIONS GENERALES

Article 1 Nature de la Convention

Les emplacements mis à disposition de **Bouygues Telecom** faisant partie du domaine public, la Convention est régie par les dispositions relatives aux conventions d'occupation du domaine public.

Article 2 Etats des lieux

Un état des lieux sera établi contradictoirement par les Parties lors de la mise à disposition des lieux (état des lieux d'entrée), et lors de la restitution de ces lieux (état des lieux de sortie).

Article 3 Durée – Résiliation anticipée

3-1 La Convention est conclue pour quinze (15) ans. Au-delà de ce terme, elle est prorogée par périodes successives de neuf ans(9) ans, sauf congé donné par l'une des Parties, notifié à l'autre par lettre recommandée avec avis de réception et respectant un préavis de vingt-quatre (24) mois avant la date d'échéance de la période en cours.

3-2 La Convention pourra être résiliée à l'initiative du **Contractant**, pour un motif d'intérêt général, conformément au régime applicable aux conventions d'occupation privative du domaine public, sous réserve du respect d'un préavis de dix-huit (18) mois donné par lettre recommandée avec avis de réception.

Dans ce cas, la résiliation de la Convention n'interviendra que si aucun accord n'a pu être trouvé entre les Parties pour retrouver d'autres emplacements et/ou local susceptibles d'accueillir les Equipements Techniques, aux mêmes conditions que celles définies dans la Convention.

3-3 La Convention pourra être résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité, à l'initiative de **Bouygues Telecom** dans les cas suivants :

- Suppression ou non-renouvellement de l'autorisation d'exploiter les réseaux de communications électroniques,
- Refus, retrait ou annulation des autorisations administratives nécessaires à l'activité de **Bouygues Telecom** et/ou à l'implantation des Equipements Techniques,
- Impossibilité pour Bouygues Telecom de se conformer à une nouvelle réglementation dans les délais légaux (prévue à l'article 8 des présentes)

3.4 La Convention pourra être résiliée de plein droit, sans préavis et moyennant une indemnité forfaitaire correspondant à 6 mois, à l'initiative de **Bouygues Telecom** dans les cas suivants :

- Perturbations des émissions radioélectriques de **Bouygues Telecom**,
- Changement de l'architecture des réseaux exploités par **Bouygues Telecom** ou évolution technologique conduisant à une modification de ces mêmes réseaux.

Article 4 Assurances

4-1 Bouygues Telecom s'engage à souscrire auprès d'une ou plusieurs sociétés d'assurances représentée(s) en Europe, et à maintenir pendant toute la durée de la Convention, une ou plusieurs polices d'assurances garantissant :

- sa responsabilité civile résultant de son activité, de ses Equipements Techniques, de son personnel intervenant dans le cadre des opérations de maintenance et d'entretien ;
- les dommages subis par ses propres matériels et Equipements Techniques notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, de dégât des eaux ;
- les recours des voisins et des tiers.

4-2 Le **Contractant** fera sa propre affaire de l'assurance de ses biens immobiliers et/ou mobiliers et s'engage à souscrire une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile.

4-3 Bouygues Telecom renonce et s'engage à faire renoncer ses assureurs à tous recours contre le **Contractant** et ses assureurs pour tous dommages causés aux Equipements Techniques. Réciproquement, le **Contractant** renonce et s'engage à faire renoncer ses assureurs à tous recours contre **Bouygues Telecom** et ses assureurs, prestataires, fournisseurs ou sous-traitants et leurs assureurs pour les dommages causés aux biens du **Contractant**.

4-4 Chacune des Parties s'engage à remettre à l'autre partie à sa première demande, les attestations d'assurance correspondantes faisant notamment mention de la renonciation à recours de leurs assureurs telle que prévue ci-dessus.

Article 5 Installation - Travaux - Réparations - Restitution des lieux

5-1 Installation, Travaux et Réparations effectués par Bouygues Telecom

Le Contractant autorise l'installation, dans les emplacements mis à disposition, des Equipements Techniques décrits en annexe 2, qui sont et demeurent la propriété de **Bouygues Telecom**, et tous travaux nécessaires à cette fin, ce compris tous branchements et installations nécessaires (notamment EDF, lignes téléphoniques, fibres optiques, fourreaux et faisceaux hertziens) au fonctionnement des Equipements Techniques.

La signature de la Convention vaut accord donné à **Bouygues Telecom** de réaliser les travaux et d'effectuer les démarches liées à l'obtention des autorisations administratives nécessaires à l'installation des Equipements Techniques. A défaut d'obtention desdites autorisations, la Convention sera résolue de plein droit sans indemnité.

Bouygues Telecom devra procéder ou faire procéder à l'installation des Equipements Techniques en respectant strictement les normes techniques et les règles de l'art et réalisera à ses frais les balisages et l'affichage requis par la réglementation en vigueur.

Bouygues Telecom assumera toutes réparations et impositions afférentes aux Equipements Techniques.

5-2 Travaux de réparations effectués par le Contractant

En cas de travaux indispensables à la réparation de l'immeuble et conduisant à la suspension temporaire du fonctionnement des Equipements Techniques de **Bouygues Telecom**, le Contractant en avertira ce dernier par lettre recommandée avec avis de réception avec un préavis de douze (12) mois avant le début des travaux, en lui précisant, leur durée. Ce préavis ne s'appliquera pas en cas de travaux rendus nécessaires par la force majeure.

Les Parties se concerteront pour trouver une solution de remplacement pendant la durée des travaux, afin de permettre à **Bouygues Telecom** de continuer à exploiter les Equipements Techniques.

Au cas où aucune solution de remplacement satisfaisante pour **Bouygues Telecom** ne serait trouvée, **Bouygues Telecom** se réserve le droit de résilier la Convention sans contrepartie. En tout état de cause, la redevance sera diminuée à proportion de la durée de suspension du fonctionnement des Equipements Techniques.

A l'issue des travaux, **Bouygues Telecom** pourra réinstaller les Equipements Techniques, les laisser sur

le (les) nouvel(eaux) emplacement(s) trouvé(s) pendant la durée des travaux ou décider sans préavis de résilier la Convention.

5-3 Restitution des emplacements mis à disposition

A l'expiration de la Convention, **Bouygues Telecom** reprendra tout ou partie des Equipements Techniques et remettra les emplacements mis à disposition en leur état primitif, tel que décrit dans l'état des lieux d'entrée, sauf pour ce qui est des constructions et améliorations non comprises dans les Equipements Techniques qui resteront acquises au Contractant.

Article 6 Libre accès aux lieux mis à disposition

Le Contractant, et tout occupant de son chef, pour qui il se porte fort aux termes des présentes, autorise **Bouygues Telecom**, ses préposés, tout tiers - autorisé par **Bouygues Telecom** et/ou accompagné par **Bouygues Telecom** ou ses préposés - à avoir à tout moment libre accès aux emplacements mis à disposition, conformément aux dispositions figurant dans la fiche « Informations Pratiques ».

Le Contractant avertira **Bouygues Telecom** de tout changement des modalités d'accès dans les plus brefs délais.

Bouygues Telecom s'engage lors de ses déplacements sur les lieux mis à disposition à respecter la tranquillité des occupants de l'immeuble.

Le Contractant ne pourra intervenir sur les Equipements Techniques, hormis le cas d'urgence dûment justifié à **Bouygues Telecom**.

Le Contractant veillera à ce que pendant toute la durée de la Convention l'espace faisant face aux antennes et faisceaux hertziens soit dégagé, dans la limite de l'emprise de l'immeuble visé aux Conditions Particulières.

Article 7 Présence de plusieurs exploitants d'équipements radioélectriques

Dans l'hypothèse où des équipements techniques d'un autre exploitant d'équipements radioélectriques seraient déjà installés dans l'emprise de l'immeuble, **Bouygues Telecom** s'engage, avant d'installer les Equipements Techniques, à réaliser, à sa charge financière, les études de compatibilité avec les équipements techniques de l'opérateur déjà en place, et leur éventuelle mise en compatibilité. Si la mise en compatibilité s'avère impossible à réaliser, **Bouygues Telecom** s'engage à ne pas installer les Equipements Techniques. Le Contractant, de son côté, s'engage à communiquer à **Bouygues Telecom** les coordonnées des

propriétaires des équipements radioélectriques existants.

Dans l'hypothèse où un nouvel exploitant d'équipement radioélectrique solliciterait du **Contractant** l'autorisation d'installer des équipements techniques dans l'emprise de l'immeuble, le **Contractant** s'engage, avant d'autoriser ladite installation, à informer **Bouygues Telecom** en transmettant les coordonnées du nouvel exploitant et à ce que soient réalisées, à la charge financière du nouvel exploitant, des études de compatibilité avec les Equipements Techniques de **Bouygues Telecom** listés dans le descriptif de l'annexe 2, leur éventuelle mise en compatibilité. Si cette mise en compatibilité s'avère impossible, ou si la nouvelle installation projetée perturbe l'accès et l'exploitation des Equipements Techniques de **Bouygues Telecom**, les équipements techniques projetés par le nouvel exploitant ne pourront être installés. Le **Contractant** s'engage également à imposer au nouvel exploitant que ce dernier effectue un balisage (physique ou affichage) de ses équipements conformément à la réglementation, aux normes techniques et aux règles de l'art.

Article 8 Environnement législatif et réglementaire - Information du Contractant

Les Equipements Techniques émettent des ondes radioélectriques. En conséquence, le **Contractant** se doit de respecter les consignes de sécurité spécifiées en annexe 3, qui sont conformes aux normes en vigueur.

Dans les conditions prévues par le décret n° 2013-1162 du 14 décembre 2013 relatif au dispositif de surveillance et de mesure des ondes électromagnétiques, le **Contractant** peut demander une mesure de l'exposition aux ondes électromagnétiques en utilisant le formulaire **CERFA** n°15003*01 disponible sur le site Internet : www.service-public.fr.

Pendant toute la durée de la Convention, **Bouygues Telecom** s'assurera que le fonctionnement des Equipements Techniques sera toujours conforme à la réglementation applicable notamment en matière de santé publique ou d'émission de champs électromagnétiques. En cas d'évolution de ladite réglementation, et d'impossibilité pour **Bouygues Telecom** de s'y conformer dans les délais légaux, **Bouygues Telecom** suspendra les émissions des Equipements Techniques concernés jusqu'à leur mise en conformité, ou pourra résilier de plein droit la présente Convention par lettre recommandée avec avis de réception sans préavis ni indemnité.

Bouygues Telecom informe son **Contractant** qu'en l'état actuel des connaissances scientifiques, il n'est pas établi que les rayonnements produits par les

Equipements Techniques présentent un risque pour la santé.

Afin de permettre au **Contractant** de se tenir informé de l'état des connaissances scientifiques, une information est accessible sur le site Internet du Ministère de l'emploi et la solidarité suivant : www.sante.gouv.fr.

Bouygues Telecom peut également transmettre une documentation d'information, sur simple demande écrite à l'adresse suivante :

Bouygues Telecom
Direction Fréquences et Protection
Technopôle
13-15 Avenue du Maréchal Juin
92366 Meudon La Forêt Cedex

Article 9 C.N.I.L

Afin de préserver l'environnement en favorisant la mutualisation des sites sur lesquels sont implantés des équipements techniques, le **Contractant** autorise **Bouygues Telecom** à transmettre ses coordonnées aux opérateurs habilités à établir et exploiter un réseau de communications électroniques.

Les données personnelles du **Contractant** sont traitées dans le cadre de l'exploitation des réseaux de communication électronique et sont régies par les dispositions de la loi « Informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, modifiée par la loi du 6 août 2004. Le **Contractant** est habilité à obtenir communication de ces données fournies dans le cadre de la Convention et, le cas échéant, à en demander toutes rectifications auprès de Bouygues Telecom (Direction des Systèmes d'Information).

Article 10 Déclassement et Transfert de l'immeuble

Le **Contractant** fera ses meilleurs efforts afin de rappeler dans tout acte entraînant le déclassement de l'immeuble ou le transfert de l'immeuble d'un domaine public à un autre, l'existence de la Convention.

Le **Contractant** s'engage à prévenir **Bouygues Telecom** de toute décision de déclassement ou de transfert de l'immeuble dès qu'il en aura connaissance.

Article 11 Sous-location et Cession

Bouygues Telecom s'interdit de sous-louer les lieux mis à disposition et de céder la Convention, sauf autorisation préalable du **Contractant**.

ANNEXE 2
PLANS, EQUIPEMENTS ET DOSSIERS TECHNIQUES

Composée de :

- **Plan des emplacements mis à disposition,**
- **Descriptif des équipements techniques maximum et des travaux autorisés :**
Rehausse du pylône existant de 4 m (sous réserve) ou remplacement par un pylône de 13 m → en fonction des résultats de la note de calcul, support de 2 antennes de 2m, 1 FH Ø 30 cm en tête de pylône, 2TMA proche antenne, 14 RRU seront installés sur le pylône, 5 baies techniques seront positionnées sur plateforme métallique comme celle existante du SDIS.
- **Dossier technique présentant les équipements installés au jour de la mise à disposition des emplacements (comprenant notamment le PLAN DE SECURITE, le PLAN d'ELEVATION et le PLAN DE VUE D'ENSEMBLE)**

ANNEXE 3
CONSIGNES DE SECURITE

Composée de :

- **Information sur les consignes de sécurité à respecter**
- **Fiche de « demande de coupure des antennes radio »**

INFORMATION SUR LES CONSIGNES DE SECURITE A RESPECTER

L'objectif de cette annexe est d'informer le Contractant sur les consignes de sécurité mises en œuvre par Bouygues Telecom pour garantir au public le respect des limites d'exposition aux champs électromagnétiques.

Bouygues Telecom s'assure que le fonctionnement des Equipements Techniques est conforme à la réglementation applicable, notamment en matière de santé publique ou d'émission de champs électromagnétiques.

Sur tous les sites qui le nécessitent, un affichage est mis en place à proximité des antennes pour informer le public des consignes de sécurité à respecter. Dans certains cas, il arrive que l'affichage soit complété par un balisage qui renforce les consignes écrites.

Les zones ainsi balisées sont déterminées conformément à la réglementation en vigueur. En cas de changement de celle-ci, Bouygues Telecom s'engage à modifier dans les meilleurs délais les périmètres de sécurité.

Le contractant doit respecter les consignes de sécurité affichées et éventuellement le balisage et informer toutes personnes concernées par celles-ci.

Toute intervention dans les périmètres de sécurité - matérialisés ou précisés par affichage – devra faire l'objet d'une demande de coupure des émissions des antennes.

Avant l'intervention d'une personne dans un périmètre de sécurité - matérialisé ou précisé par affichage – une fiche de demande de coupure d'émission (dont le modèle est joint à la présente annexe) doit être remplie et envoyée à Bouygues Telecom. Le numéro de téléphone du responsable technique est précisé dans cette fiche.

Demande de coupure des antennes radio
Pour tous travaux nécessitant de pénétrer dans le périmètre de balisage des antennes

Cette demande doit être adressée, par le contractant, **10 jours ouvrés avant la date prévue pour les travaux.**

Partie à remplir par le demandeur (propriétaire ou son représentant)

Date de la demande : .../.../..... Fax : Adresse email :

Opérateur concerné : BOUYGUES TELECOM	Interlocuteur :	Tél :
---------------------------------------	-----------------	-------

N° Site (figurant sur le contrat) :T	Nom et adresse du site :
---	--------------------------

Le demandeur

Société :	Interlocuteur :	Tél :	Fax :
-----------	-----------------	-------	-------

L'intervenant (Entreprise intervenant pour le compte du demandeur)

Société :	Interlocuteur :	Tél :	Fax :
-----------	-----------------	-------	-------

Responsable direct de travaux (personne sur le site le jour des travaux) :	Tél mobile :
--	--------------

Les travaux

Nature de l'intervention :

Si les travaux doivent s'interrompre dans la journée sur une durée supérieure à une heure, il faut prévoir de rétablir le service pendant cette période (exemple : pendant la pause déjeuner du chantier entre 12h et 14h le service est rétabli)

Date, heure, début de coupure, fin de coupure, durée	Date JJ/MM/AA	(Début) Heure/minute	(Fin) Heure/minute	Durée : minute

Localisation sur terrasse (identification secteur) :
--

Partie à remplir par Bouygues Telecom

Validation par :

Validation oui non Si non Motif du refus

--

Date et
Heure proposée

Le responsable de coupure

Interlocuteur :	Tél mobile :	Tél fixe :
-----------------	--------------	------------

Rappel des coordonnées de Bouygues Telecom :

Courriel : guichetpatrimoine@bouyguetelecom.fr
 Adresse de correspondance : Bouygues Telecom – Guichet Unique Patrimoine
 Du lundi au vendredi de 8H30 à 18H
 Téléphone : 0800 941 087

BOUYGUES TELECOM
Guichet Unique Patrimoine
TECHNOPOLE
13-15 Avenue du Maréchal Juin
92366 MEUDON LA FORET CEDEX

Signature demandeur	
Nom	Visa
Date	

Validation retour	
Nom	Visa
Date	

ANNEXE 4
AUTORISATION DE TRAVAUX

PROPRIETAIRE

Siège social

.....
.....

BOUYGUES TELECOM

.....
.....
.....

....., le

Objet : Immeuble situé à ..., rue ..., n° ...
site

Messieurs,

Conformément à la Convention signée le, nous vous confirmons, par la présente lettre, notre accord pour l'exécution des travaux nécessaires à l'installation de vos équipements techniques sur l'immeuble référencé ci-dessus.

Cette autorisation vaut également accord de notre part afin que BOUYGUES TELECOM et/ou son mandataire accomplisse toutes les démarches administratives afférentes à ces travaux.

Veillez agréer, Messieurs, l'expression de nos salutations distinguées.

LE PROPRIETAIRE
OU LE REPRESENTANT DU PROPRIETAIRE

ANNEXE 5

FICHE INFORMATIONS PRATIQUES

❶ Conditions d'accès

Le Contractant s'engage à informer dans les plus brefs délais **Bouygues Telecom** de toutes modifications des informations suivantes :

- Numéro de code :
- Badge :
- Gardien (adresse, téléphone) :
- Société de gardiennage (adresse, téléphone) :
- Mise en place d'une boîte à clés positionnée permettant un accès 24h/24h aux Equipements Techniques

Le Contractant s'engage à remettre à Bouygues Telecom tous les moyens d'accès au Site.

❷ Interlocuteurs

Courriel : guichetpatrimoine@bouygues telecom.fr

Adresse de correspondance : Bouygues Telecom – Guichet Unique Patrimoine

Du lundi au vendredi de 8H30 à 18H

Téléphone : 0800 941 087

BOUYGUES TELECOM

Guichet Unique Patrimoine

Technopôle

13-15 Avenue du Maréchal Juin

92366 Meudon La Forêt Cedex

❸ Interlocuteurs

Numéro de téléphone / procédure des émissions radioélectrique du Site

Numéro National : 01/46/01/87/78

Numéro Régional :

**CONVENTION D'OCCUPATION PRIVATIVE
DU DOMAINE PUBLIC POUR L'INSTALLATION D'UN RELAIS DE TELEPHONIE MOBILE**

Entre :

Le service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, représenté par le Président de son Conseil d'administration, Monsieur Alexandre JOLY, domicilié au 56, avenue de Saint-Cloud – CS 80103 – 78007 Versailles cedex,

ci-après dénommé le "Contractant",

Et

BOUYGUES TELECOM

Société Anonyme au capital de 712 588 399,56 €, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro unique d'identification 397 480 930, dont le siège social est au 37-39 rue Boissière 75116 Paris

représentée par, en qualité de,

ci-après dénommée "Bouygues Telecom",

ci-après dénommés ensemble les « Partics ».

Préalablement à l'objet des présentes, il a été rappelé ce qui suit :

- **Bouygues Telecom** a notamment pour objet social d'établir et d'exploiter des réseaux de communications électroniques.
- Conformément à l'article L1424-17 du Code général des collectivités territoriales, le **Contractant** bénéficie de la mise à disposition par la commune de **Chatou**, propriétaire de l'immeuble sis **44 avenue du Traité de Rome**, références cadastrales **AB 1367**, pour y effectuer ses activités. A ce titre, il exerce les droits et obligations du propriétaire de l'immeuble. Cette mise à disposition prend fin lorsque l'immeuble cesse d'être affecté aux activités du **Contractant**.
- Pour les besoins de l'exploitation desdits réseaux, **Bouygues Telecom** doit procéder à l'installation d'équipements techniques comprenant notamment des antennes et des faisceaux hertziens, reliés à des armoires techniques par des câbles. Ces équipements notamment sont destinés à émettre ou recevoir des ondes radioélectriques.

Ceci étant exposé, les Parties conviennent de ce qui suit :

CONDITIONS PARTICULIERES

Article 1 Objet

Par le présent contrat de bail, ci-après appelé « Convention », le **Contractant** met à disposition de **Bouygues Telecom**, qui accepte, un ou plusieurs emplacement(s) dépendant d'un immeuble sis **44 avenue du Traité de Rome à Chatou**, références cadastrales **AB 1367**, afin d'installer une station radioélectrique et des équipements de communications électroniques comprenant au maximum les équipements décrits en annexe 2, ci-après dénommés ensemble "Equipements Techniques".

Les emplacements mis à disposition se composent d'une surface comprise entre 10 (dix) m² et 25 (vingt-cinq) m² environ destinée à accueillir les baies techniques augmentée de la surface occupée par les mâts et/ou pylônets supportant les antennes et faisceaux hertziens et par l'ensemble des câbles, branchements et raccordements nécessaires à leur fonctionnement. Le(s)dit(s) emplacement(s) sont identifiés sur les plans figurant en annexe 2.

Les Equipements Techniques seront implantés en fonction des nécessités d'ingénierie de **Bouygues Telecom** et du respect de la compatibilité radioélectrique avec les installations appartenant au SDIS et déjà en service sur le site. Un dossier technique, comprenant des plans (notamment le PLAN DE SECURITE, le PLAN d'ELEVATION et le PLAN DE VUE D'ENSEMBLE), présente les Equipements Techniques qui seront installés dès la mise à disposition des emplacements (annexe 2).

Si le site nécessite l'aménagement ou la création d'un chemin d'accès aux emplacements mis à disposition, l'Autorité Publique, avec l'accord exprès de l'Exploitant, autorise **Bouygues Telecom** à aménager un chemin d'accès, dont les références techniques (tracé, plan, surface...) sont identifiées en annexe 2.

Bouygues Telecom pourra ajouter librement de nouveaux Equipements Techniques, dans la limite du maximum fixé en annexe 2, et communiquera, pour la parfaite information du **Contractant**, les plans d'implantation des nouveaux Equipements Techniques.

La Convention est régie par les dispositions des présentes Conditions Particulières et des Conditions Générales figurant en annexe 1. En cas de contradiction entre les dispositions des Conditions Générales et celles des Conditions Particulières, les dispositions de ces dernières prévalent.

Bouygues Telecom sera titulaire de droits réels sur les Equipements Techniques édifiés sur le domaine public du **Contractant** ou sur le domaine public de l'un de ses Etablissements Publics.

Article 2 Montant et révision de la redevance

Montant de la redevance (sans taxes)

La redevance annuelle, toutes charges éventuelles incluses, est de **14 000,00 €** (quatorze mille Euros) nets.

Indexation de la redevance sur un taux fixe

La redevance est indexée de **2 (deux) %** chaque année.

L'augmentation s'appliquera le 1^{er} janvier de chaque année à compter du 1^{er} janvier de la deuxième année suivant l'entrée en vigueur de la Convention.

Article 3 Date d'entrée en vigueur

Le contrôle de légalité a été exercé le [.....] sur la délibération du bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines en date du [.....]

La Convention entrera en vigueur à la date de sa signature par les parties, soit le [.....]

Les emplacements sus-désignés seront mis à la disposition de **Bouygues Telecom** à cette date.

Article 4 Résiliation

4.1 Résiliation de plein droit

Parallèlement aux demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'installation des Equipements Techniques (cf. 5.1 des conditions générales des présentes), **Bouygues Telecom** présentera au **Contractant** l'ensemble des notes de calcul et mesures techniques de résistance (charge, ancrage, météorologique...) des installations.

A défaut de validation du projet par les services techniques du SDIS 78, la convention est résiliée de plein droit.

Cette résiliation de plein droit à l'initiative du **Contractant**, notifié par lettre recommandée avec avis de réception, ne donnera droit à aucune indemnité ni contrepartie.

4.2 Résiliation anticipée

Dans le cas où l'immeuble ne serait plus affecté à ses activités, la convention pourra être résiliée de plein droit.

Le **Contractant** s'engage à informer **Bouygues Telecom** sous réserve du respect d'un préavis minimum de 6 (six) mois, donné à **Bouygues Telecom** par lettre recommandée avec avis de réception.

Cette résiliation anticipée, à l'initiative du **Contractant**, ne donnera droit à aucune indemnité ni contrepartie.

Article 5 Facturation et paiement de la redevance

5.1 Paiement de la redevance

La redevance annuelle est exigible d'avance au 1^{er} janvier.

La première échéance sera calculée *pro rata temporis* à compter de la date de démarrage des travaux d'installation des Equipements Techniques et au plus tard six (6) mois après l'entrée en vigueur de la Convention si les travaux n'ont pas démarré. **Bouygues Telecom** notifiera au **Contractant** par lettre recommandée avec avis de réception la date de démarrage des travaux.

La dernière échéance sera calculée *pro rata temporis* jusqu'à la date d'effet de la résiliation, quelle qu'en soit la cause ou le terme de la Convention.

5.2 Facturation de la redevance

Le paiement sera effectué, par virement sur le compte du **Contractant**, le 10 janvier à la condition qu'un titre de recette faisant apparaître les références **T 43549 / CI 379839** soit parvenu, avant le 20 décembre de l'année précédant l'échéance, à l'adresse suivante :

BOUYGUES TELECOM
Service comptabilité
TECHNOPOLE
13-15 Avenue du Maréchal Juin
92366 MEUDON LA FORET CEDEX

A défaut, le paiement sera effectué trente (30) jours après la réception dudit titre de recette.

Le premier titre de recette pourra être envoyé par le **Contractant** dès le démarrage des travaux ou au plus tard six (6) mois après l'entrée en vigueur de la Convention si les travaux n'ont pas démarré. Le paiement sera effectué 30 (trente) jours après réception du titre de recette.

L'IBAN original sera fourni par le Contractant lors de la signature de la Convention.

Article 6 Election de domicile

Le **Contractant** élit domicile à l'adresse indiquée en tête des présentes. **Bouygues Telecom** élit domicile à l'adresse suivante :

BOUYGUES TELECOM
Guichet Unique Patrimoine
TECHNOPOLE
13-15 Avenue du Maréchal Juin
92366 MEUDON LA FORET CEDEX

Courriel : guichetpatrimoine@bouyguetelecom.fr
Téléphone : 0800 941 087

Toute notification à effectuer dans le cadre de la Convention sera faite par écrit aux adresses susvisées. Toute modification fera l'objet d'une notification dans les plus brefs délais.

Article 7 Convention et ses annexes

La Convention est composée des documents suivants :

- 1 - Les présentes Conditions Particulières
- 2 - Annexe 1 - Les Conditions Générales
- 3 - Annexe 2 - Le plan indiquant le(s) emplacement(s) mis à disposition ;
le descriptif des équipements techniques maximums et des travaux autorisés ;
le dossier technique présentant à titre indicatif les Equipements Techniques installés à la mise à disposition des emplacements (comprenant notamment le PLAN DE SECURITE, le PLAN d'ELEVATION et le PLAN DE VUE D'ENSEMBLE)
- 4 - Annexe 3 - Information sur les consignes de sécurité à respecter
Fiche de "demande de coupure des antennes radio"
- 5 - Annexe 4 L'autorisation de travaux
- 6 - Annexe 5 - La "fiche Informations Pratiques"

Article 8 Contrôle d'émission de champs électromagnétiques

Outre l'information sur les consignes de sécurité à respecter, figurant en annexe 3 de la présente, dans le respect du dispositif de surveillance et de mesure des ondes électromagnétiques, **Bouygues Telecom** s'engage à fournir au **Contractant** une mesure de l'exposition aux ondes électromagnétiques à l'installation de ses équipements.

Puis, à chaque date anniversaire, pendant toute la durée de la Convention, **Bouygues Telecom** fournira au **Contractant**, un rapport d'expertise du niveau d'exposition aux ondes électromagnétiques dans l'environnement des installations.

Les frais de ce contrôle sont à la charge de **Bouygues Telecom**.

Fait à [.....] en 3 (trois) exemplaires originaux, dont 1 (un) pour le **Contractant** et 2 (deux) pour **Bouygues Telecom**

Le [.....]

Le Contractant

Le Président
du Conseil d'administration du SDIS
des Yvelines,

Bouygues Telecom

Alexandre JOLY

ANNEXE 1
CONDITIONS GÉNÉRALES

Article 1 Nature de la Convention

Les emplacements mis à disposition de **Bouygues Telecom** faisant partie du domaine public, la Convention est régie par les dispositions relatives aux conventions d'occupation du domaine public.

Article 2 Etats des lieux

Un état des lieux sera établi contradictoirement par les Parties lors de la mise à disposition des lieux (état des lieux d'entrée), et lors de la restitution de ces lieux (état des lieux de sortie).

Article 3 Durée – Résiliation anticipée

3-1 La Convention est conclue pour quinze (15) ans. Au-delà de ce terme, elle est prorogée par périodes successives de neuf ans(9) ans, sauf congé donné par l'une des Parties, notifié à l'autre par lettre recommandée avec avis de réception et respectant un préavis de vingt-quatre (24) mois avant la date d'échéance de la période en cours.

3-2 La Convention pourra être résiliée à l'initiative du Contractant, pour un motif d'intérêt général, conformément au régime applicable aux conventions d'occupation privative du domaine public, sous réserve du respect d'un préavis de dix-huit (18) mois donné par lettre recommandée avec avis de réception.

Dans ce cas, la résiliation de la Convention n'interviendra que si aucun accord n'a pu être trouvé entre les Parties pour retrouver d'autres emplacements et/ou local susceptibles d'accueillir les Equipements Techniques, aux mêmes conditions que celles définies dans la Convention.

3-3 La Convention pourra être résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité, à l'initiative de **Bouygues Telecom** dans les cas suivants :

- Suppression ou non-renouvellement de l'autorisation d'exploiter les réseaux de communications électroniques,
- Refus, retrait ou annulation des autorisations administratives nécessaires à l'activité de **Bouygues Telecom** et/ou à l'implantation des Equipements Techniques,
- Impossibilité pour Bouygues Telecom de se conformer à une nouvelle réglementation dans les délais légaux (prévue à l'article 8 des présentes)

3.4 La Convention pourra être résiliée de plein droit, sans préavis et moyennant une indemnité forfaitaire correspondant à 6 mois, à l'initiative de **Bouygues Telecom** dans les cas suivants :

- Perturbations des émissions radioélectriques de **Bouygues Telecom**,
- Changement de l'architecture des réseaux exploités par **Bouygues Telecom** ou évolution technologique conduisant à une modification de ces mêmes réseaux.

Article 4 Assurances

4-1 **Bouygues Telecom** s'engage à souscrire auprès d'une ou plusieurs sociétés d'assurances représentée(s) en Europe, et à maintenir pendant toute la durée de la Convention, une ou plusieurs polices d'assurances garantissant :

- sa responsabilité civile résultant de son activité, de ses Equipements Techniques, de son personnel intervenant dans le cadre des opérations de maintenance et d'entretien ;
- les dommages subis par ses propres matériels et Equipements Techniques notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, de dégât des eaux ;
- les recours des voisins et des tiers.

4-2 Le Contractant fera sa propre affaire de l'assurance de ses biens immobiliers et/ou mobiliers et s'engage à souscrire une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile.

4-3 **Bouygues Telecom** renonce et s'engage à faire renoncer ses assureurs à tous recours contre le Contractant et ses assureurs pour tous dommages causés aux Equipements Techniques. Réciproquement, le Contractant renonce et s'engage à faire renoncer ses assureurs à tous recours contre **Bouygues Telecom** et ses assureurs, prestataires, fournisseurs ou sous-traitants et leurs assureurs pour les dommages causés aux biens du Contractant.

4-4 Chacune des Parties s'engage à remettre à l'autre partie à sa première demande, les attestations d'assurance correspondantes faisant notamment mention de la renonciation à recours de leurs assureurs telle que prévue ci-dessus.

Article 5 Installation - Travaux - Réparations - Restitution des lieux

5-1 Installation, Travaux et Réparations effectués par Bouygues Telecom

Le **Contractant** autorise l'installation, dans les emplacements mis à disposition, des Equipements Techniques décrits en annexe 2, qui sont et demeurent la propriété de **Bouygues Telecom**, et tous travaux nécessaires à cette fin, ce compris tous branchements et installations nécessaires (notamment EDF, lignes téléphoniques, fibres optiques, fourreaux et faisceaux hertziens) au fonctionnement des Equipements Techniques.

La signature de la Convention vaut accord donné à **Bouygues Telecom** de réaliser les travaux et d'effectuer les démarches liées à l'obtention des autorisations administratives nécessaires à l'installation des Equipements Techniques. A défaut d'obtention desdites autorisations, la Convention sera résolue de plein droit sans indemnité.

Bouygues Telecom devra procéder ou faire procéder à l'installation des Equipements Techniques en respectant strictement les normes techniques et les règles de l'art et réalisera à ses frais les balisages et l'affichage requis par la réglementation en vigueur.

Bouygues Telecom assumera toutes réparations et impositions afférentes aux Equipements Techniques.

5-2 Travaux de réparations effectués par le Contractant

En cas de travaux indispensables à la réparation de l'immeuble et conduisant à la suspension temporaire du fonctionnement des Equipements Techniques de **Bouygues Telecom**, le **Contractant** en avertira ce dernier par lettre recommandée avec avis de réception avec un préavis de douze (12) mois avant le début des travaux, en lui précisant, leur durée. Ce préavis ne s'appliquera pas en cas de travaux rendus nécessaires par la force majeure.

Les Parties se concerteront pour trouver une solution de remplacement pendant la durée des travaux, afin de permettre à **Bouygues Telecom** de continuer à exploiter les Equipements Techniques.

Au cas où aucune solution de remplacement satisfaisante pour **Bouygues Telecom** ne serait trouvée, **Bouygues Telecom** se réserve le droit de résilier la Convention sans contrepartie. En tout état de cause, la redevance sera diminuée à proportion de la durée de suspension du fonctionnement des Equipements Techniques.

A l'issue des travaux, **Bouygues Telecom** pourra réinstaller les Equipements Techniques, les laisser sur

le (les) nouvel(eaux) emplacement(s) trouvé(s) pendant la durée des travaux ou décider sans préavis de résilier la Convention.

5-3 Restitution des emplacements mis à disposition

A l'expiration de la Convention, **Bouygues Telecom** reprendra tout ou partie des Equipements Techniques et restituera les emplacements mis à disposition en leur état primitif, tel que décrit dans l'état des lieux d'entrée, sauf pour ce qui est des constructions et améliorations non comprises dans les Equipements Techniques qui resteront acquises au **Contractant**.

Article 6 Libre accès aux lieux mis à disposition

Le **Contractant**, et tout occupant de son chef, pour qui il se porte fort aux termes des présentes, autorise **Bouygues Telecom**, ses préposés, tout tiers - autorisé par **Bouygues Telecom** et/ou accompagné par **Bouygues Telecom** ou ses préposés - à avoir à tout moment libre accès aux emplacements mis à disposition, conformément aux dispositions figurant dans la fiche « Informations Pratiques ».

Le **Contractant** avertira **Bouygues Telecom** de tout changement des modalités d'accès dans les plus brefs délais.

Bouygues Telecom s'engage lors de ses déplacements sur les lieux mis à disposition à respecter la tranquillité des occupants de l'immeuble.

Le **Contractant** ne pourra intervenir sur les Equipements Techniques, hormis le cas d'urgence dûment justifié à **Bouygues Telecom**.

Le **Contractant** veillera à ce que pendant toute la durée de la Convention l'espace faisant face aux antennes et faisceaux hertziens soit dégagé, dans la limite de l'emprise de l'immeuble visé aux Conditions Particulières.

Article 7 Présence de plusieurs exploitants d'équipements radioélectriques

Dans l'hypothèse où des équipements techniques d'un autre exploitant d'équipements radioélectriques seraient déjà installés dans l'emprise de l'immeuble, **Bouygues Telecom** s'engage, avant d'installer les Equipements Techniques, à réaliser, à sa charge financière, les études de compatibilité avec les équipements techniques de l'opérateur déjà en place, et leur éventuelle mise en compatibilité. Si la mise en compatibilité s'avère impossible à réaliser, **Bouygues Telecom** s'engage à ne pas installer les Equipements Techniques. Le **Contractant**, de son côté, s'engage à communiquer à **Bouygues Telecom** les coordonnées des

propriétaires des équipements radioélectriques existants.

Dans l'hypothèse où un nouvel exploitant d'équipement radioélectrique solliciterait du **Contractant** l'autorisation d'installer des équipements techniques dans l'emprise de l'immeuble, le **Contractant** s'engage, avant d'autoriser ladite installation, à informer **Bouygues Telecom** en transmettant les coordonnées du nouvel exploitant et à ce que soient réalisées, à la charge financière du nouvel exploitant, des études de compatibilité avec les Equipements Techniques de **Bouygues Telecom** listés dans le descriptif de l'annexe 2, leur éventuelle mise en compatibilité. Si cette mise en compatibilité s'avère impossible, ou si la nouvelle installation projetée perturbe l'accès et l'exploitation des Equipements Techniques de **Bouygues Telecom**, les équipements techniques projetés par le nouvel exploitant ne pourront être installés. Le **Contractant** s'engage également à imposer au nouvel exploitant que ce dernier effectue un balisage (physique ou affichage) de ses équipements conformément à la réglementation, aux normes techniques et aux règles de l'art.

Article 8 Environnement législatif et réglementaire - Information du Contractant

Les Equipements Techniques émettent des ondes radioélectriques. En conséquence, le **Contractant** se doit de respecter les consignes de sécurité spécifiées en annexe 3, qui sont conformes aux normes en vigueur.

Dans les conditions prévues par le décret n° 2013-1162 du 14 décembre 2013 relatif au dispositif de surveillance et de mesure des ondes électromagnétiques, le **Contractant** peut demander une mesure de l'exposition aux ondes électromagnétiques en utilisant le formulaire *CERFA* n°15003*01 disponible sur le site Internet : www.service-public.fr.

Pendant toute la durée de la Convention, **Bouygues Telecom** s'assurera que le fonctionnement des Equipements Techniques sera toujours conforme à la réglementation applicable notamment en matière de santé publique ou d'émission de champs électromagnétiques. En cas d'évolution de ladite réglementation, et d'impossibilité pour **Bouygues Telecom** de s'y conformer dans les délais légaux, **Bouygues Telecom** suspendra les émissions des Equipements Techniques concernés jusqu'à leur mise en conformité, ou pourra résilier de plein droit la présente Convention par lettre recommandée avec avis de réception sans préavis ni indemnité.

Bouygues Telecom informe son **Contractant** qu'en l'état actuel des connaissances scientifiques, il n'est pas établi que les rayonnements produits par les

Equipements Techniques présentent un risque pour la santé.

Afin de permettre au **Contractant** de se tenir informé de l'état des connaissances scientifiques, une information est accessible sur le site Internet du Ministère de l'emploi et la solidarité suivant : www.sante.gouv.fr.

Bouygues Telecom peut également transmettre une documentation d'information, sur simple demande écrite à l'adresse suivante :

Bouygues Telecom
Direction Fréquences et Protection
Technopôle
13-15 Avenue du Maréchal Juin
92366 Meudon La Forêt Cedex

Article 9 C.N.I.L

Afin de préserver l'environnement en favorisant la mutualisation des sites sur lesquels sont implantés des équipements techniques, le **Contractant** autorise **Bouygues Telecom** à transmettre ses coordonnées aux opérateurs habilités à établir et exploiter un réseau de communications électroniques.

Les données personnelles du **Contractant** sont traitées dans le cadre de l'exploitation des réseaux de communication électronique et sont régies par les dispositions de la loi « Informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, modifiée par la loi du 6 août 2004. Le **Contractant** est habilité à obtenir communication de ces données fournies dans le cadre de la Convention et, le cas échéant, à en demander toutes rectifications auprès de Bouygues Telecom (Direction des Systèmes d'Information).

Article 10 Déclassement et Transfert de l'immeuble

Le **Contractant** fera ses meilleurs efforts afin de rappeler dans tout acte entraînant le déclassement de l'immeuble ou le transfert de l'immeuble d'un domaine public à un autre, l'existence de la Convention.

Le **Contractant** s'engage à prévenir **Bouygues Telecom** de toute décision de déclassement ou de transfert de l'immeuble dès qu'il en aura connaissance.

Article 11 Sous-location et Cession

Bouygues Telecom s'interdit de sous-louer les lieux mis à disposition et de céder la Convention, sauf autorisation préalable du **Contractant**.

ANNEXE 2
PLANS, EQUIPEMENTS ET DOSSIERS TECHNIQUES

Composée de :

- **Plan des emplacements mis à disposition,**
- **Descriptif des équipements techniques maximum et des travaux autorisés :**
Installation d'un mât d'environ 2,50 m de hauteur fixé sur la Tour de Manœuvre, support de 4 antennes, Azimut 60° et 300° (2 de m et 2 de 0,90m), et 2 autres antennes Azimut 160°, seront fixées en retombée de façade de la Tour de séchage, soit 6 antennes au total, 1 FH Ø 30 cm fixé sur le pylône existant du SDIS, 21 RRU seront positionnés sur un rail (fixé sur le béton) proche des antennes à l'intérieur de la Tour, les baies techniques seront installées au sol le long du gymnase.
- **Dossier technique présentant les équipements installés au jour de la mise à disposition des emplacements** (comprenant notamment le PLAN DE SECURITE, le PLAN d'ELEVATION et le PLAN DE VUE D'ENSEMBLE)

ANNEXE 3
CONSIGNES DE SECURITE

Composée de :

- **Information sur les consignes de sécurité à respecter**
- **Fiche de « demande de coupure des antennes radio »**

INFORMATION SUR LES CONSIGNES DE SECURITE A RESPECTER

L'objectif de cette annexe est d'informer le Contractant sur les consignes de sécurité mises en œuvre par Bouygues Telecom pour garantir au public le respect des limites d'exposition aux champs électromagnétiques.

Bouygues Telecom s'assure que le fonctionnement des Equipements Techniques est conforme à la réglementation applicable, notamment en matière de santé publique ou d'émission de champs électromagnétiques.

Sur tous les sites qui le nécessitent, un affichage est mis en place à proximité des antennes pour informer le public des consignes de sécurité à respecter. Dans certains cas, il arrive que l'affichage soit complété par un balisage qui renforce les consignes écrites.

Les zones ainsi balisées sont déterminées conformément à la réglementation en vigueur. En cas de changement de celle-ci, Bouygues Telecom s'engage à modifier dans les meilleurs délais les périmètres de sécurité.

Le contractant doit respecter les consignes de sécurité affichées et éventuellement le balisage et informer toutes personnes concernées par celles-ci.

Toute intervention dans les périmètres de sécurité - matérialisés ou précisés par affichage – devra faire l'objet d'une demande de coupure des émissions des antennes.

Avant l'intervention d'une personne dans un périmètre de sécurité - matérialisé ou précisé par affichage -- une fiche de demande de coupure d'émission (dont le modèle est joint à la présente annexe) doit être remplie et envoyée à Bouygues Telecom. Le numéro de téléphone du responsable technique est précisé dans cette fiche.

Demande de coupure des antennes radio
Pour tous travaux nécessitant de pénétrer dans le périmètre de balisage des antennes

Cette demande doit être adressée, par le contractant, 10 jours ouvrés avant la date prévue pour les travaux.

Partie à remplir par le demandeur (propriétaire ou son représentant)

Date de la demande : .../.../..... Fax : Adresse email :

Opérateur concerné : BOUYGUES TELECOM	Interlocuteur :	Tél :
---------------------------------------	-----------------	-------

N° Site (figurant sur le contrat) :T	Nom et adresse du site :
---	--------------------------

Le demandeur

Société :	Interlocuteur :	Tél :	Fax :
-----------	-----------------	-------	-------

L'intervenant (Entreprise intervenant pour le compte du demandeur)

Société :	Interlocuteur :	Tél :	Fax :
-----------	-----------------	-------	-------

Responsable direct de travaux (personne sur le site le jour des travaux) :	Tél mobile :
--	--------------

Les travaux

Nature de l'intervention :

Si les travaux doivent s'interrompre dans la journée sur une durée supérieure à une heure, il faut prévoir de rétablir le service pendant cette période (exemple : pendant la pause déjeuner du chantier entre 12h et 14h le service est rétabli)

Date, heure, début de coupure, fin de coupure, durée	Date JJ/MM/AA	(Début) Heure/minute	(Fin) Heure/minute	Durée : minute

Localisation sur terrasse (identification secteur) :
--

Partie à remplir par Bouygues Telecom

Validation par :

Validation oui non

Si non Motif du refus

--

Date et
Heure proposée

Le responsable de coupure

Interlocuteur :	Tél mobile :	Tél fixe :
-----------------	--------------	------------

Rappel des coordonnées de Bouygues Telecom :

Courriel : guichetpatrimoine@bouyguetelecom.fr
 Adresse de correspondance : Bouygues Telecom – Guichet Unique Patrimoine
 Du lundi au vendredi de 8H30 à 18H
 Téléphone : 0800 941 087

BOUYGUES TELECOM

Guichet Unique Patrimoine

TECHNOPOLE

13-15 Avenue du Maréchal Juin

92366 MEUDON LA FORET CEDEX

Signature demandeur	
Nom	Visa
Date	

Validation retour	
Nom	Visa
Date	

ANNEXE 4
AUTORISATION DE TRAVAUX

PROPRIETAIRE

Siège social

.....
.....

BOUYGUES TELECOM

.....
.....
.....

....., le

Objet : Immeuble situé à ..., rue ..., n° ...
site

Messieurs,

Conformément à la Convention signée le, nous vous confirmons, par la présente lettre, notre accord pour l'exécution des travaux nécessaires à l'installation de vos équipements techniques sur l'immeuble référencé ci-dessus.

Cette autorisation vaut également accord de notre part afin que BOUYGUES TELECOM et/ou son mandataire accomplisse toutes les démarches administratives afférentes à ces travaux.

Veuillez agréer, Messieurs, l'expression de nos salutations distinguées.

LE PROPRIETAIRE
OU LE REPRESENTANT DU PROPRIETAIRE

ANNEXE 5
FICHE INFORMATIONS PRATIQUES

1 Conditions d'accès

Le Contractant s'engage à informer dans les plus brefs délais **Bouygues Telecom** de toutes modifications des informations suivantes :

- Numéro de code :
- Badge :
- Gardien (adresse, téléphone) :
- Société de gardiennage (adresse, téléphone) :
- Mise en place d'une boîte à clés positionnée permettant un accès 24h/24h aux Equipements Techniques

Le Contractant s'engage à remettre à Bouygues Telecom tous les moyens d'accès au Site.

2 Interlocuteurs

Courriel : guichetpatrimoine@bouyguetelecom.fr

Adresse de correspondance : Bouygues Telecom – Guichet Unique Patrimoine

Du lundi au vendredi de 8H30 à 18H

Téléphone : 0800 941 087

BOUYGUES TELECOM

Guichet Unique Patrimoine

Technopôle

13-15 Avenue du Maréchal Juin

92366 Meudon La Forêt Cedex

3 Interlocuteurs

Numéro de téléphone / procédure des émissions radioélectrique du Site

Numéro National : 01/46/01/87/78

Numéro Régional :

**CONVENTION D'OCCUPATION PRIVATIVE
DU DOMAINE PUBLIC POUR L'INSTALLATION D'UN RELAIS DE TELEPHONIE MOBILE**

Entre :

Le service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, représenté par le Président de son Conseil d'administration, Monsieur Alexandre JOLY, domicilié au 56, avenue de Saint-Cloud – CS 80103 – 78007 Versailles cedex,

ci-après dénommé le "Contractant",

Et

BOUYGUES TELECOM

Société Anonyme au capital de 712 588 399,56 €, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro unique d'identification 397 480 930, dont le siège social est au 37-39 rue Boissière 75116 Paris

représentée par, en qualité de,

ci-après dénommée "Bouygues Telecom",

ci-après dénommés ensemble les « Parties ».

Préalablement à l'objet des présentes, il a été rappelé ce qui suit :

- **Bouygues Telecom** a notamment pour objet social d'établir et d'exploiter des réseaux de communications électroniques.
- Conformément à l'article L1424-17 du Code général des collectivités territoriales, le **Contractant** bénéficie de la mise à disposition par la commune de **Houilles**, propriétaire de l'immeuble sis **103 boulevard Henri Barbusse**, références cadastrales **AY 383**, pour y effectuer ses activités. A ce titre, il exerce les droits et obligations du propriétaire de l'immeuble. Cette mise à disposition prend fin lorsque l'immeuble cesse d'être affecté aux activités du **Contractant**.
- Pour les besoins de l'exploitation desdits réseaux, **Bouygues Telecom** doit procéder à l'installation d'équipements techniques comprenant notamment des antennes et des faisceaux hertziens, reliés à des armoires techniques par des câbles. Ces équipements notamment sont destinés à émettre ou recevoir des ondes radioélectriques.

Ceci étant exposé, les Parties conviennent de ce qui suit :

CONDITIONS PARTICULIERES

Article 1 **Objet**

Par le présent contrat de bail, ci-après appelé « Convention », le **Contractant** met à disposition de **Bouygues Telecom**, qui accepte, un ou plusieurs emplacement(s) dépendant d'un immeuble sis **103 boulevard Henri Barbusse à Houilles**, références cadastrales **AY 383**, afin d'installer une station radioélectrique et des équipements de communications électroniques comprenant au maximum les équipements décrits en annexe 2, ci-après dénommés ensemble "Equipements Techniques".

Les emplacements mis à disposition se composent d'une surface comprise entre 10 (dix) m² et 25 (vingt-cinq) m² environ destinée à accueillir les baies techniques augmentée de la surface occupée par les mâts et/ou pylônets supportant les antennes et faisceaux hertziens et par l'ensemble des câbles, branchements et raccordements nécessaires à leur fonctionnement. Le(s)dit(s) emplacement(s) sont identifiés sur les plans figurant en annexe 2.

Les Equipements Techniques seront implantés en fonction des nécessités d'ingénierie de **Bouygues Telecom** et du respect de la compatibilité radioélectrique avec les installations appartenant au SDIS et déjà en service sur le site. Un dossier technique, comprenant des plans (notamment le PLAN DE SECURITE, le PLAN d'ELEVATION et le PLAN DE VUE D'ENSEMBLE), présente les Equipements Techniques qui seront installés dès la mise à disposition des emplacements (annexe 2).

Si le site nécessite l'aménagement ou la création d'un chemin d'accès aux emplacements mis à disposition, l'Autorité Publique, avec l'accord exprès de l'Exploitant, autorise **Bouygues Telecom** à aménager un chemin d'accès, dont les références techniques (tracé, plan, surface...) sont identifiées en annexe 2.

Bouygues Telecom pourra ajouter librement de nouveaux Equipements Techniques, dans la limite du maximum fixé en annexe 2, et communiquera, pour la parfaite information du **Contractant**, les plans d'implantation des nouveaux Equipements Techniques.

La Convention est régie par les dispositions des présentes Conditions Particulières et des Conditions Générales figurant en annexe 1. En cas de contradiction entre les dispositions des Conditions Générales et celles des Conditions Particulières, les dispositions de ces dernières prévalent.

Bouygues Telecom sera titulaire de droits réels sur les Equipements Techniques édifiés sur le domaine public du **Contractant** ou sur le domaine public de l'un de ses Etablissements Publics.

Article 2 Montant et révision de la redevance

Montant de la redevance (sans taxes)

La redevance annuelle, toutes charges éventuelles incluses, est de **14 000,00 €** (quatorze mille Euros) nets.

Indexation de la redevance sur un taux fixe

La redevance est indexée de **2 (deux) %** chaque année.

L'augmentation s'appliquera le 1^{er} janvier de chaque année à compter du 1^{er} janvier de la deuxième année suivant l'entrée en vigueur de la Convention.

Article 3 Date d'entrée en vigueur

Le contrôle de légalité a été exercé le [.....] sur la délibération du bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines en date du [.....]

La Convention entrera en vigueur à la date de sa signature par les parties, soit le [.....]

Les emplacements sus-désignés seront mis à la disposition de **Bouygues Telecom** à cette date.

Article 4 Résiliation

4.1 Résiliation de plein droit

Parallèlement aux demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'installation des Equipements Techniques (cf. 5.1 des conditions générales des présentes), **Bouygues Telecom** présentera au **Contractant** l'ensemble des notes de calcul et mesures techniques de résistance (charge, ancrage, météorologique...) des installations.

A défaut de validation du projet par les services techniques du SDIS 78, la convention est résiliée de plein droit.

Cette résiliation de plein droit à l'initiative du **Contractant**, notifiée par lettre recommandée avec avis de réception, ne donnera droit à aucune indemnité ni contrepartie.

4.2 Résiliation anticipée

Dans le cas où l'immeuble ne serait plus affecté à ses activités, la convention pourra être résiliée de plein droit.

Le **Contractant** s'engage à informer **Bouygues Telecom** sous réserve du respect d'un préavis minimum de 6 (six) mois, donné à **Bouygues Telecom** par lettre recommandée avec avis de réception.

Cette résiliation anticipée, à l'initiative du **Contractant**, ne donnera droit à aucune indemnité ni contrepartie.

Article 5 Facturation et paiement de la redevance

5.1 Paiement de la redevance

La redevance annuelle est exigible d'avance au 1^{er} janvier.

La première échéance sera calculée *pro rata temporis* à compter de la date de démarrage des travaux d'installation des Equipements Techniques et au plus tard six (6) mois après l'entrée en vigueur de la Convention si les travaux n'ont pas démarré. **Bouygues Telecom** notifiera au **Contractant** par lettre recommandée avec avis de réception la date de démarrage des travaux.

La dernière échéance sera calculée *pro rata temporis* jusqu'à la date d'effet de la résiliation, quelle qu'en soit la cause ou le terme de la Convention.

5.2 Facturation de la redevance

Le paiement sera effectué, par virement sur le compte du **Contractant**, le 10 janvier à la condition qu'un titre de recette faisant apparaître les références **T 41715 / CI 384998** soit parvenu, avant le 20 décembre de l'année précédant l'échéance, à l'adresse suivante :

BOUYGUES TELECOM
Service comptabilité
TECHNOPOLE
13-15 Avenue du Maréchal Juin
92366 MEUDON LA FORET CEDEX

A défaut, le paiement sera effectué trente (30) jours après la réception dudit titre de recette.

Le premier titre de recette pourra être envoyé par le **Contractant** dès le démarrage des travaux ou au plus tard six (6) mois après l'entrée en vigueur de la Convention si les travaux n'ont pas démarré. Le paiement sera effectué 30 (trente) jours après réception du titre de recette.

L'IBAN original sera fourni par le Contractant lors de la signature de la Convention.

Article 6 Election de domicile

Le **Contractant** élit domicile à l'adresse indiquée en tête des présentes. **Bouygues Telecom** élit domicile à l'adresse suivante :

BOUYGUES TELECOM
Guichet Unique Patrimoine
TECHNOPOLE
13-15 Avenue du Maréchal Juin
92366 MEUDON LA FORET CEDEX

Courriel : guichetpatrimoine@bouyguetelecom.fr
Téléphone : 0800 941 087

Toute notification à effectuer dans le cadre de la Convention sera faite par écrit aux adresses susvisées. Toute modification fera l'objet d'une notification dans les plus brefs délais.

Article 7 Convention et ses annexes

La Convention est composée des documents suivants :

- 1 - Les présentes Conditions Particulières
- 2 - Annexe 1 - Les Conditions Générales
- 3 - Annexe 2 - Le plan indiquant le(s) emplacement(s) mis à disposition ;
le descriptif des équipements techniques maximums et des travaux autorisés ;
le dossier technique présentant à titre indicatif les Equipements Techniques installés à la mise à disposition des emplacements (comprenant notamment le PLAN DE SECURITE, le PLAN d'ELEVATION et le PLAN DE VUE D'ENSEMBLE)
- 4 - Annexe 3 - Information sur les consignes de sécurité à respecter
Fiche de "demande de coupure des antennes radio"
- 5 - Annexe 4 - L'autorisation de travaux
- 6 - Annexe 5 - La "fiche Informations Pratiques"

Article 8 Contrôle d'émission de champs électromagnétiques

Outre l'information sur les consignes de sécurité, figurant en annexe 3 de la présente, dans le respect du dispositif de surveillance et de mesure des ondes électromagnétiques, **Bouygues Telecom** s'engage à fournir au **Contractant** une mesure de l'exposition aux ondes électromagnétiques à l'installation de ses équipements.

Puis, à chaque date anniversaire, pendant toute la durée de la Convention, **Bouygues Telecom** fournira au **Contractant**, un rapport d'expertise du niveau d'exposition aux ondes électromagnétiques dans l'environnement des installations.

Les frais de ce contrôle sont à la charge de **Bouygues Telecom**.

Fait à [.....] en 3 (trois) exemplaires originaux, dont 1 (un) pour le **Contractant** et 2 (deux) pour **Bouygues Telecom**

Le [.....]

Le Contractant

Le Président
du Conseil d'administration du SDIS
des Yvelines,

Bouygues Telecom

Alexandre JOLY

**ANNEXE I
CONDITIONS GENERALES****Article 1 Nature de la Convention**

Les emplacements mis à disposition de **Bouygues Telecom** faisant partie du domaine public, la Convention est régie par les dispositions relatives aux conventions d'occupation du domaine public.

Article 2 Etats des lieux

Un état des lieux sera établi contradictoirement par les Parties lors de la mise à disposition des lieux (état des lieux d'entrée), et lors de la restitution de ces lieux (état des lieux de sortie).

Article 3 Durée – Résiliation anticipée

3-1 La Convention est conclue pour quinze (15) ans. Au-delà de ce terme, elle est prorogée par périodes successives de neuf ans(9) ans, sauf congé donné par l'une des Parties, notifié à l'autre par lettre recommandée avec avis de réception et respectant un préavis de vingt-quatre (24) mois avant la date d'échéance de la période en cours.

3-2 La Convention pourra être résiliée à l'initiative du **Contractant**, pour un motif d'intérêt général, conformément au régime applicable aux conventions d'occupation privative du domaine public, sous réserve du respect d'un préavis de dix-huit (18) mois donné par lettre recommandée avec avis de réception.

Dans ce cas, la résiliation de la Convention n'interviendra que si aucun accord n'a pu être trouvé entre les Parties pour retrouver d'autres emplacements et/ou local susceptibles d'accueillir les Equipements Techniques, aux mêmes conditions que celles définies dans la Convention.

3-3 La Convention pourra être résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité, à l'initiative de **Bouygues Telecom** dans les cas suivants :

- Suppression ou non-renouvellement de l'autorisation d'exploiter les réseaux de communications électroniques,
- Refus, retrait ou annulation des autorisations administratives nécessaires à l'activité de **Bouygues Telecom** et/ou à l'implantation des Equipements Techniques,
- Impossibilité pour Bouygues Telecom de se conformer à une nouvelle réglementation dans les délais légaux (prévue à l'article 8 des présentes)

3.4 La Convention pourra être résiliée de plein droit, sans préavis et moyennant une indemnité forfaitaire correspondant à 6 mois, à l'initiative de **Bouygues Telecom** dans les cas suivants :

- Perturbations des émissions radioélectriques de **Bouygues Telecom**,
- Changement de l'architecture des réseaux exploités par **Bouygues Telecom** ou évolution technologique conduisant à une modification de ces mêmes réseaux.

Article 4 Assurances

4-1 **Bouygues Telecom** s'engage à souscrire auprès d'une ou plusieurs sociétés d'assurances représentée(s) en Europe, et à maintenir pendant toute la durée de la Convention, une ou plusieurs polices d'assurances garantissant :

- sa responsabilité civile résultant de son activité, de ses Equipements Techniques, de son personnel intervenant dans le cadre des opérations de maintenance et d'entretien ;
- les dommages subis par ses propres matériels et Equipements Techniques notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, de dégât des eaux ;
- les recours des voisins et des tiers.

4-2 Le **Contractant** fera sa propre affaire de l'assurance de ses biens immobiliers et/ou mobiliers et s'engage à souscrire une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile.

4-3 **Bouygues Telecom** renonce et s'engage à faire renoncer ses assureurs à tous recours contre le **Contractant** et ses assureurs pour tous dommages causés aux Equipements Techniques. Réciproquement, le **Contractant** renonce et s'engage à faire renoncer ses assureurs à tous recours contre **Bouygues Telecom** et ses assureurs, prestataires, fournisseurs ou sous-traitants et leurs assureurs pour les dommages causés aux biens du **Contractant**.

4-4 Chacune des Parties s'engage à remettre à l'autre partie à sa première demande, les attestations d'assurance correspondantes faisant notamment mention de la renonciation à recours de leurs assureurs telle que prévue ci-dessus.

Article 5 Installation - Travaux - Réparations - Restitution des lieux

5-1 Installation, Travaux et Réparations effectués par Bouygues Telecom

Le **Contractant** autorise l'installation, dans les emplacements mis à disposition, des Equipements Techniques décrits en annexe 2, qui sont et demeurent la propriété de **Bouygues Telecom**, et tous travaux nécessaires à cette fin, ce compris tous branchements et installations nécessaires (notamment EDF, lignes téléphoniques, fibres optiques, fourreaux et faisceaux hertziens) au fonctionnement des Equipements Techniques.

La signature de la Convention vaut accord donné à **Bouygues Telecom** de réaliser les travaux et d'effectuer les démarches liées à l'obtention des autorisations administratives nécessaires à l'installation des Equipements Techniques. A défaut d'obtention desdites autorisations, la Convention sera résolue de plein droit sans indemnité.

Bouygues Telecom devra procéder ou faire procéder à l'installation des Equipements Techniques en respectant strictement les normes techniques et les règles de l'art et réalisera à ses frais les balisages et l'affichage requis par la réglementation en vigueur.

Bouygues Telecom assumera toutes réparations et impositions afférentes aux Equipements Techniques.

5-2 Travaux de réparations effectués par le Contractant

En cas de travaux indispensables à la réparation de l'immeuble et conduisant à la suspension temporaire du fonctionnement des Equipements Techniques de **Bouygues Telecom**, le **Contractant** en avertira ce dernier par lettre recommandée avec avis de réception avec un préavis de douze (12) mois avant le début des travaux, en lui précisant, leur durée. Ce préavis ne s'appliquera pas en cas de travaux rendus nécessaires par la force majeure.

Les Parties se concerteront pour trouver une solution de remplacement pendant la durée des travaux, afin de permettre à **Bouygues Telecom** de continuer à exploiter les Equipements Techniques.

Au cas où aucune solution de remplacement satisfaisante pour **Bouygues Telecom** ne serait trouvée, **Bouygues Telecom** se réserve le droit de résilier la Convention sans contrepartie. En tout état de cause, la redevance sera diminuée à proportion de la durée de suspension du fonctionnement des Equipements Techniques.

A l'issue des travaux, **Bouygues Telecom** pourra réinstaller les Equipements Techniques, les laisser sur

le (les) nouvel(eaux) emplacement(s) trouvé(s) pendant la durée des travaux ou décider sans préavis de résilier la Convention.

5-3 Restitution des emplacements mis à disposition

A l'expiration de la Convention, **Bouygues Telecom** reprendra tout ou partie des Equipements Techniques et remettra les emplacements mis à disposition en leur état primitif, tel que décrit dans l'état des lieux d'entrée, sauf pour ce qui est des constructions et améliorations non comprises dans les Equipements Techniques qui resteront acquises au **Contractant**.

Article 6 Libre accès aux lieux mis à disposition

Le **Contractant**, et tout occupant de son chef, pour qui il se porte fort aux termes des présentes, autorise **Bouygues Telecom**, ses préposés, tout tiers - autorisé par **Bouygues Telecom** et/ou accompagné par **Bouygues Telecom** ou ses préposés - à avoir à tout moment libre accès aux emplacements mis à disposition, conformément aux dispositions figurant dans la fiche « Informations Pratiques ».

Le **Contractant** avertira **Bouygues Telecom** de tout changement des modalités d'accès dans les plus brefs délais.

Bouygues Telecom s'engage lors de ses déplacements sur les lieux mis à disposition à respecter la tranquillité des occupants de l'immeuble.

Le **Contractant** ne pourra intervenir sur les Equipements Techniques, hormis le cas d'urgence dûment justifié à **Bouygues Telecom**.

Le **Contractant** veillera à ce que pendant toute la durée de la Convention l'espace faisant face aux antennes et faisceaux hertziens soit dégagé, dans la limite de l'emprise de l'immeuble visé aux Conditions Particulières.

Article 7 Présence de plusieurs exploitants d'équipements radioélectriques

Dans l'hypothèse où des équipements techniques d'un autre exploitant d'équipements radioélectriques seraient déjà installés dans l'emprise de l'immeuble, **Bouygues Telecom** s'engage, avant d'installer les Equipements Techniques, à réaliser, à sa charge financière, les études de compatibilité avec les équipements techniques de l'opérateur déjà en place, et leur éventuelle mise en compatibilité. Si la mise en compatibilité s'avère impossible à réaliser, **Bouygues Telecom** s'engage à ne pas installer les Equipements Techniques. Le **Contractant**, de son côté, s'engage à communiquer à **Bouygues Telecom** les coordonnées des

propriétaires des équipements radioélectriques existants.

Dans l'hypothèse où un nouvel exploitant d'équipement radioélectrique solliciterait du **Contractant** l'autorisation d'installer des équipements techniques dans l'emprise de l'immeuble, le **Contractant** s'engage, avant d'autoriser ladite installation, à informer **Bouygues Telecom** en transmettant les coordonnées du nouvel exploitant et à ce que soient réalisées, à la charge financière du nouvel exploitant, des études de compatibilité avec les Equipements Techniques de **Bouygues Telecom** listés dans le descriptif de l'annexe 2, leur éventuelle mise en compatibilité. Si cette mise en compatibilité s'avère impossible, on si la nouvelle installation projetée perturbe l'accès et l'exploitation des Equipements Techniques de **Bouygues Telecom**, les équipements techniques projetés par le nouvel exploitant ne pourront être installés. Le **Contractant** s'engage également à imposer au nouvel exploitant que ce dernier effectue un balisage (physique ou affichage) de ses équipements conformément à la réglementation, aux normes techniques et aux règles de l'art.

Article 8 Environnement législatif et réglementaire - Information du Contractant

Les Equipements Techniques émettent des ondes radioélectriques. En conséquence, le **Contractant** se doit de respecter les consignes de sécurité spécifiées en annexe 3, qui sont conformes aux normes en vigueur.

Dans les conditions prévues par le décret n° 2013-1162 du 14 décembre 2013 relatif au dispositif de surveillance et de mesure des ondes électromagnétiques, le **Contractant** peut demander une mesure de l'exposition aux ondes électromagnétiques en utilisant le formulaire **CERFA** n°15003*01 disponible sur le site Internet : www.service-public.fr.

Pendant toute la durée de la Convention, **Bouygues Telecom** s'assurera que le fonctionnement des Equipements Techniques sera toujours conforme à la réglementation applicable notamment en matière de santé publique ou d'émission de champs électromagnétiques. En cas d'évolution de ladite réglementation, et d'impossibilité pour **Bouygues Telecom** de s'y conformer dans les délais légaux, **Bouygues Telecom** suspendra les émissions des Equipements Techniques concernés jusqu'à leur mise en conformité, ou pourra résilier de plein droit la présente Convention par lettre recommandée avec avis de réception sans préavis ni indemnité.

Bouygues Telecom informe son **Contractant** qu'en l'état actuel des connaissances scientifiques, il n'est pas établi que les rayonnements produits par les

Equipements Techniques présentent un risque pour la santé.

Afin de permettre au **Contractant** de se tenir informé de l'état des connaissances scientifiques, une information est accessible sur le site Internet du Ministère de l'emploi et la solidarité suivant : www.sante.gouv.fr.

Bouygues Telecom peut également transmettre une documentation d'information, sur simple demande écrite à l'adresse suivante :

Bouygues Telecom
Direction Fréquences et Protection
Technopôle
13-15 Avenue du Maréchal Juin
92366 Meudon La Forêt Cedex

Article 9 C.N.I.L

Afin de préserver l'environnement en favorisant la mutualisation des sites sur lesquels sont implantés des équipements techniques, le **Contractant** autorise **Bouygues Telecom** à transmettre ses coordonnées aux opérateurs habilités à établir et exploiter un réseau de communications électroniques.

Les données personnelles du **Contractant** sont traitées dans le cadre de l'exploitation des réseaux de communication électronique et sont régies par les dispositions de la loi « Informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, modifiée par la loi du 6 août 2004. Le **Contractant** est habilité à obtenir communication de ces données fournies dans le cadre de la Convention et, le cas échéant, à en demander toutes rectifications auprès de Bouygues Telecom (Direction des Systèmes d'Information).

Article 10 Déclassement et Transfert de l'immeuble

Le **Contractant** fera ses meilleurs efforts afin de rappeler dans tout acte entraînant le déclassement de l'immeuble ou le transfert de l'immeuble d'un domaine public à un autre, l'existence de la Convention.

Le **Contractant** s'engage à prévenir **Bouygues Telecom** de toute décision de déclassement ou de transfert de l'immeuble dès qu'il en aura connaissance.

Article 11 Sous-location et Cession

Bouygues Telecom s'interdit de sous-louer les lieux mis à disposition et de céder la Convention, sauf autorisation préalable du **Contractant**.

ANNEXE 2
PLANS, EQUIPEMENTS ET DOSSIERS TECHNIQUES

Composée de :

- **Plan des emplacements mis à disposition,**
- **Descriptif des équipements techniques maximum et des travaux autorisés :**
Installation de 2 antennes (1 de 2m et 1 de 0,90m) en retombée de façades de la Tour de Manœuvre, elles seront de la couleur des briquettes (peinture ou adhésif), et 4 autres antennes (2 de 2m et 2 de 0,90m), et 1 FH Ø 30 cm seront également installées en retombées de façade de la Tour de Séchage, soit 6 antennes au total, 21 RRU seront positionnés sur un rail (fixé sur le béton) proche des antennes à l'intérieur de la Tour, 6 baies techniques seront installées sur la toiture terrasse la plus proche des antennes.
- **Dossier technique présentant les équipements installés au jour de la mise à disposition des emplacements** (comprenant notamment le PLAN DE SECURITE, le PLAN d'ELEVATION et le PLAN DE VUE D'ENSEMBLE)

**ANNEXE 3
CONSIGNES DE SECURITE**

Composée de :

- **Information sur les consignes de sécurité à respecter**
- **Fiche de « demande de coupure des antennes radio »**

INFORMATION SUR LES CONSIGNES DE SECURITE A RESPECTER

L'objectif de cette annexe est d'informer le Contractant sur les consignes de sécurité mises en œuvre par Bouygues Telecom pour garantir au public le respect des limites d'exposition aux champs électromagnétiques.

Bouygues Telecom s'assure que le fonctionnement des Equipements Techniques est conforme à la réglementation applicable, notamment en matière de santé publique ou d'émission de champs électromagnétiques.

Sur tous les sites qui le nécessitent, un affichage est mis en place à proximité des antennes pour informer le public des consignes de sécurité à respecter. Dans certains cas, il arrive que l'affichage soit complété par un balisage qui renforce les consignes écrites.

Les zones ainsi balisées sont déterminées conformément à la réglementation en vigueur. En cas de changement de celle-ci, Bouygues Telecom s'engage à modifier dans les meilleurs délais les périmètres de sécurité.

Le contractant doit respecter les consignes de sécurité affichées et éventuellement le balisage et informer toutes personnes concernées par celles-ci.

Toute intervention dans les périmètres de sécurité - matérialisés ou précisés par affichage – devra faire l'objet d'une demande de coupure des émissions des antennes.

Avant l'intervention d'une personne dans un périmètre de sécurité - matérialisé ou précisé par affichage – une fiche de demande de coupure d'émission (dont le modèle est joint à la présente annexe) doit être remplie et envoyée à Bouygues Telecom. Le numéro de téléphone du responsable technique est précisé dans cette fiche.

Demande de coupure des antennes radio
Pour tous travaux nécessitant de pénétrer dans le périmètre de balisage des antennes

Cette demande doit être adressée, par le contractant, **10 jours ouvrés avant la date prévue pour les travaux.**

Partie à remplir par le demandeur (propriétaire ou son représentant)

Date de la demande : .../...../..... Fax : Adresse email :

Opérateur concerné : BOUYGUES TELECOM	Interlocuteur :	Tél :
---------------------------------------	-----------------	-------

N° Site (figurant sur le contrat) :T	Nom et adresse du site :
---	--------------------------

Le demandeur

Société :	Interlocuteur :	Tél :	Fax :
-----------	-----------------	-------	-------

L'intervenant (Entreprise intervenant pour le compte du demandeur)

Société :	Interlocuteur :	Tél :	Fax :
-----------	-----------------	-------	-------

Responsable direct de travaux (personne sur le site le jour des travaux) :	Tél mobile :
--	--------------

Les travaux

Nature de l'intervention :

Si les travaux doivent s'interrompre dans la journée sur une durée supérieure à une heure, il faut prévoir de rétablir le service pendant cette période (exemple : pendant la pause déjeuner du chantier entre 12h et 14h le service est rétabli)

Date, heure, début de coupure, fin de coupure, durée	Date JJ/MM/AA	(Début) Heure/minute	(Fin) Heure/minute	Durée : minute

Localisation sur terrasse (identification secteur) :
--

Partie à remplir par Bouygues Telecom

Validation par :

Validation oui non Si non Motif du refus

--

Date et
Heure proposée

Le responsable de coupure

Interlocuteur :	Tél mobile :	Tél fixe :
-----------------	--------------	------------

Rappel des coordonnées de Bouygues Telecom :

Courriel : guichetpatrimoine@bouyguetelecom.fr
 Adresse de correspondance : Bouygues Telecom – Guichet Unique Patrimoine
 Du lundi au vendredi de 8H30 à 18H
 Téléphone : 0800 941 087

BOUYGUES TELECOM

Guichet Unique Patrimoine

TECHNOPOLE

13-15 Avenue du Maréchal Juin

92366 MEUDON LA FORET CEDEX

Signature demandeur	
Nom	Visa
Date	

Validation retour	
Nom	Visa
Date	

ANNEXE 4
AUTORISATION DE TRAVAUX

PROPRIETAIRE

Siège social

.....
.....

BOUYGUES TELECOM

.....
.....
.....

....., le

Objet : Immeuble situé à ..., rue ..., n° ...
site

Messieurs,

Conformément à la Convention signée le, nous vous confirmons, par la présente lettre, notre accord pour l'exécution des travaux nécessaires à l'installation de vos équipements techniques sur l'immeuble référencé ci-dessus.

Cette autorisation vaut également accord de notre part afin que BOUYGUES TELECOM et/ou son mandataire accomplisse toutes les démarches administratives afférentes à ces travaux.

Veuillez agréer, Messieurs, l'expression de nos salutations distinguées.

LE PROPRIETAIRE
OU LE REPRESENTANT DU PROPRIETAIRE

ANNEXE 5
FICHE INFORMATIONS PRATIQUES

① Conditions d'accès

Le **Contractant** s'engage à informer dans les plus brefs délais **Bouygues Telecom** de toutes modifications des informations suivantes :

- Numéro de code :
- Badge :
- Gardien (adresse, téléphone) :
- Société de gardiennage (adresse, téléphone) :
- Mise en place d'une boîte à clés positionnée permettant un accès 24h/24h aux Equipements Techniques

Le **Contractant** s'engage à remettre à **Bouygues Telecom** tous les moyens d'accès au Site.

② Interlocuteurs

Courriel : guichetpatrimoine@bouygues telecom.fr

Adresse de correspondance : **Bouygues Telecom – Guichet Unique Patrimoine**

Du lundi au vendredi de 8H30 à 18H

Téléphone : 0800 941 087

BOUYGUES TELECOM

Guichet Unique Patrimoine

Technopôle

13-15 Avenue du Maréchal Juin

92366 Meudon La Forêt Cedex

③ Interlocuteurs

Numéro de téléphone / procédure des émissions radioélectrique du Site

Numéro National : 01/46/01/87/78

Numéro Régional :

**CONVENTION D'OCCUPATION PRIVATIVE
DU DOMAINE PUBLIC POUR L'INSTALLATION D'UN RELAIS DE TELEPHONIE MOBILE**

Entre :

Le service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, représenté par le Président de son Conseil d'administration, Monsieur Alexandre JOLY, domicilié au 56, avenue de Saint-Cloud – CS 80103 – 78007 Versailles cedex,

ci-après dénommé le "Contractant",

Et

BOUYGUES TELECOM

Société Anonyme au capital de 712 588 399,56 €, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro unique d'identification 397 480 930, dont le siège social est au 37-39 rue Boissière 75116 Paris
représentée par, en qualité de

ci-après dénommée "Bouygues Telecom",

ci-après dénommés ensemble les « Parties ».

Préalablement à l'objet des présentes, il a été rappelé ce qui suit :

- **Bouygues Telecom** a notamment pour objet social d'établir et d'exploiter des réseaux de communications électroniques.
- Conformément à l'article L1424-17 du Code général des collectivités territoriales, le **Contractant** bénéficie de la mise à disposition par la commune de **Louveciennes**, propriétaire de l'immeuble sis **rue du Général Leclerc**, références cadastrales **AT 128**, pour y effectuer ses activités. A ce titre, il exerce les droits et obligations du propriétaire de l'immeuble. Cette mise à disposition prend fin lorsque l'immeuble cesse d'être affecté aux activités du **Contractant**.
- Pour les besoins de l'exploitation desdits réseaux, **Bouygues Telecom** doit procéder à l'installation d'équipements techniques comprenant notamment des antennes et des faisceaux hertziens, reliés à des armoires techniques par des câbles. Ces équipements notamment sont destinés à émettre ou recevoir des ondes radioélectriques.

Ceci étant exposé, les Parties conviennent de ce qui suit :

CONDITIONS PARTICULIÈRES

Article 1 **Objet**

Par le présent contrat de bail, ci-après appelé « Convention », le **Contractant** met à disposition de **Bouygues Telecom**, qui accepte, un ou plusieurs emplacement(s) dépendant d'un immeuble sis **rue du Général Leclerc à Louveciennes**, références cadastrales **AT 128**, afin d'installer une station radioélectrique et des équipements de communications électroniques comprenant au maximum les équipements décrits en annexe 2, ci-après dénommés ensemble "Equipements Techniques".

Les emplacements mis à disposition se composent d'une surface comprise entre 10 (dix) m² et 25 (vingt-cinq) m² environ destinée à accueillir les baies techniques augmentée de la surface occupée par les mâts et/ou pylônets supportant les antennes et faisceaux hertziens et par l'ensemble des câbles, branchements et raccordements nécessaires à leur fonctionnement. Le(s)dit(s) emplacement(s) sont identifiés sur les plans figurant en annexe 2.

Les Equipements Techniques seront implantés en fonction des nécessités d'ingénierie de **Bouygues Telecom** et du respect de la compatibilité radioélectrique avec les installations appartenant au SDIS et déjà en service sur le site. Un dossier technique, comprenant des plans (notamment le PLAN DE SECURITE, le PLAN d'ELEVATION et le PLAN DE VUE D'ENSEMBLE), présente les Equipements Techniques qui seront installés dès la mise à disposition des emplacements (annexe 2).

Si le site nécessite l'aménagement ou la création d'un chemin d'accès aux emplacements mis à disposition, l'Autorité Publique, avec l'accord exprès de l'Exploitant, autorise **Bouygues Telecom** à aménager un chemin d'accès, dont les références techniques (tracé, plan, surface...) sont identifiées en annexe 2.

Bouygues Telecom pourra ajouter librement de nouveaux Equipements Techniques, dans la limite du maximum fixé en annexe 2, et communiquera, pour la parfaite information du **Contractant**, les plans d'implantation des nouveaux Equipements Techniques.

La Convention est régie par les dispositions des présentes Conditions Particulières et des Conditions Générales figurant en annexe 1. En cas de contradiction entre les dispositions des Conditions Générales et celles des Conditions Particulières, les dispositions de ces dernières prévalent.

Bouygues Telecom sera titulaire de droits réels sur les Equipements Techniques édifiés sur le domaine public du **Contractant** ou sur le domaine public de l'un de ses Etablissements Publics.

Article 2 Montant et révision de la redevance

Montant de la redevance (sans taxes)

La redevance annuelle, toutes charges éventuelles incluses, est de **12 000,00 €** (douze mille Euros) nets.

Indexation de la redevance sur un taux fixe

La redevance est indexée de **2 (deux) %** chaque année.

L'augmentation s'appliquera le 1^{er} janvier de chaque année à compter du 1^{er} janvier de la deuxième année suivant l'entrée en vigueur de la Convention.

Article 3 Date d'entrée en vigueur

Le contrôle de légalité a été exercé le [.....] sur la délibération du bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines en date du [.....]

La Convention entrera en vigueur à la date de sa signature par les parties, soit le [.....]

Les emplacements sus-désignés seront mis à la disposition de **Bouygues Telecom** à cette date.

Article 4 Résiliation

4.1 Résiliation de plein droit

Parallèlement aux demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'installation des Equipements Techniques (cf. 5.1 des conditions générales des présentes), **Bouygues Telecom** présentera au **Contractant** l'ensemble des notes de calcul et mesures techniques de résistance (charge, ancrage, météorologique...) des installations.

A défaut de validation du projet par les services techniques du SDIS 78, la convention est résiliée de plein droit.

Cette résiliation de plein droit à l'initiative du **Contractant**, notifiée par lettre recommandée avec avis de réception, ne donnera droit à aucune indemnité ni contrepartie.

4.2 Résiliation anticipée

Dans le cas où l'immeuble ne serait plus affecté à ses activités, la convention pourra être résiliée de plein droit.

Le **Contractant** s'engage à informer **Bouygues Telecom** sous réserve du respect d'un préavis minimum de 6 (six) mois, donné à **Bouygues Telecom** par lettre recommandée avec avis de réception.

Cette résiliation anticipée, à l'initiative du **Contractant**, ne donnera droit à aucune indemnité ni contrepartie.

Article 5 Facturation et paiement de la redevance

5.1 Paiement de la redevance

La redevance annuelle est exigible d'avance au 1^{er} janvier.

La première échéance sera calculée *pro rata temporis* à compter de la date de démarrage des travaux d'installation des Equipements Techniques et au plus tard six (6) mois après l'entrée en vigueur de la Convention si les travaux n'ont pas démarré. **Bouygues Telecom** notifiera au **Contractant** par lettre recommandée avec avis de réception la date de démarrage des travaux.

La dernière échéance sera calculée *pro rata temporis* jusqu'à la date d'effet de la résiliation, quelle qu'en soit la cause ou le terme de la Convention.

5.2 Facturation de la redevance

Le paiement sera effectué, par virement sur le compte du **Contractant**, le 10 janvier à la condition qu'un titre de recette faisant apparaître les références **T 43548 / CI 379836** soit parvenu, avant le 20 décembre de l'année précédant l'échéance, à l'adresse suivante :

BOUYGUES TELECOM
Service comptabilité
TECHNOPOLE
13-15 Avenue du Maréchal Juin
92366 MEUDON LA FORET CEDEX

A défaut, le paiement sera effectué trente (30) jours après la réception dudit titre de recette.

Le premier titre de recette pourra être envoyé par le **Contractant** dès le démarrage des travaux ou au plus tard six (6) mois après l'entrée en vigueur de la Convention si les travaux n'ont pas démarré. Le paiement sera effectué 30 (trente) jours après réception du titre de recette.

L'IBAN original sera fourni par le Contractant lors de la signature de la Convention.

Article 6 Election de domicile

Le **Contractant** élit domicile à l'adresse indiquée en tête des présentes. **Bouygues Telecom** élit domicile à l'adresse suivante :

BOUYGUES TELECOM
Guichet Unique Patrimoine
TECHNOPOLE
13-15 Avenue du Maréchal Juin
92366 MEUDON LA FORET CEDEX

Courriel : guichetpatrimoine@bouyguestelecom.fr
Téléphone : 0800 941 087

Toute notification à effectuer dans le cadre de la Convention sera faite par écrit aux adresses susvisées. Toute modification fera l'objet d'une notification dans les plus brefs délais.

Article 7 Convention et ses annexes

La Convention est composée des documents suivants :

- 1 - Les présentes Conditions Particulières
- 2 - Annexe 1 - Les Conditions Générales
- 3 - Annexe 2 - Le plan indiquant le(s) emplacement(s) mis à disposition ;
le descriptif des équipements techniques maximums et des travaux autorisés ;
le dossier technique présentant à titre indicatif les Equipements Techniques installés à la mise à disposition des emplacements (comprenant notamment le PLAN DE SECURITE, le PLAN d'ELEVATION et le PLAN DE VUE D'ENSEMBLE)
- 4 - Annexe 3 - Information sur les consignes de sécurité à respecter
Fiche de "demande de coupure des antennes radio"
- 5 - Annexe 4 - L'autorisation de travaux
- 6 - Annexe 5 - La "fiche Informations Pratiques"

Article 8 Contrôle d'émission de champs électromagnétiques

Outre l'information sur les consignes de sécurité, figurant en annexe 3 de la présente, dans le respect du dispositif de surveillance et de mesure des ondes électromagnétiques, **Bouygues Telecom** s'engage à fournir au **Contractant** une mesure de l'exposition aux ondes électromagnétiques à l'installation de ses équipements.

Puis, à chaque date anniversaire, pendant toute la durée de la Convention, **Bouygues Telecom** fournira au **Contractant**, un rapport d'expertise du niveau d'exposition aux ondes électromagnétiques dans l'environnement des installations.

Les frais de ce contrôle sont à la charge de **Bouygues Telecom**.

Fait à [.....] en 3 (trois) exemplaires originaux, dont 1 (un) pour le **Contractant** et 2 (deux) pour **Bouygues Telecom**

Le [.....]

Le Contractant

Le Président
du Conseil d'administration du SDIS
des Yvelines,

Bouygues Telecom

Alexandre JOLY

**ANNEXE 1
CONDITIONS GENERALES****Article 1 Nature de la Convention**

Les emplacements mis à disposition de **Bouygues Telecom** faisant partie du domaine public, la Convention est régie par les dispositions relatives aux conventions d'occupation du domaine public.

Article 2 Etats des lieux

Un état des lieux sera établi contradictoirement par les Parties lors de la mise à disposition des lieux (état des lieux d'entrée), et lors de la restitution de ces lieux (état des lieux de sortie).

Article 3 Durée – Résiliation anticipée

3-1 La Convention est conclue pour quinze (15) ans. Au-delà de ce terme, elle est prorogée par périodes successives de neuf ans(9) ans, sauf congé donné par l'une des Parties, notifié à l'autre par lettre recommandée avec avis de réception et respectant un préavis de vingt-quatre (24) mois avant la date d'échéance de la période en cours.

3-2 La Convention pourra être résiliée à l'initiative du **Contractant**, pour un motif d'intérêt général, conformément au régime applicable aux conventions d'occupation privative du domaine public, sous réserve du respect d'un préavis de dix-huit (18) mois donné par lettre recommandée avec avis de réception.

Dans ce cas, la résiliation de la Convention n'interviendra que si aucun accord n'a pu être trouvé entre les Parties pour retrouver d'autres emplacements et/ou local susceptibles d'accueillir les Equipements Techniques, aux mêmes conditions que celles définies dans la Convention.

3-3 La Convention pourra être résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité, à l'initiative de **Bouygues Telecom** dans les cas suivants :

- Suppression ou non-renouvellement de l'autorisation d'exploiter les réseaux de communications électroniques,
- Refus, retrait ou annulation des autorisations administratives nécessaires à l'activité de **Bouygues Telecom** et/ou à l'implantation des Equipements Techniques,
- Impossibilité pour Bouygues Telecom de se conformer à une nouvelle réglementation dans les délais légaux (prévue à l'article 8 des présentes)

3.4 La Convention pourra être résiliée de plein droit, sans préavis et moyennant une indemnité forfaitaire correspondant à 6 mois, à l'initiative de **Bouygues Telecom** dans les cas suivants :

- Perturbations des émissions radioélectriques de **Bouygues Telecom**,
- Changement de l'architecture des réseaux exploités par **Bouygues Telecom** ou évolution technologique conduisant à une modification de ces mêmes réseaux.

Article 4 Assurances

4-1 **Bouygues Telecom** s'engage à souscrire auprès d'une ou plusieurs sociétés d'assurances représentée(s) en Europe, et à maintenir pendant toute la durée de la Convention, une ou plusieurs polices d'assurances garantissant :

- sa responsabilité civile résultant de son activité, de ses Equipements Techniques, de son personnel intervenant dans le cadre des opérations de maintenance et d'entretien ;
- les dommages subis par ses propres matériels et Equipements Techniques notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, de dégât des eaux ;
- les recours des voisins et des tiers.

4-2 Le **Contractant** fera sa propre affaire de l'assurance de ses biens immobiliers et/ou mobiliers et s'engage à souscrire une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile.

4-3 **Bouygues Telecom** renonce et s'engage à faire renoncer ses assureurs à tous recours contre le **Contractant** et ses assureurs pour tous dommages causés aux Equipements Techniques. Réciproquement, le **Contractant** renonce et s'engage à faire renoncer ses assureurs à tous recours contre **Bouygues Telecom** et ses assureurs, prestataires, fournisseurs ou sous-traitants et leurs assureurs pour les dommages causés aux biens du **Contractant**.

4-4 Chacune des Parties s'engage à remettre à l'autre partie à sa première demande, les attestations d'assurance correspondantes faisant notamment mention de la renonciation à recours de leurs assureurs telle que prévue ci-dessus.

Article 5 Installation - Travaux - Réparations - Restitution des lieux

5-1 Installation, Travaux et Réparations effectués par Bouygues Telecom

Le **Contractant** autorise l'installation, dans les emplacements mis à disposition, des Equipements Techniques décrits en annexe 2, qui sont et demeurent la propriété de **Bouygues Telecom**, et tous travaux nécessaires à cette fin, ce compris tous branchements et installations nécessaires (notamment EDF, lignes téléphoniques, fibres optiques, fourreaux et faisceaux hertziens) au fonctionnement des Equipements Techniques.

La signature de la Convention vaut accord donné à **Bouygues Telecom** de réaliser les travaux et d'effectuer les démarches liées à l'obtention des autorisations administratives nécessaires à l'installation des Equipements Techniques. A défaut d'obtention desdites autorisations, la Convention sera résolue de plein droit sans indemnité.

Bouygues Telecom devra procéder ou faire procéder à l'installation des Equipements Techniques en respectant strictement les normes techniques et les règles de l'art et réalisera à ses frais les balisages et l'affichage requis par la réglementation en vigueur.

Bouygues Telecom assumera toutes réparations et impositions afférentes aux Equipements Techniques.

5-2 Travaux de réparations effectués par le Contractant

En cas de travaux indispensables à la réparation de l'immeuble et conduisant à la suspension temporaire du fonctionnement des Equipements Techniques de **Bouygues Telecom**, le **Contractant** en avertira ce dernier par lettre recommandée avec avis de réception avec un préavis de douze (12) mois avant le début des travaux, en lui précisant, leur durée. Ce préavis ne s'appliquera pas en cas de travaux rendus nécessaires par la force majeure.

Les Parties se concerteront pour trouver une solution de remplacement pendant la durée des travaux, afin de permettre à **Bouygues Telecom** de continuer à exploiter les Equipements Techniques.

Au cas où aucune solution de remplacement satisfaisante pour **Bouygues Telecom** ne serait trouvée, **Bouygues Telecom** se réserve le droit de résilier la Convention sans contrepartie. En tout état de cause, la redevance sera diminuée à proportion de la durée de suspension du fonctionnement des Equipements Techniques.

A l'issue des travaux, **Bouygues Telecom** pourra réinstaller les Equipements Techniques, les laisser sur

le (les) nouvel(eaux) emplacement(s) trouvé(s) pendant la durée des travaux ou décider sans préavis de résilier la Convention.

5-3 Restitution des emplacements mis à disposition

A l'expiration de la Convention, **Bouygues Telecom** reprendra tout ou partie des Equipements Techniques et remettra les emplacements mis à disposition en leur état primitif, tel que décrit dans l'état des lieux d'entrée, sauf pour ce qui est des constructions et améliorations non comprises dans les Equipements Techniques qui resteront acquises au **Contractant**.

Article 6 Libre accès aux lieux mis à disposition

Le **Contractant**, et tout occupant de son chef, pour qui il se porte fort aux termes des présentes, autorise **Bouygues Telecom**, ses préposés, tout tiers - autorisé par **Bouygues Telecom** et/ou accompagné par **Bouygues Telecom** ou ses préposés - à avoir à tout moment libre accès aux emplacements mis à disposition, conformément aux dispositions figurant dans la fiche « Informations Pratiques ».

Le **Contractant** avertira **Bouygues Telecom** de tout changement des modalités d'accès dans les plus brefs délais.

Bouygues Telecom s'engage lors de ses déplacements sur les lieux mis à disposition à respecter la tranquillité des occupants de l'immeuble.

Le **Contractant** ne pourra intervenir sur les Equipements Techniques, hormis le cas d'urgence dûment justifié à **Bouygues Telecom**.

Le **Contractant** veillera à ce que pendant toute la durée de la Convention l'espace faisant face aux antennes et faisceaux hertziens soit dégagé, dans la limite de l'emprise de l'immeuble visé aux Conditions Particulières.

Article 7 Présence de plusieurs exploitants d'équipements radioélectriques

Dans l'hypothèse où des équipements techniques d'un autre exploitant d'équipements radioélectriques seraient déjà installés dans l'emprise de l'immeuble, **Bouygues Telecom** s'engage, avant d'installer les Equipements Techniques, à réaliser, à sa charge financière, les études de compatibilité avec les équipements techniques de l'opérateur déjà en place, et leur éventuelle mise en compatibilité. Si la mise en compatibilité s'avère impossible à réaliser, **Bouygues Telecom** s'engage à ne pas installer les Equipements Techniques. Le **Contractant**, de son côté, s'engage à communiquer à **Bouygues Telecom** les coordonnées des

propriétaires des équipements radioélectriques existants.

Dans l'hypothèse où un nouvel exploitant d'équipement radioélectrique solliciterait du **Contractant** l'autorisation d'installer des équipements techniques dans l'emprise de l'immeuble, le **Contractant** s'engage, avant d'autoriser ladite installation, à informer **Bouygues Telecom** en transmettant les coordonnées du nouvel exploitant et à ce que soient réalisées, à la charge financière du nouvel exploitant, des études de compatibilité avec les Equipements Techniques de **Bouygues Telecom** listés dans le descriptif de l'annexe 2, leur éventuelle mise en compatibilité. Si cette mise en compatibilité s'avère impossible, ou si la nouvelle installation projetée perturbe l'accès et l'exploitation des Equipements Techniques de **Bouygues Telecom**, les équipements techniques projetés par le nouvel exploitant ne pourront être installés. Le **Contractant** s'engage également à imposer au nouvel exploitant que ce dernier effectue un balisage (physique ou affichage) de ses équipements conformément à la réglementation, aux normes techniques et aux règles de l'art.

Article 8 Environnement législatif et réglementaire - Information du Contractant

Les Equipements Techniques émettent des ondes radioélectriques. En conséquence, le **Contractant** se doit de respecter les consignes de sécurité spécifiées en annexe 3, qui sont conformes aux normes en vigueur.

Dans les conditions prévues par le décret n° 2013-1162 du 14 décembre 2013 relatif au dispositif de surveillance et de mesure des ondes électromagnétiques, le **Contractant** peut demander une mesure de l'exposition aux ondes électromagnétiques en utilisant le formulaire *CERFA* n°15003*01 disponible sur le site Internet : www.service-public.fr.

Pendant toute la durée de la Convention, **Bouygues Telecom** s'assurera que le fonctionnement des Equipements Techniques sera toujours conforme à la réglementation applicable notamment en matière de santé publique ou d'émission de champs électromagnétiques. En cas d'évolution de ladite réglementation, et d'impossibilité pour **Bouygues Telecom** de s'y conformer dans les délais légaux, **Bouygues Telecom** suspendra les émissions des Equipements Techniques concernés jusqu'à leur mise en conformité, ou pourra résilier de plein droit la présente Convention par lettre recommandée avec avis de réception sans préavis ni indemnité.

Bouygues Telecom informe son **Contractant** qu'en l'état actuel des connaissances scientifiques, il n'est pas établi que les rayonnements produits par les

Equipements Techniques présentent un risque pour la santé.

Afin de permettre au **Contractant** de se tenir informé de l'état des connaissances scientifiques, une information est accessible sur le site Internet du Ministère de l'emploi et la solidarité suivant : www.sante.gouv.fr.

Bouygues Telecom peut également transmettre une documentation d'information, sur simple demande écrite à l'adresse suivante :

Bouygues Telecom
Direction Fréquences et Protection
Technopôle
13-15 Avenue du Maréchal Juin
92366 Meudon La Forêt Cedex

Article 9 C.N.I.L

Afin de préserver l'environnement en favorisant la mutualisation des sites sur lesquels sont implantés des équipements techniques, le **Contractant** autorise **Bouygues Telecom** à transmettre ses coordonnées aux opérateurs habilités à établir et exploiter un réseau de communications électroniques.

Les données personnelles du **Contractant** sont traitées dans le cadre de l'exploitation des réseaux de communication électronique et sont régies par les dispositions de la loi « Informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, modifiée par la loi du 6 août 2004. Le **Contractant** est habilité à obtenir communication de ces données fournies dans le cadre de la Convention et, le cas échéant, à en demander toutes rectifications auprès de Bouygues Telecom (Direction des Systèmes d'Information).

Article 10 Déclassement et Transfert de l'immeuble

Le **Contractant** fera ses meilleurs efforts afin de rappeler dans tout acte entraînant le déclassement de l'immeuble ou le transfert de l'immeuble d'un domaine public à un autre, l'existence de la Convention.

Le **Contractant** s'engage à prévenir **Bouygues Telecom** de toute décision de déclassement ou de transfert de l'immeuble dès qu'il en aura connaissance.

Article 11 Sous-location et Cession

Bouygues Telecom s'interdit de sous-louer les lieux mis à disposition et de céder la Convention, sauf autorisation préalable du **Contractant**.

ANNEXE 2
PLANS, EQUIPEMENTS ET DOSSIERS TECHNIQUES

Composée de :

- **Plan des emplacements mis à disposition,**
- **Descriptif des équipements techniques maximum et des travaux autorisés :**
Rehausse du pylône existant de 4,30 m (sous réserve) ou remplacement par un pylône de 10,30m → en fonction des résultats de la note de calcul, support de 3 antennes de 2m, 1 FH Ø 30 cm en tête de pylône, 24 RRU sous toiture accessibles depuis le 1^{er} étage du bâtiment, 6 baies techniques seront installées au sol derrière un bardage bois, côté pignon gauche du bâtiment.
Une nappe d'antennes du SDIS pourra être déplacée en tête du pylône (en fonction des contraintes des autorisations administratives).
- **Dossier technique présentant les équipements installés au jour de la mise à disposition des emplacements** (comprenant notamment le PLAN DE SECURITE, le PLAN d'ELEVATION et le PLAN DE VUE D'ENSEMBLE)

**ANNEXE 3
CONSIGNES DE SECURITE**

Composée de :

- **Information sur les consignes de sécurité à respecter**
- **Fiche de « demande de coupure des antennes radio »**

INFORMATION SUR LES CONSIGNES DE SECURITE A RESPECTER

L'objectif de cette annexe est d'informer le Contractant sur les consignes de sécurité mises en œuvre par Bouygues Telecom pour garantir au public le respect des limites d'exposition aux champs électromagnétiques.

Bouygues Telecom s'assure que le fonctionnement des Equipements Techniques est conforme à la réglementation applicable, notamment en matière de santé publique ou d'émission de champs électromagnétiques.

Sur tous les sites qui le nécessitent, un affichage est mis en place à proximité des antennes pour informer le public des consignes de sécurité à respecter. Dans certains cas, il arrive que l'affichage soit complété par un balisage qui renforce les consignes écrites.

Les zones ainsi balisées sont déterminées conformément à la réglementation en vigueur. En cas de changement de celle-ci, Bouygues Telecom s'engage à modifier dans les meilleurs délais les périmètres de sécurité.

Le contractant doit respecter les consignes de sécurité affichées et éventuellement le balisage et informer toutes personnes concernées par celles-ci.

Toute intervention dans les périmètres de sécurité - matérialisés ou précisés par affichage – devra faire l'objet d'une demande de coupure des émissions des antennes.

Avant l'intervention d'une personne dans un périmètre de sécurité - matérialisé ou précisé par affichage – une fiche de demande de coupure d'émission (dont le modèle est joint à la présente annexe) doit être remplie et envoyée à Bouygues Telecom. Le numéro de téléphone du responsable technique est précisé dans cette fiche.

Demande de coupure des antennes radio
Pour tous travaux nécessitant de pénétrer dans le périmètre de balisage des antennes

Cette demande doit être adressée, par le contractant, 10 jours ouvrés avant la date prévue pour les travaux.

Partie à remplir par le demandeur (propriétaire ou son représentant)

Date de la demande : .../...../..... Fax :..... Adresse email :

Opérateur concerné : BOUYGUES TELECOM	Interlocuteur :	Tél :
---------------------------------------	-----------------	-------

N° Site (figurant sur le contrat) :T	Nom et adresse du site :
---	--------------------------

Le demandeur

Société :	Interlocuteur :	Tél :	Fax :
-----------	-----------------	-------	-------

L'intervenant (Entreprise intervenant pour le compte du demandeur)

Société :	Interlocuteur :	Tél :	Fax :
-----------	-----------------	-------	-------

Responsable direct de travaux (personne sur le site le jour des travaux) :	Tél mobile :
--	--------------

Les travaux

Nature de l'intervention :

Si les travaux doivent s'interrompre dans la journée sur une durée supérieure à une heure, il faut prévoir de rétablir le service pendant cette période (exemple : pendant la pause déjeuner du chantier entre 12h et 14h le service est rétabli)

Date, heure, début de coupure, fin de coupure, durée	Date JJ/MM/AA	(Début) Heure/minute	(Fin) Heure/minute	Durée : minute

Localisation sur terrasse (identification secteur) :
--

Partie à remplir par Bouygues Telecom

Validation par :
 Validation oui non

Si non Motif du refus

--

Date et
Heure proposée

Le responsable de coupure

Interlocuteur :	Tél mobile :	Tél fixe :
-----------------	--------------	------------

Rappel des coordonnées de Bouygues Telecom :

Courriel : guichetpatrimoine@bouyguetelecom.fr
 Adresse de correspondance : Bouygues Telecom – Guichet Unique Patrimoine
 Du lundi au vendredi de 8H30 à 18H
 Téléphone : 0800 941 087

BOUYGUES TELECOM

Guichet Unique Patrimoine

TECHNOPOLE

13-15 Avenue du Maréchal Juin

92366 MEUDON LA FORET CEDEX

Signature demandeur	
Nom	Visa
Date	

Validation retour	
Nom	Visa
Date	

ANNEXE 4
AUTORISATION DE TRAVAUX

PROPRIETAIRE

Siège social

.....
.....

BOUYGUES TELECOM

.....
.....
.....

....., le

Objet : Immeuble situé à ..., rue ..., n° ...
site

Messieurs,

Conformément à la Convention signée le, nous vous confirmons, par la présente lettre, notre accord pour l'exécution des travaux nécessaires à l'installation de vos équipements techniques sur l'immeuble référencé ci-dessus.

Cette autorisation vaut également accord de notre part afin que BOUYGUES TELECOM et/ou son mandataire accomplisse toutes les démarches administratives afférentes à ces travaux.

Veuillez agréer, Messieurs, l'expression de nos salutations distinguées.

LE PROPRIETAIRE
OU LE REPRESENTANT DU PROPRIETAIRE

ANNEXE 5
FICHE INFORMATIONS PRATIQUES

❶ Conditions d'accès

Le Contractant s'engage à informer dans les plus brefs délais **Bouygues Telecom** de toutes modifications des informations suivantes :

- Numéro de code :
- Badge :
- Gardien (adresse, téléphone) :
- Société de gardiennage (adresse, téléphone) :
- Mise en place d'une boîte à clés positionnée permettant un accès 24h/24h aux Equipements Techniques

Le Contractant s'engage à remettre à Bouygues Telecom tous les moyens d'accès au Site.

❷ Interlocuteurs

Courriel : guichetpatrimoine@bouyguetelecom.fr

Adresse de correspondance : Bouygues Telecom – Guichet Unique Patrimoine

Du lundi au vendredi de 8H30 à 18H

Téléphone : 0800 941 087

BOUYGUES TELECOM

Guichet Unique Patrimoine

Technopôle

13-15 Avenue du Maréchal Juin

92366 Meudon La Forêt Cedex

❸ Interlocuteurs

Numéro de téléphone / procédure des émissions radioélectrique du Site

Numéro National : 01/46/01/87/78

Numéro Régional :

**CONVENTION D'OCCUPATION PRIVATIVE
DU DOMAINE PUBLIC POUR L'INSTALLATION D'UN RELAIS DE TELEPHONIE MOBILE**

Entre :

Le service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, représenté par le Président de son Conseil d'administration, Monsieur Alexandre JOLY, domicilié au 56, avenue de Saint-Cloud – CS 80103 – 78007 Versailles cedex,

ci-après dénommé le "Contractant",

Et

BOUYGUES TELECOM

Société Anonyme au capital de 712 588 399,56 €, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro unique d'identification 397 480 930, dont le siège social est au 37-39 rue Boissière 75116 Paris

représentée par, en qualité de

ci-après dénommée "Bouygues Telecom",

ci-après dénommés ensemble les « Parties ».

Préalablement à l'objet des présentes, il a été rappelé ce qui suit :

- **Bouygues Telecom** a notamment pour objet social d'établir et d'exploiter des réseaux de communications électroniques.
- Conformément à l'article L1424-17 du Code général des collectivités territoriales, le **Contractant** bénéficie de la mise à disposition par la commune de **Maisons Laffitte**, propriétaire de l'immeuble sis **34 avenue du Général de Gaulle**, références cadastrales **AM 337**, pour y effectuer ses activités. A ce titre, il exerce les droits et obligations du propriétaire de l'immeuble. Cette mise à disposition prend fin lorsque l'immeuble cesse d'être affecté aux activités du **Contractant**.
- Pour les besoins de l'exploitation desdits réseaux, **Bouygues Telecom** doit procéder à l'installation d'équipements techniques comprenant notamment des antennes et des faisceaux hertziens, reliés à des armoires techniques par des câbles. Ces équipements notamment sont destinés à émettre ou recevoir des ondes radioélectriques.

Ceci étant exposé, les Parties conviennent de ce qui suit :

CONDITIONS PARTICULIERES

Article 1 Objet

Par le présent contrat de bail, ci-après appelé « Convention », le **Contractant** met à disposition de **Bouygues Telecom**, qui accepte, un ou plusieurs emplacement(s) dépendant d'un immeuble sis **34 avenue du Général de Gaulle à Maisons Laffitte**, références cadastrales **AM 337**, afin d'installer une station radioélectrique et des équipements de communications électroniques comprenant au maximum les équipements décrits en annexe 2, ci-après dénommés ensemble "Equipements Techniques".

Les emplacements mis à disposition se composent d'une surface comprise entre 10 (dix) m² et 25 (vingt-cinq) m² environ destinée à accueillir les baies techniques augmentée de la surface occupée par les mâts et/ou pylônets supportant les antennes et faisceaux hertziens et par l'ensemble des câbles, branchements et raccordements nécessaires à leur fonctionnement. Le(s)dit(s) emplacement(s) sont identifiés sur les plans figurant en annexe 2.

Les Equipements Techniques seront implantés en fonction des nécessités d'ingénierie de **Bouygues Telecom** et du respect de la compatibilité radioélectrique avec les installations appartenant au SDIS et déjà en service sur le site. Un dossier technique, comprenant des plans (notamment le PLAN DE SECURITE, le PLAN d'ELEVATION et le PLAN DE VUE D'ENSEMBLE), présente les Equipements Techniques qui seront installés dès la mise à disposition des emplacements (annexe 2).

Si le site nécessite l'aménagement ou la création d'un chemin d'accès aux emplacements mis à disposition, l'Autorité Publique, avec l'accord exprès de l'Exploitant, autorise **Bouygues Telecom** à aménager un chemin d'accès, dont les références techniques (tracé, plan, surface...) sont identifiées en annexe 2.

Bouygues Telecom pourra ajouter librement de nouveaux Equipements Techniques, dans la limite du maximum fixé en annexe 2, et communiquera, pour la parfaite information du **Contractant**, les plans d'implantation des nouveaux Equipements Techniques.

La Convention est régie par les dispositions des présentes Conditions Particulières et des Conditions Générales figurant en annexe 1. En cas de contradiction entre les dispositions des Conditions Générales et celles des Conditions Particulières, les dispositions de ces dernières prévalent.

Bouygues Telecom sera titulaire de droits réels sur les Equipements Techniques édifiés sur le domaine public du **Contractant** ou sur le domaine public de l'un de ses Etablissements Publics.

Article 2 Montant et révision de la redevance

Montant de la redevance (sans taxes)

La redevance annuelle, toutes charges éventuelles incluses, est de **14 000,00 €** (quatorze mille Euros) nets.

Indexation de la redevance sur un taux fixe

La redevance est indexée de **2 (deux) %** chaque année.

L'augmentation s'appliquera le 1^{er} janvier de chaque année à compter du 1^{er} janvier de la deuxième année suivant l'entrée en vigueur de la Convention.

Article 3 Date d'entrée en vigueur

Le contrôle de légalité a été exercé le [.....] sur la délibération du bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines en date du [.....]

La Convention entrera en vigueur à la date de sa signature par les parties, soit le [.....]

Les emplacements sus-désignés seront mis à la disposition de **Bouygues Telecom** à cette date.

Article 4 Résiliation

4.1 Résiliation de plein droit

Parallèlement aux demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'installation des Equipements Techniques (cf. 5.1 des conditions générales des présentes), **Bouygues Telecom** présentera au **Contractant** l'ensemble des notes de calcul et mesures techniques de résistance (charge, ancrage, météorologique...) des installations.

A défaut de validation du projet par les services techniques du SDIS 78, la convention est résiliée de plein droit.

Cette résiliation de plein droit à l'initiative du **Contractant**, notifiée par lettre recommandée avec avis de réception, ne donnera droit à aucune indemnité ni contrepartie.

4.2 Résiliation anticipée

Dans le cas où l'immeuble ne serait plus affecté à ses activités, la convention pourra être résiliée de plein droit.

Le **Contractant** s'engage à informer **Bouygues Telecom** sous réserve du respect d'un préavis minimum de 6 (six) mois, donné à **Bouygues Telecom** par lettre recommandée avec avis de réception.

Cette résiliation anticipée, à l'initiative du **Contractant**, ne donnera droit à aucune indemnité ni contrepartie.

Article 5 Facturation et paiement de la redevance

5.1 Paiement de la redevance

La redevance annuelle est exigible d'avance au 1^{er} janvier.

La première échéance sera calculée *pro rata temporis* à compter de la date de démarrage des travaux d'installation des Equipements Techniques et au plus tard six (6) mois après l'entrée en vigueur de la Convention si les travaux n'ont pas démarré. **Bouygues Telecom** notifiera au **Contractant** par lettre recommandée avec avis de réception la date de démarrage des travaux.

La dernière échéance sera calculée *pro rata temporis* jusqu'à la date d'effet de la résiliation, quelle qu'en soit la cause ou le terme de la Convention.

5.2 Facturation de la redevance

Le paiement sera effectué, par virement sur le compte du **Contractant**, le 10 janvier à la condition qu'un titre de recette faisant apparaître les références **T 43546 / CI 379816** soit parvenu, avant le 20 décembre de l'année précédant l'échéance, à l'adresse suivante :

BOUYGUES TELECOM
Service comptabilité
TECHNOPOLE
13-15 Avenue du Maréchal Juin
92366 MEUDON LA FORET CEDEX

A défaut, le paiement sera effectué trente (30) jours après la réception dudit titre de recette.

Le premier titre de recette pourra être envoyé par le **Contractant** dès le démarrage des travaux ou au plus tard six (6) mois après l'entrée en vigueur de la Convention si les travaux n'ont pas démarré. Le paiement sera effectué 30 (trente) jours après réception du titre de recette.

L'IBAN original sera fourni par le Contractant lors de la signature de la Convention.

Article 6 Election de domicile

Le **Contractant** élit domicile à l'adresse indiquée en tête des présentes. **Bouygues Telecom** élit domicile à l'adresse suivante :

BOUYGUES TELECOM
Guichet Unique Patrimoine
TECHNOPOLE
13-15 Avenue du Maréchal Juin
92366 MEUDON LA FORET CEDEX

Courriel : guichetpatrimoine@bouyguetelecom.fr
Téléphone : 0800 941 087

Toute notification à effectuer dans le cadre de la Convention sera faite par écrit aux adresses susvisées. Toute modification fera l'objet d'une notification dans les plus brefs délais.

Article 7 Convention et ses annexes

La Convention est composée des documents suivants :

- 1 - Les présentes Conditions Particulières
- 2 - Annexe 1 - Les Conditions Générales
- 3 - Annexe 2 - Le plan indiquant le(s) emplacement(s) mis à disposition ;
le descriptif des équipements techniques maximums et des travaux autorisés ;
le dossier technique présentant à titre indicatif les Equipements Techniques installés à la mise à disposition des emplacements (comprenant notamment le PLAN DE SECURITE, le PLAN d'ELEVATION et le PLAN DE VUE D'ENSEMBLE)
- 4 - Annexe 3 - Information sur les consignes de sécurité à respecter
Fiche de "demande de coupure des antennes radio"
- 5 - Annexe 4 - L'autorisation de travaux
- 6 - Annexe 5 - La "fiche Informations Pratiques"

Article 8 Contrôle d'émission de champs électromagnétiques

Outre l'information sur les consignes de sécurité, figurant en annexe 3 de la présente, dans le respect du dispositif de surveillance et de mesure des ondes électromagnétiques, **Bouygues Telecom** s'engage à fournir au **Contractant** une mesure de l'exposition aux ondes électromagnétiques à l'installation de ses équipements.

Puis, à chaque date anniversaire, pendant toute la durée de la Convention, **Bouygues Telecom** fournira au **Contractant**, un rapport d'expertise du niveau d'exposition aux ondes électromagnétiques dans l'environnement des installations.

Les frais de ce contrôle sont à la charge de **Bouygues Telecom**.

Fait à [.....] en 3 (trois) exemplaires originaux, dont 1 (un) pour le **Contractant** et 2 (deux) pour **Bouygues Telecom**

Le [.....]

Le Contractant

Le Président
du Conseil d'administration du SDIS
des Yvelines,

Bouygues Telecom

Alexandre JOLY

ANNEXE 1
CONDITIONS GENERALES

Article 1 Nature de la Convention

Les emplacements mis à disposition de **Bouygues Telecom** faisant partie du domaine public, la Convention est régie par les dispositions relatives aux conventions d'occupation du domaine public.

Article 2 Etats des lieux

Un état des lieux sera établi contradictoirement par les Parties lors de la mise à disposition des lieux (état des lieux d'entrée), et lors de la restitution de ces lieux (état des lieux de sortie).

Article 3 Durée – Résiliation anticipée

3-1 La Convention est conclue pour quinze (15) ans. Au-delà de ce terme, elle est prorogée par périodes successives de neuf ans(9) ans, sauf congé donné par l'une des Parties, notifié à l'autre par lettre recommandée avec avis de réception et respectant un préavis de vingt-quatre (24) mois avant la date d'échéance de la période en cours.

3-2 La Convention pourra être résiliée à l'initiative du **Contractant**, pour un motif d'intérêt général, conformément au régime applicable aux conventions d'occupation privative du domaine public, sous réserve du respect d'un préavis de dix-huit (18) mois donné par lettre recommandée avec avis de réception.

Dans ce cas, la résiliation de la Convention n'interviendra que si aucun accord n'a pu être trouvé entre les Parties pour retrouver d'autres emplacements et/ou local susceptibles d'accueillir les Equipements Techniques, aux mêmes conditions que celles définies dans la Convention.

3-3 La Convention pourra être résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité, à l'initiative de **Bouygues Telecom** dans les cas suivants :

- Suppression ou non-renouvellement de l'autorisation d'exploiter les réseaux de communications électroniques,
- Refus, retrait ou annulation des autorisations administratives nécessaires à l'activité de **Bouygues Telecom** et/ou à l'implantation des Equipements Techniques,
- Impossibilité pour Bouygues Telecom de se conformer à une nouvelle réglementation dans les délais légaux (prévue à l'article 8 des présentes)

3.4 La Convention pourra être résiliée de plein droit, sans préavis et moyennant une indemnité forfaitaire correspondant à 6 mois, à l'initiative de **Bouygues Telecom** dans les cas suivants :

- Perturbations des émissions radioélectriques de **Bouygues Telecom**,
- Changement de l'architecture des réseaux exploités par **Bouygues Telecom** ou évolution technologique conduisant à une modification de ces mêmes réseaux.

Article 4 Assurances

4-1 **Bouygues Telecom** s'engage à souscrire auprès d'une ou plusieurs sociétés d'assurances représentée(s) en Europe, et à maintenir pendant toute la durée de la Convention, une ou plusieurs polices d'assurances garantissant :

- sa responsabilité civile résultant de son activité, de ses Equipements Techniques, de son personnel intervenant dans le cadre des opérations de maintenance et d'entretien ;
- les dommages subis par ses propres matériels et Equipements Techniques notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, de dégât des eaux ;
- les recours des voisins et des tiers.

4-2 Le **Contractant** fera sa propre affaire de l'assurance de ses biens immobiliers et/ou mobiliers et s'engage à souscrire une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile.

4-3 **Bouygues Telecom** renonce et s'engage à faire renoncer ses assureurs à tous recours contre le **Contractant** et ses assureurs pour tous dommages causés aux Equipements Techniques. Réciproquement, le **Contractant** renonce et s'engage à faire renoncer ses assureurs à tous recours contre **Bouygues Telecom** et ses assureurs, prestataires, fournisseurs ou sous-traitants et leurs assureurs pour les dommages causés aux biens du **Contractant**.

4-4 Chacune des Parties s'engage à remettre à l'autre partie à sa première demande, les attestations d'assurance correspondantes faisant notamment mention de la renonciation à recours de leurs assureurs telle que prévue ci-dessus.

Article 5 Installation - Travaux - Réparations - Restitution des lieux

5-1 Installation, Travaux et Réparations effectués par Bouygues Telecom

Le **Contractant** autorise l'installation, dans les emplacements mis à disposition, des Equipements Techniques décrits en annexe 2, qui sont et demeurent la propriété de **Bouygues Telecom**, et tous travaux nécessaires à cette fin, ce compris tous branchements et installations nécessaires (notamment EDF, lignes téléphoniques, fibres optiques, fourreaux et faisceaux hertziens) au fonctionnement des Equipements Techniques.

La signature de la Convention vaut accord donné à **Bouygues Telecom** de réaliser les travaux et d'effectuer les démarches liées à l'obtention des autorisations administratives nécessaires à l'installation des Equipements Techniques. A défaut d'obtention desdites autorisations, la Convention sera résolue de plein droit sans indemnité.

Bouygues Telecom devra procéder ou faire procéder à l'installation des Equipements Techniques en respectant strictement les normes techniques et les règles de l'art et réalisera à ses frais les balisages et l'affichage requis par la réglementation en vigueur.

Bouygues Telecom assumera toutes réparations et impositions afférentes aux Equipements Techniques.

5-2 Travaux de réparations effectués par le Contractant

En cas de travaux indispensables à la réparation de l'immeuble et conduisant à la suspension temporaire du fonctionnement des Equipements Techniques de **Bouygues Telecom**, le **Contractant** en avertira ce dernier par lettre recommandée avec avis de réception avec un préavis de douze (12) mois avant le début des travaux, en lui précisant, leur durée. Ce préavis ne s'appliquera pas en cas de travaux rendus nécessaires par la force majeure.

Les Parties se concerteront pour trouver une solution de remplacement pendant la durée des travaux, afin de permettre à **Bouygues Telecom** de continuer à exploiter les Equipements Techniques.

Au cas où aucune solution de remplacement satisfaisante pour **Bouygues Telecom** ne serait trouvée, **Bouygues Telecom** se réserve le droit de résilier la Convention sans contrepartie. En tout état de cause, la redevance sera diminuée à proportion de la durée de suspension du fonctionnement des Equipements Techniques.

A l'issue des travaux, **Bouygues Telecom** pourra réinstaller les Equipements Techniques, les laisser sur

le (les) nouvel(eaux) emplacement(s) trouvé(s) pendant la durée des travaux ou décider sans préavis de résilier la Convention.

5-3 Restitution des emplacements mis à disposition

A l'expiration de la Convention, **Bouygues Telecom** reprendra tout ou partie des Equipements Techniques et remettra les emplacements mis à disposition en leur état primitif, tel que décrit dans l'état des lieux d'entrée, sauf pour ce qui est des constructions et améliorations non comprises dans les Equipements Techniques qui resteront acquises au **Contractant**.

Article 6 Libre accès aux lieux mis à disposition

Le **Contractant**, et tout occupant de son chef, pour qui il se porte fort aux termes des présentes, autorise **Bouygues Telecom**, ses préposés, tout tiers - autorisé par **Bouygues Telecom** et/ou accompagné par **Bouygues Telecom** ou ses préposés - à avoir à tout moment libre accès aux emplacements mis à disposition, conformément aux dispositions figurant dans la fiche « Informations Pratiques ».

Le **Contractant** avertira **Bouygues Telecom** de tout changement des modalités d'accès dans les plus brefs délais.

Bouygues Telecom s'engage lors de ses déplacements sur les lieux mis à disposition à respecter la tranquillité des occupants de l'immeuble.

Le **Contractant** ne pourra intervenir sur les Equipements Techniques, hormis le cas d'urgence dûment justifié à **Bouygues Telecom**.

Le **Contractant** veillera à ce que pendant toute la durée de la Convention l'espace faisant face aux antennes et faisceaux hertziens soit dégagé, dans la limite de l'emprise de l'immeuble visé aux Conditions Particulières.

Article 7 Présence de plusieurs exploitants d'équipements radioélectriques

Dans l'hypothèse où des équipements techniques d'un autre exploitant d'équipements radioélectriques seraient déjà installés dans l'emprise de l'immeuble, **Bouygues Telecom** s'engage, avant d'installer les Equipements Techniques, à réaliser, à sa charge financière, les études de compatibilité avec les équipements techniques de l'opérateur déjà en place, et leur éventuelle mise en compatibilité. Si la mise en compatibilité s'avère impossible à réaliser, **Bouygues Telecom** s'engage à ne pas installer les Equipements Techniques. Le **Contractant**, de son côté, s'engage à communiquer à **Bouygues Telecom** les coordonnées des

propriétaires des équipements radioélectriques existants.

Dans l'hypothèse où un nouvel exploitant d'équipement radioélectrique solliciterait du **Contractant** l'autorisation d'installer des équipements techniques dans l'emprise de l'immeuble, le **Contractant** s'engage, avant d'autoriser ladite installation, à informer **Bouygues Telecom** en transmettant les coordonnées du nouvel exploitant et à ce que soient réalisées, à la charge financière du nouvel exploitant, des études de compatibilité avec les Equipements Techniques de **Bouygues Telecom** listés dans le descriptif de l'annexe 2, leur éventuelle mise en compatibilité. Si cette mise en compatibilité s'avère impossible, ou si la nouvelle installation projetée perturbe l'accès et l'exploitation des Equipements Techniques de **Bouygues Telecom**, les équipements techniques projetés par le nouvel exploitant ne pourront être installés. Le **Contractant** s'engage également à imposer au nouvel exploitant que ce dernier effectue un balisage (physique ou affichage) de ses équipements conformément à la réglementation, aux normes techniques et aux règles de l'art.

Article 8 Environnement législatif et réglementaire - Information du Contractant

Les Equipements Techniques émettent des ondes radioélectriques. En conséquence, le **Contractant** se doit de respecter les consignes de sécurité spécifiées en annexe 3, qui sont conformes aux normes en vigueur.

Dans les conditions prévues par le décret n° 2013-1162 du 14 décembre 2013 relatif au dispositif de surveillance et de mesure des ondes électromagnétiques, le **Contractant** peut demander une mesure de l'exposition aux ondes électromagnétiques en utilisant le formulaire *CERFA* n°15003*01 disponible sur le site Internet : www.service-public.fr.

Pendant toute la durée de la Convention, **Bouygues Telecom** s'assurera que le fonctionnement des Equipements Techniques sera toujours conforme à la réglementation applicable notamment en matière de santé publique ou d'émission de champs électromagnétiques. En cas d'évolution de ladite réglementation, et d'impossibilité pour **Bouygues Telecom** de s'y conformer dans les délais légaux, **Bouygues Telecom** suspendra les émissions des Equipements Techniques concernés jusqu'à leur mise en conformité, ou pourra résilier de plein droit la présente Convention par lettre recommandée avec avis de réception sans préavis ni indemnité.

Bouygues Telecom informe son **Contractant** qu'en l'état actuel des connaissances scientifiques, il n'est pas établi que les rayonnements produits par les

Equipements Techniques présentent un risque pour la santé.

Afin de permettre au **Contractant** de se tenir informé de l'état des connaissances scientifiques, une information est accessible sur le site Internet du Ministère de l'emploi et la solidarité suivant : www.sante.gouv.fr.

Bouygues Telecom peut également transmettre une documentation d'information, sur simple demande écrite à l'adresse suivante :

Bouygues Telecom
Direction Fréquences et Protection
Technopôle
13-15 Avenue du Maréchal Juin
92366 Meudon La Forêt Cedex

Article 9 C.N.I.L

Afin de préserver l'environnement en favorisant la mutualisation des sites sur lesquels sont implantés des équipements techniques, le **Contractant** autorise **Bouygues Telecom** à transmettre ses coordonnées aux opérateurs habilités à établir et exploiter un réseau de communications électroniques.

Les données personnelles du **Contractant** sont traitées dans le cadre de l'exploitation des réseaux de communication électronique et sont régies par les dispositions de la loi « Informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, modifiée par la loi du 6 août 2004. Le **Contractant** est habilité à obtenir communication de ces données fournies dans le cadre de la Convention et, le cas échéant, à en demander toutes rectifications auprès de Bouygues Telecom (Direction des Systèmes d'Information).

Article 10 Déclassement et Transfert de l'immeuble

Le **Contractant** fera ses meilleurs efforts afin de rappeler dans tout acte entraînant le déclassement de l'immeuble ou le transfert de l'immeuble d'un domaine public à un autre, l'existence de la Convention.

Le **Contractant** s'engage à prévenir **Bouygues Telecom** de toute décision de déclassement ou de transfert de l'immeuble dès qu'il en aura connaissance.

Article 11 Sous-location et Cession

Bouygues Telecom s'interdit de sous-louer les lieux mis à disposition et de céder la Convention, sauf autorisation préalable du **Contractant**.

ANNEXE 2
PLANS, EQUIPEMENTS ET DOSSIERS TECHNIQUES

Composée de :

- **Plan des emplacements mis à disposition,**
- **Descriptif des équipements techniques maximum et des travaux autorisés :**
Réhausse en résine de l'édicule existant (tour de séchage), cachant 2 antennes par secteur : soit 4 antennes, 1 FH Ø 30 cm fixé sur mât, 14 RRU proche antennes, 2 Baies techniques installées sur une plateforme (agrandissement de celle existante au dernier étage, à l'intérieur de la tour de séchage).
- **Dossier technique présentant les équipements installés au jour de la mise à disposition des emplacements** (comprenant notamment le PLAN DE SECURITE, le PLAN d'ELEVATION et le PLAN DE VUE D'ENSEMBLE)

**ANNEXE 3
CONSIGNES DE SECURITE**

Composée de :

- **Information sur les consignes de sécurité à respecter**
- **Fiche de « demande de coupure des antennes radio »**

INFORMATION SUR LES CONSIGNES DE SECURITE A RESPECTER

L'objectif de cette annexe est d'informer le Contractant sur les consignes de sécurité mises en œuvre par Bouygues Telecom pour garantir au public le respect des limites d'exposition aux champs électromagnétiques.

Bouygues Telecom s'assure que le fonctionnement des Equipements Techniques est conforme à la réglementation applicable, notamment en matière de santé publique ou d'émission de champs électromagnétiques.

Sur tous les sites qui le nécessitent, un affichage est mis en place à proximité des antennes pour informer le public des consignes de sécurité à respecter. Dans certains cas, il arrive que l'affichage soit complété par un balisage qui renforce les consignes écrites.

Les zones ainsi balisées sont déterminées conformément à la réglementation en vigueur. En cas de changement de celle-ci, Bouygues Telecom s'engage à modifier dans les meilleurs délais les périmètres de sécurité.

Le contractant doit respecter les consignes de sécurité affichées et éventuellement le balisage et informer toutes personnes concernées par celles-ci.

Toute intervention dans les périmètres de sécurité - matérialisés ou précisés par affichage – devra faire l'objet d'une demande de coupure des émissions des antennes.

Avant l'intervention d'une personne dans un périmètre de sécurité - matérialisé ou précisé par affichage – une fiche de demande de coupure d'émission (dont le modèle est joint à la présente annexe) doit être remplie et envoyée à Bouygues Telecom. Le numéro de téléphone du responsable technique est précisé dans cette fiche.

Demande de coupure des antennes radio
Pour tous travaux nécessitant de pénétrer dans le périmètre de balisage des antennes

Cette demande doit être adressée, par le contractant, 10 jours ouvrés avant la date prévue pour les travaux.

Partie à remplir par le demandeur (propriétaire ou son représentant)

Date de la demande : .../.../..... Fax : Adresse email :

Opérateur concerné : BOUYGUES TELECOM	Interlocuteur :	Tél :
---------------------------------------	-----------------	-------

N° Site (figurant sur le contrat) :T	Nom et adresse du site :
---	--------------------------

Le demandeur

Société :	Interlocuteur :	Tél :	Fax :
-----------	-----------------	-------	-------

L'intervenant (Entreprise intervenant pour le compte du demandeur)

Société :	Interlocuteur :	Tél :	Fax :
-----------	-----------------	-------	-------

Responsable direct de travaux (personne sur le site le jour des travaux) :	Tél mobile :
--	--------------

Les travaux

Nature de l'intervention :

Si les travaux doivent s'interrompre dans la journée sur une durée supérieure à une heure, il faut prévoir de rétablir le service pendant cette période (exemple : pendant la pause déjeuner du chantier entre 12h et 14h le service est rétabli)

Date, heure, début de coupure, fin de coupure, durée	Date JJ/MM/AA	(Début) Heure/minute	(Fin) Heure/minute	Durée : minute

Localisation sur terrasse (identification secteur) :
--

Partie à remplir par Bouygues Telecom :

Validation par :

Validation oui non Si non Motif du refus

--

Date et
Heure proposée

Le responsable de coupure

Interlocuteur :	Tél mobile :	Tél fixe :
-----------------	--------------	------------

Rappel des coordonnées de Bouygues Telecom :

Courriel : guichetpatrimoine@bouyguetelecom.fr
 Adresse de correspondance : Bouygues Telecom Guichet Unique Patrimoine
 Du lundi au vendredi de 8H30 à 18H
 Téléphone : 0800 941 087

BOUYGUES TELECOM
Guichet Unique Patrimoine
TECHNOPOLE
13-15 Avenue du Maréchal Juin
92366 MEUDON LA FORET CEDEX

Signature demandeur	
Nom	Visa
Date	

Validation retour	
Nom	Visa
Date	

ANNEXE 4
AUTORISATION DE TRAVAUX

PROPRIETAIRE

Siège social

.....
.....

BOUYGUES TELECOM

.....
.....
.....

....., le

Objet : Immeuble situé à ..., rue ..., n° ...
site

Messieurs,

Conformément à la Convention signée le, nous vous confirmons, par la présente lettre, notre accord pour l'exécution des travaux nécessaires à l'installation de vos équipements techniques sur l'immeuble référencé ci-dessus.

Cette autorisation vaut également accord de notre part afin que BOUYGUES TELECOM et/ou son mandataire accomplisse toutes les démarches administratives afférentes à ces travaux.

Veuillez agréer, Messieurs, l'expression de nos salutations distinguées.

LE PROPRIETAIRE
OU LE REPRESENTANT DU PROPRIETAIRE

ANNEXE 5

FICHE INFORMATIONS PRATIQUES

❶ Conditions d'accès

Le Contractant s'engage à informer dans les plus brefs délais Bouygues Telecom de toutes modifications des informations suivantes :

- Numéro de code :
- Badge :
- Gardien (adresse, téléphone) :
- Société de gardiennage (adresse, téléphone) :
- Mise en place d'une boîte à clés positionnée permettant un accès 24h/24h aux Equipements Techniques

Le Contractant s'engage à remettre à Bouygues Telecom tous les moyens d'accès au Site.

❷ Interlocuteurs

Courriel : guichetpatrimoine@bouyguetelecom.fr

Adresse de correspondance : Bouygues Telecom – Guichet Unique Patrimoine

Du lundi au vendredi de 8H30 à 18H

Téléphone : 0800 941 087

BOUYGUES TELECOM

Guichet Unique Patrimoine

Technopôle

13-15 Avenue du Maréchal Juin

92366 Meudon La Forêt Cedex

❸ Interlocuteurs

Numéro de téléphone / procédure des émissions radioélectrique du Site

Numéro National : 01/46/01/87/78

Numéro Régional :

**CONVENTION D'OCCUPATION PRIVATIVE
DU DOMAINE PUBLIC POUR L'INSTALLATION D'UN RELAIS DE TELEPHONIE MOBILE**

Entre :

Le service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, représenté par le Président de son Conseil d'administration, Monsieur Alexandre JOLY, domicilié au 56, avenue de Saint-Cloud – CS 80103 – 78007 Versailles cedex,

ci-après dénommé le "Contractant",

Et

BOUYGUES TELECOM

Société Anonyme au capital de 712 588 399,56 €, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro unique d'identification 397 480 930, dont le siège social est au 37-39 rue Boissière 75116 Paris
représentée par, en qualité de

ci-après dénommée "Bouygues Telecom",

ci-après dénommés ensemble les « Parties ».

Préalablement à l'objet des présentes, il a été rappelé ce qui suit :

- **Bouygues Telecom** a notamment pour objet social d'établir et d'exploiter des réseaux de communications électroniques.
- Conformément à l'article L1424-17 du Code général des collectivités territoriales, le **Contractant** bénéficie de la mise à disposition par la commune de **Maurepas**, propriétaire de l'immeuble sis **2 avenue de Chevreuse**, références cadastrales **W 77**, pour y effectuer ses activités. A ce titre, il exerce les droits et obligations du propriétaire de l'immeuble. Cette mise à disposition prend fin lorsque l'immeuble cesse d'être affecté aux activités du **Contractant**.
- Pour les besoins de l'exploitation desdits réseaux, **Bouygues Telecom** doit procéder à l'installation d'équipements techniques comprenant notamment des antennes et des faisceaux hertziens, reliés à des armoires techniques par des câbles. Ces équipements notamment sont destinés à émettre ou recevoir des ondes radioélectriques.

Ceci étant exposé, les Parties conviennent de ce qui suit :

CONDITIONS PARTICULIERES

Article 1 Objet

Par le présent contrat de bail, ci-après appelé « Convention », le **Contractant** met à disposition de **Bouygues Telecom**, qui accepte, un ou plusieurs emplacement(s) dépendant d'un immeuble sis **2 avenue de Chevreuse à Maurepas**, références cadastrales **W 77**, afin d'installer une station radioélectrique et des équipements de communications électroniques comprenant au maximum les équipements décrits en annexe 2, ci-après dénommés ensemble "Equipements Techniques".

Les emplacements mis à disposition se composent d'une surface comprise entre 10 (dix) m² et 25 (vingt-cinq) m² environ destinée à accueillir les baies techniques augmentée de la surface occupée par les mâts et/ou pylônets supportant les antennes et faisceaux hertziens et par l'ensemble des câbles, branchements et raccordements nécessaires à leur fonctionnement. Le(s)dit(s) emplacement(s) sont identifiés sur les plans figurant en annexe 2.

Les Equipements Techniques seront implantés en fonction des nécessités d'ingénierie de **Bouygues Telecom** et du respect de la compatibilité radioélectrique avec les installations appartenant au SDIS et déjà en service sur le site. Un dossier technique, comprenant des plans (notamment le PLAN DE SECURITE, le PLAN d'ELEVATION et le PLAN DE VUE D'ENSEMBLE), présente les Equipements Techniques qui seront installés dès la mise à disposition des emplacements (annexe 2).

Si le site nécessite l'aménagement ou la création d'un chemin d'accès aux emplacements mis à disposition, l'Autorité Publique, avec l'accord exprès de l'Exploitant, autorise **Bouygues Telecom** à aménager un chemin d'accès, dont les références techniques (tracé, plan, surface...) sont identifiées en annexe 2.

Bouygues Telecom pourra ajouter librement de nouveaux Equipements Techniques, dans la limite du maximum fixé en annexe 2, et communiquera, pour la parfaite information du **Contractant**, les plans d'implantation des nouveaux Equipements Techniques.

La Convention est régie par les dispositions des présentes Conditions Particulières et des Conditions Générales figurant en annexe 1. En cas de contradiction entre les dispositions des Conditions Générales et celles des Conditions Particulières, les dispositions de ces dernières prévalent.

Bouygues Telecom sera titulaire de droits réels sur les Equipements Techniques édifiés sur le domaine public du **Contractant** ou sur le domaine public de l'un de ses Etablissements Publics.

Article 2 Montant et révision de la redevance

Montant de la redevance (sans taxes)

La redevance annuelle, toutes charges éventuelles incluses, est de **14 000,00 €** (quatorze mille Euros) nets.

Indexation de la redevance sur un taux fixe

La redevance est indexée de **2 (deux) %** chaque année.

L'augmentation s'appliquera le 1^{er} janvier de chaque année à compter du 1^{er} janvier de la deuxième année suivant l'entrée en vigueur de la Convention.

Article 3 Date d'entrée en vigueur

Le contrôle de légalité a été exercé le [.....] sur la délibération du bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines en date du [.....]

La Convention entrera en vigueur à la date de sa signature par les parties, soit le [.....]

Les emplacements sus-désignés seront mis à la disposition de **Bouygues Telecom** à cette date.

Article 4 Résiliation

4.1 Résiliation de plein droit

Parallèlement aux demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'installation des Équipements Techniques (cf. 5.1 des conditions générales des présentes), **Bouygues Telecom** présentera au **Contractant** l'ensemble des notes de calcul et mesures techniques de résistance (charge, ancrage, météorologique...) des installations.

A défaut de validation du projet par les services techniques du SDIS 78, la convention est résiliée de plein droit.

Cette résiliation de plein droit à l'initiative du **Contractant**, notifiée par lettre recommandée avec avis de réception, ne donnera droit à aucune indemnité ni contrepartie.

4.2 Résiliation anticipée

Dans le cas où l'immeuble ne serait plus affecté à ses activités, la convention pourra être résiliée de plein droit.

Le **Contractant** s'engage à informer **Bouygues Telecom** sous réserve du respect d'un préavis minimum de 6 (six) mois, donné à **Bouygues Telecom** par lettre recommandée avec avis de réception.

Cette résiliation anticipée, à l'initiative du **Contractant**, ne donnera droit à aucune indemnité ni contrepartie.

Article 5 Facturation et paiement de la redevance

5.1 Paiement de la redevance

La redevance annuelle est exigible d'avance au 1^{er} janvier.

La première échéance sera calculée *pro rata temporis* à compter de la date de démarrage des travaux d'installation des Equipements Techniques et au plus tard six (6) mois après l'entrée en vigueur de la Convention si les travaux n'ont pas démarré. **Bouygues Telecom** notifiera au **Contractant** par lettre recommandée avec avis de réception la date de démarrage des travaux.

La dernière échéance sera calculée *pro rata temporis* jusqu'à la date d'effet de la résiliation, quelle qu'en soit la cause ou le terme de la Convention.

5.2 Facturation de la redevance

Le paiement sera effectué, par virement sur le compte du **Contractant**, le 10 janvier à la condition qu'un titre de recette faisant apparaître les références **T 96614 / CI 385723** soit parvenu, avant le 20 décembre de l'année précédant l'échéance, à l'adresse suivante :

BOUYGUES TELECOM
Service comptabilité
TECHNOPOLE
13-15 Avenue du Maréchal Juin
92366 MEUDON LA FORET CEDEX

A défaut, le paiement sera effectué trente (30) jours après la réception dudit titre de recette.

Le premier titre de recette pourra être envoyé par le **Contractant** dès le démarrage des travaux ou au plus tard six (6) mois après l'entrée en vigueur de la Convention si les travaux n'ont pas démarré. Le paiement sera effectué 30 (trente) jours après réception du titre de recette.

L'IBAN original sera fourni par le Contractant lors de la signature de la Convention.

Article 6 Election de domicile

Le **Contractant** élit domicile à l'adresse indiquée en tête des présentes. **Bouygues Telecom** élit domicile à l'adresse suivante :

BOUYGUES TELECOM
Guichet Unique Patrimoine
TECHNOPOLE
13-15 Avenue du Maréchal Juin
92366 MEUDON LA FORET CEDEX

Courriel : guichetpatrimoine@bouyguetelecom.fr
Téléphone : 0800 941 087

Toute notification à effectuer dans le cadre de la Convention sera faite par écrit aux adresses susvisées. Toute modification fera l'objet d'une notification dans les plus brefs délais.

Article 7 Convention et ses annexes

La Convention est composée des documents suivants :

- 1 - Les présentes Conditions Particulières
- 2 - Annexe 1 - Les Conditions Générales
- 3 - Annexe 2 - Le plan indiquant le(s) emplacement(s) mis à disposition ;
le descriptif des équipements techniques maximums et des travaux autorisés ;
le dossier technique présentant à titre indicatif les Equipements Techniques installés à la mise à disposition des emplacements (comprenant notamment le PLAN DE SECURITE, le PLAN d'ELEVATION et le PLAN DE VUE D'ENSEMBLE)
- 4 - Annexe 3 - Information sur les consignes de sécurité à respecter
Fiche de "demande de coupure des antennes radio"
- 5 - Annexe 4 L'autorisation de travaux
- 6 - Annexe 5 - La "fiche Informations Pratiques"

Article 8 Contrôle d'émission de champs électromagnétiques

Outre l'information sur les consignes de sécurité, figurant en annexe 3 de la présente, dans le respect du dispositif de surveillance et de mesure des ondes électromagnétiques, **Bouygues Telecom** s'engage à fournir au **Contractant** une mesure de l'exposition aux ondes électromagnétiques à l'installation de ses équipements.

Puis, à chaque date anniversaire, pendant toute la durée de la Convention, **Bouygues Telecom** fournira au **Contractant**, un rapport d'expertise du niveau d'exposition aux ondes électromagnétiques dans l'environnement des installations.

Les frais de ce contrôle sont à la charge de **Bouygues Telecom**.

Fait à [.....] en 3 (trois) exemplaires originaux, dont 1 (un) pour le **Contractant** et 2 (deux) pour **Bouygues Telecom**

Le [.....]

Le Contractant

Le Président
du Conseil d'administration du SDIS
des Yvelines,

Bouygues Telecom

Alexandre JOLY

ANNEXE 1
CONDITIONS GÉNÉRALES

Article 1 Nature de la Convention

Les emplacements mis à disposition de **Bouygues Telecom** faisant partie du domaine public, la Convention est régie par les dispositions relatives aux conventions d'occupation du domaine public.

Article 2 Etats des lieux

Un état des lieux sera établi contradictoirement par les Parties lors de la mise à disposition des lieux (état des lieux d'entrée), et lors de la restitution de ces lieux (état des lieux de sortie).

Article 3 Durée – Résiliation anticipée

3-1 La Convention est conclue pour quinze (15) ans. Au-delà de ce terme, elle est prorogée par périodes successives de neuf ans(9) ans, sauf congé donné par l'une des Parties, notifié à l'autre par lettre recommandée avec avis de réception et respectant un préavis de vingt-quatre (24) mois avant la date d'échéance de la période en cours.

3-2 La Convention pourra être résiliée à l'initiative du **Contractant**, pour un motif d'intérêt général, conformément au régime applicable aux conventions d'occupation privative du domaine public, sous réserve du respect d'un préavis de dix-huit (18) mois donné par lettre recommandée avec avis de réception.

Dans ce cas, la résiliation de la Convention n'interviendra que si aucun accord n'a pu être trouvé entre les Parties pour retrouver d'autres emplacements et/ou local susceptibles d'accueillir les Equipements Techniques, aux mêmes conditions que celles définies dans la Convention.

3-3 La Convention pourra être résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité, à l'initiative de **Bouygues Telecom** dans les cas suivants :

- Suppression ou non-renouvellement de l'autorisation d'exploiter les réseaux de communications électroniques,
- Refus, retrait ou annulation des autorisations administratives nécessaires à l'activité de **Bouygues Telecom** et/ou à l'implantation des Equipements Techniques,
- Impossibilité pour **Bouygues Telecom** de se conformer à une nouvelle réglementation dans les délais légaux (prévue à l'article 8 des présentes)

3.4 La Convention pourra être résiliée de plein droit, sans préavis et moyennant une indemnité forfaitaire correspondant à 6 mois, à l'initiative de **Bouygues Telecom** dans les cas suivants :

- Perturbations des émissions radioélectriques de **Bouygues Telecom**,
- Changement de l'architecture des réseaux exploités par **Bouygues Telecom** ou évolution technologique conduisant à une modification de ces mêmes réseaux.

Article 4 Assurances

4-1 **Bouygues Telecom** s'engage à souscrire auprès d'une ou plusieurs sociétés d'assurances représentée(s) en Europe, et à maintenir pendant toute la durée de la Convention, une ou plusieurs polices d'assurances garantissant :

- sa responsabilité civile résultant de son activité, de ses Equipements Techniques, de son personnel intervenant dans le cadre des opérations de maintenance et d'entretien ;
- les dommages subis par ses propres matériels et Equipements Techniques notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, de dégât des eaux ;
- les recours des voisins et des tiers.

4-2 Le **Contractant** fera sa propre affaire de l'assurance de ses biens immobiliers et/ou mobiliers et s'engage à souscrire une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile.

4-3 **Bouygues Telecom** renonce et s'engage à faire renoncer ses assureurs à tous recours contre le **Contractant** et ses assureurs pour tous dommages causés aux Equipements Techniques. Réciproquement, le **Contractant** renonce et s'engage à faire renoncer ses assureurs à tous recours contre **Bouygues Telecom** et ses assureurs, prestataires, fournisseurs ou sous-traitants et leurs assureurs pour les dommages causés aux biens du **Contractant**.

4-4 Chacune des Parties s'engage à remettre à l'autre partie à sa première demande, les attestations d'assurance correspondantes faisant notamment mention de la renonciation à recours de leurs assureurs telle que prévue ci-dessus.

Article 5 Installation - Travaux - Réparations - Restitution des lieux

5-1 Installation, Travaux et Réparations effectués par Bouygues Telecom

Le Contractant autorise l'installation, dans les emplacements mis à disposition, des Equipements Techniques décrits en annexe 2, qui sont et demeurent la propriété de **Bouygues Telecom**, et tous travaux nécessaires à cette fin, ce compris tous branchements et installations nécessaires (notamment EDF, lignes téléphoniques, fibres optiques, fourreaux et faisceaux hertziens) au fonctionnement des Equipements Techniques.

La signature de la Convention vaut accord donné à **Bouygues Telecom** de réaliser les travaux et d'effectuer les démarches liées à l'obtention des autorisations administratives nécessaires à l'installation des Equipements Techniques. A défaut d'obtention desdites autorisations, la Convention sera résolue de plein droit sans indemnité.

Bouygues Telecom devra procéder ou faire procéder à l'installation des Equipements Techniques en respectant strictement les normes techniques et les règles de l'art et réalisera à ses frais les balisages et l'affichage requis par la réglementation en vigueur.

Bouygues Telecom assumera toutes réparations et impositions afférentes aux Equipements Techniques.

5-2 Travaux de réparations effectués par le Contractant

En cas de travaux indispensables à la réparation de l'immeuble et conduisant à la suspension temporaire du fonctionnement des Equipements Techniques de **Bouygues Telecom**, le Contractant en avertira ce dernier par lettre recommandée avec avis de réception avec un préavis de douze (12) mois avant le début des travaux, en lui précisant, leur durée. Ce préavis ne s'appliquera pas en cas de travaux rendus nécessaires par la force majeure.

Les Parties se concerteront pour trouver une solution de remplacement pendant la durée des travaux, afin de permettre à **Bouygues Telecom** de continuer à exploiter les Equipements Techniques.

Au cas où aucune solution de remplacement satisfaisante pour **Bouygues Telecom** ne serait trouvée, **Bouygues Telecom** se réserve le droit de résilier la Convention sans contrepartie. En tout état de cause, la redevance sera diminuée à proportion de la durée de suspension du fonctionnement des Equipements Techniques.

A l'issue des travaux, **Bouygues Telecom** pourra réinstaller les Equipements Techniques, les laisser sur

le (les) nouvel(eaux) emplacement(s) trouvé(s) pendant la durée des travaux ou décider sans préavis de résilier la Convention.

5-3 Restitution des emplacements mis à disposition

A l'expiration de la Convention, **Bouygues Telecom** reprendra tout ou partie des Equipements Techniques et remettra les emplacements mis à disposition en leur état primitif, tel que décrit dans l'état des lieux d'entrée, sauf pour ce qui est des constructions et améliorations non comprises dans les Equipements Techniques qui resteront acquises au Contractant.

Article 6 Libre accès aux lieux mis à disposition

Le Contractant, et tout occupant de son chef, pour qui il se porte fort aux termes des présentes, autorise **Bouygues Telecom**, ses préposés, tout tiers - autorisé par **Bouygues Telecom** et/ou accompagné par **Bouygues Telecom** ou ses préposés - à avoir à tout moment libre accès aux emplacements mis à disposition, conformément aux dispositions figurant dans la fiche « Informations Pratiques ».

Le Contractant avertira **Bouygues Telecom** de tout changement des modalités d'accès dans les plus brefs délais.

Bouygues Telecom s'engage lors de ses déplacements sur les lieux mis à disposition à respecter la tranquillité des occupants de l'immeuble.

Le Contractant ne pourra intervenir sur les Equipements Techniques, hormis le cas d'urgence dûment justifié à **Bouygues Telecom**.

Le Contractant veillera à ce que pendant toute la durée de la Convention l'espace faisant face aux antennes et faisceaux hertziens soit dégagé, dans la limite de l'emprise de l'immeuble visé aux Conditions Particulières.

Article 7 Présence de plusieurs exploitants d'équipements radioélectriques

Dans l'hypothèse où des équipements techniques d'un autre exploitant d'équipements radioélectriques seraient déjà installés dans l'emprise de l'immeuble, **Bouygues Telecom** s'engage, avant d'installer les Equipements Techniques, à réaliser, à sa charge financière, les études de compatibilité avec les équipements techniques de l'opérateur déjà en place, et leur éventuelle mise en compatibilité. Si la mise en compatibilité s'avère impossible à réaliser, **Bouygues Telecom** s'engage à ne pas installer les Equipements Techniques. Le Contractant, de son côté, s'engage à communiquer à **Bouygues Telecom** les coordonnées des

propriétaires des équipements radioélectriques existants.

Dans l'hypothèse où un nouvel exploitant d'équipement radioélectrique solliciterait du **Contractant** l'autorisation d'installer des équipements techniques dans l'emprise de l'immeuble, le **Contractant** s'engage, avant d'autoriser ladite installation, à informer **Bouygues Telecom** en transmettant les coordonnées du nouvel exploitant et à ce que soient réalisées, à la charge financière du nouvel exploitant, des études de compatibilité avec les Equipements Techniques de **Bouygues Telecom** listés dans le descriptif de l'annexe 2, leur éventuelle mise en compatibilité. Si cette mise en compatibilité s'avère impossible, ou si la nouvelle installation projetée perturbe l'accès et l'exploitation des Equipements Techniques de **Bouygues Telecom**, les équipements techniques projetés par le nouvel exploitant ne pourront être installés. Le **Contractant** s'engage également à imposer au nouvel exploitant que ce dernier effectue un balisage (physique ou affichage) de ses équipements conformément à la réglementation, aux normes techniques et aux règles de l'art.

Article 8 Environnement législatif et réglementaire - Information du Contractant

Les Equipements Techniques émettent des ondes radioélectriques. En conséquence, le **Contractant** se doit de respecter les consignes de sécurité spécifiées en annexe 3, qui sont conformes aux normes en vigueur.

Dans les conditions prévues par le décret n° 2013-1162 du 14 décembre 2013 relatif au dispositif de surveillance et de mesure des ondes électromagnétiques, le **Contractant** peut demander une mesure de l'exposition aux ondes électromagnétiques en utilisant le formulaire *CERFA* n°15003*01 disponible sur le site Internet : www.servicc-public.fr.

Pendant toute la durée de la Convention, **Bouygues Telecom** s'assurera que le fonctionnement des Equipements Techniques sera toujours conforme à la réglementation applicable notamment en matière de santé publique ou d'émission de champs électromagnétiques. En cas d'évolution de ladite réglementation, et d'impossibilité pour **Bouygues Telecom** de s'y conformer dans les délais légaux, **Bouygues Telecom** suspendra les émissions des Equipements Techniques concernés jusqu'à leur mise en conformité, ou pourra résilier de plein droit la présente Convention par lettre recommandée avec avis de réception sans préavis ni indemnité.

Bouygues Telecom informe son **Contractant** qu'en l'état actuel des connaissances scientifiques, il n'est pas établi que les rayonnements produits par les

Equipements Techniques présentent un risque pour la santé.

Afin de permettre au **Contractant** de se tenir informé de l'état des connaissances scientifiques, une information est accessible sur le site Internet du Ministère de l'emploi et la solidarité suivant : www.sante.gouv.fr.

Bouygues Telecom peut également transmettre une documentation d'information, sur simple demande écrite à l'adresse suivante :

Bouygues Telecom
Direction Fréquences et Protection
Technopôle
13-15 Avenue du Maréchal Juin
92366 Meudon La Forêt Cedex

Article 9 C.N.I.L

Afin de préserver l'environnement en favorisant la mutualisation des sites sur lesquels sont implantés des équipements techniques, le **Contractant** autorise **Bouygues Telecom** à transmettre ses coordonnées aux opérateurs habilités à établir et exploiter un réseau de communications électroniques.

Les données personnelles du **Contractant** sont traitées dans le cadre de l'exploitation des réseaux de communication électronique et sont régies par les dispositions de la loi « Informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, modifiée par la loi du 6 août 2004. Le **Contractant** est habilité à obtenir communication de ces données fournies dans le cadre de la Convention et, le cas échéant, à en demander toutes rectifications auprès de Bouygues Telecom (Direction des Systèmes d'Information).

Article 10 Déclassement et Transfert de l'immeuble

Le **Contractant** fera ses meilleurs efforts afin de rappeler dans tout acte entraînant le déclassement de l'immeuble ou le transfert de l'immeuble d'un domaine public à un autre, l'existence de la Convention.

Le **Contractant** s'engage à prévenir **Bouygues Telecom** de toute décision de déclassement ou de transfert de l'immeuble dès qu'il en aura connaissance.

Article 11 Sous-location et Cession

Bouygues Telecom s'interdit de sous-louer les lieux mis à disposition et de céder la Convention, sauf autorisation préalable du **Contractant**.

ANNEXE 2
PLANS, EQUIPEMENTS ET DOSSIERS TECHNIQUES

Composée de :

- **Plan des emplacements mis à disposition,**
- **Descriptif des équipements techniques maximum et des travaux autorisés :**
Installation d'un pylône radomé de 30m, support de 2 antennes par secteur (3 de : 2,70 et 3 de 0,90m), 21 RRU sur pylône, 1 FH Ø 30 cm en tête de pylône, 6 baies techniques au sol.
- **Dossier technique présentant les équipements installés au jour de la mise à disposition des emplacements** (comprenant notamment le PLAN DE SECURITE, le PLAN d'ELEVATION et le PLAN DE VUE D'ENSEMBLE)

**ANNEXE 3
CONSIGNES DE SECURITE**

Composée de :

- **Information sur les consignes de sécurité à respecter**
- **Fiche de « demande de coupure des antennes radio »**

INFORMATION SUR LES CONSIGNES DE SECURITE A RESPECTER

L'objectif de cette annexe est d'informer le Contractant sur les consignes de sécurité mises en œuvre par Bouygues Telecom pour garantir au public le respect des limites d'exposition aux champs électromagnétiques.

Bouygues Telecom s'assure que le fonctionnement des Equipements Techniques est conforme à la réglementation applicable, notamment en matière de santé publique ou d'émission de champs électromagnétiques.

Sur tous les sites qui le nécessitent, un affichage est mis en place à proximité des antennes pour informer le public des consignes de sécurité à respecter. Dans certains cas, il arrive que l'affichage soit complété par un balisage qui renforce les consignes écrites.

Les zones ainsi balisées sont déterminées conformément à la réglementation en vigueur. En cas de changement de celle-ci, Bouygues Telecom s'engage à modifier dans les meilleurs délais les périmètres de sécurité.

Le contractant doit respecter les consignes de sécurité affichées et éventuellement le balisage et informer toutes personnes concernées par celles-ci.

Toute intervention dans les périmètres de sécurité - matérialisés ou précisés par affichage – devra faire l'objet d'une demande de coupure des émissions des antennes.

Avant l'intervention d'une personne dans un périmètre de sécurité - matérialisé ou précisé par affichage – une fiche de demande de coupure d'émission (dont le modèle est joint à la présente annexe) doit être remplie et envoyée à Bouygues Telecom. Le numéro de téléphone du responsable technique est précisé dans cette fiche.

Demande de coupure des antennes radio
Pour tous travaux nécessitant de pénétrer dans le périmètre de balisage des antennes

Cette demande doit être adressée, par le contractant, 10 jours ouvrés avant la date prévue pour les travaux.

Partie à remplir par le demandeur (propriétaire ou son représentant)

Date de la demande : .../.../..... Fax :..... Adresse email :

Opérateur concerné : BOUYGUES TELECOM	Interlocuteur :	Tél :
---------------------------------------	-----------------	-------

N° Site (figurant sur le contrat) :T	Nom et adresse du site :
---	--------------------------

Le demandeur

Société :	Interlocuteur :	Tél :	Fax :
-----------	-----------------	-------	-------

L'intervenant (Entreprise intervenant pour le compte du demandeur)

Société :	Interlocuteur :	Tél :	Fax :
-----------	-----------------	-------	-------

Responsable direct de travaux (personne sur le site le jour des travaux) :	Tél mobile :
--	--------------

Les travaux

Nature de l'intervention :

Si les travaux doivent s'interrompre dans la journée sur une durée supérieure à une heure, il faut prévoir de rétablir le service pendant cette période (exemple : pendant la pause déjeuner du chantier entre 12h et 14h le service est rétabli)

Date, heure, début de coupure, fin de coupure, durée	Date JJ/MM/AA	(Début) Heure/minute	(Fin) Heure/minute	Durée : minute

Localisation sur terrasse (identification secteur) :
--

Partie à remplir par Bouygues Telecom

Validation par :
 Validation oui non

Si non Motif du refus

--

Date et
Heure proposéc

Le responsable de coupure

Interlocuteur :	Tél mobile :	Tél fixe :
-----------------	--------------	------------

Rappel des coordonnées de Bouygues Telecom :

Courriel : guichetpatrimoine@bouyguetelecom.fr
 Adresse de correspondance : Bouygues Telecom – Guichet Unique Patrimoine
 Du lundi au vendredi de 8H30 à 18H
 Téléphone : 0800 941 087

BOUYGUES TELECOM
Guichet Unique Patrimoine
TECHNOPOLE
13-15 Avenue du Maréchal Juin
92366 MEUDON LA FORET CEDEX

Signature demandeur	
Nom	Visa
Date	

Validation retour	
Nom	Visa
Date	

ANNEXE 4
AUTORISATION DE TRAVAUX

PROPRIETAIRE

Siège social

.....
.....

BOUYGUES TELECOM

.....
.....
.....

....., le

Objet : Immeuble situé à ..., rue ..., n° ...
site

Messieurs,

Conformément à la Convention signée le, nous vous confirmons, par la présente lettre, notre accord pour l'exécution des travaux nécessaires à l'installation de vos équipements techniques sur l'immeuble référencé ci-dessus.

Cette autorisation vaut également accord de notre part afin que BOUYGUES TELECOM et/ou son mandataire accomplisse toutes les démarches administratives afférentes à ces travaux.

Veuillez agréer, Messieurs, l'expression de nos salutations distinguées.

LE PROPRIETAIRE
OU LE REPRESENTANT DU PROPRIETAIRE

ANNEXE 5
FICHE INFORMATIONS PRATIQUES

① Conditions d'accès

Le Contractant s'engage à informer dans les plus brefs délais Bouygues Telecom de toutes modifications des informations suivantes :

- Numéro de code :
- Badge :
- Gardien (adresse, téléphone) :
- Société de gardiennage (adresse, téléphone) :
- Mise en place d'une boîte à clés positionnée permettant un accès 24h/24h aux Equipements Techniques

Le Contractant s'engage à remettre à Bouygues Telecom tous les moyens d'accès au Site.

② Interlocuteurs

Courriel : guichetpatrimoine@bouyguetelecom.fr

Adresse de correspondance : Bouygues Telecom – Guichet Unique Patrimoine

Du lundi au vendredi de 8H30 à 18H

Téléphone : 0800 941 087

BOUYGUES TELECOM

Guichet Unique Patrimoine

Technopôle

13-15 Avenue du Maréchal Juin

92366 Meudon La Forêt Cedex

③ Interlocuteurs

Numéro de téléphone / procédure des émissions radioélectrique du Site

Numéro National : 01/46/01/87/78

Numéro Régional :

**CONVENTION D'OCCUPATION PRIVATIVE
DU DOMAINE PUBLIC POUR L'INSTALLATION D'UN RELAIS DE TELEPHONIE MOBILE**

Entre :

Le service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, représenté par le Président de son Conseil d'administration, Monsieur Alexandre JOLY, domicilié au 56, avenue de Saint-Cloud – CS 80103 – 78007 Versailles cedex,

ci-après dénommé le "Contractant",

Et

BOUYGUES TELECOM

Société Anonyme au capital de 712 588 399,56 €, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro unique d'identification 397 480 930, dont le siège social est au 37-39 rue Boissière 75116 Paris
représentée par, en qualité de

ci-après dénommée "Bouygues Telecom",

ci-après dénommés ensemble les « Parties ».

Préalablement à l'objet des présentes, il a été rappelé ce qui suit :

- **Bouygues Telecom** a notamment pour objet social d'établir et d'exploiter des réseaux de communications électroniques.
- Conformément à l'article L1424-17 du Code général des collectivités territoriales, le **Contractant** bénéficie de la mise à disposition par la commune de **Vélizy Villacoublay**, propriétaire de l'immeuble sis **27 avenue Robert Wagner**, références cadastrales **AM 469**, pour y effectuer ses activités. A ce titre, il exerce les droits et obligations du propriétaire de l'immeuble. Cette mise à disposition prend fin lorsque l'immeuble cesse d'être affecté aux activités du **Contractant**.
- Pour les besoins de l'exploitation desdits réseaux, **Bouygues Telecom** doit procéder à l'installation d'équipements techniques comprenant notamment des antennes et des faisceaux hertziens, reliés à des armoires techniques par des câbles. Ces équipements notamment sont destinés à émettre ou recevoir des ondes radioélectriques.

Ceci étant exposé, les Parties conviennent de ce qui suit :

CONDITIONS PARTICULIERES

Article 1 **Objet**

Par le présent contrat de bail, ci-après appelé « Convention », le **Contractant** met à disposition de **Bouygues Telecom**, qui accepte, un ou plusieurs emplacement(s) dépendant d'un immeuble sis **27 avenue Robert Wagner à Vélizy Villacoublay**, références cadastrales **AM 469**, afin d'installer une station radioélectrique et des équipements de communications électroniques comprenant au maximum les équipements décrits en annexe 2, ci-après dénommés ensemble "Equipements Techniques".

Les emplacements mis à disposition se composent d'une surface comprise entre 10 (dix) m² et 25 (vingt-cinq) m² environ destinée à accueillir les baies techniques augmentée de la surface occupée par les mâts et/ou pylônes supportant les antennes et faisceaux hertziens et par l'ensemble des câbles, branchements et raccordements nécessaires à leur fonctionnement. Le(s)dit(s) emplacement(s) sont identifiés sur les plans figurant en annexe 2.

Les Equipements Techniques seront implantés en fonction des nécessités d'ingénierie de **Bouygues Telecom** et du respect de la compatibilité radioélectrique avec les installations appartenant au SDIS et déjà en service sur le site. Un dossier technique, comprenant des plans (notamment le PLAN DE SECURITE, le PLAN d'ELEVATION et le PLAN DE VUE D'ENSEMBLE), présente les Equipements Techniques qui seront installés dès la mise à disposition des emplacements (annexe 2).

Si le site nécessite l'aménagement ou la création d'un chemin d'accès aux emplacements mis à disposition, l'Autorité Publique, avec l'accord exprès de l'Exploitant, autorise **Bouygues Telecom** à aménager un chemin d'accès, dont les références techniques (tracé, plan, surface...) sont identifiées en annexe 2.

Bouygues Telecom pourra ajouter librement de nouveaux Equipements Techniques, dans la limite du maximum fixé en annexe 2, et communiquera, pour la parfaite information du **Contractant**, les plans d'implantation des nouveaux Equipements Techniques.

La Convention est régie par les dispositions des présentes Conditions Particulières et des Conditions Générales figurant en annexe 1. En cas de contradiction entre les dispositions des Conditions Générales et celles des Conditions Particulières, les dispositions de ces dernières prévalent.

Bouygues Telecom sera titulaire de droits réels sur les Equipements Techniques édifiés sur le domaine public du **Contractant** ou sur le domaine public de l'un de ses Etablissements Publics.

Article 2 Montant et révision de la redevance

Montant de la redevance (sans taxes)

La redevance annuelle, toutes charges éventuelles incluses, est de **15 000,00 €** (quinze mille euros) nets.

Indexation de la redevance sur un taux fixe

La redevance est indexée de **2 (deux) %** chaque année.

L'augmentation s'appliquera le 1^{er} janvier de chaque année à compter du 1^{er} janvier de la deuxième année suivant l'entrée en vigueur de la Convention.

Article 3 Date d'entrée en vigueur

Le contrôle de légalité a été exercé le [.....] sur la délibération du bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines en date du [.....]

La Convention entrera en vigueur à la date de sa signature par les parties, soit le [.....]

Les emplacements sus-désignés seront mis à la disposition de **Bouygues Telecom** à cette date.

Article 4 Résiliation

4.1 Résiliation de plein droit

Parallèlement aux demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'installation des Equipements Techniques (cf. 5.1 des conditions générales des présentes), **Bouygues Telecom** présentera au **Contractant** l'ensemble des notes de calcul et mesures techniques de résistance (charge, ancrage, météorologique...) des installations.

A défaut de validation du projet par les services techniques du SDIS 78, la convention est résiliée de plein droit.

Cette résiliation de plein droit à l'initiative du **Contractant**, notifiée par lettre recommandée avec avis de réception, ne donnera droit à aucun indemnité ni contrepartie.

4.2 Résiliation anticipée

Dans le cas où l'immeuble ne serait plus affecté à ses activités, la convention pourra être résiliée de plein droit.

Le **Contractant** s'engage à informer **Bouygues Telecom** sous réserve du respect d'un préavis minimum de 6 (six) mois, donné à **Bouygues Telecom** par lettre recommandée avec avis de réception.

Cette résiliation anticipée, à l'initiative du **Contractant**, ne donnera droit à aucune indemnité ni contrepartie.

Article 5 Facturation et paiement de la redevance

5.1 Paiement de la redevance

La redevance annuelle est exigible d'avance au 1^{er} janvier.

La première échéance sera calculée *pro rata temporis* à compter de la date de démarrage des travaux d'installation des Equipements Techniques et au plus tard six (6) mois après l'entrée en vigueur de la Convention si les travaux n'ont pas démarré. **Bouygues Telecom** notifiera au **Contractant** par lettre recommandée avec avis de réception la date de démarrage des travaux.

La dernière échéance sera calculée *pro rata temporis* jusqu'à la date d'effet de la résiliation, quelle qu'en soit la cause ou le terme de la Convention.

5.2 Facturation de la redevance

Le paiement sera effectué, par virement sur le compte du **Contractant**, le 10 janvier à la condition qu'un titre de recette faisant apparaître les références **T36434 / CI385002** soit parvenu, avant le 20 décembre de l'année précédant l'échéance, à l'adresse suivante :

BOUYGUES TELECOM
Service comptabilité
TECHNOPOLE
13-15 Avenue du Maréchal Juin
92366 MEUDON LA FORET CEDEX

A défaut, le paiement sera effectué trente (30) jours après la réception dudit titre de recette.

Le premier titre de recette pourra être envoyé par le **Contractant** dès le démarrage des travaux ou au plus tard six (6) mois après l'entrée en vigueur de la Convention si les travaux n'ont pas démarré. Le paiement sera effectué 30 (trente) jours après réception du titre de recette.

L'IBAN original sera fourni par le Contractant lors de la signature de la Convention.

Article 6 Election de domicile

Le **Contractant** élit domicile à l'adresse indiquée en tête des présentes. **Bouygues Telecom** élit domicile à l'adresse suivante :

BOUYGUES TELECOM
Guichet Unique Patrimoine
TECHNOPOLE
13-15 Avenue du Maréchal Juin
92366 MEUDON LA FORET CEDEX

Courriel : guichetpatrimoine@bouyguetelecom.fr
Téléphone : 0800 941 087

Toute notification à effectuer dans le cadre de la Convention sera faite par écrit aux adresses susvisées. Toute modification fera l'objet d'une notification dans les plus brefs délais.

Article 7 Convention et ses annexes

La Convention est composée des documents suivants :

- 1 - Les présentes Conditions Particulières
- 2 - Annexe 1 - Les Conditions Générales
- 3 - Annexe 2 - Le plan indiquant le(s) emplacement(s) mis à disposition ;
le descriptif des équipements techniques maximums et des travaux autorisés ;
le dossier technique présentant à titre indicatif les Equipements Techniques installés à la mise à disposition des emplacements (comprenant notamment le PLAN DE SECURITE, le PLAN d'ELEVATION et le PLAN DE VUE D'ENSEMBLE)
- 4 - Annexe 3 - Information sur les consignes de sécurité à respecter
Fiche de "demande de coupure des antennes radio"
- 5 - Annexe 4 - L'autorisation de travaux
- 6 - Annexe 5 - La "fiche Informations Pratiques"

Article 8 Contrôle d'émission de champs électromagnétiques

Outre l'information sur les consignes de sécurité, figurant en annexe 3 de la présente, dans le respect du dispositif de surveillance et de mesure des ondes électromagnétiques, **Bouygues Telecom** s'engage à fournir au **Contractant** une mesure de l'exposition aux ondes électromagnétiques à l'installation de ses équipements.

Puis, à chaque date anniversaire, pendant toute la durée de la Convention, **Bouygues Telecom** fournira au **Contractant**, un rapport d'expertise du niveau d'exposition aux ondes électromagnétiques dans l'environnement des installations.

Les frais de ce contrôle sont à la charge de **Bouygues Telecom**.

Fait à [.....] en 3 (trois) exemplaires originaux, dont 1 (un) pour le **Contractant** et 2 (deux) pour **Bouygues Telecom**

Le [.....]

Le Contractant

Le Président
du Conseil d'administration du SDIS
des Yvelines,

Bouygues Telecom

Alexandre JOLY

ANNEXE I
CONDITIONS GÉNÉRALES

Article 1 Nature de la Convention

Les emplacements mis à disposition de **Bouygues Telecom** faisant partie du domaine public, la Convention est régie par les dispositions relatives aux conventions d'occupation du domaine public.

Article 2 Etats des lieux

Un état des lieux sera établi contradictoirement par les Parties lors de la mise à disposition des lieux (état des lieux d'entrée), et lors de la restitution de ces lieux (état des lieux de sortie).

Article 3 Durée – Résiliation anticipée

3-1 La Convention est conclue pour quinze (15) ans. Au-delà de ce terme, elle est prorogée par périodes successives de neuf ans(9) ans, sauf congé donné par l'une des Parties, notifié à l'autre par lettre recommandée avec avis de réception et respectant un préavis de vingt-quatre (24) mois avant la date d'échéance de la période en cours.

3-2 La Convention pourra être résiliée à l'initiative du **Contractant**, pour un motif d'intérêt général, conformément au régime applicable aux conventions d'occupation privative du domaine public, sous réserve du respect d'un préavis de dix-huit (18) mois donné par lettre recommandée avec avis de réception.

Dans ce cas, la résiliation de la Convention n'interviendra que si aucun accord n'a pu être trouvé entre les Parties pour retrouver d'autres emplacements et/ou local susceptibles d'accueillir les Equipements Techniques, aux mêmes conditions que celles définies dans la Convention.

3-3 La Convention pourra être résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité, à l'initiative de **Bouygues Telecom** dans les cas suivants :

- Suppression ou non-renouvellement de l'autorisation d'exploiter les réseaux de communications électroniques,
- Refus, retrait ou annulation des autorisations administratives nécessaires à l'activité de **Bouygues Telecom** et/ou à l'implantation des Equipements Techniques,
- Impossibilité pour Bouygues Telecom de se conformer à une nouvelle réglementation dans les délais légaux (prévue à l'article 8 des présentes)

3.4 La Convention pourra être résiliée de plein droit, sans préavis et moyennant une indemnité forfaitaire correspondant à 6 mois, à l'initiative de **Bouygues Telecom** dans les cas suivants :

- Perturbations des émissions radioélectriques de **Bouygues Telecom**,
- Changement de l'architecture des réseaux exploités par **Bouygues Telecom** ou évolution technologique conduisant à une modification de ces mêmes réseaux.

Article 4 Assurances

4-1 **Bouygues Telecom** s'engage à souscrire auprès d'une ou plusieurs sociétés d'assurances représentée(s) en Europe, et à maintenir pendant toute la durée de la Convention, une ou plusieurs polices d'assurances garantissant :

- sa responsabilité civile résultant de son activité, de ses Equipements Techniques, de son personnel intervenant dans le cadre des opérations de maintenance et d'entretien ;
- les dommages subis par ses propres matériels et Equipements Techniques notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, de dégât des eaux ;
- les recours des voisins et des tiers.

4-2 Le **Contractant** fera sa propre affaire de l'assurance de ses biens immobiliers et/ou mobiliers et s'engage à souscrire une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile.

4-3 **Bouygues Telecom** renonce et s'engage à faire renoncer ses assureurs à tous recours contre le **Contractant** et ses assureurs pour tous dommages causés aux Equipements Techniques. Réciproquement, le **Contractant** renonce et s'engage à faire renoncer ses assureurs à tous recours contre **Bouygues Telecom** et ses assureurs, prestataires, fournisseurs ou sous-traitants et leurs assureurs pour les dommages causés aux biens du **Contractant**.

4-4 Chacune des Parties s'engage à remettre à l'autre partie à sa première demande, les attestations d'assurance correspondantes faisant notamment mention de la renonciation à recours de leurs assureurs telle que prévue ci-dessus.

Article 5 Installation - Travaux - Réparations - Restitution des lieux

5-1 Installation, Travaux et Réparations effectués par **Bouygues Telecom**

Le **Contractant** autorise l'installation, dans les emplacements mis à disposition, des Equipements Techniques décrits en annexe 2, qui sont et demeurent la propriété de **Bouygues Telecom**, et tous travaux nécessaires à cette fin, ce compris tous branchements et installations nécessaires (notamment EDF, lignes téléphoniques, fibres optiques, fourreaux et faisceaux hertziens) au fonctionnement des Equipements Techniques.

La signature de la Convention vaut accord donné à **Bouygues Telecom** de réaliser les travaux et d'effectuer les démarches liées à l'obtention des autorisations administratives nécessaires à l'installation des Equipements Techniques. A défaut d'obtention desdites autorisations, la Convention sera résolue de plein droit sans indemnité.

Bouygues Telecom devra procéder ou faire procéder à l'installation des Equipements Techniques en respectant strictement les normes techniques et les règles de l'art et réalisera à ses frais les balisages et l'affichage requis par la réglementation en vigueur.

Bouygues Telecom assumera toutes réparations et impositions afférentes aux Equipements Techniques.

5-2 Travaux de réparations effectués par le **Contractant**

En cas de travaux indispensables à la réparation de l'immeuble et conduisant à la suspension temporaire du fonctionnement des Equipements Techniques de **Bouygues Telecom**, le **Contractant** en avertira ce dernier par lettre recommandée avec avis de réception avec un préavis de douze (12) mois avant le début des travaux, en lui précisant, leur durée. Ce préavis ne s'appliquera pas en cas de travaux rendus nécessaires par la force majeure.

Les Parties se concerteront pour trouver une solution de remplacement pendant la durée des travaux, afin de permettre à **Bouygues Telecom** de continuer à exploiter les Equipements Techniques.

Au cas où aucune solution de remplacement satisfaisante pour **Bouygues Telecom** ne serait trouvée, **Bouygues Telecom** se réserve le droit de résilier la Convention sans contrepartie. En tout état de cause, la redevance sera diminuée à proportion de la durée de suspension du fonctionnement des Equipements Techniques.

A l'issue des travaux, **Bouygues Telecom** pourra réinstaller les Equipements Techniques, les laisser sur

le (les) nouvel(eaux) emplacement(s) trouvé(s) pendant la durée des travaux ou décider sans préavis de résilier la Convention.

5-3 Restitution des emplacements mis à disposition

A l'expiration de la Convention, **Bouygues Telecom** reprendra tout ou partie des Equipements Techniques et remettra les emplacements mis à disposition en leur état primitif, tel que décrit dans l'état des lieux d'entrée, sauf pour ce qui est des constructions et améliorations non comprises dans les Equipements Techniques qui resteront acquises au **Contractant**.

Article 6 Libre accès aux lieux mis à disposition

Le **Contractant**, et tout occupant de son chef, pour qui il se porte fort aux termes des présentes, autorise **Bouygues Telecom**, ses préposés, tout tiers - autorisé par **Bouygues Telecom** et/ou accompagné par **Bouygues Telecom** ou ses préposés - à avoir à tout moment libre accès aux emplacements mis à disposition, conformément aux dispositions figurant dans la fiche « Informations Pratiques ».

Le **Contractant** avertira **Bouygues Telecom** de tout changement des modalités d'accès dans les plus brefs délais.

Bouygues Telecom s'engage lors de ses déplacements sur les lieux mis à disposition à respecter la tranquillité des occupants de l'immeuble.

Le **Contractant** ne pourra intervenir sur les Equipements Techniques, hormis le cas d'urgence dûment justifié à **Bouygues Telecom**.

Le **Contractant** veillera à ce que pendant toute la durée de la Convention l'espace faisant face aux antennes et faisceaux hertziens soit dégagé, dans la limite de l'emprise de l'immeuble visé aux Conditions Particulières.

Article 7 Présence de plusieurs exploitants d'équipements radioélectriques

Dans l'hypothèse où des équipements techniques d'un autre exploitant d'équipements radioélectriques seraient déjà installés dans l'emprise de l'immeuble, **Bouygues Telecom** s'engage, avant d'installer les Equipements Techniques, à réaliser, à sa charge financière, les études de compatibilité avec les équipements techniques de l'opérateur déjà en place, et leur éventuelle mise en compatibilité. Si la mise en compatibilité s'avère impossible à réaliser, **Bouygues Telecom** s'engage à ne pas installer les Equipements Techniques. Le **Contractant**, de son côté, s'engage à communiquer à **Bouygues Telecom** les coordonnées des

propriétaires des équipements radioélectriques existants.

Dans l'hypothèse où un nouvel exploitant d'équipement radioélectrique solliciterait du **Contractant** l'autorisation d'installer des équipements techniques dans l'emprise de l'immeuble, le **Contractant** s'engage, avant d'autoriser ladite installation, à informer **Bouygues Telecom** en transmettant les coordonnées du nouvel exploitant et à ce que soient réalisées, à la charge financière du nouvel exploitant, des études de compatibilité avec les Equipements Techniques de **Bouygues Telecom** listés dans le descriptif de l'annexe 2, leur éventuelle mise en compatibilité. Si cette mise en compatibilité s'avère impossible, ou si la nouvelle installation projetée perturbe l'accès et l'exploitation des Equipements Techniques de **Bouygues Telecom**, les équipements techniques projetés par le nouvel exploitant ne pourront être installés. Le **Contractant** s'engage également à imposer au nouvel exploitant que ce dernier effectue un balisage (physique ou affichage) de ses équipements conformément à la réglementation, aux normes techniques et aux règles de l'art.

Article 8 Environnement législatif et réglementaire - Information du Contractant

Les Equipements Techniques émettent des ondes radioélectriques. En conséquence, le **Contractant** se doit de respecter les consignes de sécurité spécifiées en annexe 3, qui sont conformes aux normes en vigueur.

Dans les conditions prévues par le décret n° 2013-1162 du 14 décembre 2013 relatif au dispositif de surveillance et de mesure des ondes électromagnétiques, le **Contractant** peut demander une mesure de l'exposition aux ondes électromagnétiques en utilisant le formulaire *CERFA* n°15003*01 disponible sur le site Internet : www.service-public.fr.

Pendant toute la durée de la Convention, **Bouygues Telecom** s'assurera que le fonctionnement des Equipements Techniques sera toujours conforme à la réglementation applicable notamment en matière de santé publique ou d'émission de champs électromagnétiques. En cas d'évolution de ladite réglementation, et d'impossibilité pour **Bouygues Telecom** de s'y conformer dans les délais légaux, **Bouygues Telecom** suspendra les émissions des Equipements Techniques concernés jusqu'à leur mise en conformité, ou pourra résilier de plein droit la présente Convention par lettre recommandée avec avis de réception sans préavis ni indemnité.

Bouygues Telecom informe son **Contractant** qu'en l'état actuel des connaissances scientifiques, il n'est pas établi que les rayonnements produits par les

Equipements Techniques présentent un risque pour la santé.

Afin de permettre au **Contractant** de se tenir informé de l'état des connaissances scientifiques, une information est accessible sur le site Internet du Ministère de l'emploi et la solidarité suivant : www.sante.gouv.fr.

Bouygues Telecom peut également transmettre une documentation d'information, sur simple demande écrite à l'adresse suivante :

Bouygues Telecom
Direction Fréquences et Protection
Technopôle
13-15 Avenue du Maréchal Juin
92366 Meudon La Forêt Cedex

Article 9 C.N.I.L

Afin de préserver l'environnement en favorisant la mutualisation des sites sur lesquels sont implantés des équipements techniques, le **Contractant** autorise **Bouygues Telecom** à transmettre ses coordonnées aux opérateurs habilités à établir et exploiter un réseau de communications électroniques.

Les données personnelles du **Contractant** sont traitées dans le cadre de l'exploitation des réseaux de communication électronique et sont régies par les dispositions de la loi « Informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, modifiée par la loi du 6 août 2004. Le **Contractant** est habilité à obtenir communication de ces données fournies dans le cadre de la Convention et, le cas échéant, à en demander toutes rectifications auprès de Bouygues Telecom (Direction des Systèmes d'Information).

Article 10 Déclassement et Transfert de l'immeuble

Le **Contractant** fera ses meilleurs efforts afin de rappeler dans tout acte entraînant le déclassement de l'immeuble ou le transfert de l'immeuble d'un domaine public à un autre, l'existence de la Convention.

Le **Contractant** s'engage à prévenir **Bouygues Telecom** de toute décision de déclassement ou de transfert de l'immeuble dès qu'il en aura connaissance.

Article 11 Sous-location et Cession

Bouygues Telecom s'interdit de sous-louer les lieux mis à disposition et de céder la Convention, sauf autorisation préalable du **Contractant**.

ANNEXE 2
PLANS, EQUIPEMENTS ET DOSSIERS TECHNIQUES

Composée de :

- **Plan des emplacements mis à disposition,**
- **Descriptif des équipements techniques maximum et des travaux autorisés :**
Remplacement du pylône existant par un pylône de 19 m, support de 3 antennes de 2m, 1 FH Ø 30 cm en tête de pylône, 14 RRU seront installés sur le pylône, 6 baies techniques seront positionnées sur la toiture du bâtiment.
- **Dossier technique présentant les équipements installés au jour de la mise à disposition des emplacements (comprenant notamment le PLAN DE SECURITE, le PLAN d'ELEVATION et le PLAN DE VUE D'ENSEMBLE)**

ANNEXE 3
CONSIGNES DE SECURITE

Composée de :

- **Information sur les consignes de sécurité à respecter**
- **Fiche de « demande de coupure des antennes radio »**

INFORMATION SUR LES CONSIGNES DE SECURITE A RESPECTER

L'objectif de cette annexe est d'informer le Contractant sur les consignes de sécurité mises en œuvre par Bouygues Telecom pour garantir au public le respect des limites d'exposition aux champs électromagnétiques.

Bouygues Telecom s'assure que le fonctionnement des Equipements Techniques est conforme à la réglementation applicable, notamment en matière de santé publique ou d'émission de champs électromagnétiques.

Sur tous les sites qui le nécessitent, un affichage est mis en place à proximité des antennes pour informer le public des consignes de sécurité à respecter. Dans certains cas, il arrive que l'affichage soit complété par un balisage qui renforce les consignes écrites.

Les zones ainsi balisées sont déterminées conformément à la réglementation en vigueur. En cas de changement de celle-ci, Bouygues Telecom s'engage à modifier dans les meilleurs délais les périmètres de sécurité.

Le contractant doit respecter les consignes de sécurité affichées et éventuellement le balisage et informer toutes personnes concernées par celles-ci.

Toute intervention dans les périmètres de sécurité - matérialisés ou précisés par affichage – devra faire l'objet d'une demande de coupure des émissions des antennes.

Avant l'intervention d'une personne dans un périmètre de sécurité - matérialisé ou précisé par affichage – une fiche de demande de coupure d'émission (dont le modèle est joint à la présente annexe) doit être remplie et envoyée à Bouygues Telecom. Le numéro de téléphone du responsable technique est précisé dans cette fiche.

Demande de coupure des antennes radio
Pour tous travaux nécessitant de pénétrer dans le périmètre de balisage des antennes

Cette demande doit être adressée, par le contractant, 10 jours ouvrés avant la date prévue pour les travaux.

Partie à remplir par le demandeur (propriétaire ou son représentant)

Date de la demande : .../...../..... Fax :..... Adresse email :

Opérateur concerné : BOUYGUES TELECOM	Interlocuteur :	Tél :
---------------------------------------	-----------------	-------

N° Site (figurant sur le contrat) :T	Nom et adresse du site :
---	--------------------------

Le demandeur

Société :	Interlocuteur :	Tél :	Fax :
-----------	-----------------	-------	-------

L'intervenant (Entreprise intervenant pour le compte du demandeur)

Société :	Interlocuteur :	Tél :	Fax :
-----------	-----------------	-------	-------

Responsable direct de travaux (personne sur le site le jour des travaux) :	Tél mobile :
--	--------------

Les travaux

Nature de l'intervention :

Si les travaux doivent s'interrompre dans la journée sur une durée supérieure à une heure, il faut prévoir de rétablir le service pendant cette période (exemple : pendant la pause déjeuner du chantier entre 12h et 14h le service est rétabli)

Date, heure, début de coupure, fin de coupure, durée	Date JJ/MM/AA	(Début) Heure/minute	(Fin) Heure/minute	Durée : minute

Localisation sur terrasse (identification secteur) :
--

Partie à remplir par Bouygues Telecom

Validation par :

Validation oui non Si non Motif du refus

--

Date et
Heure proposée

Le responsable de coupure

Interlocuteur :	Tél mobile :	Tél fixe :
-----------------	--------------	------------

Rappel des coordonnées de Bouygues Telecom :

Courriel : guichetpatrimoine@bouyguetelecom.fr
 Adresse de correspondance : Bouygues Telecom – Guichet Unique Patrimoine
 Du lundi au vendredi de 8H30 à 18H
 Téléphone : 0800 941 087

BOUYGUES TELECOM

Guichet Unique Patrimoine

TECHNOPOLE

13-15 Avenue du Maréchal Juin

92366 MEUDON LA FORET CEDEX

Signature demandeur	
Nom	Visa
Date	

Validation retour	
Nom	Visa
Date	

ANNEXE 4
AUTORISATION DE TRAVAUX

PROPRIETAIRE

Siège social

.....
.....

BOUYGUES TELECOM

.....
.....
.....

....., le

Objet : Immeuble situé à ..., rue ..., n° ...
site

Messieurs,

Conformément à la Convention signée le, nous vous confirmons, par la présente lettre, notre accord pour l'exécution des travaux nécessaires à l'installation de vos équipements techniques sur l'immeuble référencé ci-dessus.

Cette autorisation vaut également accord de notre part afin que BOUYGUES TELECOM et/ou son mandataire accomplisse toutes les démarches administratives afférentes à ces travaux.

Veuillez agréer, Messieurs, l'expression de nos salutations distinguées.

LE PROPRIETAIRE
OU LE REPRESENTANT DU PROPRIETAIRE

ANNEXE 5
FICHE INFORMATIONS PRATIQUES

❶ Conditions d'accès

Le **Contractant** s'engage à informer dans les plus brefs délais **Bouygues Telecom** de toutes modifications des informations suivantes :

- Numéro de code :
- Badge :
- Gardien (adresse, téléphone) :
- Société de gardiennage (adresse, téléphone) :
- Mise en place d'une boîte à clés positionnée permettant un accès 24h/24h aux Equipements Techniques

Le Contractant s'engage à remettre à Bouygues Telecom tous les moyens d'accès au Site.

❷ Interlocuteurs

Courriel : guichetpatrimoine@bouyguetelecom.fr

Adresse de correspondance : Bouygues Telecom – Guichet Unique Patrimoine

Du lundi au vendredi de 8H30 à 18H

Téléphone : 0800 941 087

BOUYGUES TELECOM

Guichet Unique Patrimoine

Technopôle

13-15 Avenue du Maréchal Juin

92366 Meudon La Forêt Cedex

❸ Interlocuteurs

Numéro de téléphone / procédure des émissions radioélectrique du Site

Numéro National : 01/46/01/87/78

Numéro Régional :

**ACTES REGLEMENTAIRES DU
SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS
DES YVELINES**



ARRÊTÉ n° 2018-020 du 1er juin 2018 fixant la liste départementale des médecins habilités à se prononcer sur l'aptitude médicale des sapeurs-pompiers

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 1424-1 et suivants ;

VU le code de la sécurité intérieure ;

VU le code de la route, notamment ses articles R 221-1 à R 221-4, R 221-10 à R 221-19, R 224-22, R 226-1 à R 226-4 ;

VU l'arrêté ministériel en date du 31 juillet 2012 relatif au contrôle médical d'aptitude à la conduite ;

VU l'arrêté du 6 mai 2000 fixant les conditions d'aptitude médicale des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires et les conditions d'exercice de la médecine professionnelle et préventive au sein des Services départementaux d'incendie et de secours ;

VU la circulaire du ministère de l'intérieur NOR INTTS1232090C du 3 août 2012 relative à l'organisation du contrôle médical d'aptitude à la conduite des conducteurs et des candidats au permis de conduire ;

VU l'avis de la Commission consultative du Service de santé et de secours médical en date du 7 mars 2018 ;

VU l'avis favorable du Médecin-chef du Service de santé et de secours médical du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines ;

SUR proposition du Directeur départemental des services d'incendie et de secours des Yvelines ;



.../...

ARRETE

Article 1^{er} : La liste départementale des médecins habilités à se prononcer sur l'aptitude médicale des sapeurs-pompiers, est fixée selon 5 niveaux d'habilitation comme suit :

1. MEDECINS HABILITES AU RECRUTEMENT ET AU SUIVI D'APTITUDE MEDICALE

Pôle SSSM – Chefferie Santé

- Médecin de classe exceptionnelle François RESNIER, Médecin-chef du SDIS 78
- Médecin de classe exceptionnelle Chantal COUDERT, Médecin-chef adjoint du SDIS 78
- Médecin de classe exceptionnelle Jean-Michel DUQUESNE, Médecin de Chefferie

Groupement Santé et de secours médical EST

- Médecin hors classe Benoît FROMENTIN, Médecin-chef du Groupement Santé et de secours médical
- Médecin de classe normale Eddie NICOLAS
- Médecin colonel Gérard CABANES
- Médecin capitaine Thierry AVIGO
- Médecin capitaine François-Charles CUISIGNIEZ
- Médecin capitaine Philippe DA SILVA
- Médecin capitaine Marie PERY
- Médecin capitaine Hubert PHEULPIN
- Médecin capitaine Peter SZILVASSY

Groupement Santé et de secours médical OUEST

- Médecin de classe normale Sylvie DILESEIGRES, Médecin-chef du Groupement Santé et de secours médical
- Médecin de classe normale Jessie BOITEL
- Médecin lieutenant-colonel Pascal DELZANT
- Médecin capitaine Bruno LANDI

Groupement Santé et de secours médical SUD

- Médecin de classe normale Isabelle BENHAMMOUDA, Médecin-chef du Groupement Santé et de secours médical
- Médecin lieutenant-colonel André LAUCHER
- Médecin commandant Jérôme LANDRU
- Médecin commandant Joëlle RENOUF-VINCENS
- Médecin commandant Djallel SELLAMI
- Médecin commandant Christophe THIBAULT
- Médecin capitaine Jean-Claude TACONET

2. MEDECINS HABILITES AU SUIVI D'APTITUDE MEDICALE

Groupement Santé et de secours médical OUEST

- Médecin capitaine Olivier FOUGERAS-LAVERGNOLLE



3. HABILITATION AU TITRE EXCLUSIF DE SPÉCIALITÉ

DD SIS – Chefferie Santé

- Médecin commandant Hervé CONRAD, médecin ophtalmologiste
- Médecin capitaine Dominique GIGNAC, médecin oto-rhino-laryngologiste
- Médecin capitaine Michèle ROY-NEE, médecin cardiologue

4. HABILITATION AUX VISITES MÉDICALES D'APTITUDE A LA SPÉCIALITÉ SAL

- Médecin de classe exceptionnelle Jean Michel DUQUESNE
- Médecin colonel Gérard CABANES
- Médecin capitaine Philippe DA SILVA

5. HABILITATION DES MÉDECINS DE SAPEURS-POMPIERS CHARGES DU CONTRÔLE MÉDICAL DE L'APTITUDE DES SAPEURS-POMPIERS A LA CONDUITE DES VÉHICULES DU GROUPE LOURD ET DES VÉHICULES DE SECOURS ET D'ASSISTANCE AUX VICTIMES (VSAV) DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DES YVELINES

Pôle SSSM – Chefferie Santé

- Médecin de classe exceptionnelle François RESNIER, Médecin-chef du SDIS 78
- Médecin de classe exceptionnelle Chantal COUDERT, Médecin-chef adjoint du SDIS 78
- Médecin de classe exceptionnelle Jean-Michel DUQUESNE, Médecin de Chefferie

Groupe Santé et de secours médical EST

- Médecin hors classe Benoît FROMENTIN, Médecin-chef du Groupe Santé et de secours médical
- Médecin de classe normale Eddie NICOLAS
- Médecin colonel Gérard CABANES
- Médecin capitaine Thierry AVIGO
- Médecin capitaine François-Charles CUISIGNIEZ
- Médecin capitaine Philippe DA SILVA
- Médecin capitaine Marie PERY
- Médecin capitaine Hubert PHEULPIN
- Médecin capitaine Peter SZILVASSY

Groupe Santé et de secours médical OUEST

- Médecin de classe normale Sylvie DILESEIGRES, Médecin-chef du Groupe Santé et de secours médical
- Médecin de classe normale Jessie BOITEL
- Médecin lieutenant-colonel Pascal DELZANT
- Médecin capitaine Bruno LANDI

Groupe Santé et de secours médical SUD

- Médecin de classe normale Isabelle BENHAMMOUDA, Médecin-chef du Groupe Santé et de secours médical
- Médecin lieutenant-colonel André LAUCHER
- Médecin commandant Jérôme LANDRU
- Médecin commandant Joëlle RENOUF-VINCENS
- Médecin commandant Djallel SELLAMI
- Médecin commandant Christophe THIBAUT
- Médecin capitaine Jean-Claude TACONET



Article 2 : L'arrêté n° 2017-022 en date du 3 avril 2017, du Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines fixant la liste départementale des médecins habilités à se prononcer sur l'aptitude médicale des sapeurs-pompiers est abrogé.

Article 3 : Le présent arrêté prend effet au 1^{er} juin 2018.

Article 4 : Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours des Yvelines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines.

Fait à Versailles, le 24 MAI 2018

Le PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines



Alexandre JOLY





le Président
du Conseil d'administration

ARRÊTÉ n° 2018-022 du 7 juin 2018

portant délégation de signature du Président du Conseil d'administration
aux cadres du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines

Le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 1424-30 et L 1424-33 ;

VU L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

VU Le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la délibération n° 2015-CD-9-5037.1 du 2 avril 2015 du Conseil départemental désignant les représentants du Conseil départemental au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines ;

CONSIDERANT que la délibération susvisée désigne M. Alexandre JOLY, Vice-président du Conseil départemental, en qualité de représentant titulaire du Conseil départemental au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines ;

VU l'arrêté n° AD 2015-128 en date du 02 avril 2015 du Président du Conseil départemental des Yvelines donnant délégation de pouvoir à M. Alexandre JOLY, Vice-président du Conseil départemental, en qualité de Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines ;

VU les délibérations n° 12-03-45 du 03 octobre 2012 et n° 15-03-36 du 17 juin 2015 relatives à l'organigramme du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines ;

VU la délibération n° 16-4-63 du 15 décembre 2016 fixant le cadre général des délégations de signature ;



Article 1. — Délégation permanente de signature est donnée au **Contrôleur général Patrick SÉCARDIN**, Directeur départemental des services d'Incendie et de secours des Yvelines, conformément à l'article L 1424-33 du code général des collectivités territoriales, à l'effet de signer tous les arrêtés, actes, décisions et correspondances préparés par le Service départemental d'Incendie et de secours, à l'exception :

- des correspondances ou décisions d'administration du Service départemental d'Incendie et de secours destinées au Président du Conseil départemental ;
- des nominations des membres des conseils, commissions et comités institués par les lois, les règlements et par le Conseil d'administration.
- des délibérations du Conseil d'administration et du Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'Incendie et de secours ;
- des décisions attributives de subventions ;
- des décisions relatives aux marchés publics, à procédure formalisée et aux marchés publics en procédure adaptée, d'un montant excédant **50 000 Euros** (toutes taxes comprises) et leurs modifications ou leurs avenants, aux contrats d'emprunt ainsi qu'aux conventions d'affermage ;
- des mandats, bordereaux de mandat et titres de recette et tous documents, pièces et correspondances administratives portant sur l'engagement, la certification du « service fait » et la liquidation des dépenses du budget de l'établissement public, concernant les acquisitions, travaux et prestations excédant **50 000 Euros** (toutes taxes comprises) par opération des arrêtés et décisions individuelles relatifs à une sanction soumise à l'avis du conseil de discipline des sapeurs-pompiers professionnels, des sapeurs-pompiers volontaires ou des agents territoriaux, ainsi qu'au licenciement de sapeurs-pompiers professionnels ou d'agents administratifs, techniques et spécialisés, titulaires, stagiaires ou contractuels de l'établissement public susceptible de faire grief ;

Article 2. — En cas d'absence ou d'empêchement du **Contrôleur général Patrick SÉCARDIN**, délégation est donnée dans les mêmes limites au **Colonel Hors classe Laurent CHAVILLON**, Directeur départemental adjoint. En cas d'absence et d'empêchement du Contrôleur général Patrick SECARDIN et Colonel Hors Classe Laurent CHAVILLON, délégation est donnée dans les mêmes conditions, au Colonel Hors Classe Pascal MARTIN DIT LATOUR, chargé de missions auprès du directeur, au Colonel Francis LASSIETTE, Chef du Pôle gestion des risques et au Colonel Jean-Baptiste CASSIER, Chef du Pôle Pilotage de la performance et des systèmes d'information.

ETAT-MAJOR de DIRECTION

Article 3. — Délégation de signature est donnée à **Mme Evelyne SAUNIER**, Cheffe du Service des affaires générales, conformément aux restrictions de l'article 5 et dans le cadre de ses attributions, à l'effet de signer :

- les actes et correspondances relevant de la gestion courante du Service des affaires générales, à l'exclusion des correspondances destinées aux élus et administrations centrales et zonales,
- dans la limite des sommes disponibles, inscrites et affectées au Service des affaires générales sur le budget de l'établissement public, les pièces et correspondances relatives à la préparation, à la passation, à l'engagement, à l'exécution et au règlement des marchés publics passés en procédure adaptée ainsi qu'aux commandes et à la certification interne du «service fait» d'opérations concernant des dépenses dans la limite de **5 000 Euros** par opération, à l'exclusion des bordereaux de mandat.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Evelyne SAUNIER, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Mme Laëtitia OPRESCO, son adjointe.



Article 4. — Délégation de signature est donnée à **M. Emmanuel THIEBAUX**, Chef du Service juridique et assemblées, conformément aux restrictions de l'article 5 et dans le cadre de ses attributions, à l'effet de signer :

- les actes et correspondances relevant de la gestion courante du Service juridique et assemblées, à l'exclusion des correspondances destinées aux élus ainsi qu'aux autorités administratives et judiciaires,
- dans la limite des sommes disponibles, inscrites et affectées au Service juridique et assemblées sur le budget de l'établissement public, la certification Interne du «service fait» d'opérations concernant des dépenses dans la limite de **1 000 Euros** par opération, à l'exclusion des bordereaux de mandat.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Emmanuel THIEBAUX, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Mme Lucie ROGNON, son adjointe.

Article 5. — Délégation de signature est donnée au **Commandant Arnaud WILM**, Chef du Cabinet du Directeur, conformément aux restrictions de l'article 5 et dans le cadre de ses attributions, à l'effet de signer :

- les actes et correspondances relevant de la gestion courante du cabinet, à l'exclusion des correspondances destinées aux élus et administrations centrales et zonales,
- dans la limite des sommes disponibles, inscrites et affectées au cabinet du directeur sur le budget de l'établissement public, les pièces et correspondances relatives à la préparation, à la passation, à l'engagement, à l'exécution et au règlement des marchés publics passés en procédure adaptée ainsi qu'aux commandes et à la certification interne du « service fait » d'opérations concernant des dépenses dans la limite de **5 000 Euros** par opération, à l'exclusion des bordereaux de mandat.

Article 6. — Délégation de signature est donnée au **Lieutenant Sylvain ROSPARS**, Chef du Service communication, conformément aux restrictions de l'article 5 et dans le cadre de ses attributions, à l'effet de signer :

- les actes et correspondances relevant de la gestion courante du Service communication, à l'exclusion des correspondances destinées aux élus et administrations centrales et zonales,
- dans la limite des sommes disponibles, inscrites et affectées au Service communication sur le budget de l'établissement public, les pièces et correspondances relatives à la préparation, à la passation, à l'engagement, à l'exécution et au règlement des marchés publics passés en procédure adaptée ainsi qu'aux commandes et à la certification interne du «service fait» d'opérations concernant des dépenses dans la limite de **2 000 Euros** par opération, à l'exclusion des bordereaux de mandat.

Article 7. — Délégation de signature est donnée au **Commandant Arnaud WILM**, Chef de Cabinet du directeur, pour le Service des relations extérieures, conformément aux restrictions de l'article 5 et dans le cadre de ses attributions, à l'effet de signer :

- les actes et correspondances relevant de la gestion courante du Service des relations extérieures, à l'exclusion des correspondances destinées aux élus et centrales et zonales,
- dans la limite des sommes disponibles, inscrites et affectées au Service des relations extérieures sur le budget de l'établissement public, les pièces et correspondances relatives à la préparation, à la passation, à l'engagement, à l'exécution et au règlement des marchés publics passés en procédure adaptée ainsi qu'aux commandes et à la certification interne du «service fait» d'opérations concernant des dépenses dans la limite de **2 000 Euros** par opération, à l'exclusion des bordereaux de mandat.



POLE FINANCES et SOUTIEN

Article 8. — Délégation permanente de signature est donnée au **Lieutenant-colonel Christophe BUSNEL**, Chef du Pôle Finances et soutien, conformément aux restrictions de l'article 5 et dans le cadre de ses attributions, à l'effet de signer les actes et correspondances relevant de la gestion courante du Pôle Finances et soutien à l'exclusion des correspondances destinées aux élus et aux administrations centrales et zonales.

En cas d'absence ou d'empêchement du Lieutenant-colonel Christophe BUSNEL, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions au Lieutenant-colonel Aymeric ARNOULD, son adjoint.

Article 9. — Délégation permanente de signature est donnée au **Lieutenant-colonel Christophe BUSNEL**, Chef du Pôle Finances et soutien et à **Mme Nathalie LANON**, Cheffe du Groupement des finances, à l'effet de signer, conformément aux restrictions des articles 5 et 12, dans le cadre de leurs attributions et dans la limite des sommes disponibles, inscrites sur le budget de l'établissement public :

- l'engagement des procédures des marchés publics passés en procédure adaptée ainsi qu'aux commandes, dans la limite de **10 000 Euros** par opération,
- les pièces et correspondances relatives à la préparation, à la passation, à l'exécution et au règlement des marchés publics passés en procédure adaptée, à la certification interne du «service fait» d'opérations concernant des dépenses dans la limite de **50 000 Euros** par opération, et des bordereaux de mandat,
- les virements de crédits à l'intérieur d'un même chapitre, sans limitation, ainsi que les prélèvements sur les articles de provision pour dépenses Imprévues dans la limite de **10 000 Euros** par mouvement,
- la répartition des crédits votés et inscrits sur les différents articles du budget entre les entités fonctionnelles et territoriales de l'établissement public.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Nathalie LANON, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Mme Claire RAFFESTIN son adjointe, sauf pour les bordereaux de mandat.

Article 10 - Délégation permanente de signature est donnée au **Lieutenant-colonel Christophe BUSNEL**, Chef du Pôle Finances et soutien ainsi qu'à **Mme Corinne NORVÈS**, Cheffe du Groupement des marchés, à l'effet de procéder :

- à l'ouverture des candidatures et offres pour les marchés publics, quelle que soit la procédure,
- à la demande des pièces manquantes ou incomplètes dans les candidatures des marchés publics ainsi qu'à la demande de précisions, de compléments, de régularisations, et de négociation sur la teneur des offres pour les marchés passés en procédures adaptées ou négociées.

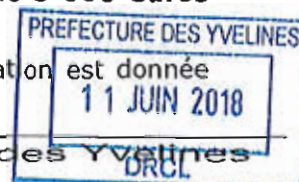
En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Corinne NORVÈS, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Mme Patricia GASS son adjointe.

Article 11 — Délégation de signature est donnée à **Mme Corinne NORVÈS**, Cheffe du Groupement des marchés, conformément aux restrictions des articles 5 et 12 et dans le cadre de ses attributions, à l'effet de signer :

- les actes et correspondances relevant de la gestion courante du Groupement des marchés ainsi que les ampliations et certifications conformes des actes de marchés publics de l'établissement public.
- dans la limite des sommes disponibles, inscrites et affectées au Groupement des marchés publics sur le budget de l'établissement public, la certification interne du «service fait» d'opérations concernant des dépenses dans la limite de **5 000 Euros** par opération, à l'exclusion des bordereaux de mandat.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Corinne NORVÈS, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Mme Patricia GASS, son adjointe.

Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines



Article 12 — Délégation de signature est donnée au **Commandant Pierre-Yves LE PERF**, Chef du Groupement des bâtiments, à l'effet de signer, conformément aux restrictions des articles 5 et 12 et dans le cadre de ses attributions :

- les actes et correspondances relevant de la gestion courante du Groupement des Bâtiments, à l'exclusion des correspondances destinées aux élus ;
- dans la limite des sommes disponibles, inscrites et affectées au Groupement bâtiments sur le budget de l'établissement public, les pièces et correspondances relatives à la préparation, à la passation, à l'engagement, à l'exécution et au règlement des marchés publics passés en procédure adaptée ainsi qu'aux commandes et à la certification interne du «service fait» d'opérations concernant des dépenses dans la limite de **10 000 Euros** par opération, à l'exclusion des bordereaux de mandat.

En cas d'absence ou d'empêchement du Commandant Pierre-Yves LE PERF, délégation est donnée dans les mêmes conditions à M. Olivier GIGOT, son adjoint et à Mme Nathalie CHAUSSIS, Responsable administrative et financière du pôle finances et soutien.

Article 13. — Délégation de signature est donnée au **Mme Murièle JACQUENS**, Cheffe du Service logement, à l'effet de signer, conformément aux restrictions des articles 5 et 12 et dans le cadre de ses attributions :

- les actes et correspondances relevant de la gestion courante du Service logement, à l'exclusion des correspondances destinées aux élus ainsi que les décisions relatives à l'attribution, au rejet ou à la modification du service logé des agents du Sdis,
- dans la limite des sommes disponibles, inscrites et affectées au Service logement sur le budget de l'établissement public, à la certification interne du «service fait» d'opérations concernant des dépenses dans la limite de **5 000 Euros** par opération.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Muriel JACQUENS, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Mme Nathalie CHAUSSIS, Responsable administrative et financière du pôle finances et soutien.

Article 14. — Délégation de signature est donnée au Lieutenant-colonel Aymeric ARNOULD, Chef du Groupement logistique et technique, à l'effet de signer, conformément aux restrictions des articles 5 et 12, dans le cadre de ses attributions :

- les actes et correspondances relevant de la gestion courante du Groupement logistique et technique, à l'exclusion des correspondances destinées aux élus, des conventions comportant des clauses financières et des courriers spécifiques relevant de précontentieux,
- dans la limite des sommes disponibles, inscrites et affectées au Groupement logistique et technique sur le budget de l'établissement public, les pièces et correspondances relatives à la préparation, à la passation, à l'engagement, à l'exécution et au règlement des marchés publics passés en procédure adaptée ainsi qu'aux commandes et à la certification interne du «service fait» d'opérations concernant des dépenses dans la limite de **10 000 Euros** par opération, à l'exclusion des bordereaux de mandat.

En cas d'absence ou d'empêchement du Lieutenant-colonel Aymeric ARNOULD, délégation est donnée dans les mêmes conditions au Commandant Pierre-Yves SIMON, son adjoint et à Mme Nathalie CHAUSSIS, Responsable administrative et financière du pôle finance et soutien.



Article 15. — Délégation de signature est donnée à **M. Simon MASVIGNER**, Chef du Service maintenance, à l'effet de signer, conformément aux restrictions des articles 5, 12 et 18 dans le cadre de ses attributions et dans la limite des sommes disponibles, inscrites et affectées au Service maintenance sur le budget de l'établissement public, les pièces et correspondances relatives à la préparation, à la passation, à l'engagement, à l'exécution et au règlement des marchés publics passés en procédure adaptée ainsi qu'aux commandes et à la certification interne du «service fait» d'opérations concernant des dépenses dans la limite de **5 000 Euros** par opération, à l'exclusion des bordereaux de mandat.

En cas d'absence ou d'empêchement du M. Simon MASVIGNER délégation est donnée dans les mêmes conditions au lieutenant Jean-Nicolas CLUZEAU, son adjoint.

Article 16. — Délégation de signature est donnée à **M. Jacques DELARBRE**, Chef du Service logistique, à l'effet de signer, conformément aux restrictions des articles 5, 12, 18 dans le cadre de ses attributions et dans la limite des sommes disponibles, inscrites et affectées au service logistique sur le budget de l'établissement public, les pièces et correspondances relatives à la préparation, à la passation, à l'engagement, à l'exécution et au règlement des marchés publics passés en procédure adaptée ainsi qu'aux commandes et à la certification interne du «service fait» d'opérations concernant des dépenses dans la limite de **5 000 Euros** par opération, à l'exclusion des bordereaux de mandat.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacques DELARBRE, délégation est donnée dans les mêmes conditions au Lieutenant Patrick PAPE, son adjoint.

POLE RESSOURCES HUMAINES

Article 17. — Délégation de signature est donnée à **Lieutenant-colonel Benoit LEGIER**, Chef du Pôle Ressources humaines, conformément aux restrictions de l'article 5 et dans le cadre de ses attributions, à l'effet de signer :

- les actes et correspondances relevant de la gestion courante de son pôle, à l'exception des correspondances adressées aux élus ainsi qu'aux administrations centrales et zonales,
- les arrêtés des sapeurs-pompiers volontaires, relevant du corps départemental, à l'exclusion :
 - * des promotions de catégorie officiers
 - * des refus de renouvellement d'engagement,
 - * des sanctions disciplinaires au-delà de l'avertissement

et les courriers s'y afférents.

- les arrêtés des sapeurs-pompiers professionnels et personnels administratifs, techniques et spécialisés relevant du corps départemental, à l'exclusion :
 - * des recrutements de catégorie A et B (nomination par détachement, par voie de mutation, intégration directe, nomination stagiaire)
 - * des détachements dans le grade de catégorie A et B,
 - * des mises à disposition et leurs renouvellements de catégorie A et B
 - * des refus de titularisation,
 - * des suspensions conservatoires,
 - * des sanctions disciplinaires au-delà de l'avertissement

et les courriers s'y afférents.

- les bordereaux de mandat de paye du personnel du Sdis,
- les conventions relatives à la formation, à l'exception de celles comportant des clauses financières
- les ampliations des actes de l'établissement public et les états de service des personnels du Sdis,



- dans la limite des sommes disponibles, inscrites et affectées au Pôle Ressources humaines sur le budget de l'établissement public, les pièces et correspondances relatives à la préparation, à la passation, à l'engagement, à l'exécution et au règlement des marchés publics passés en procédure adaptée ainsi qu'aux commandes et à la certification interne du «service fait» d'opérations concernant des dépenses dans la limite de **10 000 Euros** par opération, à l'exclusion des bordereaux de mandat.

En cas d'absence ou d'empêchement du Lieutenant-colonel Benoit LEGIER, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions au Lieutenant-colonel Nicolas TASSILE, son adjoint.

Article 18. — Délégation de signature est donnée au **Lieutenant-colonel Benoit LEGIER**, Chef du Pôle Ressources humaines et à **Mme Céline SCHMIT**, Cheffe du Groupement des ressources humaines, conformément aux restrictions des articles 5 et 20, et dans le cadre de leurs attributions, à l'effet de signer :

- les courriers de convocation et de réponse négative relatifs aux procédures de recrutement des personnels
- les ampliations des actes individuels de l'établissement public et les états de service des personnels du Sdis,
- les attestations, certificats et formulaires administratifs relatifs à la situation individuelle des agents,
- les reconnaissances d'imputabilité au Service des accidents de travail,
- dans la limite des sommes disponibles, inscrites et affectées au Groupement des ressources humaines sur le budget de l'établissement public, les pièces et correspondances relatives à la préparation, à la passation, à l'engagement, à l'exécution et au règlement des marchés publics passés en procédure adaptée ainsi qu'aux commandes et à la certification interne du «service fait» d'opérations concernant des dépenses dans la limite de **25 000 Euros** par opération, et des bordereaux de mandat.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Céline SCHMIT, délégation est donnée dans les mêmes conditions Mme Elisa SAINSON, son adjointe.

Article 19. — Délégation de signature est donnée au **Lieutenant-colonel Philippe LEROY**, Chef du Groupement formation, conformément aux restrictions des articles 5 et 20 et dans le cadre de ses attributions, à l'effet de signer :

- les actes et correspondances relatifs à la gestion courante du Groupement Formation ainsi que les courriers relatifs aux stages de formation des agents de l'établissement public
- dans la limite des sommes disponibles, inscrites et affectées au Groupement formation sur le budget de l'établissement public, les pièces et correspondances relatives à la préparation, à la passation, à l'engagement, à l'exécution et au règlement des marchés publics passés en procédure adaptée ainsi qu'aux commandes et à la certification interne du «service fait» d'opérations concernant des dépenses dans la limite de **5 000 Euros** par opération, à l'exclusion des bordereaux de mandat.

En cas d'absence ou d'empêchement du Lieutenant-colonel, Philippe LEROY, délégation est donnée dans les mêmes conditions au Commandant Philippe MARILLEAU et au Commandant Jean-Luc REINAUDO, ses adjoints.



Article 20. — Délégation de signature est donnée au **Lieutenant-colonel Nicolas TASSILE**, Chef du Groupement sécurité qualité de vie en service, conformément aux restrictions des articles 5 et 20 et dans le cadre de ses attributions, à l'effet de signer :

- les actes et correspondances relatifs à la gestion courante du Groupement Sécurité et Qualité de vie au service,
- dans la limite des sommes disponibles, inscrites et affectées au Groupement sécurité qualité de vie en service sur le budget de l'établissement public, les pièces et correspondances relatives à la préparation, à la passation, à l'engagement, à l'exécution et au règlement des marchés publics passés en procédure adaptée ainsi qu'aux commandes et à la certification interne du «service fait» d'opérations concernant des dépenses dans la limite de **5 000 €uros** par opération, à l'exclusion des bordereaux de mandat.

En cas d'absence ou d'empêchement du Lieutenant-colonel Nicolas TASSILE, délégation est donnée dans les mêmes conditions au Commandant Patrick RACOUA, son adjoint.

POLE SERVICE DE SANTE ET DE SECOURS MEDICAL

Article 21. — Délégation de signature est donnée au **Médecin de classe exceptionnelle François RESNIER**, Chef du Pôle Service de santé et secours médical, conformément aux restrictions de l'article 5 et dans le cadre de ses attributions, à l'effet de signer :

- les actes et correspondances relevant de la gestion courante du pôle santé et secours médical, à l'exclusion des correspondances destinées aux élus, ainsi qu'aux administrations centrales et zonales.
- dans la limite des sommes disponibles, inscrites et affectées au Service de santé et de secours médical sur le budget de l'établissement public, les pièces et correspondances relatives à la préparation, à la passation, à l'engagement, à l'exécution et au règlement des marchés publics passés en procédure adaptée ainsi qu'aux commandes et à la certification interne du «service fait» d'opérations concernant des dépenses dans la limite de **10 000 €uros** par opération, à l'exclusion des bordereaux de mandat. En cas d'absence ou d'empêchement du Médecin de classe exceptionnelle François RESNIER, délégation est donnée dans les mêmes conditions au Médecin de classe exceptionnelle Chantal COUDERT, médecin-chef adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement du Médecin de classe exceptionnelle François RESNIER et du Médecin de classe exceptionnelle Chantal COUDERT, délégation est donnée dans les mêmes conditions au Médecin de classe exceptionnelle Jean-Michel DUQUESNE, médecin de la Chefferie santé.

Article 22. — Délégation de signature est donnée au **Médecin hors classe Benoît FROMENTIN**, Médecin-chef du Groupement santé et secours médical Est, conformément aux restrictions de l'article 5 et dans le cadre de ses attributions, à l'effet de signer :

- les actes et correspondances relevant de la gestion courante du Groupement santé et secours médical Est, à l'exception des correspondances destinées aux élus, ainsi qu'aux administrations centrales et zonales.
- dans la limite des sommes disponibles, inscrites et affectées au Service de santé et de secours médical sur le budget de l'établissement public, les pièces et correspondances relatives à la préparation, à la passation, à l'engagement, à l'exécution et au règlement des marchés publics passés en procédure adaptée ainsi qu'aux commandes et à la certification interne du «service fait» d'opérations concernant des dépenses dans la limite de **1 000 €uros** par opération, à l'exclusion des bordereaux de mandat.



Article 23. — Délégation de signature est donnée au **Médecin de classe normale Isabelle BENHAMMOUDA**, Médecin-chef du Groupement santé et secours médical Sud, conformément aux restrictions de l'article 5 et dans le cadre de ses attributions, à l'effet de signer :

- les actes et correspondances relevant de la gestion courant du Groupement santé et secours médical Sud, à l'exception des correspondances destinées aux élus, ainsi qu'aux administrations centrales et zonales.
- dans la limite des sommes disponibles, inscrites et affectées au Service de santé et de secours médical sur le budget de l'établissement public, les pièces et correspondances relatives à la préparation, à la passation, à l'engagement, à l'exécution et au règlement des marchés publics passés en procédure adaptée ainsi qu'aux commandes et à la certification interne du «service fait» d'opérations concernant des dépenses dans la limite de **1 000 Euros** par opération, à l'exclusion des bordereaux de mandat.

Article 24. — Délégation de signature est donnée au **Docteur Sylvie DILESEIGRES**, Médecin-chef du Groupement santé et secours médical Ouest, conformément aux restrictions de l'article 5 et dans le cadre de ses attributions, à l'effet de signer :

- les actes et correspondances relevant de la gestion courant du Groupement santé et secours médical Ouest, à l'exception des correspondances destinées aux élus, ainsi qu'aux administrations centrales et zonales.
- dans la limite des sommes disponibles, inscrites et affectées au Service de santé et de secours médical sur le budget de l'établissement public, les pièces et correspondances relatives à la préparation, à la passation, à l'engagement, à l'exécution et au règlement des marchés publics passés en procédure adaptée ainsi qu'aux commandes et à la certification interne du «service fait» d'opérations concernant des dépenses dans la limite de **1 000 Euros** par opération, à l'exclusion des bordereaux de mandat.

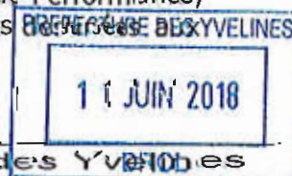
Article 25. — Délégation de signature est donnée au **Pharmacien de classe exceptionnelle Marie ENCINAS de MUNAGORRI**, Pharmacien chef et au **Pharmacien hors classe Joëlle DIVAY** Pharmacien-gérant de la Pharmacie unité biomédicale, conformément aux restrictions de l'article 5 et dans le cadre de leurs attributions, à l'effet de signer :

- les actes et correspondances relatifs à la gestion courante de la pharmacie unité biomédicale, à l'exception des correspondances destinées aux élus, ainsi qu'aux administrations centrales et zonales
- dans la limite des sommes disponibles, inscrites et affectées à la Pharmacie unité biomédicale sur le budget de l'établissement public, les pièces et correspondances relatives à la préparation, à la passation, à l'engagement, à l'exécution et au règlement des marchés publics passés en procédure adaptée ainsi qu'aux commandes et à la certification interne du «service fait» d'opérations concernant des dépenses dans la limite de **5 000 Euros** par opération, à l'exclusion des bordereaux de mandat. En cas d'absence ou d'empêchement du Pharmacien hors classe Joëlle DIVAY, délégation est donnée dans les mêmes conditions au Pharmacien de classe normale Véronique BRILLAUD, son adjointe.

POLE PILOTAGE, PERFORMANCE ET SYSTEMES D'INFORMATION

Article 26. — Délégation de signature est donnée à **Colonel Hors Classe Jean- Baptiste CASSIER**, Chef du Pôle Performance, pilotage et systèmes d'information, conformément aux restrictions de l'article 5 et dans le cadre de ses attributions, à l'effet de signer :

- les actes et correspondances relevant de la gestion courante du pôle Performance, pilotage et systèmes d'information à l'exception des correspondances destinées aux élus, ainsi qu'aux administrations centrales et zonales.



- dans la limite des sommes disponibles, inscrites et affectées au Pôle Performance, pilotage et systèmes d'information, de l'établissement public, les pièces et correspondances relatives à la préparation, à la passation, à l'engagement, à l'exécution et au règlement des marchés publics passés en procédure adaptée ainsi qu'aux commandes et à la certification interne du «service fait» d'opérations concernant des dépenses dans la limite de **10 000 Euros** par opération, à l'exclusion des bordereaux de mandat.

Article 27. — Délégation de signature est donnée, à compter du 16 juillet 2018, à **Mme Jeanne LAON**, Cheffe du Service contrôle de gestion, conformément aux restrictions de l'article 5, dans le cadre de ses attributions, à l'effet de signer :

- les actes et correspondances relevant de la gestion courante du Service contrôle de gestion, à l'exception des correspondances destinées aux élus, ainsi qu'aux administrations centrales et zonales.
- dans la limite des sommes disponibles, inscrites et affectées au Service contrôle de gestion sur le budget de l'établissement public, la certification interne du «service fait» d'opérations concernant des dépenses dans la limite de **2000 Euros** par opération, à l'exclusion des bordereaux de mandat.

Article 28. — Délégation de signature est donnée, à **M. Jean-Marie-Mathieu BRÉMONT**, Chef du Groupement des systèmes d'information, conformément aux restrictions de l'article 5 et dans le cadre de ses attributions, à l'effet de signer :

- les actes et correspondances relevant de la gestion courante du Groupement des systèmes d'information, à l'exception des correspondances destinées aux élus, ainsi qu'aux administrations centrales et zonales.
- dans la limite des sommes disponibles, inscrites et affectées au Groupement des systèmes d'information sur le budget de l'établissement public, les pièces et correspondances relatives à la préparation, à la passation, à l'engagement, à l'exécution et au règlement des marchés publics passés en procédure adaptée ainsi qu'aux commandes et à la certification interne du «service fait» d'opérations concernant des dépenses dans la limite de **5 000 Euros** par opération, à l'exclusion des bordereaux de mandat.

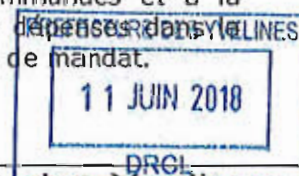
Délégation est donnée dans les mêmes conditions à Mme Marie-Christine MULLER, responsable des affaires administratives et financières du Groupement des systèmes d'information.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Marie BRÉMONT, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à M. Oumar N'DIAYE, son adjoint.

POLE GESTION DES RISQUES

Article 29 — Délégation de signature est donnée au **Colonel Hors Classe Francis LASSIETTE**, Chef du Pôle Gestion des risques, conformément aux restrictions de l'article 5 et dans le cadre de ses attributions, à l'effet de signer :

- les actes et correspondances relevant de la gestion courante du Pole Gestion des Risques, à l'exception des correspondances aux élus et autorités des administrations centrales et zonales,
- dans la limite des sommes disponibles, inscrites et affectées au Pôle Gestion des risques sur le budget de l'établissement public, les pièces et correspondances relatives à la préparation, à la passation, à l'engagement, à l'exécution et au règlement des marchés publics passés en procédure adaptée ainsi qu'aux commandes et à la certification interne du «service fait» d'opérations concernant des dépenses dans la limite de **10 000 Euros** par opération, à l'exclusion des bordereaux de mandat.



En cas d'absence ou d'empêchement du Colonel Francis LASSIETTE, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions au Lieutenant-colonel Christophe GALFRE, son adjoint.

Article 30 — Délégation de signature est donnée au **Lieutenant-colonel Sébastien PETITJEAN**, Chef du Groupement opérations, conformément aux restrictions de l'article 5 et dans le cadre de ses attributions, à l'effet de signer :

- les actes et correspondances relevant de la gestion courante du Groupement des Opérations, à l'exception des correspondances adressées aux élus et aux administrations centrales et zonales,
- dans la limite des sommes disponibles, inscrites et affectées au Groupement opérations sur le budget de l'établissement public, les pièces et correspondances relatives à la préparation, à la passation, à l'engagement, à l'exécution et au règlement des marchés publics passés en procédure adaptée ainsi qu'aux commandes et à la certification interne du «service fait» d'opérations concernant des dépenses dans la limite de **5 000 Euros** par opération, à l'exclusion des bordereaux de mandat.

En cas d'absence ou d'empêchement du Commandant Sébastien PETITJEAN délégation est donnée dans les mêmes conditions au Capitaine Imando DE OLIVEIRA, chef du service opérations.

Article 31 — Délégation de signature est donnée au **Lieutenant-colonel Christophe GALFRÉ**, Chef du Groupement prévision, conformément aux restrictions de l'article 5 et dans le cadre de ses attributions, à l'effet de signer :

- les actes et correspondances relevant de la gestion courante du Groupement Prévision, à l'exception des correspondances aux élus et aux administrations centrales et zonales
- dans la limite des sommes disponibles, inscrites et affectées au Groupement prévision sur le budget de l'établissement public, les pièces et correspondances relatives à la préparation, à la passation, à l'engagement, à l'exécution et au règlement des marchés publics passés en procédure adaptée ainsi qu'aux commandes et à la certification interne du «service fait» d'opérations concernant des dépenses dans la limite de **1 000 Euros** par opération, à l'exclusion des bordereaux de mandat.

En cas d'absence ou d'empêchement du Lieutenant-colonel Christophe GALFRÉ, délégation est donnée dans les mêmes conditions au Commandant Alain FAUVEAU, son adjoint.

Article 32. — Délégation de signature est donnée au Lieutenant-colonel **Sébastien FRÉMONT**, Chef du Groupement prévention, conformément aux restrictions de l'article 5 et dans le cadre de ses attributions, à l'effet de signer :

- les actes et correspondances relevant de la gestion courante du Groupement Prévention, à l'exception des correspondances aux élus et aux administrations centrales et zonales
- dans la limite des sommes disponibles, inscrites et affectées au Groupement prévention sur le budget de l'établissement public, les pièces et correspondances relatives à la préparation, à la passation, à l'engagement, à l'exécution et au règlement des marchés publics passés en procédure adaptée ainsi qu'aux commandes et à la certification interne du «service fait» d'opérations concernant des dépenses dans la limite de **1 000 Euros** par opération, à l'exclusion des bordereaux de mandat.

En cas d'absence ou d'empêchement du Lieutenant-colonel Sébastien FRÉMONT délégation est donnée dans les mêmes conditions au Capitaine Thierry GUILARD.



GROUPEMENT TERRITORIAL EST

Article 33. — Délégation de signature est donnée au **Lieutenant-colonel Christophe BETINELLI**, Chef du Groupement territorial Est, à l'effet de signer, conformément aux restrictions de l'article 4, dans le cadre de ses attributions :

- les actes et correspondances relevant de la gestion courante du Groupement territorial Est, à l'exception des correspondances aux élus et aux administrations centrales et zonales,
- les ampliements des actes de l'établissement public et les états de service des personnels relevant de la gestion du Groupement territorial Est,
- dans la limite des sommes disponibles, inscrites et affectées au Groupement territorial Ouest sur le budget de l'établissement public, les pièces et correspondances relatives à la préparation, à la passation, à l'engagement, à l'exécution et au règlement des marchés passés en procédure adaptée ainsi qu'aux commandes et à la certification interne du « service fait » d'opérations concernant des dépenses dans la limite de **10 000 €uros** par opération, à l'exclusion des bordereaux de mandat.
- les arrêtés des sapeurs-pompiers volontaires sous-officiers et hommes du rang relevant du Groupement Est à l'exclusion :
 - * des refus de renouvellement d'engagement,
 - * des sanctions disciplinaires au-delà de l'avertissement

et les courriers s'y afférents.

- les arrêtés des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C relevant du Groupement Est à l'exclusion :
 - * des recrutements (nomination par détachement, par voie de mutation, intégration directe, nomination stagiaire)
 - * des détachements dans le grade,
 - * des refus de titularisation,
 - * des suspensions conservatoires,
 - * des mises à disposition et leurs renouvellements,
 - * des sanctions disciplinaires au-delà de l'avertissement

et les courriers s'y afférents.

- les conventions pour l'usage d'infrastructures pédagogiques ou de manœuvres, à l'exception de celles comportant des clauses financières, ou destinées aux exercices avec feux réels

En cas d'absence ou d'empêchement du Lieutenant-colonel Christophe BETINELLI, délégation est donnée dans les mêmes conditions au Lieutenant-colonel François FOUCAUD, son adjoint, Chef d'état-major du groupement.

Article 34. — Délégation de signature est donnée à **Mme Elodie SEBAOUN**, Cheffe de la Section administrative et financière du Groupement territorial Est, à l'effet de signer, conformément aux restrictions de l'article 5, dans le cadre de ses attributions, les ampliements des actes de l'établissement public et dans la limite des sommes disponibles, inscrites et affectées à la Section administrative et financière du Groupement territorial Est sur le budget de l'établissement public, les pièces et correspondances relatives à la préparation, à la passation, à l'engagement, à l'exécution et au règlement des marchés publics passés en procédure adaptée ainsi qu'aux commandes et à la certification interne du « service fait » d'opérations concernant des dépenses dans la limite de **2 000 €uros** par opération, à l'exclusion des bordereaux de mandat.



Article 35. — Délégation de signature est donnée au **Lieutenant Jean-Marie DABRICOT**, Chef de la section logistique et technique du Groupement territorial Est, à l'effet de signer, conformément aux restrictions de l'article 5, dans le cadre de ses attributions et dans la limite des sommes disponibles, Inscrites et affectées à la Section logistique et technique du Groupement territorial Est sur le budget de l'établissement public, la certification interne du «service fait» d'opérations concernant des dépenses dans la limite de **2 000 Euros** par opération, à l'exclusion des bordereaux de mandat.

GROUPEMENT TERRITORIAL OUEST

Article 36. — Délégation de signature est donnée au **Lieutenant-colonel Olivier LABADIE**, Chef du Groupement territorial Ouest, à l'effet de signer, conformément aux restrictions de l'article 5, dans le cadre de ses attributions :

- les actes et correspondances relevant de la gestion courante du Groupement territorial Ouest, à l'exception des correspondances aux élus et aux administrations centrales et zonales,
- les ampliations des actes de l'établissement public et les états de service des personnels relevant de la gestion du Groupement territorial Ouest,
- dans la limite des sommes disponibles, Inscrites et affectées au Groupement territorial Ouest sur le budget de l'établissement public, les pièces et correspondances relatives à la préparation, à la passation, à l'engagement, à l'exécution et au règlement des marchés passés en procédure adaptée ainsi qu'aux commandes et à la certification interne du « service fait » d'opérations concernant des dépenses dans la limite de **10 000 Euros** par opération, à l'exclusion des bordereaux de mandat.
- les arrêtés des sapeurs-pompiers volontaires sous-officiers et hommes du rang relevant du Groupement Ouest à l'exclusion :
 - * des refus de renouvellement d'engagement,
 - * des sanctions disciplinaires au-delà de l'avertissement,

et les courriers s'y afférents.

- les arrêtés des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C relevant du Groupement Ouest à l'exclusion :
 - * des recrutements (nomination par détachement, par voie de mutation, intégration directe, nomination stagiaire),
 - * des détachements dans le grade,
 - * des refus de titularisation,
 - * des suspensions conservatoires,
 - * des mises à disposition et leurs renouvellements,
 - * des sanctions disciplinaires au-delà de l'avertissement

et les courriers s'y afférents.

- les conventions pour l'usage d'infrastructures pédagogiques ou de manœuvres, à l'exception de celles comportant des clauses financières, ou destinées aux exercices avec feux réels.

En cas d'absence ou d'empêchement du Lieutenant-colonel Olivier LABADIE délégation est donnée dans les mêmes conditions au Commandant Philippe GOUPIL, son adjoint, Chef d'état-major du groupement.



Article 37. — Délégation de signature est donnée au **M. Jean-Michel FERREY**, Chef de la Section administrative et financière du Groupement territorial Ouest, à l'effet de signer, conformément aux restrictions de l'article 5, dans le cadre de ses attributions, les ampliations des actes de l'établissement public et dans la limite des sommes disponibles, inscrites et affectées à la Section administrative et financière du Groupement territorial Ouest sur le budget de l'établissement public, les pièces et correspondances relatives à la préparation, à la passation, à l'engagement, à l'exécution et au règlement des marchés publics passés en procédure adaptée ainsi qu'aux commandes et à la certification interne du «service fait» d'opérations concernant des dépenses dans la limite de **2 000 Euros** par opération, à l'exclusion des bordereaux de mandat.

Article 38. — Délégation de signature est donnée à l'**Adjudant-chef Philippe CAUDRON**, Adjoint au Chef de la section logistique et technique du Groupement territorial Ouest, à l'effet de signer, conformément aux restrictions de l'article 5, dans le cadre de ses attributions et dans la limite des sommes disponibles, inscrites et affectées à la Section logistique et technique du Groupement territorial Ouest sur le budget de l'établissement public, la certification interne du «service fait» d'opérations concernant des dépenses dans la limite de **2 000 Euros** par opération, à l'exclusion des bordereaux de mandat.

GROUPEMENT TERRITORIAL SUD

Article 39. — Délégation de signature est donnée au **Lieutenant-colonel Bertrand DOUVILLE**, Chef du Groupement territorial Sud, à l'effet de signer, conformément aux restrictions de l'article 5, dans le cadre de ses attributions :

- Les actes et correspondances relevant de la gestion courante du Groupement territorial Sud, à l'exception des correspondances aux élus et aux administrations centrales et zonales,
- les ampliations des actes de l'établissement public et les états de service des personnels relevant de la gestion du Groupement territorial Sud,
- dans la limite des sommes disponibles, inscrites et affectées 44 sur le budget de l'établissement public, les pièces et correspondances relatives à la préparation, à la passation, à l'engagement, à l'exécution et au règlement des marchés passés en procédure adaptée ainsi qu'aux commandes et à la certification interne du « service fait » d'opérations concernant des dépenses dans la limite de **10 000 Euros** par opération, à l'exclusion des bordereaux de mandat.
- les arrêtés des sapeurs-pompiers volontaires sous-officiers et hommes du rang relevant du Groupement Sud à l'exclusion :
 - * des refus de renouvellement d'engagement,
 - * des sanctions disciplinaires au-delà de l'avertissement

et les courriers s'y afférents.

- les arrêtés des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C relevant du Groupement Sud à l'exclusion :
 - * des recrutements (nomination par détachement, par voie de mutation, intégration directe, nomination stagiaire)
 - * des détachements dans le grade,
 - * des refus de titularisation,
 - * des suspensions conservatoires,
 - * des mises à disposition et leurs renouvellements,
 - * des sanctions disciplinaires au-delà de l'avertissement

et les courriers s'y afférents.

- les conventions pour l'usage d'infrastructures pédagogiques ou de manœuvres, à l'exception de celles comportant des clauses financières, ou destinées aux exercices avec feux réels



En cas d'absence ou d'empêchement du Lieutenant-colonel Bertrand DOUVILLE, délégation est donnée dans les mêmes conditions au Lieutenant-colonel Dominique FRANCO, son adjoint, Chef d'état-major du groupement.

Article 40. — Délégation de signature est donnée au **Mme Audrey MARCHAND**, Cheffe de la Section administrative et financière du Groupement territorial Sud, à l'effet de signer, conformément aux restrictions de l'article 5, dans le cadre de ses attributions, les ampliations des actes de l'établissement public et dans la limite des sommes disponibles, inscrites et affectées à la Section administrative et financière du Groupement territorial Sud sur le budget de l'établissement public, les pièces et correspondances relatives à la préparation, à la passation, à l'engagement, à l'exécution et au règlement des marchés publics passés en procédure adaptée ainsi qu'aux commandes et à la certification Interne du «service fait» d'opérations concernant des dépenses dans la limite de **2 000 Euros** par opération, à l'exclusion des bordereaux de mandat.

Article 41. — Le spécimen de la signature de chaque agent désigné sera collecté sur un document unique contresigné par le Président du Conseil d'administration.

Article 42. — Le présent arrêté prend effet le 7 juin 2018.

Article 43. — L'arrêté n° 2018-003 du 9 janvier 2018 portant délégation de signature pour l'établissement public est abrogé.

Article 44. — Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours et l'agent comptable de l'établissement public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au Recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines.

le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines

Alexandre JOLY





Le Président
du Conseil d'administration

ARRÊTÉ n°2018-023 du 11 juin 2018

fixant les référentiels internes de formation et de certification
de la formation de chef d'agrès une équipe
de sapeurs-pompiers professionnels et volontaires

Le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la sécurité intérieure ;

VU la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

VU le décret n°2012-521 du 20 avril 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des sous-officiers de sapeurs-pompiers professionnels ;

VU le décret n°2013-412 du 17 mai 2013 relatif aux sapeurs-pompiers volontaires ;

VU l'arrêté du 30 septembre 2013 relatif aux formations des sapeurs-pompiers professionnels ;

VU l'arrêté du 8 août 2013 relatif aux formations des sapeurs-pompiers volontaires ;

VU la délibération n°14-1-08 du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours des Yvelines relative à la mise à jour du règlement formation ;

VU l'avis du comité technique dans sa séance du 15 juin 2017 ;

VU l'avis du comité consultatif des sapeurs-pompiers volontaires dans sa séance du 20 juin 2017 ;

Sur proposition du directeur départemental des services d'incendie et de secours;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Le contenu de la formation de chef d'agrès une équipe de sapeurs-pompiers professionnels et volontaires, les modalités d'organisation des évaluations, leur forme et leur contenu sont fixés dans les deux référentiels annexés à ce présent arrêté : le référentiel interne de formation et le référentiel interne de certification. Ces référentiels sont eux-mêmes annexés au règlement de formation départemental.

Article 2 : Le directeur départemental des services d'incendie et de secours des Yvelines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines.

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines,

Alexandre Joly



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**ARRETE PORTANT ETABLISSEMENT
DU TABLEAU ANNUEL D'AVANCEMENT
AU GRADE DE COMMANDANT DE SAPEURS-POMPIERS PROFESSIONNELS
AU TITRE DE L'ANNEE 2018**

ARRETE N° 2018-024

LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE L'INTERIEUR,
LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DES YVELINES

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 modifié relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

Vu le décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 modifié portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels ;

Vu le décret 2016-2008 du 30 décembre 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois des capitaines, commandants et lieutenants-colonels de sapeurs-pompiers professionnels ;

Vu l'avis de la commission administrative paritaire compétente en date du 6 juillet 2018 ;

A R R E T

Article 1^{er} - Le tableau d'avancement au grade de commandant de sapeurs-pompiers professionnels du service départemental d'incendie et de secours des Yvelines est établi, au titre de l'année 2018, dans l'ordre suivant :

- n° 1 - Nicolas GRANIER
- n° 2 - Christelle MAGIMEL
- n° 3 - Sébastien AVENEL
- n° 4 - Thierry AUTENZIO
- n° 5 - Valérie KERN

Article 2 - Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif compétent peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 3 - Le préfet des Yvelines et le président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours des Yvelines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Fait à Paris, le **23 AOUT 2018**

Pour le ministre d'Etat et par délégation,

Le président du conseil d'administration
du service départemental d'incendie
et de secours des Yvelines



Adjoint à la sous-préfecture
de ...
et des ...

Bruno ...

**ARRETE PORTANT ETABLISSEMENT
DU TABLEAU ANNUEL D'AVANCEMENT
AU GRADE DE LIEUTENANT HORS CLASSE
DE SAPEURS-POMPIERS PROFESSIONNELS
AU TITRE DE L'ANNEE 2018**

ARRETE N° 2018-025

**Le Préfet des Yvelines,
Le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines,**

- VU** le code général des collectivités territoriales ;
VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
VU la loi n°84-53 du 26 juillet 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
VU le décret n°89-229 du 17 avril 1989 modifié, relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
VU le décret n°90-850 du 25 septembre 1990 modifié, portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels ;
VU le décret n°2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale ;
VU le décret n°2012-522 du 20 avril 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des lieutenants de sapeurs-pompiers professionnels ;
VU l'avis de la Commission administrative paritaire des officiers de sapeurs-pompiers professionnels de catégorie B en date du 6 juillet 2018 ;

ARRETEMENT

Article 1^{er} : Le tableau d'avancement au grade de lieutenant hors classe de sapeurs-pompiers professionnels du service départemental d'incendie et de secours des Yvelines est établi, au titre de l'année 2018, dans l'ordre suivant :


- n° 1 - DUTRIEUX Pierre
n° 2 - LEHOUX Jean-Pierre

Article 2 : Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Versailles, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification.

Le Préfet des Yvelines,

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines,

Signé électroniquement par
Alexandre JOLY
PRESIDENT DU CASDIS
DU SDIS DES YVELINES



16/08/2018



**ARRETE FIXANT LA COMPOSITION
DU COMITE CONSULTATIF DES SAPEURS POMPIERS VOLONTAIRES
DU GROUPEMENT OUEST**

ARRETE N° 2018-029

Le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la sécurité intérieure ;

VU la loi n°96-370 du 3 mai 1996 modifiée, relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers ;

VU la loi n°2011-851 du 20 juillet 2011 modifiée, relative à l'engagement du sapeur-pompier volontaire et à son cadre juridique ;

VU l'arrêté du 29 mars 2016 portant organisation du Comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires ;

VU l'arrêté n° AD-2015-128 du 2 avril 2015 du Président du Conseil Général des Yvelines portant délégation de pouvoir de la présidence du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines ;

VU la délibération n°04-6-89 du 15 décembre 2004 portant création des comités consultatifs de groupement des sapeurs-pompiers volontaires ;

VU la délibération n°15-2-16 du 6 mai 2015 portant élection des Vices-présidents et du membre siégeant Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines, et composition du bureau ;

VU la délibération n°17-1-02 du 25 janvier 2017 portant installation du nouveau Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines suite à l'élection partielle et installation d'un nouveau conseiller départemental ;

VU le procès-verbal des élections des représentants des sapeurs-pompiers volontaires au Comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires en date du 10 juin 2014 ;

SUR proposition du Directeur départemental des Services d'incendie et de secours des Yvelines,

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 2017-040 en date du 1 septembre 2017 portant constitution du comité consultatif des sapeurs-pompiers volontaires du groupement Ouest.

Article 2 : Ce Comité consultatif de groupement des sapeurs-pompiers volontaires est composé de :

A. 3 représentants de l'administration :

Titulaires	Suppléants
Président : Mme Hélène BRIOIX-FEUCHET	Monsieur Didier JOUY
Lieutenant-colonel Olivier LABADIE	Commandant Philippe GOUPIL
Madame Elisa SAINSON	Commandant Roland VICHERY

B. 3 représentants des sapeurs-pompiers volontaires :

Titulaires	Suppléants
Lieutenant Gilles DUPRAY	Lieutenant Yann CURIEN
Adjudant-chef Sébastien DAVRAINVILLE	Sergent-chef Sébastien DESMIDT
Caporal Florian FILLION	Sapeur de 1 ^{ère} classe Mohamed EL MANSOURI

Article 3 : Les modalités de fonctionnement et de convocation des membres titulaires et suppléants du présent comité sont fixées dans le Règlement intérieur des Comités consultatifs de groupement des sapeurs-pompiers.

Article 4 : Le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans les locaux de l'établissement public et publié au Recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines.

Fait à
Le Président du
du Service départe

